

BERNARD LUGAN

Atlas

historique de l'Afrique



**DES ORIGINES
À NOS JOURS**

éditions du
ROCHER



BERNARD LUGAN

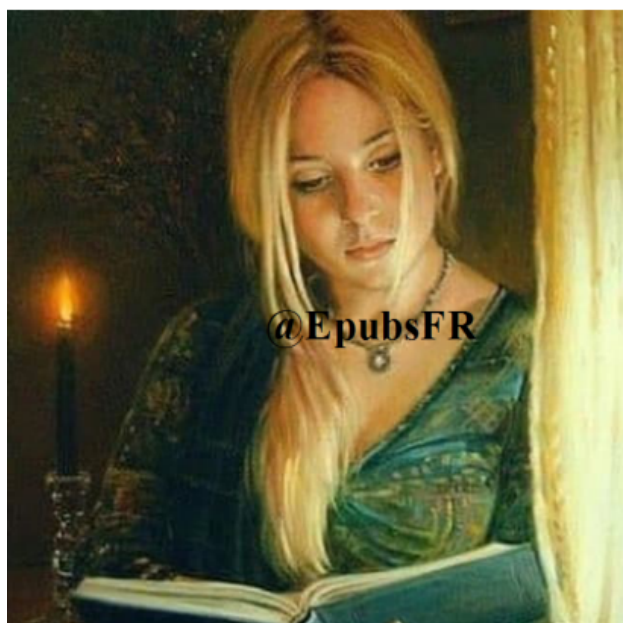
Atlas

historique de l'Afrique



**DES ORIGINES
À NOS JOURS**

éditions du
ROCHER



Atlas

historique de l'Afrique

DES ORIGINES À NOS JOURS

Du même auteur

- Le Safari du Kaiser*, (récit), en collaboration avec A. de Lagrange, La Table Ronde, 1987.
- Les Volontaires du roi*, (roman), en collaboration avec A. de Lagrange, Les Presses de la Cité, 1989.
- Robert de Kersauson : le dernier commando boer*, éditions du Rocher, 1989.
- Villebois-Mareuil, le La Fayette de l'Afrique du Sud*, éditions du Rocher, 1990.
- Cette Afrique qui était allemande*, éditions du Rocher, 1990.
- Histoire de la Louisiane française : 1682-1804*, Librairie académique Perrin, 1994.
- Afrique : de la colonisation philanthropique à la recolonisation humanitaire*, éditions Bartillat, 1995.
- Afrique : l'histoire à l'endroit*, Librairie académique Perrin, 1996.
- Ces Français qui ont fait l'Afrique du Sud*, éditions Bartillat, 1996.
- Histoire du Rwanda : de la préhistoire à nos jours*, éditions Bartillat, 1997.
- La guerre des Boers : 1899-1902*, Librairie académique Perrin, 1998.
- Histoire de l'Égypte, des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2001.
- God Bless Africa. Contre la mort programmée du continent noir*, éditions Carnot, 2003.
- African Legacy. Solutions for a community in Crisis*, Carnot USA Books, New York, 2003.
- Rwanda : le génocide, l'Église et la démocratie*, éditions du Rocher, 2001.
- François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda*, éditions du Rocher, 2005.
- Pour en finir avec la colonisation (l'Europe et l'Afrique XV^e- XX^e siècles)*, éditions du Rocher, 2006.
- Rwanda. Contre-enquête sur le génocide*, éditions Privat, 2007.
- Histoire de l'Afrique, des origines à nos jours*, éditions Ellipses, 2009.
- Histoire de l'Afrique du Sud, des origines à nos jours*, éditions Ellipses, 2010.
- Histoire du Maroc, des origines à nos jours*, éditions Ellipses, 2011.
- Décolonisez l'Afrique*, éditions Ellipses, 2012.
- Histoire des Berberes. Un combat identitaire plurimillénaire*, éditions de l'Afrique Réelle, 2012, www.bernard-lugan.com.
- Mythes et manipulations de l'histoire africaine. Mensonges et repentance*, éditions

- de l'Afrique Réelle, 2013, www.bernard-lugan.com.
- Les guerres d'Afrique des origines à nos jours*, éditions du Rocher, 2013.
- Printemps arabe : histoire d'une tragique illusion*, éditions de l'Afrique Réelle, 2013, www.bernard-lugan.com.
- Rwanda : un génocide en questions*, éditions du Rocher, 2014.
- Afrique, la guerre en cartes*, éditions de l'Afrique Réelle, 2014, www.bernard-lugan.com.
- Osons dire la vérité à l'Afrique*, éditions du Rocher, 2015.
- Histoire et géopolitique de la Libye : des origines à nos jours*, éditions de l'Afrique Réelle, 2015, www.bernard-lugan.com.
- Histoire de l'Afrique du Nord : Des origines à nos jours (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie, Maroc)*, éditions du Rocher, 2016.
- Algérie : l'histoire à l'endroit*, éditions de l'Afrique Réelle, 2017, www.bernard-lugan.com.
- Mai 1968 vu d'en face*, éditions Balland, 2018.
- Histoire militaire de la Louisiane française et des guerres indiennes*, éditions Balland, 2018
- Heia Safari ! Général von Lettow-Vorbeck*.
- Du Kilimandjaro aux combats de Berlin (1914-1920)*, éditions de l'Afrique Réelle, 2018, www.bernard-lugan.com.

BERNARD LUGAN

Atlas
historique de l'Afrique
DES ORIGINES À NOS JOURS

Sous la direction éditoriale de Daniel Hervouet

Cartes : B. et A. Fournel

éditions du
ROCHER

Tous droits de traduction,
d'adaptation et de reproduction
réservés pour tous pays.

© 2018, Groupe Elidia
Éditions du Rocher

28, rue Comte Félix Gastaldi - BP 521 - 98015 Monaco

www.editionsdurocher.fr

ISBN : 978-2-268-09644-5
EAN Epub : 9782268101149

LA TERRE ET LES HOMMES

DES ORIGINES À LA CONQUÊTE ARABO-MUSULMANE

DE LA CONQUÊTE ARABE À LA DÉCOUVERTE PORTUGAISE (VII^e - XV^e SIÈCLE)

DE LA DÉCOUVERTE PORTUGAISE À LA VEILLE DE LA COLONISATION

LA PÉRIODE COLONIALE

LA DÉCOLONISATION

LA PÉRIODE CONTEMPORAINE

BIBLIOGRAPHIE

INDEX

LA TERRE ET LES HOMMES

LA QUESTION DES FRONTIÈRES

En 1971, le professeur Hubert Deschamps écrivait :

« [...] les nouvelles frontières tracées en Europe sur des cartes à petite échelle, parfois fausses, étaient le plus souvent des lignes droites ou des cercles, toute une abstraction géométrique ne tenant aucun compte des peuples, le plus souvent ignorés. De là, des découpages à la hache, une boucherie diplomatique. Une Gambie anglaise taillée dans les peuples wolof et mandingue accordés à la France. Les Evhé coupés en deux tronçons, anglais et allemand (Ghana et Togo). De même les Pahouins entre le Kamerun et le Gabon ; les Bakongo entre la France, la Belgique et le Portugal ; les Ovambo entre le Portugal et l'Allemagne ; les Lunda entre Belges, Portugais et Anglais. La création artificielle de grands ensembles comme le Nigeria, le Tchad, le Soudan, groupait dans les mêmes frontières des peuples du Nord, anciens esclavagistes et les peuples du Sud qu'ils avaient rançonnés ; les premiers, musulmans, n'avaient eu aucun scrupule à lancer des raids chez les seconds païens. De là, des souvenirs qui les portaient assez peu à vivre ensemble. La révolte du Biafra, celle des Sud-soudanais, les malaises constants du Tchad s'expliquent largement par l'absurdité des découpages européens. C'est le péché originel. » (Deschamps, 1971).

Ce constat est licite dans ses grandes lignes. Cependant, à y regarder de plus près, les réunions de nombreux peuples au sein de la même entité administrative posèrent peu de problèmes tant qu'ils furent soumis à un même maître étranger.

Les difficultés apparurent lors des indépendances, quand l'ethno-mathématique démocratique donna la victoire aux plus nombreux. D'où les problèmes qui se posèrent avec les peuples minoritaires.

La brève parenthèse de moins d'un siècle que fut la colonisation et qui s'ouvrit dans les années 1880 pour s'achever dans les années 1950, perturba

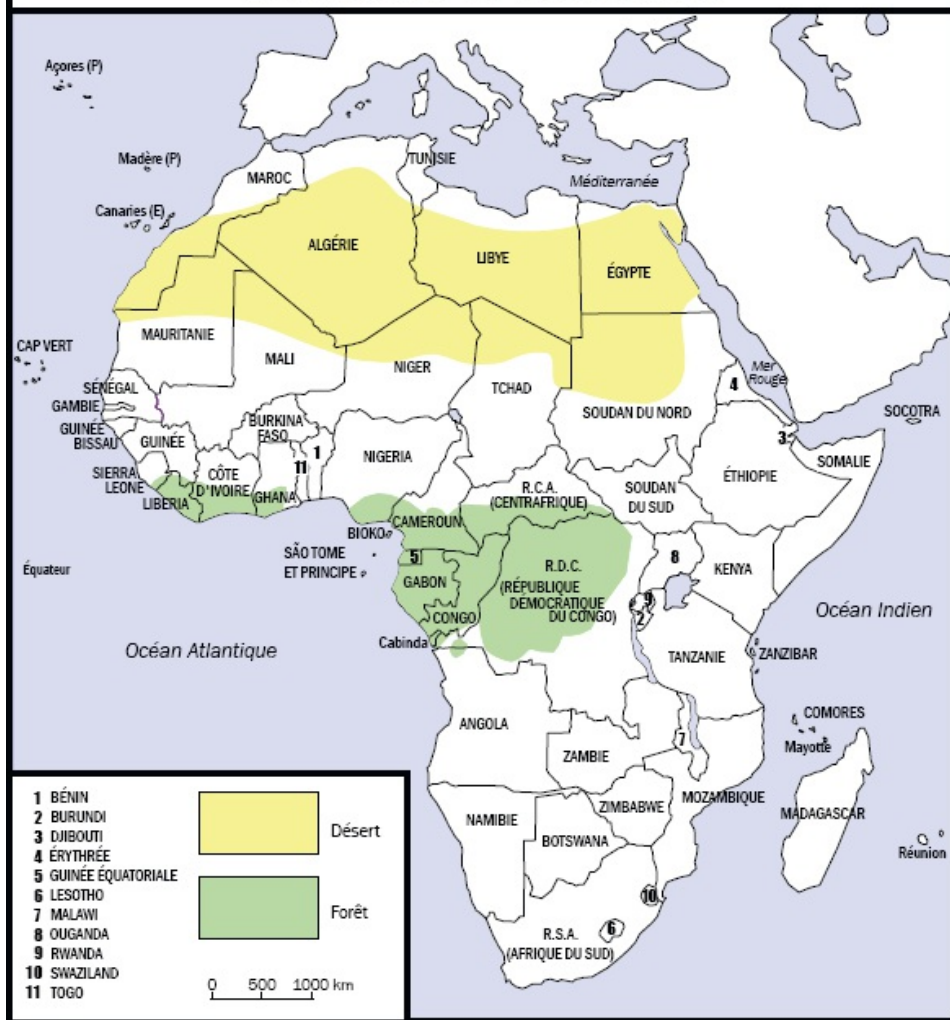
en profondeur les équilibres continentaux. La conquête coloniale se fit en effet généralement à l'avantage des pôles littoraux avec lesquels les Européens avaient noué de séculaires relations et qui, dans bien des cas, avaient été leurs partenaires durant l'époque de la traite esclavagiste. Quant aux Empires qui résistèrent à la colonisation, ils furent défaits au profit des populations qu'ils dominaient.

La colonisation cassa ainsi plusieurs « Prusses » africaines potentielles ou en devenir : Madagascar et la monarchie hova, l'Empire de Sokoto, les royaumes ashanti et zulu, les ensembles créés par el-Hadj Omar ou par Samory etc. Elle en subjuguait d'autres, les arrêtant durant une phase expansionniste de leur histoire, comme l'État tutsi rwandais coupé de son exutoire du nordouest Kivu et ramené sur les hautes terres bordières de la crête Congo-Nil ; ou encore comme l'Éthiopie, empêchée de regagner un accès à la mer en raison de l'installation italienne en Érythrée.

La colonisation procéda également par amputation comme dans le cas du Maroc, État millénaire territorialement découpé au profit de l'Algérie et de la Mauritanie.

Sur les décombres de ces empires ou sur les mosaïques ethniques régionales, les tracés coloniaux ont plaqué un artificiel maillage à l'intérieur duquel les États post-coloniaux ne sont le plus souvent que des coquilles juridiques vides ne coïncidant pas avec les patries charnelles qui fondent les véritables enracinements humains.

L'AFRIQUE POLITIQUE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE TEMPS LONG AFRICAIN

Le long déroulé de l'histoire du continent africain est rythmé par neuf grandes mutations ou ruptures.

1. La première découle des changements climatiques qui débouchèrent sur une succession d'épisodes secs et humides à l'intérieur desquels se fit la mise

en place des populations.

Leurs conséquences ne furent pas les mêmes en Afrique de l'Ouest, en Afrique orientale et australe. Dans la vallée du Nil, elles expliquent le « miracle » égyptien (voir page 55).

2. La seconde se produisit aux VII^e-VIII^e siècles avec l'islamisation de l'Afrique du Nord qui entraîna la cassure nord-sud du monde méditerranéen, l'apparition d'un front mouvant entre chrétienté et islam qui ne fut stabilisé qu'au XVII^e siècle, l'orientation de toute l'Afrique du Nord vers l'Orient, et une mutation en profondeur de la Berbérité.

3. La troisième eut lieu à partir du XVIII^e siècle avec l'apparition d'États forts, phénomène qui se produisit dans toute l'Afrique au sud du Sahara et qui présente de grandes différences régionales. Dans la région sahélo soudanaise, le *jihad* servit de paravent à la volonté impérialiste de sultanats nordistes qui entreprirent de s'étendre aux dépens d'entités animistes sahéliennes, comme les royaumes bambara.

En Afrique centrale ou australe, des empires ethno centrés, furent formés par le rassemblement de tribus ou de clans appartenant aux mêmes ensembles ethniques comme les royaumes Luba, Lunda, Shona, Zulu ou celui d'Imérina à Madagascar.

4. La quatrième se produisit avec la période coloniale, brève parenthèse de moins d'un siècle qui s'ouvrit dans les années 1880.

Nous avons vu page 11 que la conquête coloniale se fit généralement à l'avantage des pôles littoraux avec lesquels les Européens avaient noué de séculaires relations et qui, dans bien des cas, avaient été leurs partenaires durant l'époque de la traite esclavagiste. Les Empires qui résistèrent furent défaits au profit des populations qu'ils dominaient.

5. La cinquième se produisit au moment des indépendances de la décennie 1960, quand la décolonisation confirma le nouveau rapport de puissance provoqué par la colonisation, les anciens dominés de l'époque précoloniale, héritant régulièrement des États créés par les colonisateurs.

6. La sixième est le résultat des tracés coloniaux faits depuis l'Europe, artificiel maillage ayant créé des « prisons de peuples ». Bâties à l'intérieur de ces découpages, les États post-coloniaux ne sont le plus souvent que des coquilles juridiques vides (voir page 8).

7. La septième apparut durant la guerre froide, quand l'Afrique, juste indépendante, fut contrainte d'adopter une histoire qui n'était pas la sienne en entrant dans la clientèle de l'un ou de l'autre bloc.

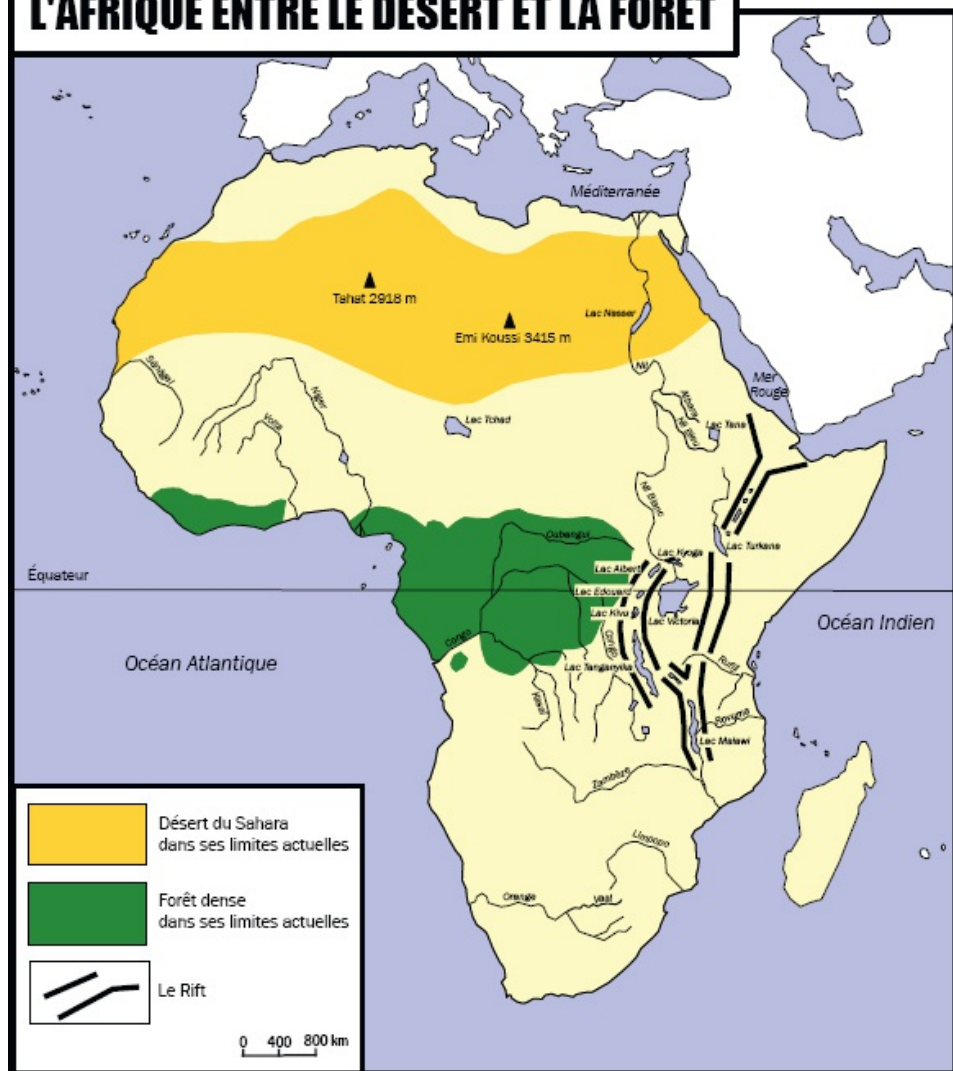
8. La huitième date des années 1990 quand les blocs ayant disparu, les vrais problèmes se posèrent avec d'autant plus de vigueur qu'ils avaient été niés depuis les indépendances. Ils étaient d'abord ethniques, historiques, culturels, politiques et parfois religieux avant d'être économiques.

Or, au moment où le continent aurait pu renouer avec son histoire, il en fut empêché par la démocratisation qui déboucha sur l'ethno-mathématique, c'est-à-dire sur la victoire des peuples les plus nombreux.

Voilà pourquoi, partout éclatèrent des troubles, des guerres, des massacres, et même un génocide, comme au Rwanda.

9. La neuvième tient au fait que l'Afrique a vu sa démographie exploser en raison des progrès réalisés par la médecine coloniale. La surpopulation qui en a résulté provoque la compétition pour la terre et explique l'amplification de certains conflits traditionnels.

L'AFRIQUE ENTRE LE DÉSERT ET LA FORÊT



LA TERRE ET L'EAU



Le transport des plaques de sel à travers le Sahara

Sur la carte, le continent africain apparaît comme un bloc de 30 millions de kilomètres carrés. À la différence de l'Asie, de l'Amérique du Nord ou de l'Europe, il ne présente ni vastes échancrures, ni péninsules digitées, ni chapelets d'îles.

Cet aspect massif est d'ailleurs le seul trait unitaire d'un continent aux milieux profondément individualisés, souvent isolés les uns des autres par des barrières naturelles.

À l'exception des savanes herbeuses s'étendant du Sahel aux hautes terres de l'Afrique orientale, les Afriques sont nettement séparées par des déserts, des forêts, des fleuves et leurs rapides, ou encore par la barre qui, souvent, isole le littoral.

Ces obstacles naturels ne sont pas les seuls. Les endémies, les barrières de tsé-tsé, variables dans le temps et dans l'espace, ont elles aussi conditionné l'histoire de vastes parties du continent.

Les pluies et les climats permettent de mettre en évidence au moins cinq Afriques : les Afriques des déserts, les Afriques des savanes, les Afriques des forêts, les Afriques des hautes terres et les Afriques tempérées.

Chacun de ces grands ensembles est divisé en une infinité de sous-ensembles régionaux.

Sur 9 000 km du nord au sud, c'est-à-dire d'Alger au cap de Bonne-Espérance, et sur 6 500 km d'ouest en est, de Dakar à Djibouti, les pluies qui n'ont guère d'homogénéité conditionnent les végétations.

En simplifiant à l'extrême, il est possible de distinguer six grandes zones caractérisées par six grands régimes des pluies :

1. Entre 0 et 100 mm d'eau par an, nous sommes en présence de milieux désertiques sur lesquels le peuplement est impossible ou résiduel.

2. Entre 100 et 300 mm d'eau par an, le milieu est celui de la steppe subdésertique avec activités pastorales reposant sur le transport des plaques de sel à travers le Sahara la transhumance. L'agriculture y est possible, mais avec irrigation.

3. Entre 300 et 600 mm d'eau par an, la zone individualisée est celle des savanes herbeuses propices à l'élevage.

Les pâturages sont relativement abondants, mais les pluies trop faibles pour permettre la pousse d'une végétation dense qui favoriserait la mouche tsé-tsé. Sauf accident climatique, cette zone permet une agriculture sans irrigation.

4. Entre 600 et 1 500 mm, nous sommes en présence des savanes arbustives.

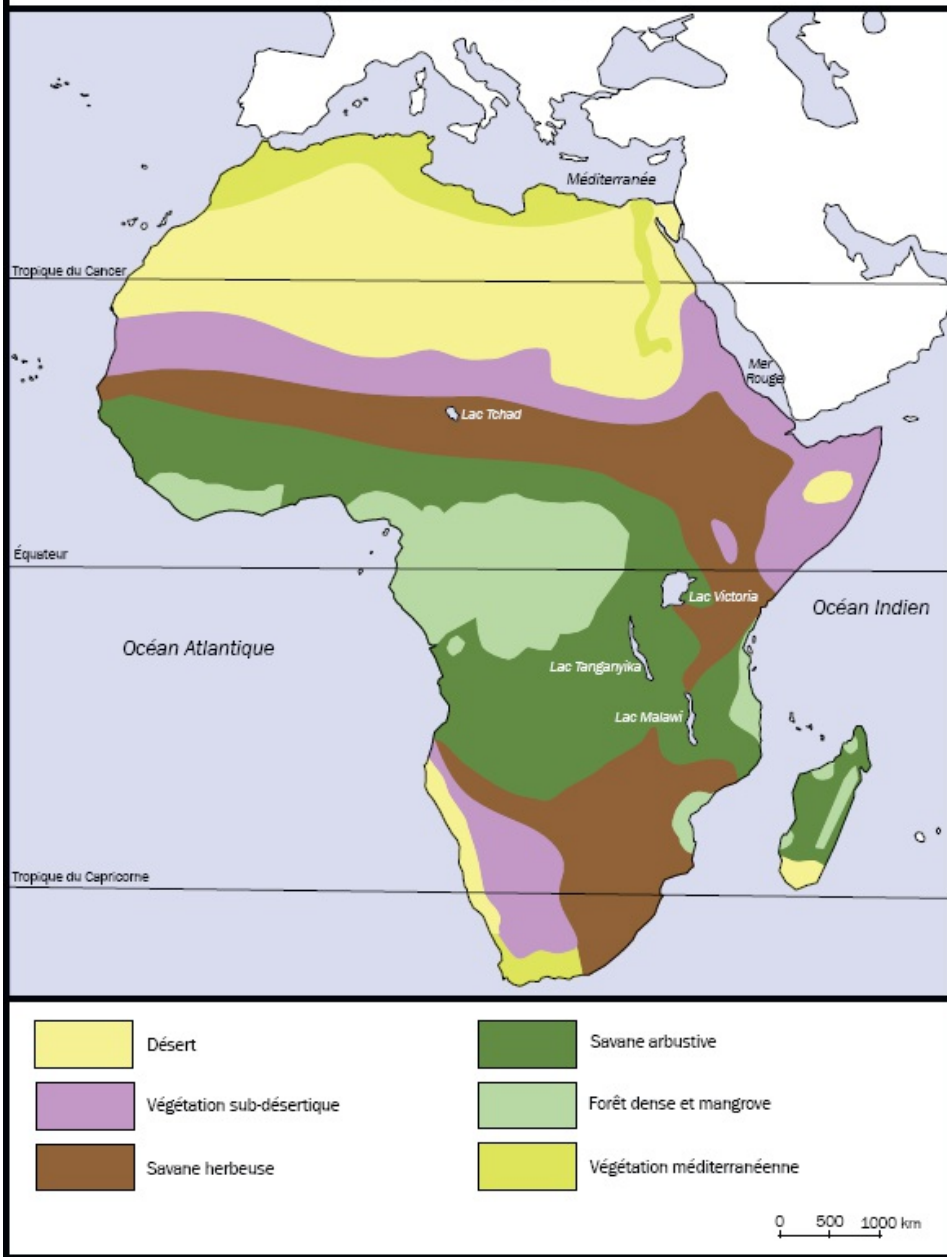
Les agriculteurs n'ont en principe pas à redouter d'accident pluviométrique et c'est pourquoi nous sommes en présence de la grande zone agricole africaine.

L'élevage y est encore largement possible, sauf vers la zone préforestière où vit la mouche tsé-tsé.

5. Au-dessus de 1 500 mm d'eau apparaît la grande forêt équatoriale. Largement dégradée sur ses périphéries, elle a fortement reculé depuis 2 000 ans sous l'action des défricheurs.

6. Aux deux extrémités nord et sud du continent, le système des saisons avec été et hiver et pluies d'automne et de printemps permet la définition d'un climat méditerranéen avec la végétation qui lui est associée.

LA VÉGÉTATION



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LANGUES ET POPULATIONS

Dans les Afriques des déserts, des savanes, des fleuves, des forêts, des hautes terres, des façades océaniques, etc., vivent des peuples différents dont le principal point commun est d'habiter sur un même continent. Tout le reste les sépare : le mode de vie, l'allure morphologique, la langue, la culture, la religion et parfois même la couleur de la peau.

Depuis Greenberg, les langues africaines sont classées en quatre grandes familles divisées en plusieurs groupes principaux composés d'une infinité de sousgroupes. Il s'agit des familles *KhoiSan*, *Nilo-Saharienne*, *Niger-Congo* et *Afrasiennne (afroasiatique)*. Leurs différences sont telles qu'il est naturel de penser qu'à l'origine, existaient quatre populations différentes, donc quatre « groupes raciaux », qui se sont ensuite fractionnés (Illife, 2000 : 23).

a. La famille KhoiSan est celle dite des « langues-vestiges » parlées par les peuples qui occupaient une partie du continent avant sa colonisation par ses actuels occupants noirs Cavalli-Sforza et alii. (1994 :193) pensent qu'ils sont apparentés à certains peuples d'Asie du sud-ouest et qu'ils seraient les premiers africains modernes. Selon d'autres chercheurs, la divergence entre les khoisanoïdes et les négroïdes serait relativement récente puisqu'elle se serait produite il y a 15000 ans (Froment, 1998 : 28).

Les KhoiSan forment en fait deux populations, les San (Bushman) qui sont chasseurs-cueilleurs et les Khoi ou Khoikhoi (Hottentots) (Bonzaier et alii, 1996) qui sont éleveurs¹. San et Khoi appartiennent au même groupe linguistique et ils utilisent des « clicks », claquements sonores de la langue remplaçant les consonnes.

b. La famille *Nilo-Saharienne* ou nilotique (Bender, 1997 ; Ehret, 2001), est composée de quatre grands groupes : le *central saharien*, le *central soudanais*, l'*oriental soudanais* et le *songhai* ou *songhay*.

Originaires de la région du centre de l'actuel Soudan, les locuteurs du proto-nilosaharien se sont subdivisés en deux branches, phénomène qui se serait produit entre $\pm 14\ 000$ et $\pm 6\ 000$ av. J.-C. (Le Quellec, 1998 : 490).

c. La famille *Niger-Congo* serait apparue entre Sahel et forêt, zones qui eurent des limites très variables durant les vingt derniers millénaires. Elle est composée de deux grands groupes :

1. le *groupe occidental* dans lequel se retrouvent les centaines de langues de l'Ouest africain sud-saharien à l'exception du *songhai* et des langues *tchadiques*.

2. le *groupe central* qui rassemble les langues *bantu* (orthographe anglo-saxonne) ou *bantoues*.

d. La *famille Afrasienne* ou *Afro-asiatique* est composée de quatre groupes principaux : le *berbère*, le *sémitique*, le *tchadien* et le *couchitique*.

Selon Christopher Erhet, au moment de sa genèse, il y a environ 20 000 ans, le foyer d'origine des locuteurs du proto-afrasien se situait entre les monts de la mer Rouge et les plateaux éthiopiens. (Erhet, 1995, 1996b).

Contrairement à ce que pensait Greenberg (1963) qui l'avait baptisée Afro-asiatique, cette famille serait donc d'origine purement africaine et non moyen-orientale (Erhet, 1995, 1996b).

Son nouvel arbre généalogique linguistique pourrait indiquer que ses deux plus anciennes fragmentations internes se seraient produites sur le plateau éthiopien (Le Quellec, 1998 : 493).

L'AFRIQUE ETHNO-LINGUISTIQUE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

Langues et populations

La carte de l'Afrique illustre la répartition géographique des langues officielles. Les pays sont classés en trois catégories :

- Pays francophones (jaune) :** Algérie, Tunisie, Maroc, Libye, Égypte, Soudan du Nord, Érythrée, Djibouti, Éthiopie, Somalie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi, République centrafricaine (R.C.A.), République démocratique du Congo (R.D.C.), République du Congo, Gabon, Congo, Angola, Namibie, Botswana, Swaziland, Lesotho, République d'Afrique du Sud (R.S.A.), Mozambique, Zimbabwe, Malawi, Tanzanie, Madagascar, Comores.
- Pays bilingues (francophones et arabophones) (vert) :** Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Nigeria, Cameroun, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Ghana, Soudan du Sud, Éthiopie, Somalie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi, République centrafricaine (R.C.A.), République démocratique du Congo (R.D.C.), République du Congo, Gabon, Congo, Angola, Namibie, Botswana, Swaziland, Lesotho, République d'Afrique du Sud (R.S.A.), Mozambique, Zimbabwe, Malawi, Tanzanie, Madagascar, Comores.
- Pays bilingues (francophones et anglophones) (rouge) :** Cameroun, Nigeria, Bénin, Togo, Côte d'Ivoire, Ghana, Soudan du Sud, Éthiopie, Somalie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Burundi, République centrafricaine (R.C.A.), République démocratique du Congo (R.D.C.), République du Congo, Gabon, Congo, Angola, Namibie, Botswana, Swaziland, Lesotho, République d'Afrique du Sud (R.S.A.), Mozambique, Zimbabwe, Malawi, Tanzanie, Madagascar, Comores.

La carte inclut également une légende, une échelle de 0 à 1 000 km, et des étiquettes pour les océans, mers et l'équateur.

Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'AFRIQUE ANGLOPHONE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA COMPLÉMENTARITÉ AFRIQUE DU NORD-SAHEL

Géographiquement, historiquement, culturellement, politiquement, religieusement et économiquement, l'Afrique du nord méditerranéenne est

reliée à l'Afrique « noire » par trois grands espaces de contact qui permettent de traverser le grand désert : l'axe du Nil, l'axe Libye-Tchad et l'axe MarocSahel occidental.

Seuls les deux premiers seront envisagés ici :

Machreq-Tchad : l'axe libyen

Traditionnellement, Tripoli était reliée à Kano et au lac Tchad au sein d'un espace sahélo-tripolitain structuré autour de villes-étapes et d'axes caravaniers.

Avec le Bédouin Kadhafi, la Libye avait revitalisé cet axe ouvert vers le sud, ce qui s'expliquait par ses origines, sa tribu, les Kadhafa, étant des chameliers, nomadisant de la Méditerranée au Tchad.

Aujourd'hui, avec la Libye nouvelle, nous assistons au retour à la tradition ottomane avec un pouvoir orienté vers la Méditerranée autour de villes littorales.

Maghreb-Sénégal-Niger : l'axe marocain

Pour le roi Hassan II :

« Le Maroc ressemble à un arbre dont les racines nourricières plongent profondément dans la terre d'Afrique, et qui respire grâce à son feuillage bruissant aux vents de l'Europe [...]. »

De fait, les liens entre le Maroc et l'Afrique sud saharienne sont quasiment constitutifs de la nation marocaine puisqu'ils remontent à la dynastie des Almoravides, ces Berbères sahariens qui, au xie siècle, créèrent le *Grand Maroc*, du fleuve Sénégal au centre de l'Espagne (voir page 123).

Puis, sous les Saadiens (1554-1650) le Maroc domina toute la région, boucle du Niger incluse. À cette époque, à Gao et à Tombouctou, la prière du vendredi était dite au nom du sultan du Maroc (voir pages 161).

Avant les partages coloniaux, l'influence marocaine se manifestait par la circulation d'une monnaie unique de Tanger à la vallée du fleuve Sénégal, par un même système de poids et de mesures. Économiquement la région était alors tournée vers le Maroc avec lequel elle constituait un même monde économique jalonné par les axes caravaniers reliant le carrefour de

Sijilmassa à la région de Tombouctou.

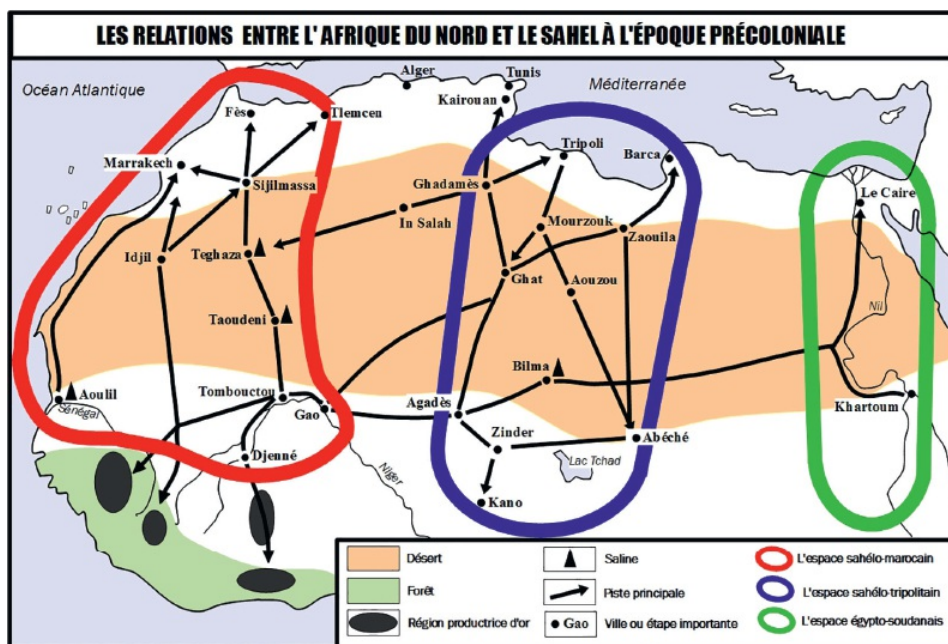
L'axe central reliant Tombouctou à la Méditerranée passait par Taoudeni, donc par le pays maure, et cela, afin d'éviter le bloc touareg s'étendant du Hoggar aux Iforas.

L'axe le plus commode aboutissait au fleuve Sénégal. Il longeait la côte atlantique où, sur une dizaine de kilomètres vers l'intérieur, les cuvettes naturelles, les « grara », reçoivent un minimum d'humidité marine et offrent donc à longueur d'année un minimum de pâturages.

La seconde raison est que les populations maures étaient soit périodiquement dans la dépendance politique du Maroc, soit en permanence sous celle, religieuse, des sultans marocains, descendants du Prophète et Commandeurs des croyants, statut qui leur est reconnu bien au-delà des frontières du Maroc.

Quant à la confrérie Tijani, la *Tarika Tijania*, qui rayonne sur tout le Sahel occidental, elle a ses racines à Fès où est enterré Ahmad Tijani mort dans la ville le 19 septembre 1815.

Cela fait de Fès et du Maroc un pôle essentiel pour des millions de Sénégalais et de Maliens pour lesquels le pèlerinage au mausolée du fondateur est quasiment aussi important que celui de La Mecque.



UN DUALISME RELIGIEUX RÉGIONALEMENT MARQUÉ

En dehors de survivances animistes minoritaires et difficiles à quantifier, les Africains sont chrétiens ou musulmans. Islam et christianisme sont deux religions importées introduites en Afrique depuis l'extérieur et à des moments historiques différents.

Le christianisme a l'antériorité en Afrique du Nord où il fut répandu durant la période romaine. Il y fut remplacé par l'islam à la suite des conquêtes arabes qui débutèrent au VII^e siècle.

Au sud du Sahara l'islam a précédé le christianisme introduit localement par les Portugais, puis généralisé durant la période coloniale. À l'exception de la côte de l'Afrique orientale nous sommes très peu documentés sur la première islamisation de l'Afrique sudsaharienne. Il semblerait que le frein principal à l'expansion de l'islam ait été la pratique de l'esclavage, car l'islam interdit la réduction en servitude des convertis.

À partir de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e, nous assistons au déroulé de vastes mouvements de jihad dans toute la bande sahéenne et ce fut alors que les derniers grands royaumes animistes, notamment les royaumes bambara furent islamisés par le fer et par le feu (voir page 201). La carte de la page 23 met en évidence le phénomène de coupure religieuse de l'Afrique en deux grands ensembles. L'Afrique du Nord et l'Afrique sahéenne sont ainsi quasi exclusivement musulmanes avec un ultime noyau copte en Égypte et quelques communautés chrétiennes minoritaires au Sénégal et au Mali.

Avec plus de 98 % en Afrique du Nord l'islam est la religion de plus de 40 % des Africains, 1/3 des musulmans dans le monde vivant en Afrique. Très majoritairement sunnite avec quelques îlots chiites au Nigeria et en Tanzanie cet islam est actuellement parcouru par de profonds mouvements fondamentalistes inspirés par le wahhabisme importé par des prédicateurs venus de la péninsule arabique.

En Afrique sud-saharienne les chrétiens représentent près de 65 % de la population dont environ 22 ou 23 % de catholiques, environ 5 % d'orthodoxes et plus de 36 % de protestants majoritairement évangélistes. En 2010, 16 % de tous les catholiques du monde vivaient en Afrique et ils

seront 22 % en 2050.

En Afrique centrale et australe, le christianisme a fait des progrès considérables ces dernières années, à telle enseigne qu'aujourd'hui, 30 % des chrétiens du monde vivent en Afrique.

Le christianisme africain est de plus en plus évangéliste, essentiellement pentecôtiste. Les pentecôtistes totalisaient plus de 160 millions de fidèles en 2015 soit 25 % de tous les adeptes dans le monde. En Afrique sud-saharienne les évangélistes sont plus nombreux que les musulmans.

Rares sont les pays dans lesquels christianisme et islam s'équilibrent dans la population. C'est le cas en Côte d'Ivoire, au Tchad et au Nigeria où les deux religions rassemblent chacune environ 50 % de la population. Cependant, comme leurs adeptes sont concentrés au nord pour les musulmans et au sud pour les chrétiens, le phénomène religieux y amplifie une coupure nord-sud à base ethnique, ce qui y provoque régulièrement de graves tensions.

La dominante religieuse régionale est particulièrement forte avec des pays dans lesquels l'islam est hégémonique avec plus de 98 % comme au Maroc, en Mauritanie et au Niger. À l'inverse, en RDC, en Zambie ou au Lesotho, le christianisme est la religion de plus de 95 % de la population.

LES RELIGIONS



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE DÉFI DÉMOGRAPHIQUE

Avec un taux de croissance voisin de 4 %, la population africaine double tous les 20 ans. Dans les années 1950-1960, la population du continent était d'environ 275 millions d'habitants, soit 9 % de la population mondiale.

Dans les années 1990 les Africains étaient 650 millions, soit 12 % de la population mondiale. En 2050, 40 % des naissances mondiales seront africaines¹ et en 2100, avec plus de 3 milliards d'habitants, le continent abritera 1/3 de la population mondiale, dont les trois quarts au sud du Sahara.

Quelques exemples :

- En Somalie, le taux de reproduction est de 6,4 enfants par femme et de 6,1 en RDC.
- Au Niger, où le taux de fécondité est de 7, les femmes souhaitent avoir 9 enfants et leurs maris ². La population de ce pays désertique qui était de 3 millions d'habitants en 1960 atteindra 40 millions en 2040 et 60 millions en 2050.
- En Algérie le programme de planification familiale des années 1990-2000, avait permis de faire baisser l'indice synthétique de fécondité de 4,5 enfants par femme en 1990, à 2,8 en 2008. Avec la réislamisation du pays, depuis 2014, il est remonté à 3,03.
- En Égypte, la population a dépassé les 90 millions, qui plus est, concentrée le long du Nil sur quelques dizaines de milliers de km², avec un indice de fécondité de 3,1 par femme et un taux de croissance naturelle de 18,5 pour 1000.

Nous sommes en présence d'une exception africaine car, partout ailleurs dans le monde, la tendance a été inversée. L'apogée de la démographie mondiale a ainsi été atteint dans les années 1970 avec un taux de 2,1 % d'augmentation annuelle. Puis le taux d'accroissement a baissé à 1,7 % dans la décennie 1990, Asie incluse. L'A frique n'a donc pas suivi ce mouvement.

Cette démographie galopante menace les équilibres politiques et produit des masses de pauvres. Elle constitue donc une bombe sociale et politique car, 850 millions d'Africains vivent actuellement dans la pauvreté, des millions d'entre eux ne survivent que par l'assistanat³ et 150 millions sont à la limite supérieure de la pauvreté.

Le développement de l'Afrique demeurera donc une chimère tant que la démographie n'y sera pas contrôlée. En dépit des sommes colossales qui y ont été déversées par les pays « riches », au lieu de se « développer », le continent africain s'est au contraire appauvri puisque la croissance économique (entre 1,4 % et 1,6 % en 2017), y est inférieure à la croissance démographique (3-4 %).

Laissons parler les chiffres :

- En 1970, 200 millions d'Africains n'avaient pas accès à l'électricité et aujourd'hui ils sont plus de 500 millions. Et pourtant, en un demi-siècle, des dizaines de milliers de kilomètres de lignes furent tirés, mais les naissances sont allées plus vite que l'électrification.
- Depuis 1960, la production agricole africaine a progressé en moyenne de 1,25 % par an, mais, dans le même temps, comme la population croissait en moyenne basse de 3 %, l'écart entre les besoins et les moyens s'est donc considérablement creusé, phénomène qui ira automatiquement en augmentant avec le doublement de la population tous les 18-20 ans.
- Depuis les indépendances, le PNB du continent a augmenté de près de 4 % en moyenne, mais, ramené à l'évolution de la population, ce taux tombe à moins de 2 %. Or, en 2000, les signataires des OMD⁴ considéraient que la pauvreté ne pourrait reculer à moins de 7 % de croissance durant de longues années. Comme aujourd'hui, la croissance africaine est globalement d'environ 2 % (entre 1,4 % et 1,6 % en 2017), le continent n'a donc pas cessé de s'enfoncer.

(1 milliard 300 000 000 millions d'habitants)

(1 milliard 300 000 000 millions d'habitants)



En définitive, au lieu d'être le

« levier du développement », la démographie africaine est au contraire son

principal frein.

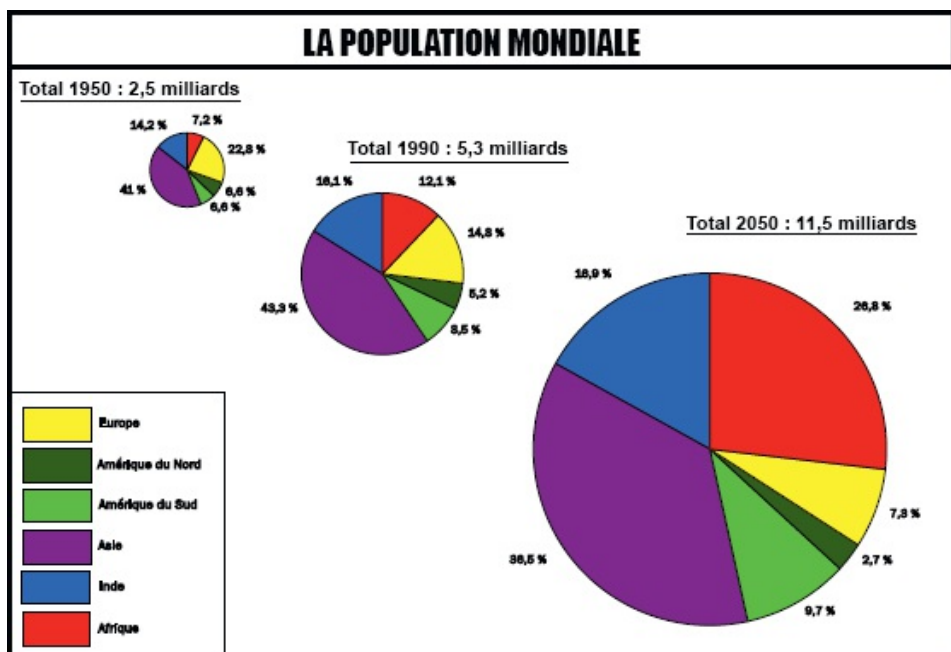
Culturellement, cette grande nouveauté qu'est la surpopulation n'a donc pas été intégrée dans schémas comportementaux africains qui fonctionnent encore selon les critères des sociétés traditionnelles.

À la différence de l'Asie, monde de hautes pressions démographiques dans lequel les populations avaient intégré le phénomène, notamment par la civilisation de la rizière, jusqu'aux XVI-XVII^e siècles, l'Afrique fut un monde de basse pression démographique dans lequel la lutte pour l'espace était inconnue, sauf sur certains milieux très spécifiques.

Une première augmentation de la population se produisit à partir du XVI^e siècle, avec l'introduction des plantes américaines par les Portugais.

Maïs et haricots devinrent ainsi la nourriture de base dans toute l'Afrique australe et dans l'Afrique interlacustre, les patates douces et le manioc partout ailleurs.

Le résultat fut un considérable essor démographique car, partout, aussi bien en Afrique de l'Ouest qu'en Afrique de l'Est et australe, les traditions et l'archéologie indiquent ainsi que des milieux nouveaux furent défrichés à partir de la fin du XVI^e siècle, avec une accélération jusqu'à la veille de la colonisation, puis une véritable explosion tout au cours du XX^e siècle.



1. Selon Ehret (1967) plusieurs mots Khoi servant à désigner le bétail sont de racine Soudanais central, (Central Sudanic). Ce serait donc au contact de locuteurs de ces langues qu'ils auraient pu apprendre les techniques de l'élevage des bovins et des moutons.
1. Unicef. *Afrique/Génération 2030*. Août 2014, 68 pages.
2. *Jeune Afrique*, 28 décembre 2014.
3. En 2015, l'APD (Aide pour le développement) pour toute l'Afrique a ainsi augmenté de 6,9 %, soit 131,6 milliards de dollars.

DES ORIGINES À LA CONQUÊTE ARABO-MUSULMANE

PREMIERS HOMMES OU PREMIERS AFRICAINS ?

Les primates apparaissent il y a environ 70 millions d'années, suivis par les primates anthropomorphes il y a 38 millions d'années. Ces derniers ont été mis au jour en Asie. La séparation des lignées humaines de celles des grands singes se serait produite il y a 13 millions d'années.

Les australopithèques qui sont des singes bipèdes apparaissent en Afrique entre 6 et 3,5 millions d'années. Les découvertes récentes ont fait surgir plusieurs autres hominidés vivant dans leur environnement. Tel est le cas de « Millenium ancestor », découvert à la fin de l'année 2000 au Kenya et de Toumaï (*Sahelanthropus tchadensis*), mis au jour en juillet 2001. L'âge de ce dernier étant de ± 6 millions d'années (Brunet, 2002), il semblerait se situer près de l'embranchement à partir duquel auraient divergé les grands singes d'une part et la famille humaine d'autre part.

Le genre *Homo* apparaît plus tard, il y a 2 à 3 millions d'années, avec *Homo habilis*. Comme l'australopithèque, il n'a, à ce jour, été découvert qu'en Afrique.

Puis, il y a environ 2 millions d'années, *Homo erectus* (pithécanthrope) entre en scène en Afrique, en Asie et en Europe. *Homo erectus* est-il le descendant d'*Homo habilis* ?

Tous deux ayant cohabité durant plusieurs centaines de milliers d'années, il n'est donc pas démontré que le second « descendrait » du premier. Deux hypothèses sont en présence :

1. Selon l'hypothèse « Out of Africa », l'hominisation ne s'étant faite qu'en Afrique, la planète a donc été peuplée à partir du continent africain vers 2

millions d'années, avec *Homo erectus*.

2. Selon l'hypothèse multicentriste l'hominisation s'est faite en plusieurs parties du globe. C'est ainsi qu'à Dmanisi, dans le Caucase, a été mis au jour *Homo georgicus*. Daté de 1,8 million d'années, il présenterait des traits à la fois *habilis* et *erectus* (Lieberman, 2007). Comme il est postulé que c'est *Homo erectus* et non *Homo habilis* qui serait « sorti » d'Afrique :

- soit *Homo habilis* l'a précédé dans la migration, ce qui n'est pas attesté, avant de se « métisser » avec lui, ce qui ne l'est pas davantage.
- soit *Homo georgicus* serait le résultat d'une hominisation indépendante de l'hominisation africaine. Cette hypothèse a été renforcée par une découverte faite en Espagne, à Atapuerca, où ont été mis au jour les restes d'*Homo antecessor* qui vivait entre 1,1 et 1,2 million d'années et qui pourrait être le représentant d'une nouvelle espèce d'hominidés, ce qui démontrerait que l'hominisation ne se serait pas faite qu'en Afrique (Carbonell, 2008).

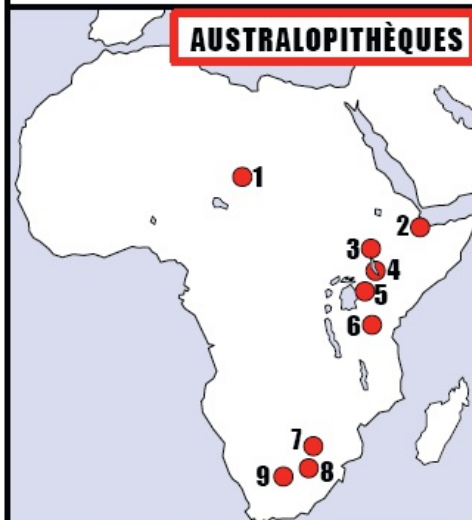
L'Homme moderne (*Homo Sapiens sapiens* ou Cro-Magnon), apparaît quant à lui il y a environ 200 000 ans. Là encore, deux hypothèses sont en présence :

- Selon l'hypothèse de l'origine africaine (théorie de l'Eve africaine), il serait apparu en Afrique il y a 200 000 ans, d'où *il serait* parti coloniser le reste de la planète il y a environ 120 000 ans (Manica, 2007).
- Selon l'hypothèse multi-centrique, *l'Homme moderne* asiatique et *l'Homme moderne* d'Europe descendraient de souches locales archaïques procédant d'évolutions elles aussi locales faites *in situ* (à partir de *l'Homo erectus* ?).

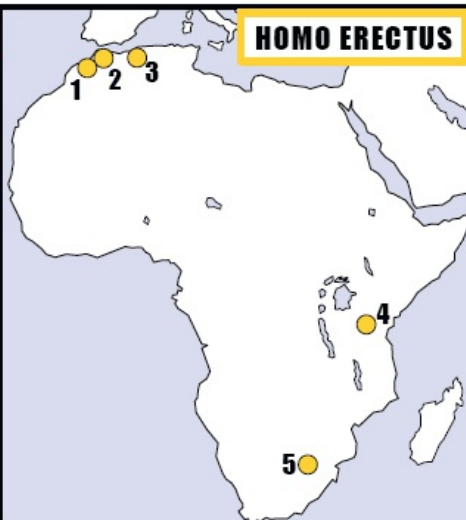
Comme du Maroc à la Georgie, de l'Espagne à la Mongolie, de la Chine à Israël et à l'Afrique, on observe la « sapiensisation » d'*Homo erectus*, laquelle donne à chaque fois naissance à une lignée locale, l'hypothèse du foyer unique africain semble donc s'effacer au profit de celle du multi régionalisme.

LES PREMIERS AFRICAINS

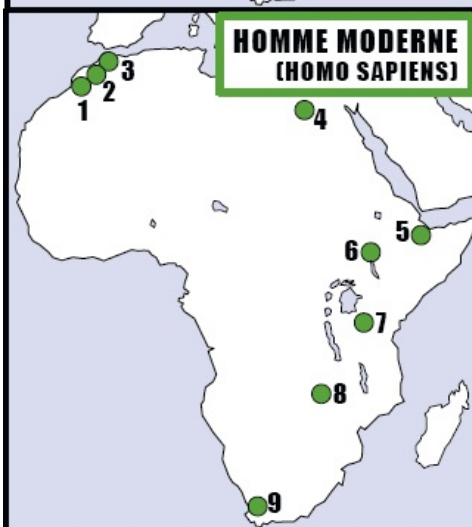
AUSTRALOPITHÈQUES



HOMO ERECTUS



HOMME MODERNE (HOMO SAPIENS)



AUSTRALOPITHÈQUES

- | | |
|---------------------|------------------------------|
| 1 Djourab | 7 Makapan (Swartkrans) |
| 2 Vallée de l'Awash | 8 (Sterkfontein) (Kromdraai) |
| 3 Rivière Omo | 9 Taung |
| 4 Lac Turkana | |
| 5 Lac Baringo | |
| 6 Olduvai | |

HOMO ERECTUS

- | | |
|--------------|--------------|
| 1 Casablanca | 4 Olduvai |
| 2 Rabat | 5 Swartkrans |
| 3 Ternifine | |

HOMME MODERNE (HOMO SAPIENS)

- | | |
|----------------|----------------|
| 1 Jebel Irhoud | 7 Lac Eyasi |
| 2 Temara | 8 Broken Hill |
| 3 Tanger | 9 Saldanha Bay |
| 4 Haoua Fteah | |
| 5 Diredawa | |
| 6 Rivière Omo | |

Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

UNE AFRIQUE FROIDE DONC ARIDE

La colonisation de l'espace par l'Homme moderne s'est faite dans une Afrique froide, donc aride (Leroux, 2000), phénomène qui débuta il y a $\pm 60\ 000$ ans et qui découlait de la réduction de la zone tropicale.

Au nord de l'Équateur

Il y a 30 000 ans, le Sahara central perdit ses lacs dont le lac Tchad, et se couvrit de dunes de sable. La faune et les hommes quittèrent alors la région pour se replier dans deux directions :

1. Vers la vallée du Nil, refuge de la vie saharienne. Cependant, la superficie y étant limitée à l'étroit cordon humide et à ses franges, les hommes y furent comme pris en tenaille par les déserts de l'est et de l'ouest.

Il y a 18 000 ans, la vallée fut envahie par le sable, puis les deux Nil et l'Atbara se transformèrent en cours d'eau saisonniers. Le Nil Blanc pourrait même s'être en partie asséché en raison des changements climatiques que connaissait alors l'Afrique des hautes terres.

2. Le second grand refuge fut le sud de l'actuel Sahel où le changement climatique se produisit à partir de - 30 000, avec une accélération vers - 20 000.

Durant l'*Hyper aride saharien*, les massifs de l'ouest africain (Fouta Djallon, plateaux bauchi et bamileké, Adamaoua étaient arrosés et devinrent des zones de repli pour la faune et les hommes.

Au sud de l'Équateur

Encore plus au sud, entre - 70 000 et - 40 000 ans, la zone forestière connut, elle aussi, un climat froid donc aride (en moyenne baisse de 4°), avec recul de la sylve.

Cette période est celle du *Malukien* dont l'Industrie lithique développée dans un environnement de savane ouverte, le *Sangoen*, du nom de son site éponyme, Sango Bay sur le lac Victoria (*Middle stone Age*)¹.

De - 40 000 à - 30 000 s'étend le *Njilien*, courte période durant laquelle le climat qui se réchauffa redevint donc humide, la forêt s'étendant à nouveau. L'industrie lithique fut alors celle du *Lupembien*, du nom de son site éponyme, Lupemba en RDC, qui vit le début du *Dernier Âge de la Pierre* ou *LSA 2*.

De - 30 000 à - 12 000 s'étendit ensuite le *Léopoldvillien*, période de froid et d'aridité contemporaine de la glaciation *wurmienne* ou *Dernier maximum glaciaire* en Europe.

Les températures baissèrent de 6 à 9°, avec un maximum d'intensité dans la

seconde partie de la période, c'est-à-dire entre - 20 000 et - 12 000. La forêt disparut quasiment, n'existant plus que comme relique. Cette période fut entrecoupée vers $\pm 24\ 000$ $\pm 22\ 000$ par une oscillation humide.

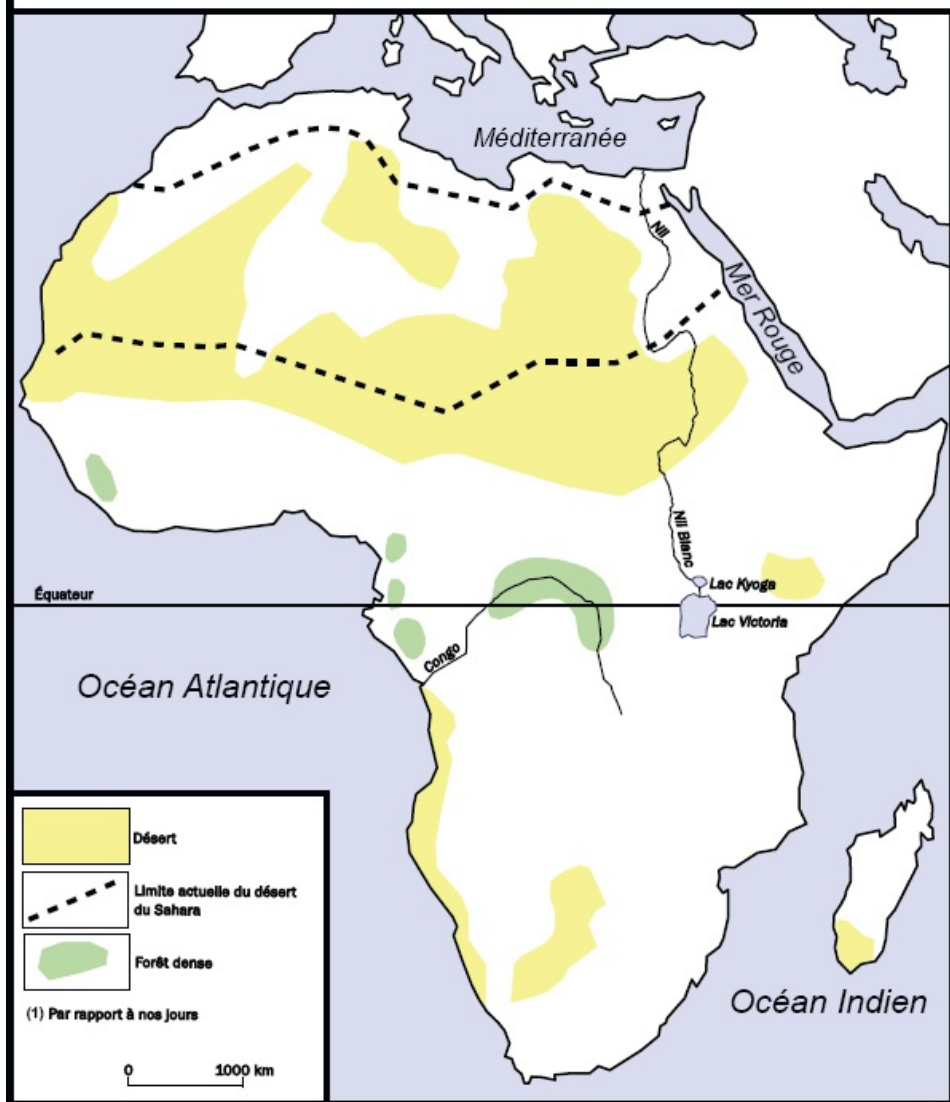
Le pic de la phase d'aridité se situa entre - 18 000 et 15 000 ans par rapport à nos jours.

L'océan fut alors à son plus bas niveau et la forêt de la cuvette du Congo recula au profit des savanes.

Dans les régions de la Corne, le froid et l'assèchement entraînèrent la dégradation du couvert végétal.

En Afrique orientale les grands lacs atteignirent leur niveau le plus bas, le lac Victoria baissant ainsi de 75 mètres. Il en fut de même avec les lacs Kivu et Tanganyika.

L'AFRIQUE DANS SA PHASE D'ARIDITÉ MAXIMALE (± 18000 / ± 15000) ⁽¹⁾



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

UNE AFRIQUE CHAUDE DONC HUMIDE

Le *Grand Humide holocène*¹ ou *Optimum climatique holocène* s'étendit de $\pm 8\ 000$ à $\pm 4\ 000$ av. J.-C. (Leroux, 1994) est une période de chaleur, donc d'humidité. Elle présente de profondes différences régionales :

1. En Afrique du Nord la végétation méditerranéenne colonisa l'espace vers le sud jusqu'à plus de 300 km de ses limites actuelles.

Plus à l'est, entre $\pm 13\ 000$ av. J.-C. et ± 7000 - 6000 av. J.-C., la région du Nil fut une zone de répulsion en raison de l'effarant niveau des crues qui noyaient périodiquement la vallée (voir page 57). Les hommes qui y vivaient partirent alors vers l'est et vers l'ouest et ils réoccupèrent les anciens déserts qui refleurissaient alors en partie.

2. Dans la région du Sahara, quatre différences régionales doivent être notées :

- Dans les zones d'altitude, l'aridité entama un mouvement de recul vers $\pm 12\ 000$ av. J.-C., confirmé vers $\pm 10\ 000$.

Vers $\pm 7\ 000$ av. J.-C., le réchauffement, donc les pluies furent de retour dans les zones basses du sud.

Le maximum de l'*Optimum pluvio-lacustre du Sahara* est situé vers $6\ 000$ av. J.-C. (Leroux, 1994 : 231.). Avec les précipitations, la faune et les hommes furent de retour et, vers $8\ 000$ av. J.-C., les premières gravures apparurent. Au nord du tropique du Cancer (carte page 15), les pluies d'hiver arrosaient essentiellement les massifs (Fezzan, Tassili N-Ajjer, etc.), tandis que les parties basses (désert Libyque et régions des Ergs, carte page 41) demeuraient désertiques. À l'époque du *Grand Humide*, le Sahara septentrional n'était donc humide que dans ses zones d'altitude.

- Au centre du Sahara, les massifs de l'Aïr, du Hoggar, de l'Adrar des Iforas donnaient naissance à une multitude d' *ouadi* (pluriel d' *oued*), alimentant un fleuve aujourd'hui disparu, l'Azawag, long de 1600 km.

Le Ténéré était une savane arborée. Plus à l'ouest, dans la région de l'actuelle Mauritanie et dans tout l'ouest du Sahara occidental, les dépressions et les cuvettes étaient devenues des lacs.

- Dans la région du « Sahara des Tchad », le lac Tchad s'étendait peut-être jusqu'aux contreforts du Tibesti, mais l'existence de ce paléo-Tchad est aujourd'hui remise en question.

3. Dans la région du Sahel les savanes remontèrent de 500 à 1 000 km vers le nord.

4. En Afrique orientale, les lacs atteignirent leur plus haut niveau, qu'il s'agisse de ceux de la vallée du Rift ou de ceux des hautes terres.

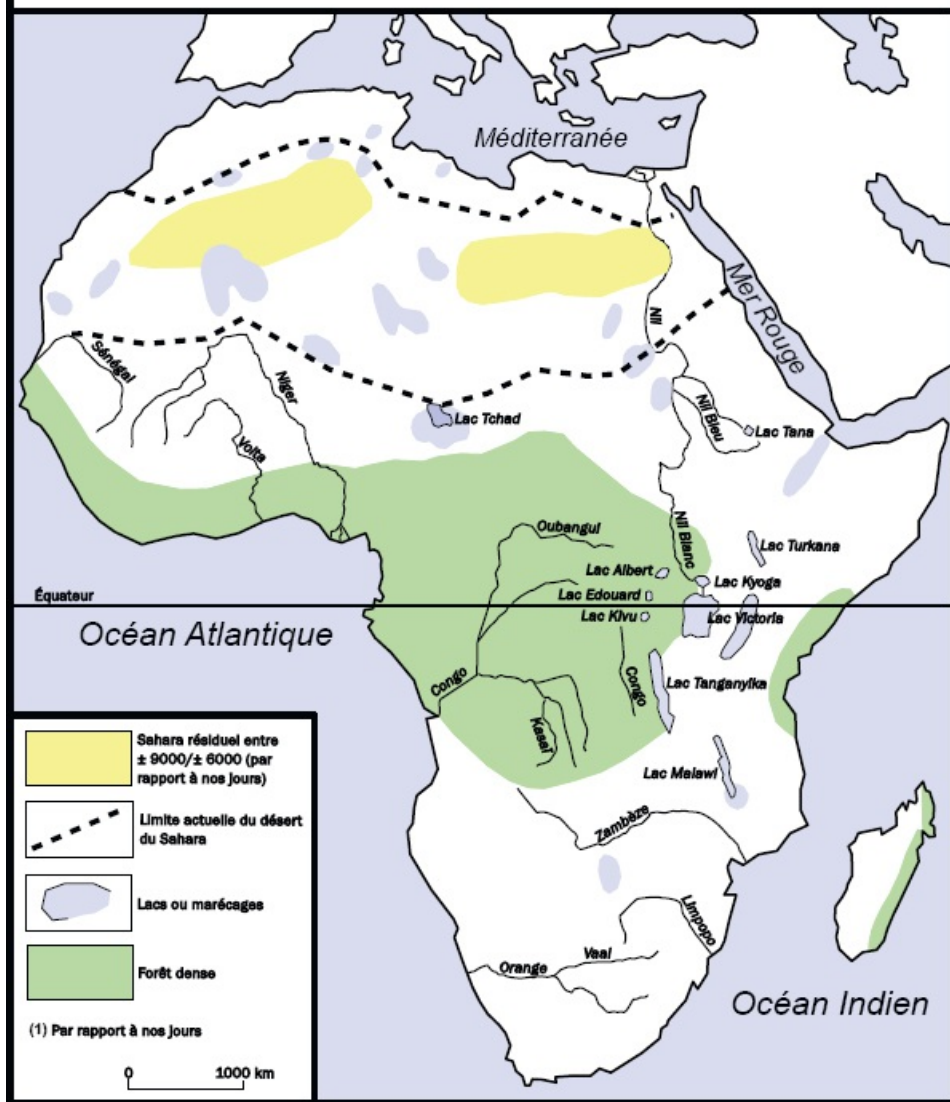
Gonflé par le fleuve Omo, le lac Turkana rejoignit le réseau du Nil, ne faisant plus qu'un avec les lacs Albert, Edouard et Victoria, constituant une sorte mer intérieure.

Plus au sud, le lac Kivu se fondit dans le lac Tanganyika. Au nord, le plateau éthiopien devint chaud et humide et les glaciers de l'époque précédente disparurent.

5. Dans la cuvette congolaise la recolonisation forestière se produisit à partir de $\pm 7\ 000$ av. J.-C.

Débordant de ses limites actuelles, la forêt s'étendit jusqu'au sud du Sénégal au nord-ouest et jusqu'au Darfour au nord-est. En Afrique orientale, elle atteignit les hautes terres et franchit le lac Victoria.

L'AFRIQUE DANS SA PHASE D'HUMIDITÉ MAXIMALE [± 9000 / ± 6000]⁽¹⁾



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'AFRIQUE IL Y A 8 000 ANS

Il y a 8 000 ans, donc vers 6 000 av. J.-C., l'humidité est revenue et le désert ayant quasiment disparu, le Sahara attire à nouveau les hommes.

C'est à cette époque que les actuelles grandes familles ethno-linguistiques commencent à se mettre en place dans toute l'Afrique au nord de la forêt.

Le groupe ethno-linguistique *nilo-saharien* dont l'émergence se serait produite entre $\pm 16\ 000$ et $\pm 8\ 000$ av. J.-C. (Le Quellec, 1998 : 490) dans la région du centre de l'actuel Soudan migre alors vers le centre du Sahara.

À l'est du Tibesti, un rameau se serait séparé de la branche mère avant de s'individualiser et de s'étendre dans tout le Sahara méridional dans l'actuel Sahara libyen.

À cette même époque, certains *Cushites* (groupe *afrasien*) qui vivaient dans la zone bordière de la mer Rouge (Érythrée, Djibouti et une partie de l'Éthiopie), entreprirent eux aussi de migrer vers le Sahara central. Leur progression se fit plus au sud de l'axe migratoire des *Nilo-Sahariens* et elle dépassa la zone tchadique vers l'ouest, jusque vers l'ouest de l'actuel Niger.

Plus au nord, toute l'Afrique du Nord était alors peuplée de Berbères ou de proto-Berbères appartenant à la famille linguistique *afro-asiatique* ou *afrasienne*.

Vers 7 000 av. J.-C., dans l'actuel Maghreb, apparaît la *civilisation capsienne* qui va s'étendre sur toute la région où elle introduisit l'élevage et élimina les hommes de « Mechta el-Arbi ».

Les porteurs de la *civilisation capsienne* sont désignés par les préhistoriens sous le nom de *Proto Méditerranéens* ou de *Proto Berbères*.

À l'est et au sud de la forêt congolaise, un problème est posé avec l'existence de populations dites « vestiges » ou « résiduelles » dont les Pygmées qui vivent en zone forestière, et les San dont l'habitat est l'Afrique australe. En Afrique de l'Ouest, plusieurs de ces populations ont été identifiées, dont les Bassari.

Dans l'est du continent au Kenya et en Tanzanie, ce sont les Dorobo, les Tatog, les Hadza, les Iraqw et les Sandawe.

Dans la région interlacustre, entre le lac Victoria et les lacs Albert, Edouard et Kivu, les traditions parlent des Renge, population différente des pygmées Twa et qui était déjà installée quand les ancêtres des actuels Hutu et Tutsi arrivèrent dans la région.

Jusqu'à ces dernières années, l'on pensait que ces populations avaient précédé les locuteurs bantuphones.

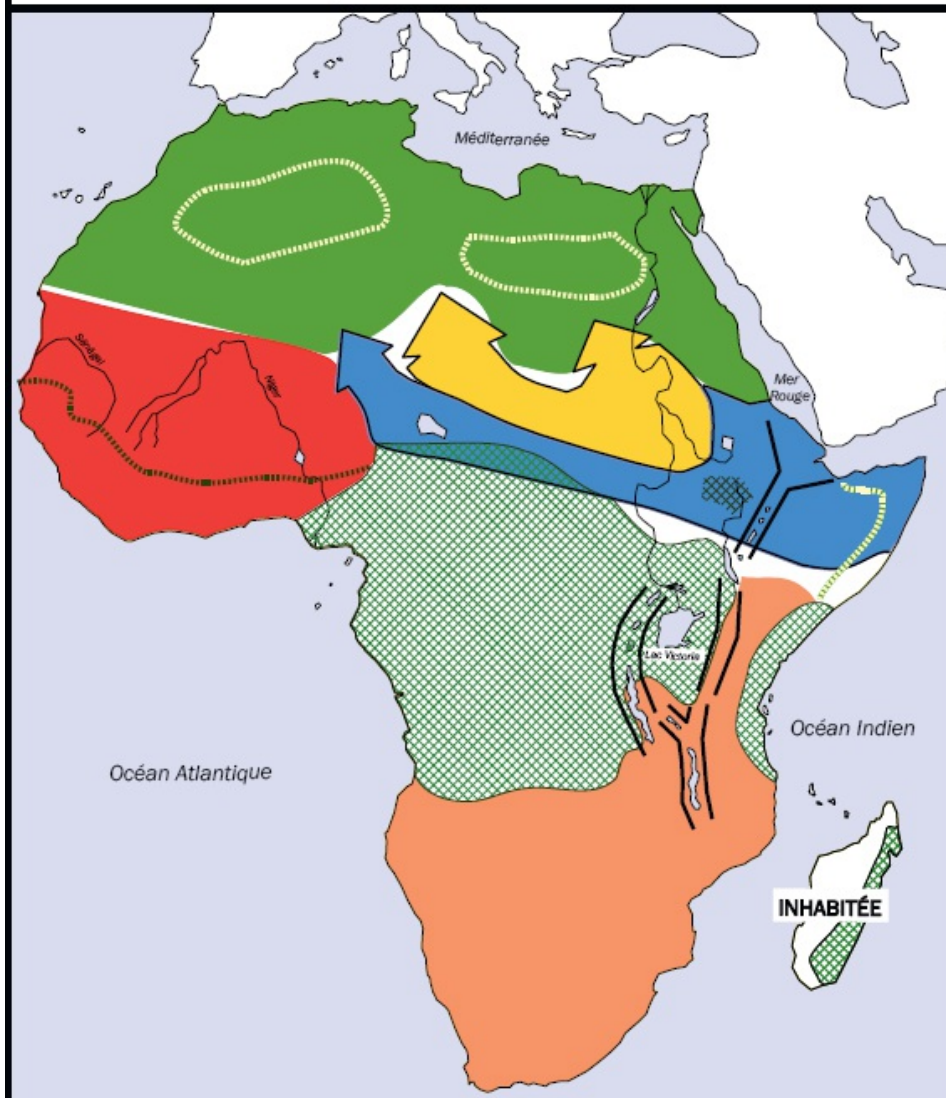
Aujourd'hui, le consensus semble se faire sur le fait qu'avant ces populations « vestiges », un peuplement *négroïde* ou *paléo-nigritique* - et non *khoisanide* -, aurait existé en Afrique orientale et méridionale.

Selon un schéma proposé par Ambrose (1982 :104-157), à l'est de la forêt, dans la vaste région comprise entre le lac Victoria et l'Océan indien, aurait ainsi vécu un « fonds négroïde indigène » dont les descendants seraient, entre autres, les actuels Hadza et Sandawe.

Vers 1500-1300 av. J.-C., ces populations auraient été « infiltrées » par deux vagues pastorales, l'une *afrasienne (afro-asiatique)* et l'autre *nilosaharienne*.

Plus tard, à partir de $\pm 1\ 000$ av. J.-C., les agriculteurs *bantuphones*, seraient à leur tour arrivés dans la région (voir page 49).

L'AFRIQUE IL Y A $\pm$ 8 000 ANS



Grandes fractures
Géologiques (Rift Valley)



Sahara résiduel



Forêt
Limites de forêt



Berbères et autres
groupes afroasiens



Couchites
ou Cushites



Nilo-Sahariens



Noirs ouest-africains



Khoisan

0 500 1000 km

LE SAHARA, UNE TERRE À PRENDRE

La réoccupation du Sahara par les hommes débuta vers 9 000 av. J.-C. dans l'Acacus, le Hoggar et l'Aïr, dans les trois stations de Ti-n Torha, Amekni et Tagalagal (Carte p. 47). Au Tibesti, le retour des hommes intervient un peu plus tard, à partir de 7 000 av. J.-C.

Avec le « grand humide » qui marqua la fin du précédent épisode de grande sécheresse, le Sahara redevint une vaste savane et fut une « terre à prendre ». Sa partie centrale fut ainsi une zone particulièrement disputée entre plusieurs populations.

Qui étaient les habitants du Sahara durant ces périodes car, « [...] *derrière les images se profilent les hommes qui les créèrent. Les écoles de figurations reflètent en effet, d'une façon ou d'une autre, des groupes ethniques.* » (Muzzolini, 1983 : 183).

L'art rupestre qui permet de le savoir nous apprend que le peuplement de cet immense ensemble a varié « racialement », ethniquement et géographiquement.

Il permet en effet de distinguer plusieurs populations morphotypiquement nettement identifiables qui vivaient séparées les unes des autres, même quand elles cohabitaient, comme cela fut le cas dans les régions du Tassili et de l'Acacus. Ce morcellement « racial » eut pour conséquence des guerres territoriales à l'issue desquelles, dans la quasi-totalité du Sahara, les anciennes populations noires cédèrent la place à des leucodermes berbères.

Durant la période dite *archaïque*, datée entre $\pm 8\ 000/\pm 4\ 500$ av. J.-C., ainsi que durant la *Période pastorale*, entre $\pm 4\ 500/\pm 1\ 000$ av. J.-C., les gravures et surtout les peintures permettent d'identifier trois grands groupes de population :

- des « européens » leucodermes aux longs cheveux non crépus qui occupaient tout le Sahara septentrional (Muzzolini, 1983 :195-198 ; Smith, 1992).
- des groupes mélanodermes non négroïdes, à l'image des Peul ou des Nilotiques actuels, notamment dans le Tassili qui fut une zone de peuplement mixte jusqu'à l'époque pastorale.

- des groupes négroïdes dans le Tassili, dans l'Adrar des Iforas, au Tibesti et dans l'Ennedi.

En règle générale, et en dépit de nombreuses interférences territoriales, la « frontière » entre les peuplements blancs et noirs était primitivement constituée par la zone du Tropique du Cancer (carte page 41), frontière climatique, écologique, mais aussi « raciale ».

Puis, durant la période pastorale ($\pm 4\ 500$ - $\pm 1\ 000$ av. J.-C.), nous observons un processus de conquête territoriale réalisée par les Berbères blancs, d'abord en direction du Sahara central et notamment au Tassili d'où disparaissent les populations noires, puis du reste du Sahara.

Le résultat de cette conquête est que, vers $\pm 1\ 500$ -800 av. J.-C., au moment de la période dite des *Equidiens* dont le style artistique est le Caballin, le Sahara est devenu entièrement « blanc ».

Les peintures montrent en effet que le Sahara est un monde leucoderme car, dans les régions de l'Acacus, du Tassili, du Hoggar, du Djado, du Tibesti et même de l'Adrar des Iforas, de l'Air ou de l'Ennedi les représentations de Noirs ont disparu (carte page 47).



Tadrart et Tassili : scènes de combat de la période des Equidiens (1 500 à 600 av. J.-C.). Les combattants possèdent tous les mêmes armes métalliques (lances, javelots, petites épées (Allard-Huard et Huard, 1985).

L'ART RUPESTRE SAHARIEN

L'art rupestre saharien est composé de gravures et de peintures ; les gravures sont plus nombreuses que les peintures.

Les plus anciennes gravures semblent apparaître vers 8 000 av. J.-C. Liées au *Sahara des Chasseurs*, elles affirment une parenté culturelle très nette entre les parties centre orientales du désert et l'ensemble de la vallée du Nil.

Plus récentes, les premières peintures ont été datées entre $\pm 8\ 000$ et $\pm 5\ 000$ av. J.-C. et elles présentent des apparentements avec certaines cultures

de l'Égypte pré dynastique (Huard, Leclant et Allard-Huard, 1980 ; Lukan, 2002 : 20-27)¹.

En raison des multiples techniques utilisées et des nombreuses différences locales ou régionales, chaque massif saharien ayant son ou ses styles, la classification des peintures rupestres sahariennes a donné lieu à de nombreuses et savantes controverses.

La définition des styles de peinture paraît donc plus complexe que pour ce qui est des gravures. Depuis les années 1950, en dépit des querelles d'écoles et de la multiplicité des découvertes, la classification de cet art repose sur quatre grands styles définis par les animaux majoritairement représentés. Du plus ancien au plus récent, il s'agit du *Bubalin*, du *Bovidien*, du *Caballin* et du *Camelin*.

- L'art *Bubalin* ne tire pas son nom de l'antilope bubale mais du grand buffle antique. L'art bubalin correspond à la période dite « archaïque » qui s'étend de $\pm 8\ 000$ à $\pm 5\ 000$ av. J.-C.

Au point de vue climatique, il est donc compris dans le *Grand Humide* qui a vu le retour de la faune et des hommes après l'épisode de l'*Hyperaride*.

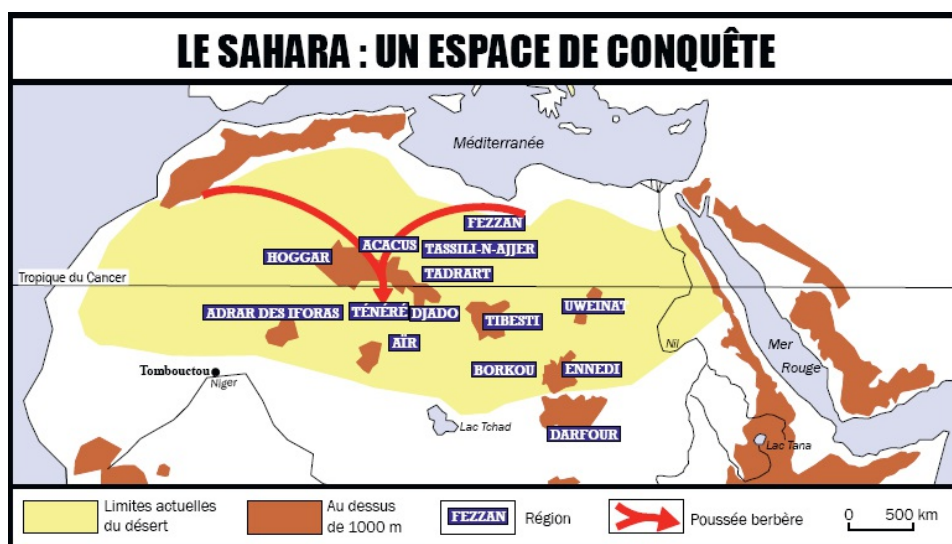
Dans sa première partie, il s'agit d'une période de chasse exclusive qui évolua ensuite vers une période associant chasse et élevage. L'art bubalin, majestueux par ses dimensions met en scène une faune et des milieux aujourd'hui disparus. Dans la partie septentrionale du Sahara, depuis l'Atlas jusqu'au Sahara central, les gravures du « Bubalin » seraient apparentées (Le Quellec, 1998 : 506-507), ce qui signifierait qu'elles auraient pour auteurs des locuteurs afasiens, donc des proto-Berbères, car, seule cette famille était présente dans ces deux zones à cette époque.

- L'art bovidien couvre la période qui s'étend environ de $\pm 5\ 500$ av. J.-C. à $\pm 1\ 500$ av. J.-C. Il est divisé en sous-périodes et en de multiples « écoles » liées aux populations diversifiées qui occupaient alors le Sahara. Durant la première période du *Bovidien*, les gravures dominent, puis les peintures deviennent de plus en plus nombreuses. À la différence du *Bubalin*, le *Bovidien* est miniaturisé et plutôt réaliste. C'est avant tout un art du quotidien fait de petites compositions constituant des mines de renseignements pour les ethno-historiens. Le *Bovidien* est la période d'apogée de l'élevage des bœufs domestiques. Le *Bovidien* se trouve en abondance dans tout le Sahara.

- L'art caballin apparaît dans un contexte d'assèchement. Il correspond en partie à l'*Aride Post-néolithique* qui voit la disparition ou du moins la raréfaction des hommes et de la grande faune de l'*Humide Néolithique*. La période s'étend donc environ de ± 1500 à ± 500 av. J.-C. Sur les

représentations, l'élevage qui apparaît de plus en plus transhumant est composé essentiellement de chèvres et de moutons, animaux moins exigeants en eau et en pâturages que les bovins. La tendance est à la stylisation des personnages. Deux grandes nouveautés sont liées à cette période : l'apparition du métal puisque des pointes de lances sont figurées et à la fin de la période, les représentations de chevaux montés et de chars attelés.

- L'art camelin correspond à une période s'étendant du début du premier millénaire jusqu'au XIX^e siècle.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES POPULATIONS DU SAHARA



Tombe du pharaon Sétî Ier (vers 1300 av. J.-C.) représentant des chefs berbères sahariens de la tribu des Téméhu.



Peintures sahariennes contemporaines du règne de Sétî Ier représentant les Berbères sahariens peints par leurs propres artistes. Celle de gauche a été relevée dans l'Acacus et celle de droite dans le Tassili. On notera la similitude des coiffes et des manteaux.



Femme berbère de la tribu des Aït Merrhad au Maroc vers 1930. On notera la similitude de la coiffe et du manteau comparés à l'image ci-dessous.

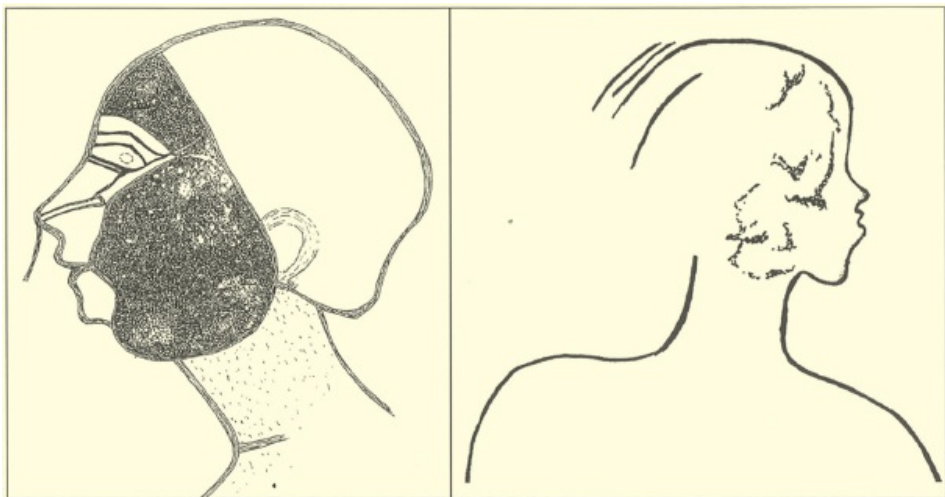


Peinture pastorale du Tassili relevée par P. Colombel et qui pourrait être datée entre 4 000 et 3 000 av. J.-C. On notera la parenté entre les coiffes et les manteaux à impression géométrique portés par les femmes de la photo ci-dessus. En haut à gauche, un homme porte une coiffe de plumes à l'image des représentations de la page ci-contre.

Les populations du sahara



Peintures de l'Acacus.

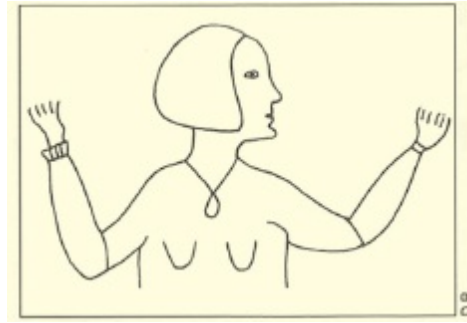


Femmes europôides du Tassili. Ces deux peintures représentent des femmes berbères ou proto berbères. Les éleveurs berbères peuplaient tout le Sahara septentrional et central avant la phase ultime de péjoration climatique qui les en chassa entre 4 000 et 2 000 av. J.-C.

(Source : Huard et Allard. Huard, 1978 et 1986)



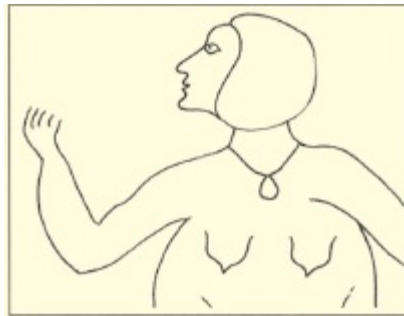
Peintures du Tassili



Gravure du Tassili



Gravure de l'Acacus



Gravure du Tassili

Peintures et gravures relevées dans le Sahara central. Elles sont datées entre 4000 et 3000 av. J.-C. et nous renseignent sur les populations qui vivaient dans le Sahara à ces époques et sur leur mode de vie. Les types anthropologiques observables sont différents, mais tous les sujets sont « europoïdes ». Les cheveux sont longs et non crépus et ils ne présentent pas de

traits « négroïdes ». En revanche, pour la même époque, les représentations artistiques dans les parties du Sahara méridional mettent en scène des populations négroïdes. À ces époques, le Sahara septentrional et central était un monde pastoral berbère tandis que le Sahara méridional était peuplé par des éleveurs noirs, probablement les ancêtres des Peul.
(Source : Huard et Allard. Huard, 1978 et 1986)

LES NEOLITHIQUES AFRICAINS

Partout dans le monde, « [...] le végétal a été domestiqué avant l'animal », sauf en Afrique (Langaney et alii, 1998 : 122).

Les plus anciennes dates africaines concernant l'élevage bovin proviennent du Sahara tant central que nubien, où la domestication des bovins pourrait avoir débuté vers 7500 av. J.-C. (Wendorf et Schild, 1984 : 404-428, Cabon et alii, 2017).

Quant au *Pré pastoral*, il pourrait être né dans l'Acacus où serait apparue la première économie mixte associant chasse et élevage.

Entre $\pm 4\ 500$ et $\pm 2\ 500$ av. J.-C., l'ensemble du Sahara est pastoral. Ainsi au Tassili, à Tin-Torha ($\pm 5\ 400/\pm 3\ 300$ av. J.-C.), à Uan Muhuggiag (vers $\pm 4\ 000$ av. J.-C.), dans l'Air (vers $\pm 3\ 800$ av. J.-C.), au nord-ouest du Hoggar, à Meniet (vers $\pm 3\ 400$ av. J.-C.). En Nubie, la présence de bovins domestiques est attestée entre 3000 et 2000 av. J.-C. Le pastoralisme, est prouvé dans la région du lac Turkana vers 2500 av. J.-C.

La domestication des ovins apparaîtrait entre $\pm 5\ 500$ av. J.-C. et $\pm 4\ 000$ av. J.-C. L'apparition des premiers ovicapridés en Égypte pourrait remonter à $\pm 4\ 400$ av. J.-C. au Fayoum ; à Nabta Playa à $\pm 4\ 700$ et à $\pm 5\ 000$ av. J.-C. sur la rive égyptienne de la Mer Rouge.

Dans le cas des moutons *Ovis ammon*, le diffusionnisme est vraisemblable car il n'existe pas localement de mouton sauvage. Le mouflon « à manchettes » *Ammotragus lervia* n'est pas un mouton sauvage et le mouton domestique ne dérive pas de lui. En forêt où la chèvre précède le mouton, aucune évidence de présence de mouton n'est attestée avant le début de l'ère chrétienne, sauf à Kintampo, dans l'actuel Ghana, où les ovicaprinés semblent être présents vers $\pm 1\ 600 - 1\ 200$ av. J.-C.

Les plus anciennes poteries africaines ont été découvertes au Sahara où elles ont été datées d'au moins 8 000 av. J.-C., ce qui fait qu'elles précéderaient

d'un millier d'années au moins celles du Proche-Orient.

La métallurgie du cuivre apparaît durant le dernier millénaire av. J.-C. entre l'Atlantique et le lac Tchad, notamment à Akjoujt (Mauritanie) et à Agadès (Niger).

La métallurgie du fer est datée entre $\pm 1\ 870$ et $\pm 1\ 130$ av. J.-C. à Termit (Niger) (Ould Khattar, 1996 ; Quéchon, 1996), alors que dans l'ouest saharien, Dar Tagant et Jenne-Jeno, donnent des dates comprises entre ± 200 av. J.-C. et ± 100 apr. J.-C. À Rim, dans l'actuel Burkina Faso, elle est datée du premier siècle apr. J.-C. Plus au sud, les plus anciennes datations viennent de Nok dans l'actuel Nigeria et de Taruga (± 500 av. J.-C.).

En Égypte, la métallurgie du fer n'est pas généralisée avant le VII^e siècle av. J.-C.

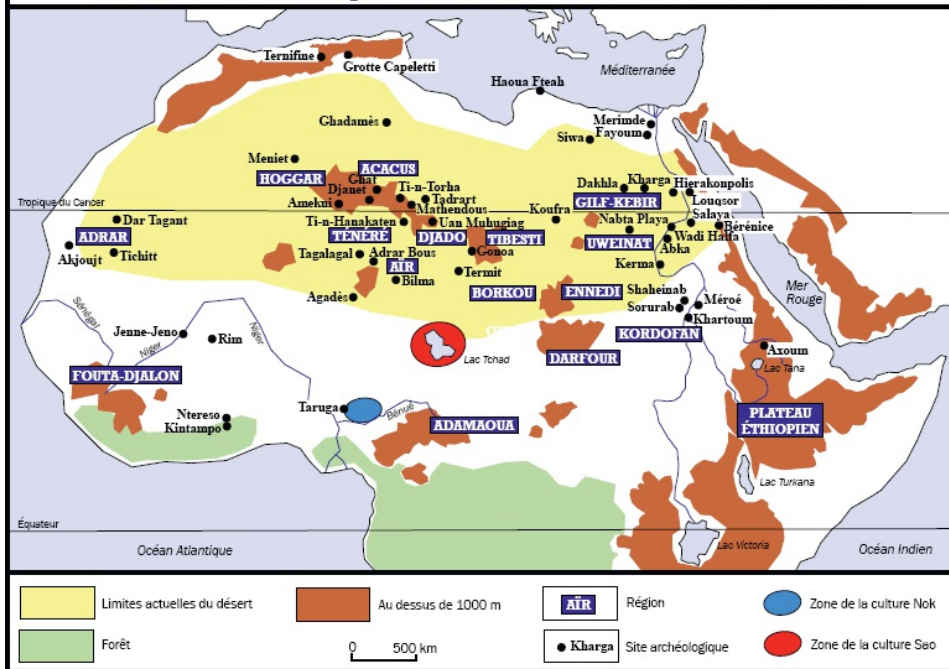
La diffusion semble se faire vers la Nubie et Méroé. Quant à Axoum, la métallurgie semble n'y dater que du I^{er} siècle de notre ère et ses origines sont généralement recherchées dans la péninsule arabique.

Dans la région interlacustre, selon Schmidt [1978] et Van Grunderbeeck [1992], la métallurgie du fer serait antérieure au ve siècle av. J.-C.

En Afrique australe, la métallurgie apparaît à Zimbabwe au IV^e siècle apr. J.-C. et deux siècles plus tard au sud du Limpopo.

Le Deuxième âge du fer sudafricain qui débute vers 1100 apr. J.-C. se caractérise par une nouvelle technologie de fonte du minerai et par la fabrication d'une céramique différente de celle du Premier âge du fer (voir page 49 et 51).

SITES PRÉHISTORIQUES DE LA ZONE SAHARO-SAHELIENNE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE PHÉNOMÈNE BANTU

Le « phénomène » bantu a été « découvert » en 1862 par le philologue allemand Wilhelm Bleek qui proposa d'employer le mot « bantu » pour exprimer la parenté existant entre les langues parlées dans le tiers méridional de l'Afrique et qui reposait sur des « protopréfixes communs ».

Bleek avait en effet constaté que dans toutes les langues de l'aire décrite - elles sont environ 600 -, le vocable *ntu* ou *mntu* au singulier et *bantu* au pluriel est utilisé pour désigner l'homme ou les hommes. D'où le mot bantuphone.

En 1907, un autre linguiste allemand, Carl Meinhof, prouva l'intuition de Bleek en réussissant à établir la parenté de toutes les langues de l'aire bantu.

À partir de ce moment, l'idée apparut d'une migration aboutissant au peuplement de l'Afrique aujourd'hui bantuphone.

La glottochronologie comparée indiquerait même qu'à partir du foyer

possible ouest africain, la séparation entre les branches occidentales et orientales se serait faite entre 2000 et 1000 av. J.-C.

Il importe cependant de bien avoir à l'esprit que la « bantuité » n'est qu'un apparemment linguistique car l'« Homme bantu », la « race bantu », la « culture bantu », la « civilisation bantu » n'existent pas.

Il y eut certainement à l'origine association entre proto-bantu et population locutrice, mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. Sont en effet bantuphones des populations « morphotypiquement » et culturellement différentes les unes des autres comme par exemple les Pygmées et les Tutsi.

L'importance de la zone interlacustre

La zone interlacustre semble avoir joué un rôle essentiel dans l'histoire du peuplement de l'Afrique centrale, orientale et même australe car il est possible qu'il se soit agi d'un foyer de dispersion.

La région a ainsi fourni les dates les plus anciennes pour le *Premier* et pour le *Second âge du fer*, comme si, avant de gagner toute l'Afrique orientale, centrale et aussi australe, ces innovations avaient débuté - ou avaient d'abord été introduites -, au dernier millénaire avant J.-C., entre le lac Victoria et la région du Kivu (Connah, 1997 ; Desmedt, 1991 ; Van der Leen, 2003).

La suite du mouvement est inconnue, mais il est raisonnable de penser que vers 300-100 av. J.-C., quittant la masse des populations installées en Afrique orientale, certains groupes pionniers auraient repris ou poursuivi leur marche. Ceci les aurait menés à contourner la forêt par le sud avant d'entrer en contact avec certains migrants descendants du rameau bantuphone occidental et qui avaient longé l'océan atlantique vers le sud.

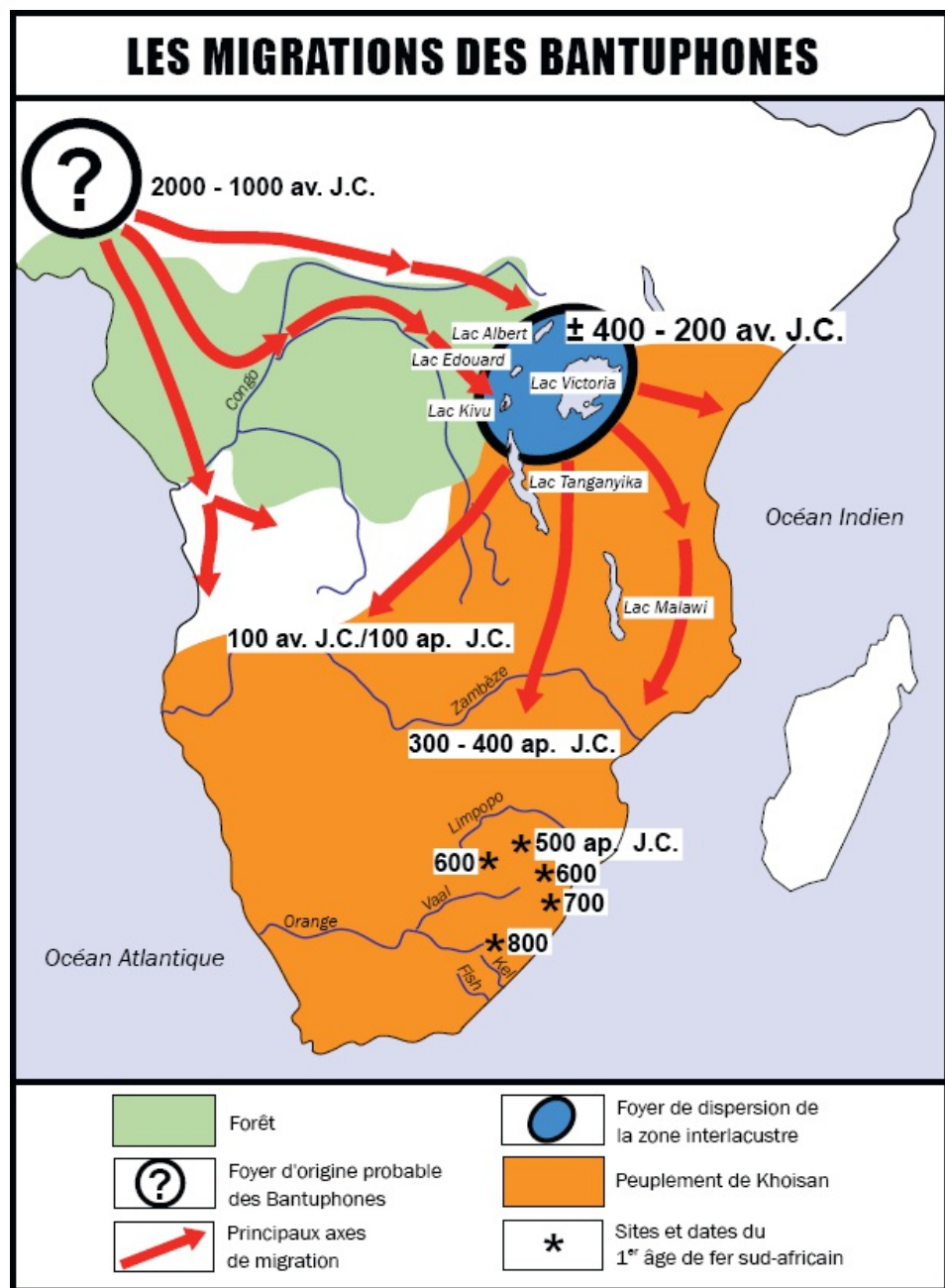
Puis, de $\pm 300 - 400$ jusqu'à $\pm 1000-1100$ apr. J.-C., les bantuphones auraient achevé de s'installer dans les zones qu'ils occupent actuellement en Afrique.

De nouvelles découvertes ont permis d'affiner les connaissances que l'on peut avoir de la question.

C'est ainsi que quatre grands groupes bantu pourraient exister, le « Bantu occidental », le « Bantu de la forêt », le « Bantu occidental-central » et le Bantu oriental-septentrional ».

Si les trois premiers semblent avoir directement divergé d'un groupe commun, le quatrième serait apparu à l'est de la forêt (Nurse et Philippson,

2003), ce qui met encore davantage en évidence l'importance du foyer interlacustre.



LES ÂGES DU FER EN AFRIQUE AUSTRALE

L'Âge du fer qui succéda à l'Âge de la pierre récent est divisé en deux séquences, le *Premier âge du fer* et le *Deuxième âge du fer*. L'archéologie nous apprend que la conquête des espaces sud-africains par les pionniers bantuphones se fit à travers deux phases d'expansion associées à ces deux technologies de fonte du fer.

Le Premier âge du fer

Il y a environ 2000 ans, les porteurs du *Premier âge du fer*, s'installèrent au sud du fleuve Limpopo avant d'entreprendre ensuite la colonisation de la partie orientale de l'actuelle Afrique du Sud où ils introduisirent agriculture, bétail, poterie¹, extraction minière et fonte du fer (Huffman, 2007). Durant cette période, les premiers sédentaires supplantèrent peu à peu les chasseurs-cueilleurs San à outillage microlithique qui subsistèrent résiduellement ou qui furent absorbés par les immigrants (Hall, 1994).

Au sud du fleuve Limpopo ces innovations apparurent entre le III^e et le ve siècle apr. J.-C., ainsi que les datations semblent l'indiquer au Transvaal, notamment près de Pretoria et au Swaziland.

Vers le IV^e siècle apr. J.-C., des populations connaissant la fonte du fer, l'élevage des bovins, des ovicapridés et qui pratiquaient l'agriculture étaient présentes sur le plateau central sud-africain, entre Limpopo et Vaal. D'autres, également venues du nord, s'engouffrèrent au même moment entre Drakensberg et océan après avoir franchi la rivière Pongola. Trois siècles plus tard, les plus méridionaux de ces groupes atteignirent la région comprise entre les rivières Kei et Fish.

Le mouvement vers l'ouest de ces populations fut bloqué par les conditions écologiques.

La limite de la zone d'occupation des nouveaux venus est en effet clairement marquée par la géographie puisqu'il s'agit des régions recevant moins de 380 mm de pluies, limite de la zone de possibilité agricole (carte p. 53).

Le 2^e âge du fer

En Afrique australe le *Deuxième âge du fer* qui ne semble pas débiter avant

$\pm 1\ 000$ apr. J.-C., chevauche donc le *Premier âge du fer* et la transition entre les deux périodes pose donc un problème.

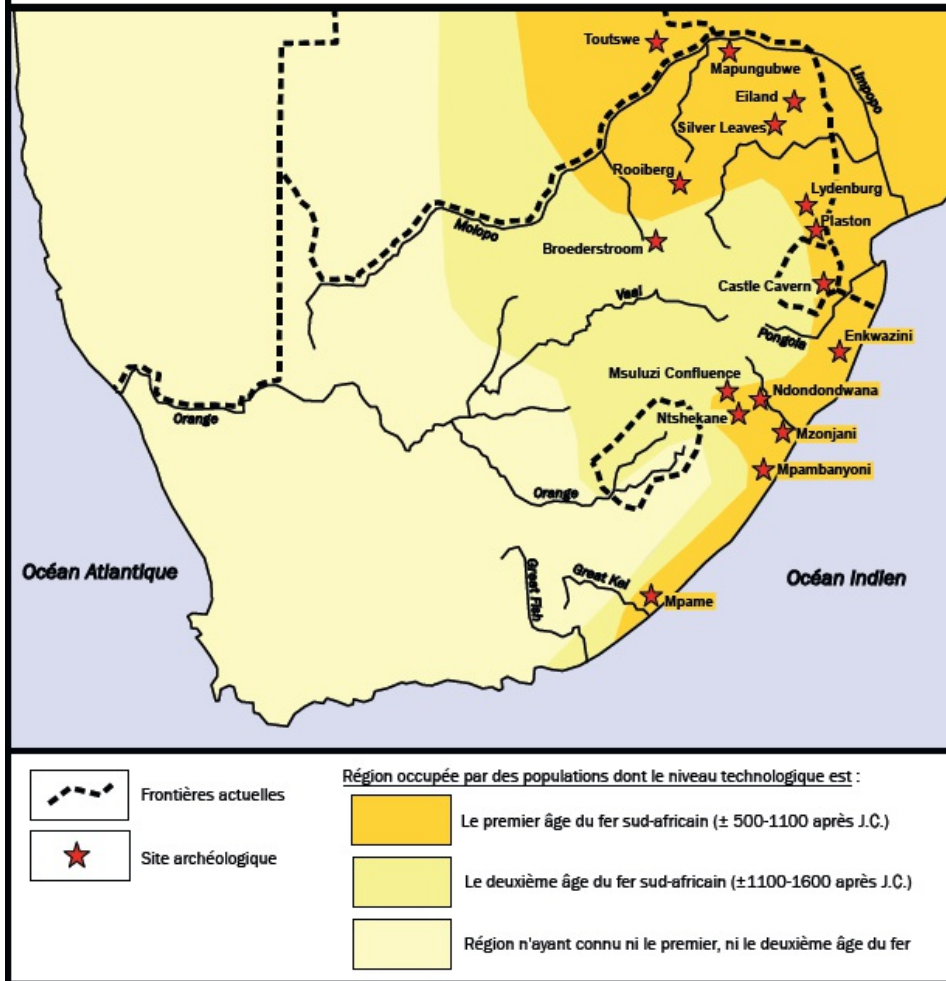
Alors que les cultivateurs du *Premier âge du fer* étaient concentrés dans les régions à forte pluviométrie et aux sols fertiles, le *Deuxième âge du fer* qui débuta au sud du Limpopo vers $\pm 1\ 000$ apr. J.-C., vit l'occupation extensive des prairies du *highveld* par des éleveurs.

Ce fut alors que les San perdirent leurs territoires de chasse et de cueillette car, les troupeaux ayant besoin de vastes terrains de parcours, de points d'eau permanents et de terres salées, les éleveurs détruisirent le gibier qui concurrençait leur bétail.

De plus, les herbivores sauvages migraient durant l'hiver, quittant les hautes terres froides pour les plaines tempérées, suivis par les San ; or, à partir des XI^e-XIII^e siècles, ce mouvement saisonnier leur fut interdit.

Pour survivre, les San s'en prirent alors aux troupeaux, ce qui accéléra leur extermination par les éleveurs.

LES ÂGES DU FER EN AFRIQUE AUSTRALE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE PEUPLEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE

L'isohyète est une ligne joignant les divers points d'une zone ayant les mêmes précipitations. Celui des 380 mm de pluie explique l'histoire de la mise en place des populations de l'Afrique du Sud car elle coupe le pays en deux.

L'existence de cette isohyète permet en effet de comprendre pourquoi les agriculteurs du *Premier âge du fer* et les pasteurs du *Deuxième âge du fer* ne s'étendirent pas plus vers le sud-ouest.



Peinture du massif du Drakensberg montrant des San (Bushmen) razziant du bétail. © DR

C'est également elle qui explique pourquoi ils n'allèrent pas concurrencer les Khoi éleveurs. Ces derniers se satisfaisaient en effet d'un régime des pluies n'autorisant qu'une végétation steppique ou même semi désertique, car ils avaient la possibilité, ce qu'ignoraient les bantuphones, de transhumer vers les prairies de la région du Cap de Bonne Espérance durant les mois de décembre et de janvier.

Le monde du mouton

Il y a environ 2000 ans, une grande nouveauté intervint en Afrique australe quand certaines populations de chasseurs-cueilleurs, les Khoi, adoptèrent l'élevage des moutons avant de coloniser les régions steppiques de l'ouest et du sud de l'actuelle Namibie ainsi que de l'Afrique du Sud (Hall, 1994 ; Smith, 1990).

Ayant traversé le Molopo, ils se dirigèrent vers le fleuve Orange, puis ils se divisèrent en deux courants :

- L'un prit la direction de l'embouchure de l'Orange et il suivit le littoral atlantique jusque dans la région du Cap de Bonne Espérance ;
- L'autre s'orienta vers le sud et l'océan indien. Ayant atteint le littoral, les membres de ce dernier courant se divisèrent en deux, une partie remontant vers le nord-est en direction de la rivière Great Kei, tandis que l'autre se dirigea plein ouest, vers le Cap de Bonne Espérance (Philippon, 2005).

À la fin du XV^e siècle, quand les premiers navigateurs portugais reconnurent le littoral de l'actuelle Afrique du Sud, la région était peuplée par deux grands groupes de population.

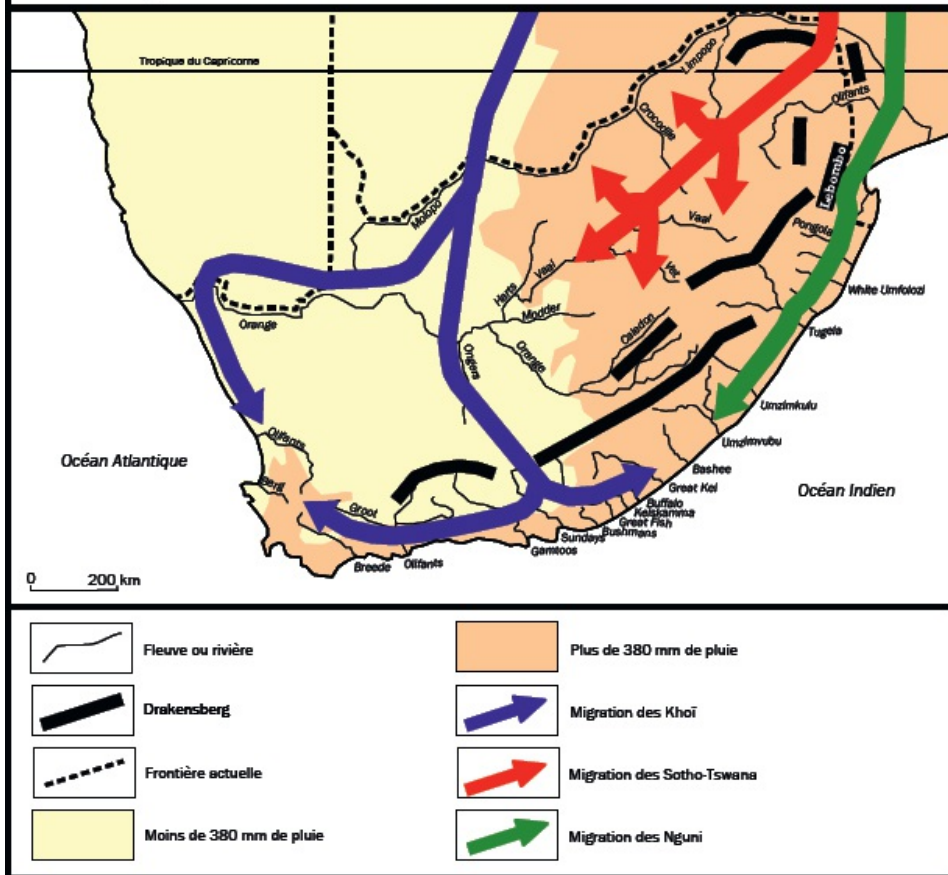
1. Les KhoiSan qui étaient divisés en deux ensembles :

- Les San étaient des chasseurs-cueilleurs, ils avaient un niveau technologique du *Dernier âge de la pierre* et ils vivaient dans toute l'actuelle Afrique du Sud ;
- Les Khoi qui étaient partiellement chasseurs-cueilleurs et dont l'industrie lithique était également celle du *Dernier âge de la pierre*, étaient d'abord éleveurs, et ils fabriquaient de la poterie. Ils vivaient dans la partie occidentale du pays, à l'ouest de Des origines à La conquête arabo-musulmane l'isohyète des 380 mm de pluies, depuis le fleuve Orange au nord, jusqu'à la rivière Sundays qui se jette dans l'océan indien.

2. Le second grand ensemble était formé des populations bantuphones dont la mise en place s'était faite à travers deux grandes séquences archéologiques, le *Premier âge du fer* à dominante agricole et le *Deuxième âge du fer* à dominante pastorale (voir page 51).

La zone d'occupation du *Deuxième âge du fer* fut plus vaste que celle du *Premier âge du fer*, mais dans les deux cas, l'expansion vers l'ouest des populations fut bloquée par l'isohyète des 380 mm de pluies.

AFRIQUE DU SUD : LES GRANDES MIGRATIONS



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA MISE EN PLACE DES POPULATIONS ENTRE $\pm 2\ 500$ ET ± 500 av. J.-C.

À partir de $\pm 2\ 500$ av. J.-C., les régions du Sahara central et méridional connurent une accélération de la sécheresse et les populations commencèrent à les quitter, faisant que les innovations sahariennes gagnèrent les régions méridionales et nilotiques.

La domestication complète (bovins, caprins et ovins) est ainsi attestée dans le sud du Sahel à Ntereso et à Kintampo dans l'actuel Ghana vers $\pm 1\ 500/\pm 1\ 200$ av. J.-C. (Voir carte page 47).

La poussée des Berbères

Vers 1000 av. J.-C., période qui constitue une transition entre l'*Aride post-néolithique* et l'*Aride actuel*, se produisit une poussée de groupes européïdes (Berbères) en direction du Sahara central.

Puis, l'*Aride actuel* se mit en place et le Sahara entra dans la période historique.

La péjoration climatique eut pour conséquence le départ de certains groupes de pasteurs noirs sahariens qui trouvèrent refuge en Nubie où ils purent, un temps encore, continuer leur mode de vie.

Ils y demeurèrent jusqu'au II^e millénaire av. J.-C. environ, période à laquelle la sécheresse les contraignit, soit à abandonner le pastoralisme, soit à migrer vers le sud.

Les migrations pastorales

Ils empruntèrent alors le corridor des hautes terres s'étendant depuis le nord du lac Albert jusqu'au lac Victoria et à la région interlacustre (Ehret, 1982 :19-48 ; Mack et Robertshaw, 1982 ; Robertshaw, 1982,1990).

Le recul vers le sud de l'isohyète de 500 mm de pluies y avait provoqué la disparition des mouches tsé-tsé, donnant naissance à un corridor non infesté s'étendant depuis l'ouest africain atlantique jusqu'à l'océan indien (Clark, 1976 :15).

Ce fut par ces voies naturelles que le pastoralisme fut introduit en Afrique orientale (Smith, 1992) par des locuteurs nilosahariens qui étaient à la fois pêcheurs, agriculteurs et éleveurs.

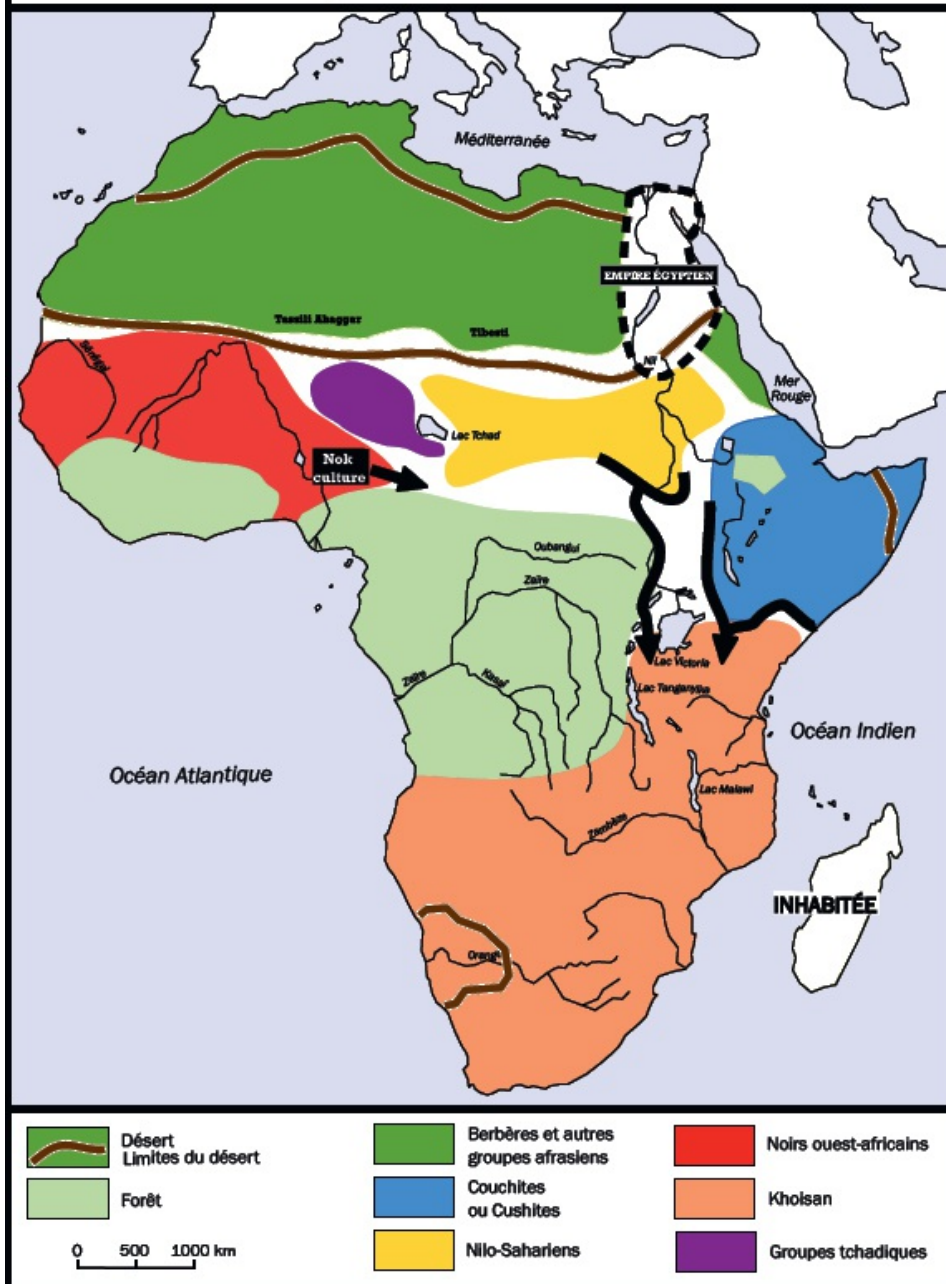
À la même époque, venus depuis le plateau éthiopien, des locuteurs *sud couchitiques* se mirent en marche vers l'actuel Kenya en empruntant la voie ouverte entre l'océan indien et le lac Victoria (Robertshaw, 1990), poussant devant eux leurs vaches à longues cornes et sans bosse.

L'archéologie confirme ce double schéma de progression nord-sud puisque, plus nous allons vers le sud, et plus les dates du pastoralisme sont récentes.

C'est ainsi que les plus anciennes datations proviennent de la région du lac Turkana, dans le nord du Kenya où des ossements de bovins et d'ovicapridés associés à de la céramique ont été datés entre ± 2000 et $\pm 1\ 300$ av. J.-C. Or, ces dates précèdent d'environ un millénaire celles obtenues dans la partie centrale de la vallée du Rift.

Encore plus au sud, sur la frontière entre la Tanzanie et le Kenya, dans la région du Masai- Mara, les cultures pastorales de l'*Elmenteitien* ont été datées entre ± 500 av. J.-C. et ± 500 apr. J.-C. (Robersthaw, 1988).

L'AFRIQUE IL Y A $\pm$ 3 500 ANS



L'ÉGYPTE, FILLE DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La chronologie climatique « longue » de la vallée du Nil permet de mettre en évidence quatre grandes phases d'alternance entre périodes humides et périodes sèches qui expliquent l'histoire du peuplement de l'Égypte (Midant-Reynes (1992), Smith, 1992 et Spencer, 1993).

1. De $\pm 16\ 000$ à $\pm 13\ 000$ av. J.-C., l'Adaptation nilotique

Durant le *Dernier Maximum Glaciaire*, la région connut un épisode froid et par conséquent aride et l'étroite plaine alluviale du Nil devint un refuge pour les populations fuyant la sécheresse du Sahara oriental. Les occupants de la vallée tiraient alors leur subsistance d'une économie de ponction classique associant chasse, pêche et cueillette fondée sur la transhumance, elle-même commandée par les crues du fleuve.

Or, les chasseurs pêcheurs cueilleurs vivant dans la vallée furent contraints de s'adapter à des espaces limités qu'ils se mirent à « gérer » afin d'en tirer le maximum de subsistance ; c'est alors que l'économie de prédation et de ponction évolua lentement vers une économie de gestion. Cette période est celle de l'*Adaptation nilotique*. Cette économie de prédation présente l'originalité d'être déjà en partie sédentaire car des campements sont installés sur les sites d'exploitation des ressources et ils sont utilisés régulièrement selon les saisons et en fonction de leur spécialisation : pêche, chasse ou collecte des graminées sauvages (Vercoutter, 1992 : 93). Saisonniers à l'origine, ces campements s'agrandirent et se spécialisèrent ; vers 10 000 av. J.-C., ils devinrent permanents. L'*Adaptation nilotique* est donc une économie de ponction rationalisée car pratiquée sur un espace restreint ne permettant plus le nomadisme alimentaire de la période précédente.

2. De $\pm 13\ 000$ à $\pm 7000-6000$ av. J.-C. : la Répulsion nilotique (Lugan, 2002 :17).

Puis le climat changea à nouveau et, en raison des pluies équatoriales, la vallée du Nil fut noyée, provoquant le départ de ses habitants. Les hommes réoccupèrent alors les escarpements dominant la vallée ou repartirent vers l'est et surtout vers l'ouest, pour recoloniser les anciens déserts qui

refleurissaient alors en partie (Midant-Reynes, 1992 : 68).

3. De ± 7000 -6000 à ± 5000 -4000 av. J.-C. : l'Aride intermédiaire ou Aride mi-holocène.

Puis la sécheresse réapparut et la vallée du Nil qui redevint un milieu refuge commença à être repeuplée, essentiellement à partir du Sahara et du désert oriental par des populations sahariennes pratiquant l'élevage des bovins et des ovicapridés.

Ce mouvement de pasteurs venus depuis le Sahara oriental et central explique en partie l'éveil égyptien.

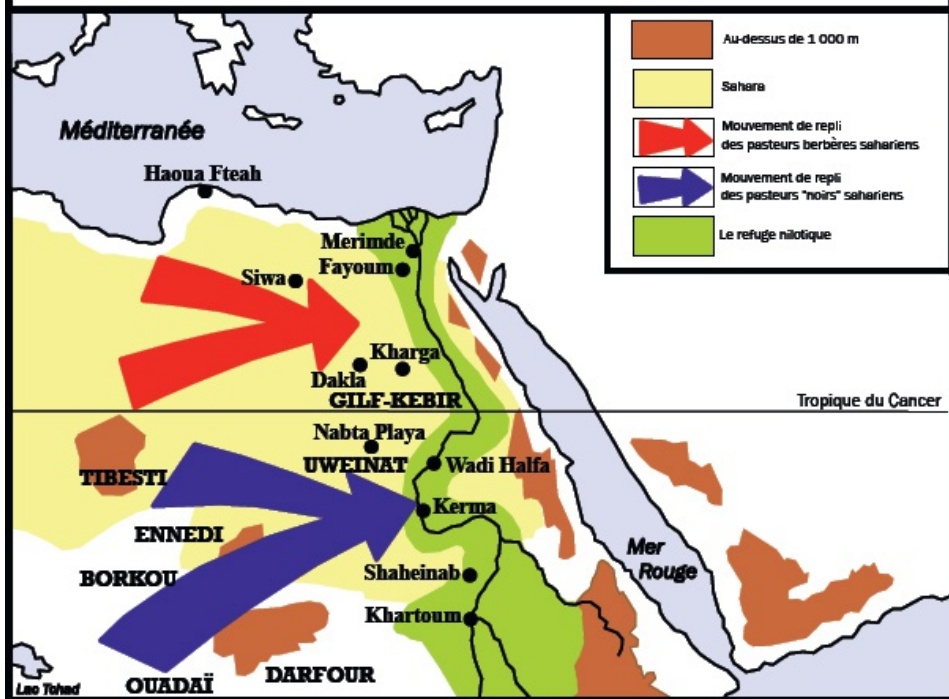
La « naissance » de l'Égypte semble en effet due à la rencontre entre certains « néolithiques » sahariens et les descendants des hommes de l'*Adaptation nilotique*. Vers 5500 av. J.-C. débuta d'ailleurs le *prédynastique* qui est la période formative de l'Égypte.

4. Entre ± 3500 et 3000 av. J.-C. : l'Équilibre Nilotique (Lugan, 2002 :20).

Le phénomène débuta avec l'*Aride post-néolithique* ou *Aride mi-Holocène* ou *Aride intermédiaire* ou *Aride intermédiaire mi-Holocène* ($\pm 3\ 500 \pm 1\ 500$ av. J.-C.) qui provoqua un nouvel exode des populations sahariennes qui vinrent « buter » sur la vallée du Nil.

Puis, vers $\pm 1\ 000$ av. J.-C. et jusque vers ± 800 av. J.-C., le retour limité et bref des pluies permit la réapparition de quelques pâturages. Cette période constitua une transition entre l'*Aride post-néolithique* et l'*Aride actuel*.

LE REPEUPLEMENT DE LA VALLÉE DU NIL PAR LES POPULATIONS SAHARIENNES (± 7000/± 4000 av. J.C.)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE PREDYNASTIQUE (± 5500-3500 av. J.-C.) ET LE PROTODYNASTIQUE (± 3500-3200 av. J.-C.).

Vers ± 6 000 av. J.-C., durant l'*Aride intermédiaire*, la péjoration climatique franchit un nouveau seuil, ce qui provoqua un nouvel exode des populations sahariennes en direction de la plaine alluviale du Nil qui apparut une nouvelle fois comme un refuge. Elles s'y regroupèrent et, de pastorale, l'économie devint agricole tandis que l'habitat se regroupait.

Le mouvement pourrait avoir débuté avec les villages de Fayoum A et de

Mérimdé dont les habitants cultivaient l'orge, les lentilles, les oignons, les pois chiches, le lin, etc.

Le Fayoum A ($\pm 5\ 700/\pm 4\ 700$ av. J.-C.) est contemporain du *Néolithique récent saharien*, ou *Nabta Playa III* ($\pm 5\ 750/\pm 3\ 450$ av. J.-C.) (Vercoutter, 1992 :120-121).

Le prédynastique

Vers $\pm 5\ 500$ av. J.-C., les débuts du *Prédynastique* sont attestés avec les grandes cultures classiques du *Badarien* (du village de Badari) et de l'*Amratien*, du village d'el Amra.

C'est cependant avec le *Nagadien* (du village de Nagada), qu'une véritable révolution se produisit quand la densité humaine devint plus forte dans un milieu où l'espace à conquérir avait disparu.

Les habitants furent alors contraints d'entreprendre des travaux collectifs communautaires destinés à augmenter les productions par l'utilisation de l'inondation, donc de la circulation de l'eau et des limons alluviaux.

Or, un tel système qui impliquait une rigoureuse organisation fut rapidement généralisé à l'ensemble de la vallée et jusqu'au Delta durant le *Protodynastique* ($\pm 3\ 500/\pm 3\ 200$ av. J.-C.) ou phase dite de *Nagada II*.

Le protodynastique

Vers $\pm 3500-3000$ av. J.-C., trois entités paraissent exister. Il s'agit de Nekhen Hiérakonpolis (1), de Noubt-Nagada (2) et d'Abydos (3), qui constituaient trois confédérations ou protoroyaumes (Nekhen, Noubt et Thinis), en compétition pour la domination de la *Haute Égypte*.

Cette période qui précède l'unification pharaonique voit l'habitat se concentrer.

Vers 3500-3200 av. J.-C., à l'époque du *Protodynastique*, naît l'unité culturelle égyptienne depuis la II^e cataracte jusqu'au Delta. Elle précède et prépare l'unité politique qui interviendra avec le début de la période pharaonique ou *période archaïque*.

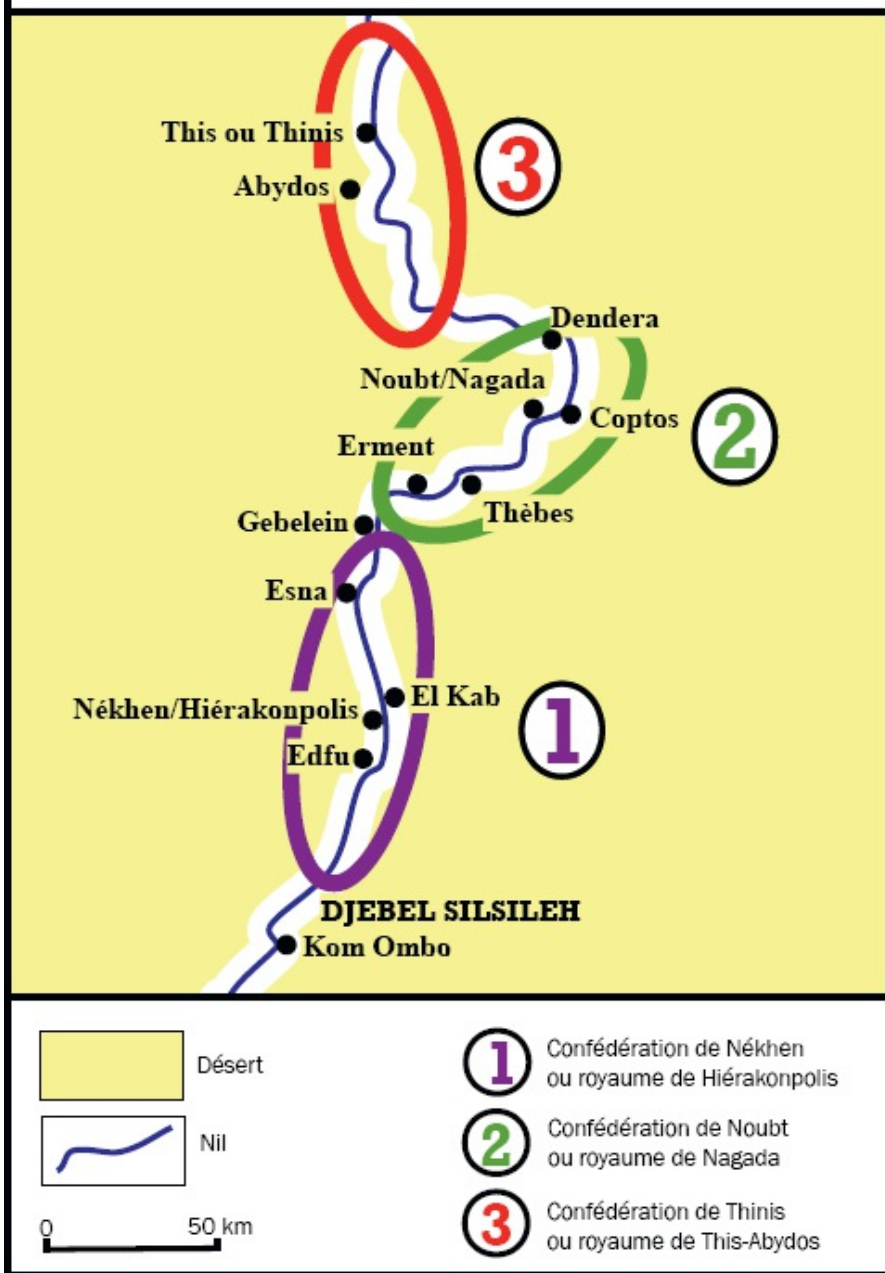
Cette dernière verra apparaître et se succéder les deux premières dynasties ($\pm 3\ 200$ ou $3\ 100/\pm 2\ 700$ av. J.-C.) après que le légendaire pharaon Narmer aura unifié l'ensemble de ces villages, créant ainsi l'Égypte qui

entrera alors dans l'histoire avec l'*époque thinite* (de la ville de This).

Vers 2900 av. J.-C., de la Méditerranée jusqu'à la 1^e Cataracte, l'Égypte est unifiée et cela, sans que l'on sache très bien comment cette unité fut réalisée.

La première dynastie apparaît alors et l'histoire de l'*Égypte dynastique* commence (Midant-Reynes, 1992).

ÉGYPTE : LES PROTO-ÉTATS DU SUD VERS ± 3500 ± 3000 AV. J.C.



L'ÉGYPTE DYNASTIQUE

L'*Ancien Empire* (± 2700 - 2200 av. J.-C.) est une période de consolidation de l'union. Il se termine avec le règne exceptionnellement long de Pépi II (quatre-vingt-seize ans ?).

La *Première période intermédiaire* est caractérisée par la dislocation du pouvoir central et son émiettement au profit des provinces. Cette séquence historique encore mal connue qui sépare l'*Ancien Empire* et le *Moyen Empire* s'étend de ± 2200 à ± 2033 av. J.-C.

Le *Moyen Empire* (± 2033 - 1710 av. J.-C.) fut une période faste pour l'Égypte. C'est sous le long règne de Montouhotep II (± 2064 / ± 2013 av. J.-C.) pharaon de la XI^e dynastie, que l'unité fut reconstituée.

Amenemhat 1^{er} (± 1994 / ± 1964 av. J.-C.) qui s'empara du pouvoir et qui fonda la XII^e dynastie (± 1994 / ± 1797 av. J.-C.) poursuivit l'essor entrepris sous Montouhotep II, puis, le pouvoir royal s'effrita à nouveau. L'Égypte connut alors une nouvelle fragmentation territoriale.

La *Deuxième période intermédiaire* (1710 - 1550 av. J.-C.) fut celle du morcellement et de la dislocation qui se firent tant au nord qu'au sud. Au nord, elle fut la conséquence de l'invasion de peuples indoeuropéens et asiatiques mélangés -ceux que les Égyptiens appelleront Hyksos -. L'autorité royale ne s'exerça plus dans le Delta divisé en cités-États. Au sud, en Nubie, les chefs locaux secouèrent le joug égyptien.

Le *Nouvel Empire* (± 1550 - 1069 av. J.-C.) succéda à cette période de décadence. Ce fut une période d'unité et d'expansion territoriale, notamment en direction de la Nubie. Ses débuts ne sont pas très clairement marqués. Une discussion subsiste même au sujet de son fondateur, le pharaon de la XVIII^e dynastie Amosis ou Ahmosis (± 1543 / ± 1518 av. J.-C.) qui légua à son successeur et fils Amenhotep I^{er} - ou Aménophis 1^{er} - (± 1518 / ± 1497 av. J.-C.) une Égypte unifiée et pacifiée.

Ce dernier étant mort sans héritier, la couronne passa à un noble thébain (?) qui régna sous le nom de Thoutmosis I^{er} (± 1497 / ± 1483 av. J.-C.). L'Égypte connut alors une remarquable expansion puisqu'elle s'étendit au-delà de la IV^e cataracte au sud et jusqu'à l'Euphrate à l'est. (Carte page 71) La XVIII^e dynastie se termina avec le règne d'Aménophis IV-Akhénaton qui tenta d'affaiblir le pouvoir des prêtres de Thèbes, mais sans succès.

Les souverains des XIX^e et XX^e dynasties poursuivirent la politique inaugurée sous la XVIII^e dynastie. Cette autre période faste pour l'Égypte est connue sous le nom de *période ramesside*, nombre de pharaons ayant pris le nom de Ramsès en hommage à l'illustre Ramsès II.

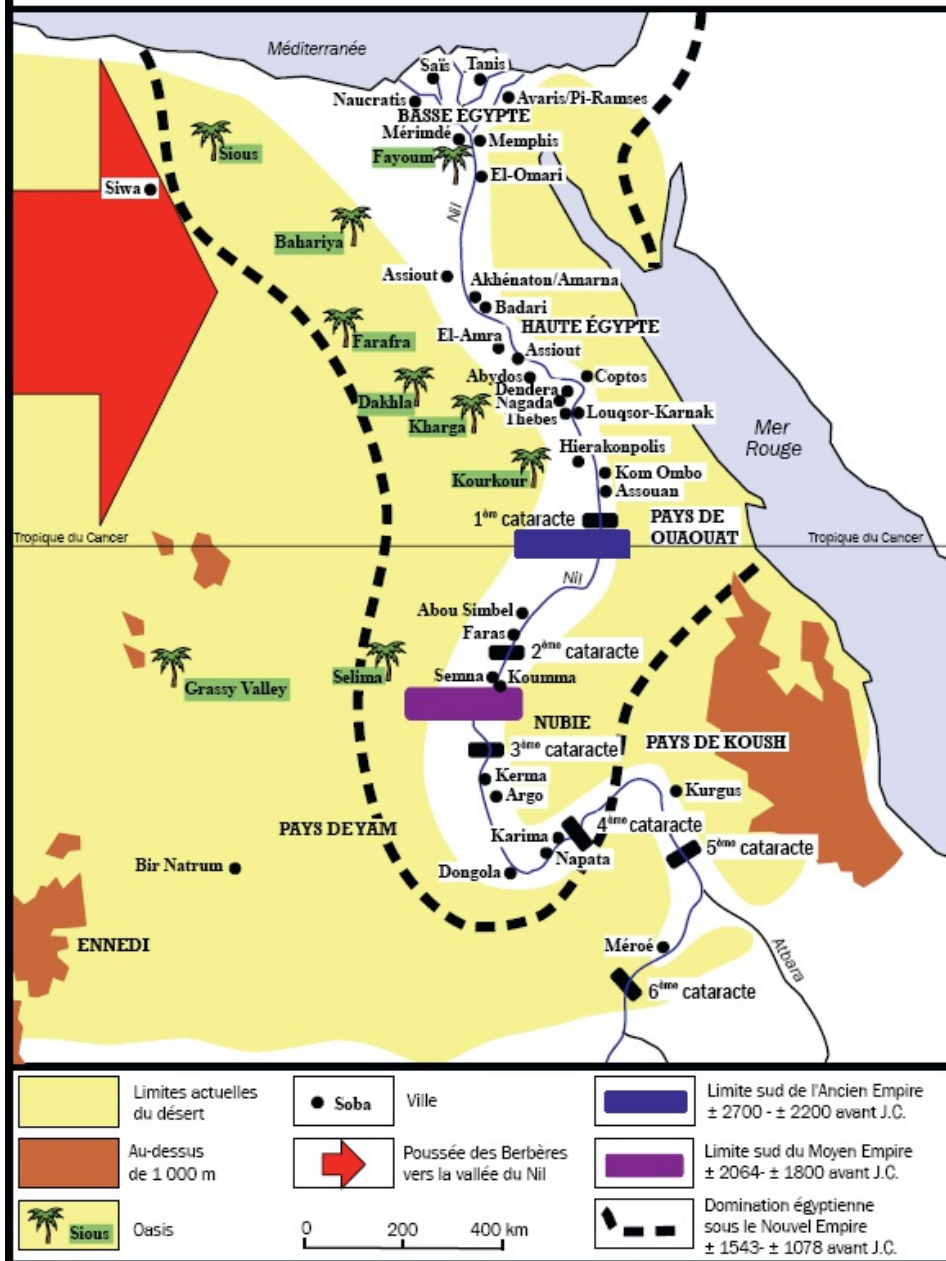
Sous la XX^e dynastie, durant le règne de Ramsès III (± 1185-1153 av. J.-C.), des menaces surgirent depuis le nord avec les invasions attribuées aux « peuples de la Mer ». Vers 1087 av. J.-C., sous le règne de Ramsès XI, les armées du roi nubien Panéhésy pénètrent en Égypte et s'emparent de Thèbes.

La *Troisième Période Intermédiaire* (± 1 069-664 av. J.-C.) est une période de décadence, de repli et de dislocation.

Ramsès XI mort sans successeur, Smendès prend le pouvoir et fonde la XXI^e dynastie dont la capitale est située dans le Delta, à Tanis. Vers 945 av. J.-C., un Berbère ou Libyen nommé Shéshonq, fils adoptif du dernier roi de la XXI^e dynastie recueille le pouvoir et donne naissance aux XXII^e et XXIII^e dynasties dites « libyennes ».

La *Basse Époque* (664-332 av. J.-C.) débute avec la XXVI^e dynastie au moment où l'Égypte se libère de la domination assyrienne.

L'ÉGYPTE DYNASTIQUE DE ± 2700 à ± 1078 av. J.C.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

ÉGYPTE : LA BASSE ÉPOQUE

(664-332 av. J.-C.)

La *Basse Époque* (664-332 av. J.-C.) débuta avec la XXVI^e dynastie fondée par Psammétique 1^{er} (663-609 av. J.-C.) qui acheva de libérer l'Égypte de la domination assyrienne en réussissant à reconquérir la région du Delta.

Durant presque cent quarante ans, sous la direction de six pharaons dont la capitale était Saïs, d'où le nom de dynastie saïte, l'Égypte réunifiée joua à nouveau un rôle régional et sa culture connut un nouvel essor marqué à la fois par de nouvelles constructions et par le retour à la tradition artistique classique. On parle de cette époque comme de celle de la « *Renaissance saïte* ». Les Grecs furent alors de plus en plus présents, qu'il s'agisse de mercenaires engagés par le souverain, ou de marins et de colons installés à Naucratis, leur principal établissement en Égypte fondé en 525 av. J.-C.

Le successeur de Psammétique I^{er} fut Néchao II (609-694 av. J.-C.) qui affronta Nabuchodonosor, roi de Babylone, lequel avait décidé de chasser les Égyptiens présents en Syrie depuis le règne de Psammétique I^{er}. En 605 av. J.-C., les Égyptiens furent vaincus et repoussés au-delà du Sinai.

Psammétique II (594-588 av. J.-C.) qui succéda à Néchao II se tourna alors vers le sud et il décida de conquérir la Nubie. En 591 av. J.-C., une armée égyptienne largement composée de mercenaires grecs écrasa Aspelta roi de Napata.

Après Psammétique II, l'Égypte fut dirigée par des souverains hellénisés à l'image d'Apriès (588-568 av. J.-C.) et d'Amasis (568-526 av. J.-C.) qui furent haïs par la population « vieille égyptienne ».

En 525 av. J.-C., sous le bref règne de Psammétique III, fils et successeur d'Amasis, Cambyse II, roi des Perses (530-522 av. J.-C.), écrasa les troupes égyptiennes et grecques à Péluse (Port-Saïd). Le désastre fut tel que Psammétique se suicida. Cambyse se proclama alors pharaon et fonda la XXVII^e dynastie ou *dynastie perse* (525-404 av. J.-C.).

Le conquérant mourut en 522 et son successeur à la tête de l'empire perse et de l'Égypte fut Darius I^{er} (522-486 av. J.-C.). Sous le règne d'Artaxerxès I^{er} (465-424 av. J.-C.), quatrième souverain de la dynastie perse, Inaros, un chef berbère (?) égyptianisé battit les troupes perses avant d'être capturé et crucifié. Il avait pour allié un dynaste de Saïs nommé Amyrtée qui, en 404 av. J.-C., réussit à libérer le pays des Perses. Il est considéré comme le fondateur et le seul souverain de la XXVIII^e dynastie (404-398 av. J.-C.).

Deux autres dynasties se succédèrent ensuite, à savoir la XXIX^e (398-378 av. J.-C.), ou dynastie de Mendès, du nom de la ville du Delta, et la XXX^e (378-341 av. J.-C.) ou dynastie Sebennytique, du nom de la ville de

Les pharaons de la XXX^e dynastie réussirent à éloigner le danger perse, notamment en 373, quand une armée perse s'apprêtait à attaquer Memphis, mais que le pharaon Nectanebo 1^{er} réussit à la repousser. Son petit-fils, Nectanebo II (359-341 av. J.-C.) bloqua une première attaque perse en 351 ; mais, en 341, Artaxerxès III (358-338 av. J.-C.) l'écrasa et tout le pays passa sous autorité perse. Nectanebo II fut le dernier souverain égyptien « indigène ».

Les défaites du roi des Perses Darius III (336-330 av. J.-C.) contre Alexandre en 334 et en 333 av. J.-C. furent accueillies avec joie en Égypte et en 333 (ou en 332), quand le jeune général macédonien arriva sur les bords du Nil, il y fut accueilli en libérateur.



LA NUBIE ET L'ÉGYPTE

En Nubie, nous observons une désynchronisation climatique d'au moins cinq siècles par rapport à l'Égypte. La partie la plus orientale du Sahara nubien ayant subi la péjoration climatique plus tard que l'Égypte, le phénomène des migrations sahariennes vers la Nubie fut donc décalé d'autant (Cabon et alii, 2017).

Pour les Égyptiens, la Nubie était le « misérable pays de Koush », région barbare repoussoir et négatif de la civilisation pharaonique, qui commençait au-delà de la 1^{er} Cataracte. Deux sous-régions peuvent être distinguées :

1. la Basse Nubie située entre la 1^e et la 2^e Cataractes était largement égyptianisée ; il s'agissait du pays de « Ouaoouat ».
2. La Haute Nubie ou Nubie proprement dite, commençait en amont de la 2^e Cataracte. Elle était connue sous le nom de pays de « Koush ».

Durant l'*Ancien Empire*, les pharaons de la VI^e dynastie prirent le contrôle de toute la région située en amont d'Assouan, c'est-à-dire de la Première Cataracte.

Durant le *Moyen Empire*, Sésostris 1^{er} ($\pm 1\ 964$ / $\pm 1\ 919$ av. J.-C.) édifia un réseau de citadelles dans le *pays de Ouaoouat*.

Plus tard, Sésostris III ($\pm 1\ 872$ / $\pm 1\ 854$ av. J.-C.) établit la frontière méridionale de l'Égypte plus vers le sud, à Semna et à Koumma.

Durant la *Deuxième Période Intermédiaire*, les armées nubiennes du royaume de Kerma arrivèrent jusque dans la région d'Assouan et l'Égypte se replia jusqu'à la 1^e Cataracte. Puis l'Égypte reprit son impérialisme et Amenhotep I^{er} (± 1518 -1497 av. J.-C.) poussa jusqu'à la 4^e Cataracte. Sous le règne d'Amenhotep II ($\pm 1\ 424$ / $\pm 1\ 398$ av. J.-C.), une ville égyptienne fut fondée à Napata, limite extrême du pouvoir égyptien en Nubie durant le Nouvel Empire.

Vers 950 av. J.-C., s'opposant aux pharaons des dynasties « libyennes » (XXII^e et XXIII^e dynasties), une partie du clergé d'Amon quitta Thèbes et s'exila en Nubie, dans le royaume de Napata dont les souverains, largement égyptianisés, étaient fidèles au culte d'Amon.

Kachta (760-747 av. J.-C.) se proclama roi de Haute et de Basse-Égypte, puis son fils Piyé (747-713 av. J.-C.) affirma son rattachement à la royauté

égyptienne.

Shabaqa ($\pm 713 \pm 702$ av. J.-C.) fonda la XXV^e dynastie égyptienne connue sous le nom de « dynastie nubienne ».

Durant son règne, Thèbes paraît avoir accepté une administration nubienne très égyptianisée alors que le Delta se montra rebelle, ses princes s'appuyant sur les Assyriens.

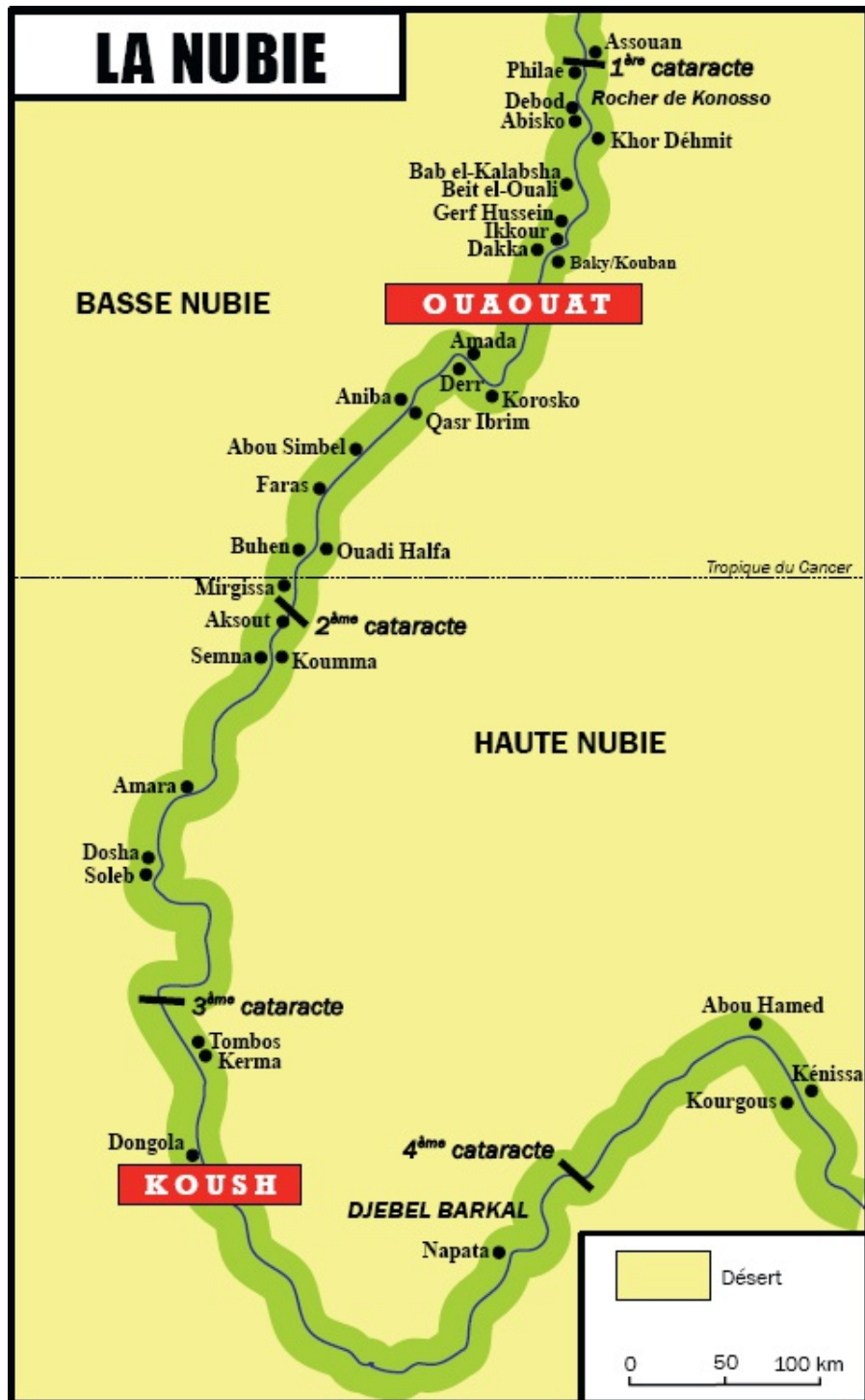
Le successeur de Shabaqa, Shabataqa ($\pm 702/\pm 690$ av. J.-C.) intervint en Basse-Égypte sans réussir à y imposer son autorité.

Sous Taharqa ($\pm 690/\pm 664$ av. J.-C.), et par trois fois (en 671 ou en 669, en 666 et en 662), les Assyriens envahirent l'Égypte. En 671 (ou en 669), ils prirent Memphis. Taharqa fut alors contraint de se réfugier à Thèbes d'où il lança une contreoffensive victorieuse contre les bases assyriennes du Delta avant de reprendre Memphis.

En 666, l'Égypte subit une nouvelle invasion assyrienne. Memphis et Thèbes furent prises et Taharqa se replia en Nubie où il remit le pouvoir à son neveu Tanoutamon, fils de Shabaqa.

Tanoutamon ($\pm 663/\pm 656$ av. J.-C.) réussit à chasser les Assyriens mais, en 662 av. J.-C., ces derniers prirent Thèbes et ils le repoussèrent vers la Nubie. Ceci marqua la fin de la domination nubienne sur l'Égypte et le retour d'une dynastie égyptienne, la XXVI^e dynastie, originaire de Saïs, dans le Delta.

LA NUBIE



QUI ÉTAIENT LES ANCIENS ÉGYPTIENS ?

Cette question est régulièrement posée depuis que Cheikh Anta Diop a affirmé avec une grande radicalité que l'Égypte était « Nègre ». Ses postulats, abondamment repris par le courant dit *afrocentriste*, sont aujourd'hui abandonnés pour trois raisons principales :

1. L'ancien Égyptien n'a pas de parenté avec les langues parlées en Nubie.

Le Nubien ancien appartient en effet au groupe linguistique *nilosaharien* alors que l'Égyptien se rattache au groupe *afrasien ou afro-asiatique*, deux familles différentes.

2. Au point de vue physique, les Égyptiens anciens étaient des « Blancs » de type « méditerranéen ». Nous le savons :

- Par l'étude des momies qui permet d'affirmer que les mélanodermes étaient très rares dans l'ancienne Égypte. Dans leur immense majorité, les momies égyptiennes sont en effet celles d'individus leucodermes ayant des cheveux lisses ou ondulés et non crépus (Hrdy, 1978 ; Rabino-Massa et Chiarelli, 1978).

Quant aux squelettes, ils ne présentent pas de caractères négroïdes.

- Par l'étude des représentations artistiques. Les Égyptiens anciens avaient en effet des codes établis lorsqu'ils se représentaient, les hommes en rouge et les femmes en teinte plus claire, parfois même blanche.

Chaque population étrangère était peinte selon des traits particuliers et selon sa « couleur ». (Voir page 68) Sur toutes les autres peintures représentant des Égyptiens, le noir n'apparaît que pour la chevelure, jamais pour la peau.

3. L'analyse des *haplotypes*¹ du *chromosome Y* portant sur le polymorphisme de l'*allèle*² *p-49 a*, *Taq I* des actuels habitants de l'Égypte démontre que le fond ancien de peuplement de la vallée égyptienne du Nil n'était pas « nègre ».

Trois *haplotypes Y* principaux se retrouvent dans la vallée du Nil. Dans l'ordre d'importance, le premier, à savoir le V est berbère ; il se retrouve chez 40 % des sujets étudiés avec des proportions allant de 52 % dans le delta et la basse Égypte à 17 % en basse Nubie. Le second, le XI, est d'origine orientale et (ou) éthiopienne et se retrouve chez 19 % des sujets. Le troisième, le IV,

est d'origine sud-saharienne.

Marqueur des populations « Nègres », il ne se retrouve que chez 14 % des sujets étudiés. Inexistant dans le delta du Nil et la basse Égypte où seuls 1,2 % des sujets étudiés le présentent, il se retrouve en revanche à 39 % en Nubie entre Abou Simbel et la seconde cataracte (Lucotte et Mercier, 2003 : 63-66).

La population de l'ancienne Égypte n'était cependant pas homogène au point de vue « racial » ou « morphotypique ». Du nord vers le sud de la vallée du Nil, c'est-à-dire vers la Nubie, le teint des Égyptiens était de plus en plus « cuivré », comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui encore (Taylor, 1991).

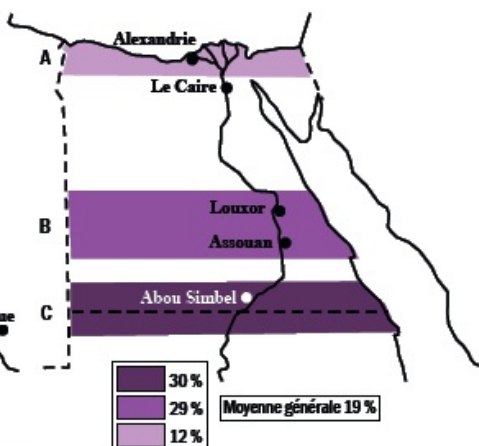
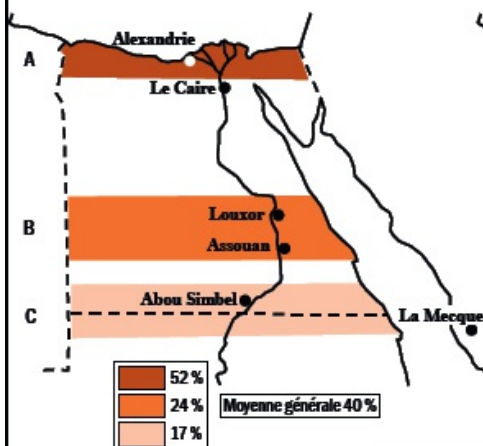
Cependant, si les Nubiens qui vivaient entre les 1^e et 4^e cataractes, avaient bien le teint cuivré, ils n'étaient pas pour autant « Nègres ».

Ce n'est que lorsque les Égyptiens du *Nouvel Empire* atteignirent la région de Napata, c'est-à-dire la 4^e Cataracte, qu'ils entrèrent en contact avec les « Nègres ». C'est d'ailleurs à partir de cette époque que les représentations de ces derniers deviennent courantes sur les peintures.

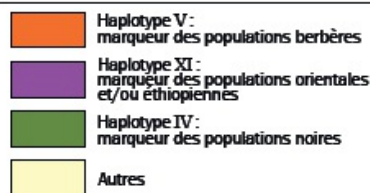
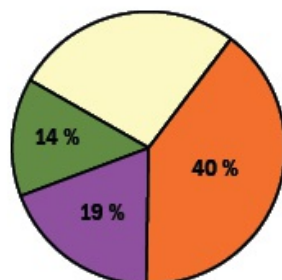
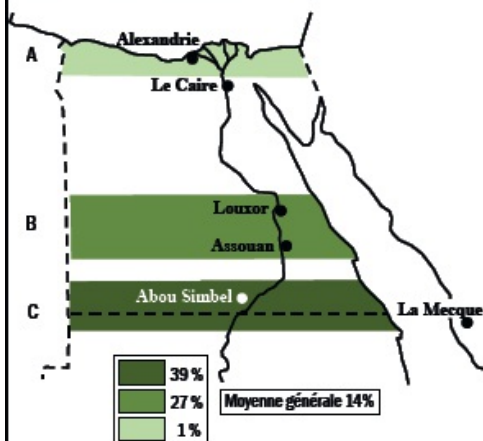
LES TROIS PRINCIPAUX HAPLOTYPES DU CHROMOSOME Y CHEZ LES ÉGYPTIENS MODERNES (d'après Lucotte, 2003)

L'HAPLOTYPE V EST LE MARQUEUR
DES POPULATIONS BERBÈRES

L'HAPLOTYPE XI EST LE MARQUEUR
DES POPULATIONS ORIENTALES
ET/OU ÉTHIOPIENNES



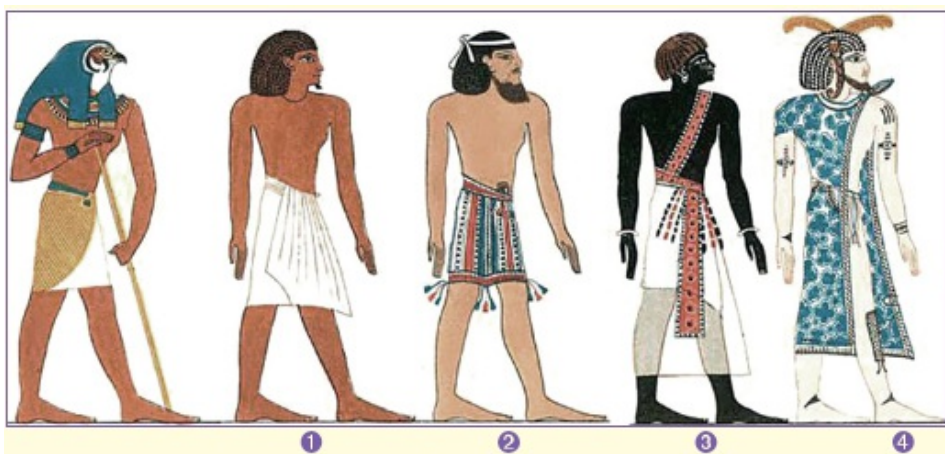
L'HAPLOTYPE IV EST LE MARQUEUR
DES POPULATIONS NOIRES



LES ÉGYPTIENS ET LEURS VOISINS



Thèbes, tombeau de Sebekhotep. Offrandes des Nubiens à Thoutmosis IV
(± 1400-1390 av. J.-C.) (DR)



Tombe de Sêti Ier (vers 1300 av. J.-C.)

1. Nubien de Basse Nubie

2. Syro-Phénicien

3. Noir de Haute Nubie

4. Berbère saharien



Thèbes : tombe de Sebkhotpe ($\pm 1420-1411$ av. J.-C.) : Syro-Palestiniens portant tribut



1

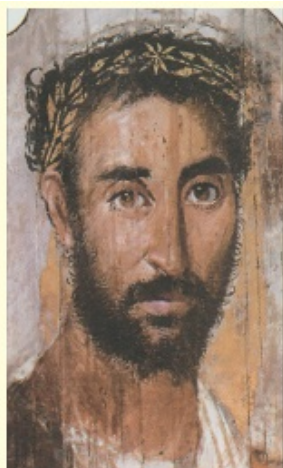
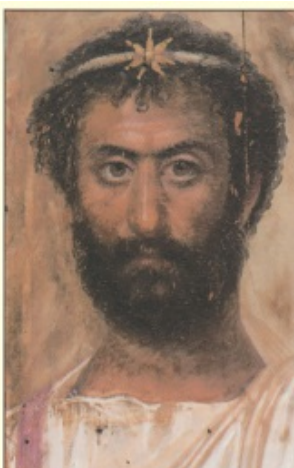
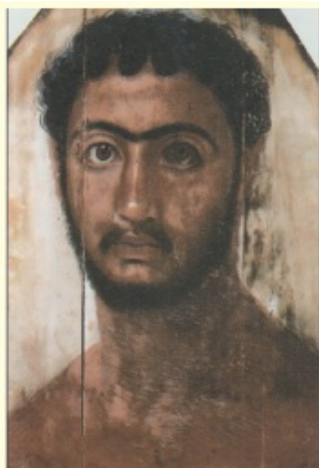
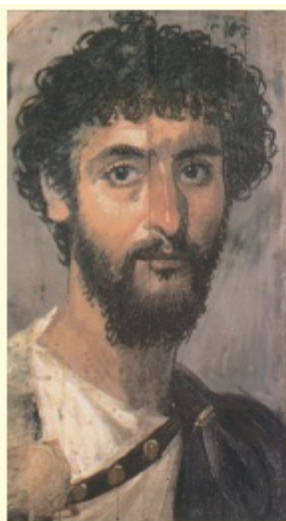


2

En haut (1), reconstitution d'après nature de Prisse d'Avesnes montrant des Nubiens noirs porteurs d'offrandes.

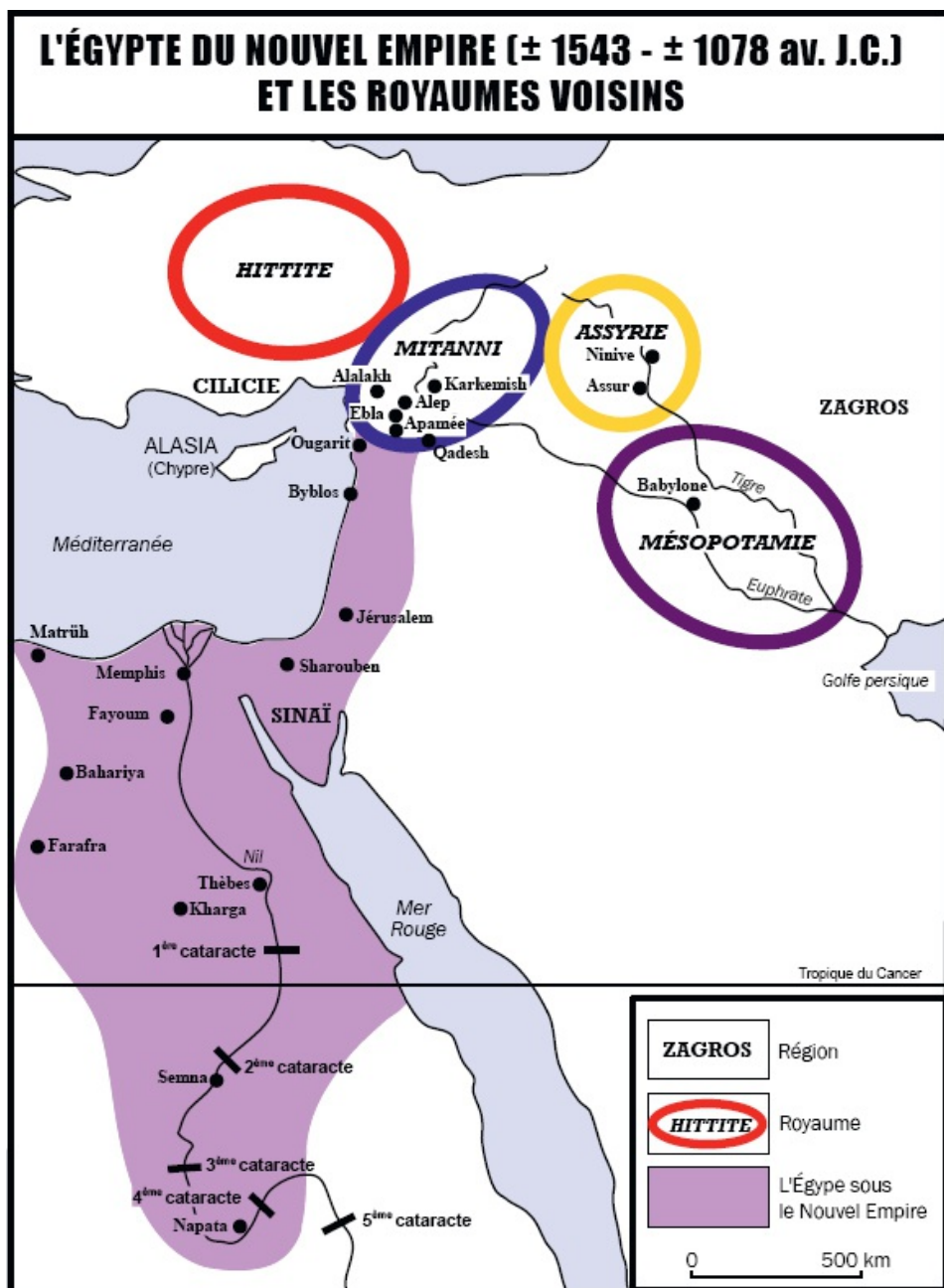
En bas (2) temple de Beit el-Wali construit par Ramsès II (1279-1213 av. J.-C.) : le vice-roi Amenemope face à un amoncellement de colliers d'or. Des Égyptiens lui présentent des captifs nubiens.

LES ÉGYPTIENS TARDIFS



Le Fayoum : portraits de défunts peints sur des sarcophages de la période romaine (Catalogue de l'exposition du British Museum de Londres, mars 1997).

Ces représentations réalistes permettent de voir à quoi ressemblaient les Égyptiens de Basse Égypte à cette époque.



LES ROYAUMES BERBERES

Au VI^e siècle av. J.-C., trois principaux royaumes berbères existaient dans l'actuel Maghreb :

1. Dans le nord-ouest de la région, dans l'actuel Maroc, le royaume de Maurétanie – ou *royaumedes Maures* -, s'étendait de l'Atlantique au fleuve Mulucha (Moulouya).
2. Entre le Mulucha et la rivière Amsaga (l'actuel Oued el-Kébir), s'étendait le royaume des Masaesyles,
3. Entre la rivière Ampsaga et les territoires de Carthage s'étendait le royaume des Massyles. Au III^e siècle av. J.-C., les deux derniers royaumes furent réunis dans le royaume de Numidie (Décret et Fantar, 1998 : 71-72).

Ces royaumes étaient dirigés par des souverains portant le nom d'*Aguellid* qui étaient des chefs de confédérations et des chefs de guerre. Leur pouvoir était généralement remis en cause après leur mort car les règles de transmission n'étaient pas clairement définies.

Les tribus composant ces royaumes étant jalouses de leur autonomie, à la fin de chaque règne, la contestation politique dégénérait souvent en guerre civile.

Durant la seconde moitié du dernier millénaire av. J.-C., le royaume berbère Massyle entra en contact avec Carthage.

Dans un premier temps, les Carthaginois ne cherchèrent pas à s'étendre dans l'arrière-pays de leur cité.

Ce ne fut qu'à partir du ve siècle av. J.-C. qu'ils commencèrent à agrandir leur zone de contrôle à la totalité de l'actuelle Tunisie et à la partie orientale de l'actuelle Algérie jusqu'à la région de Tébessa.

Cette expansion territoriale se fit aux dépens des Massyles (Numides). La politique de Massinissa (Masensens) vis-à-vis de Carthage s'explique d'ailleurs largement par cette réalité car il chercha à reconquérir les territoires passés sous domination carthaginoise.

Durant la 2^e guerre punique (218-201 av. J.-C.), Rome, qui cherchait des alliés contre Carthage, approcha Syphax, roi des Massaesyles.

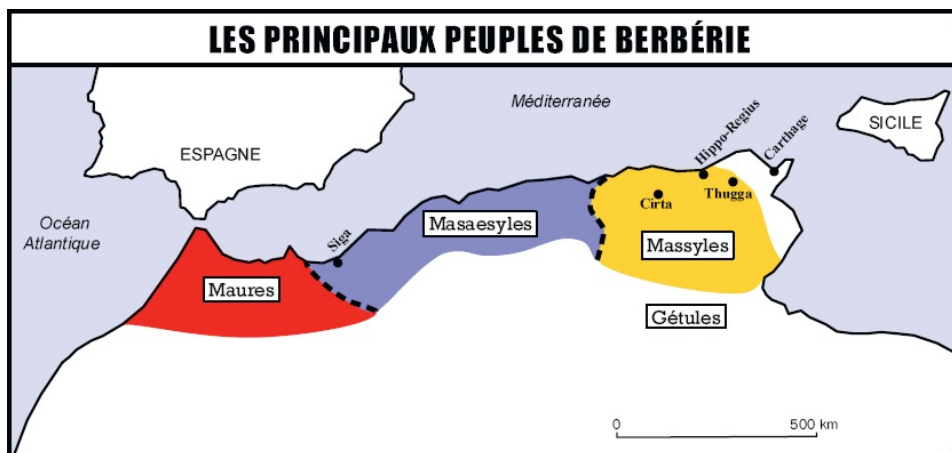
Ce dernier vit dans cette demande d'alliance une occasion de s'emparer des

territoires massyles sur lesquels régnait Gaia et il accepta l'offre romaine. Gaia reçut alors l'aide de Carthage. En remerciement (?), il envoya son troisième fils, Massinissa, à la tête d'un contingent de 5 000 cavaliers participer à la campagne carthaginoise de conquête de l'Espagne.

En 206 Gaia mourut et son fils Oezalces qui était marié à une Carthaginoise lui succéda. Mais, il mourut au bout de quelques mois et son frère Capussa monta sur le trône.

Aidé par Syphax, Metzul, cousin de Capussa, disputa la couronne à ce dernier et Capussa fut tué au combat. Metzul mit alors sur le trône son propre frère, Lacumazes. Cependant, Massinissa, le troisième fils survivant de Gaia qui, à la tête d'un contingent numide, combattait les Romains en Espagne aux côtés des Carthaginois, décida de renverser l'usurpateur. Il entra alors en guerre contre Lacumazes et Metzul, tous deux soutenus par Syphax. Massinissa l'emporta, contraignant Lacumazes et Metzul à se réfugier à Carthage.

En 205, les Carthaginois demandèrent à Syphax d'entrer en guerre contre Massinissa qui fut vaincu. Syphax s'empara alors d'une partie du royaume Massyle et ce fut à partir de ce moment que Massinissa commença à se rapprocher de Rome. Cela au moment même où Scipion (l'Africain) qui projetait un débarquement en terre d'Afrique avait impérativement besoin d'un allié sur place (Voir page 77) (Décret et Fantar, 1998 : 90-99).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

CARTHAGE

Carthage fut d'abord une colonie phénicienne. Les traditions font état d'une fondation légendaire due à Elissa (Didon), reine de Tyr en 814 av. J.-C. à « Quart Hadasht », « la nouvelle ville » en phénicien. Le site en était bien choisi au fond d'un golfe constituant un abri sûr pour les navires, au cœur de la zone maritime séparant la méditerranée orientale et occidentale.

À partir du VI^e siècle av. J.-C., à la faveur de l'occupation assyrienne de la Phénicie, puis des guerres contre les Perses, Carthage acquit sa totale autonomie par rapport à Tyr, sa métropole.

Son rôle commença alors à être déterminant en Méditerranée occidentale son rayonnement s'étendant aux Baléares, à la Sicile et à la Sardaigne, ce qui la conduisit à se heurter aux Grecs de Sicile.

Au VI^e siècle les Carthaginois sont en Libye où ils fondent Lpqi, Sabrt et Uiat, les Lepcis, Sabratha et Oea des Romains. La fusion de ces trois villes donna Tripoli (Treis Polis).

À l'ouest les Carthaginois fermèrent le Déroit en s'installant à Tanger (Ponsich, 1970). Déjà présents à Lixus et sur l'îlot de Mogador (Essaouira), ils recherchaient peut-être l'or de l'Atlas et certainement la pourpre dont la variété locale, la *pourpre gétule*, était fort connue durant l'Antiquité (Desjacques et Koeberlé, 1956 ; Gattefossé, 1957).

Sur le littoral méditerranéen marocain, quelques établissements carthaginois ont été identifiés et fouillés, notamment à Abdeslam el Behar, sur l'oued Emsa et à El Ksar Sghir.

Le comptoir carthaginois de Tanger est bien connu depuis les fouilles de Michel Ponsich (1970).

Sur la côte atlantique, l'îlot d'Essaouira (Mogador), Lixus et Sala (Chella), ont fourni du matériel archéologique de provenance incontestable.

À l'époque des Magonides (535-450 av. J.-C.), Carthage possédait un empire maritime s'étendant des Baléares et du sud de l'Espagne jusqu'à Mogador.

En 510 av. J.-C., la République romaine et Carthage signèrent un traité. La seconde s'engageait à ne pas nuire aux alliés de Rome, tandis que la première reconnaissait le monopole commercial carthaginois en Méditerranée occidentale. Carthage fut alors au sommet de sa puissance.

Ce vaste mouvement d'expansion fut brisé en 480 av. J.-C. quand les Grecs de Sicile dirigés par Gélon de Syracuse remportèrent la bataille d'Himère, ville dont Carthage cherchait à s'emparer.

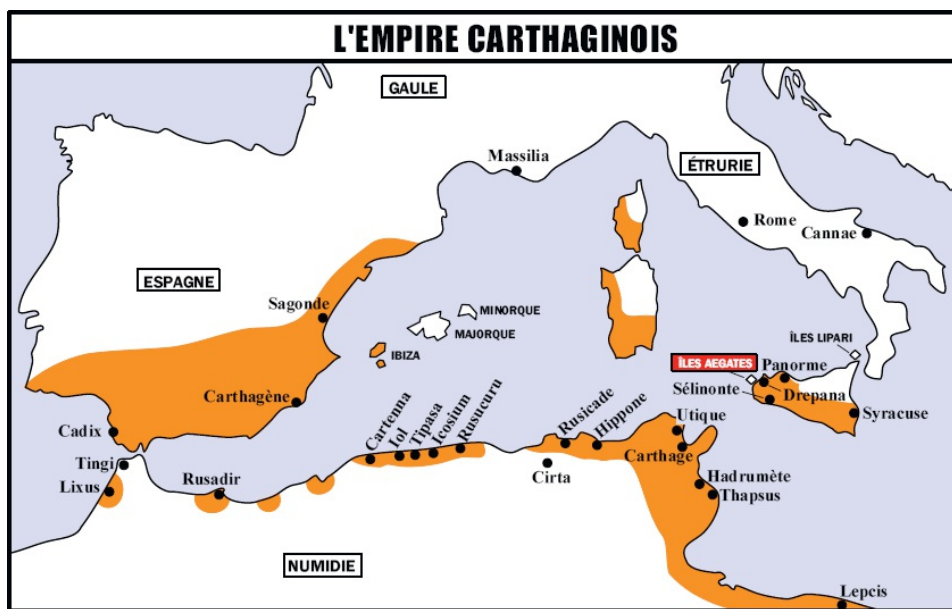
Cette défaite eut des conséquences immédiates dans la mesure où les Carthaginois qui durent reculer en Méditerranée occidentale, recentrèrent leur empire sur le littoral de l'Afrique du Nord où ils développèrent leurs

implantations.

Comme au même moment, la ville recevait des réfugiés chassés de Tyr en raison de la pression que les Perses y exerçaient, il devint donc bientôt nécessaire d'élargir le domaine carthaginois jusqu'à posséder un vaste territoire s'étendant à la totalité de l'actuelle Tunisie et mordant sur la partie orientale de l'actuelle Algérie jusqu'à la région de Tébessa.

Carthage ne fut pas une simple colonie phénicienne accrochée en terre d'Afrique car, entre Carthaginois et Numides, les alliances matrimoniales furent nombreuses.

À la fin du V^e siècle et au début du IV^e, Carthage, enrichie grâce à ses comptoirs nord-africains et ibériques décida de se lancer dans une vaste politique de recrutement de mercenaires berbères, fantassins et cavaliers, les fameux cavaliers numides. S'étant constitué une puissante armée, elle entreprit alors de conquérir la Sicile, d'où sa confrontation avec Rome.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES GUERRES PUNIQUES

Trois guerres opposèrent Rome et Carthage. Elles sont connues sous le nom de « Guerres puniques » (Le Bohec, 1995, 2005).

- Durant la première (264-241 av. J.-C.), les Romains furent d'abord par deux fois vainqueurs de la flotte carthaginoise -en 260 av. J.-C. à Mylae et en 256 av. J.-C. à Ecnome. En 249 av. J.-C., le sort des armes pencha ensuite du côté de Carthage quand ses armées remportèrent deux victoires : une sur mer à Drepana et une autre, sur terre, en Sicile. L'artisan de cette dernière était Hamilcar Barca.

En 241, les Romains renversèrent la situation en envoyant par le fond la flotte carthaginoise aux îles Aegates à l'ouest de la Sicile (Carte page 75) et Carthage, contrainte de demander la paix, accepta de verser un énorme tribut qui devait être acquitté en vingt ans. Ruinée, la ville ne put payer son armée largement composée de mercenaires, ce qui provoqua leur soulèvement. Dans un premier temps, les villes carthagoises furent assiégées, mais en 237, Hamilcar Barca réussit à prendre au piège les mercenaires et il les extermina.

- La seconde guerre punique (218-201 av. J.-C.) éclata en Espagne où Hannibal, fils d'Hamilcar Barca prit la ville de Sagonte (Carte page 75) alliée de Rome. Les armées de Carthage traversèrent les Pyrénées, puis les Alpes. Les Romains furent plusieurs fois battus, notamment en 217 au lac Trasimène et en 216 à Cannes. Installé à Capoue, Hannibal qui ne disposait pas de matériel de siège lui permettant de prendre Rome, attendit en vain les renforts promis, ce qui permit aux Romains de se réorganiser et de contre-attaquer, le forçant à se replier dans le sud de la péninsule italienne.

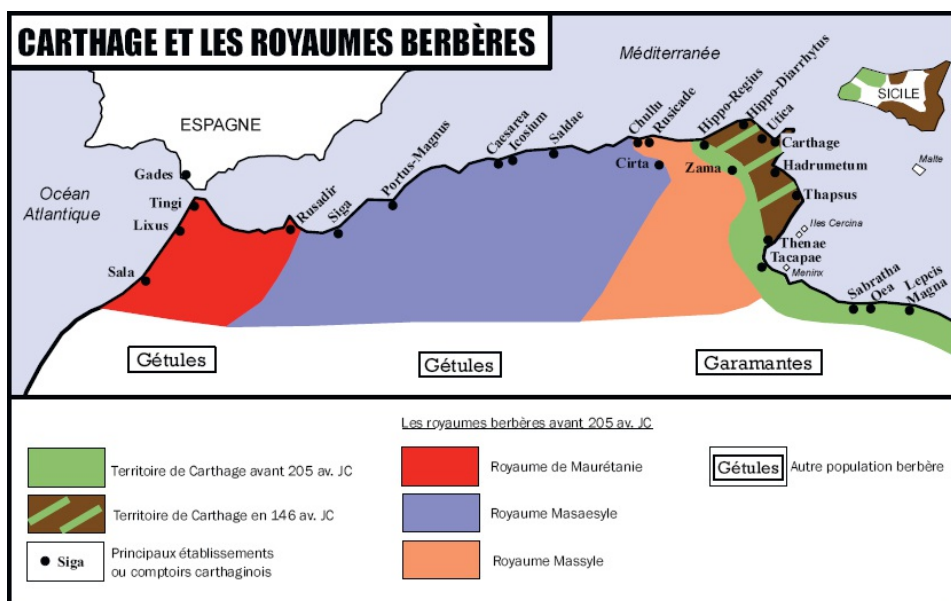
En 205 av. J.-C., Scipion, qui venait de débarquer en Afrique, se tourna vers le chef massyle Massinissa qui accepta l'alliance romaine et au mois d'avril 203 av. J.-C., lors de la bataille dite des « Grandes Plaines », la victoire romanomassyle fut totale. Scipion accorda une trêve à Carthage pour lui permettre de négocier la paix, mais un nouveau retournement de situation se produisit durant l'été 203 av. J.-C. quand, rappelé d'Italie, Hannibal débarqua en Afrique et s'allia à Vermina, fils de Syphax, le roi des Massaesydes. Carthaginois et Massaesydes envahirent ensuite le royaume massyle, mais Scipion et Massinissa rassemblèrent leurs forces et ils se portèrent au-devant d'eux. Une ultime négociation eut alors lieu entre Scipion et Hannibal, Carthage proposant la cession de l'Espagne et le désarmement de sa flotte, contre la reconnaissance de ses possessions africaines.

Scipion ayant refusé, le choc eut lieu à Zama, au mois d'octobre 202 av. J.-C. Hannibal ayant été vaincu, Carthage dut signer un traité extrêmement dur puisqu'il prévoyait la destruction de sa flotte, la démonte de ses éléphants de guerre, le versement d'une énorme indemnité et l'envoi d'otages à Rome. En revanche, elle conservait ses possessions africaines, sauf le royaume massyle

sur lequel régnait Massinissa. De plus, Carthage ne pouvait engager de guerre sans l'accord du sénat romain.

▪ La troisième guerre punique (149-146 av. J.-C.) éclata certes parce que les Carthaginois avaient violé le traité de 201 en attaquant les Massyles, mais avant tout parce que Rome ne désirait pas voir naître un État berbère qui contrôlerait les ports carthaginois.

Comme Carthage disposait de solides fortifications, débuta alors un siège de trois ans, dirigé par Scipion Emilien, petitfils adoptif de Scipion l'Africain. La défense fut acharnée et l'on se battit de maison à maison. Finalement, au printemps 146, les derniers combattants carthaginois s'immolèrent par le feu. Rome fit raser la ville, sema du sel sur son emplacement, annexa la région et décida de partager la Numidie entre les trois héritiers de Massinissa.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA LIBYE CARTHAGINOISE ET GRECQUE

Au VII^e siècle, avant J.-C., certaines cités grecques commencèrent à se lancer

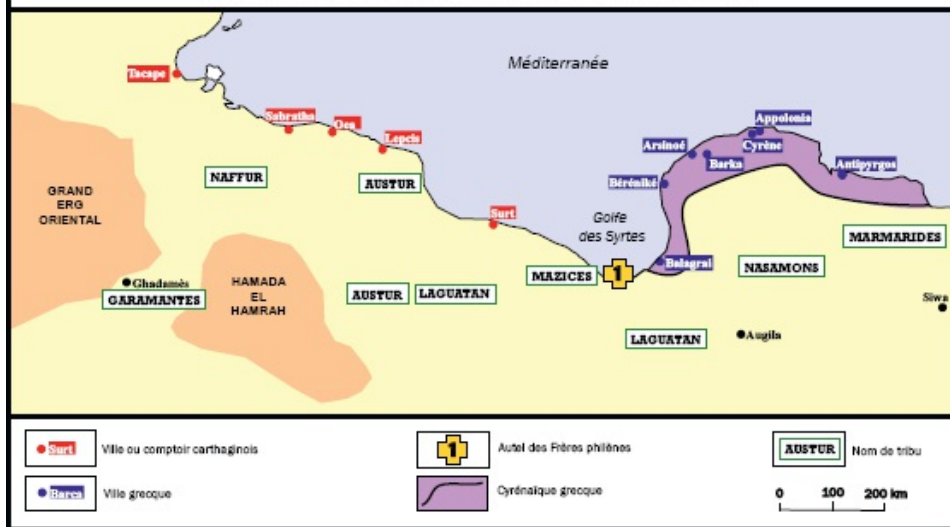
dans une entreprise coloniale dans le nord de l'Afrique où elles avaient été précédées par les Phéniciens et les Carthaginois. Au VI^e siècle, ces derniers fondèrent en Libye les comptoirs de Lpqi (Lepcis), Sbrt'n (Sabratha) et Uiat (Oea). Leur réunion donna naissance à Tripoli, du grec *treis polis*, les trois cités (Laronde, 1990 ; Blas de Robles, 2005 ; Laronde et Degeorge, 2005).

Vers 630 av. J.-C., suivant les conseils de l'oracle d'Apollon à Delphes, des colons venus de l'île de Santorin (Théra), débarquèrent dans la partie orientale de l'actuelle Libye, entre Tobrouk et Dernah. Au bout de six années, ils fondèrent Cyrène, à l'intérieur des terres, dans une région d'altitude située à une dizaine de kilomètres de la mer et du futur port d'Apollonia, sur un plateau arrosé et fertile au pied du point culminant du jebel Akhdar. La colonie se développa à partir de $\pm$ 570 av. J.-C., donnant son nom à la région qui fut dès lors désignée sous le nom de Cyrénaïque

Bientôt, la richesse et la réputation de Cyrène attirèrent de nouveaux colons et il fut nécessaire de fonder de nouvelles cités. Vers l'ouest, quasiment sur le site de l'actuelle ville de Benghazi¹, fut ainsi établi le comptoir d'Euhespéridès, ultérieurement rebaptisé Béréniké. Plusieurs autres colonies furent fondées à Taucheira-Arsinoé, l'actuelle Tukrah ou Tobra, Barca (Barqa, l'actuelle Al Merj), Balagrai (Al-Baïda) ou encore Antipyrgos (Tobrouk).

Les Égyptiens virent avec inquiétude le développement des colonies grecques de Cyrénaïque. Aussi, vers 570 av. J.-C., sous la XXVI^e dynastie, le pharaon Apriès (588,-568 ?) lança-t-il une expédition contre elles ; mais, à la bataille d'Irasa, à l'est du jebel Akhdar, il fut battu par les troupes du roi de Cyrène Battos II (583-565 av. J.-C.)². Durant le règne d'Arcésilas II (565-555 av. J.-C.), les Cyrénéens furent à leur tour vaincus par les Égyptiens.

LA LIBYE GRECQUE ET CARTHAGINOISE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

Après la conquête de l'Égypte par le roi perse Cambyse en 525 av. J.-C., les Cyrénéens reconnurent l'autorité du vainqueur et ils devinrent son interface avec les autres cités grecques de Cyrénaïque ainsi qu'avec les tribus berbères. Cyrène fut ainsi en quelque sorte la marche occidentale de l'empire perse (Mitchell, 1966).

Vers 510 av. J.-C., un chef spartiate nommé Dorieus tenta de fonder un établissement sur le site de l'actuelle ville d'Homs, à proximité de Lpqi, mais, alliés aux Berbères Maces, les Carthagoins les en délogèrent.

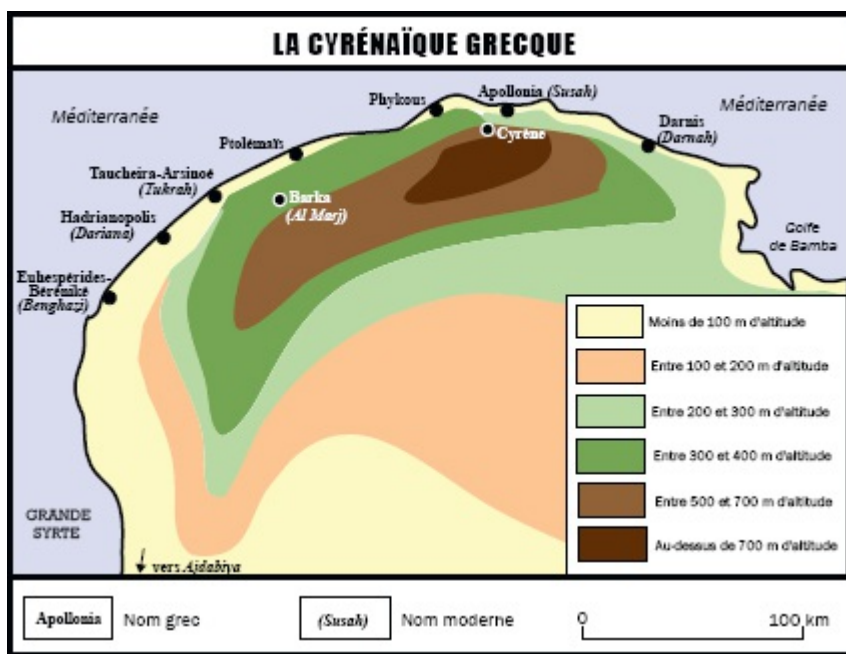
L'opposition entre Carthage et Cyrène devint réelle à partir du moment où les Grecs de Cyrène voulurent prendre pied dans le golfe de Syrte, façade maritime du royaume berbère saharien des Garamantes. La crise qui menaçait alors de dégénérer en conflit connut un règlement original, les deux cités décidant de s'en remettre à des coureurs à pied qui partirent au même moment de Carthage et de Cyrène en longeant la côte et dont le point de rencontre devait matérialiser la frontière entre les territoires des deux cités.

Les Grecs furent battus puisque l'événement se produisit à 1500 kilomètres à l'est de Carthage et à seulement 500 à l'ouest de Cyrène. Accusés d'avoir été achetés, les deux coureurs grecs, les frères Philènes, se suicidèrent pour prouver leur bonne foi. Leurs tombes furent désignées sous le nom d'« autels des Philènes ». Cet autel marqua ensuite la frontière orientale de la province d'Afrique proconsulaire. Durant la période italienne, un arc de triomphe fut érigé sur leur emplacement puis, en 1973, il fut rasé par les nouvelles autorités libyennes.

À l'image d'Athènes, la monarchie de Cyrène céda la place à un régime démocratique. Cette évolution fut précédée de plusieurs guerres civiles opposant les monarques, l'aristocratie des cités composée des premiers colons et les nouveaux arrivants. Pour échapper à ces querelles, les souverains cyrénéens prirent tous les pouvoirs et devinrent des tyrans.

Arcésilas IV fut renversé par le parti aristocratique et il s'enfuit à Euhespéridès où, en 440 av. J.-C., il fut assassiné. Cyrène, devenue une république en 440 av. J.-C., conserva son indépendance jusqu'en 321 av. J.-C., date de son annexion par Ptolémée I^{er}, le roi d'Égypte.

À la richesse des cités grecques de Cyrénaïque correspondit un éclat culturel et artistique. Durant l'époque hellénistique (323 à 30 av. J.-C.), la Cyrénaïque connut encore une grande prospérité doublée d'un rayonnement intellectuel illustré notamment par la personnalité d'Eratosthène de Cyrène (± 276 - ± 194 av. J.-C.), l'inventeur de la géographie mathématique.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA LIBYE ROMAINE

En 96 av. J.-C., Ptolémée Apion (« le maigre ») qui régna sur l'Égypte de 116 à 96 av. J.-C., offrit à Rome, maîtresse des ports de Tripolitaine depuis 111

av. J.-C., la *Pentapole* (Cinq cités), à savoir Cyrène, Apollonia, Béréniké, Taucheira (Arsinoé) et Ptolémaïs (Barka), donc la Cyrénaïque.

Durant la guerre qui opposa César à Pompée en 49 av. J.-C., Lepcis se rangea dans le camp du second. Après sa victoire de Thapsus en 46 av. J.-C., César la soumit à tribut, la condamnant à verser chaque année trois millions de livres d'huile (Daguët-Gagey, 2000 : 21).

En 23 av. J.-C., Auguste libéra la ville de son tribut et il rattacha la Cyrénaïque à la Crète et la Tripolitaine à l'Afrique Proconsulaire (*Africa proconsularis*) soit à peu de choses près l'actuelle Tunisie.

Au II^e siècle apr. J.-C., les villes de Libye accédèrent au rang de colonies et la citoyenneté romaine fut accordée à leurs habitants.

Elles connurent alors un grand essor, à l'image de Lepcis, de Sabratha ou encore d'Oea qui se parèrent de somptueux édifices dont des théâtres, des thermes, des temples et, plus tard, des basiliques. La prospérité de la Libye romaine est également illustrée par des villas du bord de mer dont plusieurs ont livré de superbes mosaïques restes de leur splendeur, à l'image de la « villa des Néréides » à Tadjura.

Dans les cités littorales, la latinisation fut profonde. En Tripolitaine, région ayant subi une forte influence punique, le dieu Melqart devint Héraclès ; en Cyrénaïque, le panthéon grec fut assimilé par la religion romaine.

Dans les campagnes et vers le désert, les Berbères conservèrent leurs propres divinités, continuant à sacrifier à la lune et au soleil, demeurant fidèles au dieu Gurzil figuré sous forme d'un taureau porteur d'un disque solaire entre les cornes.

Rome diversifia l'agriculture. En plus du blé, la culture des arbres fruitiers fut développée de même que celle des oliviers et de la vigne. Au II^e siècle, la colonie s'étendit et de nouvelles terres furent mises en valeur. À l'est du jebel Nefusa, vers la région des Syrtes, les cultures furent possibles grâce à d'ingénieux systèmes de recueil des pluies. C'est ainsi qu'à Ghirza, sur l'oued Zem-Zem, à 300 kilomètres à l'est de Lepcis, fut fondé un important centre agricole.

Rome fut confrontée à l'hostilité de certaines tribus berbères vivant hors du territoire impérial, dont les Nasamons -tribu matrice des Laguatan et des Austuriani-, les Mazices (Imazighen) et les Garamantes du Fezzan (Phazanie).

Les Nasamons furent finalement écrasés et ils devinrent tributaires. Cependant, sous l'empereur Domitien (81-96), ils refusèrent de payer tribut

et ils massacrèrent les collecteurs envoyés pour le lever.

La guerre reprit, la III^e légion devant mener de dures campagnes contre eux (Le Bohec, 1989 et 2005). Finalement, Rome refoula la tribu vers les oasis de l'intérieur de la Tripolitaine, au sud de l'autel des Philènes, où elle fut placée sous la surveillance de forts, dont celui de Bu Njem, l'actuelle Chosol) (Rebuffat, 1969, 1970 et 1992).

Construit en 201, Bu-Njem dont il subsiste encore des ruines était édifée sur l'oued Chaïb, en un lieu hautement stratégique à la jonction de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque à la limite sud de la vie sédentaire (Modéran, 2003 : 224). Au sud s'étend en effet une vaste zone inhabitée avec la Hamada el Hamrah, le jebel Soda et le grand désert styrique.

Afin de protéger la Libye « utile », l'empereur Septime Sévère (193-211), lui-même originaire de Lepcis, fit édifier un immense *limes* allant de l'arrière-pays de Tacapae, l'actuelle Gabès en Tunisie, jusqu'à l'est de la Tripolitaine. Le long de cette frontière de plusieurs dizaines de kilomètres, des postes romains contrôlaient les points de passage et les puits.

Au III^e siècle, tant en Tripolitaine qu'en Cyrénaïque, Rome abandonna l'intérieur de ses possessions pour se recentrer sur le littoral méditerranéen urbain et « utile ». Bu Njem et les fors secondaires comme Zella furent évacués entre 259 et 263.

Laissées sans défense, les fermes des vallées de la Syrte furent alors abandonnées mais elles se maintinrent cependant sur la côte et dans les *wadis* du pré-désert en se fortifiant (Modéran, 2003 : 261).

Sous l'empereur Dioclétien (284-305) la Tripolitaine et la Cyrénaïque furent réunies dans la province sénatoriale de *Libya superior*.



LES CRISES RELIGIEUSES ET L'AFFAIBLISSEMENT DE LA ROMANITE

En Égypte, les crises religieuses illustrèrent la rivalité entre le patriarcat d'Alexandrie et Rome, cependant qu'en Berbérie, ce furent davantage des querelles se rapportant au dogme doublées de revendications sociales.

L'Égypte fut évangélisée par Marc dans les années soixante de l'ère chrétienne (Cannuyer, 1996 et 2000). Alexandrie, grande métropole juive, fut le premier centre chrétien. Vers 180 y fut fondée une célèbre école de formation des catéchistes, le *Didascalée*, qui fit rayonner les enseignements des premiers exégètes égyptiens.

En 202, sous l'empereur Septime Sévère, l'édit d'interdiction marqua le début des persécutions des chrétiens car ils refusaient les cérémonies sur lesquelles reposait l'ordre social. Avec une grande radicalité, le Berbère Tertullien ($\pm$ 155-220) déclarait ainsi : « Il nous faut lutter contre les institutions des ancêtres, l'autorité des traditions ».

Il demandait donc aux chrétiens d'Afrique de ne pas participer à la VI^e de la cité, de refuser toute activité ou tout métier agricole susceptible de fournir les sacrifices païens et de ne pas servir dans l'armée, même sous menace de mort, le martyre et la souffrance qu'impliquaient ces refus étant une voie du salut.

Ces persécutions furent suivies par celles de 250, sous l'empereur Decius (249-251), par celles de 257, sous Valérien (253-260) et enfin par celles de Dioclétien (284-311) et de Maximin II (310-313). Nombre de chrétiens durent alors trouver refuge loin d'Alexandrie, ce qui favorisa la propagation du christianisme, d'abord à la basse vallée du Nil, puis jusque dans la haute vallée et peut-être même jusqu'en Nubie.

Le mouvement des conversions reprit à partir de 391, date de la promulgation de l'*Edit de Théodose*. Puis le christianisme devenu religion d'État, l'Égypte fut en totalité christianisée.

En 444, l'évêque Dioscore affirma la prééminence du patriarcat d'Alexandrie.

À Rome et à Constantinople, cette déclaration fut considérée comme une rébellion.

En 451, lors du concile de Chalcédoine, Dioscore fut déposé puis exilé. La rupture des chrétiens d'Égypte avec Constantinople et le pouvoir byzantin fut alors consommée (Jakobielski, 1997).

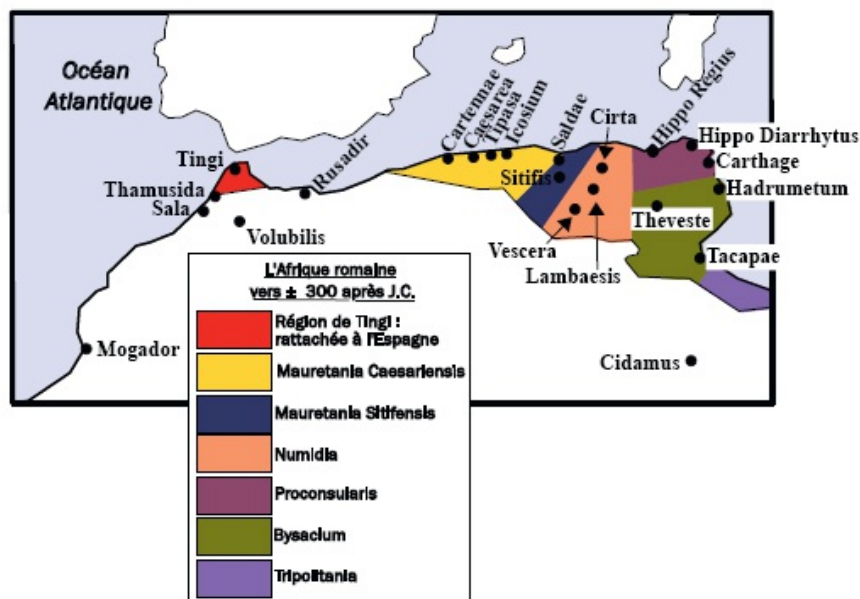
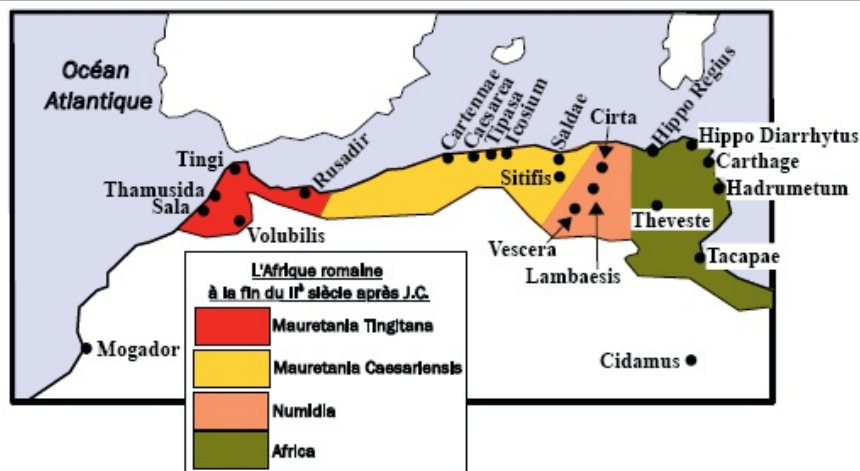
Dans toute la Berbérie, à l'exception de la Tingitane, la chrétienté fut florissante. En 484, il y avait ainsi 120 évêques catholiques pour tout l'actuel Maghreb, et seulement 2 pour l'actuel Maroc (Décret, 1996 et 2002 ; Arnould, 2001) Ce monde chrétien connut de graves et profondes querelles théologiques qui perturbèrent les convertis (Cuoq, 1984,1991) au premier rang desquelles, le *donatisme* (Février, 1990 : 172-175 ; Frend, 1952 et Tilley, 1997).

Donat, évêque de Casae Nigrae (près de l'actuelle ville de Sétif) en Numidie vécut entre ± 270 et 355. Il considérait qu'il était impossible de réintégrer dans le christianisme ceux qui, à la suite des persécutions de Dioclétien en 303 et 304, avaient renié leur foi pour échapper à la mort. Des centaines de milliers de personnes se trouvèrent ainsi exclues de l'Église et les autorités ordonnèrent alors la persécution des donatistes.

En 321, Constantin promulgua un édit de tolérance mais, au même moment éclata le mouvement des circoncensions¹ (Lepelley,1994).

Indépendante du donatisme, cette gigantesque jacquerie lui apporta cependant un puissant soutien.

LA BERBÉRIE ROMAINE



Correspondance des noms de villes :

Caesarea : Cherchell
 Cartennae : Ténès
 Cidamus : Ghadamès
 Cirta : Constantine
 Hadrumetum : Sousse

Hippo Diarrhytus : Bizerte
 Hippo Regius : Bône
 Icosium : Alger
 Rusadir : Melilla
 Saldæ : Bougie

Sitifis : Sétif
 Tacapae : Gabès
 Theveste : Tébessa
 Vescera : Biskra

LA MAURETANIE TINGITANE

Le royaume de Maurétanie, client de Rome sous Bocchus et Juba II, passa sous administration romaine en 40. L'empereur Claude (41-54 apr. J.-C.), en fit deux provinces, la *Tingitane* avec pour capitale la ville de Tingi et la *Maurétanie Césarienne* avec pour capitale Césarée (Cherchell).

La Maurétanie Tingitane constitua un cas particulier car l'occupation romaine y fut tout à fait superficielle, ne s'établissant que dans les plaines et dans l'*hinterland* des villes nées à l'époque des royaumes maures (Donadoni (1980) ; Milne (1992)¹.

Ici, Rome s'appuya sur les tribus Macaenites, Baquates et Zegrenses qui lui servirent de « tampons » avec les Berbères de l'arrière-pays.

Certaines cités comme Tingi, Banasa, Zili et Volubilis furent élevées au rang de *Colonies romaines* dès le règne d'Auguste (27 av. J.-C. - 14 apr. J.-C.). Elles avaient les mêmes droits que Rome, possédaient une Curie et l'ordre des décurions chargé de les administrer était revêtu des mêmes privilèges que l'ordre sénatorial romain. Il n'y eut pas de colonies de peuplement en *Maurétanie Tingitane*, hormis quelques installations de vétérans.

Volubilis qui était au cœur d'une riche région agricole comprise entre l'oued Beht et la chaîne montagneuse du Zerhoun était protégée par un *limes* régional ancré sur quatre ou cinq points d'appui principaux et sur une quinzaine d'ouvrages secondaires dont les camps d'Ain Schkour et de Tocolosida (Bled Takourart) (Euzennat, 1967).

L'autorité de Rome s'exerça grâce à une garnison nombreuse composée de cinq ailes de cavalerie et d'une quinzaine de cohortes d'infanterie, soit entre cinq et dix mille hommes répartis en une quinzaine de camps. Dans la région de Volubilis ont été identifiés ceux de Sidi Moussa bou Fri, d'Ain Schkour et de Tocolosida (Euzennat, 1967) ; d'autres existaient à Tamusa, à Sala ainsi que dans les régions de Tingi et de Lixus. Au sud de Sala un talus fortifié de 12 km fut élevé avec des tours de garde à intervalles réguliers, il s'agit du *Seguiat el Feraoun* (Le Bohec, 2002).

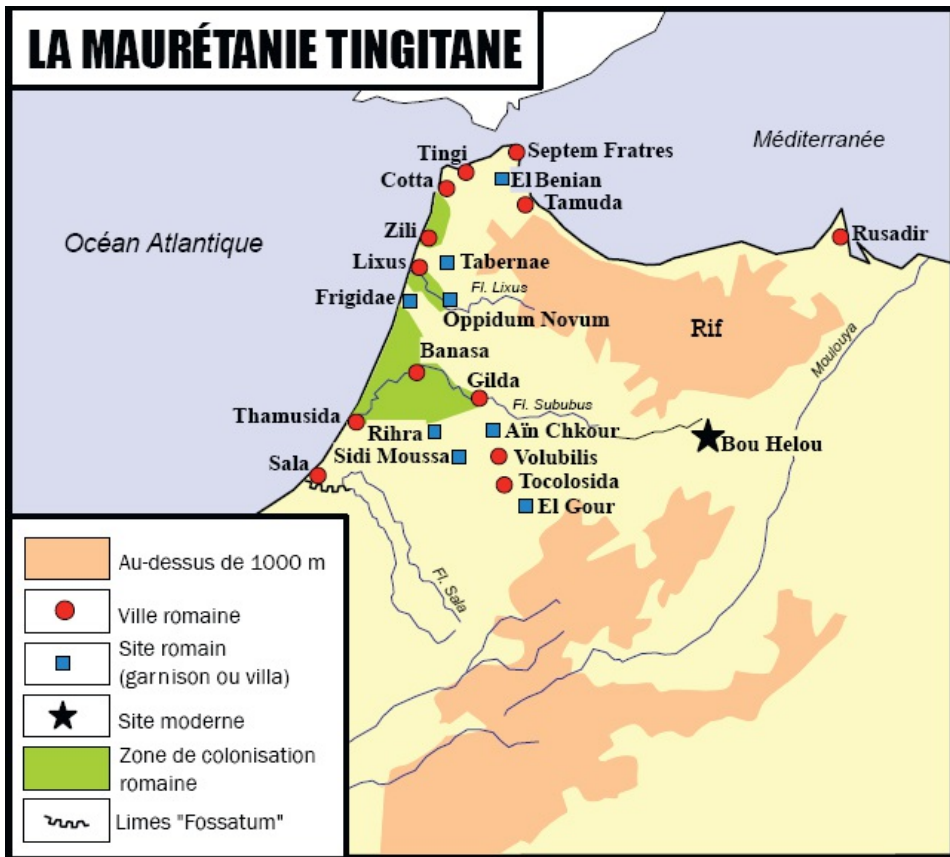
Lors de la création de la province de Maurétanie Tingitane, la ligne romaine de défense fut établie sur la rive gauche du Sebou (Sebabus) où Thamusida avec sa garnison d'un millier d'hommes, et la colonie de *Iulia Valentia Banasa* étaient les verrous du secteur central.

En dépit de nombreuses prospections aériennes, il n'a pas été possible de mettre en évidence, à l'est de Volubilis, la moindre liaison entre la Maurétanie Tingitane et la Maurétanie Césarienne. De plus, aucune ruine de la région d'Oujda n'est romaine. Il semblerait donc que la voie maritime fut

la seule régulière en raison de l'insécurité qui débutait dans la région de Taza. Vers l'est, le premier poste romain était situé à proximité de Lalla Marnia (Maghnia) (Carte page 233), à l'est de la Moulouya (ou Molochat) ; il s'agit de *Numerus Syrorum*, tenu un temps par des chameliers syriens².

L'occupation limitée de la Tingitane mise en rapport avec l'importance de la garnison que Rome y entretenait fait penser que la province dans son ensemble aurait pu être considérée par Rome comme le *limes* naturel de l'Espagne. Le meilleur moyen de protéger cette dernière d'éventuels raids des Maures aurait donc consisté à y installer des garnisons chargées de surveiller, en Afrique même, les tribus concernées car nous avons plusieurs exemples de raids menés au nord du détroit par des tribus berbères.

Ceux des années 170 apr. J.-C. sont attestés par la nomination en 172 d'un préfet *praepositus uexillationis in Hispanias aduersus Mauros* ainsi que par la mention de dévastations opérées par les « Maures » en Bétique (l'actuelle Andalousie). Ces raids paraissent terminés en 176 ou en 177 après l'intervention militaire de Vallius Maximianus, le procureur de Tingitane que les habitants d'Italica, dans l'actuelle région de Séville, présentaient dans les termes suivants : « [...] *provinciam baeticam, caesi hostibus, paci pristinae restituit* (Euzennat, 1984 : 384). Les habitants de Singilia Barba (région de Malaga) le remercièrent quant à eux pour les avoir délivrés d'un long siège.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

ROME ET LES BERBERES

Durant la seconde guerre punique, Massinissa, le chef des Massyles devint l'allié de Rome, ce qui lui permit d'annexer le royaume des Masaesytes et de recréer ainsi la grande Numidie.

Après sa mort, en 148 apr. J.-C., Rome, exigea que le pouvoir soit partagé entre les trois fils du défunt, Micipsa, Gulussa et Mastanabal.

Après la mort de ses deux frères, le pouvoir revint au seul Micipsa mais sa succession posa de sérieux problèmes dans la mesure où ses trois fils : Adherbal, Hiempsal et Jugurtha, fils de Mastanabal, et donc son neveu, qu'il avait adopté, se disputèrent.

Jugurtha ayant fait assassiner Hiempsal, le royaume fut partagé en deux, Jugurtha héritant de la partie ouest de la Numidie, c'est-à-dire de l'ancien royaume masaesyte, cependant qu'Adherbal en recevait la partie est, c'est-à-

dire l'ancien royaume massyle. Puis Jugurtha assiégea Adherbal dans Cirta, sa capitale, qu'il prit en 113 av. J.-C. et où Adherbal fut mis à mort ainsi que les résidents italiens qui y vivaient, ce qui eut deux conséquences :

1. Jugurtha redevint seul roi de toute la Numidie réunifiée telle qu'elle existait sous Massinissa.



Mausolée de Dougga (Tunisie)

2. Rome intervint pour venger les siens, ce qui marqua le début de l'annexion romaine.

Rome s'engagea alors dans une guerre totale contre le roi numide Jugurtha. À la recherche d'alliés, ce dernier offrit à son beau-père Bocchus, roi de Maurétanie, l'ancien royaume masaesyle. Mais Bocchus se rapprocha de Rome et livra Jugurtha à Scylla.

Réduite à sa partie orientale, la Numidie eut ensuite pour souverain Gauda,

de demi-frère de Jugurtha et à sa mort le royaume éclata en deux. Une partie passa sous l'autorité de Massinissa II et l'autre sous celle de Hiempsal II. Le successeur de ce dernier fut Juba Ier, dernier roi de Numidie.

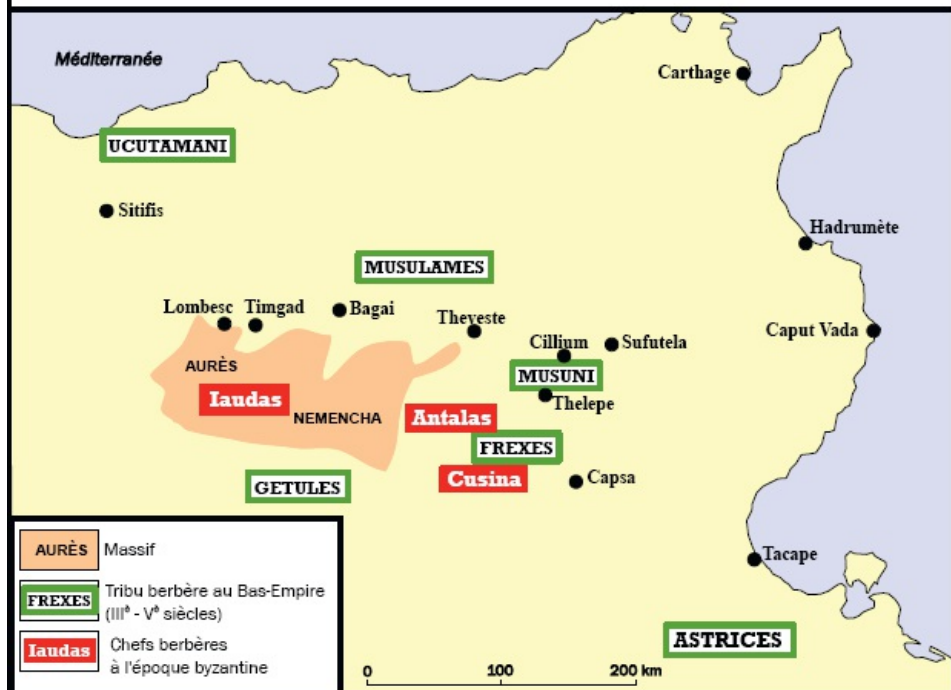
À l'ouest, Rome avait accordé à Bocchus la possession d'une partie de l'ancien royaume masaesyle, soit l'ouest de la Numidie (l'actuelle Oranie) dont il fit une « grande Maurétanie ». Désormais, les royaumes maures seront étroitement associés au destin de Rome dont ils épouseront les querelles.

Après sa mort survenue en 80 av. J.-C., le royaume de Bocchus fut partagé entre ses fils Bocchus II et Bogud, tous deux partisans de César qui s'opposait à Juba 1^{er}, l'allié du parti sénatorial. Une fois César assassiné, chacun des deux frères choisit un camp différent dans la guerre que se livrèrent Antoine et Octave pour la succession de César. Bogud lia ainsi son sort à celui d'Antoine tandis que Bocchus II combattit aux côtés d'Octave. Bogud perdit la VI^e dans ces querelles romaines et Octave remercia son allié en lui donnant les possessions territoriales de son défunt frère.

En intervenant le moins possible et en s'appuyant sur Des origines à La conquête arabo-musulmane ses alliés maures, Rome étendit donc peu à peu son influence. Octave illustra bien cette volonté de présence « indirecte » quand, en 25 av. J.-C., après la mort de Bocchus II, il fit placer sur le trône vacant un prince maure, Juba II, fils de Juba Ier totalement romanisé puisqu'élevé à Rome et marié à Cléopâtre Séléné, fille de Cléopâtre et d'Antoine.

Sous le règne de Juba II (25 av. J.-C. - 23 apr. J.-C.), puis sous celui de son fils Ptolémée (23-40 apr. J.-C.), la Maurétanie connût un brillant essor. La capitale du royaume était alors Caesarea (l'actuelle Cherchell). En 40, des révoltes éclatèrent en Maurétanie et en 44, Claude qui les avait écrasées scinda le territoire deux en créant la Maurétanie césarienne (partie occidentale de l'actuelle Algérie, Algérois et Oranais, c'est-à-dire l'ancien royaume masaesyle) et la Maurétanie tingitane (Maroc actuel avec Tanger comme chef-lieu).

TRIBUS ET CHEFS BERBÈRES DE BYZACÈNE (III^e- VI^e SIÈCLES)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'AFRIQUE À L'ÉPOQUE ROMAINE

À l'époque romaine, seul le littoral de l'Afrique du Nord était véritablement colonisé. Rome ne chercha pas à s'étendre vers le sud, sauf pour des raisons militaires, lorsqu'il s'agit de lancer des contre-attaques à la suite de raids de pillards surgis du désert.

La barrière du Sahara

Le Sahara qui avait quasiment atteint ses limites historiques était en effet devenu une barrière et un monde hostile peuplé par des populations berbères cavalières qui venaient périodiquement se frotter aux défenses du *limes*.

Quelques routes permettaient peut-être d'acheminer certaines productions à travers des bribes de commerce indirect mais, ni au nord, ni au sud, n'ont été mises au jour des preuves de leur existence.



Sculpture funéraire de Cyrénaïque

Pour Rome, il était en réalité inutile de s'enfoncer dans les immensités désertiques et hostiles alors que la Berbérie lui fournissait blé, huile et animaux de cirque, la région abritant encore une faune importante comme les éléphants, les lions, les léopards (panthères) et même les rhinocéros.

Dans la région du Sahel, le grand pastoralisme dominait, héritier de la période du pastoral saharien. Plusieurs entités semblent alors apparaître dans la région comprise entre Sénégal et Niger cependant que, plus à l'est, rayonnait la culture de Nok.

À l'est du lac Tchad, le grand ensemble nilo-saharien constituait un second grand pôle pastoral après celui du Sahel occidental, cependant que, plus au nord, dans la vallée du Nil, le centre métallurgique de Méroé prenait de plus en plus d'importance.

Encore plus à l'est, autour d'Axoum, se constitua à l'époque le noyau formateur de la future Éthiopie, cependant que le littoral de l'actuelle Érythrée qui subissait les migrations de tribus arabes était tourné vers la péninsule arabique.

Les bantuphones

C'est également à cette époque qu'à l'ouest de la grande forêt et à l'est de la

zone irriguée par la culture de Nok, dans une partie de l'actuel Cameroun, que se mirent en marche des migrants qui sont à l'origine du phénomène bantu (voir page 48-49).

Certains d'entre eux semblent s'être dirigés directement vers le sud en suivant un axe de progression parallèle à l'océan. Les plus nombreux partirent vers l'est.

Durant plusieurs décennies il fut postulé qu'ils auraient contourné la forêt pas le nord, hypothèse fragile car aucune trace de leur passage n'y fut identifiée.

Aujourd'hui, nous savons qu'ils ont suivi les fleuves qui cloisonnent la grande forêt de la cuvette congolaise et qui offrent les seules possibilités de s'y déplacer. Peut-être connaissaient-ils l'usage de la pirogue.

Quoi qu'il en soit, ils parvinrent à traverser la sylvie pour aboutir finalement au Maniema puis dans la région interlacustre qui deviendra ensuite leur centre principal d'essaimage vers l'Afrique orientale puis australe.

À cette époque, au sud de la forêt, le monde des Khoi San n'était pas encore pénétré par les pionniers bantuphones, cependant que la grande île de Madagascar était toujours inhabitée..

L'AFRIQUE À L'ÉPOQUE ROMAINE



0 500 1000 km

LA PARENTHÈSE VANDALE

En 409, après avoir traversé la Gaule, la tribu germanique des Vandales se fixa dans le sud de l'Espagne où elle aurait donné son nom à la région de l'Andalousie (Modéran, 1998). En 429, Genséric (428-477), leur roi, décida de « passer » en Afrique avec pour objectif Carthage.

En 435 il était le maître d'une partie de la *Mauretania Sitifensis* jusqu'au Hodna, de la *Numidie* jusqu'aux Aurès, de la partie occidentale de la *Mauretania Proconsularis* et peut-être d'une partie de la *Byzacène*. Cette année-là, par le *Traité d'Hippone*, l'empereur Valentinien III (424-455) lui accorda le statut de fédéré avec droit de s'installer dans les régions qu'il venait de conquérir en échange de quoi il s'engageait à ne pas aller au-delà.

En 439, passant outre ce traité, il s'empara de Carthage (Modéran, 2002b), puis, en 442, il débarqua en Sicile. L'empereur reconnut alors le royaume vandale avec pour capitale Carthage, contre l'abandon de la Sicile. En 455, après la mort de Valentinien III, Genséric s'empara de la totalité de la *Sitifensis*, l'actuelle Algérie centrale, de la Corse, de la Sardaigne, des îles Baléares et d'une partie de la Sicile.

Dans toute la Berbérie, à l'extérieur de la zone contrôlée par les Vandales, nombre de principautés ou de royaumes berbères aux limites plus que floues se partageaient alors l'espace. De l'ouest vers l'est, il est possible d'identifier le royaume des Baquates dans le sud de la Tingitane et le royaume de Masuna dans l'actuelle région d'Oran. Le royaume de Djeddar dans l'Ouarsenis semble apparaître entre 466 et 480. Plus à l'est existait le royaume de Capsa, le royaume dit de la « Grande Dorsale » et le royaume de Cabaon (Modéran, 1992) aux confins des actuelles Tunisie et Libye.

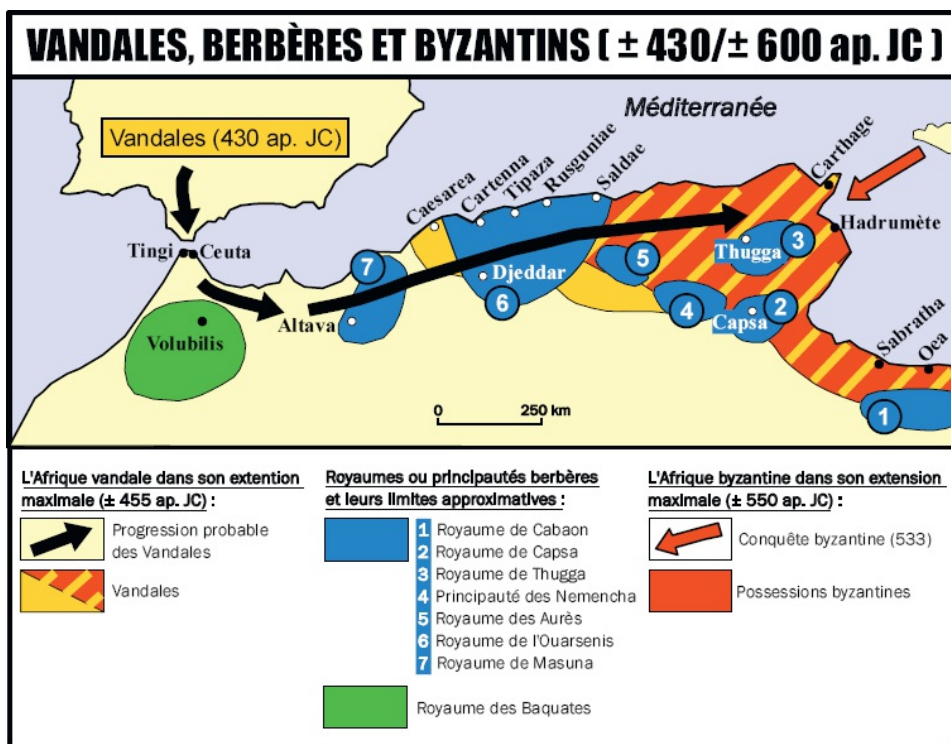
Dans un premier temps, certaines tribus berbères semblent s'être alliées aux nouveaux venus. En 455, quand Genséric prit Rome, il comptait ainsi parmi ses troupes ceux que les Romains puis les Byzantins nommaient les Maures. Mais, dès 474, la *Maurétanie césarienne* et la plus grande partie de la *Sitifensis* échappèrent à leur contrôle.

Sous Gunthamund (484-496), successeur de Genséric, les Aurès rompirent avec les Vandales et Masties se proclama indépendant. Né vers 400 apr. J.-C. dans la région d'Arris et mort en 494, il fut le fondateur d'un royaume dont le cœur territorial était centré sur le massif des Aurès.

En Tripolitaine, sous le règne de Thrasamund (496-523), les Vandales subirent une grave défaite face à Cabaon. Sous ceux d'Hildéric (523-530) et de Gélimer (530-533), certaines tribus berbères lancèrent de puissantes opérations de pillage en Byzacène, en Numidie et en Tripolitaine (Modéran, 2003 :11).

En 530, Gelimer (530-534), petit-fils de Genséric, renversa Hildéric qui cherchait à se rapprocher de Byzance et à se réconcilier avec les catholiques. Dès son accession au trône, il reprit les persécutions contre ces derniers et il rompit avec Byzance. La déposition d'Hildéric, petit-fils de l'empereur Valentinien III, fut pour Justinien le prétexte de l'intervention.

En 533, une armée forte de 16 000 hommes dont 5 000 cavaliers et commandée par le général Bélisaire, le récent vainqueur des Perses, embarqua à bord de plusieurs centaines de navires. Gélimer qui n'avait probablement pas cru à cette expédition n'utilisa pas sa puissante flotte pour tenter de l'intercepter. Tout au contraire, il l'envoya en Sardaigne sous les ordres de son frère Tatzon pour y réduire une insurrection.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES LIMITES DE LA « RECONQUÊTE » BYZANTINE

À la fin du mois d'août 533, Bélisaire débarqua dans la région d'Hadrumète

(Sousse) (voir carte page 91), où il fut accueilli en libérateur.

Il remporta ensuite deux grandes batailles sur les Vandales.

La première lui ouvrit les portes de Carthage où il entra le 15 septembre, la seconde assura sa victoire définitive quand, le 15 décembre, il écrasa le chef vandale Gelimer.

L'empereur Justinien reconstitua ensuite la *Préfecture du prétoire d'Afrique* avec à sa tête un préfet qui avait théoriquement autorité sur sept provinces : Tripolitaine, Byzacène, Numidie, Proconsulaire, Maurétanie Sitifienne, Maurétanie Caesarienne ainsi que sur la Sardaigne.

En réalité, les Byzantins furent incapables de prendre le contrôle de la *Césarienne* et de la *Sitifensis*, cependant qu'en Tripolitaine, leur influence ne semble guère avoir dépassé une étroite bande littorale autour des trois villes de Sabratha, Oea et Lepcis Magna.



Mosaïque byzantine de la région de Sabratha

Comme les tribus berbères qui avaient profité du vide vandale n'avaient pas l'intention de se soumettre à de nouveaux maîtres, elles se soulevèrent à plusieurs reprises (Modéran, 2003 :11).

En Byzacène, Solomon, le successeur de Bélisaire mena ainsi deux années de

campagnes contre le chef Cusina et, en 535, dans les Aurès, il fut battu par Iaudas.

En 539, Justinien renomma Solomon à la tête de l'armée d'Afrique et ce dernier entama une seconde campagne contre les Aurès où il livra de rudes combats, notamment au sud de Baghai où il vainquit Iaudas.

Puis, en 543, les Laguatan (Lawata) de Tripolitaine se soulevèrent et ils furent rejoints par Antalas dans le cadre d'une grande révolte berbère qui enflamma la région en 544.

Solomon fut tué à Cillium (Kasserine) au mois de juin 544 et Hadrumète, la métropole de Byzacène tomba.

En 546, l'empereur nomma Jean Troglita à la tête de l'armée d'Afrique. Ce dernier prit appui sur certains chefs berbères auxquels il concéda une quasi indépendance en échange de leur reconnaissance de la suzeraineté de l'Empereur¹.

Plus tard, sous l'empereur Justin II (565-578), le pouvoir byzantin eut à faire face à la révolte du chef berbère riffain Garmul.

En 569, le préfet Theodor fut tué et en 570, ce fut le tour d'Amabilis, le chef de l'armée (Cuoq, 1984 : 95-96).

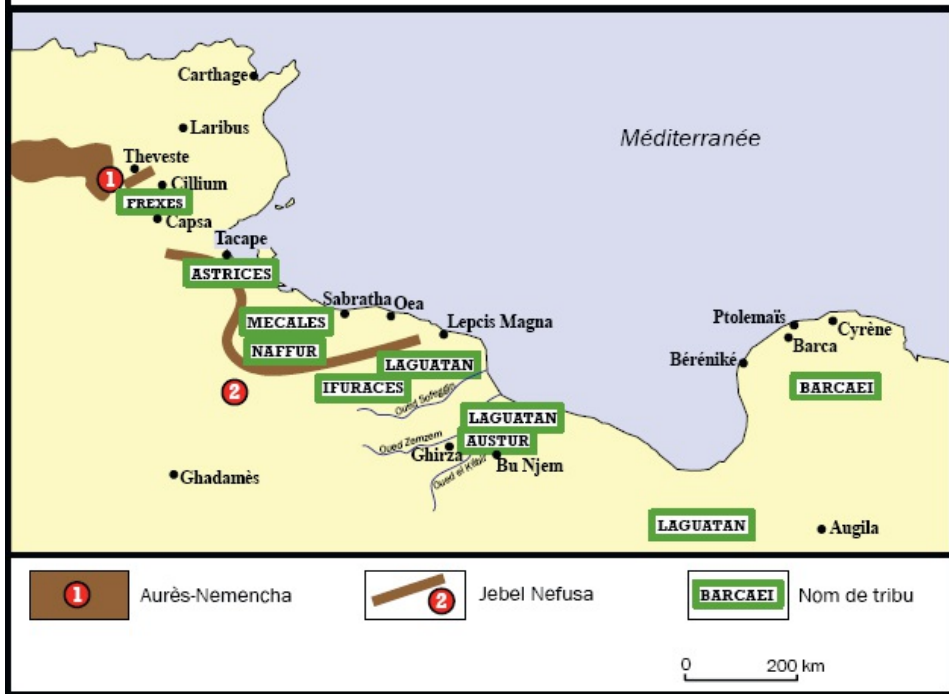
En 578, au début du règne de Tibère II Constantin (578-582), Garmul fut finalement vaincu et tué.

L'empereur Maurice (582-602) incorpora la Tripolitaine au diocèse d'Égypte, cependant que les rares places de Maurétanie encore sous contrôle furent rattachées à la Sitifiennne et le tout forma la Maurétanie Première. La Maurétanie Seconde était réduite à Septem (Ceuta) et aux Baléares.

Plus à l'ouest dans l'actuel Maghreb, les Byzantins, maîtres de la Méditerranée, purent prendre le contrôle des villes portuaires de Rusguniae, Tipaza, Caesarea et Cartenna, mais pas de leur hinterland.

À l'exception de quelques ports, ils ne contrôlèrent en réalité que certaines plaines côtières qu'ils protégèrent par de nombreuses et puissantes citadelles.

LA LIBYE BYZANTINE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE PÉRIPLE DE LA MER ÉRYTHRÉE

Durant l' *Ancien Empire*, plusieurs expéditions égyptiennes rapportèrent peaux, ivoire, or, ébène, parfums et même un Pygmée depuis le *Pays de Pount*, mais l'article le plus recherché était alors l'encens.

L'Égypte et la mer Rouge

Sous le *Nouvel Empire*, la reine Hatshepsout envoya une expédition vers ce même *Pays de Pount*. Ses détails qui apparaissent sur les bas-reliefs des murs du temple de Deir el-Bahari dans la Vallée des Rois contiennent de très précieux renseignements à son sujet.

Sous les souverains Lagides, la richesse d'Alexandrie venait en partie du fait que l'Égypte avait réussi à capter le commerce Asie-Méditerranée grâce au

contrôle qu'elle exerçait sur une partie du littoral de la mer Rouge. Plusieurs ports y furent agrandis ou même fondés sous le règne de Ptolémée II Philadelphe (285-247 av. J.-C.). C'est ainsi que l'antique mouillage de Myos Hormos (l'actuel Quseir), fut aménagé, ainsi que celui de Soterias Limen (l'actuel Port Soudan), dont la situation exceptionnelle, au débouché des voies caravanières vers Méroé allait en faire un site de première importance.

À environ 160 km au sud de Soterias Limen, presque à l'embouchure du Baraka, fut fondée la station de Ptolémaïdes-Chasses destinée à la collecte du morfil (ivoire brut), et peut-être au dressage d'éléphants de guerre capturés plus au sud, dans la vallée de l'Atbara.

Sous le règne de Ptolémée II Evergète Ier (247-221 av. J.-C.), le port d'Adoulis fut fondé. Avantport d'Axoum, Adoulis qui devint le principal port du commerce avec l'Inde allait connaître une fortune considérable jusqu'à la conquête musulmane.

La route maritime ne cessa plus de se développer à partir de cette époque. À telle enseigne qu'au II^e siècle de l'ère chrétienne un anonyme voyageur grec rédigea un guide des mouillages et des ports, des populations, des marchandises proposées et des barèmes en mer Rouge, dans le sud de l'Arabie et sur la côte occidentale de l'Inde.

Ce texte, connu sous le nom de *Périple de la Mer Érythrée* (Mauny, 1968), constitue une source précieuse permettant de connaître avec précision l'organisation des échanges à cette époque.

Les Yéménites étaient les intermédiaires du commerce entre la Méditerranée et l'Inde et ils avaient également le monopole de la navigation le long du littoral de l'Afrique orientale qu'ils connaissaient certainement jusqu'à Zanzibar.

Rome et la mer Rouge

Rome chercha ensuite à s'assurer le contrôle de la navigation en mer Rouge et elle y installa garnisons et douanes. Au I^e siècle de l'ère chrétienne le *Vectigal Maris Rubri*, circonscription douanière englobant toute la mer Rouge, fut créé pour permettre de prélever une taxe de 25 % sur toutes les marchandises en provenance de l'Asie et entrant en mer Rouge.

Sur les autres frontières de l'Empire, les droits de douane variaient de 4 à 5 %, car le trésor romain connaissait sur cette frontière, une véritable hémorragie que Pline évaluait à 100 millions de sesterces par an.

La puissance romaine permit de déverrouiller le détroit de Babel-Mandeb

jusque-là tenu par les Arabes.

Le port d'Océlis situé à la jonction entre la mer Rouge et l'océan indien fut à cette époque le point essentiel du commerce avec l'Asie.

LE "PÉRIPLE DE LA MER ÉRYTHRÉE" AU 1^{er} SIÈCLE APRÈS J.C.



NAPATA, MÉROÉ ET AXOUM (± 660 av. J.-C. -572 apr. J.-C.)

Chassés d'Égypte par les Assyriens en 663 av. J.-C., les souverains Koushites de la XXV^e dynastie se replièrent en Nubie et ils installèrent leur capitale à Napata.

En 591 av. J.-C., Napata ayant été prise et pillée par le lagide Psammétique II, les souverains koushites transférèrent leur capitale plus au sud, à Méroé, afin de la mettre hors d'atteinte des menaces égyptiennes. C'est à partir de ce moment que l'on date la naissance de la dynastie méroïtique.

L'apogée de Méroé se situe entre 250 av. J.-C. et le premier siècle de l'ère chrétienne en raison essentiellement de la reprise des relations commerciales avec l'Égypte des Lagides.

Puis un nouveau changement se produisit qui entraîna le déclin puis la disparition de Méroé après que, en 23 av. J.-C., les Romains eurent attaqué la Nubie et saccagé Napata 1.

Vers la fin du III^e siècle, l'empereur Dioclétien retira les troupes romaines chargées de la défense de la région qui fut confiée à des mercenaires berbères dont les Nobades ou bien couchitiques comme les Blemmyes qui vivaient dans le désert oriental, entre Nil et mer Rouge.

Contenu vers le nord par Rome, le royaume de Méroé se délitait en petites principautés avant de disparaître au profit d'Axoum, elle-même à l'origine de l'Éthiopie.

La conversion du christianisme

La conversion des populations du royaume fut inégale.

Elle ne se produisit véritablement qu'après le Concile de Chalcédoine (451) qui condamna la doctrine monophysite selon laquelle le Christ ne possède qu'une seule nature divine et qui affirma ainsi la double nature du Christ, divinité et humanité (doctrine dyophysite).

Demeurée fidèle au monophysisme, l'Église d'Égypte entraîna celle d'Éthiopie.

Cette rupture religieuse permit de renforcer encore davantage les liens avec l'Église copte d'Égypte aux dépens de l'Église byzantine qui était dyophysite.

Vers 500, neuf saints, ermites et moines monophysites qui avaient quitté la Syrie pour échapper aux persécutions byzantines, trouvèrent refuge en Éthiopie où ils fondèrent des monastères à partir desquels l'évangélisation se produisit.

Des Perses aux Arabes

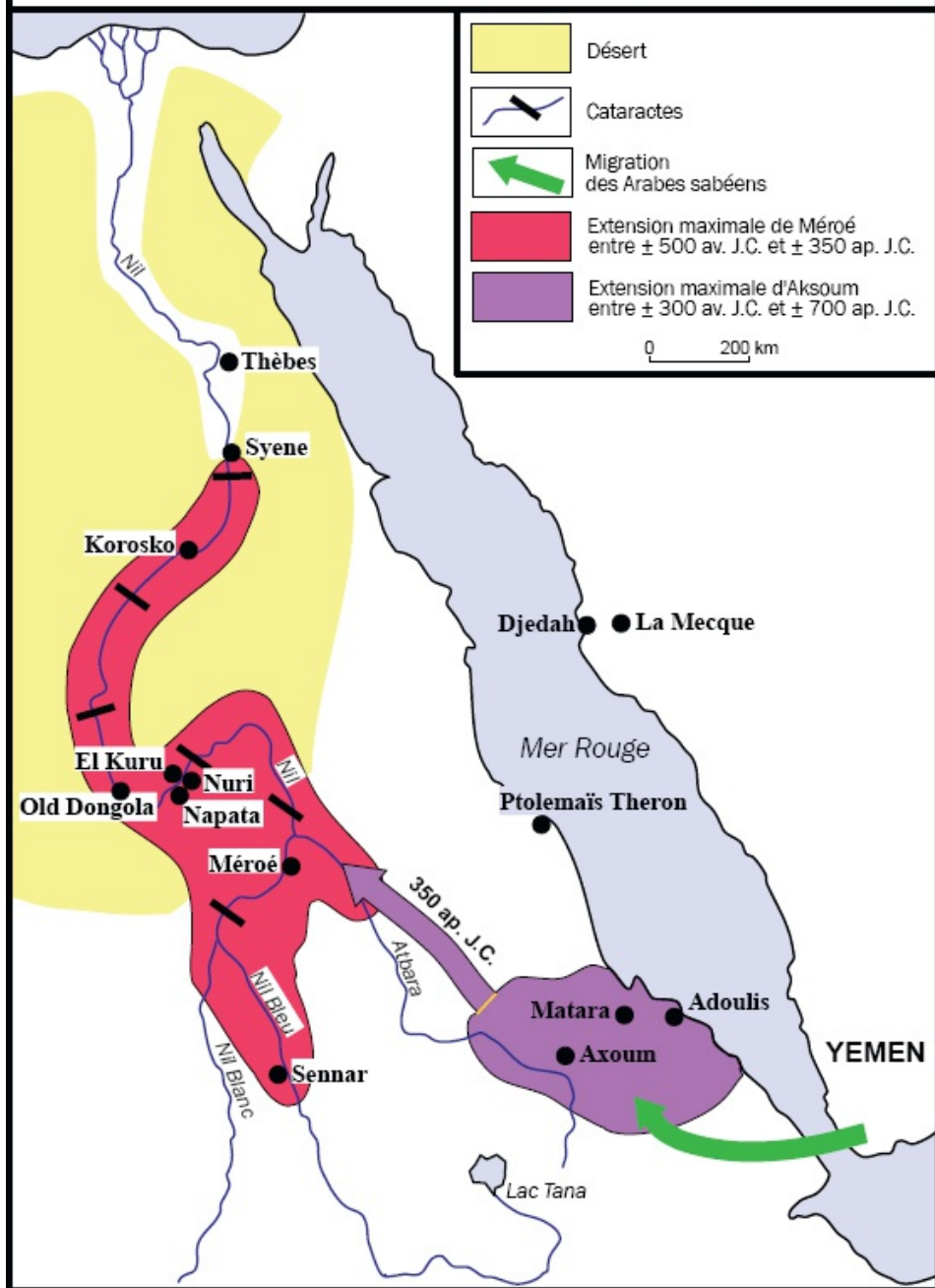
À la fin du VI^e siècle, alliée de Byzance contre les Perses, Axoum recula en Arabie face à ces derniers et, en 572, le royaume perdit le contrôle du sud de l'Arabie.

La perte de ce monopole commercial provoqua sa ruine.

Au VII^e siècle, au danger perse succéda une nouvelle menace, l'expansion arabo-musulmane qui repoussa définitivement Axoum sur la rive africaine et coupa les derniers liens qui unissaient le royaume au monde byzantin.

Désormais, la mer qui avait fait la fortune d'Axoum fut porteuse de périls et le royaume se replia vers les hautes terres de l'intérieur où, abritée par le massif éthiopien, une chrétienté africaine allait désormais vivre assiégée.

MÉROÉ ET AXOUM (± 500 av. J.C. - ± 700 ap. J.C.)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

1. Le *Middle Stone Age (MSA)*, équivalent européen du *Paléolithique moyen* débute

vers -200 000 et dure jusque vers – 45 000/- 30 000.

2. *Late Stone Age (LSA)* débute entre – 45 000 et -30000.

1. L'*Holocène*, étage géologique le plus récent du *Quaternaire*, débute il y a 12 000 ans environ et voit l'apparition des premières cultures néolithiques.

1. Pour la synthèse et la critique des classifications, des « styles, des « écoles », voir Muzzolini (1995 : 81-182)

1. Les céramiques liées au *Premier âge du fer* n'ayant pas été élaborées en Afrique australe, cela signifie qu'elles ont été introduites depuis le nord.

1. Avec ce souverain débute la seconde dynastie perse, à savoir la XXXI^e (341-333 av. J.-C.) composée de trois souverains : Artaxerxès II, Arsis et Darius III.

1. Caractéristique particulière inhérente au chromosome et qui signe son identité d'une manière unique.

2. L'alèle est une fraction de chromosome.

1. Le nom actuel de Benghazi vient de Sidi ben Ghazi, un saint du XV^e siècle.

2. La dynastie des Battiades qui régna à Cyrène de $\pm$ 630 à 440 av. J.-C., fut fondée par Battos 1^o. Ses souverains portèrent deux noms exclusivement et alternativement, à savoir Battos et Arcésilas. Il y eut quatre Battos et quatre Arcésilas. Sur les Battiades, l'ouvrage de François Chamoux (1953) demeure indispensable.

1. « [...] circoncellions – de *circum cellas*, ceux qui vont de grange en grange – étaient des saisonniers ou des journaliers qui se louaient au temps de la moisson ou de la cueillette des olives [...] Il s'agissait en fait de la révolte d'une petite paysannerie endettée, écrasée par les conditions économiques. Voyant leur situation empirer, ces déshérités aspiraient à une « révolution sociale ». (Décret, 2002 :2-3)

1. Pour tout ce qui concerne la période romaine en Maurétanie tingitane, voir Cabouret (2005) et Briand-Ponsart (2005) pour l'histoire générale, Bouquier-Reddé et pour les sources archéologiques Lenoir (2005 : 74-92).

2. Des fouilles faites en 1962 sur les ruines de Bou Helou, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Fès, n'ont permis de mettre au jour que des constructions récentes et l'absence totale de céramique romaine permet d'écarter toute idée d'occupation durable (Euzennat, 1977 : 433).

1. Petit-fils de Genséric et fils du roi Hunéric, sa mère était Eudocia, fille de Valentinien III. Enlevée par Genséric lors de la prise et du pillage de Rome en 455, elle avait été donnée comme épouse à Hunéric. Prisonnier de Gélimer, Hunéric fut exécuté sur ordre de ce dernier à l'approche des troupes byzantines en 533.

1. La *Johannide* épopée en latin écrite par Corippe vers 550 et qui narre la reconquête de la Byzacène et de la Proconsulaire, par Jean Troglita entre 546 et 548 est riche d'enseignements sur les populations de la région. Sont en effet clairement distingués les *Romani*, les *Afri* et les *Mauri* (Zarini, 2005). Corippe parle des Berbères en employant les synonymes : *Mauri* et *Mazaces* et les qualifiant indifféremment de *barbari* ou de *barbarici* (Zarini, 2005 : 409).

1. Ils fixèrent ensuite la frontière de l'Empire dans la région de Korosko, au sud du Dodécaschène La Dodécaschène est la région des « *Douze Schènes* » (mesure grecque). Elle correspond à la Basse Nubie entre Syène (Assouan) au nord et Maharaqa au Sud.

DE LA CONQUÊTE ARABE À LA DÉCOUVERTE PORTUGAISE (VII^e - XV^e siècle)

L'AFRIQUE AU VIII^e SIÈCLE

Le VIII^e siècle est celui de la conquête de l'Afrique du Nord par les arabomusulmans. Elle fut poursuivie au nord du détroit de Gibraltar où fut conquis le royaume wisigothique d'Espagne.

Pour les Arabes du VIII^e siècle, le monde était divisé en deux. À l'est, l'orient ou Machreq, à l'ouest, le Maghreb. Toutes les régions situées à l'ouest de l'Égypte constituaient le *Maghreb el-Aqça* ou île d'Occident.

Le Maghreb ou *al-Maghrib* (le Couchant) désigne ainsi tous les pays de l'Afrique du Nord moins l'Égypte, en d'autres termes, la Berbérie.

La partie la plus orientale du Maghreb fut désignée par les premiers conquérants arabes sous le nom d'*Ifriqiya* ou *Ifrikiya* (littéralement : Petite Afrique). Elle englobait l'ouest de l'actuelle Libye, la Tunisie et la partie orientale de l'actuelle Algérie.

Pour Arabes, les chrétiens de la région étaient les « Roumis », les Romains, car, pour eux, l'empire byzantin était l'héritier de Rome.

L'entreprise de conquête de la Berbérie prit un siècle (644-750) et connut nombre de péripéties et retournements (voir page 106).

À l'est, le long de la vallée du Nil, des royaumes chrétiens réussirent à se maintenir cependant que l'Abyssinie connut un mouvement de reflux vers les hauts plateaux, autour du lac Tana où s'ancra une chrétienté assiégée.



Masque-Hyène. Dogon, Mali

Dans le désert du Sahara, c'est probablement à cette époque que furent ouvertes les premières pistes transsahariennes, tant par les Berbères Sanhadja que par les Touareg qui disposaient du dromadaire généralisé durant les premiers siècles de l'ère chrétienne.

C'est également à cette époque que se développa le royaume de Ghana (voir page 139), probablement apparu à la fin du VII^e ou au début du VIII^e siècle. Premier des États de la zone sahélienne, ce royaume, fondé au débouché de la piste transsaharienne la plus occidentale connut un essor considérable. Authentiquement « nègre », il fut le rival du royaume berbère d'Aoudaghost qu'il conquiert vers 990 (voir page 139).

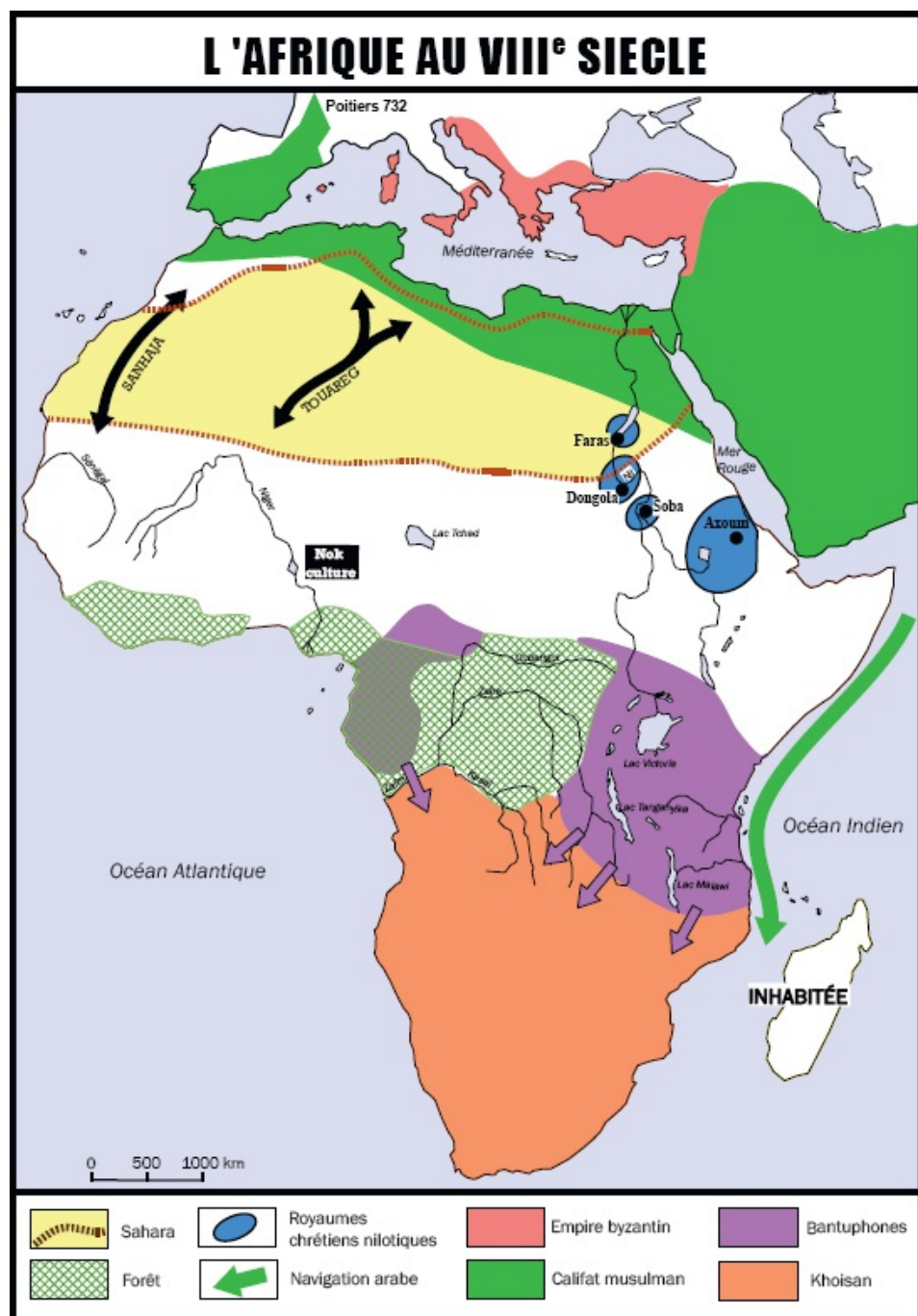
En Afrique centrale et orientale les bantuphones paraissent poursuivre leur progression aux dépens des chasseurs-cueilleurs qu'ils repoussent ou qu'ils absorbent. Le mouvement se fit à l'ouest, le long de l'atlantique et à l'est, depuis la région des Grands Lacs.

Ce fut également à cette époque que le *Second âge du fer* se répandit dans toute cette partie de l'Afrique.

Plus à l'est, Arabes et Chiraziens continuent à fréquenter le littoral de l'Afrique orientale où ils possédaient des comptoirs commerciaux depuis l'actuelle Somalie jusqu'à l'actuel Mozambique.

À la fin de la période, ils étaient installés jusqu'à Sofala (voir page 117).

Madagascar était encore inhabité, mais il n'est pas impossible que la « Grande île » ait reçu à la fin de cette époque ses premiers occupants arrivés depuis la lointaine Asie à bord de leurs pirogues à balancier (voir page 117).



LA CONQUÊTE ET L'ISLAMISATION DE L'ÉGYPTE

Sous le *califat* d'Omar (634-644), l'Égypte, province byzantine devint un objectif pour les Arabes.

En 639 Amr ibn al-As pénétra au Sinaï, prit El-Arish, puis il se dirigea vers les villes de Bubastis et d'Héliopolis. Babylone d'Égypte tomba au printemps 641, puis Amr ibn al-As occupa l'oasis du Fayoum et la région du Delta (carte page 63).

Le siège d'Alexandrie débuta au début de l'été 641. Au mois de septembre 642, la riche cité pourtant protégée par un impressionnant système défensif fut abandonnée par sa garnison byzantine et se rendit. En 643, Amr ibn al-As fonda une nouvelle capitale au contact entre les régions du Delta et de la Moyenne- Égypte, là où le Nil se divise en plusieurs branches et il y posa les fondations de la ville de Fostat.

En 645, un corps expéditionnaire byzantin reprit possession d'Alexandrie et s'y retrancha plusieurs mois avant d'en être chassé par les Arabes en 646.

La conquête de l'Égypte fut favorablement accueillie par les populations chrétiennes coptes qui considéraient les Byzantins comme des oppresseurs. Michel le Syrien, historien copte du XII^e siècle, l'écrit clairement :

« Le Dieu des vengeances voyant la méchanceté des Grecs qui, partout où ils dominaient, pillaient cruellement nos églises et nos monastères et nous condamnaient sans pitié, amena de la région du Sud les fils d'Ismaël pour nous délivrer [...] Ce ne fut pas un léger avantage pour nous que d'être libérés de la cruauté des Romains » (Cité par Cannuyer, 2000 : 62).

Durant les premières années, les conquérants arabes se montrèrent tolérants. Le patriarche d'Alexandrie, Benjamin, qui avait été déposé par les Byzantins fut rétabli, les Arabes conservèrent les structures administratives byzantines et ils confièrent la collecte des impôts aux *Coptes*. Devenus des *dhimmis* (protégés), ces derniers durent, en échange de la reconnaissance de leur religion et de leurs biens, acquitter deux impôts, la *gizya*, ou impôt de capitation et le *kharâj* ou impôt foncier qui fut sans cesse augmenté. Entre 705 et 868, il les doubla ainsi à cinq reprises (Cannuyer, 2000 : 63).

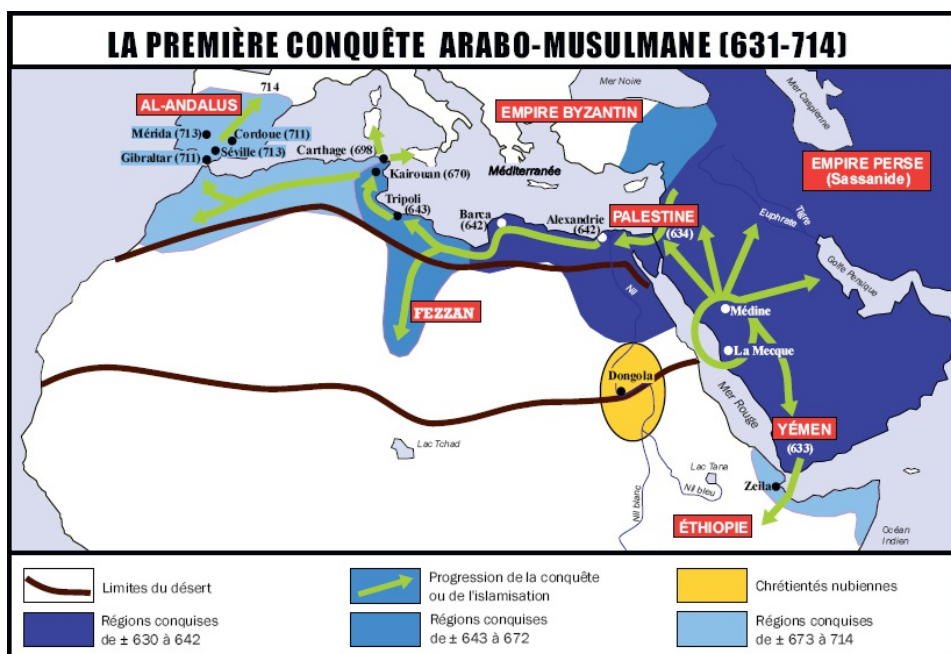
L'arabisation linguistique et culturelle de l'Égypte fut décidée en 706 quand le calife omeyyade Walid Ier (705-715) imposa l'arabe comme langue officielle en Égypte ; puis, en 715, il remplaça les fonctionnaires chrétiens par des musulmans. Le mouvement semble avoir été très rapide puisque le dernier document bilingue grec-arabe date de 709.

À la différence des Persans ou des Turcs qui conservèrent leurs langues respectives, les Égyptiens abandonnèrent la leur et furent donc intégrés à l'ensemble linguistique arabe. Plus de la moitié des *Coptes* se seraient convertis en moins d'un demi-siècle ce qui fit que les musulmans pourraient avoir été très tôt majoritaires en Égypte.

Des révoltes chrétiennes se produisirent en 722, en 725, en 739 et en 770. En 829-832 eut lieu la grande insurrection des *Coptes* du Delta, levés contre la perception des impôts. Elle fut réprimée avec une extrême vigueur par le calife Al Mamoun (813-833) en personne et plusieurs dizaines de milliers de *Coptes* furent vendus sur les marchés aux esclaves.

À partir de ce moment, terrorisés, ces derniers se convertirent. De moins en moins nombreux en raison des conversions, ils furent de moins en moins ménagés par le pouvoir et les mesures vexatoires leur furent appliquées avec toute la rigueur prévue par le *Coran*.

Vers 1055, ils furent pourchassés et les églises fermées.



LA CONQUÊTE DE LA LIBYE

En 641-642, quand Amr ben al-As, le conquérant de l'Égypte pénétra en Cyrénaïque, les premiers Berbères que rencontrèrent ses troupes furent les Laguatan qu'ils désignèrent sous le nom de Lawâta.

Après la prise de Barqa ou Barca (Taucheira) en 642, Amr ben al-As conquît la Cyrénaïque. En 643, il pénétra en Tripolitaine où Tripoli (Oea) fut prise une première fois, cependant que Sabratha fut mise à sac et que les Berbères Nefusa furent vaincus.

Plus au sud, l'oasis de Waddan et le pays des Berbères Mazata ainsi que Ghadamès, la capitale des Garamantes, furent pris (Benhima, 2009 : 215 ; Goodchild, 1967 :115-123).

Après sa percée en Tripolitaine, Amr ben al-As, se retira vers la Cyrénaïque en laissant une garnison à Surt (Syrte) afin de contrôler la route côtière reliant Tripoli à l'Égypte.

En 644, les villes de Tripolitaine furent reprises par les Byzantins qui les conservèrent jusqu'en 647 (Modéran, 2005 : 423), année où les Arabes lancèrent une puissante expédition placée sous les ordres d'Abd Allah Ibn Sarh.

La conquête fut ensuite poursuivie vers le sud saharien. En 666-667, parti de la région de Surt dans le golfe des Syrtes, Uqba ben Nafi el Firhy soumit le Kawar, l'actuelle région de Bilma au Niger (Mouton, 2012 :104).

Les Byzantins ne semblèrent pas renoncer à la région puisque, vers 688, se repliant depuis la Byzacène, le chef arabe Zuhayr ben Qays, fut intercepté en Cyrénaïque par un détachement byzantin qui venait de débarquer dans la région de Barqa (Barka) et il perdit la vie en l'affrontant.

Entre 695 et 698, après qu'ils eurent évacué l'Ifrikiya à la suite leur défaite devant la Kahina (voir page 106), les Arabes, commandés par Hassan ben Numan s'établirent sur le site de l'actuelle Qsur Hassan à l'ouest de Syrte, afin de préparer l'expédition finale. À partir de ce moment, la Cyrénaïque et la région syrtique furent englobées dans la province de Barqa.

En Libye, les Arabes s'appuyèrent sur plusieurs tribus berbères, ce qui leur permit d'exercer un contrôle sur les axes menant vers la région tchadienne.

LA CONQUÊTE DE LA BERBERIE (644-750)

En 644, Othman ayant succédé à Omar à la tête du califat, une armée fut levée dans la région de Médine et placée sous le commandement d'Abdallah ben Sad. À la fin de l'année 644, elle atteignit le sud de l'actuelle Tunisie où les forces byzantines étaient alors commandées par le patrice Grégoire.

En 647, à Sufutela (Sbeitla), ce dernier fut écrasé. Les Byzantins versèrent une indemnité en échange de laquelle Abdallah ben Sad regagna la Tripolitaine.

La crise interne qui s'ouvrit à la tête du monde musulman en 656 avec l'assassinat du calife Othman donna quelques années de répit aux Byzantins et aux Berbères, puis, en 660 quand fut fondé le califat omeyyade de Damas, l'expansion vers l'Ouest reprit.

Durant la seconde campagne (661-663), l'armée d'invasion, commandée par Muhawiya ben Hudayi fut victorieuse des Byzantins mais elle repartit vers la Tripolitaine.

Durant la troisième campagne (669-672) dont le chef était Uqba ben Nafi el-Fihry, fut fondée Kairouan (le camp).

En 672, Uqba ben Nafi el Firhy fut remplacé par Abu al-Muhajir qui lança la quatrième campagne (673-681) et qui dut affronter Kusayla (ou Qusayla), le chef de la tribu des Awréba. En 687 (ou en 686 ?) le calife omeyyade Abd-el-Malik ordonna une nouvelle expédition dont il confia le commandement à Zuhair ben Qays. Cette sixième campagne débuta par la bataille de Mems (Sbiba), à proximité de Kairouan, dans laquelle Kusayla fut tué (686, 687 ou 688 ?) et son armée disloquée. Mais les Berbères se ressaisirent et Zuhair ben Qays se replia, laissant une garnison à Kairouan. Alors qu'il se trouvait à Barqa, sur le chemin du retour, il fut surpris par un débarquement byzantin et tué.

Les Omeyyades décidèrent d'en finir et ils constituèrent un puissant corps expéditionnaire qu'ils confièrent à Hassan ben Numan el-Ghassani. Cette septième campagne s'étendit sur les années 693 à 698.

Hassan ben Numan el-Ghassani prit Carthage dès le premier assaut et le traumatisme que provoqua la chute de la ville fut tel que l'empereur Leontios (695-698) mit immédiatement sur pied une expédition de reconquête. Aussi, la même année 695, un corps de débarquement fut mis à terre à Bizerte et

Carthage reprise. Cette victoire fut cependant de courte durée car, dès 698, Hassan ben Numan el-Ghassani s'empara une seconde fois de la ville.

Les Byzantins étaient définitivement battus, et les Berbères se retrouvèrent donc seuls. Leur résistance s'effiloqua puis, une femme, personnage historicolégendaire, prit le commandement des derniers groupes de combattants. Fille de Tabet, Dihya (Dahia), est connue dans l'histoire sous le nom de *l'Kahina* ou la Kahena (la sorcière) que lui donnèrent les Arabes (Nahla Zéraoui, 2007). Elle appartenait à une tribu des Aurès, les Jarawa, qui fait partie de la grande confédération zénète. Elle réussit à remporter plusieurs batailles contre les Arabes qui la pourchassaient. En 698 (ou en 702), dans la région de Gabès, elle fut vaincue par les Arabes qui la rattrapèrent, la tuèrent, la décapitèrent et firent porter sa tête au calife.¹

En 698, Hassan ben Numa el-Ghassani, fut remplacé par Musa ben Nusayr. En dixsept ans, de 698 à 715, ce dernier acheva la conquête du Maghreb et fit celle de l'Espagne.

Dès 710, les tribus du Rif fournirent le contingent de guerriers qui permit à Tarik ibn Ziyad, nommé gouverneur de Tanger cette même année 710 par Musa ben Nusayr, de débarquer en Espagne.

Sbeitla TAFILALET AURÈS



LA CAMPAGNE D'UQBA BEN NAFI EL FIRHY ENTRE LÉGENDE ET RÉALITE

Uqba ben Nafi el Firhy est le fondateur de la ville de Kairouan. En 672, soupçonné de velléités d'indépendance vis-à-vis du califat omeyyade, il fut relevé de son commandement et remplacé par Abû al-Muhajir qui, comme nous l'avons vu page 106, lança la quatrième campagne (673-681).

« De la légende... »

En 681, Uqba ben Nafi retrouva son commandement, puis il lança la cinquième campagne de conquête (681-683) à travers tout le Maghreb.

Après avoir quitté Kairouan, il laissa les Byzantins dans les villes qu'ils occupaient dans le nord de l'actuelle Tunisie et il marcha vers l'ouest.

Tout au long de sa progression, il eut à combattre les Berbères parfois renforcés de Byzantins, comme dans le nord des Aurès, à Baghaya, où il fut victorieux. Puis il prit la direction des hauts-plateaux, vers la région de l'actuelle ville de Tiaret où il remporta une nouvelle victoire sur les Berbères.

Il obliqua ensuite vers l'ouest et sans que l'on sache avec certitude par quel itinéraire, il serait arrivé dans la région de Ceuta où le patrice Julien, représentant de l'Empereur Constantin IV lui donna la ville. En remerciement, Uqba le confirma dans son commandement cependant que la ville de Tingi qui voulut résister fut enlevée de vive force et sa population vendue sur les marchés d'esclaves.

Après cette incursion loin vers l'ouest, Uqba ben Nafi décida de rentrer à Kairouan en contournant les Aurès par le sud, c'est-à-dire en prenant la route du Mزاب.

Or, en 683, Kusayla (Qusayla) qui s'était échappé de sa prison de Kairouan, l'intercepta à Tahuda. Sa colonne anéantie, Uqba ben Nafi el Firhy perdit la vie dans l'engagement.

« ...à la réalité »

Comme l'a démontré Ahmed Benabbès (2005), le périple d'Uqba ben Nafi el

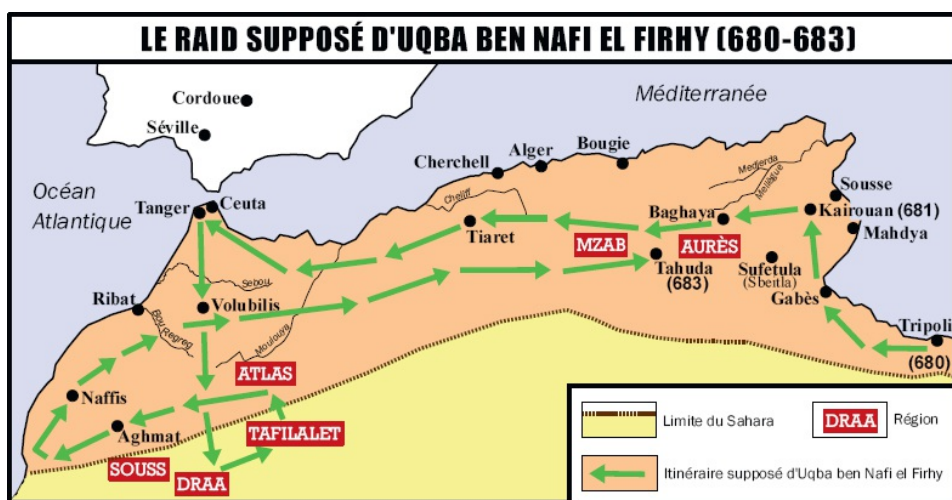
Firhy est légendaire¹.

Inventée par les auteurs marocains tardifs, la présence d'Uqba ben Nafi, compagnon du Prophète dans leur pays fonde en effet l'ancienneté des tribus berbères dans l'islam (Benabbès (2005 : 484).

C'est ainsi que :

« [...] les grandes tribus et les dynasties maghrébines ont [...] rivalisé [...] d'ingéniosité, par le biais de leurs généalogistes, pour s'inventer des lignées prestigieuses et une histoire qui les mettraient en vedette dès les premiers temps de l'Islam au Maghreb [...] C'est alors qu'ont commencé à s'accumuler les détails légendaires sur les pérégrinations lointaines d'Uqba ben Nafi [...] mêlant aux aventures du guerrier une impressionnante liste de tribus du haut Atlas marocain » (Modéran, 2005 : 438).

Quoi qu'il en soit, la victoire berbère de 683 eut un immense retentissement et, partout, les tribus se soulevèrent, fournissant des combattants à Kusayla qui prit Kairouan cependant que les Arabes survivants abandonnaient l'Ifrîqiya pour se replier vers l'est, jusqu'à Barka.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE MAGHREB APRÈS LA RÉVOLTE BERBÈRE DE 740

En 740, les Berbères marocains se révoltèrent contre l'oligarchie arabe au nom du kharijisme, doctrine égalitaire selon laquelle tous les membres de la

Umma étant égaux, il n'était donc pas acceptable que les Arabes constituent une oligarchie dominant la masse des croyants. Pour les Omeyyades puis pour les Abbassides, cette hérésie était évidemment inacceptable car elle menaçait l'essence même de leur pouvoir devenu temporel.

La révolte kharijite éclata dans le nord du Maroc, puis elle s'étendit ensuite à tout le Maghreb.

En 771, les divers groupes kharijites coalisés sous les ordres d'Abou-Qorra battirent l'armée abbasside avant d'assiéger ses survivants dans Kairouan. Plusieurs royaumes se développèrent ensuite en Berbérie.

- Dans l'ouest de l'actuel Maroc, le royaume des Barghwata qui tire son nom de la tribu berbère éponyme - les Baquates des Romains -, fut fondé vers 742. Il s'étendit sur une partie de l'actuel Maroc atlantique, entre le Bou Regreg (Salé) et Azemmour. Sa base ethnique était composée de tribus masmouda rassemblées autour des Barghwata.

- Le royaume de Sijilmassa ou royaume des Beni Wasul, du nom de sa dynastie, fut fondé en 757 dans le sud marocain par des Berbères miknassa et il se maintint jusqu'en 909.

- Le royaume rustumide de Tahert fut fondé vers 770 par un kharijite persan nommé Abd er-Rahman ibn Rustum (Rostem). En 784, son fils, Abd al-Wahhab (784-823) lui succéda. Les Rustumides furent les alliés des Omeyyades de Cordoue contre les Aghlabides arabes de Kairouan fidèles aux Abbassides.

Aux deux extrémités du Maghreb, deux royaumes non kharijites se développèrent. Celui qui fut fondé par les Idrissides (788-974), dans l'actuel Maroc était araboberbère, alors que celui qui le fut par les Aghlabides, dans l'actuelle Tunisie et sur une partie de la Tripolitaine, était authentiquement arabe.

- Le royaume Aghlabide d'Ifrikiya (800-909) fut fondé par un Arabe du nom d'Ibrahim ben al-Aghlab, nommé par le calife Haroun al-Rachid.

- Le royaume idrisside fut fondé par Idriss, un descendant d'Ali par Hassan. Comme en plus d'être de la famille du Prophète, il était l'ennemi des Abbassides, donc du pouvoir arabe oriental, en 788 ou en 789, les Berbères le proclamèrent Imam. Harun al-Rachid le calife abbasside de Bagdad (786-809) le fit assassiner en 791.

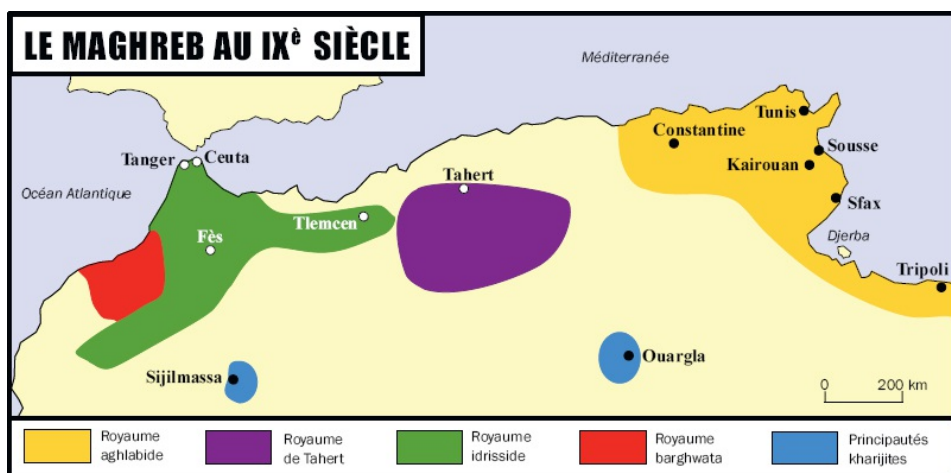
En 803 son fils, Idriss ben Idriss qui avait alors onze ans fut proclamé sous le

nom dynastique d'Idriss II (803-828) et il installa sa capitale à Fès. Le 18 août 828, il mourut, probablement empoisonné.

Le royaume idrisside s'étendait sur le nord de l'actuel Maroc, englobant la région de Tlemcen à l'est, allait jusqu'au Tadla au sud et comprenait les plaines atlantiques, sauf le royaume des Barghwata à l'ouest.

Avec les Idrissides, le Maroc se sépara définitivement de l'Orient en rompant ses liens d'allégeance avec les Abbassides de Bagdad et le califat y fut remplacé par le sultanat, fondant ainsi l'autonomie du royaume.

À la mort d'Idriss II, le Maghreb était divisé en trois grandes zones : celle sous l'autorité des Idrissides à l'ouest, celle sous l'autorité des Kharijites au centre (Tahert), et celle sous l'autorité des Aghlabides arabes à l'est.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE MAGHREB AUX XI^e-XII^e SIÈCLES OU L'APOGÉE BERBÈRE.



Le vieux ksar d'El Goléa (peinture de P. Elie Dubois)

Aux XI^e-XII^e siècles, dans l'est et dans le centre du Maghreb apparurent et se développèrent trois principaux États berbères, à savoir les deux royaumes ziride et hammadide, parents mais rivaux, et le royaume ifrénide de Tlemcen.

En 972, quand le Fatimide el-Mu'izz décida de rejoindre son armée en Égypte (voir page 118), il laissa l'administration de toutes ses possessions maghrébines à Bologin, fils de Ziri ibn Menad - d'où le nom de Ziride donné à la dynastie que ce dernier fonda -. Le relais des Fatimides fut donc pris par les Zirides, Berbères sanhaja qui furent les maîtres du Maghreb central de 972 à 1014.

En 973, Bologin s'installa à proximité de Kairouan et il confia à son fils aîné Hammad, le gouvernement de ses possessions de la région de Bougie. Bologin qui mourût en 984 eut pour successeur son fils Al-Mansur ben Bologin (984-996) qui combattit certains de ses frères et de ses cousins. Appuyé par son frère Hammad, il réussit à reprendre en main les dissidents familiaux.

La division des Zirides

En 1014, sous le règne de Badis (996-1016), fils d'Al-Mansur ben Bologin, le domaine des *Zirides* se coupa en deux après qu'Hammad ben Bologin (1014-1028), oncle du souverain, eut fait sécession, ce qui donna naissance à deux royaumes zirides rivaux :

- Le premier, celui des Zirides demeurés fidèles à Badis (les Badisides) était centré sur l'actuelle Tunisie et il eut pour capitale Mahdiya. En 1048 ce royaume rejeta la suzeraineté du *Califat fatimide du Caire* en prenant un prétexte religieux qui était le retour à l'orthodoxie *sunnite*.

- Le second, celui des sécessionnistes zirides, ou royaume *hammadide*, du nom de Hammad, oncle de Badis, s'étendait dans la région de Bougie, avec pour limites approximatives, Alger à l'ouest et les Aurès au sud-est. Indépendant du pouvoir ziride de Kairouan-Mahdiya, il abandonna lui aussi, à la fois le chiisme et le calife fatimide pour se rallier au calife de Bagdad et à l'orthodoxie sunnite.

Les deux dynasties zirides cousines se combattirent.

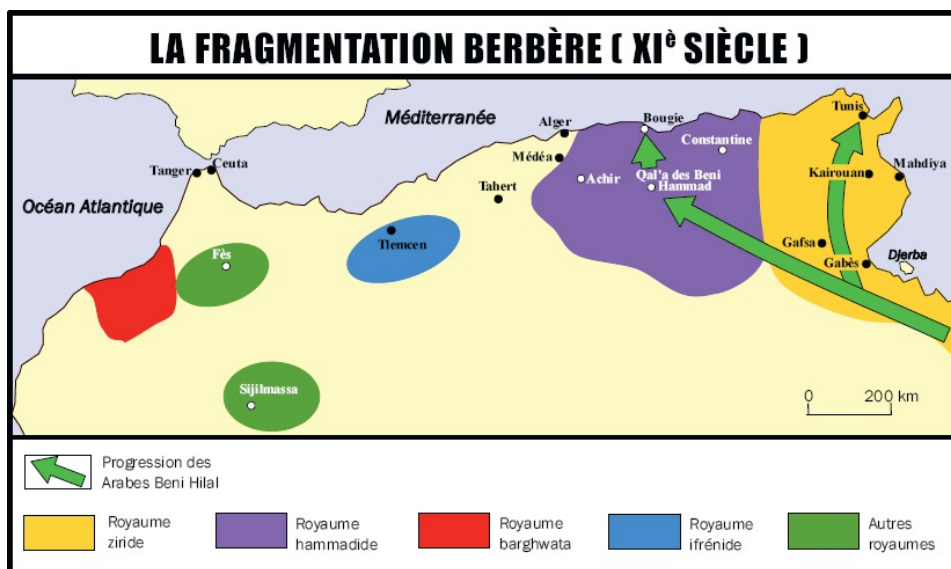
En 1014, Badis ben al-Mansour, successeur de Badis al-Mansour vint attaquer son oncle Hammad puis, en 1015, une paix fut signée. Quand Badis ben al-Mansour mourut en 1016, son fils et successeur, Al Muizz ben Badis n'avait que 8 ans.

Les Badisides eurent une histoire sans grands bouleversements alors que les Hammadides s'entre-déchirèrent avant de disparaître avec Yahia ben Abd-el-Aziz (1121-1152).

Ce fut sous les Hammadides, les Zirides et les Badisides que se produisirent les invasions des tribus arabes hilaliennes (voir page 128).

Les Hammadides s'allièrent aux Hilaliens afin d'attaquer le royaume berbère ifrénide de Tlemcen qu'ils détruisirent en 1058.

Au même moment, l'ouest du Maghreb subissait l'intrusion de nomades berbères sahariens, les Almoravides (voir page 122).



LA NUBIE JUSQU'AU XV^e SIÈCLE

En 652, Abd Allah ibn Arbi Sa'ad le gouverneur d'Égypte, remonta le Nil en direction de la Nubie et il atteignit la ville de Dongola. À la différence des chrétiens égyptiens, les chrétiens nubiens résistèrent et les Arabes conclurent avec leurs souverains un traité de non agression, le *bakt*. En échange de la reconnaissance de leur indépendance, les Nubiens s'engageaient à livrer annuellement un tribut en esclaves noirs capturés parmi les tribus nilotiques de l'actuel sud-Soudan.

En 697, les chrétiens nubiens décidèrent de grouper leurs forces en unissant le royaume Nobade dont la capitale était Faras, au royaume de Makuria. La nouvelle entité s'étendait du sud d'Assouan jusqu'à la zone comprise entre la cinquième et la sixième cataracte.

Au IX^e siècle, s'estimant suffisamment puissante, la Nubie cessa de verser le *bakt*. En 956, les Nubiens attaquèrent l'Égypte et ils pillèrent Assouan. En 962, alliés aux Fatimides qui avançaient depuis l'Ouest, ils envahirent la haute-Égypte.

Durant toute la période fatimide la Nubie fut prospère et de nombreux Nubiens intégrés à l'armée égyptienne dans laquelle ils constituèrent la *Garde noire*. À cette époque, quatre évêchés existaient en Nubie, Ksar Ibrim, Faras, Saï et Dongola. La chronologie des évêques de Faras est connue depuis la fondation du diocèse au VII^e siècle jusqu'en 1175.

En 1171, Saladin qui avait chassé les Fatimides d'Égypte après avoir massacré leurs contingents de mercenaires nubiens mit un terme au *bakt*, ce qui revenait à réouvrir les hostilités.

Entre 1172 et 1250 les Ayyubides étant au pouvoir au Caire, les conflits avec le sud chrétien furent incessants. Une fois l'ancien royaume Nobade conquis, deux grands royaumes nubiens subsistèrent, celui de Makuria au nord, avec Dongola pour capitale, et celui d'Aloa au sud. Leurs limites de séparation étaient situées entre la 5^e et la 6^e cataractes.

Avec la période mamelouke, la grande offensive contre les royautes chrétiennes nubiennes débuta. Le royaume de Makuria fut alors en permanence attaqué par les Bédouins du désert oriental, ruiné et peu à peu transformé en vassal du sultanat mamelouk.

Le sultan Baybars (1260-1277) somma ainsi Daoud, roi de Makuria de

reprendre les versements du *bakt*, puis il l'attaqua, le captura et l'emmena comme otage en Égypte. Il le remplaça ensuite par Shakanda qui accepta la vassalisation et versa comme tribut annuel la moitié des revenus de son royaume.

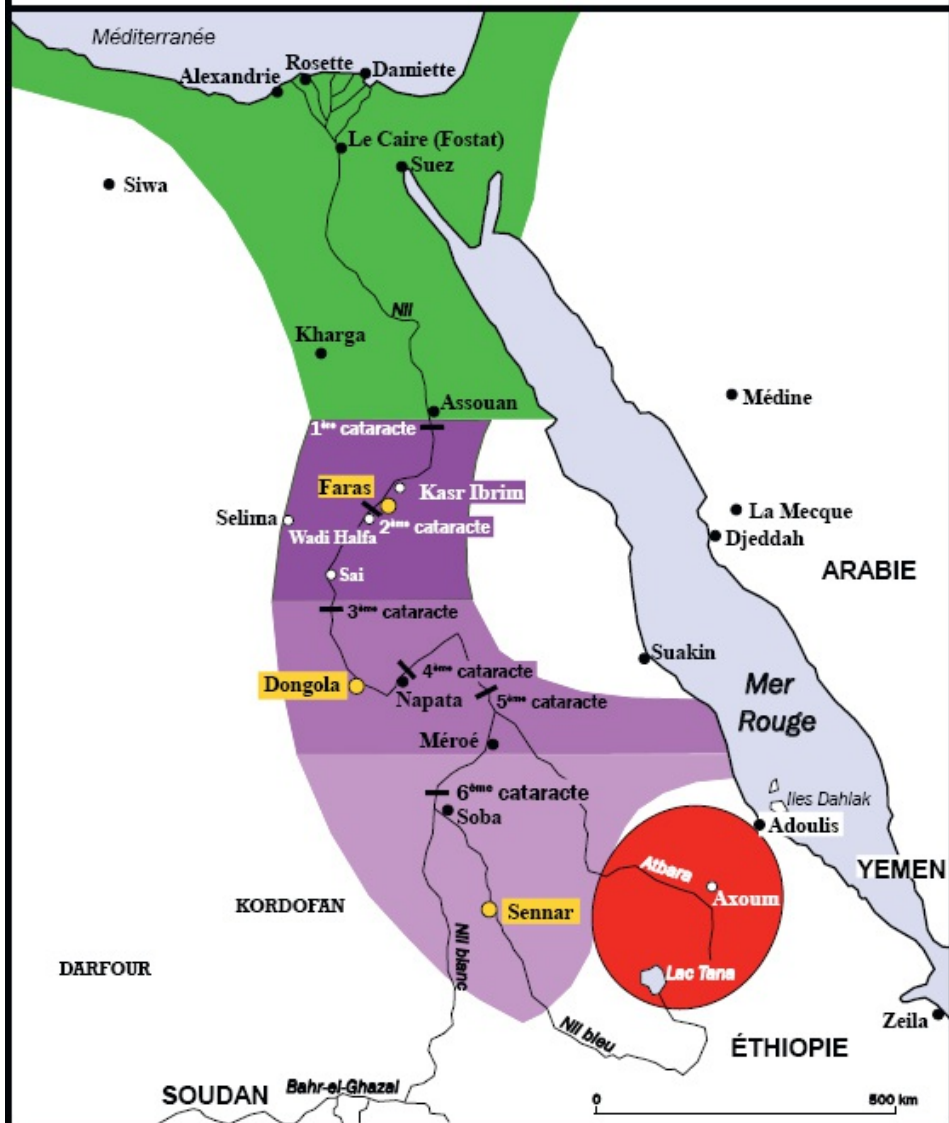
La Nubie devint alors « terre de razzia » (Shaw, 1996 : 254).

Sous le sultan mamelouk Kalaoun (1279-1290), le royaume de Dongola releva la tête et par trois fois, sous la direction de Chemamoun (Shamamun) son souverain, il se souleva et attaqua même la garnison mamelouke de Dongola. Finalement vaincu, il disparut d'autant plus inéluctablement que depuis 1291, les Mamelouk n'ayant plus à lutter contre les États latins de Syrie, purent consacrer tous leurs efforts à conquérir les dernières chrétientés nubiennes.

En 1315 le sultan En Nazir déposa Kérenbès (Karanbas), dernier roi chrétien de Dongola, l'emprisonna en Égypte et installa à sa place un musulman, Abdallâh Ibn Sanbou. Durant sa captivité, Kérenbès se convertit à l'islam. En 1317, la cathédrale de Dongola fut transformée en mosquée.

En 1490, le roi d'Aloa, dernier souverain d'un royaume chrétien nubien fut mis à mort. Ce royaume disparut quelques années plus tard, en 1504, avant d'être conquis par des Noirs, les Funj qui se convertirent à l'islam et constituèrent un État musulman, le *royaume funj de Sennar* qui connut ultérieurement un important rayonnement.

L'ISLAMISATION DE LA VALLÉE DU NIL



Le recul du christianisme :

Régions chrétiennes
islamisées dès le VII^e siècle :



Islamisation entre les IX^e et XVI^e siècles
(les royaumes chrétiens nubiens) :



Royaume
Nobate

Royaume
de Makuria



Sennar
Capitale
de royaume

Royaume d'Alodia
(ou d'Alodia)

Sennar
Capitale
de royaume

Le christianisme résiduel
au XVI^e siècle :



LA CÔTE D'AFRIQUE ORIENTALE (VIII^e-XV^e)

Au VIII^e siècle, des colons arabes venus de Mascate s'établirent sur les îles de Pemba et de Zanzibar. Kiloa semble être fondée à la même époque.

Plus tard, au X^e siècle, des *chiites* s'installèrent à Mogadiscio et à Barawa cependant que des Persans originaires de Chiraz (Chittick, 1965) s'emparaient de Mombasa, de Pemba, de Kiloa et d'une partie des Comores.

Les fouilles de ces sites ont mis au jour des vestiges de maisons, des poteries sassano-islamiques, du verre originaire du Golfe Persique et un peu de céramique chinoise.

Durant cette période dite « archaïque », le littoral est-africain est tourné vers le Golfe Persique (Verin, 1967 ; 1975).

Les XII-XIII^e siècles, voient la confirmation de l'importance du Golfe Persique dont la principale colonie semble alors être Mogadiscio. Les fouilles archéologiques ont permis de mettre en évidence une augmentation des relations avec la Chine.

À cette période correspond la domination du Golfe Persique et plus particulièrement celle de Chiraz, d'où le nom de période chirazienne qui lui a été donnée.

Un tournant semble s'amorcer quand Kiloa qui contrôlait Quelimane et Sofala, portes du commerce de l'or avec le Zimbabwe/Monomotapa, passa sous la domination d'une dynastie yéménite et devint plus importante que Mogadiscio.

À cette époque arabomusulmane, depuis la Somalie au nord, jusqu'à Sofala au sud, des villes commerçantes se partageaient le littoral. Cependant, à aucun moment elles ne constituèrent un État unifié ou même homogène. Indépendantes les unes des autres, elles avaient des liens directs avec les régions d'Arabie ou du Golfe Persique d'où étaient originaires leurs dirigeants.

Les principales de ces cités- États étaient, du nord vers le sud, Mogadiscio et ses satellites comme Barawa ; Malindi et son annexe Gedi ; Mombasa et vers le sud, l'importante ville de Kiloa avec ses nombreuses dépendances dont Sofala qui cherchait à secouer la domination de sa métropole. Mogadiscio, Mombasa et Kiloa devaient compter au moins 10 000 habitants.

À l'exception de légères tentatives dans l'arrière-pays de Sofala, ces entités n'ont pas cherché à coloniser l'intérieur des terres.

Même si elle était connue des Arabes sous le nom de Waqwaq (Vérin, 1975), Madagascar est demeurée vierge de tout peuplement humain jusque vers le VIII^e siècle. Son peuplement résulte de la rencontre de deux populations, l'une venue d'Indonésie et l'autre d'Afrique.

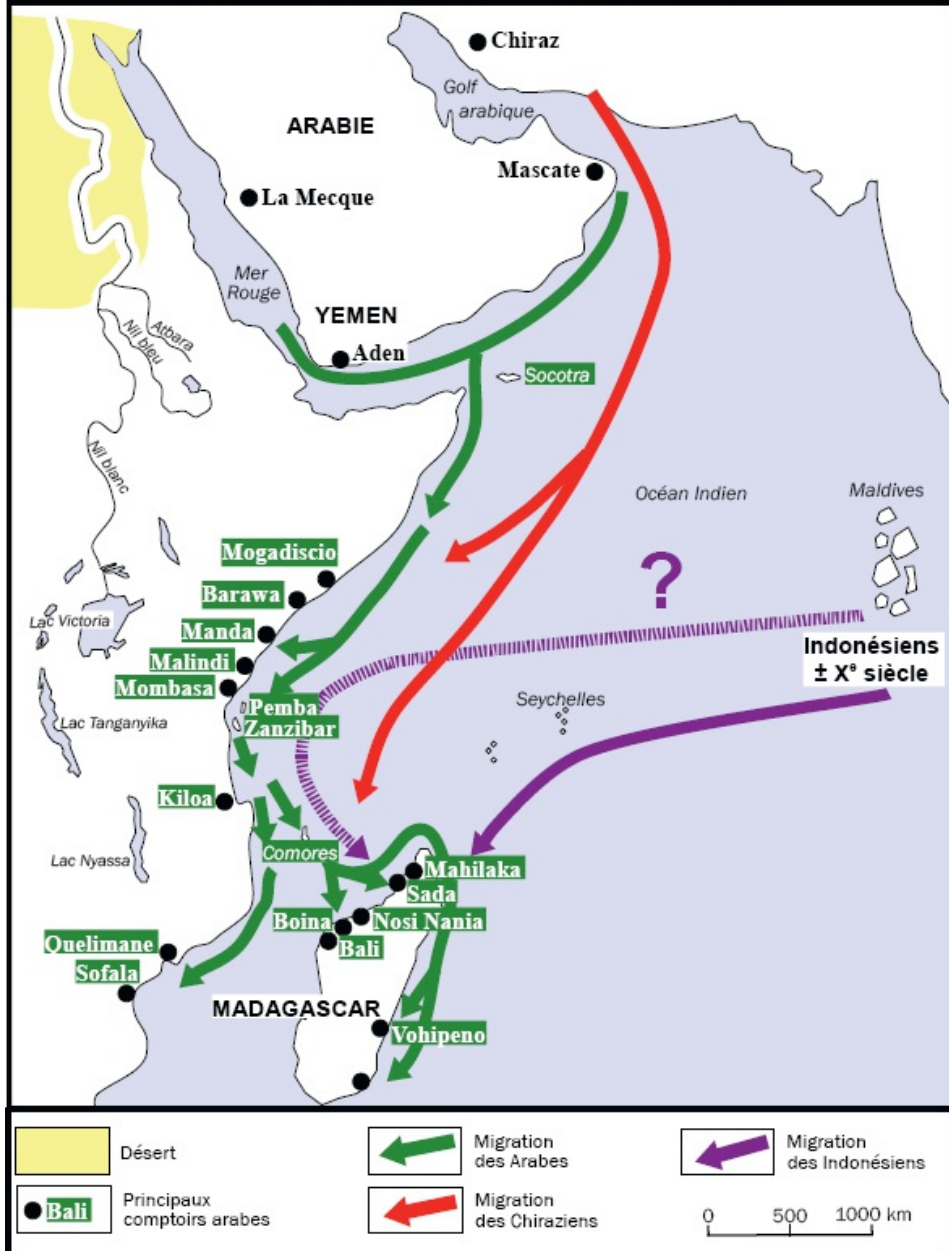
La langue malgache est une langue indonésienne créolisée par une langue bantou (Vérin, 1999 : 49). Celle qui lui est la plus proche est le manjaan, parlé dans le sud-est de l'île de Bornéo.

Vers les III-V^e siècles de notre ère des navigateurs-défricheurs du groupe *Barito* auquel appartient le *manjaan*, atteignirent les Maldives.

La possession de la pirogue à balancier leur permettait la navigation hauturière et comme ils savaient s'orienter dans le vide océanique en se repérant sur la constellation que nous connaissons sous le nom de « Nuages de Magellan », la traversée vers Madagascar était à leur portée.

Sur le plateau central malgache, les premières communautés agricoles cultivant le riz et le taro semblent être présentes au XI^e siècle. Sur la côte, au xe siècle des établissements sont en relation avec les Comores et l'Afrique orientale (Vérin, 1990, 1999 ; Wright, 1992a, 1992b et 2005).

L'Océan Indien DU X^e AU XV^e SIÈCLE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES FATIMIDES¹ ENTRE KABYLIE

ET ÉGYPTE (909-1 171)

Après avoir combattu les Arabes *Omeyyades* au nom du *kharijisme*, doctrine égalitaire, certains Berbères luttèrent ensuite contre les Arabes *Abbassides* au nom du *shiïsme*, doctrine théocratique et aristocratique.

Dans les deux cas, la religion fut la couverture du fait ethnique berbère.

Le début en Kabylie

Ce fut dans l'actuelle Kabylie que naquit la dynastie fatimide dont l'histoire comporte deux périodes.

De 909 à 974, les Fatimides furent les maîtres du Maghreb central et oriental puis, en 974, ils transférèrent leur pouvoir en Égypte.

Avec les Fatimides, l'unité califale fut rompue puisqu'existèrent deux califats concurrents, celui du Caire et celui de Bagdad.

L'empire *fatimide* naquit de la rencontre, lors d'un pèlerinage à La Mecque, probablement vers 893, d'Abou Abdallah al-Shi'i, un prédicateur *shiïte ismailien*, et de membres de la tribu berbère des Kutama - les Ucutamani des Byzantins, connus pour leur cavalerie -, une branche des Sanhaja vivant en petite Kabylie. Ces derniers trouvèrent dans le *shiïsme* le moyen de combattre, non pas l'islamisation, mais l'arabisation.

Le pays kutama était en effet englobé dans le royaume *aghlabide* arabe de Kairouan qui représentait dans cette partie du Maghreb le pouvoir des *califes abbassides* de Bagdad.

La Kabylie entra en rébellion sous Ibrahim II (875-902), le troisième *aghlabide* quand les Kutama se levèrent en masse et déferlèrent de leurs montagnes au nom d'Obaid Allah, un Arabe qui se prétendait « descendant » du Prophète et qui s'était proclamé *Mahdi*.

En 904 ils prirent Sétif, puis Kairouan, tandis que le dernier *aghlabide*, Ziyadat Allah, s'enfuyait en Égypte.

En 909, après avoir vaincu les Aghlabides, les Kutama-Fatimides se tournèrent vers l'ouest et ils s'emparèrent du royaume ibadite de Tiaret où ils massacrèrent la population, les survivants se réfugiant au Mزاب. En 912, Obaid Allah fonda une nouvelle capitale, Mahdiya (la ville du Mahdi).

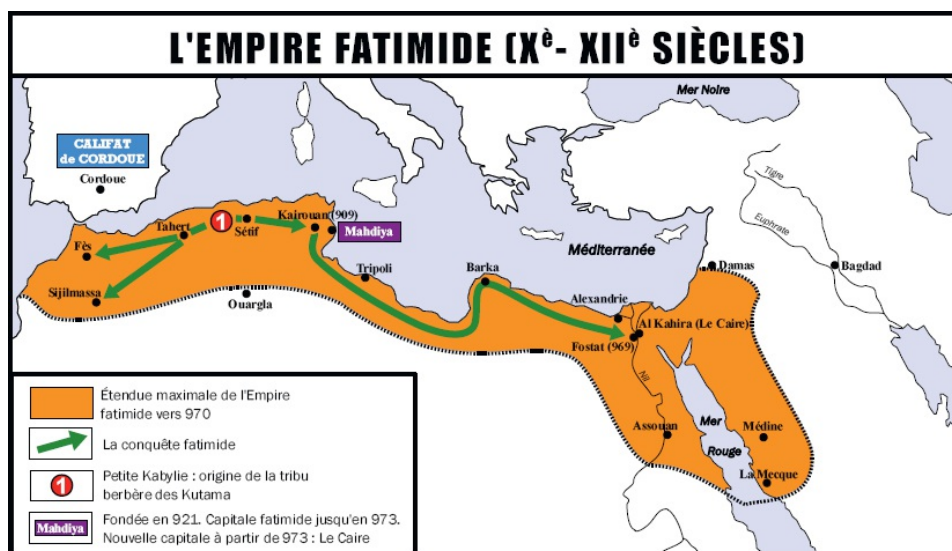
En 913, les Fatimides s'emparèrent de tout le littoral tripolitain, puis ils marchèrent en direction de Barqa (Barka) qui fut prise en 914.

Voulant poursuivre l'offensive, Abu al-Qasim, le fils du calife fatimide tenta alors d'entrer en Égypte, mais il fut repoussé en Cyrénaïque.

En 935, Abû al Quaim (934-946), eut à faire face à une révolte kharijite menée par Abu Yazid Makhlad ibn Kibdad (873-947), dit l'« homme à l'âne ». Ce Berbère zénète de la tribu des Aït Beni Ifren originaire de Tozeur dans l'actuelle Tunisie, entraîna derrière lui une partie des tribus des Aurès, dont les Magrawa (Letourneau, 1978). En 942, cette coalition zénète-kharijite fut écrasée par Ziri Ibn Menad, chef de la tribu des Talkata (groupe Sanhaja), qui repoussa les Aït Beni Ifren et les Magrawa (Letourneau, 1978) qui se réfugièrent dans l'actuel Maroc avant de se mettre sous la protection du Califat omeyyade de Cordoue auquel ils firent allégeance.

Ziri ibn Menad fut récompensé de sa fidélité par le Mahdi qui en fit le chef de toutes les tribus Sanhaja de la région.

Le 3^e calife fatimide, Ismaël El Mansour (le victorieux) (946-952) succéda à Abû al Quaim et en 969, sous le règne d'el-Mu'izz (952-975), les Fatimides se lancèrent à la conquête du califat oriental.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES FATIMIDES ENTRE KABYLIE ET ÉGYPTE (909-1171)

Le califat fatimide d'Égypte (970-1171)

En 969, l'armée fatimide qui marcha sur l'Égypte était essentiellement

composée de contingents berbères majoritairement Kutama et Beni Ziri. Après avoir pris Fostat, en 970, ces derniers entrèrent en Palestine, prirent Ramhala, puis Tibériade avant de s'emparer de Damas. L'Empire fatimide qui venait d'être constitué partait de l'Ifrikiya à l'ouest et s'étendait jusqu'au Sinai.

Al-Hakim (996-1021), accéda au pouvoir alors qu'il n'était encore qu'un enfant.

Profitant de la faiblesse du jeune calife, les divers contingents ethniques (Berbères, Slaves, Turcs et Nubiens) composant l'armée fatimide s'entre-déchirèrent.

Durant le règne d'al-Hakim, l'Égypte fut menacée sur sa frontière ouest par un membre de la famille omeyyade nommé Abu Rakwa qui réussit à lever une armée composée de volontaires berbères zénètes et d'Arabes de la tribu des Beni Kurra, installée en Tripolitaine.

En 1006, Abu Rakwa arriva jusqu'à Fostat et le régime fatimide fut sauvé par l'enrôlement de milliers de mercenaires nubiens.



Cavalier fatimide.
Musée de Kairouan, Tunisie.

Nous avons vu page 114 que durant toute la période fatimide la Nubie entretint de bonnes relations avec l'Égypte, de nombreux Nubiens étant intégrés à l'armée égyptienne dans laquelle ils constituèrent notamment la garde du souverain, connue sous le nom de *Garde noire*.

En 1009, Al-Hakim qui, dit-on, souffrait de maladie mentale, fit abattre le Saint-Sépulcre à Jérusalem et contraignit chrétiens et juifs à la conversion, avant de leur donner l'autorisation d'apostasier.

Entre 1009 et 1014, il se livra à une sanglante persécution contre les Coptes.

Sous ses successeurs, Al-Zahir (1021-1035) et Al-Mustansir (1035-1094), la crise du régime prit de l'ampleur, cependant que l'armée, affaiblie par les luttes de clans était gagnée par l'indiscipline.

En 1072, un soulèvement militaire eut lieu et un général nommé Nasir el-Dawla emprisonna le calife Al-Mustansir, reconnut le califat abbasside et fit appel aux Turcs seldjukides.

La dynastie fatimide fut alors sauvée par un Arménien converti à l'islam, Badr el-Djamali, gouverneur de Palestine.

Au début de l'année 1074, il rétablit Al-Mustansir. En 1077, il élimina la population berbère installée dans la région du Delta et 20 000 femmes berbères auraient alors été vendues sur les marchés aux esclaves de la région (Bianquis, 1997 :163).

Badr al-Djamali et le calife al-Mustansir moururent tous deux en 1094.

L'anarchie gagna alors l'Égypte et Al-Afdal, fils de Badr al-Djamali installa sur le trône le jeune al-Hasan, tandis qu'il écartait son frère aîné Nizar qu'il fit jeter dans un cachot.

À partir de ce moment, la dynastie fatimide fut le jouet des chefs militaires qui exerçaient la réalité du pouvoir tout en se livrant de terribles luttes fratricides, avant de disparaître en 1171.

Minarets de la mosquée du sultan Hassan.
Architecture Fatimide.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE « FEU DE PAILLE » ALMORAVIDE¹ (XI^e-XII^e)

Dans les régions voisines de l'Adrar, vivaient des Berbères appartenant au groupe Sanhaja. Groupés en confédérations, ces éleveurs nomadisaient dans l'ouest du Sahara et poussaient régulièrement vers le sud, jusqu'aux rives du Sénégal et du Niger.

Au IX^e siècle, la plus importante de ces confédérations était celle des Lemtouna qui avait été constituée par Tilagaguin et par Tiloutan al Lemtouni. Elle contrôlait la route occidentale saharienne, le long de l'atlantique et qui aboutissait à Sijilmassa.

Vers 1020, les Lemtouna, les Goddala et les Messoufa se réunirent et ils constituèrent une nouvelle fédération dont le premier chef fut Tarsina, un Lemtouna, qui se convertit à l'islam et qui prit le nom d'Abdallah abou-Mohammed. Son successeur fut son gendre, le Goddala Yahia ben Ibrahim. Soucieux de développer les connaissances religieuses parmi les siens il trouva un prédicateur en la personne d'Abd Allah ben Yacin, Berbère Sanhaja de la tribu Guezzouladel'extrêmesud marocain.

Yahia ben Ibrahim décida de fonder, avec deux chefs lemtouna et sept notables goddala une petite communauté religieuse ou *ribat*. Retirés du monde, ils prirent le nom de gens du *Ribat* ou *Al mourabitin* ou *Morabitou*, d'où le nom « Almoravides » (Lagardère, 1988, 1991 et 1999).

Il fallut une quinzaine d'années aux Almoravides, de 1042 à 1055, pour conquérir le Sahara occidental. Yahia ben Ibrahim fut tué en 1054 (ou en 1055) et Yahia ben Omar lui succéda.

Puis, les Almoravides tournèrent leurs regards vers le nord et en 1055 Sijilmassa fut prise. Puis, entre 1056 et 1059, tout le sud marocain fut conquis. En 1056 Yahia ben Omar fut tué et remplacé par son frère Abou Bekr ben Omar (1056-1061) lequel conduisit la conquête du Maroc « utile », celui des riches plaines atlantiques et des plateaux s'étendant au nord et à l'ouest de l'Atlas. La puissance almoravide maîtrisa alors tout l'espace s'étendant du Soudan au sud, jusqu'au centre du Maroc.

Le nouveau chef des Almoravides, Youssef ben Tachfin (1061-1107) avait plus de cinquante ans quand il accéda au pouvoir. Il installa une base d'opérations située au débouché des cols de l'Atlas, sur le cours supérieur de l'oued Tensift, à l'emplacement où devait ensuite s'élever Marrakech. À son époque, il se contenta d'y installer ses tentes, d'y bâtir une mosquée et d'y édifier un petit fortin.

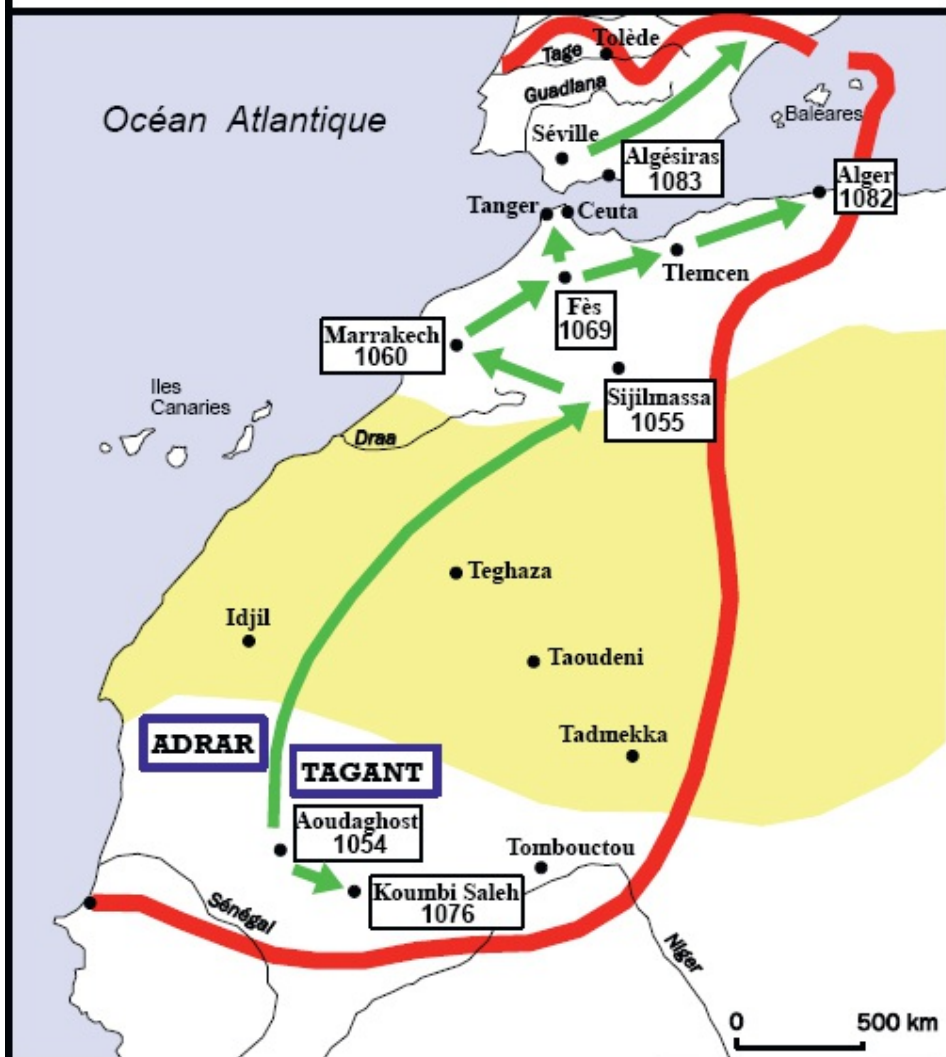
Empruntant la trouée de Taza, Youssef ben Tachfin marcha ensuite vers l'est, prenant Tlemcen en 1079, puis Oujda en 1081. L'année suivante, ses troupes s'emparèrent de Ténès et d'Oran, pénétrèrent dans le massif de l'Ouarsenis et la vallée du Chélif et poussèrent jusqu'à Alger qu'elles prirent en 1082. À l'exception de Tunis et de Ceuta qui appartenaient à la dynastie hammudite installée à Malaga, sur la côte ibérique, tout le Maghreb occidental était donc

soumis aux « Voilés ».

Le fondateur de la puissance almoravide, Youssef ben Tachfin allait régner du Tage au Sénégal sur l'« Empire des deux rives » qui constitua au début du XII^e siècle une puissance redoutable, aussi inquiétante pour les royaumes chrétiens d'Espagne que pour ses voisins musulmans du Maghreb oriental, Zirides ou Hammadides.

L'Andalousie musulmane, riche et raffinée, supporta en effet mal la domination de ces Berbères sahariens puritains. Quant aux Berbères de l'Atlas marocain, jamais réellement soumis par eux, ils allaient bientôt soulever contre les hommes au *litham* les populations qu'ils avaient subjuguées moins d'un siècle plus tôt. La désintégration se fit en effet à la fois dans Al-Andalus et au Maroc.

L'EMPIRE ALMORAVIDE (XI^e SIÈCLE)



AL-ANDALUS ET LES ALMORAVIDES

Née du raid conduit par Tariq (ou Tarik) en 711, l'Espagne musulmane (ou *al-Andalus*), connut son apogée aux IX-X^e siècles.

Elle s'étendait alors très loin vers le nord et ses frontières dépassaient les cours de l'Ebre et du Douro. Pampelune, la capitale de la Navarre, fut ainsi détruite en 924. Dix ans plus tard, ce fut le tour de Burgos. Plusieurs fois ravagée, la Catalogne dut, en 966, payer tribut au maître de Cordoue. En 982, ce fut le tour du prince du Léon, puis, en 985, Barcelone fut détruite et deux ans plus tard, Coimbra subit le même sort. En 997, Saint-Jacques-de-Compostelle fut pillée¹.

Les royaumes chrétiens prirent leur revanche au cours du XI^e siècle, profitant des difficultés que connaissait l'Andalousie. Au brillant califat du siècle précédent, succédèrent en effet une vingtaine de principautés, les *reinos de taifas*², petits royaumes rivaux nés de la désagrégation du califat omeyyade de Cordoue. Au mois de mai 1085, à l'issue d'un siège qui avait duré tout l'hiver, Alphonse VI de Castille s'empara de Tolède. Saragosse, Valence, Cordoue et Grenade firent alors appel à l'Almoravide Youssef Ibn Tachfin qui répondit favorablement.

Le choc se produisit le 23 octobre 1086 à Zallaca, dans la région de Badajoz où Youssef ben Tachfin fut victorieux. En 1094, les Almoravides contrôlaient l'ensemble de l'Espagne musulmane, à l'exception de Valence, de Tortosa et de Saragosse.

À partir des années 1110, la domination marocaine n'apparut plus aussi totale. Les vieux chefs militaires qui avaient été les compagnons et les lieutenants de Youssef ben Tachfin disparaissaient les uns après les autres et ils ne furent pas vraiment remplacés. Sur le plan religieux, l'élan irrésistible qui avait conduit les moines-soldats du désert jusqu'au pied des Pyrénées se relâcha, cependant que les *fakihs* continuaient à imposer une conception étroite de la religion qui était totalement inadaptée aux aspirations des élites andalouses.

À partir de 1115, le roi d'Aragon, Alphonse I^{er} le Batailleur, aidé par de nombreux chevaliers français, multiplia les attaques contre les positions musulmanes de l'Ebre et, le 1^{er} décembre 1118, il parvint à faire capituler Saragosse, position avancée de l'Islam au sud de l'Europe depuis plusieurs siècles. Au cours des mois suivants, le roi d'Aragon poussa son avantage vers le sud.

À la fin de l'été 1125, Alphonse le Batailleur lança un raid de plusieurs mois en terre musulmane. Les territoires de Valence, Dénia, et Grenade furent ravagés et le 9 mars 1126, à Lucena, l'armée musulmane fût défaite par les Aragonais et les Français. Puis, Alphonse atteignit Malaga.

Mais, faute d'une véritable union des royaumes chrétiens, les Marocains purent rétablir leur situation.

Tachfin ben Ali, un fils d'Ali ben Youssef, reçut la charge de l'Andalousie après la mort de son oncle Temyn, survenue en 1126 et il lança plusieurs attaques infructueuses contre Tolède, Coimbra et Santarem.

En 1133, Alphonse VII le Bon, roi de Castille, conduisit à son tour une forte expédition en Andalousie. En 1134, le siège de Fraga déboucha sur une bataille qui vit la défaite des chevaliers d'Alphonse le Batailleur en même temps que la dernière grande victoire remportée par les Almoravides sur le sol ibérique. Tachfin ben Ali, le fils d'Ali ben Youssef qui avait conduit cette campagne avait donc réalisé un redressement spectaculaire.

AL-ANDALUS



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES ALMOHADES1

C'est à l'appel d'un réformateur religieux, un *mahdi*2, nommé Mohammed ibn Toumert, que les Berbères montagnards se dressèrent contre les Almoravides qui étaient des Berbères sahariens. Après sa mort, survenue vers 1130, son successeur Abd el Moumen les lança à la conquête du Maroc.

La lutte pour Marrakech fut acharnée et la ville fut finalement enlevée en

mars 1147. Ses défenseurs furent massacrés ainsi que tous les représentants de la lignée almoravide. Maître de la capitale almoravide, le calife almohade décida d'édifier sur les ruines du *Dar al Hajar*, le palais de ses ennemis abattus, une grande mosquée, la célèbre *Koutoubiya*.

Abd el Moumen se tourna ensuite vers l'est du Maghreb confronté depuis un siècle aux envahisseurs arabes Beni Hilal, Soleim et Maqil, lancés sur ces régions par les souverains Fatimides du Caire, furieux de voir les dynasties Ziride et Hammadide échapper à leur influence.

En 1152, Abd el Moumen écrasa les Arabes à Sétif. Il prit alors une décision lourde de conséquences : au lieu de les refouler vers l'est, il installa certaines tribus dans le Maghreb occidental dans des régions jusque-là exclusivement berbères. Ce choix s'expliquait par son souci de rassembler toutes les forces de l'Islam en vue de la guerre sainte qu'il allait devoir livrer aux forces chrétiennes dans la péninsule Ibérique.

En 1159-1160, il acheva la conquête de l'*Ifriqiya*. Tunis se rendit, la garnison normande de Mahdiya se replia sur la Sicile et Sfax fut prise.

Restait Al-Andalus où la reconquête chrétienne ne s'accélérait. Moins d'un siècle après avoir fait appel aux Almoravides, ses dirigeants se tournèrent à nouveau vers le Maroc et vers le *calife* surgi des montagnes de l'Atlas.

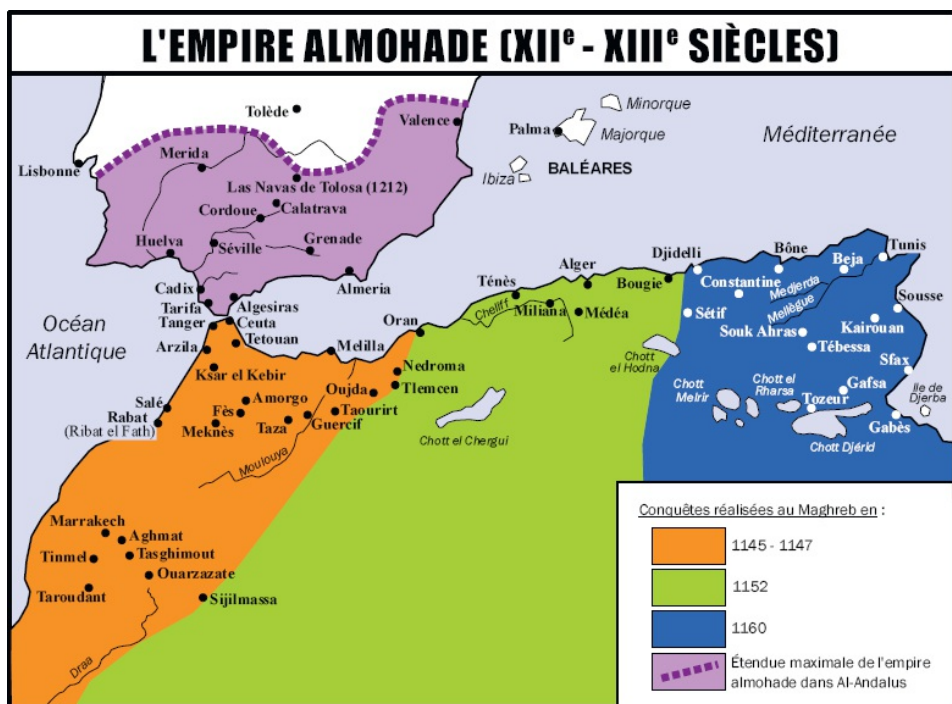
Dès 1147, Abd el Moumen avait d'ailleurs envoyé des secours en Espagne. En 1160, il franchit en personne le détroit et fit reculer le front chrétien avant de rentrer à Marrakech. Il y mourut en 1163, au moment où il préparait une nouvelle expédition. Il fut inhumé à Tinmel, auprès du Mahdi Ibn Toumert.

Après la victoire chrétienne de Las Navas de Tolosa (16 juillet 1212) débuta le déclin almohade. En Espagne, le camp musulman était en crise. Le roi de Castille Ferdinand III le Saint et le roi d'Aragon Jaime Ier le Conquérant lui portèrent des coups redoutables. Valence fut prise en 1238 et en 1245, les chrétiens étaient maîtres de l'ensemble du Levant. En 1236, Cordoue, l'ancienne capitale du *califat Omeyyade* redevenait chrétienne. En 1249, ce fut le tour de Séville suivie de Cadix et Huelva.

Devenu vassal du royaume de Castille, le *royaume nasride de Grenade* demeurait la dernière position musulmane dans la péninsule Ibérique.

L'échec en Espagne était patent mais il y avait plus grave pour la dynastie almohade dont l'autorité était menacée au Maroc même, par la tribu berbère des Beni Merine qui allait bientôt donner au pays une nouvelle dynastie, celle des Mérinides.

Les Almohades avaient donné au Maroc médiéval sa plus grande extension en même temps que l'éclat d'une civilisation née de la symbiose étroite qu'avaient réalisée, en l'espace d'un peu plus d'un siècle, la vitalité des peuples berbères et les raffinements de la culture andalouse.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'ARABISATION DE LA BERBÉRIE

Durant la première moitié du XI^e siècle, l'Ifriqiya fut confrontée aux tribus arabes Beni Hilal, Beni Soleim (ou Sulaim) et Beni Maqil, subdivisées en plusieurs clans dont les Atbej, les Riyah et les Zoghba, qui avaient été lancées sur ces régions par les souverains fatimides du Caire, pour punir les Zirides et les Hammadides de s'être soustraits à leur influence.

En 1047, le Ziride Al-Mu'izz ibn Badis avait fait allégeance au *calife* abbasside sunnite de Bagdad, trahissant ainsi les Fatimides.

L'arrivée de ces tribus arabes changea la physionomie du Maghreb qui, jusque-là Berbère, devint peu à peu arabo-berbère.

La première tribu qui pénétra en *Ifrikiya* fut celle des Beni Riyah conduite par Munis ben Yahia.

Les Zirides l'autorisèrent à s'installer dans le Hodna, en échange de son aide contre les Hammadides qui, eux, s'appuyèrent sur les Athbej. Quant aux Hafsidides de Tunis, ils engagèrent à leur service les Kooub, une fraction des Beni Soleim, tandis que le Zénète Yaghmorassen, fondateur du royaume abdel-wadide de Tlemcen s'appuyait sur les Zoghba (Camps, 1992 : 163).

Les Beni Riyah se mirent à piller le pays et les Zirides décidèrent de les chasser. Cependant, en 1052, à Haydaran dans la région de Gabès, leur armée fut battue.

En 1057 Kairouan fut prise et pillée. La chute de Kairouan eut des conséquences considérables car ses élites lettrées qui échappèrent au massacre prirent le chemin de l'exil et allèrent se réfugier à Fès où fut créé le quartier des Kairouanais, à Tunis ou encore en Espagne.

L'anarchie s'empara de l'ancien royaume ziride. Sur les ruines de l'unité ziride se constituèrent alors des pouvoirs locaux, certains arabes, d'autres dirigés par des Zirides autonomes dont le principal fut celui de Tunis avec les Banu Khurasan.

De leur côté, les Hammadides furent battus par les Athbej en 1050, puis en 1051, cependant que les Zoghba et les Riyah dévastèrent Béja.

Abd el Moumen le sultan almohade ne pouvait que craindre l'arrivée de Bédouins nomades dans l'est du Maghreb. Mais, et nous l'avons vu page 126, en 1152, après les avoir écrasés, il les fit passer à son service. Désormais, les tribus hillaliennes constituèrent le *djish* des Almohades, leur devant le service militaire en échange de la dispense du *kharadj* et de la reconnaissance de nombre d'avantages (Benabdallah, 1994 : 37-38).

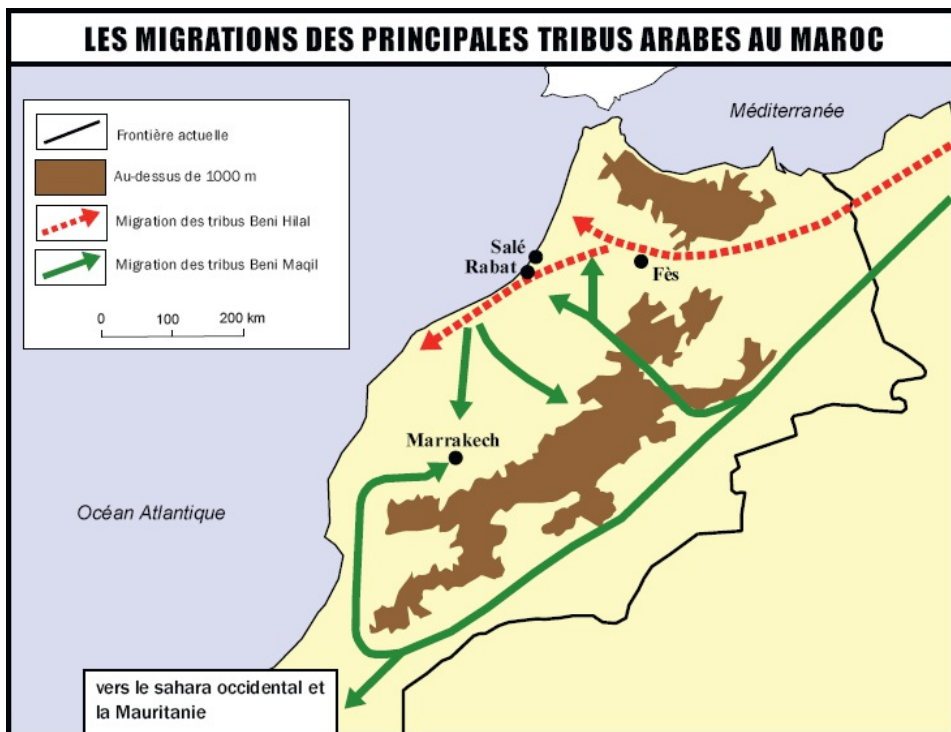
Ce furent donc les Berbères almohades qui ouvrirent le Maroc aux Arabes, leur livrant même les plaines atlantiques ainsi que les steppes du sud et de l'est de l'Atlas (Idriss, 1991 : 89).

Sous le règne de Jacoub al Mansour (1184-1199), les tribus arabes Riyah, Jochem, Athbej, Sofyan Khlot, Atrej et Zoghba reçurent ainsi l'autorisation de s'installer dans les riches plaines atlantiques, alors peuplées par plusieurs tribus masmouda aujourd'hui disparues, dont les Doukkala, les Regrada, les Dghoug, les Maguer, les Mouctaraia, les Barghwata et les Hazmir Benhima (2008 :106 et suivantes).

Ces Berbères furent en partie refoulés vers l'Atlas, cependant que ceux qui restèrent s'assimilèrent peu à peu aux Arabes ; à telle enseigne qu'aujourd'hui, la plupart des habitants des Doukkala sont persuadés qu'ils

sont d'origine arabe.

Certains Beni Maqil se dirigèrent ensuite vers la Mauritanie actuelle où ils donnèrent naissance aux tribus Hassan.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES ÉTATS DU MAGHREB (XIII^e - XVI^e)

Après les Almohades, trois autres dynasties berbères dominèrent le Maghreb, les *Hafçides* (1229-1574) à Tunis, les *Abd el-Wadides* ou *Zayyanides* (1235-1554) à Tlemcen et les *Mérinides* (1258-1420) au Maroc.

Ces trois pôles politiques maghrébins qui rappelaient les trois royaumes berbères pré- Romains (voir page 72), eurent des orientations différentes :

- À l'extrême ouest, le Maroc exerça une influence à la fois vers le sud

saharien, vers la péninsule ibérique et, quand il était puissant, vers l'est maghrébin et le royaume de Tlemcen.

- À l'est, le royaume de Tunis fut en quelque sorte « à cheval » entre l'Égypte et le Maroc, regardant à la fois vers l'est et vers l'ouest, véritable « pont » entre l'Orient et l'Occident musulmans.

- Au centre, le royaume Abd-el-Wadide de Tlemcen, fut comme pris en tenaille par ses deux voisins, réussissant à certains moments à desserrer leur étreinte, mais devant le plus souvent la subir.

La crise du XVI^e siècle

Au début du XVI^e siècle, le Maghreb qui ne s'était pas encore remis de la saignée démographique provoquée par la Grande Peste de 1384 et des dévastations résultant de l'intrusion des tribus arabes durant les siècles précédents, subit une double conquête, turque à l'est et ibérique à l'ouest.

Alors que la Chrétienté s'organisait en États-nations de plus en plus structurés et puissants, Tlemcen mais également Fès et Tunis ne parvenaient plus à dépasser le cadre de la Cité-État. Le reste de la région se morcela et les ports, repliés sur leur immédiat *hinterland*, devinrent le plus souvent des sortes de républiques vivant de la Course et menant leurs politiques indépendamment les unes des autres, signant des accords avec telle ou telle puissance chrétienne.

Cette situation explique en grande partie à la fois la conquête par le Portugal d'une large façade maritime au Maroc (voir page 148) et la poussée turque au Maghreb.

La poussée turque

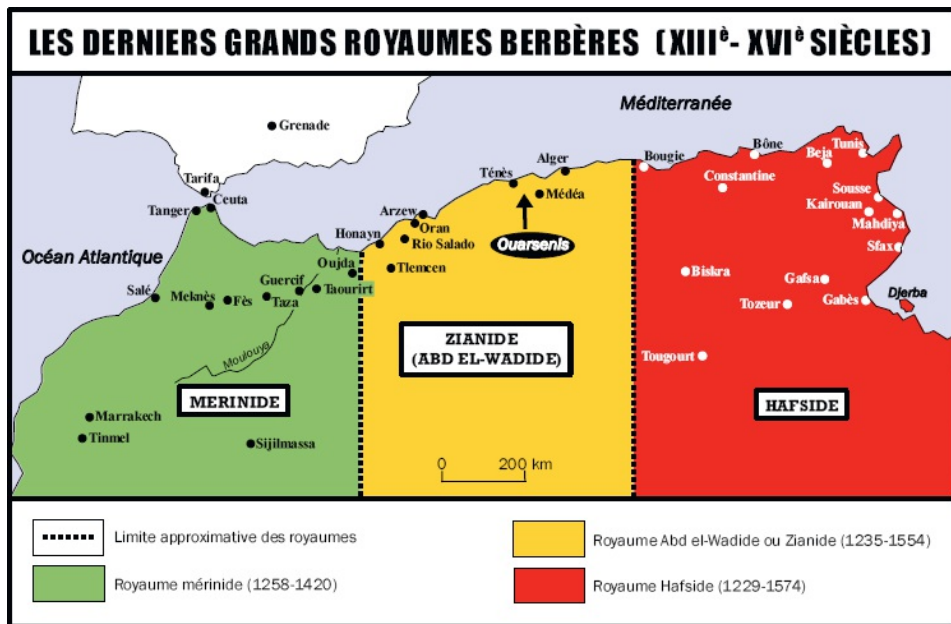
Lancés dans une formidable entreprise de prise en tenaille et de conquête de la chrétienté, les Ottomans menèrent une double offensive, à la fois vers la mer Noire et le cœur de l'Europe et au sud de la méditerranée.

Avançant depuis l'Égypte et après avoir subjugué la Cyrénaïque puis la Tripolitaine, ils balayèrent les royaumes maghrébins orientaux comme des fétus de paille, qu'il s'agisse de celui des Hafside ou de celui des Zianides.

Ils marchèrent ensuite en direction du Maroc afin de tenter de prendre l'Espagne par le sud, mais l'alliance marocoespagnole mit leur plan en échec. Le Saadien Mohammed Ech-Cheikh al-Mahdi qui régna un peu moins de quatre ans sur le Maroc (1554-1557) redoutait la menace ottomane et c'est

pourquoi il s'allia aux Espagnols installés à Oran. Pour lui, le danger représenté par les Turcs était réel car s'ils voulaient envahir l'Espagne, ils étaient dans l'obligation de prendre pied au Maroc. Mohammed Ech-Cheikh, al-Mahdi, héros de la guerre sainte contre les chrétiens, se retrouva donc allié au roi d'Espagne, champion de la Chrétienté, contre l'Empire ottoman, principale puissance musulmane de l'époque.

En 1556, Hassan Corso caïd turc d'Alger décida de marcher sur Fès, mais le comte d'Alcaudete, gouverneur espagnol d'Oran l'attaqua sur ses arrières. L'armée turque fut alors contrainte de faire demitour et Hassan Corso prit la décision de faire assassiner Mohammed Ech-Cheikh al-Mahdi.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE SULTANAT *MAMELOUK* (1250-1517)

Corps d'élite à recrutement racial, les *Mamelouks* étaient des esclaves guerriers exclusivement blancs, d'origine slave, turque ou caucasienne, les Noirs ou les Asiatiques ne pouvant en aucun cas en faire partie (Ayalon, 1996 :19).

Les *Mamelouks* égyptiens furent d'abord importés depuis l'Asie centrale - populations turques -, puis de la Russie méridionale et surtout du Caucase.

Les *Mamelouks* qui venaient de la mer Noire, les *Kipcak*, étaient vendus par les Génois.

À partir du moment où les Ottomans coupèrent les détroits, les *Mamelouks du Khanat du Kipcak* furent moins nombreux qu'auparavant et c'est au Caucase qu'ils furent désormais achetés et ce fut pourquoi l'ethnie des Circassiens domina. Avec ces derniers, l'ethnisation de la caste *mamelouke* s'accrut.

Le 12 novembre 1250, les Mamelouks assassinèrent le sultan Turanshah (1249-1250) et ils proclamèrent sultan l'un d'entre, Koutouz, qui fut le premier des quarantecinq sultans mamelouks qui régnèrent sur l'Égypte durant deux cent cinquante-huit ans (Mansouri, 1992 : 31) ; Holt (1975).

Le second sultan *mamelouk*, Baybars (1260-1277), assassina Koutouz et incorpora la Syrie à l'Égypte, faisant du sultanat mamelouk la principale puissance musulmane de son temps. Triomphant des Croisés, il leur enleva Jaffa, Césarée, Safad, le Krak (Al Karak) et Antioche. Il combattit également les Arméniens et les Nubiens chrétiens du royaume de Dongola.

Kalaoun (1279 ou 1280-1290) fidèle et proche compagnon de Baybars poursuivit sa politique. Il eut ainsi à son tour à faire face à la menace mongole et, ne voulant pas avoir à affronter une éventuelle coalition, il écarta le danger que représentaient les États croisés en signant avec Bohémond de Tripoli, les Hospitaliers et les Templiers, une trêve de dix années. Il se tourna ensuite vers les forces d'invasion mongoles commandées par Mangoutimour qui avait reçu le renfort des troupes arméniennes du roi Léo III ainsi que de contingents géorgiens. En octobre 1281, devant Homs, les Arméniens firent plier les *Mamelouks*, mais la fortune des armes changea de camp au moment où Mangoutimour fut blessé, ce qui provoqua le repli de l'armée mongole qui repassa l'Euphrate.

Sous Nasir Mohamed ibn Kalaoun (1294-1340) la réalité du pouvoir fut exercée par un Mongol nommé Kitbuga qui se proclama sultan en 1295.

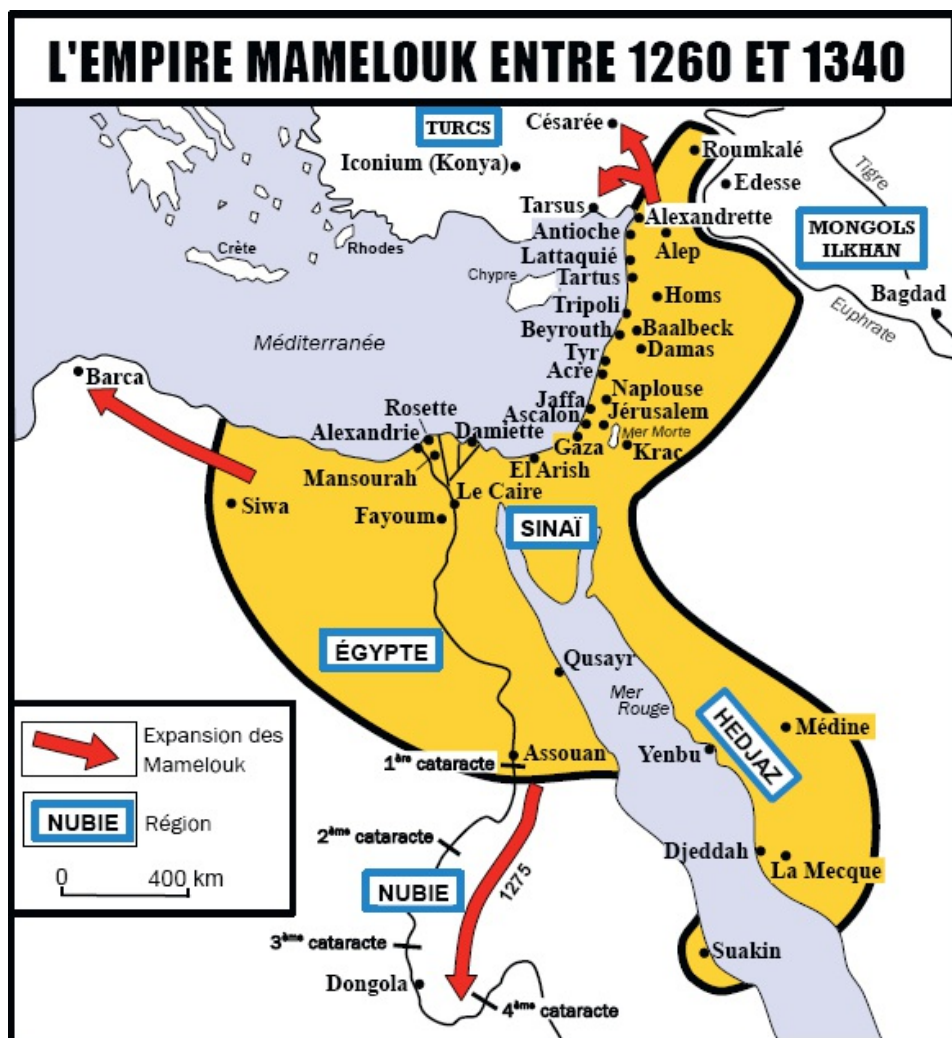
En 1296, Ladjin, un Mamelouk, caucasien se proclama sultan avant d'être assassiné au mois de janvier 1299. Les Mamelouks remirent alors Nasir Mohamed ibn Kalaoun sur le trône.

À la fin de l'année 1299, avec leurs alliés arméniens, les Mongols franchirent à nouveau l'Euphrate. À la bataille de Homs, une armée *mamelouke* fut vaincue puis Alep et Damas tombèrent. La contre-attaque *mamelouke* eut lieu au mois d'avril 1303 et les Mongols furent écrasés à la bataille de Mardj al-Saffar, dans la région de Damas.

En 1309, Nasir Mohamed ibn Kalaoun (1294-1340) abdiqua et Rukn al-Din

Baybars, un Caucasiens de Circassie, fut élu sultan sous le nom de Baybars II. Mais Nasir Mohamed ibn Kalaoun changea ensuite d'avis et il entra en campagne contre lui, appuyé par les gouverneurs *mamelouks* de Syrie. Baybars II décida d'abdiquer mais il fut mis à mort.

La période comprise entre les années 1340 et 1517 fut ensuite celle d'une lente décadence aboutissant à la fin du sultanat *mamelouk* et à la prise du contrôle de l'Égypte par les Ottomans (Hathaway, 1997).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

FÈS, CAPITALE CULTURELLE DU

MAROC

Fès fut fondée en 789 par Idriss 1^{er} (788-791) dans une cuvette située sur la rive droite de l'oued Fès, au cœur d'une riche zone agricole. Cette première ville eut pour nom *Madinat Fès* et s'élevait au cœur de l'actuel *quartier des Andalous*.

Le fils d'Idriss 1^{er}, Idriss II (803-828), créa en 809, sur la rive gauche de l'oued Fès un pôle administratif, avec palais royal et mosquée, entouré de murailles. Cette ville nouvelle baptisée *Al Aliya* (la ville haute) s'élevait au cœur de l'actuel *Quartier des Kairouanais*.

C'est à partir de ces deux noyaux urbains que la cité se développa pour connaître un essor remarquable.

En 818, de sanglantes émeutes éclatèrent à Cordoue, en Espagne, et des centaines de familles s'exilèrent alors, quittant *Al-Andalus* pour trouver refuge au Maroc. Elles s'installèrent à *Madinat Fès* donnant leur nom au quartier qu'elles fondèrent, le *quartier des Andalous*.

Sur la rive gauche, à *Al Aliya*, ce furent des Arabes chassés de Kairouan (voir page 128) qui donnèrent à cette partie de la ville le nom de *Quartier des Kairouanais*.

En 895, la célèbre mosquée *Quaraouiyine* fut fondée, devenant rapidement un des plus hauts lieux d'enseignement spirituel et culturel de tout le monde musulman.

Sous la dynastie des *Almoravides* (1055-1147), les deux villes furent unifiées. Leurs enceintes respectives furent rasées et elles furent réunies en une seule cité enfermée par une enceinte d'ensemble par le sultan Youssef ben Tachfine (1061-1107). Dès lors, elles ne formeront plus que des quartiers au sein de la même ville.

Aux XII^e et au XIII^e siècles, sous les *Almohades*, la ville connaît un considérable essor économique et devient le principal centre artisanal du Maghreb.

C'est aux xive et XV^e siècles, sous la dynastie *Mérinide* et plus particulièrement durant les règnes d'Abou er-Rabi (1308-1310) et d'Abou said Othman (1310-1331) que la ville atteint son apogée en redevenant capitale du royaume.

Elle connaît un développement spatial considérable avec la création d'une ville nouvelle, *Fès Jdid* (ou Fès la Nouvelle) par opposition à *Fès el Bali* (Fès la Vieille), construite à l'ouest des fortifications et où le palais royal, les riches demeures, un important quartier administratif et une citadelle s'édifièrent bientôt.

À cette époque, Fès est non seulement la capitale politique, religieuse et

économique du Maroc, mais aussi un des principaux centres de tout le monde islamique. De ce temps datent plusieurs *medersas* (centre d'enseignement coranique) accueillant des étudiants venus de tout le monde musulman. Parmi elles, la *medersa el Attarin* est considérée comme le chefd'œuvre de l'art *mérinide* de Fès.

Durant les règnes des sultans *Beni Wattas* ou *Wattassides* (1420-1554), Fès entra en décadence accélérée en 1471 par un tremblement de terre qui la détruisit partiellement. Quand les Saadiens s'en emparèrent en 1554, ce n'était plus qu'une ville ruinée qui allait s'effacer au profit de Marrakech, sa grande rivale du sud.

Le déclin définitif de Fès se produisit durant le protectorat français (1912-1956) quand elle perdit son rôle administratif au profit de Rabat, son rôle économique au profit de Casablanca, tandis que sa rivale Meknès, principale garnison française au Maroc, devenait le cœur de la région d'agriculture moderne et exportatrice en raison de l'installation de nombreux colons. Cependant, le rôle culturel et religieux de la ville demeura et c'est à Fès que naquit le mouvement nationaliste au sein de l'élite bourgeoise de la cité.

LA VILLE DE FÈS DU IX^e SIÈCLE AU XIV^e SIÈCLE

LES DEUX VILLES DE FÈS AU IX^{ème} SIÈCLE

Quartier des Kairouainais

Mosquée Ech Charfa

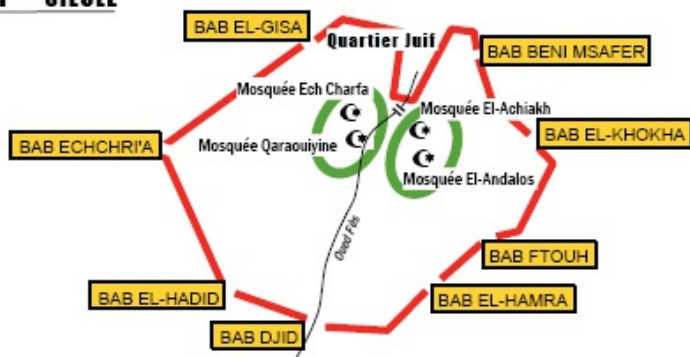
Mosquée Qaraouiyyine

Quartier des Andalous

Mosquée El-Achiakh

Mosquée El-Andalos

FÈS AU XI^{ème} SIÈCLE

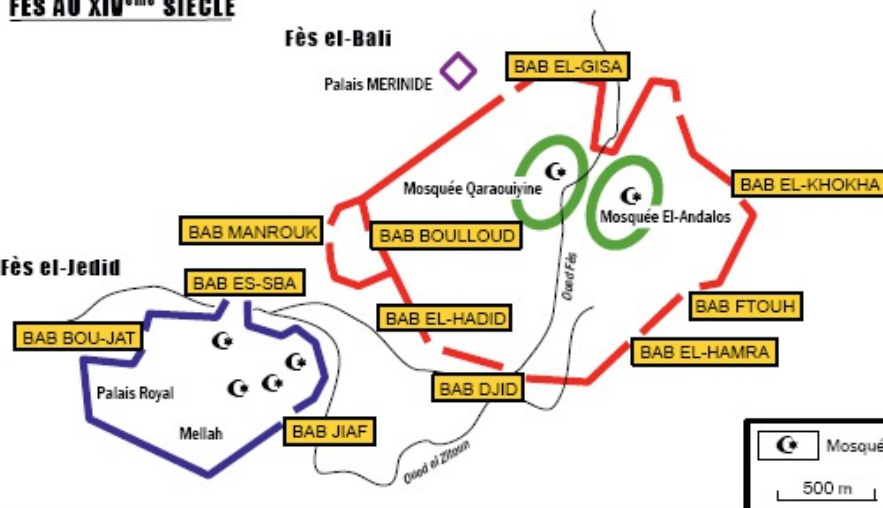


FÈS AU XIV^{ème} SIÈCLE

Fès el-Bali

Palais MERINIDE

Fès el-Jedid



LE COMMERCE TRANSSAHARIEN

Dans la zone contact entre les mondes saharien et sahélien apparurent les grands empires urbanisés de l'ouest africain : Ghana, Mali et Songhay (ou empire de Gao).

Fondés pour et par le commerce, ces empires sahéliens définirent une priorité : la défense des carrefours sahariens et le maintien du monopole des transactions entre l'Afrique du Nord et le Sahel (Cuoq, 1975).

Dès les premiers temps du commerce transsaharien, les routes partaient de Sijilmassa afin d'atteindre Ghana. Sijilmassa était comme le port du nord du Sahara, le point obligé pour les caravanes allant vers le sud ou en revenant.

Plaque tournante et plus encore, lien entre l'Afrique blanche et l'Afrique noire, Sijilmassa était fréquentée par des commerçants venus de Fès, de Tlemcen et de toutes les villes littorales ou intérieures du Maroc (Lessard, 1969).

Cette position carrefour apparaîtrait comme évidente lorsque l'on compte les jours de marche séparant la ville des pôles commerciaux de la région : 9 à 11 jours pour Fès ; 50 jours pour Kairouan ; 12 jours pour Tamedelt et 60 pour Ghana.

Sijilmassa était également favorisée au point de vue agricole. L'eau y était en effet abondante, permettant des récoltes que les caravanes achetaient.



Ces possibilités constituaient un atout considérable car, « porte du désert », la ville offrait toutes les possibilités de ravitaillement aux caravanes venues du nord et qui devaient s'y munir pour les deux mois de marche à travers 1500 à 1800 kilomètres de désert.

Tout le sud du Maroc s'enrichissait à partir de Sijilmassa.

Le fret caravanier venu du sud consistait en or produit au Bambouk, à proximité du fleuve Sénégal, au Bouré sur le Niger et au Lobi sur la Volta.

Mais l'or n'était pas le seul produit fourni par le sud. L'ambre gris, la gomme arabique, les peaux d'oryx destinées à la fabrication de boucliers, les peaux de léopard, de fennec, les esclaves alimentaient également le commerce transsaharien.

Le Maroc fournissait au monde noir des articles de luxe, produits de l'artisanat comme les bijoux, les armes, ou les étoffes, mais aussi des produits d'usage courant comme les ustensiles de cuisine, la poterie, les tissus ordinaires, les couteaux, les miroirs, etc.

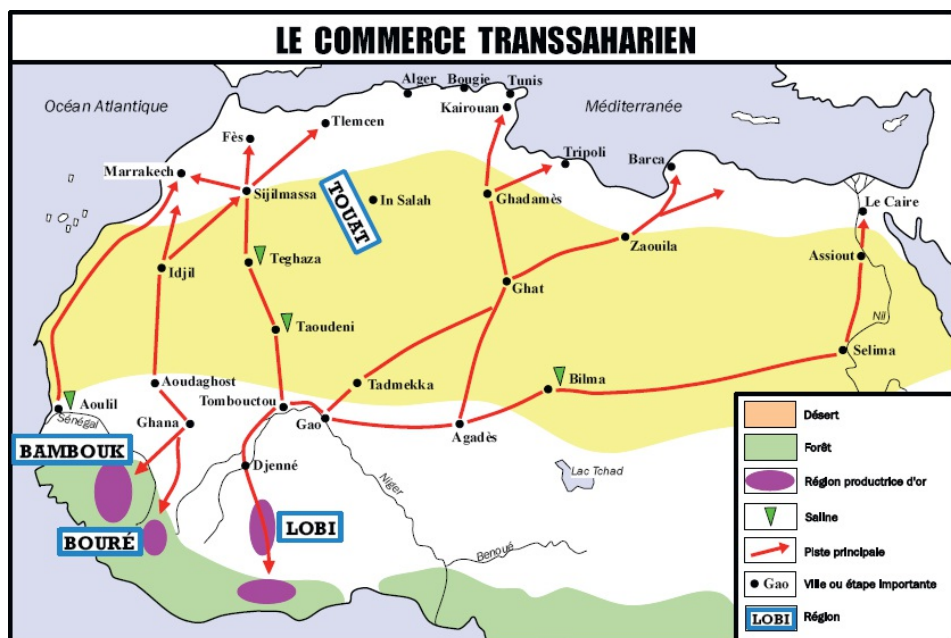
Les productions agricoles comme le blé, les fruits secs, les dattes entraient également pour une large part dans ce commerce, sans oublier les chevaux.

À partir du xive siècle, le grand axe transsaharien qui permettait de relier Sijilmassa-Oualata et le Bambouk ou Oualata-Taoudeni et Tombouctou s'effaça peu à peu au profit des pistes orientales qui, par Ghat et Zaouila, conduisaient en Libye et en Égypte. Le monde économique ouest africain bascula ainsi peu à peu vers le nord-est, mais surtout vers le sud avec

l'installation portugaise sur le littoral africain (voir page 150).

C'est alors que le monde économique ouest africain commença à basculer peu à peu vers le nord-est.

Puis, à la fin du XIV^e siècle, la ville de Tombouctou se développa et devint le principal pôle commercial de la région. L'historien et chroniqueur marocain Ibn Battouta qui s'y rendit a décrit la ville et les routes qui y menaient (Devisse, 1972).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE ROYAUME DE GHANA

Le royaume (ou empire) de Ghana fut fondé par des Soninké¹.

Ce furent peut-être des Berbères karijites qui ouvrirent la route commerciale transsaharienne qui partait de Tahert vers Sijilmasa, autre centre karijite fondé en 757, puis vers Aoudaghost et Ghana.

Au nord de Ghana, le royaume d'Aoudaghost fut fondé au IX^e siècle par des Berbères.

À partir du IX^e siècle, les Berbères de l'ouest saharien furent semble-t-il rassemblés par les Sanhaja qui constituèrent une vaste confédération

regroupant sous leur autorité les Lamtouna, les Mésoufa et les Goddala (Djoddala).

En 836 ou en 837, sous la direction de Tiloutan, un de leurs chefs, ils firent passer sous leur autorité les tribus qui vivaient dans la région d'Aoudaghost. En 990, le royaume fut conquis par le Ghana qui élimina ainsi un rival, tout en lui ravissant son rôle d'intermédiaire².

Le Ghana fut d'abord concurrencé et même menacé par le Tekrour qui attirait le commerce de l'or vers la route transsaharienne la plus occidentale, celle qui longeait l'Atlantique (carte page 135).



Le royaume du Tekrour semble avoir été fondé au IX^e ou au X^e siècle par la dynastie peule des Dia Ogo.

Vers 980, elle fut remplacée par les Manna dont les souverains se convertirent à l'Islam avant de se rallier au mouvement almoravide.

Des Soninké païens prirent ensuite la tête du royaume et réussirent à en assurer l'indépendance jusqu'à la conquête par le Mali à la fin du XIII^e siècle.

La décadence de Ghana eut plusieurs causes :

- La première est climatique : à partir de 1100 apr. J.-C., la désertification reprit, or, le Ghana était situé en limite du désert.
- De nouveaux gisements aurifères entrèrent en production dans le Bouré, en pays malinké, dans des régions qui n'étaient pas tournées vers le fleuve Sénégal mais vers le Niger.
- La principale raison tient à l'invasion almoravide qui se fit à la fois vers le nord et vers le Maroc comme nous l'avons vu page 122-123, mais aussi vers le cœur du Sahel.

À partir des années 1050, les Berbères sahariens qui avaient rejoint ce mouvement avaient en effet commencé à razzier le Ghana après avoir conquis ou du moins vassalisé et en partie islamisé le Tekrour (le futur Fouta

L'EMPIRE DU MALI

L'Empire du Mali ou empire Mandingue qui s'est constitué au XIII^e siècle a eu une brève existence puisque son apogée se situe au XIV^e siècle et sa disparition au XV^e.

C'est de l'année 1235 qu'est datée la naissance du Mali avec la victoire de Soundiata sur les Sosso qui avaient constitué un royaume au nord du Bouré.

Le Mali est le résultat d'une vaste entreprise de conquête réalisée par Soundiata qui, en moins d'un demi-siècle, constitua un Empire allant de l'Atlantique à la boucle du Niger, sur une longueur de 2000 km. Cette entité englobait tout ou partie des actuels États de la Guinée, de la Gambie, du Sénégal ainsi que l'extrême sud de la Mauritanie, du Niger et du Mali actuels.

Selon les traditions, le nom de Mali viendrait de ce que, après ses victoires, Soundiata se serait adressé aux chefs vaincus qui appartenaient aux ethnies Malinké, Bambara, Sosso, Soninké, Dyula et Peul en ces termes :

« Tous les rois qui ont lutté contre moi et qui ont été vaincus conserveront leurs royaumes. L'animal le plus puissant, aussi bien dans l'eau que la terre est l'hippopotame (« mali » en bambara) et tous ensemble, nous formons une force encore plus importante que celle de l'hippopotame et c'est pourquoi l'empire aura pour nom Mali. »

Le déclin du Mali qui fut graduel après le XIV^e siècle est illustré par un phénomène de glissement de son cœur politique vers l'est, parallèlement à la perte du contrôle des axes commerciaux transsahariens centraux et orientaux au profit du Songhay qui prit le contrôle des marchésfoires de Tombouctou et de Djenné.

Le Mali fut dès lors confronté à quatre dangers :

- au nord, les Touareg lui enlevèrent sa façade saharienne par laquelle il commerçait avec le Maghreb ;
- à l'est, le Songhay, lui coupa l'accès à la boucle du Niger, donc aux routes caravanières menant vers la Tripolitaine et vers l'Égypte ;
- à l'ouest les Fulbé (Peul) Denianke lui interdirent l'accès à la région de Ghana, donc aux routes transsahariennes les plus occidentales, dont celle

longeant l'océan atlantique ;

- sur le littoral, les navires portugais commençaient à fournir les peuples côtiers en produits et marchandises qu'ils avaient jusque-là l'habitude de recevoir depuis le nord, c'est-à-dire depuis le Mali.

Se tournant de plus en plus vers la mer, ils se détachèrent donc de l'Empire du Mali et certains se constituèrent même en royaumes, à l'image du Salum (Saloum), du Wuli (Wouli) et du Cantor qui naquirent au XVI^e siècle de la dislocation de ce qui avait été la province gambienne du Mali.

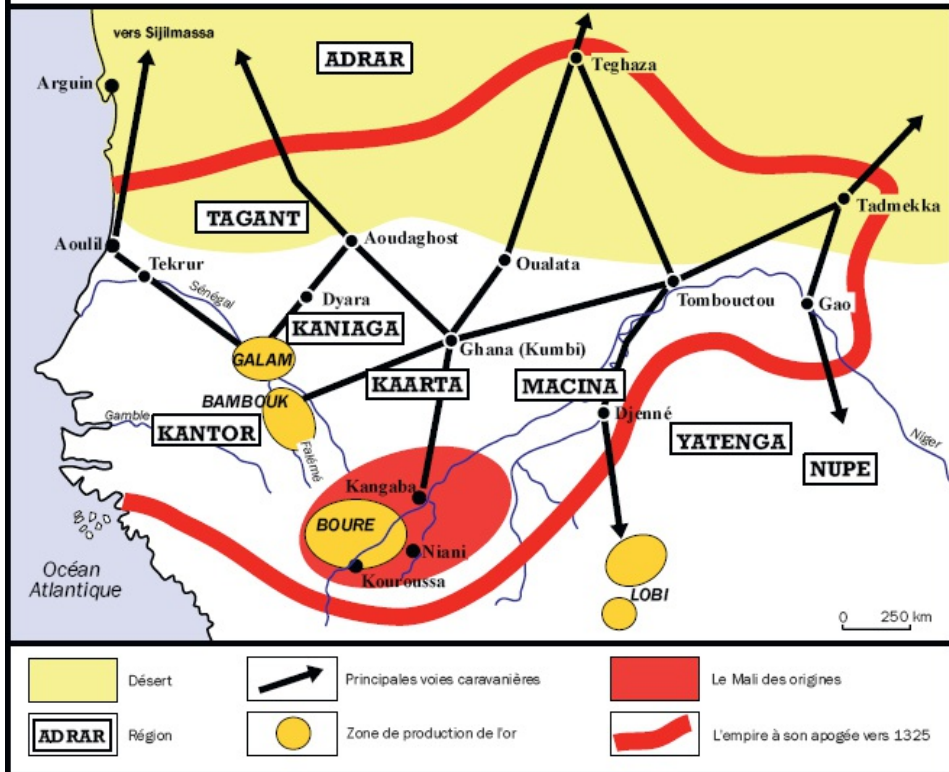
Pour ce dernier, ce fut le coup de grâce car il perdait l'unique fenêtre maritime par laquelle il aurait pu devenir le partenaire privilégié des Portugais.

Au moment de l'expédition marocaine du Niger, à la fin du XVI^e siècle (voir plus loin page 160), Mahmoud IV du Mali tenta de s'emparer de Djenné afin de rouvrir une route transsaharienne, mais il fut défait par les Marocains.

Dès lors, les provinces s'émancipant, l'Empire disparut. Sur les ruines de l'unité impériale naquirent alors plusieurs entités dont les plus importants furent les royaumes bambara de Ségou et du Kaarta.

Quant au Mali, sa dynastie se replia sur son foyer d'origine, en zone forestière, abandonnant le grand commerce international de l'or au profit de celui, totalement africain et régionalement centré, de la noix de kola.

L'EMPIRE DU MALI (XII^e - XIV^e SIÈCLE)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

1. Elle trouva la mort à proximité d'un puits qui porte encore son nom, Bir Kahina, à environ 50 km au nord de Tobna.
1. Pour l'identification de son véritable itinéraire, voir Moderan (2003 et 2005 : 440-441).
1. Sur les Fatimides en général, voir Hrbek (1997 : 248-265) et sur les Fatimides au Maghreb, voir Dachraoui (1981). Les Fatimides tirent leur nom de Fatima, fille du prophète et épouse d'Ali (Décret, 2003)
1. Selon l'expression de Charles-André Julien (1994 : 435).
1. Les portes ainsi que les cloches de la cathédrale furent rapportées à Cordoue.
2. Ce terme vient de l'arabe *ta'ifa* qui signifie faction.
1. Almohade vient de l'arabe *al-Muwahidoun* qui signifie les unitariens car l'essentiel de la théologie d'ibn Toumert était l'unité de Dieu.
2. Pour tout ce qui concerne Ibn Toumert et le phénomène mahdiste chez les Almohades, voir Laroui (1993 : 9-13), Zniber (1993 : 15-29) et Levy (1993 : 31-45). Sur le mahdisme en général, on se reportera à Kaddouri (1993a et b) et à Garcia-Arenal (1993 : 95-117).

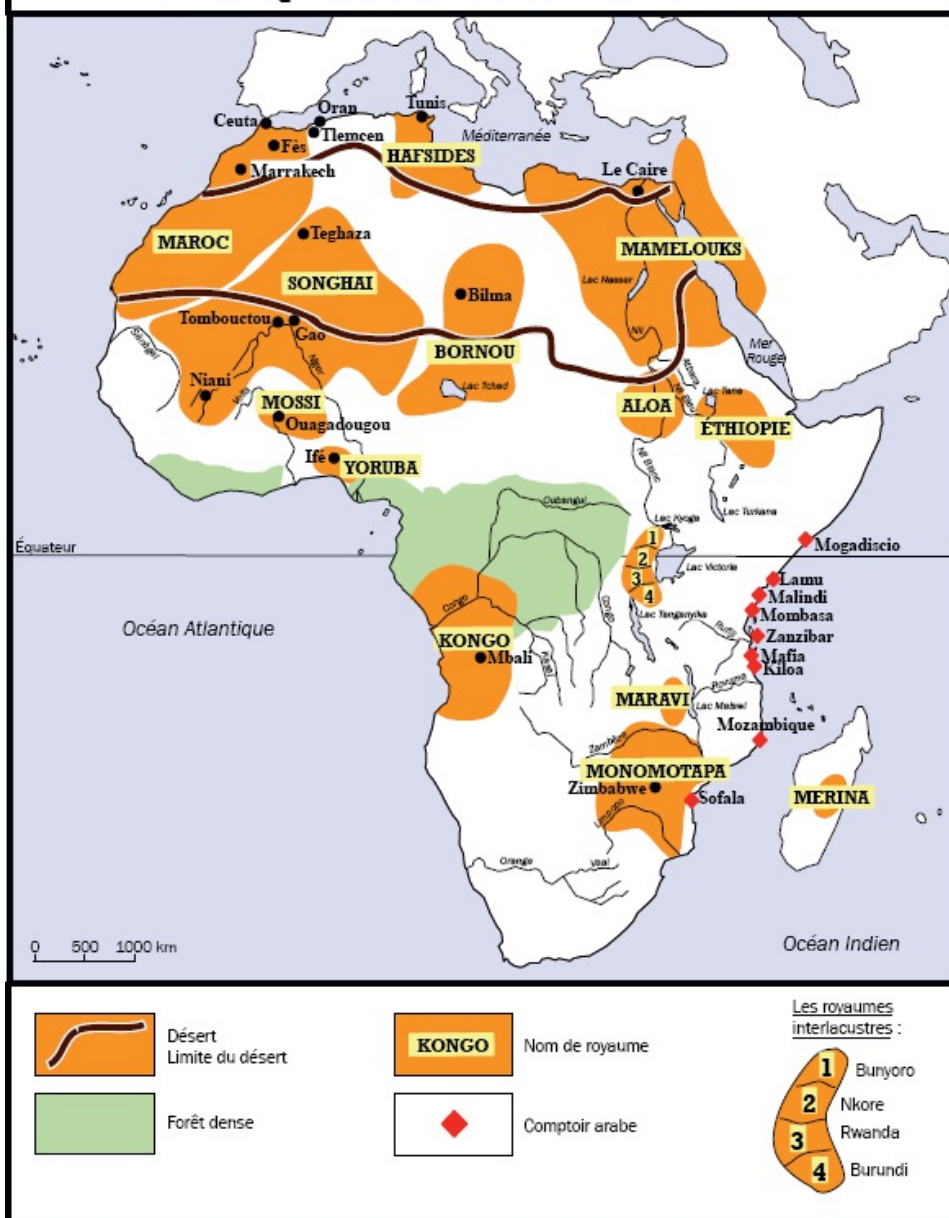
1. Les Soninké constituent un important groupe ethnique qui se retrouve aujourd'hui au Sénégal, au Mali, en Guinée. Ils sont également appelés Sarakolé ou Marka. En Guinée, les Soninké ont été absorbés par les Malinké.
2. Les Soninké étaient les intermédiaires entre les caravaniers berbères venus du nord et les colporteurs (dioulas) en majorité malinké qui acheminaient vers le Ghana l'or et les productions forestières.
3. Les peuples de langue mandé (mandingue) occupent ainsi aujourd'hui un espace beaucoup plus vaste que leur territoire d'origine au XII^e siècle.

DE LA DÉCOUVERTE PORTUGAISE À LA VEILLE DE LA COLONISATION

Ruine de Zimbabwe



L'AFRIQUE DU XV^e AU XVI^e SIÈCLE



LA ROUTE DES INDES

En 1413, les marins portugais découvrirent les îles de Madère et de Porto Santo puis, en 1439 ce fut le tour de l'archipel des Açores. En 1434, Gil

Eanes franchit le cap Bojador qui, jusque-là, était considéré comme le terminus de la navigation, comme un point de non-retour compte tenu des moyens de la navigation de l'époque.

À partir de cette date, la véritable découverte portugaise put donc commencer, d'autant plus qu'un nouveau type de navire, la « caravelle », commençait à naviguer qui allait devenir le symbole de l'exploration maritime portugaise.

Encouragés et soutenus par l'infant Henri, les marins portugais poussèrent toujours plus loin.

À la suite du couronnement de Jean II en 1481, une accélération fut donnée au mouvement de découverte.

Au mois d'avril 1483 Diego Cao atteignit l'embouchure du rio Poderoso, l'actuel fleuve Zaïre. En 1486, il entreprit un second voyage encore plus loin vers le sud, mais son navire se perdit corps et biens, probablement au sud du Cap Cross.

Le 25 décembre 1487, Bartolomeu Diaz de Novaez atteignit la baie d'Angra Pequena sur le site de l'actuelle ville de Luderitz, en Namibie. Au mois de janvier 1488, il longea le littoral atlantique entre l'embouchure du fleuve Orange et le *Cap des Tempêtes* (Cap de Bonne-Espérance), qui fut doublé sans que les navigateurs s'en rendissent compte.

Le 3 février 1488, les navires portugais jetaient l'ancre dans la baie de Mossel (Mossel Bay).

Les navires reprirent ensuite la mer jusqu'à l'embouchure de la rivière Keiskamma (voir carte page 187). Le 12 mars 1488, devant les risques de mutinerie, Bartolomeu Diaz, décida de rebrousser chemin alors qu'il n'était plus qu'à quelques jours de navigation du premier comptoir arabe du Mozambique.

En 1494 le traité de Tordesillas fut signé entre l'Espagne et le Portugal qui se partagèrent alors le monde. L'expansion pouvait donc reprendre avec, pour Lisbonne, une priorité : la découverte de la route des Indes.

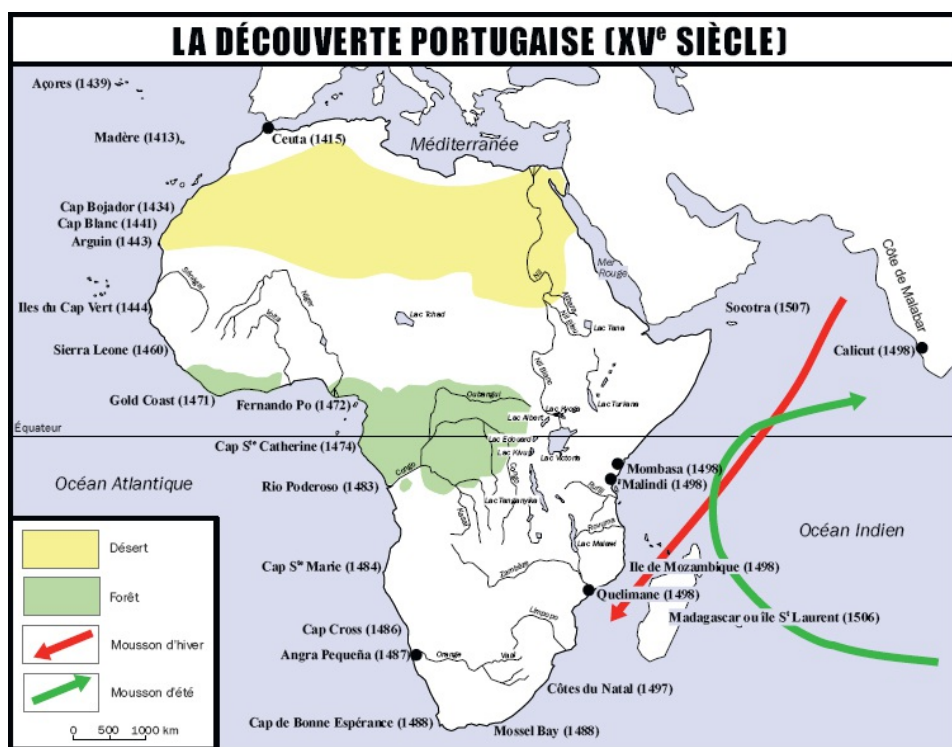
En 1495, Manuel I^{er} succéda à Jean II et le 7 novembre 1497, Vasco de Gama jeta l'ancre dans la baie de Sainte-Hélène, au nord-ouest du Cap de Bonne Espérance qu'il doubla le 22 novembre. Puis, il « remonta » le long du littoral de l'actuel Zululand qu'il baptisa Natal, car sa découverte se fit le jour de Noël 1497.

Le 22 janvier 1498, les Portugais étaient à Quelimane et le 1^{er} mars, ils se présentèrent devant l'île de Mozambique. De là, ils entreprirent une navigation de cabotage le long du littoral de l'Afrique orientale. Le 7 avril 1498, ils échappèrent à un piège tendu par le sultan de Mombasa et le 14 avril 1498 Vasco de Gama mit au mouillage à quelques encablures de Malindi.

Afin de l'en écarter, le sultan lui fournit des vivres et surtout un pilote, lequel lui ouvrit la route des Indes.

Le 27 avril 1498, après 27 jours de navigation, les Portugais étaient à Calicut. Le but mythique de l'épopée lusitanienne était atteint presque un siècle après son commencement (Albuquerque, 1987).

En 1499, l'expédition était de retour au Portugal. Cette découverte marqua la fin du monopole commercial arabe car les Portugais s'employèrent ensuite à couper à ces derniers la route de la mer Rouge. Installés dans des places fortes littorales, ils ne s'intéressèrent pas à l'intérieur de l'Afrique.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES PORTUGAIS AU MAROC

Le 21 août 1415, avec la prise de Ceuta, base de pirates et terminus d'une des principales voies de commerce avec le *bilad al-Sudan*, les Portugais prenaient pied en Afrique du Nord.

Le roi Alphonse V définit ensuite une priorité qui était la conquête des ports du détroit.

En 1458, une flotte attaqua El Ksar Sghir qui fut prise le 23 octobre. Plusieurs fois dans les années qui suivirent, les Portugais échouèrent devant Tanger. Arzila enlevée le 24 août 1471, la route de Tanger était libre et, le 29 août, les troupes portugaises investirent la ville.

Les Portugais firent ensuite porter leurs efforts sur les ports du Maroc atlantique, recherchant toujours plus loin vers le sud les points d'aboutissement du commerce transsaharien.

En janvier 1497, ils débarquèrent à Massa et y édifièrent une factorerie et un fort.

En 1505, le roi du Portugal donna à un particulier l'auto-risation de s'installer à Santa Cruz de Aguer ou Agadir. En 1513, l'établissement végétant, le roi Emmanuel I^{er} le rachètera au nom de la Couronne.

En 1508 le Portugal occupa effectivement Safi et en fit sa principale implantation sur la côte atlantique du Maroc.

En 1513, Emmanuel I^{er} décida la conquête d'Azemmour.



La poterie de Safi

Peu à peu, les Portugais s'installaient donc sur des portions de plus en plus larges du littoral marocain. Le port d'Azemmour sur l'embouchure de l'Oum er-Rbia étant d'accès difficile, les Portugais découvrirent à Mazagan une rade accueillante, plus facilement utilisable. En 1514 ils y commencèrent les travaux d'une forteresse qui restera portugaise jusqu'en 1769.

La conquête portugaise était faite pour durer puisque trois évêchés furent créés, à Ceuta, Tanger et Safi.

Les établissements portugais avaient pour nom les *fronteiras*. Accrochés au littoral, assiégés quasiment en permanence, ils ne survivaient que grâce au ravitaillement qui leur parvenait du Portugal.

En vingt-cinq années, l'empire maritime que Lisbonne avait fondé au Maroc s'effondra. En 1515, un siècle après la conquête de Ceuta, le Portugal subit son premier et très grave échec à la Mamora, quand ses troupes durent rembarquer et évacuer leurs positions.

En 1519 les Portugais connurent une dernière réussite en parvenant à construire une forteresse à Agouz à l'embouchure de l'oued Tensift.

Puis le reflux commença. Il prit un tour véritablement dramatique le 12 mars 1541 quand le Saadien Mohammed Ech-Cheikh al-Mahdi s'empara de la forteresse de Santa Cruz de Aguer.

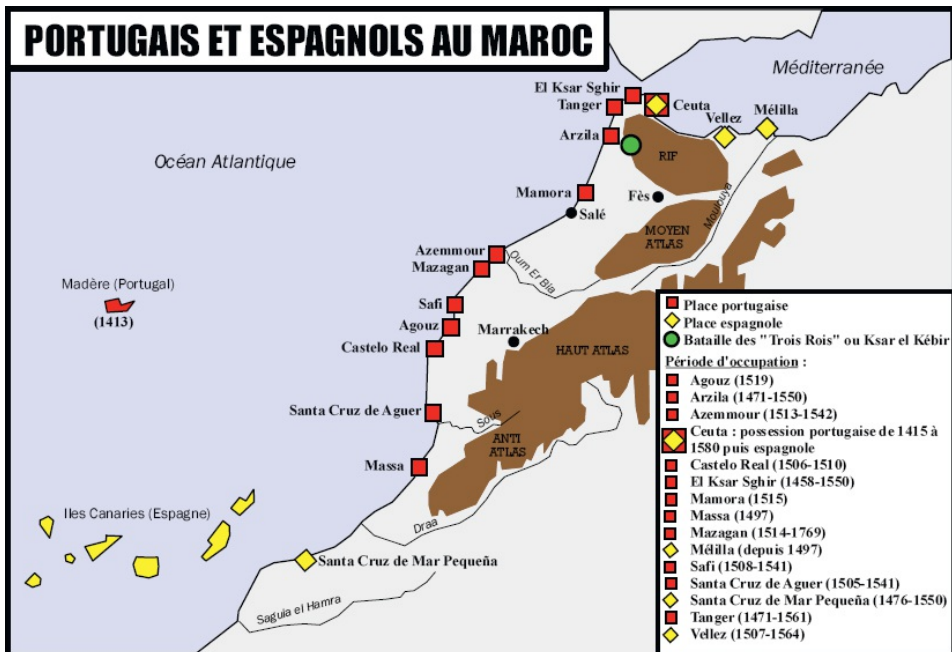
Jean III de Portugal comprit la difficulté qu'il y avait à maintenir les *fronteiras* sur le littoral marocain, et pour un but devenu secondaire depuis que la route des Indes avait été découverte puis ouverte.

Il donna alors l'ordre d'abandonner toutes les places atlantiques à l'exception de Mazagan, relativement facile à ravitailler en raison du bon accès de sa rade.

En 1541 et en 1542 Safi et Azemmour furent évacuées et, en 1550, dans le nord du Maroc, Arzila et El Ksar Seghir le furent également.

Le Portugal ne conservait plus au Maroc que Tanger, Ceuta et Mazagan.

PORTUGAIS ET ESPAGNOLS AU MAROC



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

« CARAVELLES CONTRE CARAVANES »



Jusqu'au XV^e siècle, l'Atlantique sud constitua un véritable mur sur lequel

butait la navigation européenne.

Les relations avec l'Asie se faisaient alors par la voie caravanière terrestre, le long de la « route de la soie », à partir de la mer Noire ou de la Palestine ; ou bien par une voie maritime sous contrôle arabe qui partait d'Alexandrie.

Or, à la fin du XIV^e siècle, l'expansion des Turcs ottomans s'exerça jusque dans les Balkans avant de coiffer la mer Noire, coupant ainsi l'Occident d'une des principales routes de commerce avec l'Asie et rendant la Méditerranée orientale de moins en moins sûre.

C'est alors que l'idée apparut de découvrir de nouvelles voies menant directement aux Indes. À l'extrême fin du XV^e siècle les Espagnols choisirent la route de l'Ouest et c'est ainsi que l'Amérique fut découverte.

Quant aux Portugais, durant plus d'un siècle, ils explorèrent méthodiquement et patiemment la route du Sud, au-delà des rivages africains connus à l'époque.

Pour l'Afrique, la conséquence de ces entreprises fut considérable car les puissances maritimes européennes firent basculer vers l'océan le cœur économique et politique du continent qui, depuis des siècles, battait dans les régions du Sahel.

Ce fut, selon l'historien portugais Magalhaes Godinho (1969) « la victoire de la caravelle sur la caravane ».

En 1443, les caravelles portugaises furent sur le banc ou l'île d'Arguin en Afrique occidentale.

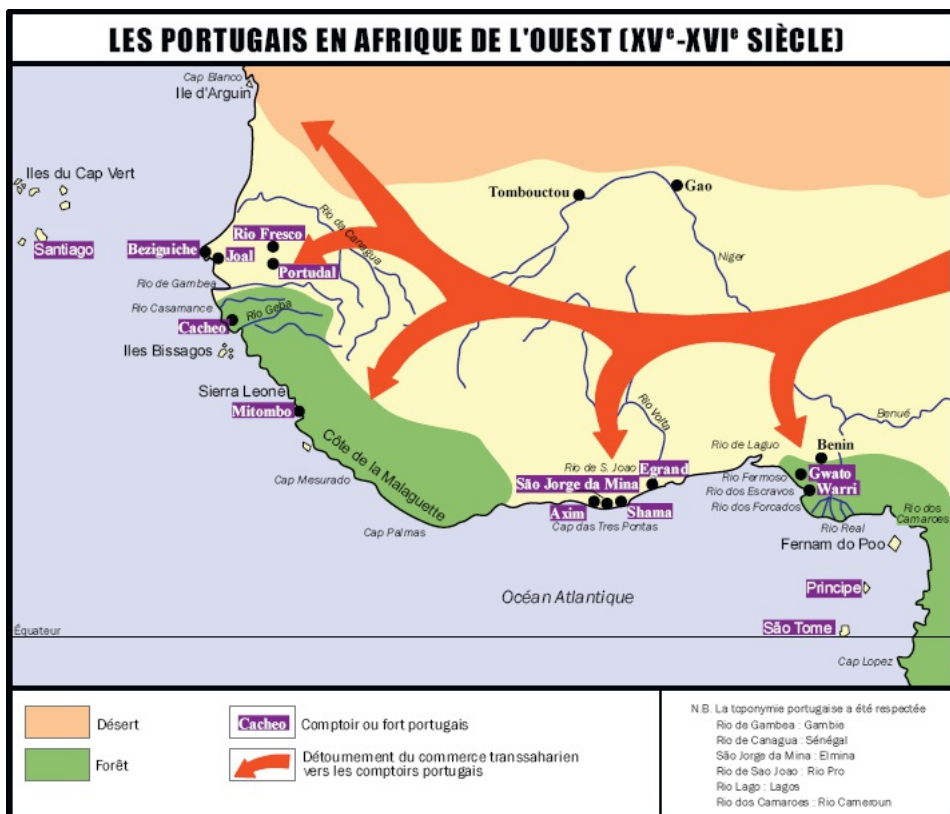
En 1486, les comptoirs d'Axim et de Sao Jorge da Mina furent fondés. Désormais, le commerce de l'or ne se fit plus dans le sens Afrique noire-Méditerranée, mais dans le sens Afrique noire-golfe de Guinée.

Le Maroc reçut donc de moins en moins d'or et son artisanat déclina car les caravelles fournirent désormais aux Africains les produits de l'artisanat portugais en plus grandes quantités et à meilleur coût puisque transportés par les navires et non plus par les dromadaires des caravanes transsahariennes.

Le littoral de l'Afrique noire atlantique, jusque-là marginal dans l'histoire du continent devint, et cela en quelques décennies à peine, le principal pôle économique et politique de tout l'Ouest africain et de puissants royaumes se constituèrent là où les Européens venaient accoster.

Ces derniers firent ainsi basculer vers la mer le cœur économique et politique du continent.

Or, depuis les débuts du commerce transsaharien aux VIII^e- IX^e siècles, il battait dans la région du Sahel où s'étaient succédé, à l'ouest du lac Tchad, de grands empires ou royaumes dont la fonction était d'être les intermédiaires entre l'Afrique du Nord exportatrice de produits de l'artisanat et l'Afrique forestière exportatrice d'or, d'épices et d'esclaves.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'AFRIQUE AUX XVI^e ET XVII^e SIÈCLES

En Afrique du Nord, les XVI^e et XVII^e siècles furent ceux de la vague déferlante ottomane qui se brisa à l'ouest sur l'empire marocain qui s'étendait alors jusqu'à Tombouctou et au fleuve Sénégal.

Au sud de ce dernier, après avoir été fondé au XIII^e siècle, le royaume Wolof

éclata aux XV^e- XVI^e siècles en trois royaumes, le Cayor, le Baol et le Sine-Saloum.

Dans la région du Niger, le royaume bambara de Ségou tenta un temps de combler le vide laissé par la disparition de l'empire songhay et cela, sous l'impulsion de la dynastie des Coulibaly dont le premier souverain, Kaladian Coulibaly régna de 1652 à 1682.

Entre Volta et Niger, le premier royaume mossi aurait été fondé dans la première moitié du XIII^e siècle.

Puis, vers 1495, Naaba Wubri fonda le royaume de Ouagadougou (Wogodogo) dont le souverain portait le titre de Moogo Naaba.

Au nord, vers 1540, fut fondé le royaume mossi du Yatenga qui se détacha du Ouagadougou à la fin XVI^e siècle.

À l'est du Niger et jusqu'au Nil, un chapelet de royaumes ou de principautés plus ou moins islamisés s'égrenait dans la zone sahélienne, depuis les États haoussa, le Kanem, le Baguirmi, le Ouadaï, le Darfour et jusqu'au Kordofan.

Dans la Corne, l'Éthiopie était confrontée à la poussée musulmane qui s'exerçait depuis le littoral à partir du « triangle » afar.

En zone forestière occidentale, l'apparition des États fut plus tardive que dans la savane.

Jusqu'aux XVIII^e- XIX^e siècles une grande partie des actuels Ghana, Libéria, Sierra Leone ainsi que tout l'est de la Côte d'Ivoire étaient largement recouverts par la sylve et donc en partie inhabités. Le royaume ashanti et ceux d'Ifé et d'Oyo se développèrent dans de vastes zones de clairières.

Dans les savanes du sud de la grande forêt de la cuvette du Congo, les royaumes Luba et Lunda se développèrent cependant que vers le littoral atlantique, les royaumes Kongo et Matamba connaissaient de nouvelles définitions résultant de l'installation des Portugais.

Dans la région interlacustre, le chapelet des royaumes de la « vache et de la lance » occupait l'espace situé entre la crête Congo-Nil et le lac Victoria, cependant que plus à l'est, les migrations des Masaï s'étendaient sur la région des steppes.

Sur le littoral de l'océan indien, de Mogadiscio au nord jusqu'à Sofala au sud, les comptoirs musulmans connaissaient une grande prospérité.

Quant à l'île de Madagascar, elle voyait naître le royaume d'Imérina (Mérina).

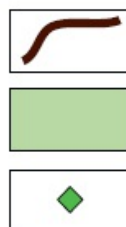
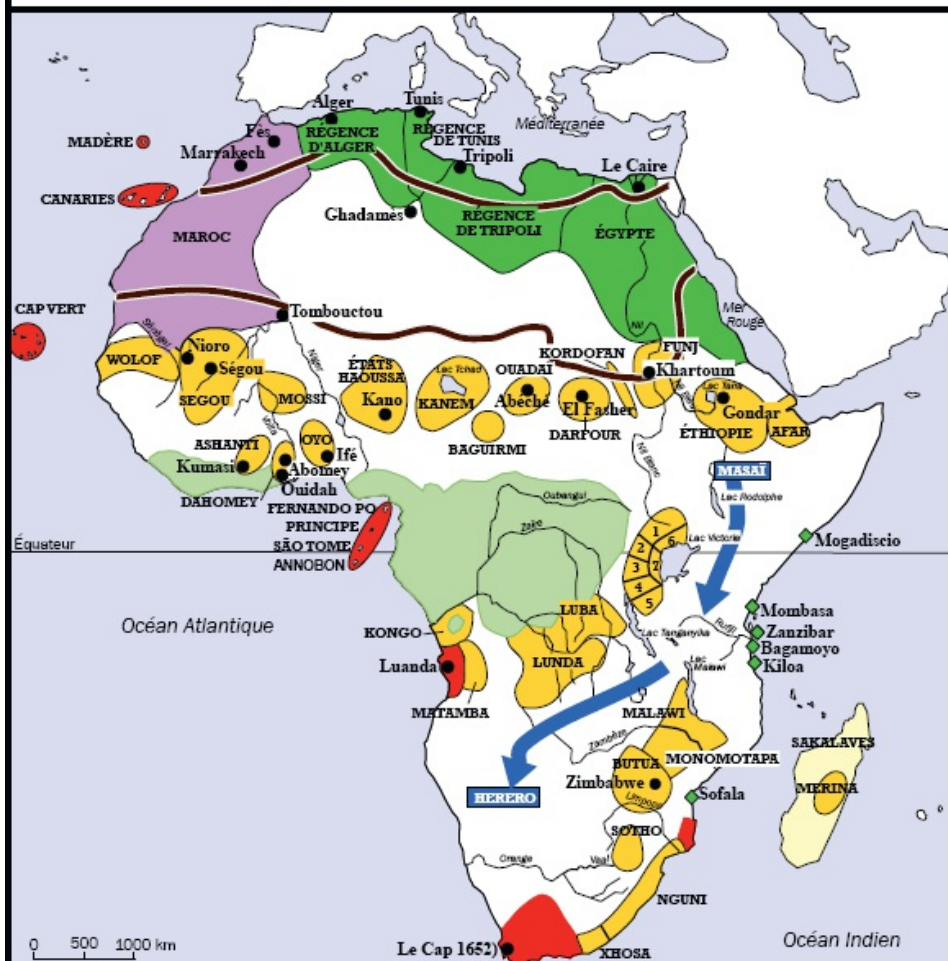
Au sud du Zambèze, le Monomotapa et le Butua tiraient leur prospérité du commerce de l'or réalisé avec les comptoirs littoraux arabo-swahili.

Au sud du Limpopo les Sotho achevèrent leur occupation du plateau central sud-africain cependant qu'entre le Drakensberg et l'océan, la conquête nguni débouchait sur une fragmentation donnant naissance au peuple xhosa.

Après une première implantation insulaire, les Portugais prirent possession de certains points du littoral.

Quant aux Hollandais, c'est en 1652 qu'ils fondèrent le comptoir du Cap, simple étape sur la route de l'Insulinde.

L'AFRIQUE DU XVI^e AU XVII^e SIÈCLE



Désert
Limite du désert

Forêt dense

Comptoir arabe



Suzeraineté turque

Colonisation européenne
(Portugal, Espagne, Hollande)

Royaume

Les royaumes de la zone
interlacustres :



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA COURSE SALÉTINE

La course salétine¹ est antérieure d'un siècle à l'arrivée des Morisques chassés d'Espagne et notamment des Hornacheros (Boucharb, 1992) qui ne firent que prendre la suite d'un mouvement existant en l'amplifiant.

La volonté de revenir à la mer fut peut-être une réponse marocaine à la conquête de son littoral par les Portugais (voir page 148).

Dès le début du XVI^e siècle, les corsaires de Tétouan et de Larache attaquèrent ainsi les navires portugais, tant sur la route des Indes que sur celle des Amériques, cette dernière longeant le littoral marocain avant de s'orienter vers l'ouest et les Antilles.

Sous le règne du sultan Moulay Abdallah el-Ghalib (1557-1574), la flotte de guerre marocaine aligna trente navires et durant le règne de son successeur Mohammed el-Moutaoukil (1574-1576), elle en compta dix de plus (Boucharb, 1992 :91-93)².

À partir de 1609, des Morisques originaires de la ville espagnole d'Hornachos s'installèrent dans la *kasbah* des Oudaïa à Rabat, sur l'estuaire du Bou Regreg.



Capitaine de corsaire (raïs). (Gravure de A. M. Wolffgang, XVII^e)

L'année suivante, en 1610, des Andalous fondèrent Salé-la-Neuve où ils constituèrent une sorte de "république corsaire" en partie indépendante du pouvoir royal.

La flotte corsaire marocaine maraudait sur les grandes voies maritimes de l'époque qui passaient au large du Maroc, provoquant de violentes réactions européennes se traduisant par les bombardements périodiques de ports

marocains ou par des blocus (Aboualfa, 2003). À partir de 1622, l'action des corsaires salétins s'exerça jusque dans la Manche, la mer d'Irlande ou même sur les bancs de Terre-Neuve.

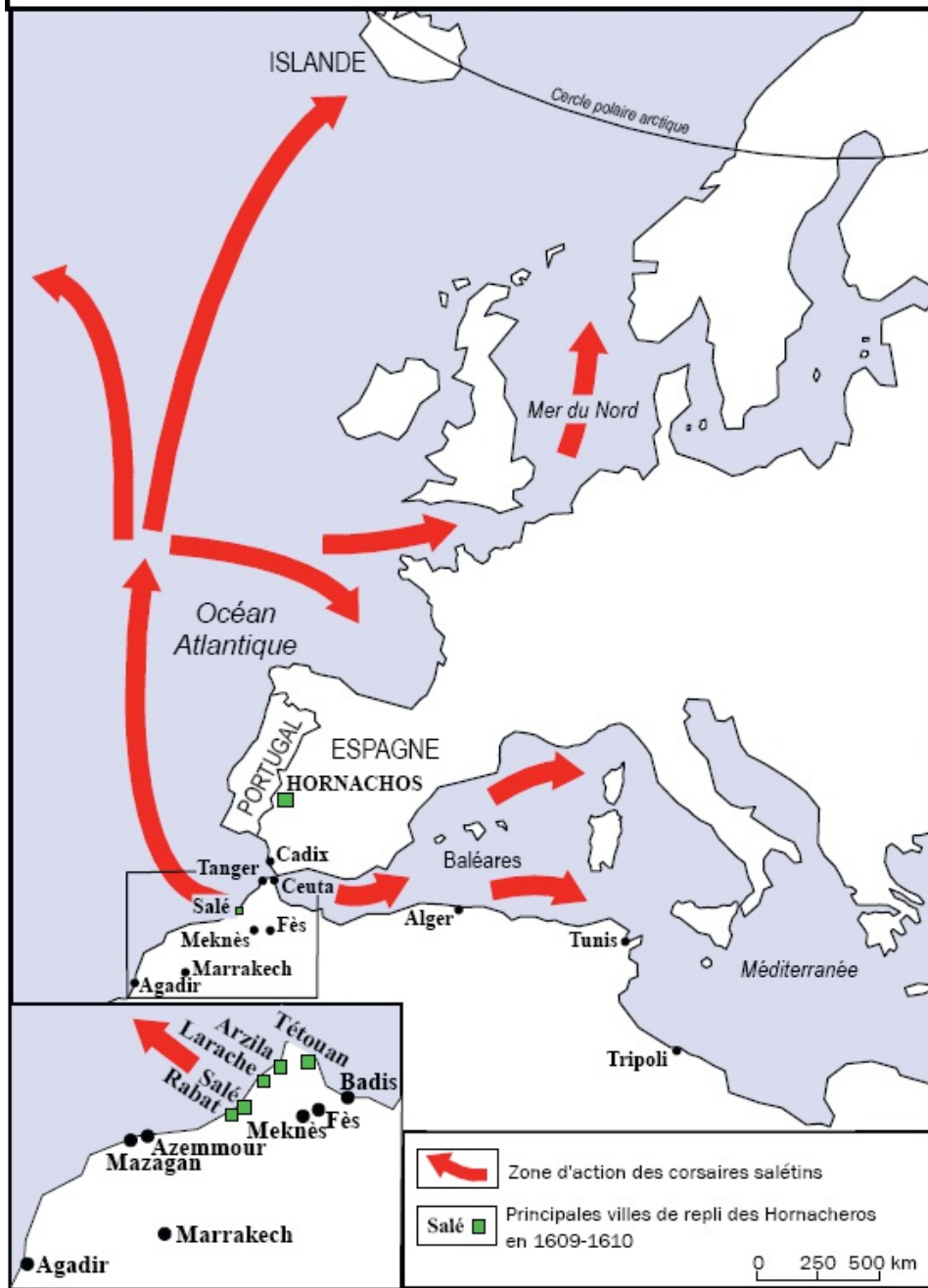
Les riches Hornacheros finançaient l'armement des navires corsaires de Salé dont les capitaines étaient le plus souvent des Andalous ou des renégats. Parmi ces derniers, Morat-Rais, un Hollandais, fut un des plus redoutables.

À l'époque, la flotte corsaire de Salé était forte de plusieurs dizaines de navires taillés pour la course, fins, rapides, faciles à manœuvrer, et pouvant supporter toutes les tempêtes. Le plus souvent, il s'agissait de navires de prise, mais le chantier naval situé au pied de la tour Hassan à Rabat, en construisait également, qu'il s'agisse de brigantins montés par 100 hommes et armés de 10 canons ou des *chébecs* avec un équipage de 200 hommes et 20 bouches à feu (Aboualfa, 2003).

De retour de campagne, les navires débarquaient prises, cargaisons et captifs. Ces derniers étaient vendus aux enchères publiques.

Les prisonniers de qualité étaient libérés contre rançon tandis que les simples marins ou les voyageurs anonymes attendaient parfois des années que des ordres religieux comme celui de *Notre-Dame de la Merci* aient réuni suffisamment de fonds pour les racheter³ (Cocard, 2007).

LA COURSE SALÉTINE AU XVII^e SIÈCLE



LE MAROC DES ALAOUITES

(1636-1790)

Au lendemain de la mort du sultan saadien Ahmed El-Mansour survenue en 1603, le Maroc connut une période de dissociation.

Le royaume éclata en quatre zones : le centre avec la *zaouia* (confrérie) de Dila dont la base ethno politique était composée des Berbères du Maroc central ; le nord (Habt) avec pour capitale Chaouen ; le Sous, contrôlé par la *zaouia* d'Illigh et enfin le Tafilalet.

Originaires de la région de Yanbo, dans le Hedjaz, en Arabie, les Alaouites sont des *chérifs* puisqu'ils descendent de Hassan, fils de Fatima, elle-même fille du Prophète Mohammed et de Ali son gendre ; c'est pourquoi ils sont également désignés sous le nom de Hassaniens.

Ce fut sous le règne d'Abou Yakoub Youssef (1286-1307), le second sultan mérinide, que l'ancêtre des Alaouites arriva dans le Tafilalet où leur pouvoir se constitua contre les *zaouias* ou confréries religieuses.

Deux grandes *zaouias* dominaient à l'époque, chacune dans une région différente :

- Dans le nord-ouest du Maroc et plus particulièrement le Rharb, El Ayachi (Al Ayachi), un marabout d'origine arabe, avait fondé sa popularité en luttant contre les places portugaises et espagnoles du Maroc. Cependant, son pouvoir heurta les tribus berbères et inquiéta la *zaouia* de Dila qui l'élimina en 1641.

- La *zaouia* de Dila qui recrutait parmi les tribus berbères du groupe sanhaja avait été créée au début du XV^e siècle dans la région de Midelt, au cœur du Moyen Atlas.

Sous la direction Mohammed el Hajj, elle se rendit maîtresse du Tadla, des cols de l'Atlas et de la route Fès-Marrakech. Elle reprit à son compte, mais en l'organisant, le mouvement séculaire poussant les montagnards vers les basses terres fertiles s'étendant entre l'Atlas et l'Atlantique.

En 1638, le sultan saadien de Marrakech, Mohammed ech-Cheikh el-Asghar es-Sghir, tenta de refouler les Dilaïtes, mais il fut battu et il leur abandonna l'intérieur du Maroc. Ces derniers entamèrent ensuite une véritable conquête territoriale en s'emparant de Fès, de Meknès et enfin de Salé en 1651.

Mohammed el Hajj lutta ensuite contre deux adversaires. Au nord, contre les

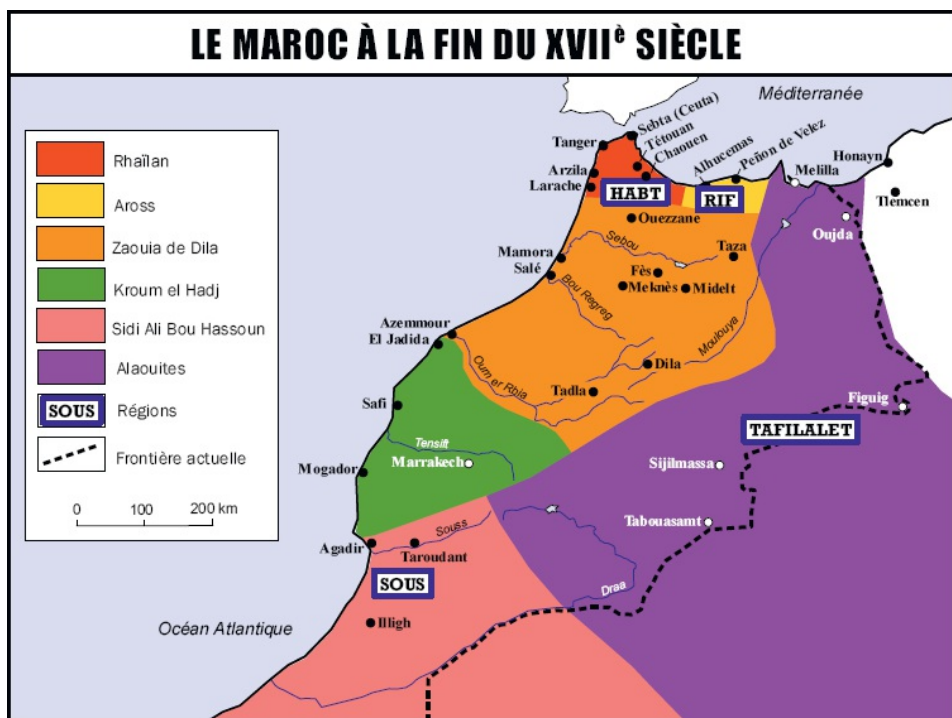
partisans d'El Ayachi désormais commandés par Rhailan et dont les troupes étaient essentiellement composées de tribus arabes, et au sud, dans le Tafilalet, contre la force montante des Alaouites.

En 1631, menacés par l'expansion de la *zaouia* de Dila, les habitants du Tafilalet avaient confié leurs destinées à l'Alaouite Moulay Chérif. Au bout de cinq ans, en 1636, ce dernier renonça et les habitants du Tafilalet choisirent pour lui succéder un de ses fils, Moulay Mohammed (1636-1664). Comprenant qu'il représentait un danger mortel pour eux, les Dilaïtes décidèrent de l'éliminer et en 1646, ils prirent et pillèrent Sijilmasa.

Moulay Mohammed contre-attaqua en direction de Tlemcen et du littoral méditerranéen afin de contrôler de bout en bout le commerce en provenance de l'Afrique sud-saharienne.

Cependant, après avoir conquis Oujda et Tlemcen, il dut faire face à l'armée turque et il se replia. Recentré sur son fief du Tafilalet, Moulay Mohammed s'appuya sur les tribus arabes.

En 1668, son frère cadet Moulay Rachid (1664-1672) prit le cœur même de la confrérie, l'agglomération de Dila, qui fut rasée. L'année suivante, la ville de Marrakech fut conquise. Politiquement, l'État marocain était reconstitué après une longue période d'anarchie.



L'EMPIRE SONGHAY OU EMPIRE DE GAO

Selon les traditions, l'empire songhay aurait été fondé au VII^e siècle par un Berbère nommé Za el-Ayamen qui fuyait la conquête arabo-musulmane (Cissoko, 1996). Ses dirigeants furent islamisés au début du XI^e siècle sous le règne du roi Jaa Kosoy.

À la fin du XIII^e siècle le Mali conquiert le pays, mais quelques années plus tard, la dynastie des Sonni réussit à le libérer.

Sous Sonni Ali Ber (1464-1492), la région de Djenné et une grande partie du Macina furent annexés, puis, en 1468, ce fut le tour de Tombouctou (Abitbol, 1974).

Le successeur de Sonni Ali Ber, Mohamed Sarakollé Touré (1493-1528) dut faire face au Maroc qui convoitait les salines de Teghaza.

Sous l'Askia Ishak 1^{er} (1539-1545), les relations se tendirent avec le Saadien Mohamed Ech Cheik, à telle enseigne que le premier envoya des Touareg ravager le Draa marocain.

Sous Askia Mohammed III (1583-1586) la guerre éclata, ce qui eut pour conséquence la conquête marocaine et la disparition de l'Empire (voir page 160).

Le Songhay développa une puissance remarquable entre les XIII^e et XVI^e siècles. Elle reposait sur le commerce caravanier à travers le Sahara et fut illustrée par le brillant essor de villes dont la prospérité attirait des marchands et des visiteurs venus de tout le monde musulman.

À la fin du XIV^e siècle, la ville de Tombouctou devint le principal pôle commercial de la région. La "cité mystérieuse" fut ainsi le port méridional du Sahara entre le monde méditerranéen et le *Bilad al-Sudan* (le pays des Noirs).

Par Tombouctou, les productions de l'Afrique noire sahélienne et forestière étaient écoulées en échange des articles de l'artisanat et des productions

agricoles nord africains.

À Tombouctou, le fret venu du sud, c'est-à-dire de l'Afrique profonde, consistait en or du Bouré - sur le Niger -, et du Lobi -sur la Volta- (carte page 141). Le Sahel exportait également de l'ambre gris, de la gomme arabique, des peaux d'oryx destinées à la fabrication de boucliers, des peaux de léopard et des esclaves.

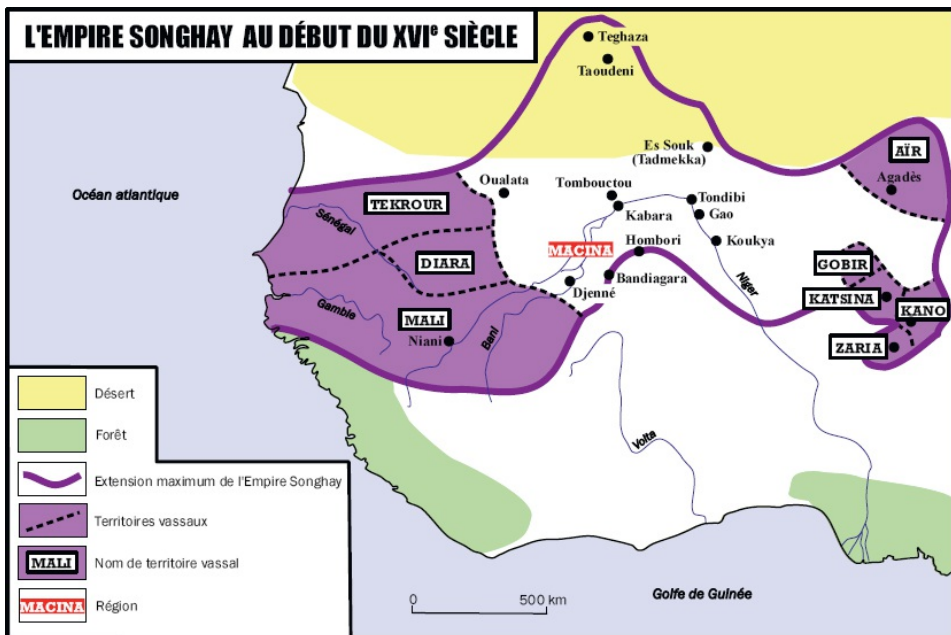
Le Maroc fournissait au monde noir des bijoux, des armes, des étoffes, des ustensiles de cuisine, de la poterie, des couteaux, des miroirs, etc.

Les productions agricoles comme le blé, les fruits secs, les dattes entraient également pour une large part dans ce commerce, sans oublier les chevaux.

Tombouctou était à la fois le point d'arrivée des caravanes venues du nord et le point de concentration de celles qui s'apprêtaient à y retourner. C'est de ce rôle carrefour que la ville tira son immense prospérité qui se traduisit dans le domaine culturel car Tombouctou fut également capitale culturelle et ville sainte.

Implanté dans les milieux citadins, soutenu par les souverains songhay, l'islam fut la religion des milieux dominants, riches marchands ou cadres politiques.

À Tombouctou, les réalisations architecturales religieuses furent à la hauteur du rayonnement de l'Empire. C'est ainsi que de multiples mosquées y furent édifiées dont les trois principales qui étaient la *Jingereber*, la *Sidi Yaya* et la *Sankore* attiraient une foule de fidèles qui visitaient la "ville bénite" du Soudan.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'EXPÉDITION MAROCAINE DU NIGER (1591)

L'empire Songhay occupait les salines de Toghaza depuis la première moitié du XVI^e siècle, or, le sultan marocain Al-Mansour en revendiquait la possession.

Au même moment, les quantités d'or qui arrivaient au Maroc en provenance du Soudan diminuaient. De plusieurs tonnes par an, le commerce transsaharien ne fournit bientôt plus que le dixième de ce qui arrivait au début du XIV^e siècle. La production se maintenait pourtant dans le Bouré, le Lobi (carte page 141) et dans les zones secondaires où, bon an mal an, 8 à 9 tonnes étaient produites.

Toutes ces raisons firent que le Maroc décida de rétablir par la force les circuits commerciaux déclinants.

En 1581 les troupes marocaines prirent le contrôle des oasis du Touat et de celles du Gourara, prélude à une campagne du sultan Al-Mansour contre le Soudan de l'Askia Al Hadj.

En 1585, un détachement marocain s'empara de Toghaza et de ses salines. Le

Songhay ne céda pas car, entre-temps à 150 kilomètres au sud de Toghaza, une nouvelle saline avait été mise en activité à Taoudeni. Les Marocains abandonnèrent alors leur inutile conquête qui fut immédiatement réoccupée par les forces songhay.

En 1589, Al-Mansour constitua un corps expéditionnaire fort de plusieurs milliers d'hommes dont plusieurs centaines de renégats chrétiens. 8 000 chameaux et 1 000 chevaux de bât étaient destinés à ravitailler la plus importante armée jamais lancée à travers le Sahara. Son commandement fut confié à Pacha Jouder, un renégat d'origine espagnole dont l'état-major était composé de 10 *caïds* presque tous renégats.

L'armée se dirigea vers Tindouf, puis vers Toghaza et Taoudeni. 135 jours après son départ de Marrakech elle atteignit le fleuve Niger. Puis elle marcha sur Gao que l'Askia chercha à défendre en se portant à la rencontre des Marocains.

Le 13 mars 1591, à Tondibi, sur le Niger, les troupes de l'Askia furent mises en déroute et Gao prise.

Des négociations s'ouvrirent, l'Askia offrant à Djouder en échange de son retrait 100 000 pièces d'or, un tribut de 10 000 esclaves, le versement annuel d'une somme d'argent, le monopole du commerce des coquillages de cauris ainsi que celui du commerce du sel.

Pacha Jouder écrivit au sultan pour lui conseiller d'accepter ces propositions, mais Al-Mansour les refusa, voulant la soumission pure et simple de l'Askia.

En juin, il remplaça Jouder par Mahmoud, un autre renégat qui écrasa l'armée Songhay tandis que l'Askia en fuite fut massacré par des rebelles.

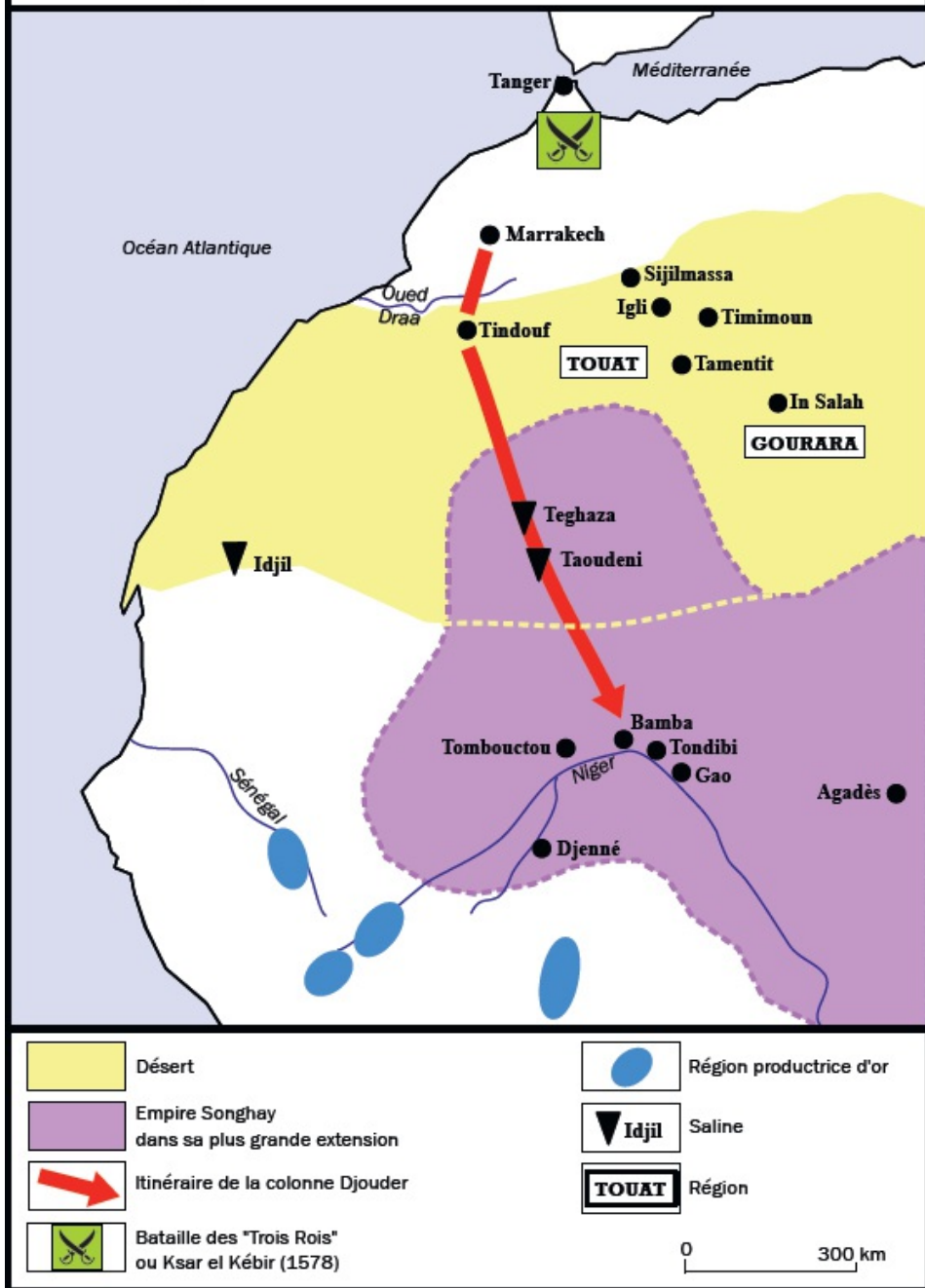
Mahmoud réussit à pénétrer jusqu'aux zones aurifères les plus septentrionales et à envoyer un petit convoi d'or au Maroc.

L'empire songhay avait vécu et le Maroc créa sur ses décombres le *Pachalik du Soudan* dirigé par un pacha nommé par le sultan.

L'empire de Gao conquis, le Maroc aurait pu espérer voir renaître les anciens circuits commerciaux transsahariens qui avaient fait sa fortune, or il n'en fut rien et les impôts du pachalik ne compensèrent pas les baisses des flux enregistrées depuis plusieurs décennies.

Et pourtant, l'or du Soudan continuait à être produit et à arriver sur le littoral méditerranéen, mais dans des régions d'Afrique du Nord sous pouvoir turc ; ou bien il était détourné vers le sud, vers le golfe de Guinée sous contrôle portugais.

LA CONQUÊTE DU SONGHAY PAR LE MAROC (1591)



LA MISE EN PLACE DES POPULATIONS DANS LE QUADRILAIRE IVOIRIEN (XVI^e - XVIII^e SIÈCLE)

L'actuelle Côte d'Ivoire est le point de contact entre quatre grands groupes ethniques, à savoir les Akan/Kwa/Baoulé venus de l'est, les Mandé/ Malinké arrivés du nord, les Kru/Bété originaires de l'ouest et les premiers occupants du pays qui sont les Voltaïques.

Les Akan

- Le groupe Akan inclut plusieurs peuples dont les Agni, les Abron et les Baoulé. Ces derniers sont originaires de l'actuel Ghana. Leur histoire commença au XVII^e siècle, sous le règne du roi Osei Tutu, fondateur de la Confédération ashanti.

En 1718 Osei Tutu fut tué. Durant deux années le pays ashanti connut la guerre civile, puis, en 1720, un de ses neveux, Opuku Ware, l'emporta. Il annonça que son successeur serait son frère Dakon, mais, en 1752, à sa mort, la guerre civile éclata car Kusi Obodum, oncle du défunt s'empara du pouvoir et fit assassiner Dakon. Menacée, Ablakpokou, sœur de Dakon, décida de fuir vers l'ouest avec les siens.

Après avoir franchi la rivière Comoé, les Baoulé et les Agni repoussèrent les Senoufo au nord de Bouaké et ils firent reculer les Gouro et les Dida vers l'ouest, établissant grosso modo les limites de leurs établissements occidentaux sur le fleuve Bandama. Ablakpokou devint la reine des Baoulé, peuple issu d'une scissiparité ashanti/akan. Elle mourut en 1760.

Les Kru

- Fin XVI^e début XVII^e, les Kru traversèrent la forêt de l'actuel Liberia et ils se dirigèrent vers l'est où leur poussée fut stoppée par les Baoulé. Au nord, ils s'établirent aux dépens des Mandé du Sud.

Parmi les peuples Kru de Côte d'Ivoire, les Dida sont les plus orientaux et ils sont divisés en 68 tribus.

Les plus nombreux, les Bété, sont divisés en 93 tribus.

Les Kru vivaient dans les clairières, en petites communautés séparées par la sylvie. Ils pratiquaient une agriculture itinérante sur brûlis avec un minimum d'élevage et d'importantes pratiques cynégétiques.

Les Mandé

▪ Les Mandé constituent la pointe avancée de l'expansion mandingue dont le cœur de peuplement est le Mali et la Haute-Guinée. Ils sont divisés en deux sous-groupes :

- Mandé du Sud (Dan ou Yacouba, Gouro, Toura, Gban ou Gagous)
- Malinké (ou Mandingues) dont les Dyula (Dioula). À Acenom, on rattache communément tous ceux qui font partie du groupe mandingue.

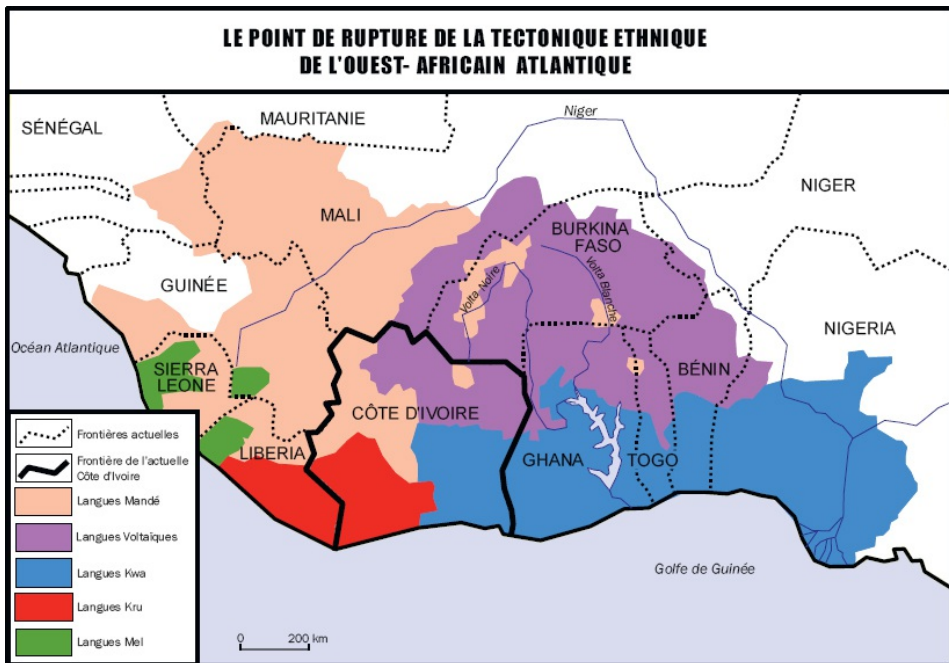
Durant leur poussée vers le sud, les Malinké percèrent vers l'océan tout en évitant le massif forestier kru. Ils firent reculer les Mandé du Sud vers le sud et ils repoussèrent les Sénoufo vers l'est.

Les Voltaïques

▪ Les Voltaïques, dont les trois-quarts des représentants vivent au Burkina Faso, dans le nord du Ghana, du Togo et du Bénin sont représentés en Côte d'Ivoire par les Sénoufo, les Koulango et les Lobi.

Ils sont considérés comme les « vrais » indigènes du pays dont le territoire s'est peu à peu rétracté sous la pression des Mandé et des Akan.

La colonisation bloqua la tectonique ethnique régionale par le tracé des frontières de la Côte d'Ivoire.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

OYO, BÉNIN, ABOMEY (XV^e-XIX^e SIÈCLES)

Entre les XV^e et XVIII^e siècles, plusieurs royaumes ou entités à la riche destinée se développèrent dans le golfe du Bénin et son arrière-pays. Les principaux sont Ifé, Oyo, le Bénin et Abomey. Partenaires des Négriers, ils furent ruinés au début du XIX^e siècle par la décision unilatérale des Européens d'abolir la traite esclavagiste.

Ifé, Oyo et les cités Yoruba

Parmi les peuples du grand ensemble yoruba, les Edo Nupe et les Jukun vivaient dans la zone entre savane et forêt au sud de la région peuplée par les Haoussa. C'est là que se développa le royaume d'Ifé, célèbre pour ses bronzes datés des IX^e-X^e siècles. À la fin du XVIII^e siècle le royaume yoruba d'Oyo (Asiwaju, 1997) dont le cœur était situé entre les fleuves Ogun et Osun, dominait nombre d'États yoruba ainsi que le futur Dahomey. La puissance militaire d'Oyo reposait essentiellement sur sa cavalerie qui lui

avait permis de s'étendre dans les savanes de la région du haut Ogun où étaient capturés les esclaves.

Vers 1820, le royaume d'Oyo qui avait été ruiné par la décision européenne d'abolir la traite esclavagiste entra dans une phase de dissociation. Cet affaiblissement favorisa la poussée musulmane nordiste et esclavagiste résultant du jihad peul d'Ousmane dan Fodio (voir page 201). À l'ouest, le Dahomey profita de l'effacement d'Oyo pour devenir indépendant.

Le royaume du Bénin

À l'est de la région, le royaume d'Ifé eut pour successeur le royaume edo du Bénin apparu vers l'an 1000. Lui aussi ruiné par l'Abolition, le Bénin perdit de sa puissance et, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, à la veille de la conquête européenne, il n'était plus que l'ombre de lui-même.

Au nord, le jihad des Peul qui avait auparavant subjugué Nupe avait franchi le Niger et s'était étendu dans le nord-ouest du royaume, cependant qu'à l'ouest, Ondo et Ife passaient sous l'autorité de la principauté d'Ibadan. Au sud, les Britanniques avaient annexé Lagos en 1861 et pris pied dans l'estuaire Forcados ainsi que dans le delta du Niger, notamment à Bonny. Ce faisant, ils avaient coupé le Bénin du commerce côtier puisque les Itsekiri, les Ijo et les Igbo (Ibo) s'étaient placés sous leur protection et avaient accueilli leurs missionnaires. Pour le royaume, le coup était mortel car ses anciens vassaux, non contents de ne plus lui verser une rente, étaient de plus devenus ses concurrents.

Le royaume d'Abomey

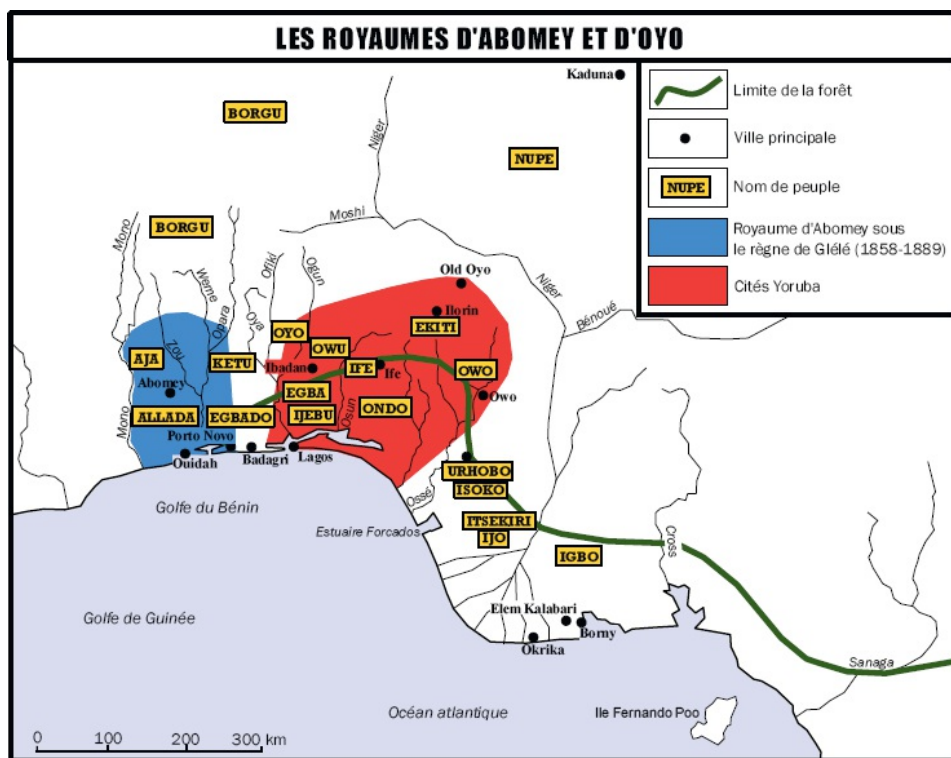
À l'ouest, sur la Côte des Esclaves, les deux principaux États étaient les royaumes d'Allada et de Ouidah qui avaient été fondés par des migrants yorubas, probablement au XV^e siècle.

Leur origine semble liée à la migration du lignage Adja fondateur d'Allada qui se divisa en deux. Un rameau migra vers le littoral où il fonda le royaume de Porto-Novo au début du XVII^e siècle (Akindele et Aguessy, 1953).

Le second donna naissance au royaume Fon d'Agbomé fondé par le roi Digbagli Genu (ou Doaklin) d'Allada qui s'établit dans l'intérieur des terres, sur le plateau d'Agbomé. L'essor du royaume se fit durant le XVII^e siècle. Sous le règne du roi Akaba (1685-1708) il prit le nom de royaume d'Abomey.

Au début du XVIII^e siècle, le roi Agaja (1708-1728) rassembla les petites principautés ceinturant son royaume, puis, il entreprit d'entrer directement en relation avec les négriers européens qui venaient acheter des esclaves à Ouidah ou à Porto Novo. Le Dahomey chercha ensuite à s'emparer du

monopole du commerce esclavagiste et, pour cela, il entreprit de couper le royaume d'Oyo de ses débouchés maritimes, annexant l'une après l'autre les petites principautés littorales qui étaient ses partenaires et ses relais. En 1747, le roi Tegbasu d'Abomey s'empara de Ouidah.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE ROYAUME KONGO ET SES VOISINS

À la différence de la plupart des autres États côtiers de l'ouest africain, le Kongo ne semble pas devoir son essor aux Européens puisque, dans les années 1480, quand les Portugais prirent contact avec lui, il était alors au sommet de sa puissance, ayant imposé son hégémonie à tous les autres États de la région.

Le royaume Kongo s'était développé en unifiant plusieurs clans qui étaient groupés en chefferies dès les XIV^e - XV^e siècles, avant de les coaguler et de

les agréger par la force autour de Mbanza Kongo.

Le déclin du royaume intervint au XVI^e siècle, quand le processus que nous avons mis en évidence en Afrique de l'Ouest apparut à son tour dans la région, à savoir, le développement d'entités dopées par l'ouverture de relations avec les Européens.

Ainsi, après que les Portugais eurent aidé à l'essor des Téké ou des Ndongo en commerçant avec eux, ces derniers s'affirmèrent comme des rivaux du Kongo.

En 1576, Paolo Dias de Novaes, après avoir négocié avec le roi du Ndongo avait ainsi fondé la colonie de Ngola (d'où l'Angola), du nom du titre que portait son roi.

Ce comptoir participa à la traite des esclaves, entrant ainsi en concurrence directe avec le Kongo, ce qui provoqua une longue guerre qui ne se termina qu'en 1671.



Masque Janus. (Royaume Loango)

La déstructuration du royaume de Kongo est due aux Jaga, des envahisseurs venus de l'est et qui à partir de 1568, dévastèrent toute la région, pillant la capitale, San Salvador (ou Mbanza Kongo).

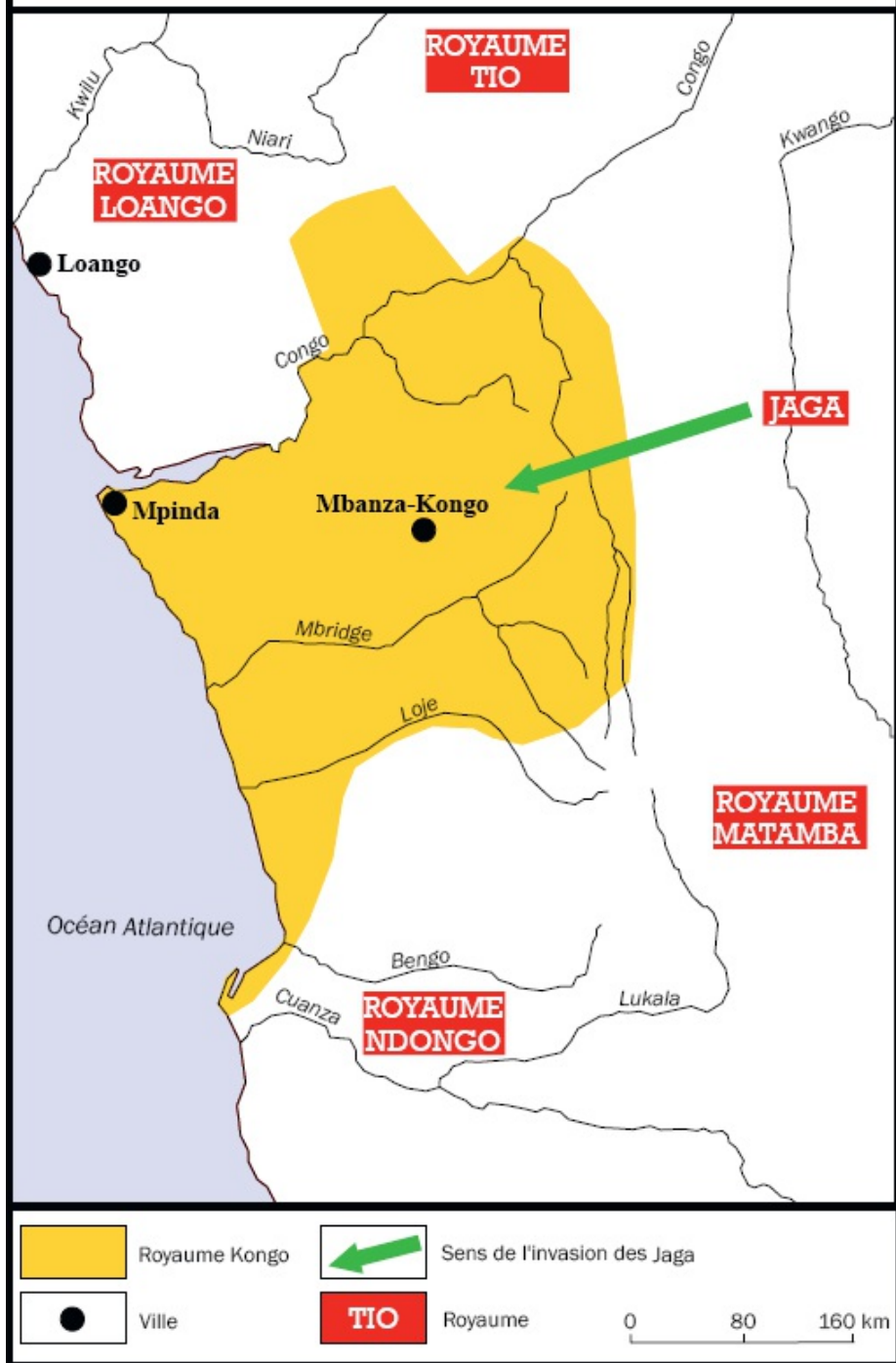
À cette époque, le Kongo ne survécut que parce que son allié portugais lui envoya un secours de six cents hommes sous les ordres de Francisco de Gouvea, le gouverneur de Sao Tomé. Débarqués en 1571, les soldats portugais menèrent une dure lutte de deux années avant de pouvoir repousser les Jaga.

Au nord du Kongo, existait le royaume vili de Loango qui s'étendait au sud du Gabon actuel et au nord du fleuve Congo. Peut-être fut-il à l'origine une simple excroissance du royaume de Kongo. Quoi qu'il en soit, au début du XVI^e siècle il était indépendant (Phyllis, 1972).

Dans la grande forêt équatoriale, à l'ouest de la cuvette du Congo, certains peuples vivant dans la bordure nord de la sylvie, comme les Ngbandi et les Nzakara semblent émerger vers 1600.

Les seuls États durables n'apparurent cependant que lorsque certaines conditions naturelles et politiques étaient réunies, permettant le développement de noyaux de population relativement denses. Ce fut le cas dans la région de la bordure sud de la forêt avec le royaume Kuba, émanation du peuple Mongo et qui apparut au cours du XVII^e siècle (voir page 181).

LE ROYAUME KONGO AU XVI^e SIÈCLE



LA TRAITE ATLANTIQUE

La traite européenne ou *traite atlantique* a duré du XVI^e au XIX^e siècle (Renault et Daget, 1985).

Un puissant intérêt liait des « *partenaires blancs et noirs engagés dans une opération économique créatrice de profits* »¹.

Les Européens ne capturaient pas les esclaves car ils ne pénétraient pas à l'intérieur du continent. De plus, ils n'étaient qu'à peine tolérés le long du littoral où ils vivaient retranchés dans des forts côtiers.

De l'intérieur du continent jusqu'au littoral, des Africains contrôlaient les réseaux de distribution, les péages, les versements de taxes, les marchés continentaux. Une partie de l'Afrique s'enrichissait en en vendant une autre.

C'est avec les travaux de D. Fage (1966) que les chiffres de la traite ont commencé à reposer sur des données fiables. Fage évaluait la traite à destination de l'Amérique entre 15 et 20 millions de Noirs, soit 900 000 pour le XVI^e siècle, 2750 000 pour le XVII^e, 7 millions pour le XVIII^e et 4 millions pour le XIX^e.

En 1969, Ph. Curtin publia d'autres chiffres basés sur le nombre des esclaves débarqués en Amérique. Une première estimation sérieuse de la traite était ainsi tentée. Curtin distinguait quatre périodes : de 1450 à 1600, moins de 200 000 Noirs ; de 1600 à 1700, 2 millions ; de 1700 à 1810, 7 millions et de 1810 à 1870, 2 millions soit au total environ 12 millions de captifs.

Depuis, ces chiffres ont été constamment révisés grâce aux monographies de ports négriers ou à l'étude des livres de bord qui ont attiré les historiens. Les estimations de Curtin ont été précisées à la hausse par Lovejoy (1983) et Richardson (1989).

Les chiffres de Curtin ont également été augmentés des pertes survenues durant la traversée.

Jusqu'au début du XVIII^e siècle, elles sont évaluées à environ 20 % ; à la fin du siècle à environ 10 %, pour tomber à 5 % au XIX^e siècle. Elles étaient d'ailleurs aussi élevées parmi les équipages que parmi les captifs.

Pour ce qui est du rôle des nations négrières, Curtin a montré que, durant la période 1701-1810, 40% de la traite atlantique venait de l'Afrique bantuphone, c'est-à-dire du Cameroun à l'Angola. Sur ce total, 68 % étaient contrôlés par le Portugal.

À l'exception de l'Espagne, toutes les puissances maritimes ont participé à la

traite.

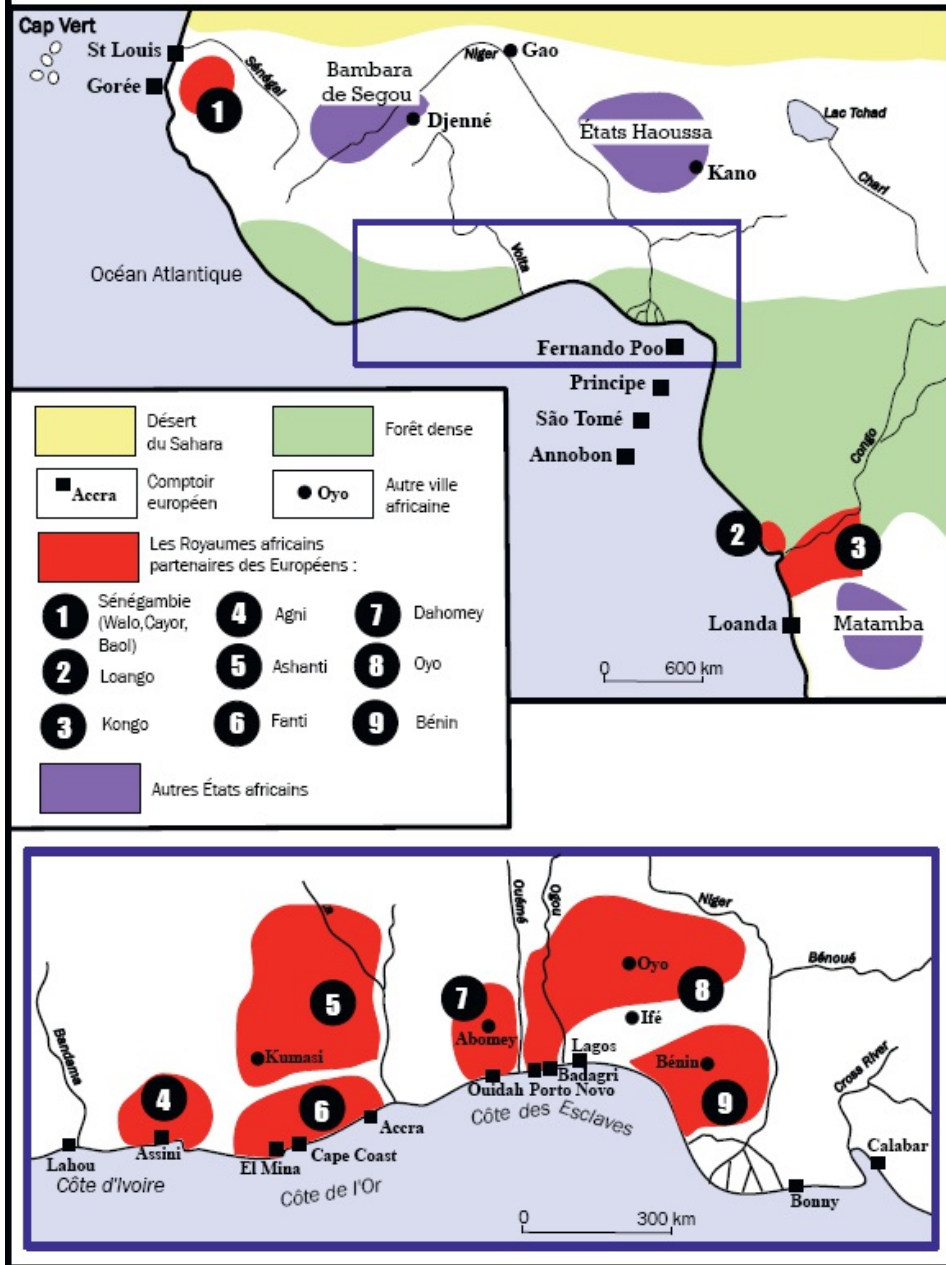
Ainsi, toujours selon Curtin, de 1701 à 1800, il y eut 6132 900 Noirs transplantés d'Afrique aux Amériques. Sur ce total la part de chaque puissance est la suivante : Angleterre : 2 532 300 ; Portugal : 1 796 300 ; France : 1 180 300 ; Hollande : 350 900 ; colonies anglaises d'Amérique puis USA : 194 200 ; Danemark : 73 900 ; Suède et villes allemandes de la Baltique : 5 000.

L'estimation du volume global de la traite atlantique fait aujourd'hui l'objet d'un consensus de la part des historiens qui admettent le chiffre de 11 millions, plus ou moins 500 000 esclaves arrachés à l'Afrique par cette Traite (Pétre- Grenouilleau, 2004 :147 ; Thomas, 2006 :935).

Si les esclavagistes se sont enrichis, leurs bénéfices n'ont pas été investis dans l'économie. Les profits de la traite ont en effet représenté moins de 1 % de tous les investissements liés à la révolution industrielle anglaise. Quant à la contribution de la traite à la formation du capital anglais, elle se situa annuellement autour de 0,11 % (Pétre-Grenouilleau, 2004 : 339).

La traite ne représenta d'ailleurs qu'un pourcentage infime du commerce colonial puisque, au XVIII^e siècle, les navires négriers constituaient 1,5 % de toute la flotte commerciale anglaise et seulement 3 % de son tonnage (Eltis, 2000 : 269).

LA TRAITE ATLANTIQUE (XV^e - début XIX^e)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES 3 PÔLES DE LA TRAITE

MUSULMANE

La traite musulmane a concerné trois vastes régions de l'Afrique noire.

1. Sahara et Sahel

La première touchée fut l'Afrique de l'ouest sahélienne où le commerce des esclaves était une composante des échanges transsahariens.

Cette traite ancienne est mentionnée par les sources arabes dès le IX^e siècle.

2. Mer Rouge et Soudan

En mer Rouge et au Soudan nilotique le commerce des esclaves était florissant.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, l'Égypte développa une politique impérialiste en mer Rouge et en Nubie. La ville de Khartoum fut fondée en 1830 et des comptoirs créés vers le sud. L'ivoire et les esclaves constituaient la base du commerce, dont l'axe était le Nil.

La principale zone de « chasse » des esclavagistes fut le Bahr-el Ghazal, c'est-à-dire la région de Fachoda, et celle de l'*Equatoria*, c'est-à-dire le nord du lac Albert.

Cédant devant les protestations internationales, le *Khédiv* Ismaël (1830-1895), désireux de montrer sa bonne foi, nomma des gouverneurs européens au Soudan.

Le plus célèbre d'entre eux fut Charles Gordon (1833-1885), qui s'installa à Khartoum où il fut tué lors de la prise de la ville par les *Mahdistes*.

Vers le sud, dans l'*Equatoria*, c'est à Samuel Baker que le *Khédiv* Ismaël confia le commandement d'une expédition destinée à supprimer la traite. Samuel Baker conquiert d'immenses territoires autour du lac Albert qu'il baptisa *Ismailia* ; plus tard, la région reçut le nom d'*Equatoria*.

Zanzibar

La traite orientale est la plus récente mais également la mieux connue.

Au début du XIX^e siècle, le sultan de Mascate fit introduire la culture du giroflier à Zanzibar et dans ses autres possessions insulaires en Afrique de

l'Est.

Cette culture nécessitait une importante main-d'œuvre et l'importation d'esclaves noirs depuis le continent augmenta. En 1840, la capitale du sultanat de Mascate fut transférée sur l'île de Zanzibar. Le sultan Seyid Said, y résida désormais, faisant de l'île le plus grand marché aux esclaves du monde musulman.

En Afrique orientale, les Yao de la région du lac Nyassa (ou Malawi) et les Nyamwezi de la région de Tabora furent les auxiliaires locaux des traitants. Des métis arabo-africains tel le célèbre Tippo-Tip, se taillèrent de vastes empires, dans le bassin du fleuve Congo, notamment dans la région de Nyangwe (Marissal, 1976,1978).

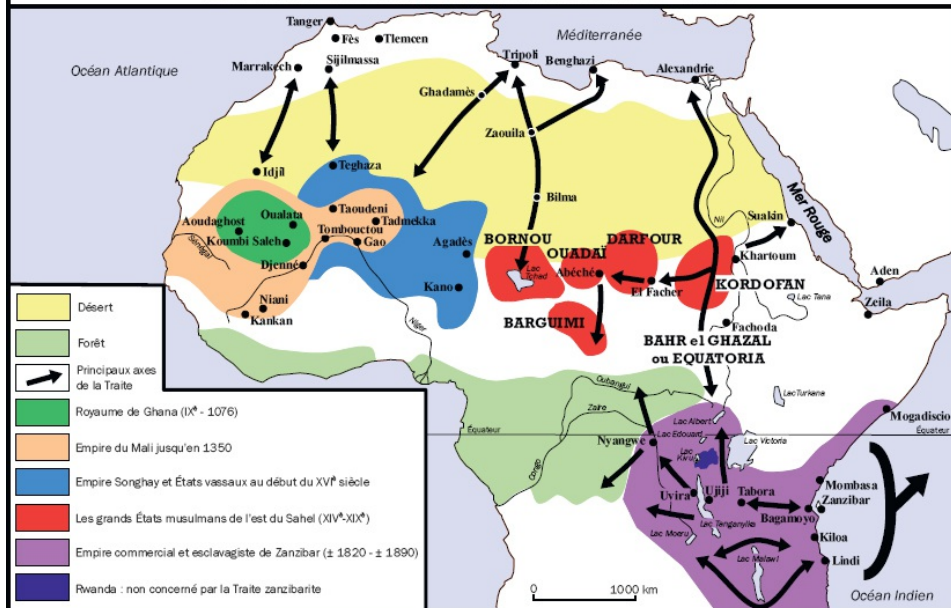
Le sultan de Zanzibar avait constitué un corps de fonctionnaires chargé de tenir un compte précis du nombre de captifs débarqués.

Grâce aux registres des perceptions douanières, nous savons qu'entre 600 000 et 740 000 esclaves furent vendus sur le seul marché de Zanzibar entre 1830 et 1873, date de la fermeture du marché qui fut imposée à Seyid Bargash, sultan depuis 1870.

Mais la traite se poursuivit à l'intérieur du continent jusqu'au moment où les puissances coloniales s'y installèrent et y mirent un terme.

En 1890 l'île de Zanzibar devint un protectorat britannique et elle le demeura jusqu'en 1961, année de l'indépendance.

LES TRAITES ARABO-MUSULMANES (VIII^e - XIX^e)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'ÉTHIOPIE (XII^e - XIX^e SIÈCLES)

L'origine de l'Éthiopie se trouve dans le royaume d'Axoum né aux derniers siècles avant l'ère chrétienne. À son apogée, Axoum s'étendait le long et de part et d'autre de la mer Rouge (voir carte page 97). Allié de Constantinople contre les Perses, il s'épuisa dans de longues guerres menées en Arabie contre leurs alliés arabes.

À partir du VI^e siècle, les Blemmyes (les modernes Bedja), pasteurs transhumants vivant dans les déserts de l'est se rapprochèrent du Nil, coupant ainsi l'Éthiopie de l'Égypte. Dans les siècles suivants l'islamisation littorale la priva de son accès à la mer et elle se replia sur les hauts plateaux de l'Amhara et du Choa.

Au IX^e siècle, le cœur du royaume s'était déplacé du Tigré au Wollo, plus au sud. Puis, au X^e siècle, une période de renaissance s'ouvrit durant laquelle l'expansion vers le littoral reprit avec le contrôle de Massaoua (Massawa) et de Zeila.

Au XII^e siècle naquit un État original dominé par la dynastie Zagwé qui régna jusqu'en 1270 et dont le plus célèbre représentant fut le roi Lalibéla qui laissa à l'Éthiopie ces merveilles architecturales que sont les églises

taillées dans le roc, dont la célèbre église Saint Georges.

En 1270, un chef amhara nommé Yekuno Amlak qui régna jusqu'en 1283 s'empara du pouvoir. Avec lui, naquit la dynastie dite des « Salomonides » car ses membres prétendaient descendre du roi Salomon et de la reine de Saba.

Profitant des périodes de faiblesse de l'État éthiopien, des chefs musulmans renforcèrent leurs possessions dans les régions bordières de la mer Rouge autour de Zeila. Au XIV^e siècle, une forte réaction éthiopienne se produisit sous le règne d'Amda Tsiyon (1314-1344).

Au début du XVI^e siècle, Ahmed ibn Ibrahim al-Ghazi, surnommé el Gagne (1525-1543) - le Gaucher -, ravagea l'Éthiopie. Au bout de dix-huit ans de résistance opiniâtre et grâce au renfort de 400 soldats portugais commandés par Christophe de Gama, fils du navigateur Vasco de Gama, les musulmans furent repoussés. L'Éthiopie subit ensuite les invasions des Oromo (ou Gallas) qui enfoncèrent un coin entre les régions chrétiennes et musulmanes.

Puis, Soliman le Magnifique (1520-1566) décida de conquérir l'Éthiopie et la guerre qui dura de 1559 à 1592 s'acheva par le reflux ottoman vers la côte.

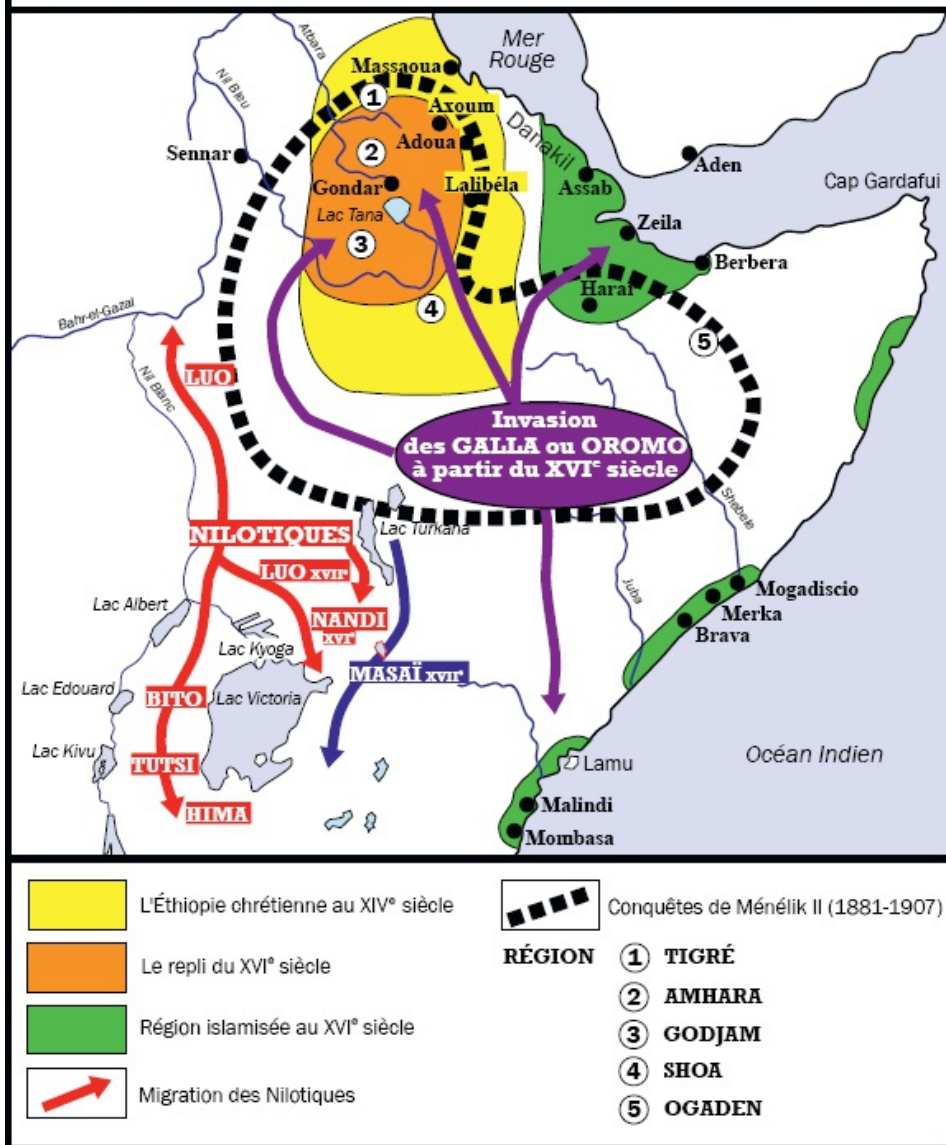
En 1636, Fasiladas créa la ville de Gondar, laquelle, durant près de deux siècles, connut un immense épanouissement culturel illustré par d'imposantes constructions architecturales, palais ou églises. Au XVIII^e siècle, ses souverains s'effacèrent au profit de féodaux locaux d'origine oromo qui, de 1783 à 1853 se comportèrent en véritables maires du palais cependant. L'État se morcela alors en entités indépendantes dont quatre dominèrent : le Tigré, l'Amhara, le Godjam et le Shoa.

La grande renaissance nationale fut l'œuvre de l'empereur Théodoros II (1855-1868) dont le règne fut une longue suite de révoltes écrasées dans le sang. En 1867, vaincu par une expédition militaire britannique forte de 32 000 hommes, il se suicida.

Puis, un seigneur du Tigré devint empereur d'Éthiopie sous le nom de Yohannès IV (1872-1889). Au mois de mars 1889, il repoussa les *Madhistes* venus du Soudan et qui avaient pillé Gondar, mais, blessé durant les combats, il mourut peu de temps après.

Son successeur fut Ménélik du Shoa qui régna sous le nom de Ménélik II (1889-1913). Il se lança dans une politique d'expansion territoriale qui lui permit non seulement de reconquérir les anciennes possessions éthiopiennes du Moyen Âge, mais encore d'en acquérir de nouvelles.

L'ÉTHIOPIE ET LA CORNE DU XIV^e AU XIX^e SIÈCLE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES SULTANATS NILOTIQUES ET LEURS VOISINS

Les Funj (ou Fundj) étaient des pasteurs nilotiques musulmans nomadisant au nord des monts Nouba. En 1504, ils furent les vainqueurs des Arabes Abdallab qui devinrent leurs vassaux.

Cette poussée des Funj vers le nord, c'est-à-dire vers la basse Nubie, inquiéta les Ottomans, maîtres de l'Égypte depuis 1517. C'est pourquoi ils intervinrent en Nubie afin de contrer la puissance du sultanat Funj.

Pour bien matérialiser la frontière des territoires ottomans, ils construisirent plusieurs citadelles, notamment à Ibrim et Al-Daw, et ils portèrent la frontière méridionale du Berberistan, province nubienne sous administration turque, jusqu'à la troisième cataracte. La région fut divisée en plusieurs zones placées sous le commandement des *Kashifs*, officiers albanais ou bosniaques chargés de lever l'impôt pour le sultan (Fogel, 1997 : 73).

Les Funj devinrent ensuite les principaux partenaires du commerce des esclaves dans la région, soit à partir de la portion du littoral de la mer Rouge comprise entre les ports de Souakim et de Massaoua (Massawa), soit directement par le Nil. L'expansion de leur royaume se fit alors dans deux directions :

- Vers l'ouest ils atteignirent le Kordofan dès le milieu du XVI^e.
- Vers le sud ils furent confrontés aux Shilluks, population nilotique qu'ils fixèrent sur le Nil Blanc.
- Encore plus au sud, ils atteignirent la région des Monts Nouba, dans l'actuel Soudan du Nord où ils se lancèrent dans la chasse aux esclaves. Les Funj se heurtèrent également à l'Éthiopie, notamment en 1618-1619 et en 1744. Au XVII^e siècle, sous le règne du *reth* (roi) Odak Ocollo ($\pm$ 1600-1635), rivaux des Funj, les Shilluk (ou Luo du Nord) dont la capitale était Fachoda, développèrent un mouvement impérialiste à la fois vers le nord et la vallée du Nil Blanc, et vers le sud, en direction des monts Nouba. Au nord, le long du Nil Blanc, ils menèrent de longues guerres contre les Funj. En 1821, les armées égyptiennes de Méhémet Ali, après avoir envahi le Soudan et défait les Funj se retrouvèrent face aux Shilluk qui, en dépit d'une résistance désespérée furent écrasés.

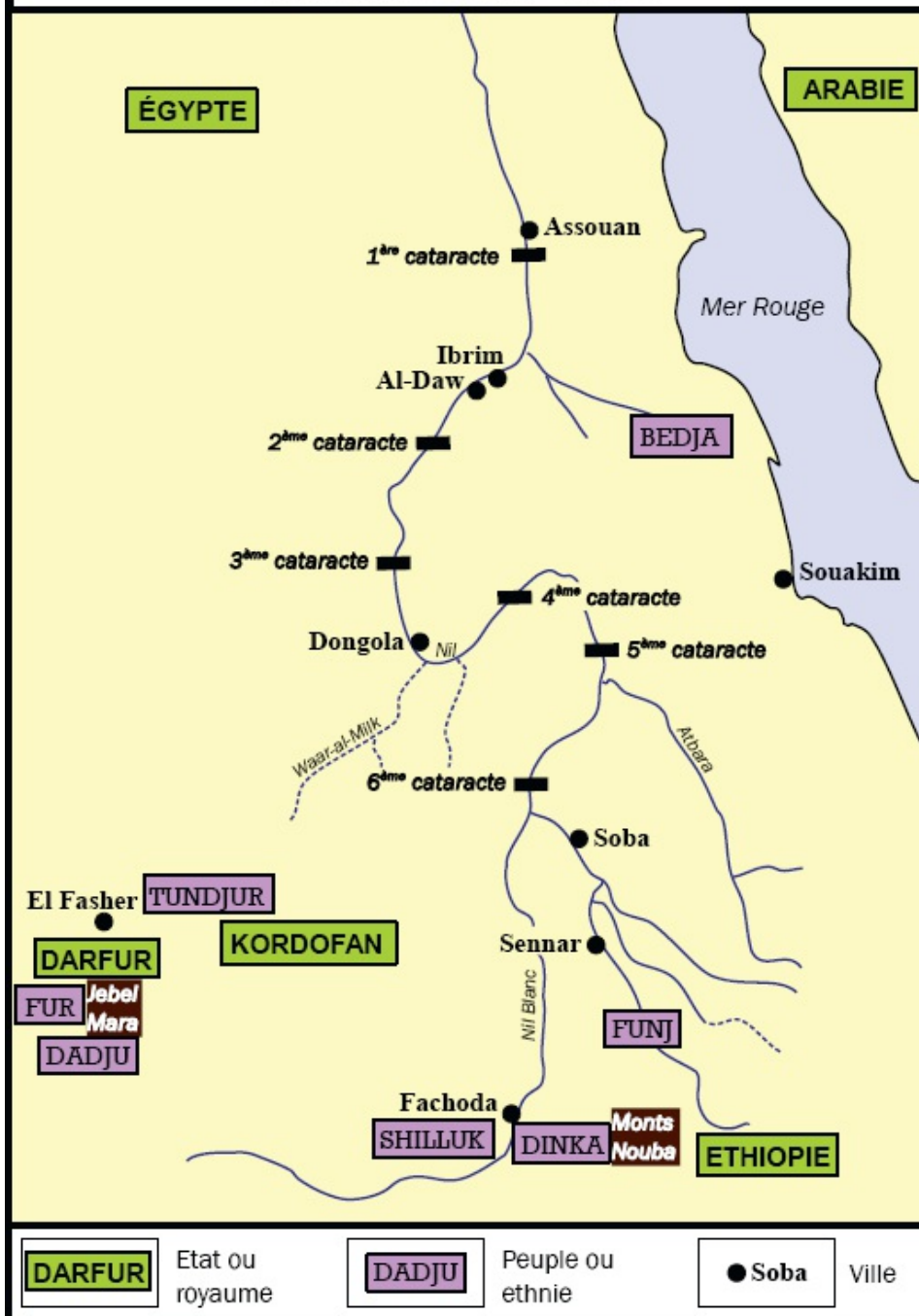
À l'ouest du Nil, le Darfur est constitué par la juxtaposition de la steppe sahélienne dans lesquelles vivaient traditionnellement les éleveurs nomades « blancs », et d'une zone à forts noyaux d'agro pasteurs noirs occupant les hauteurs.

Dans la région du Jebel Mara, le royaume Dadju apparut semble-t-il au XII^e siècle avant d'être supplanté au XV^e siècle par le royaume Tundjur. À l'origine, les Tundjur étaient peut-être des Arabes qui se seraient métissés aux Noirs et aux Berbères sahariens. L'émergence de ce royaume semble s'être produite entre les XIII^e-XV^e siècle et son islamisation aurait pu débiter au XV^e. À partir du règne de Suleiman Solongdungu ($\pm$ 1640-1660) et de ses successeurs son histoire est mieux connue.

L'islamisation se généralisa plus tard, sous le sultanat Fur, qui se constitua ensuite dans la zone du jebel Mara, région fertile et peuplée à un carrefour de pistes. Dirigé par la dynastie des Kayra, il fut l'un des plus puissants États de la zone sahélienne.

Il semble avoir existé du début du XVII^e siècle jusqu'au moment où il fut annexé par l'Égypte. En 1874, à la mort d'Ibrahim, son dernier roi, Zubair Pacha fit passer le Darfour sous domination égyptienne.

LA NUBIE (XVI^e-XIX^e)



L'AFRIQUE DE LA VACHE ET DE LA LANCE

Entre les lacs Kyoga et Albert au nord et le Buha au sud, s'étend en Afrique orientale un domaine géographique original limité à l'est par le lac Victoria et à l'ouest par les rebords de la cuvette congolaise.

Il s'agit de la région interlacustre dont les étendues d'eau douce (notamment les lacs Albert, Edouard, Kivu, Tanganyika, etc.) sont enchâssées dans la branche occidentale de la Rift vallée, laquelle est dominée par un massif montagneux culminant à plus de 5 000 mètres dans la région du Ruwenzori.

Ce couloir de hautes terres partageant le bassin du Nil de celui du Congo est favorable à l'installation humaine, tant par son climat que par ses abondantes précipitations qui permettent des récoltes régulières.

Au XIV^e siècle, la dynastie des Bachwezi fonda le Kitara, un empire qui s'étendait sur le Bunyoro, le Toro, le Nkole, le Karagwe, le Buhaya et le Ndorwa (Doyle, 2005).

Au XVI^e siècle, sur ses ruines, se constitua le royaume du Bunyoro, un État Luo dirigé par les Babito, des Nilotiques, cependant qu'au sud, se constituaient ou se développaient les États hima de l'Ankole, du Karagwe, du Rwanda, du Burundi, puis du Toro.

Au nord du lac Victoria, se développa le Buganda. Ici, nous sommes en présence d'une autre tradition fondatrice que celle des Bachwezi.

Il s'agit de la tradition de Kintu qui est associée à des bantuphones et non à des Hima et qui remonterait au XV^e siècle. La région n'étant pas propice à l'élevage en raison de l'existence de la mouche tsé-tsé, c'est pourquoi elle n'avait pas attiré la convoitise des pasteurs hima. Durant les XVII-XVIII^e siècles, sous l'autorité de ses rois, les Kabaka, le Buganda s'étendit vers le nord, aux dépens du Bunyoro.

Dans toute la région interlacustre, le Tambour était le symbole du pouvoir, de la Nation et de l'État.

Ces tambours avaient pour nom *Bagyendanwa* au Nkore, *Mujaguzo* au Buganda, *Nya-batama* au Karagwe, *Kalinga* au Rwanda, *Karyenda* au Burundi.

À l'exception du Buganda, tous ces royaumes étaient dirigés par des pasteurs

à la haute taille reconnaissant les mêmes valeurs aristocratiques et guerrières.

Dans les sociétés pastorales interlacustres, tous les actes de la vie étaient placés sous le signe du bétail, quasiment sacralisé.

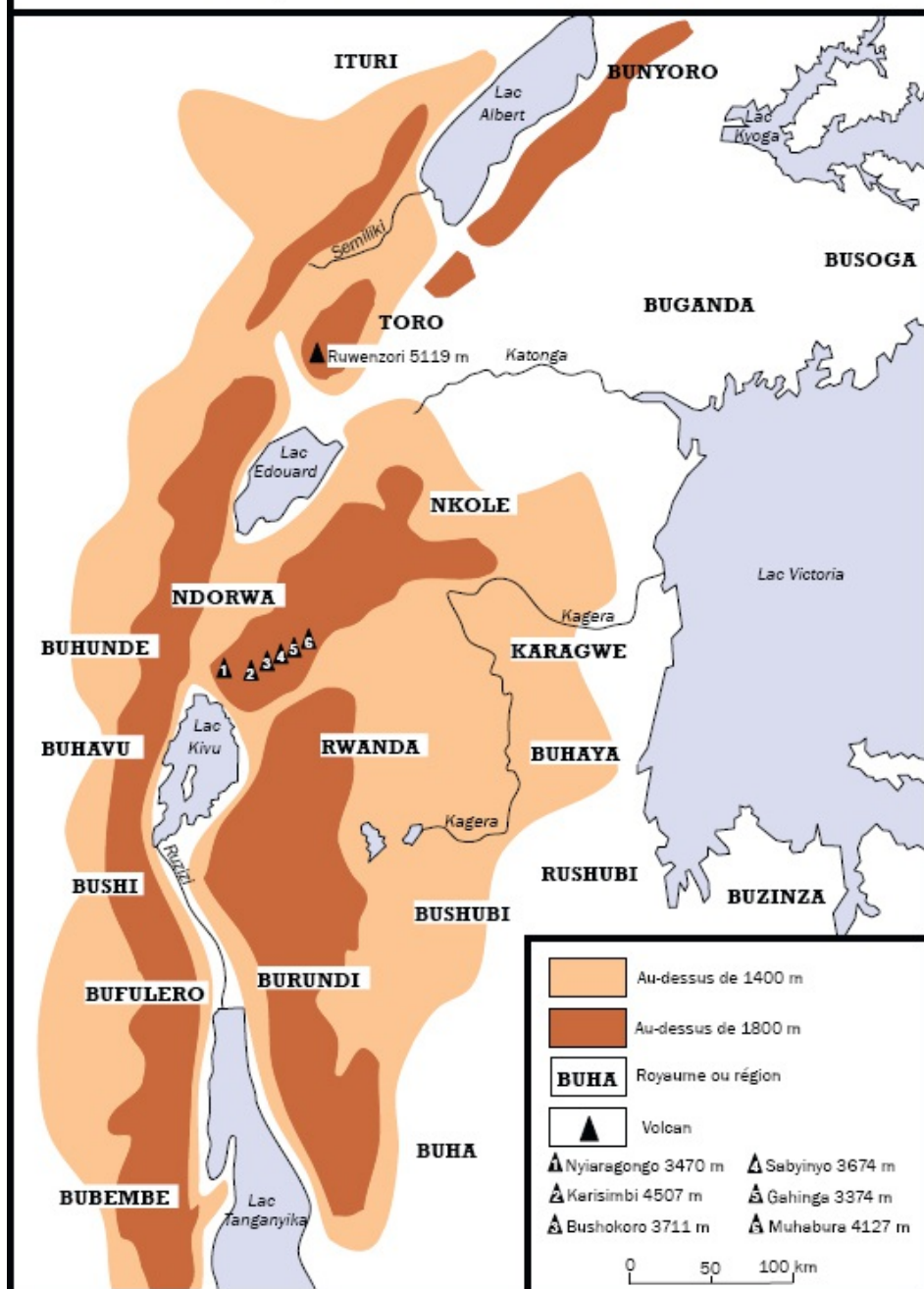
Politiquement, les rois ne régnaient pas sur des hommes, mais sur des troupeaux.

Dans l'enclos royal brûlait un feu de bouse qui symbolisait la VI^e du monarque et quand le roi mourait, on laissait le feu s'éteindre avant de proclamer « le lait est renversé ».

Dans la région interlacustre, la vache et la lance dominaient donc la houe et les greniers. Tous les actes de la VI^e étaient placés sous le signe du bétail et la terre n'existait que comme pâturage. Il s'agissait d'ailleurs du bien exclusif de la vache qu'il importait de protéger contre la « rapacité de la houe ».

L'idéologie qui était à la base de la domination sociale, politique, économique et guerrière était d'essence raciale dans la mesure où les valeurs mises en avant étaient intrinsèquement liées à eux. Ainsi : la fierté, l'élégance, la retenue, le courage, la maîtrise de soi, la discrétion, l'humour, le calcul, considérés comme des vertus aristocratiques.

LA RÉGION INTERLACUSTRE OU "L'AFRIQUE DE LA VACHE ET DE LA LANCE"



LE RWANDA ET LE BURUNDI

Deux royaumes originaux existaient dans la partie sud de la région interlacustre, celui du Rwanda et celui de l'Urundi (Burundi).

Bien que tous deux aient été dominés par la minorité tutsi, leurs définitions sont à ce point différentes qu'il est impossible de les concevoir comme un même ensemble.

Le Rwanda

Le royaume du Rwanda¹ tel qu'il existait à la fin du XIX^e siècle est une création du clan tutsi des Nyiginya appuyé sur les clans Bega et Sindi. Le mouvement de conquête et d'unification débuta sous le règne de Ruganzu I Bwimba (XIV^e ou XV^e siècles).

L'histoire du Rwanda s'est écrite à travers une grille guerrière car le destin du royaume étant de conquérir, de vaincre, d'annexer, ce royaume ne pouvait donc pas connaître la paix car :

« [...] le principe essentiel de la société rwandaise étant d'unifier tous les pays sous le roi unique de la dynastie des Banyiginya, on ne peut jamais avoir la paix définitive avec les pays voisins » (Kagame, 1963).

Dans cette monarchie « raciale » qu'était le Rwanda précolonial, la lance et le bétail dominaient la glèbe et les greniers car les hommes de la vache, les Tutsi, commandaient à ceux de la houe, les Hutu. Du moins là où s'appliquait le droit pastoral, ce qui n'était pas le cas dans l'ensemble du Rwanda et notamment pas chez les montagnards du nord ou *Bakiga* (Nahimana : 1979a, 1979b, 1982, 1983).

L'appartenance à l'un des deux groupes était irréversible et même si les limites entre riches Hutu possesseurs de bétail et pauvres Tutsi sans bétail étaient parfois floues, la séparation entre les Hutu et les Tutsi était aussi définitive que le sexe.



Le Burundi

Le royaume du Burundi n'a, quant à lui, jamais atteint le degré de « centralisation » institutionnelle du Rwanda, son voisin septentrional.

Peut-être est-ce dû au fait que, les Tutsi étaient ici divisés en trois groupes différenciés et souvent opposés, à savoir les « grands » Tutsi ou *Banyaruguru*

(littéralement : « ceux qui viennent d'en haut », c'est-à-dire du nord.) se rattachent au rameau rwandais, la haute aristocratie tutsi constituée par les *Baganwa* et les Bafasoni qui descendaient des anciens souverains (Ghislain, 1970, 2003). Les Hima ou « petits tutsi » sont les derniers tutsi arrivés (probablement après le XV^e siècle).

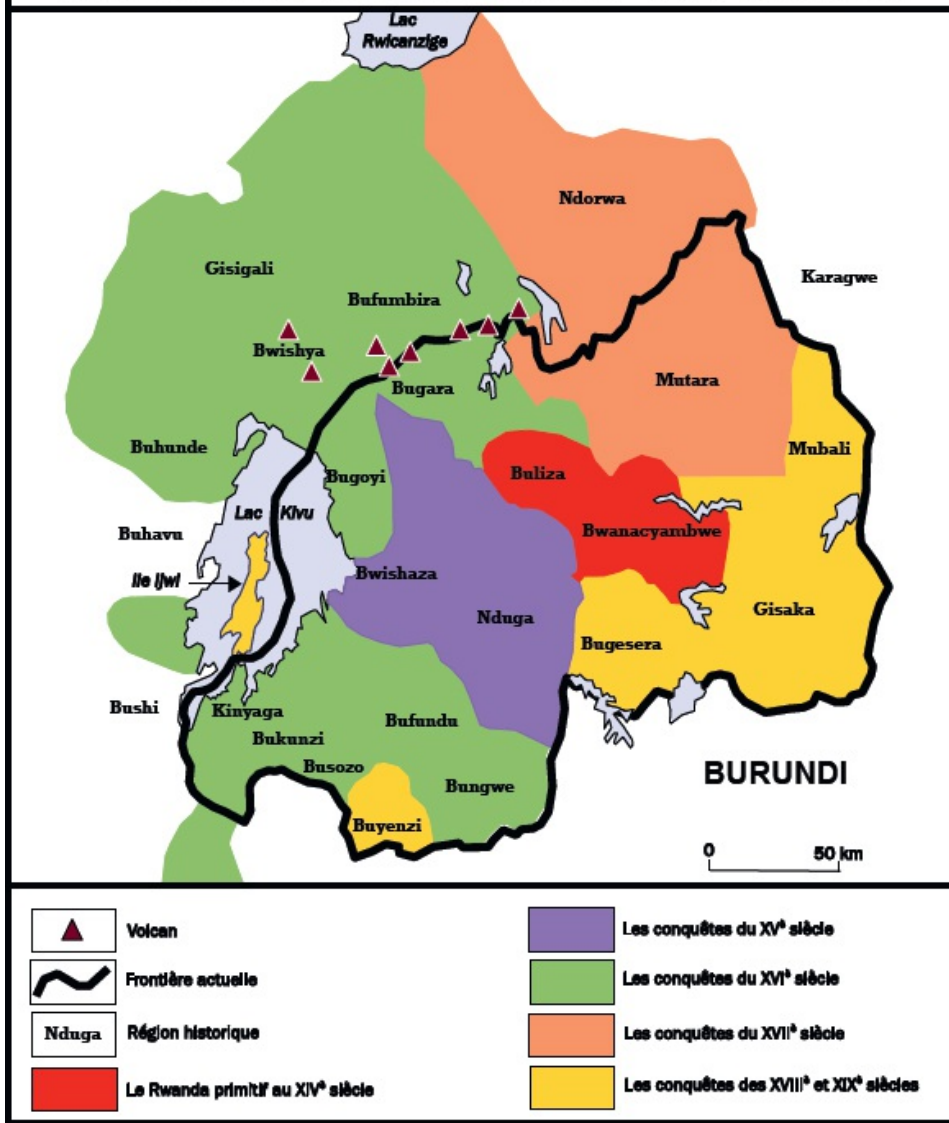
Après une période de gloire aux XVII^e - XVIII^e siècles, l'unité burundaise se délit.

Au début du XIX^e siècle, le pays était divisé en une multitude de territoires plus ou moins autonomes du pouvoir royal.

Au XIX^e siècle, et sous l'impulsion de ses deux *Mwami*, car le pays eut la chance de n'avoir que deux souverains durant le siècle, le Burundi connut un mouvement d'unification et les conquêtes élargirent les régions sous contrôle royal. Il fut alors nécessaire de réorganiser administrativement le royaume et les territoires nouvellement soumis furent confiés aux *Baganwa*.

Durant le long règne du mwami Ntare IV Rugamba (1800-1850), le Burundi suivit une vigoureuse politique d'expansion territoriale en direction du nord, contre le Rwanda. À la mort du mwami, la légitimité de son fils, Mwezi Gisabo (1850-1908) fut d'abord contestée puis le souverain eut un long règne.

L'EXPANSION DU RWANDA (XIV^e- XIX^e SIÈCLES)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES ROYAUMES DU SUD DE LA FORÊT (XVI^e-XVIII^e SIÈCLES)

Entre les XI^e et XVI^e siècles, au sud de la forêt, dans la région des savanes, plusieurs royaumes apparurent.

Les plus anciens sont le Monomotapa et le Butua. Plus au nord, et apparus plus tardivement, quatre d'entre eux dominèrent, à savoir les royaumes Lozi, Luba¹, Lunda ainsi que le Kazembé.

Le royaume de Monomotapa et le Zimbabwe

À la fin du XI^e siècle, au sud du fleuve Limpopo, dans la zone des trois frontières entre les actuels États d'Afrique du Sud, du Botswana et du Zimbabwe, une citadelle bâtie en pierre fut élevée sur la colline de Mapungunwe (Beach, 1980a ; 1980b ; 1984 et Huffman, 2005).

Le site fut abandonné vers 1250 quand toute cette partie de la vallée du Limpopo fut désertée par sa population², mouvement calibré par les datations au carbone 14 entre les XI^e et XIII^e siècles.

La population se déplaça alors vers le nord, c'est-à-dire vers le centre de l'actuel État du Zimbabwe, à Grand Zimbabwe, à 25 km au sud-est de Masvingo, l'ancienne Fort Victoria.

Au XIII^e siècle, commença à y être édifiée une ville composée d'imposants bâtiments dont les vestiges ont conservé une belle apparence (Pikirayi, 2001). C'est alors qu'apparut une nouvelle dynastie dont les souverains portaient le titre de *Mwene Mutapa* (littéralement le « maître du pillage ») d'où le nom dérivé du royaume de Monomotapa.

À Zimbabwe - en langue shona et dans sa signification ancienne « cour du roi » -, les premières constructions semblent avoir été faites dans la vallée dominée par l'« *Acropole* » entre la fin du XIII^e siècle et le début du XIV^e.

Quant au *Grand Enclos*, caractérisé par ses murs massifs, il fut érigé petit à petit et cela probablement à partir du début du XV^e siècle. Il s'agit d'un mur d'enceinte d'une hauteur moyenne de 7,30 m avec une épaisseur de 5,50 m à la base et de 3,60 m à 1,30 m au sommet. Cette construction impressionnante est décorée sur plus de 50 m par un motif à chevrons.

Les fouilles ont permis de mettre au jour des bijoux en or, des objets en cuivre et de grandes quantités de perles provenant d'extrême Orient datées du XIV^e siècle.

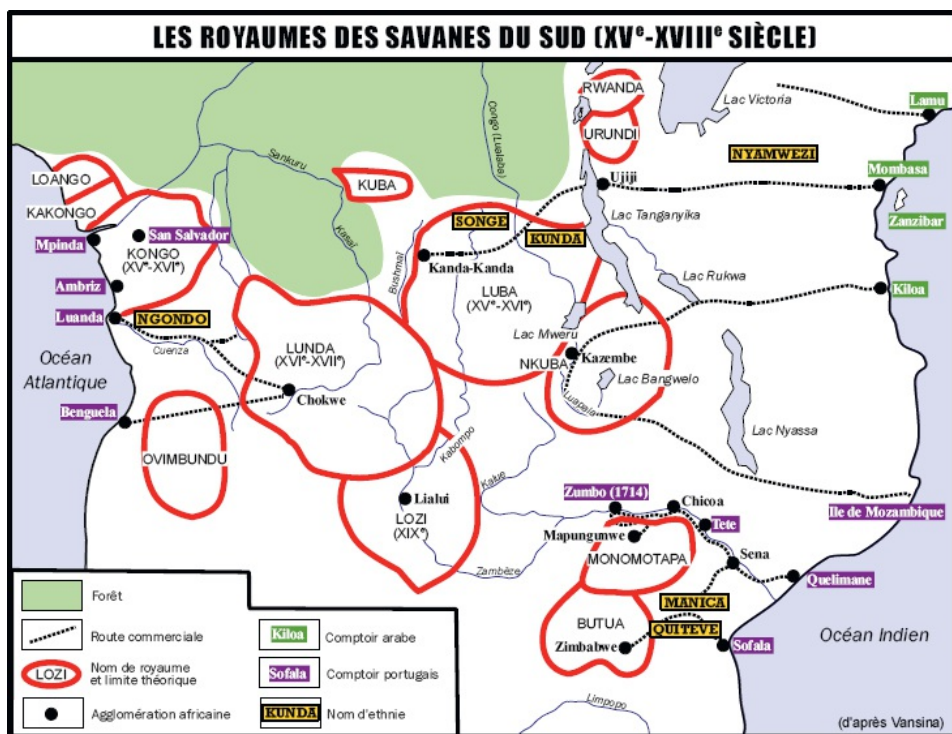
Grand Zimbabwe fut donc un centre politique et commercial important et la prospérité des ports arabo-swahili de Kiloa et de Sofala sur le littoral de l'océan indien, dépendait très directement de ses activités, principalement des extractions d'or.

À la fin du XV^e siècle, vers 1490, la dislocation territoriale s'accroît quand le sud du royaume perd son autonomie. L'Empire shona qui s'étendait sur les actuels États du Zimbabwe, de l'est du Botswana et sur une partie du

Mozambique disparût et bientôt, il ne resta plus du Monomotapa qu'un territoire tout en longueur, suivant le Zambèze jusqu'à l'océan indien. Au XVI^e siècle, quand les Portugais s'installèrent sur le littoral africain de l'océan indien, Zimbabwe était déjà entré en décadence. À partir du XVI^e siècle, ils en firent une sorte de protectorat (Beach, 1980).

Par dizaines, des ruines de pierres, certes moins imposantes que celles de Zimbabwe ou de Mapungunwe ont été répertoriées dans la région comprise entre Zambèze et Limpopo qui déborde sur quatre États actuels, à savoir, le Zimbabwe, le Mozambique, le Malawi et la Zambie.

Ces ruines sont essentiellement des restes d'enclos faits de murs ou de murets de pierres, à la manière des *kraal* de toute l'Afrique australe.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES ROYAUMES DU SUD DE LA FORÊT (XVI^e-XVIII^e SIÈCLES)

Au sud du Zambèze l'empire rowzi-shona procède de la dislocation du

Monomotapa. Ses origines, longtemps demeurées controversées sont aujourd'hui mieux connues (Beach, 1980a; 1980b; 1984).

Les Rowzi faisaient à l'origine partie de l'empire du Monomotapa. Entré en décadence au début du XVIII^e siècle, ce dernier devint une sorte de protectorat portugais.

Dans les années 1693-1695 les Portugais furent évincés du plateau rhodésien par un des vassaux du Monomotapa, Changamire Dombo I^o (± 1684 - ± 1695) qui fonda l'empire Rowzi, subjugué le Venda, au sud du Limpopo, et s'empara du Manica, région à cheval sur les actuels Mozambique, Zimbabwe et Malawi.

Les royaumes Luba et Lunda

Les traditions des Luba véhiculent le mythe d'un héros fondateur nommé Kongolo. Venu du nord au XV^e siècle ou au début du XVI^e, il aurait fondé un premier royaume luba avant d'être assassiné par un de ses neveux nommé Kalala Ilounga qui devint le deuxième roi luba, d'où son nom de règne, Kalala Ilounga Mbili³.

Souverain conquérant, il élargit le domaine luba jusqu'au haut Kasai (Sankuru) à l'ouest et jusqu'à la Lukuga au nord.



Ancêtre Eyema. Gabon

Nous sommes mal documentés sur les successeurs de ce monarque et cela jusqu'au règne de Kuvimbu Ngombé, probablement le dixième roi Luba qui régna à la fin du XVIII^e siècle. Il agrandit considérablement son royaume puisqu'il l'étendit jusqu'à la rive occidentale du lac Tanganyika, qu'il atteignit par la vallée de la Lukuga. Le début du XIX^e siècle fut une période de décadence pour le royaume.

Le monde Luba était divisé en deux ensembles, le royaume proprement dit et les territoires d'expansion qui n'étaient ni unifiés, ni centralisés.

Le cœur de la nation luba était situé dans le nord du Katanga, depuis le haut Lualaba jusqu'aux lacs Kisale et Oupemba à l'est (carte page 185). C'est là que s'organisa un État puissant et fortement structuré.

Puis, à la suite de migrations, nombre de Luba s'installèrent plus à l'ouest, au Kasai, où, groupés par clans, ils formèrent un peuplement non rattaché à leur homeland d'origine, ce sont les Luba Kasai.

À l'ouest du Lubilash, donc à l'ouest du royaume luba, le royaume lunda

apparût lui aussi au XV^e ou au début du XVI^e siècle pour atteindre son apogée au XVIII^e siècle.

Les traditions font remonter son origine au même héros mythique fondateur que celui de l'empire luba, à savoir Kongolo ; comme les Luba, les Lunda affirment que leurs ancêtres sont venus du nord.

À la différence du royaume luba, le royaume lunda ne constituait pas un ensemble centralisé et homogène puisqu'il présentait l'image d'une sorte de confédération de clans et de tribus, ce qui s'expliquerait par la façon dont se serait créé le royaume.

L'entité lunda serait en effet apparue dans un territoire situé entre les rivières Lubilash et Lulua (carte page 185), quand plusieurs chefs de villages (?) ou de clans (?) auraient décidé de s'unir et d'élire un chef en leur sein, donnant ainsi naissance à la confédération lunda.

Ce premier chef avait pour nom Yala Mwakou et après sa mort, ce fut un de ses fils, nommé Kondé, qui lui succéda. Ce dernier eut deux garçons et une fille nommée Lueji (ou Loueji). Cette dernière hérita du trône, ce que ses frères n'acceptèrent pas et ils décidèrent de quitter la région.

C'est de ce mouvement que résulta la grande expansion lunda.

L'aîné, Chinguli, alla vers l'ouest et il s'installa dans la région du fleuve Kwango, dans l'actuel Angola, où, au tout début du XVII^e siècle, il fonda le royaume Imbangala (Bangala).

Le cadet, nommé Chiniama, prit la route du sud et il se fixa dans le bassin de la rivière Luena, toujours dans l'actuel Angola.

Environ un siècle plus tard, Yavo Naweji qui régna de 1660 à 1675, ou de 1675 à 1715, sous le nom de Mwata Yamvo Naweji, est considéré comme le fondateur de la puissance lunda. Le souverain étendit les limites de l'empire à l'ouest, jusqu'au fleuve Kasai, au sud, au-delà du Zambèze et en direction de l'est, jusque dans la région du lac Mweru au Katanga (carte page 185).

L'artisan de cette expansion avait pour nom Kanyembo et c'était l'un des principaux chefs militaires lunda. Il fut nommé gouverneur des territoires qu'il avait conquis avec le titre de Kazembé.



Fétiche Lulua. RDC

La création du Kazembé dont le cœur était le fleuve Luapala permit à l'empire lunda d'entrer directement en relation avec les comptoirs portugais de l'intérieur du Mozambique comme celui de Tete sur le Zambèze (carte page 181).

Vers 1740, Nganda, le fils de Kanyembo, succéda à son père à la tête du Kazembé où une sorte de dynastie lunda autonome se développa, tout en versant tribut et en maintenant des liens commerciaux très étroits avec les Mwata Yamvo lunda qui régnaient plus à l'ouest.

Bien qu'il ait continué à verser tribut à l'empire lunda, le Kazembé devint de fait un État indépendant. La limite entre les deux États était le fleuve Lualaba mais le lac Kisale appartenait au Kazembé.

De nouveaux réseaux de commerce s'ouvrirent avec le littoral contrôlé par Lisbonne. C'est ainsi que les Portugais avaient pris pour habitude de se fournir en ivoire auprès des Yao qui vivaient au sud du lac Nyassa (lac

Malawi) et des Bisa dont le territoire était situé au sud-est du lac Bangwelo.

Depuis les conquêtes de Kanyembo, les Bisa étaient devenus tributaires du Mwata Yamvo par l'intermédiaire du Kazembé.

À partir du « règne » de Kazembé III Lukwesa, les Yao fournirent des esclaves au Mwata Yamvo qui les envoyait dans le royaume d'Imbangala lequel les revendait aux Portugais de Saint-Paul de Loanda (Luanda)⁴. Ainsi, les partenaires africains des négriers portugais livraient-ils à ces derniers des esclaves provenant d'une zone de capture éloignée de plus de 2 000 kilomètres de l'océan atlantique.

Le Kazembé était également l'intermédiaire commercial entre les établissements portugais du Mozambique et le cœur de l'empire lunda ⁵.

Le Kazembe et le royaume de Msiri

Le Kazembe semble avoir atteint son apogée, sous Kazembe III Ilunga (Lukwesa) qui accéda au pouvoir vers 1760.

Vers 1790, le royaume entra en contact avec les Portugais installés à Tete et il reçut la visite de plusieurs d'entre eux en 1798 et 1799.

Le royaume connut une évolution particulière due à sa conquête par des aventuriers venus de l'est.

Un temps partenaire méridional du commerce avec les Arabes, il entra en décadence quand un conquérant nyamwezi nommé Ngelengwa, dit M'siri, créa un royaume concurrent.

Né vers 1830, M'siri accompagna très jeune son père, Mazwiri-Kalasa chef de caravane au service des Zanzibarites.

Vers 1858, après un voyage dans ce qui deviendra le Katanga d'où il avait rapporté une cargaison d'ivoire, il décida de s'installer dans la région d'un village du nom de Katanga, sur les bords de la Lufira, avec un groupe de Bayéké, c'est-à-dire des chasseurs d'éléphants. Ayant épousé une des filles du chef de Katanga, M'Siri intervint dans les querelles locales à la tête de ses Bayéké, aidant certains chefs contre d'autres et se procurant de ce fait des esclaves qu'il allait revendre aux Arabes installés dans les villes littorales de l'océan Indien.

Ce commerce lui permit de se procurer des fusils et de plus en plus de Bayéké vinrent se joindre à lui. Bientôt, il disposa d'une véritable armée avec laquelle il bouleversa profondément la géopolitique régionale.

C'est ainsi qu'il détourna à son profit le commerce des esclaves, de l'ivoire et du cuivre qui faisait la richesse des royaumes Luba et Kazembé, ce qui provoqua une forte réaction de ces derniers.

Il commença par faire refluer les Luba qui étaient installés entre la rivière Luapala et le lac Tanganyika, puis il les repoussa vers l'ouest, jusqu'au lac Kisale. Dans un second temps, il écrasa l'armée du Kazembé et coupa le royaume, à la fois des peuples tributaires vivant à l'ouest du lac Mweru et du territoire du Mwata Yamvo, scindant ainsi le peuplement luba en deux ensembles désormais distincts. Le Kazembé qui avait perdu son rôle de double intermédiaire était ruiné.

En 1891, M'Siri fut tué par une colonne belge commandée par le capitaine Bodson qui faisait partie de l'expédition Stairs et son royaume disparût avec lui (Moloney, 2007)⁶.

[illegible]

-  Royaume Lunda au XVI^e siècle
  Le Kazembé au XVIII^e siècle
-  Extension du royaume Lunda aux XVII^e et XVIII^e siècles
  Zone contrôlée par les Portugais
-  Royaume Imbangala (Bangala) au XVIII^e siècle
  Frontières actuelles
-  Royaume Luba au XVI^e siècle
 0 300 km

0 300 km

LES DÉBUTS DU COMPTOIR DU CAP (1652-1760)

Fondé en 1652 par Jan Van Riebeeck, le comptoir du Cap n'avait pas vocation à se développer vers l'intérieur.

Il ne s'agissait dans l'esprit des dirigeants de la Compagnie hollandaise des Indes orientales (initiales VOC en néerlandais) que d'une « station de rafraîchissement » destinée à ravitailler et à réparer les navires allant ou revenant de la colonie de l'Insulinde (l'actuelle Indonésie).

Limitée au départ à la région de la baie de la Table, la juridiction de la VOC fut peu à peu étendue afin que tout contact ne soit pas rompu avec les pionniers, les *Trekboers*, qui, pour échapper à ses règlements tatillons étaient partis vers l'intérieur.

Sur la frontière, les possessions de la VOC étaient divisées en districts dirigés par un magistrat, le *landdrost*, sorte de bourgmestre nommé, et par un conseil de quatre ou six *heemraden* nommés par le Conseil politique.

Le *landdrost*, payé par la VOC avait pour principale fonction d'administrer la justice, de conduire l'administration et d'assurer le maintien de l'ordre. Dans cette dernière mission il était assisté par des *ordonnantie ruyters*.

Plus la frontière était proche et plus l'autorité de la VOC était théorique, les colons s'administrant eux-mêmes, déléguant leurs pouvoirs entre les mains de l'un d'entre eux qu'ils éalisaient, à savoir le *veldwachtmeester* appelé plus tard *veldkornet*.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, quand les colons hollandais commencèrent à explorer l'arrière-pays du Cap, la région n'était occupée que par des Khoi et par des San.

Les peuples noirs bantuphones, Sotho Tswana et Nguni étaient alors installés plus au nord et au nord-est, au-delà du fleuve Orange et de la Fish River (voir carte page 203).

Les Sotho Tswana peuplaient le highveld ou plateaux centraux de l'actuelle Afrique du Sud ; les Nguni, divisés en Nguni du Nord et en Nguni du Sud, avaient pour homeland les plaines côtières ainsi que le piedmont situé entre la chaîne du Drakensberg et l'océan indien.

Les premiers Noirs que rencontrèrent les *Trekboers* étaient des éleveurs appartenant au groupe des Nguni du Sud.

En 1679, le gouverneur Simon Van der Stel persuada les dirigeants de la VOC d'augmenter le nombre de colons en envoyant au Cap des Huguenots réfugiés en Hollande.

Environ 200 firent le voyage entre 1688 et 1701 et ils furent installés à

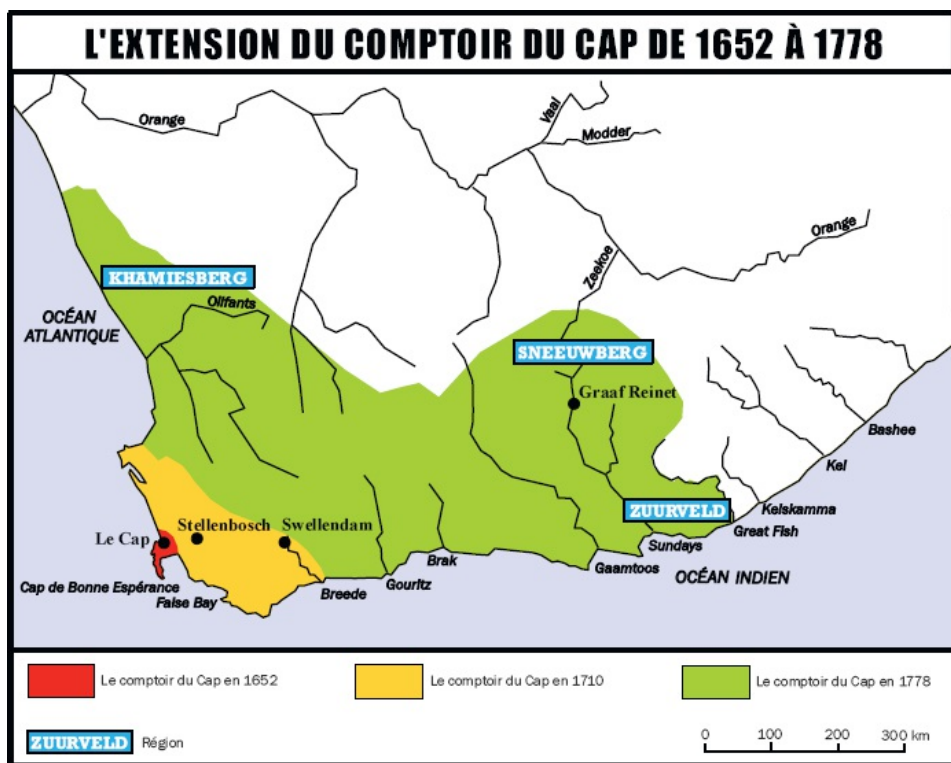
quatre-vingts kilomètres du Cap, dans la région de Stellenbosch où ils fondèrent la ville de Franschoek (Le coin des Français) (Lugan, 2010).

En 1743, l'administration hollandaise porta la frontière de la colonie sur la rivière Brak qui se jette dans l'est de la baie de Mossel. Comme les *Trekboers* avaient déjà dépassé la rivière Gaamtoos, en 1745, cette dernière fut donc reconnue comme formant la nouvelle frontière orientale.

Or, à cette date, certains *trekboers* avaient largement franchi cette limite puisqu'ils nomadisaient déjà à l'ouest de la rivière Great Fish.

Après 1750, les contacts avec les Nguni furent de plus en plus nombreux dans la zone de la rivière Great Fish et particulièrement entre les rivières Great Fish et Sundays.

En 1760, des Boers s'installèrent dans la région de la rivière Sundays et leur occupation se fit à l'intérieur de l'arc de cercle des monts Sneeuwberg, Graaf Reinet devenant le centre de colonisation de la région.



L'AFRIQUE DE 1800 À 1884

Durant cette période, en Afrique du Nord, l'Égypte, vassale de l'empire ottoman s'affirma comme État national, cependant que, dans les Régences de Tripoli et de Tunis, le délitement du pouvoir turc se poursuivait.

En Algérie, la France consolida sa présence, tandis que le Maroc, toujours maître d'un immense empire, s'enfonçait dans la crise.

Au sud du Sahara, sous l'impulsion des *Jihads*, dont les peuls furent la force motrice, le Sahel subit une profonde mutation. Le mouvement ne fut d'ailleurs pas limité à la région comprise entre le Sénégal et le lac Tchad, puisque le même phénomène se déroula au Soudan et dans la région du haut-Nil avec le *mahdisme*.

De la Traite aux oléagineux

Le littoral atlantique, délaissé depuis la fin de la Traite, vit ses États ruinés par l'Abolition.

Dans la première partie de la période, le timide retour des Européens sur quelques points du littoral (Sierra-Leone, Liberia, Gabon), répondit essentiellement à un souci philanthropique qui était la lutte contre l'esclavage.

Puis, au moment où la révolution industrielle européenne nécessita des corps gras pour lubrifier les machines, certaines zones de l'Afrique littorale, le plus souvent là où la traite des Noirs avait été pratiquée aupa-ravant, se mirent à produire de l'huile de palme.

Destinée à fournir le combustible d'éclairage, puis à fabriquer un lubrifiant pour les roulages, cette huile remplaça peu à peu le suif dans la fabri-cation des bougies.

Avec le cycle des oléagineux, des habitudes se prirent, des contacts furent noués, des droits territoriaux furent acquis qui permirent ultérieurement la « course au clocher » vers l'intérieur du continent.



Bouclier en bois. Songyé, RDC

Zanzibar

En Afrique orientale, l'impérialisme zanzibarite qui précéda d'un demi-siècle l'expansion européenne s'étendit vers l'ouest, jusqu'au centre de la forêt congolaise, bouleversant les rapports de force et entraînant la mutation de nombre de sociétés, aussi bien dans la région interlacustre qu'au sud de la grande forêt.

Fondée sur la traite des esclaves, la prédation zanzibarite est abondamment décrite par les explorateurs. L'indignation européenne déclencha une mobilisation philanthropique qui prépara directement la voie à la colonisation « libératrice ».

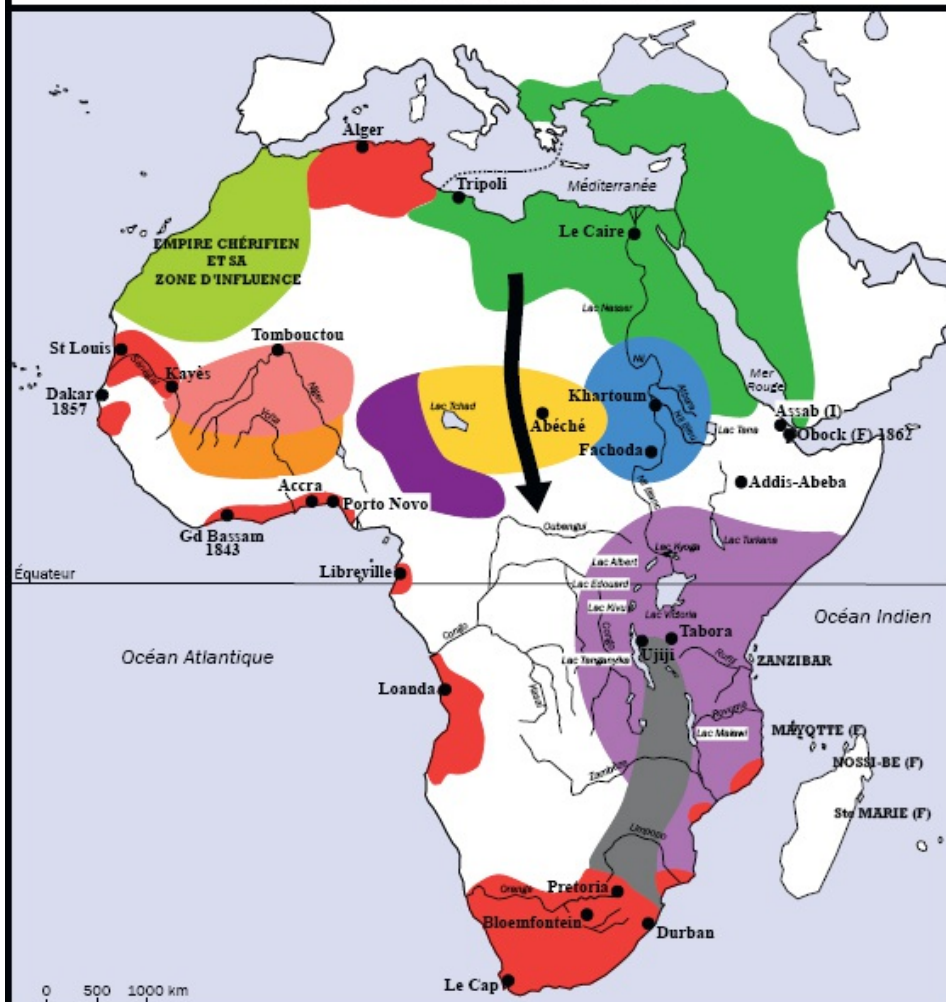
Les Nguni

En Afrique australe, la période débuta avec l'expansion des Nguni septentrionaux (Zulu, Ngwane et Ndebele), qui se fit aux dépens des Sotho

lesquels furent largement chassés du plateau central sud africain.
Ce fut le *Mfecane* qui redessina la carte ethno-politique de toute la région.

Cette période se termina avec la prise de contrôle par les Britanniques de tous les peuples vivant au sud du Limpopo, à l'exception des Boers du Transvaal et de l'État libre d'Orange.

L'AFRIQUE AU XIX^e SIÈCLE



	Suzaineté turque		Empire d'El Hadj Omar
	Empire commercial de Zanzibar		Expansion des Foulbé (Sokoto)
	Conquêtes mahdistes		Expansion de Rabah
	Zone dévastées par les Zulu, les Swazi, les Ndebelé et les Nguni (MFEKANE) ± 1820-1850		Raids esclavagistes sénoussistes
	Empire de Samory		Régions contrôlées par les Européens vers 1880-1885

LA CAMPAGNE D'ÉGYPTE

(1798-1801)

Le 5 mars 1798, le *Directoire* autorisa Bonaparte à entreprendre la conquête de l'Égypte. L'expédition fut rassemblée en un temps record et dans la nuit du 1^{er} au 2 juillet 1798, quatre mille hommes débarquèrent à l'ouest d'Alexandrie (Laurens, 1989 ; Brégeon, 1991 ; Laissus, 1998 ; Tranié et Carmignani, 1988).

Le 14 juillet, le combat de Chebreis, livré au pied des Pyramides à douze cents *Mamelouk* engagés par Mourad Bey tourna à l'avantage des Français. Cette victoire fut compromise le 1^{er} août à Aboukir par la destruction de la flotte de l'amiral Bruey. Privée de communications avec la France, l'Armée d'Égypte se retrouva alors prisonnière de sa conquête.

L'entrée en guerre du Sultan ottoman ouvrit entre-temps un nouveau « front » au nord et, le 10 février 1799, Bonaparte quitta Le Caire pour marcher sur la Syrie, avec treize mille hommes.

Dans la nuit du 14 au 15 février, il infligea, à hauteur d'El Arish, un cuisant revers aux troupes du *pacha* turc d'Acre. Gaza fut prise le 25 février, Jaffa enlevée le 7 et, rendus furieux par l'assassinat d'un parlementaire, les Français y firent un grand massacre. Quatre jours plus tard, la peste commença à décimer la troupe malgré les mesures préventives imposées par René-Nicolas Desgenettes, médecin chef de l'armée d'Orient.

Le 14 juin 1799, les « vainqueurs » étaient de retour au Caire mais, sur les treize mille hommes partis en février, huit mille seulement avaient regagné l'Égypte.

Avec dix-huit mille hommes encore disponibles (la moitié de l'effectif débarqué un an plus tôt) Bonaparte devait préserver sa conquête sans l'espoir de recevoir le moindre soutien. Le 14 juillet, il fut informé de l'arrivée, deux jours plus tôt, d'une flotte anglo-turque en rade d'Aboukir où 20 000 Turcs commandés par Mustapha Pacha avaient débarqué.

Le 25, les unités turques étaient mises en pièces et la majeure partie des forces mises à terre avait été anéantie alors que les Français ne comptaient qu'une centaine de tués.

La victoire était totale mais Bonaparte qui avait pris connaissance de la défaite de Jourdan à Stokach, de celles de Scherer, de Moreau et de MacDonald en Italie embarqua pour la France et le 8 octobre 1799 il mettait pied à terre à Toulon.

Le 29 octobre 1799, à l'embouchure du Nil, la marine britannique débarqua sept mille *janissaires* turcs mais le général Verdier qui commandait à

Damiette les rejeta à la mer avec seulement un millier d'hommes.

Depuis El Arish une armée ottomane forte de soixante-dix mille hommes s'avavançait. Laissant derrière lui la ville du Caire révoltée, Kléber se porta à leur rencontre avec les dix mille hommes qui lui restaient et il remporta la victoire d'Héliopolis. Il se retourna ensuite contre Le Caire et y écrasa l'insurrection avec l'aide de Mourad Bey, devenu désormais un allié de la France.

Kléber fut assassiné le 14 juin 1800 et le général Menou lui succéda. Le 8 mars 1801, la flotte anglaise débarqua à Aboukir seize mille hommes commandés par le général Abercrombie. Le 23 mars, avec neuf mille six cents hommes, Menou livra bataille devant Canope, à mi-chemin entre Alexandrie et Aboukir, mais il perdit le tiers de son effectif et fut vaincu. Il s'enferma alors dans Alexandrie. Le 27 juin 1801, le général Belliard demeuré au Caire accepta de négocier avec les représentants anglo-turcs, puis de signer l'acte de capitulation. 13 000 Français et 700 Coptes, Grecs ou *Mamelouks* de leurs unités auxiliaires quittèrent ensuite Le Caire emportant la dépouille de Kléber et se dirigèrent vers Damiette pour y être embarqués et rapatriés. Menou capitula à son tour le 2 septembre, trois ans et deux mois après la prise d'Alexandrie qui avait marqué le début de l'aventure égyptienne.

LA CAMPAGNE DE BONAPARTE EN ÉGYPTÉ (1798-1801)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'ÉGYPTÉ SOUS MEHEMET ALI (1805-1848)

Né en 1769 à Ravala en Macédoine, mort en 1849, Méhémet Ali, fut envoyé en Égypte comme officier d'un régiment albanais par le sultan ottoman désireux d'y rétablir son autorité (Fargette, 1996 ; Sinoué, 1996). Il y débarqua au mois de mars 1801 et en 1805 il s'auto proclama gouverneur de l'Égypte. *La Porte* entérina ce coup de force contre un dédommagement financier et elle le nomma *pacha* le 18 juin 1805.

Dès le début de son « règne », Méhémet Ali chercha à nouer de bonnes relations avec la France, ce qui provoqua l'hostilité de l'Angleterre qui craignit que Napoléon tente une nouvelle aventure en Égypte. Aussi, le 19 mars 1807, les Anglais débarquèrent-ils à Alexandrie, mais, le 21 avril 1807, ils furent battus et ils rembarquèrent. Cette victoire renforça le prestige du nouveau *pacha*.

Quelques années plus tard, Mahmoud II (1808-1839), le sultan ottoman qui n'était pas en mesure de rétablir l'autorité de *la Porte* en Arabie où les tribus wahhabites s'étaient soulevées, demanda à Méhémet Ali d'entreprendre une expédition à sa place.

En 1812, deux des fils de Méhémet Ali, Toûsoûn et Ibrahim, prirent Médine puis Djeddah et enfin La Mecque.

L'offensive fut poursuivie dans le Hedjaz et les insurgés furent écrasés en 1815, à la bataille de Taëf. Les survivants des ibn Saud se replièrent alors en plein désert, près de Riyad.

À partir de 1820, Méhémet Ali se tourna vers le Soudan dont il confia la conquête à son troisième fils, Ismael. Puis, en 1823, il reçut un nouvel appel à l'aide du sultan Mahmoud II qui ne parvenait pas à maîtriser ses sujets grecs révoltés et il envoya une escadre en Crète ainsi que plusieurs régiments. La révolte de la Crète fut pour un temps réprimée.

Mahmoud II lui demanda ensuite d'intervenir en Morée (le Péloponnèse), mais le 29 octobre 1827, à Navarin, la flotte ottomane fut détruite par une escadre franco-anglaise.

Méhémet Ali entra ensuite en guerre contre le sultan ottoman et en 1831, il envahit la Palestine, puis il confia à son fils Ibrahim la mission de conquérir la Syrie. Le 8 avril 1832, les Égyptiens prirent Tripoli et marchèrent sur Homs d'où ils repoussèrent les forces ottomanes. Puis, le 24 juin 1839, Ibrahim écrasa l'armée turque.

En réaction, et à l'initiative de Palmerston, ministre anglais des Affaires étrangères, une coalition fut constituée afin d'imposer à Mehémet Ali l'abandon de la Syrie. Au contraire, Adolphe Thiers, *Président du Conseil* et ministre des Affaires étrangères français depuis la fin du mois de février 1840 soutenait clairement Méhémet Ali, ce qui renforça la détermination de

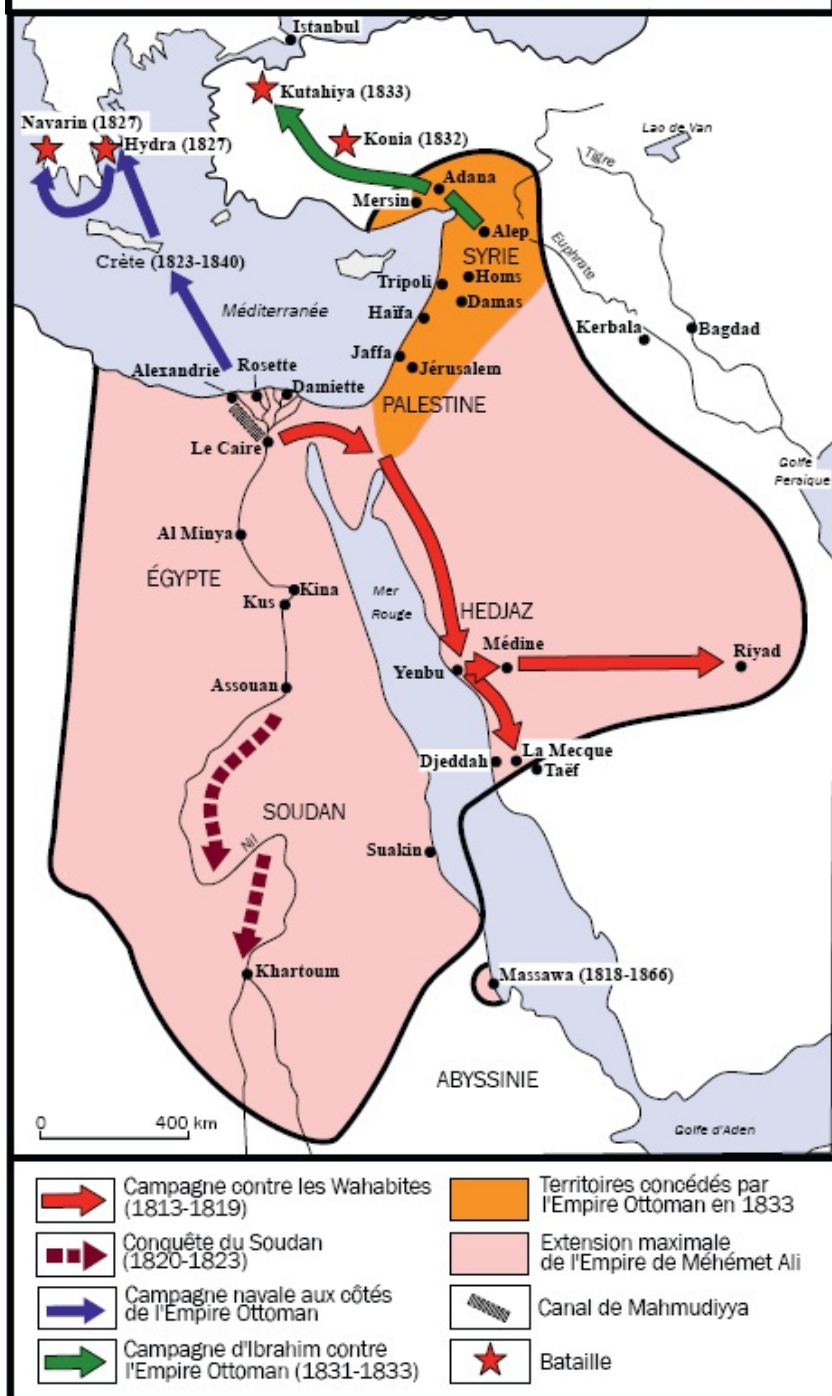
Londres qui ne voulait à aucun prix voir l'Égypte entrer dans l'orbite française.

Le 15 juillet 1840, la *Convention de Londres* fut signée par l'Angleterre, la Prusse, la Russie, l'Autriche et la Porte. La France avait été tenue à l'écart des pourparlers. Aux termes de cette convention, Méhémet Ali devait évacuer sans délais toutes ses conquêtes et il était imposé à l'Égypte de redevenir une province de l'Empire ottoman. Finalement, l'on tergiversa et, au mois de mars 1848, Méhémet Ali, malade, fut finalement écarté du pouvoir au profit de son fils Ibrahim nommé *pacha* par un décret de la *Sublime Porte*.

Le règne de ce dernier ne fut que de sept mois puisqu'il mourut le 10 novembre 1848, donc avant son père dont il avait été l'artisan des conquêtes.

Méhémet Ali avait voulu que l'Égypte devienne indépendante tout en maintenant des liens avec l'Empire ottoman, tandis qu'Ibrahim désirait couper tout lien avec ce dernier, avant de le supplanter et de faire ensuite de l'Égypte le centre d'un nouvel empire musulman moderne.

L'ÉGYPTE SOUS MÉHÉMET ALI (1804 - 1848)



L'ÉGYPTE ET LE SOUDAN

Nous avons vu page 190 qu'en 1820, Méhémet Ali initia l'impérialisme égyptien vers l'actuel Soudan.

En 1830, la ville de Khartoum fut fondée et, à partir de là, l'Égypte développa un important commerce basé sur l'ivoire et les esclaves.

Alertée par les récits des voyageurs dont ceux de l'Allemand Georg Schweinfurth et de l'Anglais Samuel Baker, l'opinion européenne se mobilisa. Cédant devant la poussée internationale et afin de montrer sa bonne foi, le Khédivé Ismaël (1830-1895), nomma des gouverneurs européens au Soudan dont le plus célèbre était Charles Gordon.

En 1881, un soulèvement religieux fondamentaliste se produisit dans la région de Khartoum sous l'impulsion du Mahdi Mohammed Ahmed ben Abdallah, chef d'une secte ayant pour nom *Ansar* « les victorieux ».

Pour les Britanniques, la situation était grave car l'Égypte était le verrou de la route des Indes. Or, le pays était en situation de banqueroute et, comme il ne pouvait plus rembourser ses créanciers européens, il avait été placé sous tutelle économique, ce qui était très mal ressenti par les milieux nationalistes.

En 1881, un officier égyptien nommé Arabi (Orabi) Pacha déclencha une révolte contre le Khédivé, accusé d'être le valet des Européens.

Or, au même moment, les événements du Soudan avaient des répercussions en Égypte car le mouvement mahdiste s'était étendu comme une trainée de poudre après qu'au mois de juin 1882, une force de plusieurs milliers d'hommes envoyée par le gouverneur égyptien de Khartoum eut été exterminée.

Londres devait donc réagir car la situation du Khédivé d'Égypte paraissait désespérée puisqu'il était en quelque sorte « pris en tenaille » entre Arabi Pacha qui contrôlait la Basse Égypte et le Mahdi désormais le maître du Soudan.

En 1882, un corps expéditionnaire britannique débarqua en Égypte où Arabi Pacha fut battu, mais, au Soudan le 18 janvier 1883, les forces mahdistes prirent la ville d'El Obeid.

Une colonne composée d'une dizaine de milliers de recrues égyptiennes mal

entraînées et encadrées par quarante-deux officiers britanniques fut alors envoyée au Soudan.

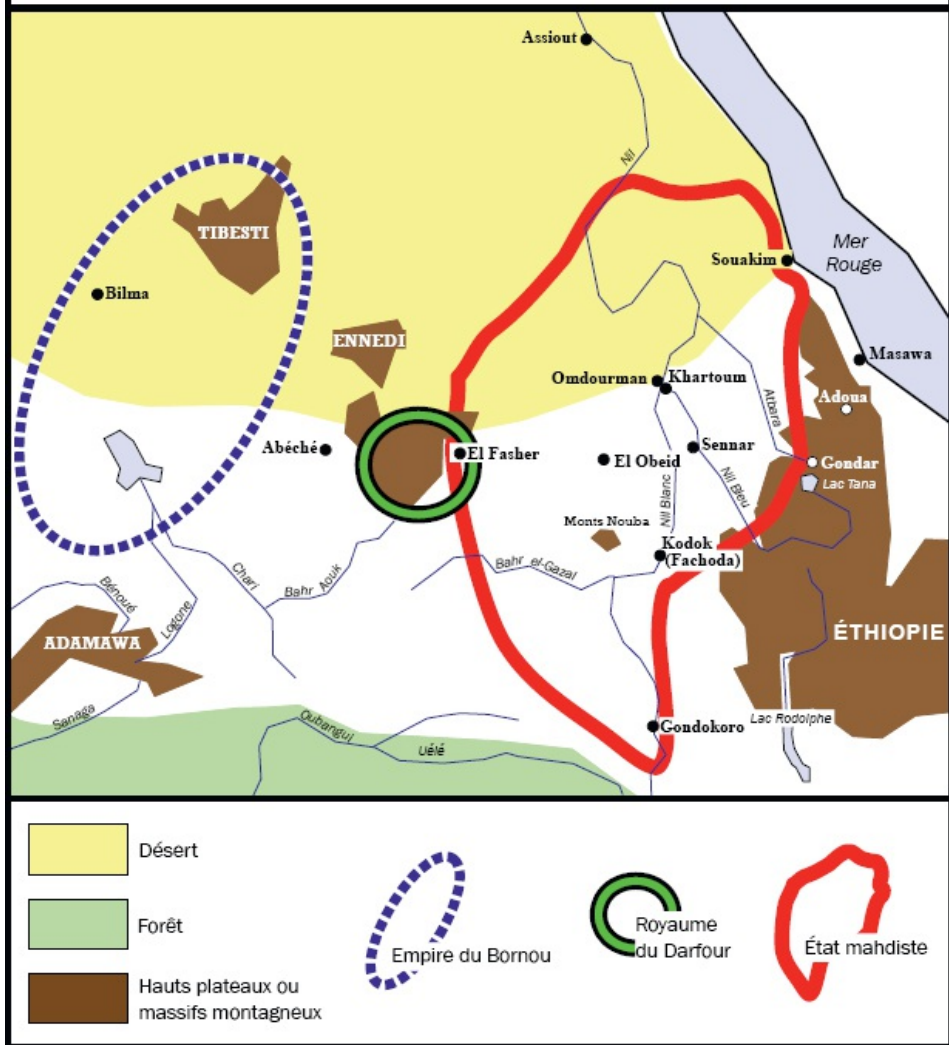
Placée sous les ordres du colonel Hicks (Hicks Pacha), elle partit de Souakim sur la mer Rouge, avec pour objectif El Obeid, mais le 4 novembre 1883, elle fut attaquée par les *Mahdistes* qui l'écrasèrent.

Elle laissa sur le terrain, outre son chef, neuf mille cinq cents hommes, la quasi-totalité de son encadrement européen et tout son matériel. Puis, Charles Gordon fut assiégé dans Khartoum et décapité lors de la prise de la ville par les mahdistes en 1885.

La réaction britannique fut tardive puisqu'elle ne se produisit qu'une dizaine d'années plus tard, en 1896, avec l'envoi d'une expédition placée sous les ordres du général Horatius Kitchener.

À l'issue de trois batailles livrées en 1898 et en 1899, les armées *mahdistes* furent vaincues et le 19 janvier 1899, le Soudan devint un *Condominium* anglo-égyptien. Pour les Britanniques, il était temps car l'expédition française du capitaine Marchand avait atteint le Nil à Fachoda, ce qui déclencha une forte crise entre Londres et Paris (voir page 228).

L'ÉTAT MAHDISTE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA RÉGENCE D'ALGER¹



À la différence de celles de Tripoli et de Tunis, la Régence d'Alger (*Wilayat el-Djezair* en arabe et *Gezayir-i Garp* en turc), demeura une colonie de *La Porte* sous autorité de Beys nommés à la tête de *Beyliks* ou provinces, puis de Deys à la tête de *Deyliks*.

À partir de 1550, les Turcs commencèrent à s'intéresser à l'arrière-pays. Hassan Pacha, fils de Hairettin Barbaros, fit ainsi de Tlemcen un centre militaire et administratif, puis son successeur, Salih Reis (1552-1556), installa une garnison à Biskra, puis s'avança dans le Sahara où il occupa Touggourt et Ouargla.

Au XVII^e siècle, les rapports entre Alger et Istanbul furent complexes car Alger avait besoin de la protection impériale contre les menaces européennes et marocaines. La politique de l'élite dirigeante militaro-administrative ottomane algérienne fut de garder la plus grande autonomie possible tout en demeurant parfaitement loyale à *La Porte* et tout en évitant de se dissoudre par mariage dans la masse de la population.

Au XVIII^e siècle, les deys furent choisis par l'*odjaq*, la milice janissaire. À cette époque, les provinces ou *Beyliks* étaient au nombre de sept (Alger, Constantine, Oran, Mascara, Mazouna (Rélizane), Tlemcen et Médéa). Chaque beylik était divisé en plusieurs *Outan* ayant à leur tête des caïds dépendant directement du Dey.

À la veille de la conquête française, la Régence turque d'Alger était divisée en trois *beylik* (provinces) soumis à l'autorité théorique du *dey* d'Alger et dirigés par trois *beys*. Il s'agissait du *beylik* de Titteri dont le chef-lieu était Médéa, du *beylik* de Constantine et de celui de Mascara². Dépendant

directement de l'autorité du *dey* d'Alger, le *Dar es Sultan* s'étendait à la Mitidja et jusqu'à l'atlas blidéen.

Dans les *beylik*, l'autorité « centrale » était théoriquement représentée par des *caïds* nommés par l'administration turque et qui s'appuyaient sur des tribus ralliées (les *Deïra* ou *Makhzen*).

Parfois, l'autorité était exercée par des *Kouloughli* - métis de Turcs et de femmes indigènes -, comme à Tlemcen ou à Mostaganem.

Chaque membre du Makhzen était dispensé d'impôt, se voyait remettre un cheval et un fusil et devait le service militaire au Bey. Les tribus rebelles pouvaient être dépossédées de leurs terres qui étaient alors attribuées aux tribus *makhzen*. Pour appuyer ces dernières, des postes, les *bordj* furent créés dans lesquels étaient casernés des janissaires.

À Constantine, à Titteri ou dans la région d'Oran, les responsables turcs ne disposaient que d'un nombre restreint de janissaires et c'est pourquoi ils furent rapidement contraints de prendre appui sur les notables indigènes qui se méfiaient du pouvoir algérois et surtout sur les tribus Makhzen.

La situation était très différente à Alger même et dans les chefs-lieu des provinces. Alger et sa région où les janissaires étaient relativement nombreux, était dirigée par un *dey* turc prenant appui sur des notables turcs qui le désignaient.

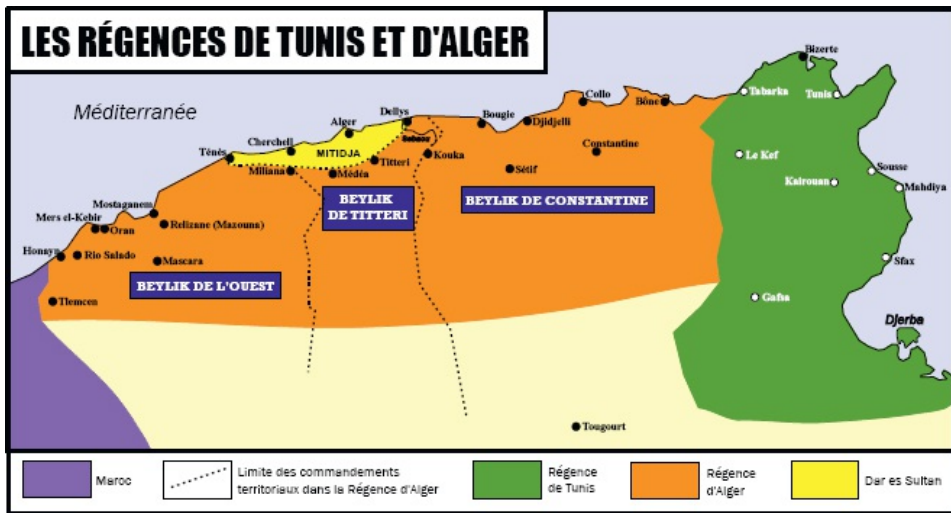
Les derniers *dey* vécurent quasiment enfermés avec leur milice janissaire dans la forteresse de la *casbah* qui dominait le port d'Alger. Leur administration reposait sur un conseil des principaux responsables militaires et territoriaux qui avait pour nom le *divan*.

Le corps des janissaires qui atteignait un maximum de 15 000 hommes pour toute la Régence était incapable d'y faire respecter l'autorité du *dey*. Durant la période ottomane, la Kabylie ne fut ainsi jamais contrôlée par le pouvoir d'Alger, d'autant plus que les tribus qui se révoltaient étaient régulièrement des tribus *makhzen*.

Au début du XIX^e siècle, plusieurs soulèvements kabyles se produisirent, notamment entre 1805 et 1813, puis en 1816 et enfin en 1823.

Il en fut de même dans les Aurès où les Chaouis réussirent à interdire toute présence effective du pouvoir ottoman.

Constantine fut un cas à part car les Ottomans y avaient de solides alliés avec la tribu kabyle des Zemoul, tribu makhzen depuis le XVI^e siècle, ce qui n'empêcha pas les autres tribus de se soulever régulièrement.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES ROYAUMES BAMBARA ET MOSSI

Dans la région de la boucle du Niger, le royaume bambara tenta un temps de combler le vide laissé par la disparition de l'empire songhay.

À partir du XVI^e siècle, il eut pour colonne vertébrale le fleuve Niger, comme cela avait été le cas à l'époque du Mali ou du Songhay. C'est sur les Bambara qui demeuraient attachés à la religion de leurs ancêtres que buta, deux siècles durant, la déferlante musulmane.

Au départ, les Bambara formaient le cœur d'une coalition ethnique regroupant des Bozo, des Soninké et des Peuls du Macina, constituée pour l'emporter sur le Mali qui comme nous l'avons vu page 140, se replia en zone forestière au XVI^e siècle.

En 1645, le dernier roi du Mali fut battu et les Bambara fondèrent la dynastie des Coulibaly dont le premier souverain, Kaladian Coulibaly régna de 1652 à 1682. Sous le règne du roi Biton Coulibaly mort en 1755, se constitua le grand empire bambara qui s'étendit aux dépens des Soninké et des Mandé des Volta (Marka, Samo et Yarsé) lesquels migrèrent vers le sud. Selon les traditions, son fils Dinkoro (1755-1757), un despote, mourut assassiné ainsi que son frère qui avait voulu islamiser le pays. L'anarchie s'empara ensuite de l'empire bambara qui se coupa en deux, donnant naissance au royaume de Ségou et à celui du Kaarta.

En 1766, Ngolo Diarra rétablit l'unité, élargit les conquêtes bambara jusqu'au-delà de Tombouctou et razzia le pays mossi.

Ses deux fils, Naniankoro et Monzon s'affrontèrent ensuite dans une guerre civile particulièrement dévastatrice. Monzon qui en sortit vainqueur tenta la conquête du pays des Mossi. Son fils Da Diarra fut vaincu par les Peuls de Cheikou Amadou, défaite qui marqua le début d'un lent déclin et cela jusqu'au moment où, venus de l'ouest, El Hadj Omar et les Toucouleurs submergèrent toute la région (voir page 200).

Les proto-Mossi venus du nord-est seraient arrivés dans la boucle du Niger au XII^e ou au XIII^e siècle ; de là ils lancèrent des raids contre les villes du Mali qui sont rapportés par les sources (Tarikh, etc.). À cette époque ils n'avaient pas encore constitué d'États.

Le premier royaume mossi ou proto-mossi aurait été fondé dans la première moitié du XIII^e siècle (Izard, 1991 :155), à l'intérieur de la boucle du Niger avec la volonté clairement affichée de franchir le fleuve pour avoir accès au commerce transsaharien ; mais cela fut impossible tant que le Mali et l'empire songhay furent puissants.

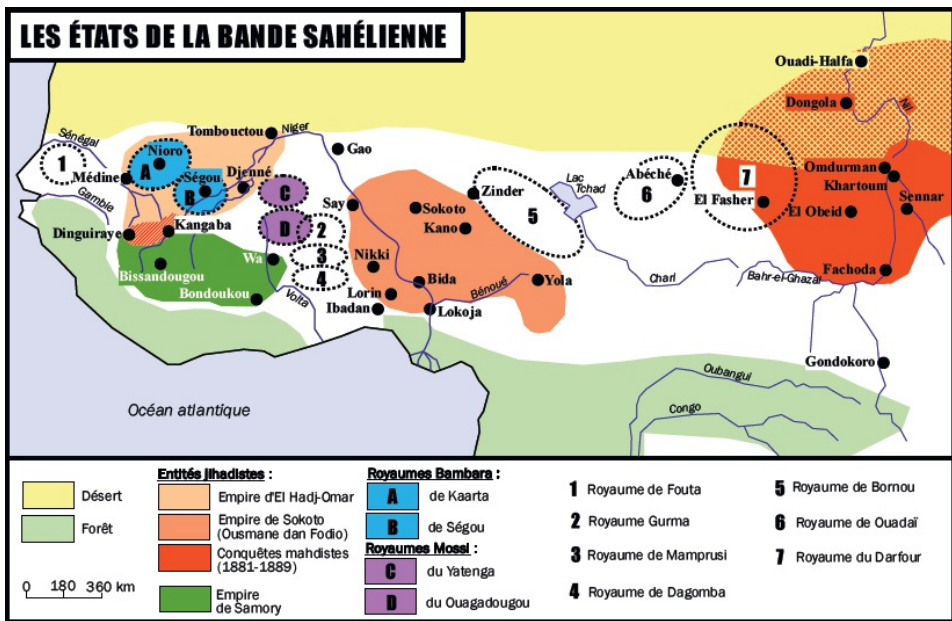
Au XV^e siècle l'histoire des Mossi devient plus lisible avec la naissance du royaume dagomba sous le règne de Na Nyaghse (± 1460-1500).

Vers 1495, Naaba Wubri fonda le royaume de Ouagadougou (Wogodogo) dont le souverain portait le titre de Moogo Naaba. Au nord, vers 1540, les Dogon ayant été chassés de la plaine du Gondo et s'étant réfugiés dans les falaises de Bandiagara dans l'actuel Mali, fut fondé le royaume mossi du Yatenga. À la fin XVI^e siècle le Yatenga se détacha du Ouagadougou.

La décadence du Dagomba débuta dans la première moitié du XVIII^e siècle. Le souverain s'était converti à l'islam en 1713 et dans les années 1740, à l'occasion d'un conflit de succession, Opoku Ware (1731-1741) le souverain ashanti se lança à sa conquête. En 1744 le roi Na Garba fut fait prisonnier avant d'être libéré contre l'engagement de livrer chaque année au royaume ashanti 2 000 esclaves.

À partir de ce moment, le Dagomba entra dans l'orbite de l'Ashanti. (Izard et Ki-Zerbo, 1991 : 246).

Après de longues décennies de prospérité, sous le règne de Naba Sagha 1^o qui régna à l'extrême fin du XVIII^e siècle, le royaume du Yatenga fut secoué par des querelles de succession qui l'affaiblirent cependant que l'islam, introduit sous le règne de Naaba Kom (± 1784-1791) devenait de plus en plus présent. Il sera d'ailleurs dominant au siècle suivant, sous le règne de Koutou (1854-1871).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'ISLAMISATION ET LES JIHAD

À la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle, le paysage politique de l'ouest africain sahélien fut largement remodelé par des éleveurs Peul (ou Fulbe) islamisés qui constituèrent de vastes États à la suite d'importants mouvements inspirés par le jihad.

Tout commença chez les Peul du Fouta-Toro et du Fouta-Djalon durant la seconde moitié du XVIII^e siècle avant de s'étendre au tout début du XIX^e siècle à ceux des Peul qui vivaient dans le royaume de Sokoto.

Les jihads africains apparaissent donc liés à un vaste mouvement de déplacement des Peul de l'ouest vers l'est, depuis le sud de la Mauritanie et le Fouta Toro, - mouvement qui s'est étendu sur tout le deuxième millénaire de l'ère chrétienne (Robinson, 1988 : 51).

La principale résistance à cette expansion fut le fait des Bambara des royaumes de Ségou et du Kaarta (voir page 198).

Ousmane Dan Fodio

- C'est dans l'actuel Nigeria que se produisit le premier jihad, sous la conduite d'Ousmane Dan Fodio (1754-1817), un Peul Fulani (synonyme : Fula ou Fulbé) né dans l'État haoussa du Gobir.

Ayant conquis les villes de Zaria et de Kano, il fut bientôt le maître d'un vaste territoire dont il fit l'Empire de Sokoto, du nom de la capitale qu'il fonda en 1809.

En 1815 il transmet le titre de sultan de Sokoto à son fils Mohamed Bello.

Seku Ahmadu

- À l'imitation d'Ousmane dan Fodio, les Peul vivant dans les royaumes bambara du Kaarta et de Ségou, se soulevèrent contre leurs maîtres animistes.

Le mouvement fut lancé par Seku Ahmadu. Né en 1773 mort en 1844, il s'empara de Djenné en 1819 et se donna une capitale, Hamdallahi (louange à Dieu), ville fondée en 1820. Dans les années suivantes, il élargit ses conquêtes, y englobant Tombouctou et il constitua l'empire peul du Macina.

El-Hadj-Omar

- L'empire Toucouleur ou Torodbe fut fondé par Omar Tall dit el-Hadj-Omar (1796-1864), né dans le Fouta Toro au sein d'une famille peule (fulbé) convertie à l'islam et membre de la confrérie kadiriya. Il adhéra ensuite à la confrérie tijaniya.

En 1847 ayant été nommé grand calife de la confrérie Tijaniya, il se fixa pour but l'islamisation de l'Ouest africain. En 1847 il s'installa à Dinguiraye. Vers 1852, il s'attaqua aux Bambara de Segou et du Kaarta qui avaient réussi à échapper à la conquête de Seku Ahmadou. Il prit Nioro la capitale du Kaarta en (1856 ?).

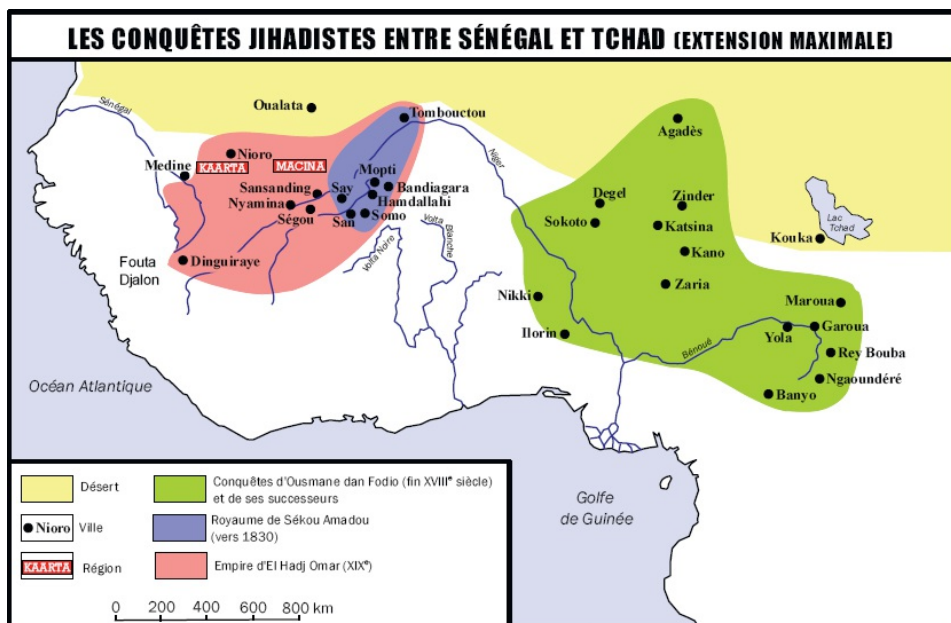
En juillet 1857 il tenta d'enlever Médine, poste français très avancé situé sur le haut Sénégal, afin de s'ouvrir une voie vers le bas-Sénégal, mais il fut défait par le colonel Louis Faidherbe.

C'est alors qu'il prit la décision de se tourner vers l'est.

En 1861 il s'attaqua à Ségou, la principale cité bambara et en 1862 il conquiert le Macina.

À Tombouctou, ville contrôlée par le clan arabe des Kunta et dont le chef, El Bekay, était un notable de la confrérie Kadiriya, la résistance s'organisa. El Bekay avait ainsi soutenu les Bambara avant d'entrer lui-même en guerre et c'est d'ailleurs en le combattant qu'en 1864, El Hadj Omar trouva la mort sur

les plateaux de Bandiagara (Robinson, 1988).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES GUERRES DE FRONTIÈRE EN AFRIQUE DU SUD (1781-1847)

En Afrique du Sud, entre les rivières Sundays et Great Kei, et cela durant tout le XVIII^e siècle, deux fronts pionniers se heurtèrent, celui des Hollandais en marche vers le nord et celui des bantuphones xhosa en progression vers le sud. Ce furent les *guerres de frontière*¹

La guerre civile Xhosa

Jusqu'en 1740, les Xhosa avaient vécu au nord de la rivière Great Kei.

À cette date, Langa (1704-1794), un fils du roi des Xhosa traversa la Great Kei et se dirigea vers le sud.

Dix ans plus tard, en 1750, son demi-frère Phalo (1702-1775) franchit à son tour la Great Kei et vint établir son *kraal* à proximité de l'actuelle ville de King William's Town.

Puis, en 1779, les divisions internes des Xhosa débou-chèrent sur une

véritable guerre civile au nord de la rivière Great Fish et les vaincus, dont Langa, cherchèrent refuge au sud.

En 1760 des pionniers blancs s'étaient installés dans la région de la rivière Sundays et le poste de Graff Reinet avait été fondé. En 1781, Adriaan Van Jaarsveld, le représentant du gouverneur hollandais du Cap leva des kommandos et entreprit d'expulser les Xhosa, ce qui donna lieu à la première des *guerres de frontière*.



Les Hollandais en sortirent victorieux et les Xhosa reconnurent la rivière Great Fish comme frontière occidentale.

En 1789, la guerre civile fit de nouveau rage chez les Xhosa et les vaincus se réfugièrent en zone hollandaise pour échapper au massacre.

Ndlambe (1740-1828), le petit-fils de Phalo, dernier roi de tous les Xhosa avant les guerres civiles voulut ensuite réunifier la nation xhosa et il s'allia aux Hollandais.

En 1789, il entra en guerre contre Langa, ce qui provoqua la seconde *guerre de frontière*.

Les déplacements de population entraînèrent un climat d'insécurité qui dura neuf ans, de 1793 à 1802, épisode connu sous le nom de troisième *guerre de frontière*. Dans toute la région les fermes hollandaises furent attaquées et le front pionnier boer recula.

Le reflux Xhosa

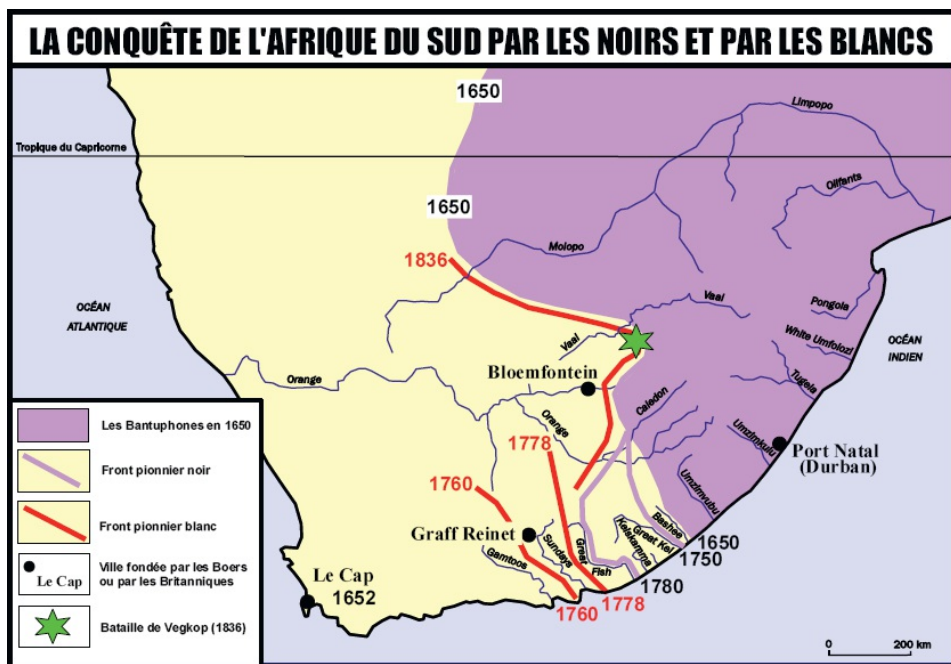
En 1806, la Grande-Bretagne fut de retour au Cap et le 5 novembre 1811, le colonel Graham, commissaire civil et militaire, reçut l'ordre d'expulser les Xhosa au-delà de la rivière Great Fish.

La quatrième *guerre de frontière* éclata donc à la fin du mois de décembre 1811 et au mois de mars 1812 tous les Xhosa avaient repassé la rivière.

La cinquième *guerre de frontière* (1818-1819) eut pour origine l'opposition de Ndlambe et de Ngqika. Or, Ngqika, allié des Anglais sollicita l'intervention de ces derniers.

En 1825, les Ngwane qui fuyaient les Zulu (voir page 206) menacèrent Ngqika et les Britanniques durent une nouvelle fois intervenir.

Ce fut la sixième *guerre de frontière* qui éclata en 1834 et à l'issue de laquelle, en 1847, Londres annexa le territoire compris entre les rivières Keiskamma et Great Kei qui devint la *British Kaffraria*.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES NGUNI DU NORD

À la fin du XVIII^e siècle, plusieurs grandes chefferies se constituèrent chez les Nguni du Nord entre les rivières Pongola (Phongola) et Tugela.

Au début du XIX^e siècle, le leadership régional fut revendiqué à la fois par

les Ndwandwe et par les Mthetwa. En 1815 les Ndwandwe s'attaquèrent aux Ngwane qui furent vaincus et qui migrèrent vers le nord où ils fondèrent le royaume du Swaziland.

Au sud, les Mthetwa développèrent le même mouvement et il subjuguèrent les Ntungwe et les Qwabe.

À l'origine, les Zulu qui ne constituaient qu'une petite tribu parmi des dizaines d'autres, faisaient partie de l'ensemble Mthetwa. L'ancêtre éponyme de la tribu, Zulu, naquit probablement au XVI^e siècle (Morris, 1981 ; Laband, 1995).

Vers 1802, une famine frappant la région, Shaka Zulu (1787-1828) et sa mère Nandi furent recueillis par une tante maternelle Mthetwa et Dingiswayo qui était à la tête de cette puissante chefferie prit le jeune garçon sous sa protection.

Bientôt, celui-ci se fit remarquer par ses qualités guerrières et il reçut le commandement d'un régiment (*impi*) à la tête duquel il se distingua au combat contre les Ndwandwe commandés par Zwide.



L'armement du guerrier zulu :

1 la sagaie, 2 le bouclier, 3 le casse-tête

Shaka zulu

En 1816, à la mort de Senzangakona, Sigujana, un de ses fils et demi-frère de Shaka lui succéda à la tête de la chefferie zulu, mais Shaka le fit assassiner. En 1818, Dingiswayo, le chef des Mthetwa trouva la mort en combattant les Ndwandwe et Shaka s'empara de sa chefferie. Puis, petit à petit, en conquérant et en agglomérant plusieurs tribus ou chefferies nguni, il fonda le royaume zulu.

Le pouvoir de Shaka fut sans limite et ceux qui lui faisaient ombrage ou qui étaient susceptibles de le menacer furent impitoyablement éliminés (Hamilton, 1998). Renseigné sur les agissements ou sur les intentions de ses lieutenants par des réseaux d'informateurs couvrant tout le royaume, il n'hésita pas à multiplier les exécutions à la moindre velléité oppositionnelle. Les plus touchés par une épuration permanente et presque systématique furent les sorciers, guérisseurs ou devins dont le prestige pouvait porter atteinte au sien (Fynn, 2004).

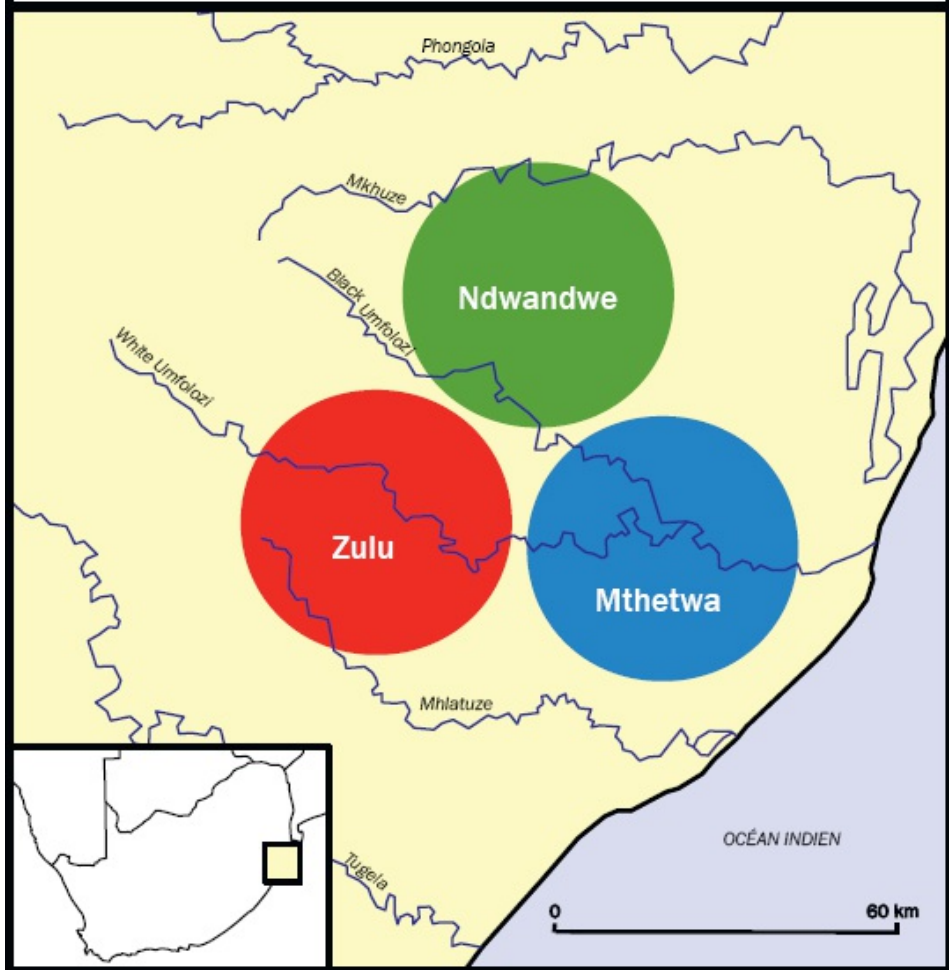
Shaka ne se maria pas bien que, dans chaque résidence royale, il y eut un *harem*, l'*isigodlo*, où de nombreuses femmes étaient à sa disposition. Toute femme enceinte de lui était mise à mort. Certaines de ses femmes furent données comme épouses De La Découverte portugaise à La veillE De La coLonisation aux guerriers qui s'étaient particulièrement distingués et Shaka recevait la *lobola* (la dot traditionnelle) à la place des parents de la mariée.

Au mois d'octobre 1827 Shaka fut gravement affecté par le mort de sa mère, Nandi.

Perdant alors tout sens de la mesure, il décréta une année de deuil dans tout le royaume qui s'accompagna d'une interdiction de cultiver et d'avoir des relations sexuelles. Des milliers de Zulu furent mis à mort pour n'avoir pas respecté cet interdit.

C'en était trop et en réaction, en 1828, il fut assassiné dans des circonstances confuses par plusieurs de ses demi-frères et Dingane, fils de Mpikaze, la sixième épouse de Senzangakona, prit le pouvoir.

LES ZULU, LES NDWANDWE ET LES MTHETWA VERS 1750



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE MFECAINE (1818-1838)

Le *Mfecane* ou « broyage » est le résultat d'une réaction en chaîne ayant débuté à la fin du XVIII^e siècle lorsque les Ndwandwe et les Mthetwa s'affrontèrent pour le leadership régional. S'affaiblissant mutuellement, ils permirent à une chefferie jusque-là marginale, celle des Zulu, et à Shaka, un chef exceptionnellement doué, de s'imposer (Cobbing, 1988 ; Wilson et Thompson, 1986).

Une fois ses principaux adversaires en déroute, Shaka fut le maître au nord de la rivière Tugela. À partir de ce moment, il se lança à la conquête des chefferies nguni de la région afin de les incorporer.

Ceux qui refusèrent de reconnaître son autorité furent impitoyablement massacrés et les rescapés, paniqués, se précipitèrent sur les territoires limitrophes. Devenus eux-mêmes des envahisseurs, ils répandirent la terreur de proche en proche.

Avec l'arrivée des Ndebele de Mzilikazi dans le *Highveld* sud-africain à partir de 1823 débutèrent les plus importantes dévastations et le peuplement sotho fut profondément remanié.

Mzilikazi (± 1770 -1868), était le fils de Mashobane, chef des Ndebele/Khumalo dont le homeland était situé à proximité de la rivière Umfolozi, et de Nompethu, fille de Zwide, chef des Ndwandwe. Mashobane fut tué par Zwide et Mzilikazi passa une partie de son enfance auprès de son grand-père Zwide. Après la mort de Dingiswayo, le chef des Mthetwa, Shaka et Zwide entrèrent en conflit et Mzilikazi se rallia à Shaka qui lui donna un *impi* (régiment) à commander (Lye, 1967 et 1969 ; Lye et Murray, 1980 ; Rasmussen, 1978).

Au mois de juin 1822, brouillé avec Shaka, Mzilikazi choisit de fuir.

Suivi de quelques centaines de guerriers et de quelques dizaines de femmes et d'enfants, il traversa le massif du Drakensberg et se dirigea vers le nord et le nord-ouest. Le reste de sa tribu fut massacré par les Zulu.

Durant les mois de juillet août 1823, Mzilikazi refit ses forces. Il battit les Pedi (des Sotho), puis il regroupa autour de lui des milliers de Nguni du nord appartenant à des tribus n'ayant pas accepté de se fondre dans la nation zulu, mais également de forts contingents de Ndwandwe.

Avec cette troupe, il déboucha ensuite sur les plateaux d'entre Limpopo et Vaal.

Durant l'année 1824, il nomadisa dans l'actuelle région de Pietersburg (Polokwane), puis, à partir de 1825, il s'installa dans la région de l'actuelle ville de Pretoria, auprès de ses cousins Ndzundza, les Ndebele du Transvaal.

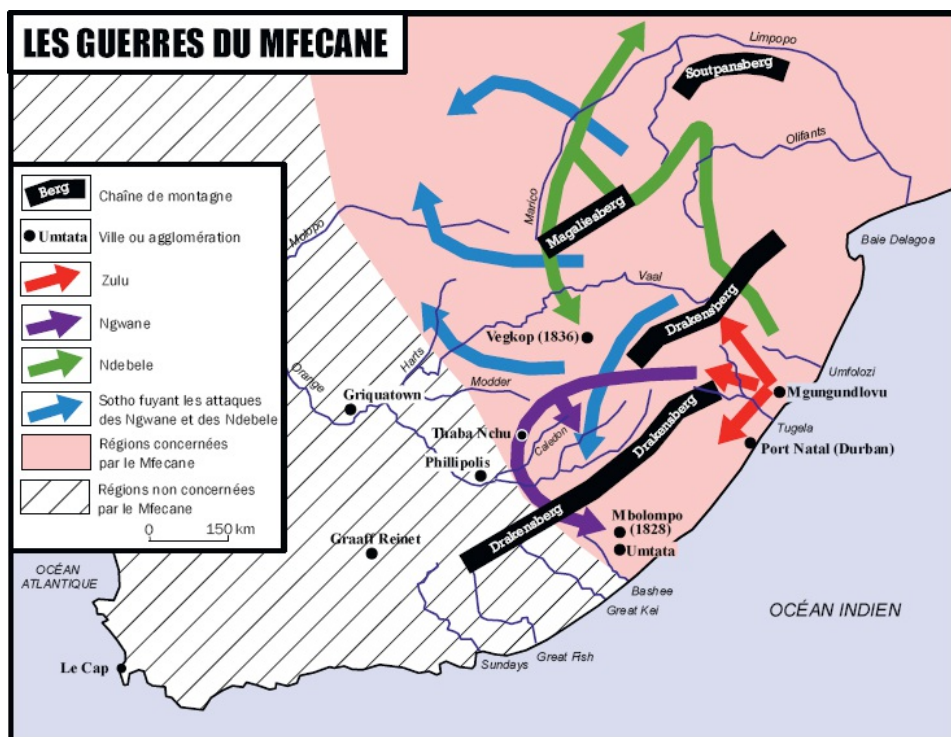
Au début de 1831, les Ndebele franchirent le Vaal puis la rivière Modder et ils attaquèrent successivement les Tlokwa du chef Sekonyela, puis les Sotho de Moshwesh (Gill, 1993).

À la fin de 1831, Mzilikazi lança un raid au nord du Limpopo, contre les Shona vivant dans le sud de l'actuel Zimbabwe. Profitant de l'occasion, les Taung de Moletsane qui venaient de vaincre les Rolong, eux-mêmes fuyant

les Ndebele, attaquèrent une nouvelle fois Mzilikazi. Alliés aux Korana et aux Griqua, ils furent battus.

Au mois de juillet 1832, redoutant une attaque zulu, Mzilikazi partit s'établir dans la région du fleuve Marico après en avoir chassé les Rolong et les Hurutshe.

Il s'installa ensuite dans la région des Magaliesberg dans la confluence des rivières Crocodile et Marico où, en 1837, il fut attaqué et vaincu par les Voortrekkers à Kapain et à Mosaga (voir carte page 209).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE GRAND TREK (1835-1839)

À partir de 1836, face à ce qu'ils considéraient comme une inacceptable guerre rampante que leur livraient les missionnaires anglicans et l'administration coloniale britannique, plusieurs milliers de Boers décidèrent de quitter le territoire de la Colonie du Cap pour aller s'installer dans les territoires vierges situés au nord du fleuve Orange. Ce fut le *Grand Trek* (grand voyage).

Andries Potgieter partit le premier en 1836, puis, en 1837, sous les ordres de Piet Retief, une dizaine de convois se formèrent de Graaff Reinet à Grahamstown (Etherington, 2001 ; Lugan, 2010).

Le *Grand Trek* qui concerna au total vingt mille personnes environ se fit dans trois directions :

1. entre les rivières Orange et Vaal, dans la région que les *Trekkers* nommèrent *Transgariep*¹ et qui deviendra l'*Oranje Vrij Staat (OVS)* ou *Orange Free State* en anglais.
2. au nord du Vaal, dans le Transvaal ou *Zuid-Afrikaansche Republiek (ZAR)*, *South African Republic* en anglais.
3. à l'est du Drakensberg, vers le Natal.

Chaque convoi était commandé par un chef élu. Les plus célèbres d'entre eux sont Piet Retief, Gerrit Maritz, Andries Potgieter et Andries Pretorius. Chaque jour, les *Trekkers* ou *Voortrekkers* – ce qui signifie les pionniers de l'avant-, s'éloignaient de 20 à 30 kilomètres de la terre qui les avait vus naître. Ils se rapprochaient d'autant de la « Terre promise » que le « Créateur » leur réservait puisqu'ils étaient certains d'être le « Peuple élu ». La lecture quotidienne de la Bible les persuadait d'ailleurs qu'ils vivaient un moderne « Exode » au terme duquel ils trouveraient enfin la « Terre de Canaan ». Leur vocabulaire était profondément imprégné par les Saintes Écritures. Ainsi, pour eux, le roi d'Angleterre était « Pharaon » et la colonie du Cap une nouvelle Égypte qu'ils devaient fuir comme jadis les Hébreux auxquels ils s'identifiaient.

Après leur victoire de Vegkop remportée le 16 octobre 1836 sur les Ndebele, les *Voortrekkers* se lancèrent à la poursuite de Mzilikazi qu'ils repoussèrent au nord du Limpopo. Ensuite, ils se divisèrent, certains décidant de s'établir sur place, pensant qu'ils avaient mis une distance suffisante entre les Britanniques et eux, cependant que d'autres affirmaient qu'il fallait aller encore plus loin.

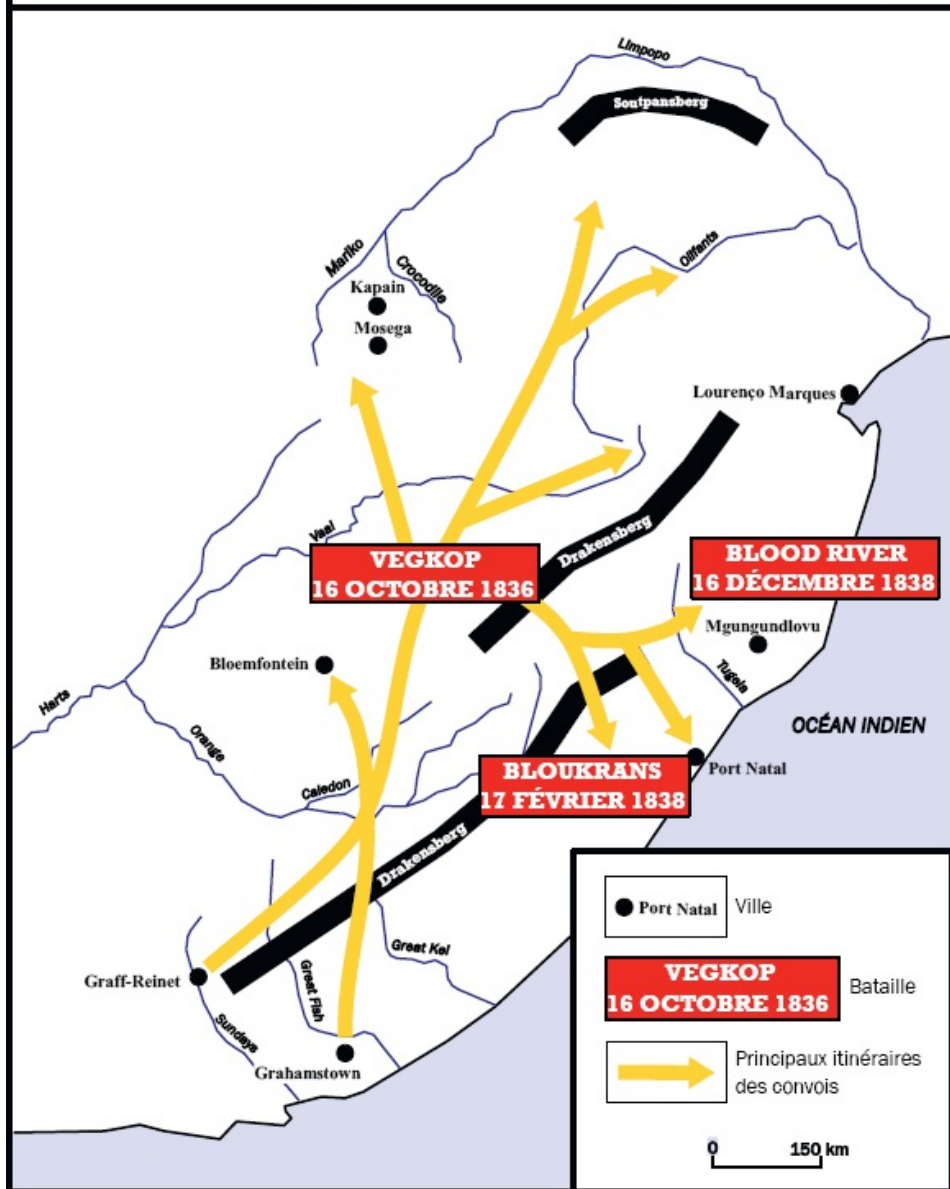
Maritz et Retief étaient partisans de prendre la route de l'est en direction de l'océan Indien.

La chaîne du Drakensberg fut franchie au prix d'efforts immenses et à la fin du mois d'octobre 1837, les éléments de tête arrivèrent à Port Natal (Durban). À Mgungundlovu, Piet Retief fut reçu en audience par Dingane, le roi des Zulu qui lui laissa entendre qu'il ne voyait pas d'obstacle à l'installation des pionniers. Au mois de février 1838, lors d'une seconde audience, lui et 60 de ses hommes furent massacrés. L'existence même du *Grand Trek* fut alors gravement menacée car les Zulu attaquèrent les convois dispersés à travers la région, notamment à Bloukrans où les Zulu se livrèrent

à un sanglant massacre. Pendant ces évènements, le *Trek* continuait et, convoi après convoi, les renforts arrivaient au Natal, conduits par Andries Pretorius.

Ce dernier prit la tête d'une expédition de représailles et bien décidé à châtier les Zulu, il se mit en marche suivi de 470 hommes. Le 14 décembre 1838, le cercle de chariots (*laager*) fut dressé dans le méandre d'un affluent de la rivière Buffalo. De furieux combats ne tardèrent pas à s'engager et les eaux de la rivière furent rougies de sang. Ce fut la bataille de Blood River remportée par les Boers sur des armées zulu jusque-là invaincues.

LES COMBATS DU GRAND TREK (1836 - 1838)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

MADAGASCAR (XVI^e-XIX^e)

Sur les hauts plateaux intérieurs, la naissance du *royaume mérimina* s'élabora sous les règnes d'Andriamanelo ($\pm 1540-1575$) et de son fils Ralambo ($\pm 1575 - 1610$). À la mort d'Andriamasinavalona au XVII^e siècle, le royaume fut partagé entre ses quatre fils. Sa reunification se fit durant le règne d'Andrianampoinimerina ($\pm 1785 - 1810$).

Radama I^{er} (1810 – 1828), son fils et successeur fit déborder l'autorité du royaume d'Imerina en direction du pays betsileo. Entre 1817 et 1824, il mena des expéditions à l'est à travers le pays betsimisaraka et il conquiert la région de Toamasina (Tamatave), puis il lança une expédition en direction du Tsimiheti au nord. En 1822, il entama la conquête du pays Sakalava et en 1824, il prit possession plus au nord des trois villes de Mojanga (Majunga), de Marovoay et d'Ampasindava. En 1820, sous son règne, les missionnaires de la *London Missionary Society (LMS)* s'installèrent à Madagascar.

En 1828, à la mort de Radama I^{er} la succession échut à la reine Ranavalona I^{er} (1828-1861) qui lança un mouvement de résistance nationale au christianisme dont le message égalitaire menaçait de ruiner l'ordre social national fondé sur le système des castes¹. En 1835, la religion chrétienne fut interdite et les chrétiens persécutés.

Rakota Radama qui régna sous le nom de Radama II (1861-1863) rétablit les relations diplomatiques avec Paris et Londres et fit appel aux missionnaires, ce qui provoqua un vif mécontentement des élites traditionalistes. Le 12 mai 1863, le souverain fut assassiné.

De 1863 à 1868, régna ensuite la reine Rasoherina, mais la réalité du pouvoir appartient au gouvernement qui était dirigé par le premier ministre Rainilaiarivony qui revint sur toutes les concessions faites par le souverain assassiné, notamment le droit donné à des étrangers de posséder des terres à Madagascar, et il renégocia tous les accords internationaux signés sous son règne.

À partir de ce moment, Londres se rapprocha d'Antananarivo, cependant que les relations avec Paris se durcirent. D'autant plus que, sous le règne de la reine Ranavalona I^{er}, afin d'échapper à la domination de l'Imérina, plusieurs chefs Sakalaves s'étaient placés sous protection française. En 1841, la France avait même imposé son protectorat sur l'île de Nossi-Bé. Cette opposition franco britannique se retrouva dans le domaine politico-religieux, les élites malgaches se convertissant au protestantisme, à commencer par la reine et son Premier ministre en 1869, tandis que les missionnaires catholiques développaient leur apostolat chez les peuples côtiers dominés.

Durant le règne de Ranavalona III (1883-1896), le royaume merina contrôlait environ les 2/3 de l'île de Madagascar.

En se fondant sur les traités passés avec les chefs sakalaves, la France affirma ses « droits » sur la partie nord-ouest de l'île, ce qui conduisit à une première guerre franco-malgache (1883-1885), à l'issue de laquelle les troupes françaises s'emparèrent de plusieurs points d'appui sur le littoral de l'île.

En 1890, Londres et Berlin reconnurent à Paris le droit d'intégrer Madagascar dans sa zone d'influence. En décembre 1894, les troupes françaises occupèrent Tamatave et le 30 septembre 1895, elles entraient à Antananarivo. Le lendemain, le 1^{er} octobre 1895, Madagascar devenait protectorat français.

LE ROYAUME MÉRINA (XVIII^e-XIX^e)



1. Voir notamment Abdelmajid Kaddouri (1992a et 1992b) et Abd el Kader Timoule (1989 et 1992).
2. Sur la question (Dziubinski, 1972 ; Kaddouri, 1992a et b ; Boucharb, 1992 ; Bookin-Weiner, 1992 : 163-191).
3. Par une Bulle pontificale en date du 17 décembre 1198, Saint Jean de Matha et Saint Félix de Valois avaient fondé à Marseille l'*Ordre de La Trinité de la Rédemption pour le Soulagement, le Rachat et l'Échange des captifs chrétiens*. Le 8 mars 1199, le pape Innocent III écrivit au sultan Abou Youssef Yacoub (1184-1193), lui demandant de bien accueillir les *Pères Rédempteurs* pour leur première mission. (Chovin, 1957 :268).
1. Sur les conséquences de la traite pour les sociétés africaines, on lira Van Dantzig (A.).
1. Pour tout ce qui concerne le Rwanda ancien, voir Lugan (1997).
1. Vers 1890 semble apparaître l'« entité » lulua qui procède des Luba du Kasai.
2. Pour ce qui est des hypothèses concernant la fin de Mapungubwe, voir O'Connor et Kiker (2004).
3. Mbili signifie deux, deuxième.
4. Au XIX^e siècle, le commerce régional portait également sur le minerai de cuivre du Katanga qui était fondu sous forme de X, les « croi-settes » du Katanga.
5. Il fournissait aux Portugais puis aux Arabes le cuivre du Katanga, l'ivoire et les esclaves échangés contre les coquillages de cauris, la verroterie, les outils en fer, les étoffes, etc. Sur la question des relations entre le Kazembé et le Portugal, voir Cunnison (1961 : 61-76).
6. Il reste aujourd'hui de cette aventure une nouvelle « ethnie », celle des Bayéké, descendants des soldats de M'Siri ayant épousé des femmes appartenant aux diverses tribus locales. Les Bayéké eurent un rôle essentiel dans la sécession katangaise de 1960-1963, puisque son âme en fut le ministre de l'intérieur de Moïse Tschombe, Godefroid Munongo, petit-fils de M'Siri.
1. Sur la période turque en Algérie, voir Boyer (1970), Kaddache (1998) et Shuval (2002).
2. Qui devint celui d'Oran à partir de 1792, date du départ définitif des Espagnols qui occupèrent la ville jusqu'à cette date.
1. Voir Saunders et Derricourt, (1974), Milton (1983), Berg, (1985), Crais (1992), Mostert (1992) et Lugan (2010).
1. Le nom khoisan du fleuve Orange était le Gariep.
1. La hiérarchie sociale malgache reposait sur un système de castes. Chez les Merina l'on distinguait ainsi les *andriana* ou « nobles », les *hova*, les *mainity* (libres) et les *andevo* (esclaves) (Razafindralambo, 2005). Les non-Merina désignaient généralement tous les membres de l'ethnie merina par le nom de *hova*.

LA PÉRIODE COLONIALE

1880-1890 : LES DÉBUTS DE LA COLONISATION

Cette décennie fut celle du début de la conquête coloniale durant laquelle les colonisateurs allaient devoir affronter le milieu, les distances, les conditions naturelles, le nombre et les maladies.

L'Europe disposait cependant de trois atouts principaux :

1. Le progrès technique dont le résultat principal fut un gain de temps dans le domaine des communications (télégraphe puis TSF) et un moyen d'acheminement rapide des hommes et du matériel (vapeur et moteur diesel).

2. L'armement moderne comme les fusils à chargement par la culasse, puis à répétition, et ensuite les mitrailleuses.

3. La création des troupes indigènes adaptées au climat.

La rapidité de la conquête s'explique largement parce que les colonisateurs n'eurent pas face à eux une résistance globale car il n'y eut quasiment jamais de solidarité entre les peuples africains.

Plus encore, quand la conquête coloniale renversa des empires, leur effondrement se fit dans l'allégresse des exploités ; d'où les aides que les Européens obtinrent localement.

En dehors du Sénégal et de l'Algérie, le début de l'entreprise coloniale française date de 1878 quand les congressistes de Berlin offrirent la Tunisie à la France. En 1881, comme elle ne se précipitait pas pour en prendre possession, Bismarck qui ne voulait pas voir l'Angleterre maîtresse de tous les verrous méditerranéens pressa Paris d'intervenir, menaçant en cas de tergiversation, de soutenir les prétentions italiennes.

Le 12 mai 1881, le *Bey* signa le *traité du Bardo* qui faisait du pays une

dépendance française. La Tunisie ne devint cependant officiellement un protectorat français qu'en 1883.

À Madagascar, le 17 décembre 1885, fut signé le *traité de Tamatave* par lequel Paris se voyait confier les relations extérieures du royaume. Le 12 décembre 1894, la France occupa Tamatave, Diego Suarez puis Majunga, d'où un important corps expéditionnaire marcha vers le plateau central, cœur du royaume qui fut atteint le 26 septembre. Le *traité de protectorat* fut signé le 1^{er} octobre. La reine conservait son trône mais, la révolte et l'anarchie s'emparèrent du pays, aussi, le 20 juin 1896 Madagascar fut purement et simplement annexée.

En dehors de l'Afrique du Sud, la colonisation britannique débuta en Égypte (voir page 194) et en Afrique orientale où, dans les années 1875, le sultan de Zanzibar contrôlait en théorie la côte depuis l'actuelle Somalie au nord jusqu'à la Rovuma au sud.

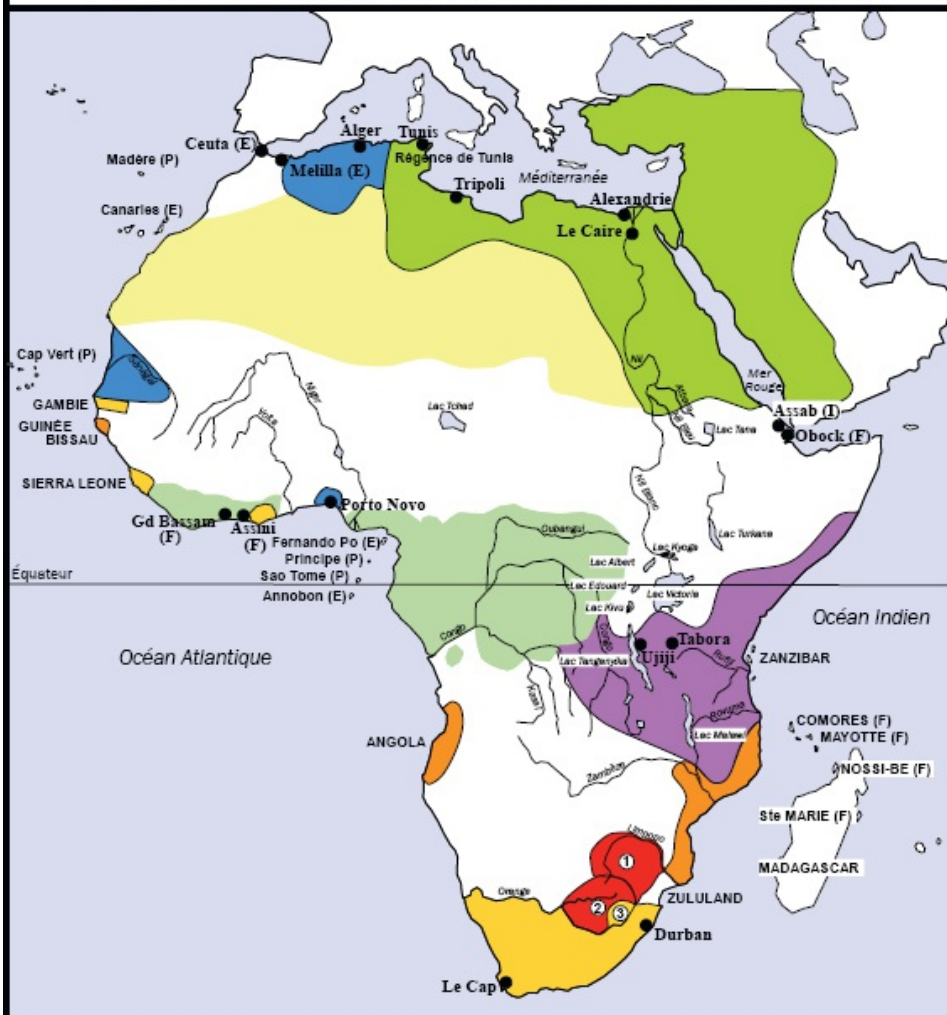
En 1887, fut fondée la BEA (*British East Africa Association*), une société privée à laquelle le sultan de Zanzibar accorda des droits sur le littoral au nord et au sud de Mombasa.

Au mois de septembre 1888 la BEA se transforma en IBEAC (*Imperial British East Africa Company*), puis, au mois d'août 1894 le Buganda fut placé sous protectorat britannique. Le territoire englobait alors tout l'ouest de l'actuel Kenya.

En 1895 l'IBEAC qui avait permis l'implantation britannique dans la région fut dissoute. Le reste du Kenya devint l'EAP (*East African Protectorate*).

En 1896 le protectorat du Buganda fut étendu au Toro, au Nkore (Ankole), au Busoga et au Bunyoro (voir carte page 177) qui furent réunis au Buganda pour former ensemble l'Ouganda qui, jusqu'en 1900, fut administré à partir de Zanzibar où résidait un consul général. Après 1900 un Commissaire britannique résidant à Mombasa le remplaça.

LES IMPLANTATIONS ÉTRANGÈRES VERS 1880



■ Désert

■ Forêt

■ Suzeraineté turque

■ Sultanat de Zanzibar

■ Portugal

■ Républiques Boers

① Transvaal

② Etat libre d'Orange

■ Grande Bretagne

③ Basutoland

■ France

0 500 1000 km

LA RÉVOLTE KABYLE DE 1871

Le soulèvement kabyle de 1871 se fit en deux temps. Une première révolte, vite étouffée se produisit au sud de Souk-Ahras à la fin du mois de janvier 1871. Puis, au mois de mars, le mouvement s'étendit comme une traînée de poudre.

Au mois d'avril 1871, la Petite Kabylie fut touchée, puis la région de Tébessa et enfin la Grande Kabylie.

Le 8 avril, l'insurrection prit une dimension religieuse quand Mohamed Ameziane El Haddad lança un appel aux armes au nom de la confrérie soufie des Rahmania.

Des insurrections s'étaient déjà produites entre 1858 et 1870 dans les Kabylies, les Aurès et le Hodna.

En 1871, le soulèvement prit cependant une autre dimension, même si la présence française ne fut pas réellement menacée car ni le centre, ni l'ouest de l'Algérie n'apportèrent leur soutien aux Kabyles. Non seulement les tribus « arabes » de l'ouest ne rallièrent pas Mokrani, mais encore, elles fournirent à la France les tirailleurs qui lui permirent d'écraser la révolte.

Les insurgés se rassemblèrent derrière Mohammed el-Mokrani (1815-1871), un notable dont le père, cheikh Ahmed El Mokrani, *khalife* de la région de Medjana, sur les hauts plateaux, s'était rallié aux Français après la prise de Constantine en 1837 avant de participer à la colonne que le général Bugeaud mena contre Abd el-Kader en 1846-1847.

La révolte de Mokrani fut d'abord aristocratique et féodale à la fois. Même si des motifs personnels la renforcèrent, il n'en demeure pas moins qu'elle s'expliquait d'abord par une incompréhension de la nouvelle politique française.

Le 7 mars 1870, quelques mois avant la chute de l'Empire, l'opposition républicaine étant au pouvoir à Paris avec Emile Ollivier, le parlement étendit à l'Algérie le régime républicain, remplaçant ainsi le régime militaire par le régime civil. Le maréchal de Mac-Mahon, gouverneur de l'Algérie, donna alors sa démission qui fut refusée par le gouvernement. Mokrani démissionna également de son poste de *bachaga*.

L'effondrement de l'Empire se produisit le 4 septembre 1870. Le 24 mars 1871, par un décret signé Crémieux, alors ministre de l'Intérieur, les villes et les centres de colonisation d'Algérie furent érigés en communes et les tribus vivant dans leur proximité leur furent rattachées, leurs chefs devenant de simples agents municipaux.

Dans le cas présent le bachaga Mokrani tombait sous l'autorité du maire de

Bordj Bou-Arredj (Sicard, 2013 : 27).

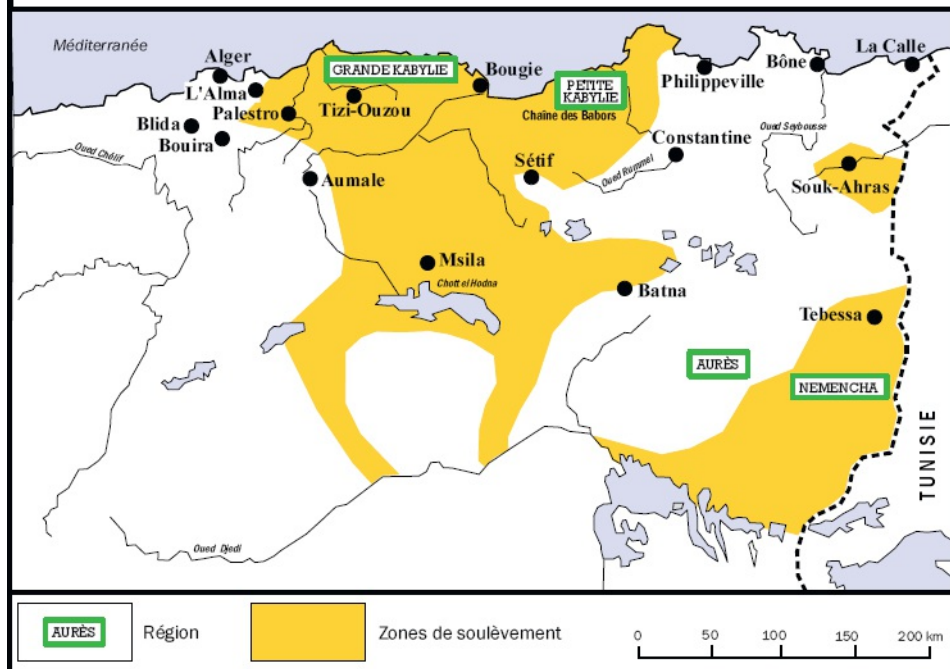
Mokrani fut révolté par ces mesures car il n'acceptait pas de devenir un subalterne de fonctionnaires civils. Le 9 mars, il écrivit ainsi une lettre au général Augeraud, chef de la division de Constantine dans laquelle il lui annonçait qu'il allait prendre les armes.

Le mouvement fut une lame de fond en pays kabyle puisque entre 80 000 et 100 000 combattants coururent aux armes, attaquant fermes et villages. Tizi-Ouzou fut prise à l'exception du *bordj* à l'intérieur duquel une poignée de Français résista. Le 14 avril, les hommes de Mokrani prirent le poste de Palestro (aujourd'hui Lakhdaria) à un peu plus de 70 kilomètres d'Alger, puis l'insurrection toucha la région côtière.

Les insurgés qui marchaient sur Alger furent arrêtés à l'Alma - aujourd'hui Boudouaou dans la *wilaya* de Boumerdès -, le 22 avril 1871 par des volontaires européens.

En France, malgré l'insurrection de la Commune, le danger fut évalué à sa juste mesure et de très importants renforts furent envoyés. La lutte fut âpre, les villages perchés devant être enlevés les uns après les autres. Le 5 mai 1871, sur l'oued Soufflat, près de Bouira, Mokrani fut tué par une colonne commandée par le général Saussier.

L'INSURRECTION KABYLE DE 1871



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

À LA RECHERCHE DES SOURCES DU NIL

C'est par les traitants zanzibarites que les Européens apprirent l'existence au centre de l'Afrique de grands lacs et de puissants royaumes dominés par des guerriers à la haute taille. Et c'est en suivant les pistes ouvertes par les caravanes zanzibarites que se fit la découverte du système lacustre qui donne naissance à la branche principale du Nil.

Richard Burton et John Hanning Speke, deux officiers de l'armée britannique furent les pionniers de cette entreprise. Leur périple débuta en 1857 à Zanzibar.

Le 14 décembre 1857 ils étaient à Ujiji, comptoir arabe sur le lac Tanganyika. Burton tomba malade et Speke partit seul vers le nord où les indigènes situaient une grande masse d'eau. Le 3 août 1858, il atteignit le lac Nyanza (ou Victoria) et pensa qu'il venait de découvrir les sources du Nil, ce

que contesta Burton. La polémique entre les deux hommes se développa après leur retour en Angleterre et Speke obtint de la *Royal Geographic Society* de repartir avec un autre officier de l'Armée des Indes, James Augustus Grant.

Grant étant à son tour tombé malade, Speke partit une fois encore seul vers le nord et le 21 juillet 1862, il atteignit l'ouest du lac Kyoga. Le 28 juillet, il découvrit des chutes qu'il baptisa Ripon du nom de l'ancien président de la *Société royale de géographie*. Une fois rétabli, Grant rejoignit Speke. Speke et Grant gagnèrent ensuite Khartoum et ils descendirent le Nil, pour câbler à Londres, depuis Le Caire : « la question du Nil est réglée ».

D'autres explorateurs, venant cette fois du nord en remontant le Nil, avaient pris le relais des pionniers partis de Zanzibar.

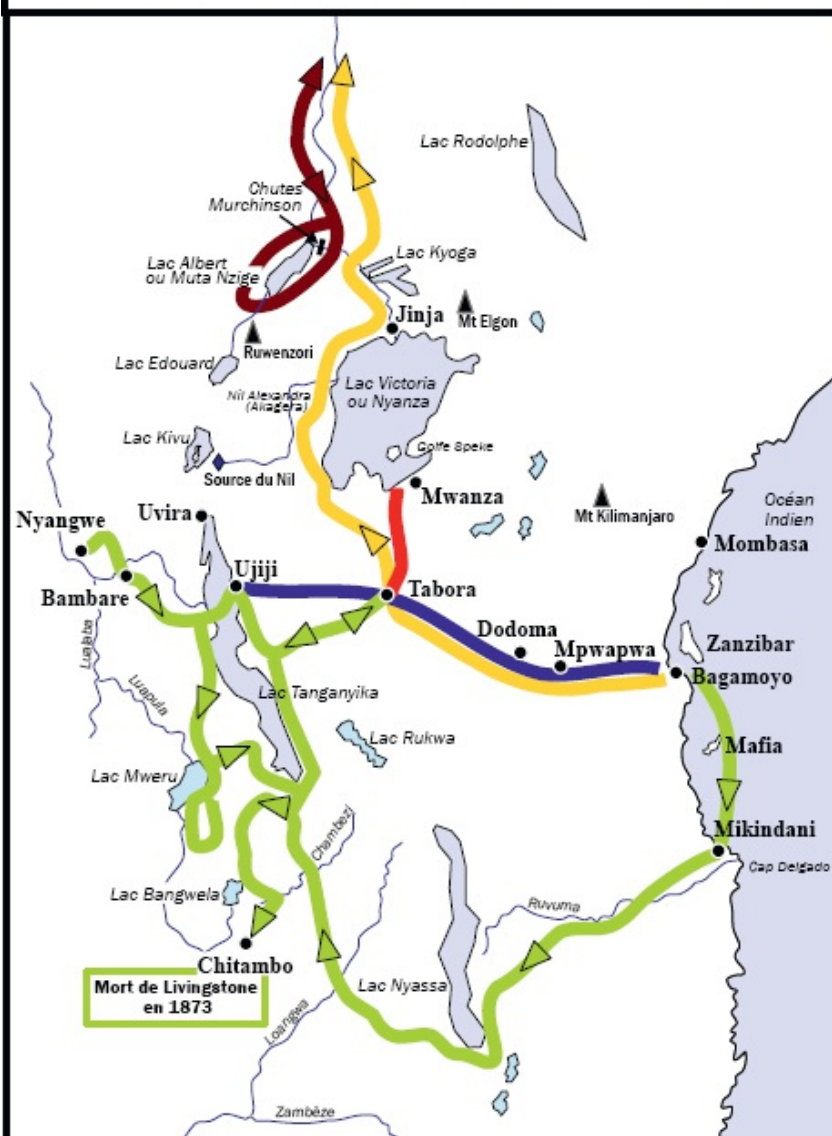
En 1860, Alexandrine Tinne, passionnée de géographie décida de partir vers l'Afrique pour y découvrir les sources du Nil, en emmenant avec elle sa mère, sa tante et plusieurs domestiques. Au mois de janvier 1861, négligeant tous les conseils de prudence, les trois femmes embarquèrent sur le Nil, à bord de trois bateaux et elles entamèrent la remontée du fleuve. Il fallut ensuite constituer une caravane pour traverser le désert de Nubie et atteindre Khartoum, au confluent du Nil blanc et du Nil bleu. Le 23 septembre 1862, l'expédition arriva à Gondokoro, aux portes de la forêt tropicale. Faute de trouver vivres et porteurs, il fallut renoncer à s'avancer plus loin vers le sud.

Le 15 avril 1861, Samuel White Baker et son épouse Florence quittèrent Le Caire pour remonter le Nil. Le 18 décembre 1862, les Baker entamèrent la remontée du Nil blanc et le 3 janvier 1863, ils étaient à Gondokoro où arrivèrent, douze jours plus tard, Speke et Grant. Speke leur indiqua qu'un autre lac, baptisé Luta Nzige (le lac Albert) était peut-être une des sources du Nil.

Le 14 mars 1864, le couple atteignit cependant les rives du lac et Baker put écrire que : « [...] Les lacs Victoria et Albert sont les deux sources du Nil. » Remontant ensuite le lac jusqu'à son extrémité septentrionale, Baker et sa femme y découvrirent les chutes dont on leur avait parlé et qu'ils baptisèrent du nom de Sir Roderick Murchison, l'un des présidents de la *Royal Geographical Society*. Le 5 mai 1865, le couple était de retour à Khartoum après avoir descendu le Nil Blanc.

Il faudra cependant attendre l'Allemand Richard Kandt pour que les véritables sources du Nil soient découvertes. Richard Kandt qui fut le premier Résident allemand au Rwanda mena de remarquables expéditions dans la région. De 1897 à 1902 il rechercha avec passion les sources du Nil et découvrit que la Rukarara, affluent de la Nyabarongo est la véritable

À LA RECHERCHE DES SOURCES DU NIL



Burton et Speke (1857-1859)



Speke (1858)



Speke et Grant (1860-1863)



Baker (1863-1864)

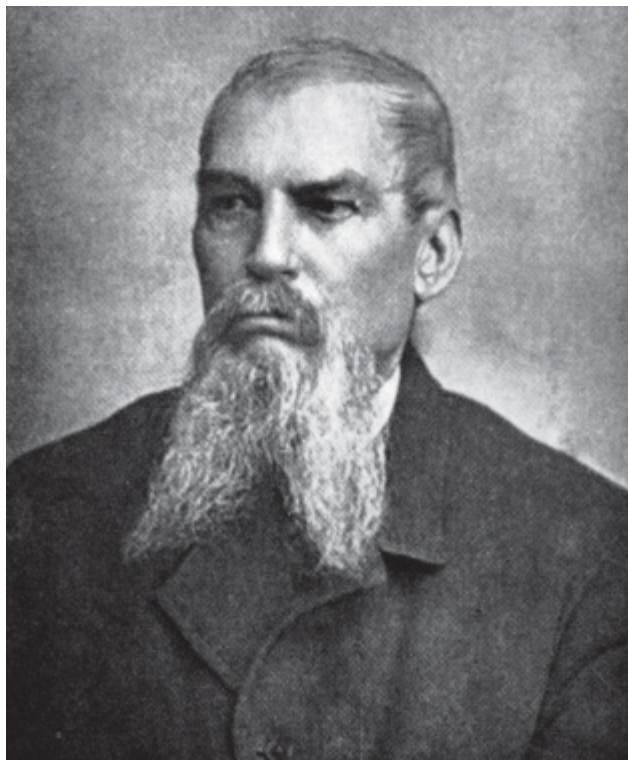


Livingstone (1866-1873)

PORTRAITS D'EXPLORATEURS



David Livingstone (1813-1873)



Sir Richard Burton (1821-1890)



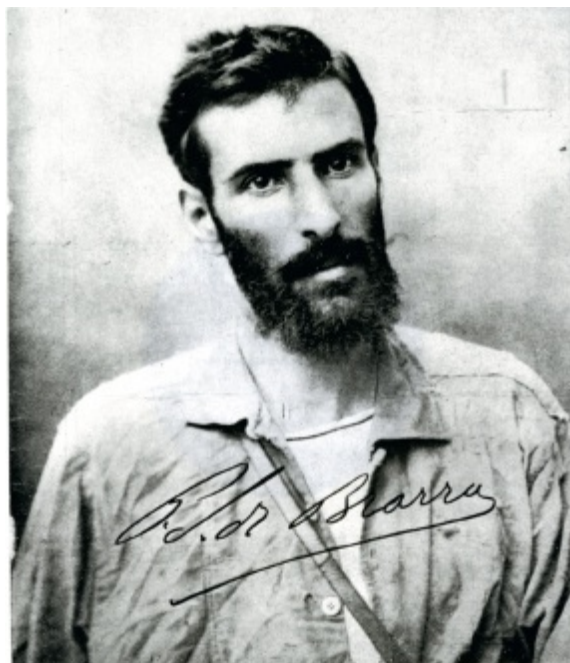
Barth Dr Heinrich (1821-1865)



Emin Pacha (1840-1892)



Henry Morton Stanley (1841-1904)



EMIN PACHA ET STANLEY

L'extension de la révolte mahdiste (voir page 194) isola plusieurs gouverneurs européens au service de l'Égypte.

Il restait ainsi dans la province soudanaise de l'Equatoria un petit corps expéditionnaire et administratif égyptien que commandait un Allemand, Edouard Schnitzler, plus connu sous le nom d'Emin Pacha.

En 1876, il avait été nommé médecin en chef de l'armée égyptienne du Soudan avec le titre d'Emin Effendi et en 1878 nommé gouverneur de l'Equatoria, poste dans lequel il succédait à l'Égyptien Ibrahim Fawzi.

Il y fut rejoint en 1883 par un Italien, Gaetano Casati qui avait parcouru toute la région pour dresser la carte du Bahr el-Ghazal, et par un Allemand, Wilhelm Junker.

Les deux hommes venaient d'explorer la région séparant les bassins du Nil et du Congo, traversant ainsi le Haut-Uélé avant d'atteindre Lado quand, au mois de mars 1883, ils rencontrèrent Emin Pacha qui leur apprit qu'ils étaient coupés de leurs bases.

En décembre 1885, Junker, qui avait réussi à regagner Le Caire après avoir vécu d'extraordinaires aventures, raconta qu'Emin Pacha et ses compagnons étaient encore en VI^e et qu'ils résistaient à la poussée mahdiste.

Pour leur éviter une issue comparable à celle qui avait coûté la vie à Gordon (voir page 194), une expédition de secours fut mise sur pied sous le commandement de Sir Mackinnon, mais on décida finalement de recourir à Stanley pour la conduire à travers les régions inconnues de l'Afrique centrale.

Le 21 janvier 1887, ce dernier s'embarqua pour Zanzibar accompagné du major Edmund Battelot et du lieutenant William Grant Stairs. À Zanzibar, Stanley rencontra Tippu-Tip auquel il demanda de l'aider pour la fourniture des porteurs nécessaires à l'expédition. Puis il décida de contourner l'Afrique par le Cap de Bonne Espérance afin de se mettre en marche depuis l'atlantique en remontant le fleuve Congo, puis son principal affluent, l'Aruwimi.

Engagés sur le Congo en avril 1887, Stanley et ses hommes effectuèrent en moins de deux mois sa remontée jusqu'à Yambouya, au pied de la cataracte inférieure de l'Aruwimi, à huit cents kilomètres du lac Albert dont ils étaient

alors séparés par une immense forêt dense totalement inconnue. Il fallut six mois d'une marche épuisante pour franchir ce formidable obstacle. La seule traversée de la forêt prit cent soixante-quinze jours, au terme desquels l'expédition déboucha enfin dans la savane. Le 13 décembre, les rives du lac Albert furent atteintes mais il n'y avait pas la moindre trace d'Emin Pacha et de ses hommes.

Ces derniers ne se manifestèrent qu'au bout de quatre mois, le 30 avril 1888 et le « vice-roi » de l'Equatoria ne semblait guère pressé de quitter la région. Reparti vers Yambouya, Stanley y découvrit que son arrière-garde commandée par le major Barttelot avait été décimée par une révolte et quand il revint sur les rives du lac Albert, ce fut pour y constater qu'Emin Pacha avait dû, lui aussi, faire face à une mutinerie de ses troupes passées au service du Mahdi. Fait prisonnier, il avait cependant été relâché.

Le 10 avril 1889, ayant réussi à persuader Emin Pacha et son adjoint, le capitaine italien Gaetano Casati (1838-1902), Stanley prit le chemin de l'océan indien qui fut atteint au bout de sept mois de marche.

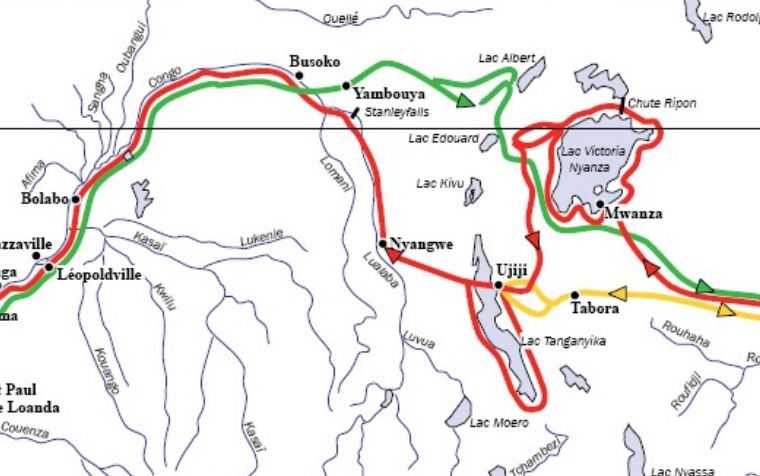
Le 4 décembre 1889, l'expédition arriva à Bagamoyo où elle fut accueillie par le major Hermann von Wissmann, Commissaire Impérial pour l'Afrique Orientale allemande.

Le bilan géographique de ce voyage qui fut le dernier entrepris par Stanley en Afrique était remarquable puisque l'explorateur avait vu les Montagnes de la Lune, reconnu la rivière Semliki qui relie le lac Albert au lac Edouard, et suivi le cours de la rivière Kagera. Il était passé sans le savoir à proximité des monts Virunga, cette chaîne volcanique dont la reconnaissance était indispensable pour compléter la carte de la région des Grands Lacs africains que les géographes tentaient alors d'établir.

En 1890, Emin Pacha qui refusa de rentrer en Europe, décida de regagner l'Equatoria.

Reparti vers l'intérieur, il fut assassiné en chemin, le 23 octobre 1892, par deux Arabes originaires de Zanzibar que les Belges exécutèrent en 1893 lorsqu'ils prirent le contrôle du bassin du Congo (voir page 254).

LES EXPÉDITIONS DE STANLEY



The map illustrates three distinct expeditions by Henry Morton Stanley across Central Africa, starting from Zanzibar and ending at the Atlantic Ocean. The expeditions are color-coded: yellow for the search for Livingstone (1871-1872), red for crossing the 'mysterious continent' (1874-1877), and green for the search for Emin Pasha (1887-1890). The routes are marked with arrows indicating the direction of travel. Key geographical features include the Congo River, Lake Victoria Nyanza, Lake Tanganyika, and the Atlantic Ocean. Major cities and locations along the routes are labeled, such as Zanzibar, Bagamoyo, Tabora, Ujiji, Nyangwe, Yambouya, Busoko, Léopoldville, Brazzaville, and the Atlantic coast near St Paul de Loanda and Benguela.

Expédition "À la recherche de Livingstone" de Zanzibar à Zanzibar (1871-1872)

Expédition "À travers le continent mystérieux" de Zanzibar à l'Atlantique (1874-1877)

Expédition "À la recherche d'Emin Pacha" de l'Atlantique à Zanzibar (1887-1890)

DAVID LIVINGSTONE

En 1849, un jeune aristocrate fortuné, William Cotton Oswell, l'emmena vers le nord, à titre d'interprète, dans une expédition dont il était l'initiateur et dont il supporta les frais. À la fin du mois de juin 1851, une reconnaissance poussée vers le nord-est permit à Livingstone d'atteindre le Zambèze.

En novembre 1853, au départ du Mozambique, il se lança dans une expédition dont le but était la côte atlantique, à seize cents kilomètres de là. Le 31 mai 1854, l'Océan était atteint à Saint Paul de Loanda. En septembre 1854, l'expédition repartit vers l'intérieur et au mois d'août 1855, Livingstone décida de marcher vers l'Océan Indien en descendant le cours du Zambèze. Le 17 novembre 1855, il découvrit les chutes du Zambèze ou Victoria Falls, et au mois de mars 1856, il atteignit la ville portugaise de Quelimane, au Mozambique. Il était le premier Européen à avoir traversé l'Afrique australe d'ouest en est.

En mai 1856, Livingstone embarqua à Quelimane à destination de l'Europe où il fut accueilli triomphalement. Au mois de mars 1858, il repartit pour le Mozambique où il entreprit de remonter le cours du Chiré, un affluent de la rive gauche du Zambèze, ce qui lui permit, le 16 septembre 1859, d'atteindre le lac Nyassa, ou lac Malawi, dans lequel ce cours d'eau prend sa source. Ce lac que Livingstone prétendait avoir découvert était en fait connu des Portugais depuis le XVII^e siècle. En 1846, un administrateur de Tété, Candido José da Costa Cardoso, avait même établi une carte de ses rives méridionales. Livingstone dont la santé se détériorait sérieusement multiplia ensuite les reconnaissances des affluents du Zambèze. Il dénonça les agissements des trafiquants d'esclaves musulmans qui écumaient la région, puis, à l'été 1863, il rentra à Londres où il rédigea sa *Relation de l'exploration du Zambèze et de ses affluents*.

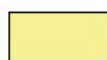
Au mois de janvier 1866, Livingstone était de retour à Zanzibar. Son but fut alors d'explorer la région de la ligne de partage des eaux s'étendant à hauteur des lacs Nyassa et Tanganyika. Il remonta la Ruvuma depuis son embouchure pour gagner le lac Nyassa ou lac Malawi. De là, il marcha vers le lac Tanganyika qu'il atteignit au mois d'avril 1867. Infatigable malgré les fièvres qui l'accablaient, Livingstone découvrit les lacs Mweru et Bangwela situés au sud-est du lac Tanganyika dont il atteignit les rives en mars 1869. Reparti vers l'ouest, il reconnut la rivière Lualaba. Au mois d'octobre 1871, il revint à Ujiji, sur les bords du Tanganyika.

Durant ses mois d'errance dans la région des Grands Lacs africains, la rumeur de sa disparition s'était répandue en Europe où l'opinion publique anglaise reprochait vivement au gouvernement de se désintéresser de son sort. C'est dans ces conditions que James Gordon Bennett Junior, le directeur du *New-York Herald*, confia à Henry Morton Stanley, un journaliste à l'esprit aventureux, la mission de « retrouver Livingstone ». Stanley débarqua à Zanzibar en janvier 1871 et, de là, il gagna Tabora. Après avoir affronté l'hostilité des trafiquants d'esclaves, les fièvres et une mutinerie de ses porteurs, il parvint à Ujiji le 10 novembre pour y lancer au missionnaire retrouvé le fameux « Doctor Livingstone, I presume ». Mais, contre toute attente, l'intéressé refusa de repartir vers l'Europe avec celui qui pensait être accueilli comme un sauveur.

Livingstone partit donc seul vers le lac Bangwelo, mais, affecté par la dysenterie, il s'affaiblit rapidement.

Il mourut le 30 avril 1873 à Chitambo, au sud du lac. Ses derniers fidèles embaumèrent son corps et ils le ramenèrent à Zanzibar, puis en Angleterre où il eut droit à des funérailles nationales.

LES PRINCIPALES EXPLORATIONS - 1



Désert du Sahara



Forêt dense



Caillié (1827-1829)



Livingstone (1849-1873)



Barth (1850-1856)



Baker (1863-1873)



Cameron (1873-1874)



Foureau-Lamy (1898-1900)

0 500 1000 km

LA MISSION MARCHAND (OU MISSION CONGO-NIL) ET L'AFFAIRE DE FACHODA

Le 11 mars 1862, par une Convention signée avec un envoyé du sultan afar - on disait à l'époque Danakil -, de Tadjourah, la France s'était vue reconnaître la possession d'Obock (ou Obok), contre une somme de 52 000 francs or.

Paris attendit 1884 pour y créer un véritable établissement pour sa flotte, mais la faible pro-fondeur de la rade lui interdisait tout développement. C'est pourquoi le site de Djibouti fut acquis en 1888.

Le 20 mai 1896, la France qui possédait plusieurs petites enclaves - Obock, Tadjourah, le *territoire des Danakils* et le *protectorat des Somalis* -, les regroupa en un seul ensemble de 23000 km² qui prit le nom de *Colonie de la Côte française des Somalis et dépendances* (CFS), dont Djibouti devint le chef-lieu¹.

Pendant qu'ils prenaient pied dans la région de Djibouti, plus à l'ouest, les Français tentaient de s'ouvrir une route vers le Barh el Ghazal et le Nil à partir du Congo. Certains avaient même rêvé de relier par là les possessions d'Afrique occidentale à celles de la mer Rouge, par une ligne imaginaire « Dakar Djibouti », pendant français de l'axe impérial britannique du Caire au Cap.

En 1887, un accord conclu avec l'État indépendant du Congo (EIC), avait laissé à la France la rive droite de l'Oubangui et en 1890, la mission Ponel avait remonté le fleuve après avoir franchi les rapides de Bangui. Puis, en 1893, la mission du colonel Monteil, secondé par le commandant Decazes avait cherché à reconnaître le fleuve jusqu'à sa source.

En 1894, un accord signé entre la France et l'EIC eut pour conséquence l'évacuation par ce dernier des postes qu'il avait fondés au nord de l'Oubangui et du Mbomou.

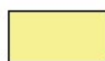
En 1895, le pharmacien de marine Victor Liotard fut nommé *Délégué du commissaire général*, qui n'était autre que Savorgnan de Brazza, dans le haut-Oubangui. Cette nomination était assortie d'une mission claire : installer des postes jusqu'au Nil.

Cette politique devait nécessairement heurter la Grande Bretagne qui considérait que la région devait, tôt ou tard, lui revenir. Le 28 mars 1895, sir Edward Grey, secrétaire du Foreign Office avait d'ailleurs mis en garde le gouvernement français, prévenant que toute action de la France dans la région du haut-Nil serait considérée par Londres comme un geste « inamical ».

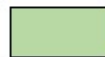
La fermeté de cet avertissement s'expliquait aussi par le climat anti-anglais qui animait alors certains cercles coloniaux français lesquels n'avaient pas accepté le renoncement de 1882, quand la France avait refusé de se joindre à l'expédition qui avait consacré la mainmise de Londres sur l'Égypte. La « marche au Nil » pouvait donc être pour certains milieux français une sorte de prise de gage destinée à rouvrir la question égyptienne.

Au mois de juillet 1896, le capitaine Jean-Baptiste Marchand fut envoyé dans le haut Oubangui afin d'y renforcer Liotard avant de se diriger vers le Nil (Michel, 1972)³. Une course de vitesse se fit

LES PRINCIPALES EXPLORATIONS - 2



Désert du Sahara



Forêt dense



Mungo Park (1795-1806)



Rohlfs (1862-1869)



Nachtigal (1869-1874)



Serpa Pinto (1877-1879)



Marchand (1893-1897)

0 500 1000 km

LA MISSION MARCHAND (OU MISSION CONGO-NIL) ET L'AFFAIRE DE FACHODA

alors avec le général Horatio Kitchener qui était au nord de Khartoum et qui n'avait donc pas encore fait sauter le verrou constitué par l'État mahdiste. Marchand fut le plus rapide car il atteignit le Nil loin au sud de la colonne Kitchener le 10 juillet 1898 après une marche de plus de 6 000 kilomètres et le 12 juillet, il édifia un fortin à Fachoda (Kodok), l'ancienne capitale du royaume des Shillouk.

La Grande-Bretagne protesta contre cette installation française à la limite du bassin du Nil qu'elle considérait comme lui revenant en totalité.

Le 2 septembre 1898, les forces britanniques remportèrent la victoire d'Omdourman (voir page 195) qui marquait la fin de la puissance mahdiste et le 19 septembre 1898, un peu plus de deux mois après les Français, Kitchener arriva à son tour à Fachoda où il eut une entrevue avec Marchand auquel il demanda de se replier (Michel, 2 003).

Ce dernier refusa mais le commandant en chef britannique eut la sagesse de ne pas créer l'irréparable et d'attendre les instructions de son gouvernement⁴.

Une grave crise franco-anglaise éclata alors et l'opinion française se déchaîna contre l'Angleterre. L'anglophobie quasiment belliciste de la rue fut encore amplifiée au mois d'octobre par l'arrivée du capitaine Baratier, le second de Marchand, venu à Paris pour y défendre l'option du maintien français et par les télégrammes envoyés depuis Fachoda grâce à la ligne télégraphique anglaise. Delcassé et le président Félix Faure gardèrent cependant la tête froide et le 4 novembre, Marchand reçut un télégramme d'une grande clarté :

« Le gouvernement, seul juge sous sa responsabilité devant le Parlement des intérêts généraux de la France, estime qu'ils ne doivent pas être liés à ce point au Nil [...] Le commandant Marchand comprendra que l'amour de la patrie se mesure [...] à ce qu'on lui sacrifie. »

Le 11 décembre, Marchand abandonna le poste de Fachoda avant de se diriger vers la mer Rouge en passant par l'Abyssinie.

La crise fut ensuite résolue par l'Accord du 21 mars 1899 fixant à l'ouest de la ligne de partage des eaux du Nil et du Congo, la limite de la zone d'influence

de la France⁵.

Paris ordonna en conséquence d'évacuer tous les postes du Barh el Ghazal, notamment ceux qui y avaient été fondés au début de l'année 1898, par le capitaine Edouard Roulet afin d'y assurer les arrières de la *Mission Marchand*.

Le 5 août 1898, il était parvenu à Tamboura (Fort-Hossinger), sur la ligne de partage des eaux entre le Nil et le Congo d'où il s'était mis à la recherche d'un accès au Nil en amont de Fachoda. Le 1^{er} janvier 1899 il avait fondé un poste à Bia, sur le fleuve Roah, et, traversant les immenses marécages de la région, le 20 mars, il était arrivé sur le Nil Blanc.

-Au mois de mars 1899, un « Arrangement » franco-britannique reconnaissait à la Grande-Bretagne la souveraineté sur le Bahr el-Ghazal, affluent ouest du Nil.

-En 1904, Paris abandonnera ses derniers droits sur l'Égypte et Londres lui laissera toute liberté d'action au Maroc. Cet accord fut interprété par une large partie de l'opinion française comme une reculade et même un affront.

Le Petit Journal

Le Petit Journal
CHARGÉ À VOS 5 CENTS
Le Supplément Illustré
CHARGÉ À VOS 5 CENTS

SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
Huit pages : CINQ centimes

ABONNEMENTS

ANNUÉL	FR. 25
SEMI-ANNUÉL	FR. 12 50
TRIMESTRIEL	FR. 4 50
QUINZAIN	FR. 2 50

Nouvième année

DIMANCHE 20 NOVEMBRE 1898

Numéro 418



LE PETIT CHAPERON ROUGE

- Mère-grand, comme vous avez de grandes dents!
- C'est pour manger ta galette, mon enfant!

L'ALLEMAGNE ET L'AFRIQUE

Les Allemands comptent parmi les principaux découvreurs du continent africain.

Les noms de Ziegler et de Schwartz au nord, de Barth au Niger, de von Schlieffen au Soudan et au Kordofan, de Brugsch en Égypte, de Beurmann en Nubie, au Fezzan et au Bornou, d'Oterveg et de Vogel au Baguirmi et vers le lac Tchad, de Schweinfurth dans le Soudan nilotique illustrent l'intérêt des Allemands pour l'Afrique.

Cependant, jusque dans les années 1885, les efforts des voyageurs et des explorateurs allemands ne débouchèrent pas sur la constitution d'un Empire colonial.

Ceci provoqua bien des frustrations, résumées dans cette question posée en 1878 par un journaliste allemand qui demanda :

« Il s'agit de savoir si l'Allemagne va se décider à faire autre chose en Afrique que d'y envoyer des missions scientifiques et d'y semer les ossements de ses explorateurs [...] ».

En Afrique orientale, en 1889, une expédition dirigée par Karl Peters parvint à la cour du roi Mwanga du Buganda qui signa un traité de protectorat. Or, Berlin ne fit rien de ce document car Bismarck, qui allait bientôt être écarté des affaires refusait d'être entraîné dans la région. La prudence du chancelier allemand s'expliquait car trois problèmes majeurs se posaient au Buganda :

- Le premier était la lutte d'influence que s'y livraient les missions catholiques et protestantes ; or, il ne voulait pas que des tensions coloniales viennent perturber les délicats rapports politiques et religieux en Allemagne même.
- Le deuxième était la forte présence musulmane dans le royaume.
- Le troisième était que la guerre civile avait éclaté entre clans baganda opposés et il ne désirait pas voir l'Allemagne s'y impliquer.

Après le départ de Bismarck, le premier ministre britannique, lord Salisbury, proposa des négociations.

Le 1^{er} juillet 1890 fut conclu un Traité anglo-allemand portant sur les limites des sphères d'influence des deux pays en Afrique orientale.

Pour Londres le succès était considérable et même inespéré, car le chancelier Caprivi, successeur de Bismarck, avait abandonné les droits allemands sur l'Ouganda, tout en renonçant à revendiquer la Côte de la future Somalie et la région située au nord du Kilimanjaro.

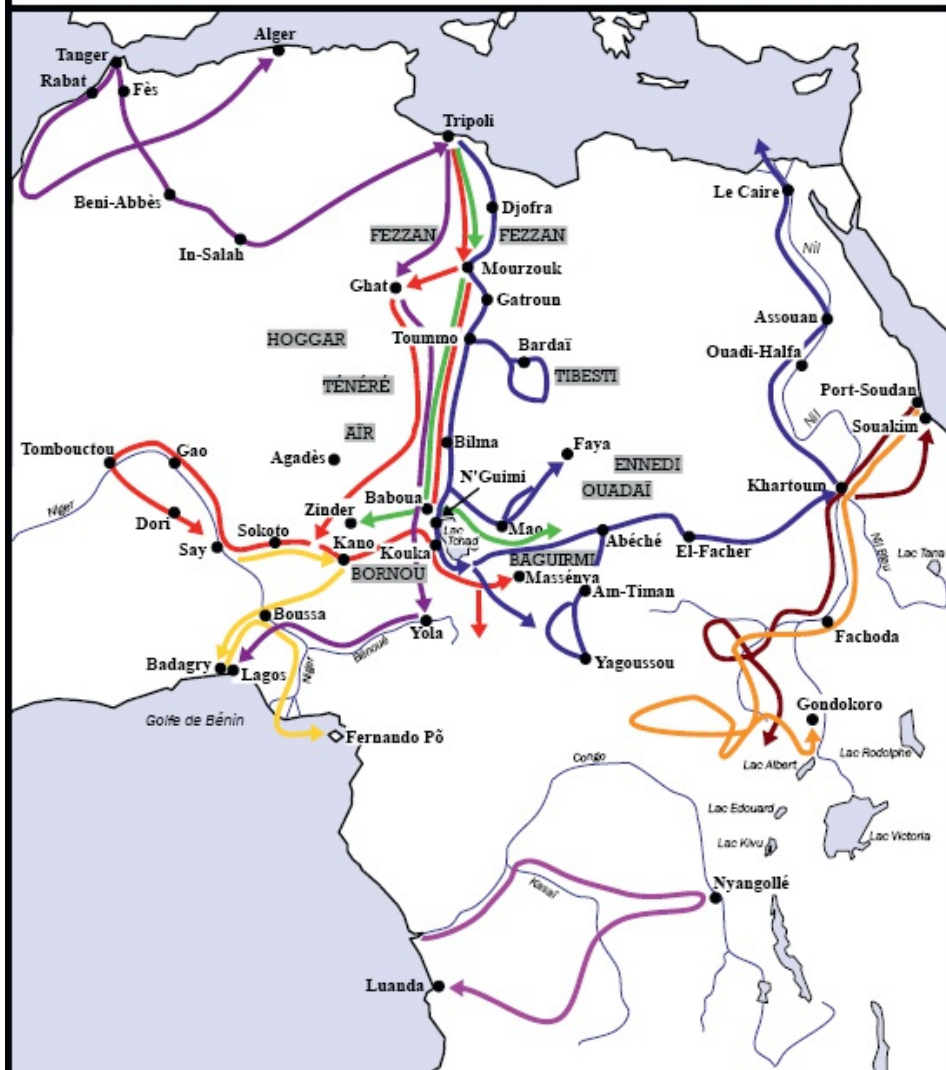
Londres se voyait également reconnaître le protectorat sur Zanzibar. En échange, l'Allemagne avait obtenu l'île d'Héligoland située en mer du Nord, ainsi que le droit d'acheter au sultan de Zanzibar le littoral continental faisant face à l'île.

Dans les cercles coloniaux allemands, l'indignation fut réelle, et l'accord anglo-allemand présenté comme un marché de dupes.

Le gouvernement du Reich, qui était conscient des avantages concédés à la Grande-Bretagne, espérait qu'en échange ses rapports avec Londres seraient assainis.

La France fut l'autre grand bénéficiaire de l'accord. Elle n'accepta en effet le nouveau partage est-africain que contre la reconnaissance par l'Angleterre du protectorat français à Madagascar. Londres, qui céda, montrait ainsi la réelle importance de ses gains en Afrique orientale.

LES EXPLORATEURS ALLEMANDS DE L'AFRIQUE



- | | |
|---|--|
|  Les deux voyages des frères Landers (1827-1829) |  Nachtigal (1869-1874) |
|  Berth (1850-1855) au départ de Tripoli et retour par Tripoli |  Schweinfurth (1864-1871) |
|  Vogel (1853-1856) au départ de Tripoli et retour par Tripoli |  Junker (1880-1886) |
|  Les trois voyages de Rohlf (1861, 1864, 1865, 1867) |  Wissmann (1880-1885) |

LA QUESTION DES CONFINES (1845-1908)

Le traité de Lalla Maghnia (1845) avait autorisé la France à exercer son droit de suite au Maroc. Comme il devenait nécessaire de le faire de façon quasi permanente, le gouvernement français décida d'intervenir directement auprès du sultan afin de lui demander de contrôler les tribus frontalières relevant de son autorité. Mais le *makhzen* (administration ou État marocain) n'était plus en mesure de le faire.

Or, la situation dégénéra à la frontière entre le Maroc et l'Algérie, à la suite de problèmes internes à la tribu des Ouled Sidi Cheikh, divisée en deux groupes, celui des Cheraga, qui vivait en territoire français, et celui des Gharaba sous autorité marocaine.

En 1861, à la mort du chef des Cheraga, Si Hamza, un allié de la France, les deux composantes de la tribu décidèrent de se réunir et une insurrection éclata, s'étendant aux hauts plateaux algériens dont les populations se joignirent aux Ouled Sidi Cheikh.

En 1870, le général Wimpfen battit les Cheraga qui trouvèrent refuge au Maroc d'où durant plus de dix années, ils lancèrent des rezzous (Nordman, 1996 : 41-71).

En 1884, l'ensemble de la tribu se soumit à l'exception de Bou Amama. Ce marabout fondateur d'une *zaouia* demanda la protection du sultan du Maroc sur les oasis du Touat afin de se garder des ambitions françaises qui devenaient de plus en plus réelles depuis l'annexion du Mzab en 1882.

La tension franco-marocaine devenant de plus en plus forte, Théophile Delcassé, ministre français des Affaires étrangères de fin juin 1898 au 6 juin 1905, voulut établir un compromis avec le Maroc.

Ce furent les *Accords des Confins*. Signés en mai 1902, ils ne délimitaient pas les territoires mais instituaient un contrôle commun de la région, ce qui permit à la France de grignoter territorialement le Maroc à partir de l'Algérie.

Au mois d'octobre 1903, en territoire marocain, Lyautey, commandant du Sud-Oranais, fit ainsi occuper Béchar, position qui contrôle le Haut Guir, les oasis du Touat et les pistes du Soudan. Au mois de juin 1904, fut prise Ras el Aïn, rebaptisée Berguent, puis, jusqu'en 1905, Lyautey étendit la « tache d'huile » vers l'ouest, cherchant à établir l'influence française sur la rivière Moulouya.

Au mois d'août 1907, les Berbères Béni Snassen vivant dans le massif éponyme situé entre Berkane au nord, Oujda au sud et se prolongeant en Algérie jusqu'à la hauteur de Nedroma, se soulevèrent.

Lyautey demanda alors l'auto-risation d'intervenir et il réclama des renforts qui lui furent refusés. En conséquence, il présenta sa démission, mais Clémenceau, président du Conseil, la refusa, lui accordant en revanche l'autorisation de réduire le soulèvement.

Avec 6 000 hommes Lyautey encercla le massif des Béni Snassen et le 12 janvier 1908, les tribus étant soumises, il y fonda les postes d'Ain Sfa, de Berkane, de Taforalt et de Martimprey (Ain el-Hadid en Algérie).

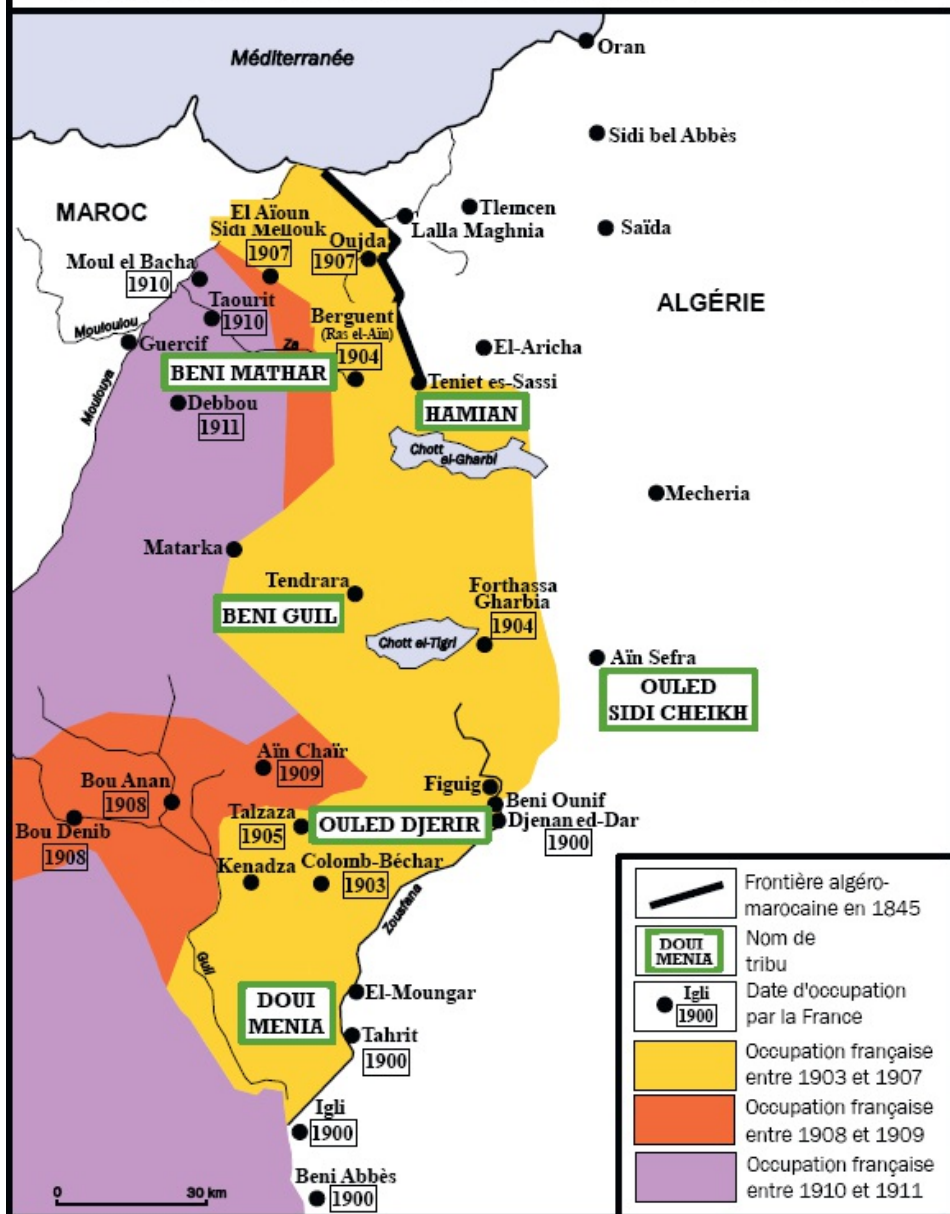
Désormais, la France contrôlait l'ensemble de la région située entre la frontière algérienne et l'est de la Moulouya.

Profitant de la situation, Lyautey persuada le gouvernement français de créer un *haut-commissariat à la frontière algéro-marocaine* dont il reçût le commandement.

Le 16 mai 1908 il fut nommé haut-commissaire.

Désormais, il était clair que la France allait amplifier sa politique de prise de contrôle du Maroc à partir de l'Algérie. Or, les événements qui se déroulèrent au Maroc firent que, contrairement à ce plan, l'installation française se fit par l'Atlantique.

LA QUESTION DES CONFINS ALGÉRO-MAROCAINS



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA QUESTION MAROCAINE

(1894-1912)

Le dépeçage du Maroc commença sous le règne de Mohammed IV (1859-1873) avec l'occupation de Tétouan par l'Espagne.

Le 5 août 1890, aux termes d'une convention secrète, la France et la Grande-Bretagne se mirent d'accord pour délimiter leurs sphères d'influence en Afrique.

En échange de la reconnaissance du protectorat britannique sur les îles de Zanzibar et de Pemba, dans l'océan indien, Paris se voyait reconnaître la possibilité d'occuper le Sahara centre occidental afin de posséder un passage vers le sud, c'est-à-dire vers le Niger et le lac Tchad.

Londres accordait même toute liberté à Paris d'occuper les régions marocaines du Touat, du Gourara, du Tidikelt et d'Igli dans la vallée de la Saoura (carte page 161). C'est par cet axe transsaharien que la France envisageait en effet de relier l'Afrique occidentale à la Méditerranée et d'y faire passer son chemin de fer transsaharien.

En 1902, par un traité secret, la France et l'Italie s'engagèrent à se partager le littoral sud de la Méditerranée. À l'Italie, la Tripolitaine et le Fezzan, à la France le Maroc.

Le sultan Moulay Abdelaziz avait été tenu à l'écart de toutes ces tractations et il s'y opposa fermement, soutenu par l'empereur Guillaume II qui vint à Tanger, le 31 mars 1905.

Cette visite déclencha une crise diplomatique réglée par une conférence internationale qui se tint du 7 janvier au 6 avril 1906 à Algésiras, en Espagne. L'Allemagne s'y trouva isolée et l'Angleterre soutint la France qui en retira tout l'avantage. L'indépendance et l'intégrité du Maroc étaient reconnues solennellement, mais Paris obtenait le contrôle des ports de Rabat, Mazagan, Safi et Mogador. Tanger et Casablanca étaient partagés avec les Espagnols qui obtenaient Tétouan et Larache.

En 1909, un accord fut conclu entre Français et Allemands, ces derniers reconnaissant le rôle politique de la France au Maroc, mais obtenant en contrepartie des avantages économiques.

En mai 1911, le sultan Moulay Hafid assiégé dans la ville de Fès par des sujets révoltés demanda l'intervention française.

La colonne Moinier entra dans Fès le 21 mai. Meknès fut investie le 8 juin,

Rabat le 9 juillet et des postes furent créés dans les tribus des Zemmour et des Zaer.

L'Allemagne réagit en envoyant le croiseur *Panther* à Agadir le 1^{er} juillet 1911.

À ce moment, l'on frôla la guerre. Pour l'éviter et pour tenter de trouver un terrain d'entente entre Paris et Berlin, les diplomates s'agitèrent, discutèrent, proposèrent et surtout marchandèrent.

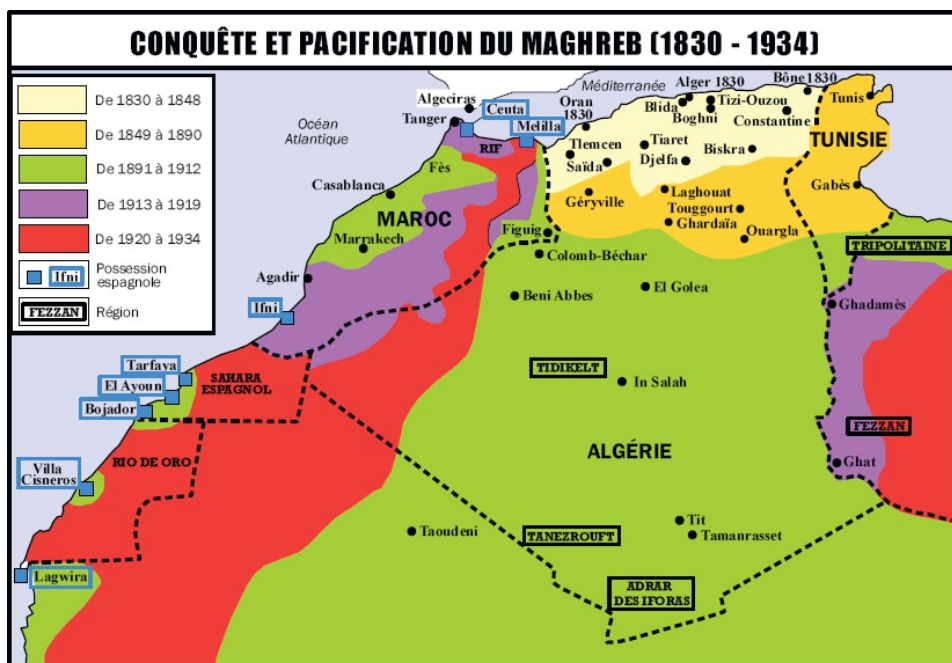
La France posait un préalable : les droits français sur le Maroc n'étaient pas négociables. Ceci étant, afin de « calmer » l'Allemagne, il convenait de lui offrir des compensations, ce qui fut fait en Afrique équatoriale.

Le 4 novembre 1911, une convention fut signée qui réglait le contentieux colonial entre les deux pays, mais à l'avantage de la France.

Désormais, la France avait « les mains libres » au Maroc et le 30 mars 1912, Moulay Hafid signa le Traité de Protectorat (voir page 236).

L'« homme providentiel » qui réglerait tous les problèmes militaires et administratifs fut trouvé. Il s'agissait d'Hubert Lyautey, premier Résident général au Maroc. Le 16 mai, il entra dans Fès avec à ses côtés Gouraud.

Lyautey fut désormais le maître et sa grande ombre s'étendit sur le Maroc pendant treize ans (Lugan, 2000).



LE TRAITE DE FÈS (30 MARS 1912)

Conclu le 30 mars 1912 entre la France et le Maroc, le *Traité de Fès* établit « l'organisation du Protectorat français dans l'Empire chérifien ». En le signant, le sultan marocain Moulay Abd el-Hafid (1908-1912) acceptait le protectorat de la France sur son royaume. La « Question marocaine » qui avait été posée durant les règnes des sultans Moulay Hassan (1873-1894) et Moulay Abd el-Aziz (1894-1908) alors que le royaume traversait une grave crise dynastique, politique et sociale fut ainsi résolue à l'avantage de la France.

Aîné du sultan Moulay Abd el-Aziz, Moulay Abd el-Hafid n'avait eu de cesse d'intriguer contre son frère. En 1908, soutenu par les grands féodaux du Sud dont Madani Glaoui et Abdel Malek M'Tougui, il finit par le battre, puis à l'évincer, avant de le remplacer sur le trône. Incapable de tenir les promesses démagogiques faites à ses partisans, il fut rapidement confronté à un immense mouvement de rejet, finissant même par être désigné sous le vocable méprisant de « sultan vendu aux chrétiens ».

Au début de l'année 1911 il demanda l'intervention des troupes françaises et le 21 mai, une colonne commandée par le général Moinier entra à Fès après avoir fait lever le siège de la ville. Cependant, en lançant cette opération militaire à l'intérieur du Maroc, la France avait clairement outrepassé ses droits, le *traité d'Algésiras* du 6 avril 1906 limitant en effet sa zone d'occupation et d'intervention à la seule région de Casablanca et à son arrière-pays.

Comme nous l'avons vu page 234, l'Allemagne réagit le 1^{er} juillet 1911, en envoyant le croiseur *Panther* mouiller devant la ville d'Agadir. Le 21 juillet, la Grande Bretagne se rangea aux côtés de Paris. La crise fut résolue le 4 novembre 1911 par la signature d'une convention réglant le contentieux colonial entre Paris et Berlin. Aux termes de cette convention, l'Allemagne reconnaissant les « droits » de la France au Maroc contre des compensations territoriales en Afrique équatoriale.

La France ayant désormais « les mains libres », Eugène Regnault, le *Ministre plénipotentiaire* français à Tanger, fut chargé de faire signer le traité de Protectorat à Moulay Abd el-Hafid.

Il fallut néanmoins une semaine pour convaincre le sultan, mais tout fut finalement réglé le 30 mars 1912, sous la pression de cinq mille soldats français campant sous les murs de son palais de Fès, de l'occupation de vastes zones dans l'ouest et dans l'est de son royaume.

Au terme du *Traité de Fès*, le Maroc qui, en théorie, demeurait un État souverain, déléguait à la France ses droits régaliens.

Dès la nouvelle connue de la fin de l'indépendance du Maroc, plusieurs tribus se soulevèrent contre le sultan et elles convergèrent vers Fès.

La situation étant grave, le nouveau Président du Conseil, Raymond Poincaré et Alexandre Millerand, son ministre de la Guerre, trouvèrent alors dans le général de corps d'armée Hubert Lyautey, l'homme providentiel qui, selon eux, pourrait prendre le contrôle du pays.

Nommé *Résident général de France au Maroc* le 27 avril 1912, il exerça cette fonction durant treize ans, démissionnant le 24 septembre 1925, pour marquer son désaccord avec le maréchal Pétain quant à la conduite à tenir face à l'insurrection du Rif (voir page 283).

Au mois d'août 1912, totalement discrédité, le sultan Moulay Abd el-Hafid abdiqua en faveur de son frère Moulay Youssef (1912-1927).

Le *Traité de Fès* fut supprimé de fait le 2 mars 1956 quand la France reconnut l'indépendance du Maroc.

Le Petit Journal

ADMINISTRATION

51, RUE LAFAYETTE, 51

Les manuscrits ne sont pas rendus

ou l'abonné sans frais
dans tous les bureaux de poste

5 CENT.

SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ

5 CENT.

ABONNEMENTS

27^{me} Année

N^o 1.147

DIMANCHE 13 OCTOBRE 1912

PARIS 3 fr. 50
DEPART. 2 fr. 50
ÉTRANGER 3 fr. 50



LE GÉNÉRAL LYAUTEY S'EST RENDU A MARRAKECH EN AUTO-MITRAILLEUSE

LA CONQUÊTE DE L'OUEST

AFRICAIN

En 1880, à l'exception du Sénégal, la présence européenne sur le littoral de l'Afrique occidentale était limitée à des comptoirs dont l'hinterland était souvent contrôlé par de puissants royaumes : Ashanti, Dahomey, Bénin, etc. Depuis la fin de la traite, cette région n'intéressait plus les Européens¹. Et pourtant, en moins de vingt ans, toute la région, depuis l'atlantique jusqu'au lac Tchad allait passer sous leur contrôle.

Au Sénégal, Louis Faidherbe² chercha à développer l'embryon de colonie que la France possédait depuis le XVII^e siècle en l'étendant vers l'arrière-pays du fleuve ou Soudan occidental. La défaite de 1870 mit le projet en sommeil.

Dans les années 1890-1995, les puissances européennes se lancèrent dans une véritable « course aux colonies ».

En Afrique de l'Ouest, la France eut l'initiative du mouvement qu'elle entama en 1890 tandis que l'Angleterre attendit 1895 et la nomination de Joseph Chamberlain comme ministre des Colonies pour s'y joindre. Quant à l'Allemagne, c'est dans les années 1890 qu'elle commença sa prise de contrôle de l'intérieur du Cameroun et du Togo.

Le pivot de l'expansion française en Afrique occidentale fut le lac Tchad (voir carte page 249) qui devint le but de jonction entre l'Algérie, le Sénégal et les comptoirs du golfe de Guinée. Ces derniers allaient lui servir de point de départ et presque de têtes de pont vers l'intérieur du continent.

Mais cette politique impliquait le déclenchement de guerres contre les puissants États islamiques qui s'étaient constitués dans la région à la suite de guerres dévastatrices : Empire d'el Hadj Omar, Empire de Samory, Empire de Rabah (voir carte page 201), etc.

En cinq années à peine, de 1893 à 1898, la France atteignit ses objectifs, tant sur le Niger que vers la haute-Guinée. Quant à la conquête du Dahomey, elle lui avait ouvert l'accès direct au bas-Niger, mais il lui avait fallu réduire la principauté de Nikki ou de Borgou qui était revendiquée par l'Angleterre.

La Grande Bretagne fut en revanche doublement bloquée dans sa progression vers le Niger. D'une part par le royaume Achanti de Kumasi contre lequel elle dut mener quatre guerres avant de réussir en 1896 à proclamer son protectorat, et par l'Empire de Sokoto d'autre part.

La question de l'accès au Niger créa une forte tension entre les deux

puissances. Finalement la raison l'emporta et l'on négocia pour signer le 14 juin 1898 une convention réglant le contentieux franco-britannique dans la région. Les Anglais allaient pouvoir constituer l'immense Nigeria³.

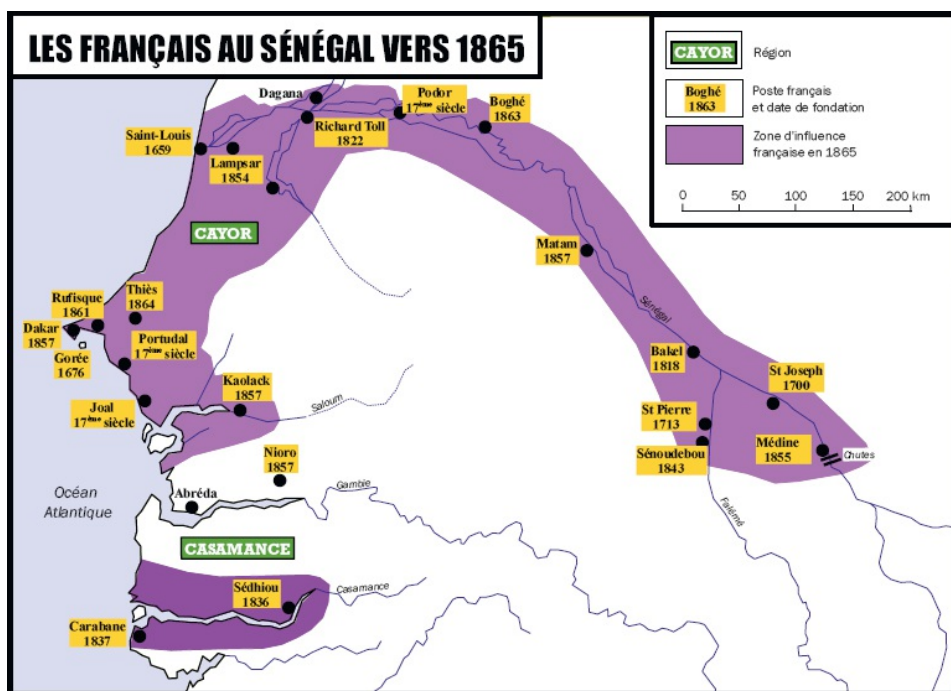
En 1899 et en 1900, ayant les mains libres sur le Niger, la France multiplia alors les expéditions en direction du lac Tchad.

1-La poussée ouest-est et la guerre de Samory

La conquête du Soudan se fit lors de campagnes annuelles généralement menées de novembre à juin.

Les premières furent dirigées par le colonel Borgnis-Desbordes et elles aboutirent à la prise de Bamako en 1883. De 1885 à 1888, le colonel Gallieni élargit la zone sous contrôle français en prenant Siguiri.

Louis Archinard qui venait de succéder au colonel Gallieni en 1891 obtint du



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

La conquête de L'ouest africain

Colonies l'autorisation de lancer une expédition contre Ségou, la capitale du royaume toucouleur située au nord-est de Bamako. La ville fut prise au mois de février 1891 et la puissance des Toucouleurs disloquée.

En 1894, après la prise de Tombouctou, le colonel de Trintinian eut comme priorité de repousser les Touareg vers le Sahara car, depuis de longues années, ces derniers avaient pris l'habitude de venir razzier les populations vivant à l'intérieur de la boucle du Niger. En 1897 les lieutenants de Chevigné et de La Tour furent massacrés et il fallut attendre 1898 pour que le colonel Jean-François Klobb réussisse à pacifier la région. À cette phase de la conquête les Français avaient atteint les franges de l'empire de Samory.

La poussée française se heurta naturellement à l'État samorien et en 1882, le colonel Borgnis-Desbordes lui ferma la rive gauche du Niger. Samory préféra alors négocier et il conclut avec les Français les traités de Kényéba-Koura en 1886 et de Bissandougou l'année suivante (voir page 244).

Tranquille à l'ouest, il porta alors ses regards vers l'est. En 1887 il engagea ainsi les hostilités contre le roi Sénoufo Tyéba et vint assiéger Sikasso. Malgré dix-huit mois de campagne, ce fut un échec car une révolte de grande ampleur avait éclaté sur ses arrières contre sa volonté d'imposer l'Islam à l'ensemble de ses sujets.

En 1891, Archinard qui, comme nous l'avons vu, avait remplacé Gallieni au commandement des forces du Soudan, franchit le Niger et pénétra dans les territoires de l'*almamy*.

Ce dernier tenta de ralentir l'avance des colonnes françaises en ordonnant la mise en œuvre d'une politique de la « terre brûlée ». En entraînant de force vers l'est les populations qui lui étaient soumises, il tenta également de rechercher à hauteur de la Gold Coast le moyen de rétablir des relations indispensables avec la côte d'où lui arrivaient les armes à feu.

Il se déplaça ainsi dans une sorte de « longue marche », installant une nouvelle capitale à Dabakala dans l'actuelle Côte d'Ivoire, à 150 km au sud de Kong. Les Sénoufo et les Gouro furent alors soumis de la manière la plus brutale et la cité de Kong rasée.

Durant cette progression, comme ses forces avaient détruit une colonne anglaise, Samory ne put donc plus espérer quelque secours que ce soit de la part des Britanniques, aussi, en 1898, assailli de toutes parts, il tenta de gagner la région de Monrovia (Liberia). Le 9 septembre, le lieutenant Woelffel surprit une partie des forces de Samory qui s'apprêtaient à franchir la rivière Cavally pour passer au Liberia. Les Français firent alors 1 800 prisonniers et récupérèrent de grandes quantités d'armes. Le 29 septembre Samory fut capturé par un détachement français commandé par le capitaine

franchir l'obstacle présenté par ce royaume qui, de plus avait attaqué le royaume de Porto Novo qui était sous protection française.

En 1889 le docteur Jean-Marie Bayol fut envoyé chez Glé-Glé qui refusa toute négociation, affirmant qu'il résisterait à toute tentative française, d'autant plus qu'étant une République et non plus une monarchie, la France était selon lui dirigée « par des jeunes gens irréflechis » avec lesquels il n'avait aucune intention de marchander la liberté de son pays.

Le 29 décembre 1889, Glé- Glé mourut et son fils Béhanzin lui succéda.

Les relations avec la France ne s'améliorèrent pas.

Un premier débarquement français eut lieu au mois de février 1890 quand 500 hommes furent mis à terre à Cotonou sous les ordres du commandant Terrillon ; mais des tensions se produisirent avec le docteur Bayol qui participait à l'expédition.

Fin mars 1890, les troupes françaises repoussèrent l'armée dahoméenne et au mois d'avril le docteur Bayol était rappelé en France.

Au mois d'octobre 1890 *l'Arrangement de Ouidah* fut signé entre les représentants français et le roi Béhanzin qui reconnaissait à la France la possession de Porto Novo et qui lui cédait Cotonou.

Au mois de février 1891, Victor Ballot qui venait d'être nommé lieutenant-gouverneur des établissements du Bénin débarqua à Cotonou.

Le mois suivant, Béhanzin lança une razzia sur une région dépendant de l'établissement de Porto Novo et attaqua une canonnière française.

Fin mai 1892, à Cotonou, deux mille hommes débarquèrent, commandés par le colonel Alfred Dodds, natif de Saint-Louis du Sénégal. Pour venir à bout du royaume Fon il fallut cependant à la France deux difficiles campagnes.

La première débuta au mois de novembre 1892. Le 17 novembre Abomey fut prise et Béhanzin contraint de se replier dans l'intérieur du pays où il déclencha la guérilla. Nommé général, Dodds lança la seconde campagne au mois d'août 1893.

Durant le mois de septembre, les troupes françaises prirent le contrôle du nord du pays et fin janvier 1894 Béhanzin fut capturé, puis déporté à la Martinique et enfin en Algérie où il mourut en 1906. Agouli Agbo, frère du souverain fut installé sur le trône et il accepta le protectorat français.

Au mois de mars 1893, le Dahomey devint une colonie autonome détachée

des *Rivières du Sud* et au mois de juin 1894, Victor Ballot en fut nommé gouverneur avec pour mission, à partir du littoral, d'élargir la zone contrôlée par la France en direction du Niger afin d'y devancer Britanniques et Allemands.

La conquête du Dahomey avait donc ouvert à la France l'accès au Niger. Mais il lui fallait auparavant réduire la principauté de Nikki (ou de Borgou) (voir cartes page 241), également revendiquée par la Grande Bretagne.

La question de l'accès au Niger créait donc une forte tension entre les deux puissances. Finalement la raison l'emporta et l'on négocia pour signer le 14 juin 1898 une convention réglant le contentieux régional franco-britannique et qui allait permettre aux Anglais de constituer l'immense Nigeria.

Les Français obtinrent Nikki et donc une ouverture sur le sud du Niger, tandis que les Anglais qui voyaient leur possession du bas-Niger reconnue obtenaient en plus le califat de Sokoto (ou empire de Sokoto).

3-La Côte d'Ivoire

Dans l'actuelle Côte d'Ivoire, le 4 février 1868 Mane, roi de Petit-Béréby, Kika, roi de Bassa et Demba-Gué roi de Grand Béréby avaient accepté la souveraineté de l'Empereur Napoléon III.

Cette reconnaissance avait été ratifiée quinze ans plus tard, quand, par le décret du 20 décembre 1883, la région fut intégrée dans les *Dépendances des rivières du Sud*, nom alors donné aux possessions de la France sur cette partie du littoral africain.

Quant à Grand Bassam et à Assinie, occupés en 1843, ils furent évacués en 1871 puis réoccupés en 1886.

La France proposa ensuite à la Grande Bretagne d'échanger ces comptoirs contre la Gambie afin d'assurer la continuité territoriale du Sénégal, mais Londres refusa.

Dans l'extrême ouest de l'actuelle Côte d'Ivoire, le pays Kru, situé au-delà de la Sassandra et dont le fleuve Cavally, forme la colonne vertébrale, avait été découvert en 1471 par les Portugais.

Ce sont eux qui avaient donné aux fleuves de la région les noms de Rio de San Andrea (Sassandra), de Rio de San Pedro ou rio Sao Padrao (San Pedro).

Dès ses abords la région paraissait inhospitalière avec sa barre littorale autant traîtresse que meurtrière et qui s'ouvrait sur une forêt impénétrable.

Son climat était implacable et le tristement célèbre « Vomito Negro », autrement dit la fièvre jaune, y exerçait des ravages.

La « sauvagerie » de ses populations avait d'ailleurs valu à cette région le nom peu engageant de « Côte des malgens » ou de « Côte du mauvais peuple ».

À l'exception de quelques mouillages, la fréquentation de ce littoral par les navires européens, avait été très épisodique, ce qui contribuait à son isolement.

Néanmoins, quelques hardis marins s'aventuraient sur la « Côte des dents » pour y acheter de l'ivoire. D'autres venaient charger une sorte de poivre sur la Côte de Malaguette.

La première reconnaissance de la « Côte des malgens » par la France, se fit en 1891 quand le lieutenant Quiquerez et le sous-lieutenant de Segonzac, explorèrent le littoral jusqu'au fleuve Cavally. Quiquerez mourut au nord de l'actuelle ville de San Pedro.

Le *Décret du 12 décembre 1891* donna à la région englobant les établissements côtiers contrôlés par la France le nom de Côte d'Ivoire.

En 1893, Louis Gustave Binger en fut le premier gouverneur. C'est lui qui en fixa les limites occidentales sur le Cavally et qui fonda les postes de Sassandra, San Pedro, Béréby et Tabou.

La véritable pénétration à l'intérieur de cette région inhospitalière fut entreprise par l'administrateur Hostains et le lieutenant Henri d'Ollone accompagnés de 60 tirailleurs. La mission Hostains-d'Ollone avait pour but d'établir la liaison entre le golfe de Guinée et le Soudan, tout en vérifiant le tracé de la frontière de la Côte d'Ivoire et du Liberia. Partie de la région de Grand Bassam le 19 février 1899, elle arriva le 25 février 1900 à Conakry.

De 1897 à 1902, la Mission Thomann explora le bassin de la Sassandra. Mais dans cet ouest ivoirien forestier et notamment en pays Kru, Dan et Gouro, la pacification, c'est-à-dire la prise effective de contrôle, ne se fit pas avant 1914.

SAMORY

Né près de Kankan, dans l'actuelle Guinée, au début des années 1830,

Samory appartenait au peuple *malinké* ou *mandingue*.

Par sa mère, il était apparenté à la corporation des *Dioula*, colporteurs islamisés échangeant le sel, l'or, la noix de kola ou le bétail contre des tissus européens ou des armes à feu. Ils pratiquaient également le commerce des esclaves qui perdurait à l'intérieur du continent après l'interdiction de la traite atlantique imposée par les États européens¹.

Vers 1861, Samory rassembla autour de lui un noyau de fidèles et il entreprit avec eux la construction d'un État militaire et commerçant qui prospéra rapidement.

Simple chef de bande au début, Samory vit tout l'intérêt que pouvait présenter le contrôle des pistes conduisant au sud-ouest, vers Freetown (en Sierra Leone sous le contrôle des Anglais) et vers Monrovia (au Liberia voisin).

C'est par là qu'arrivaient en effet les produits européens qu'il revendait et les armes à feu qui lui avaient permis d'établir sa supériorité militaire dans la région.

En 1869, il se proclama *faama*, chef de guerre, et il installa sa capitale à Bissandougou.

En 1878, il prit le contrôle de la région aurifère du Bouré et l'année suivante, il s'empara de Kankan.



Samory Touré (1830-1900)

Son entreprise reposait sur une armée disciplinée et bien organisée, composée de plusieurs dizaines de milliers de fantassins (*sofa*) et d'environ trois mille cavaliers. Cette armée constituait, par le volume de ses effectifs, son degré d'organisation et son armement, une exception dans l'Afrique sud-saharienne d'alors². Les soldats étaient équipés de fusils de qualité inégale achetés sur la côte, à des trafiquants anglais le plus souvent, mais Samory

réussit à faire fabriquer un certain nombre d'armes à feu par ses propres artisans.

Jusque vers 1880, Samory était demeuré religieusement tolérant vis - à - vis des populations soumises, pourvu qu'elles consentissent à lui payer tribut et à lui fournir des guerriers. Elles pouvaient, dans ce cas, conserver leurs traditions religieuses animistes.

Cette politique changea après 1880. À partir de ce moment, Samory, qui avait appris à lire et à écrire l'arabe auprès d'un lettré musulman du Fouta Djalon, se persuada en effet qu'un ralliement plus complet à l'Islam lui fournirait le moyen de mobiliser plus largement les populations du Soudan contre la poussée française qui débutait alors.

Il voyait également dans l'Islam le moyen d'élargir et de légitimer son pouvoir tout en rassemblant dans un cadre unique les diverses populations soumises. Il prit le titre d'*almamy*,

« celui qui dirige la prière », substitua la *charia* islamique au droit coutumier et imposa la conversion aux populations vaincues.

C'est de ce moment que date le début de son jihad qui se heurta quelques années plus tard à la poussée française (voir page 238-242).

Le Petit Journal

Le Petit Journal

CHARGE JOURNAL 5 CENTIMES

Le Supplément illustré

CHARGE JOURNAL 5 CENTIMES

SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ

Huit pages : CINQ centimes

ABONNEMENTS

UN AN	30 FR.
SEMI-ET SEMI-ET-AGE	2 FR. 50
DEPARTEMENTS	2 FR. 40
ETRANGER	3 FR. 50

Neuvième année

DIMANCHE 30 OCTOBRE 1893

Numéro 415



Capture de Samory par le lieutenant Jacquin

LA GRANDE-BRETAGNE EN

AFRIQUE DE L'OUEST

À la fin du XIX^e siècle, la poussée coloniale britannique en Afrique de l'Ouest s'exerça à partir du littoral du golfe de Guinée.

En Côte de l'or, sur le littoral entre la rivière Tana et la Volta, plusieurs États existaient à l'arrivée des Portugais, dont Axim et Accra. Un peu plus à l'intérieur, il en était de même avec le Wassa, l'Akyem, le Denkiyira, l'Asante (Ashanti) et le Fanti (Daaku, 1970). Parmi ces derniers, certains devinrent côtiers par conquête. Au nord, dans la zone forestière, des États comme l'Acany, le Denkiyira et l'Akwamu qui étaient le point d'aboutissement méridional du commerce transsaharien, se tournèrent vers le sud afin de pouvoir commercer directement avec les Européens et ils absorbèrent, conquièrent, subjuguèrent ou éliminèrent les petits États côtiers.

L'exemple du Denkiyira illustre cette évolution. Ce royaume né à la fin du XVI^e siècle ou au début du XVII^e siècle, se constitua à l'intérieur des terres, à l'écart et indépendamment de toute influence européenne. Son expansion commença dans le dernier quart du XVII^e siècle quand il prit le contrôle du Wassa. Pour contrer l'expansion du Denkiyira, l'Akwamu, s'allia au royaume côtier Fanti, ce qui conduisit le Denkiyira à regarder vers le sud-est et l'entraîna à conquérir le royaume d'Accra.

Autre exemple, celui de l'Ashanti (Asante), qui l'emporta sur le Denkiyira et qui obtint en conséquence un débouché maritime à Elmina. Cependant, le royaume ashanti demeura continental car il était coupé du littoral par le Fanti.

En Gold Coast, l'actuel Ghana, l'Angleterre fut un temps bloquée dans sa progression vers le Niger par les Ashanti du royaume de Kumasi contre lequel ils menèrent quatre guerres difficiles :

- La première débuta en 1824 et se termina en 1826 par une victoire anglaise.
- Entre 1869 et 1872, comme la poussée ashanti s'exerça vers le royaume côtier des Fante (Fanti), les Anglais décidèrent de repousser les Ashanti vers le nord. La seconde guerre de l'Ashanti éclata en 1874, Kumasi fut prise au mois de février 1874, l'empire ashanti fut démantelé et une guerre civile éclata. Elle se termina en 1888 avec la victoire de Prempeh 1^{er} qui devint le nouveau roi (*asantehene*) et qui refit la puissance ashanti.

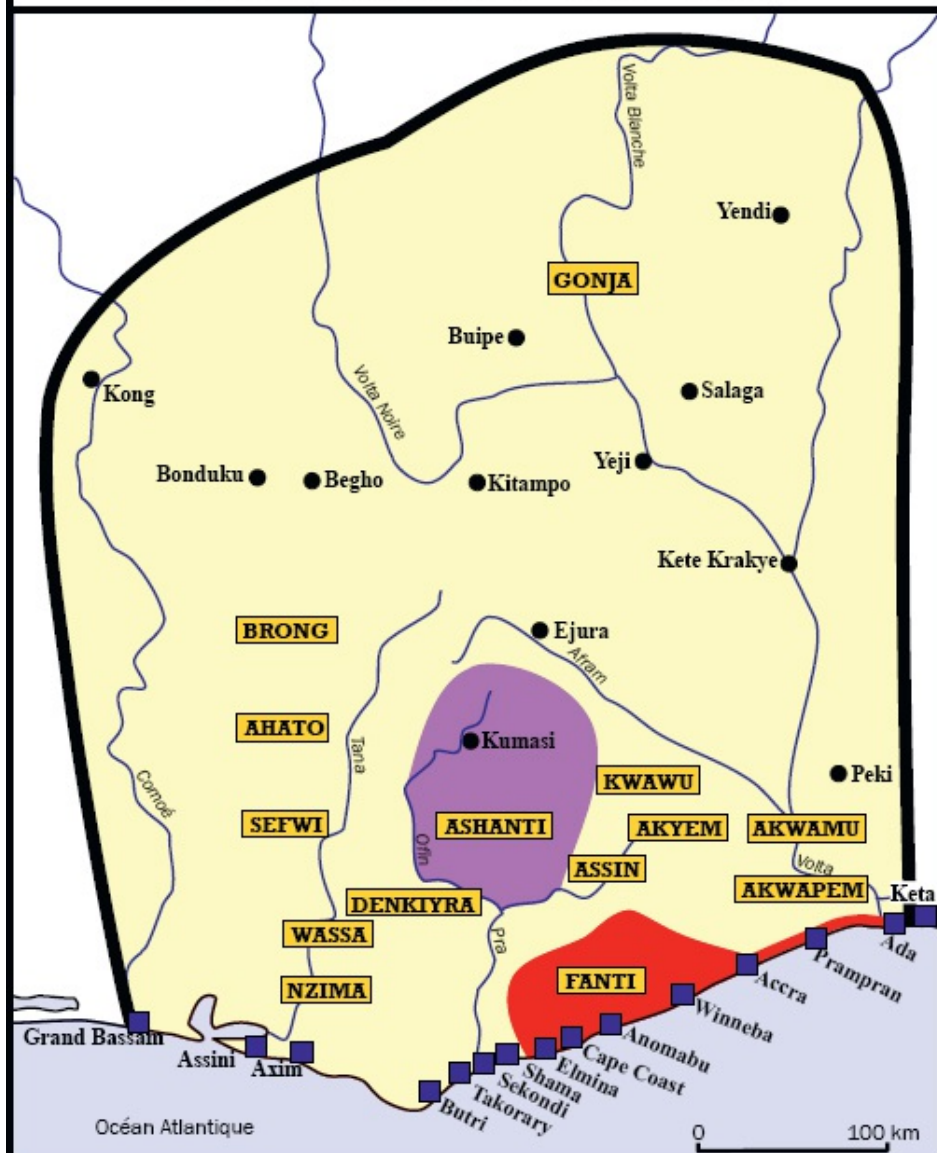
- Londres proposa alors son protectorat mais les Ashanti le refusèrent, ce qui entraîna une troisième expédition, celle du général Sir Francis Scott qui prit Kumasi en janvier 1896. Prempeh fut arrêté et déporté aux Seychelles et le protectorat anglais proclamé sur le royaume.

- Une nouvelle insurrection éclata en 1900, mais elle fut rapidement écrasée et le royaume ashanti intégré à la Gold Coast britannique.

Au Nigeria les Anglais étaient présents à Lagos depuis 1851 et les missionnaires protestants firent passer le pays yoruba sous influence britannique. À partir de 1897, toute la zone côtière et son hinterland étaient sous contrôle britannique.

Au nord, ce fut la RNC (*Royal Niger Company*) qui imposa la présence britannique. Comme le principe de l'occupation effective avait été établi lors de la *Conférence de Berlin*, Londres ne pouvait donc pas se contenter de revendiquer la possession de la région, d'autant plus que les Français et les Allemands s'en rapprochaient. Mais, les Anglais étaient face à un sérieux problème : entre le Niger et le littoral, la principauté d'Illorin refusait de les laisser passer (voir carte page 241). En 1897 la question fut réglée militairement mais les Anglais se trouvèrent ensuite face aux chefs ou aux émirs du nord musulman (Kano, Sokoto, etc.) qui leur opposèrent une forte résistance. Il leur fallut ainsi plusieurs campagnes pour en venir à bout et la région ne fut pas considérée comme pacifiée avant 1903.

L'EMPIRE ASHANTI (± 1700 - 1800)



	Agglomération		L'Empire dans sa plus grande extension
	Nom de peuple ou d'ethnie		Royaume Fanti
	L'Ashanti des origines		Fort ou comptoir européen

LA CONQUÊTE DU TCHAD ET LA FIN DE RABAH

Dès les années 1880, les Français comprirent que le contrôle des régions riveraines du lac Tchad, clef de voûte des territoires conquis à partir de l'Algérie, du Sénégal et du Congo, était nécessaire à la constitution de l'Empire.

La progression française fut alors méthodique et elle se fit depuis le Niger, depuis le Congo et depuis l'Algérie. Cependant, avant d'atteindre le lac Tchad, il allait falloir triompher de Rabah (Zeltner, 1988 ; Tubiana, 2003 ; Arditi, 2003).

1-La progression à partir du Congo

À partir du Congo, deux colonnes françaises progressèrent en direction du lac Tchad, l'une commandée par Paul Crampel et l'autre par Emile Gentil.

Arrivé à Brazzaville le 10 août 1890, Crampel gagna ensuite Bangui, se rapprochant d'autant des territoires dévastés par Rabah. Au printemps 1891, ce dernier s'installa sur la rive gauche du Chari, afin d'y devancer Crampel qui était sur le point d'y arriver. Le Français fut bien reçu par le sultan d'El Kouti (n°2 sur la carte), Mohamed es Senoussi qui supportait mal l'autorité de Rabah et celle du sultan du Wadaï (Ouadaï) auxquels il devait payer tribut. Il se réservait donc la possibilité de jouer la carte des nouveaux venus mais, quand il constata que ces derniers n'avaient les moyens de lutter contre Rabah, il tendit une embuscade à la petite colonne française et le 23 mai, à el Kouti Crampel et l'interprète kabyle qui l'accompagnait furent tués.

La seconde colonne française en marche vers le lac Tchad à partir du Congo, était commandée par Emile Gentil (Haurie, 2003). Avec l'aide d'Ernest Huntzbüchler, il organisa le portage, en pièces détachées, d'un petit vapeur, le *Léon Blot*, long de 18 m et large de 4 m, pour un tirant d'eau de 40 cm et dont l'hélice pouvait être démontée. La flottille était en outre composée de deux baleinières.

Parvenu sur la rive droite du Gribingui, un affluent du Chari, Gentil y installa une base de départ baptisée Fort Crampel et il embarqua sur le *Léon Blot* le 27 juillet 1897. Il atteignit ainsi le Tchad après mille kilomètres de navigation sur le Chari et sur certains de ses affluents. Puis Gentil rentra en France, laissant à Fort Crampel le lieutenant de vaisseau Bretonnet.

Pendant ce temps, un négociant explorateur nommé Ferdinand de Behagle avait décidé, contre les conseils d'Emile Gentil, d'établir des relations

commerciales avec Rabah. Au mois de mars 1899, il gagna donc Dikoa (n° 7 sur la carte), qui était alors la capitale de ce dernier, mais il y fut mis aux fers. Bretonnet se mit alors en marche pour aller le délivrer mais, à Togbao (n° 6 sur la carte) Bretonnet et Durand-Autier, furent tués.

Treize jours plus tard, Emile Gentil, de retour de congé arriva à la tête d'une importante colonne dont l'objectif était d'assurer la jonction sur les rives du Tchad avec la *Mission Afrique centrale*, venue du Soudan et avec la *Mission Foureau-Lamy* venue d'Algérie à travers le Sahara. Fin octobre, Emile Gentil infligea aux troupes de Rabah une première défaite lors du combat de Kouno.

2-La progression à partir du Soudan

Venant du Soudan, la *Mission Afrique centrale* (ou *Mission Voulet-Chanoine*), commandée par le lieutenant Voulet et son adjoint le lieutenant Chanoine se rapprocha du lac Tchad, tout en fermant aux Britanniques l'accès au haut-Niger, mais elle connut des épisodes dramatiques (Mathieu, 1995 ; Simoën, 1996 ; Rolland, 2003).

Le 14 juillet 1899, à Dankori (n° 5 sur la carte), convaincu que l'on voulait lui « voler » sa découverte, Voulet fit tuer le lieutenant-colonel Klobb qui venait le relever de son commandement et il n'eut plus alors d'autre choix qu'une fuite en avant suicidaire. Les tirailleurs s'étant rebellés, Chanoine fut tué et trois jours après le « drame de Dankori », le capitaine Voulet tomba à son tour.

LA CONQUÊTE DU TCHAD (1880 - 1900)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

Le lieutenant Joalland prit alors le commandement et décida de poursuivre la marche vers le Tchad. En chemin, le 30 juillet, il s'empara de la ville de Zinder (n° 3 sur la carte) et le 24 octobre 1899 les lieutenants Joalland et

Meynier atteignirent le lac Tchad.

3-La progression à partir de l'Algérie

La *Mission Foureau-Lamy* quitta Blida, en Algérie, au mois de septembre 1898 avec près de quatre cents hommes. À Ouargla où devaient être rassemblées les montures nécessaires, plus d'un millier de chameaux furent réunis et répartis entre les différents éléments de la mission, mais il fallait prévoir la nourriture et l'eau pour cet immense troupeau.

Après l'oued el Biod atteint le 10 novembre 1898, l'expédition parvint à Timassine (Fort Flatters) une semaine plus tard. La marche vers le sud reprit, mais les pertes en chameaux devinrent de plus en plus lourdes.

Le 27 juillet 1899, l'expédition était en vue d'Agadès où elle fut bien accueillie par le sultan, mais celui-ci tenta de se débarrasser des Français en leur fournissant un guide chargé de les perdre. Sa félonie démasquée et, sous la menace de voir sa ville détruite, il livra une centaine de chameaux et toute la nourriture dont la colonne avait besoin. Le 17 octobre, la mission quitta Agadès.

Le 2 novembre 1899, le contact fut établi avec le détachement de Zinder (n° 3 sur la carte). Le sergent Bouthel, de la *Mission Afrique centrale* accueillit les rescapés du Tanezrouft et de l'Aïr qui purent alors reconstituer leurs forces.

La marche vers le Tchad reprit en janvier 1900. Lamy envoya un émissaire signaler sa présence à Joalland et à Gentil qui s'étaient retrouvés sur les rives du Chari après que le second avait, comme nous l'avons vu, infligé à Rabah une première défaite lors du combat livré à Kouno en octobre 1899. Le 21 janvier, la *Mission Foureau-Lamy* atteignit les rives du lac Tchad, mais il lui fallait encore effectuer sa jonction avec les deux autres missions venues respectivement du Soudan et du Congo.

Foureau et Lamy ayant décidé de contourner le lac par le nord, l'expédition se remit en marche le 3 février. Faute de guides sûrs, la colonne perdit du temps, mais elle rencontra le 18 février les premiers éléments de la mission Joalland-Meynier. Informé de la mort de Bretonnet et de Behagle, le commandant Lamy entendit se mettre le plus rapidement possible à la disposition d'Emile Gentil venu par l'Oubangui et le Chari, afin d'être en mesure de détruire une fois pour toutes la puissance de Rabah.

La colonne marcha alors vers l'est et le 24 février - après avoir parcouru 180 km en quatre jours, ce qui constituait un exploit dans cet environnement inconnu -, elle atteignit les rives du Chari. Réunies à Kousseri (n° 8 sur la carte), le 21 avril 1900, les trois missions (Gentil, Afrique centrale et Foureau-Lamy), disposaient alors de sept cents fusils et de quatre canons pour faire face aux quatre mille hommes, dont quinze cents armés de fusils, que pouvait encore aligner Rabah.

Le 22 avril le camp retranché de Rabah était emporté par l'assaut des tirailleurs, mais le commandant Lamy fut tué à l'issue du combat, quasiment en même temps que Rabah. Le capitaine Reibell, qui avait succédé au commandant Lamy, poursuivit ce qui restait des troupes de Rabah et il prit Dikoa (n° 7 sur la carte).

Fadel Allah, fils de Rabah poursuivit le combat et chercha à se placer sous protectorat anglais mais le 23 août 1901, le lieutenant-colonel Destenave franchit le Chari, pénétra en territoire britannique, le surprit et le tua. « L'empire » de Rabah n'était plus dès lors qu'un souvenir.

Journal des Voyages

ET DES AVENTURES DE TERRE ET DE MER
(SUR TERRE ET SUR MER: MONDE PITTORESQUE; TERRE ILLUSTRÉE réunis)

Dimanche 16 SEPTEMBRE 1900

Journal hebdomadaire. — ABONNEMENTS: UN AN: PARIS, SEINE ET SEINE-A-ONS, 1 fr. — DÉPARTEMENTS, 10 fr. — UNION POSTALE, 12 fr. — Paris, 12, rue Saint-Joseph.

N°
198

LES FRANÇAIS
AU LAC TCHAD

LA MORT DE RABAH

PAR
AUGUSTE TERRIER

PRIX
15 c.



L'un des tirailleurs, tranchant la tête de Rabah, déjà blessé, la levait en l'air comme un trophée de victoire.
N° 198. (Deuxième série.)

N° 1210 de la collection.

Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE KAMERUN ET LA MITTEL

AFRIKA

Après la mise à l'écart de Bismarck par l'empereur Guillaume II (1859-1941), l'Allemagne développa une politique coloniale différente de celle suivie sous le règne de Guillaume I^{er} (1797-1888) (Lugan, 1990).

Le Reich ne réclama plus seulement la liberté pour ses maisons de commerce, mais une place en Afrique correspondant à sa véritable puissance économique.

Il fallut cependant attendre 1894 pour voir le chancelier Carl Viktor von Hohenlohe-Shillingdfürst, engager définitivement le Reich dans une véritable politique coloniale avec pour corollaire la notion de la *Mittelafrika*, vaste espace qui aurait correspondu, au centre de l'Afrique, à la position géographique du Reich en Europe.

L'idée des milieux officiels allemands était que l'Afrique centrale sous souveraineté belge et portugaise n'était pas à la mesure de ces « petites » nations, mais bien à l'échelle de la puissante Allemagne.

Le point de départ de la constitution d'un tel empire africain fut le Kamerun où, en 1884, l'Allemagne avait pris officiellement possession de la région de Douala qui attirait la curiosité allemande depuis déjà plusieurs décennies.

En 1860, le botaniste Gustav Mann avait ainsi exploré les pentes du mont Cameroun.

En 1868, la maison Woermann de Hambourg installa un comptoir dans la baie du Wouri et en 1874, elle demanda en vain au ministère des Affaires étrangères qu'un consul y soit nommé.

En 1875, la maison Woermann s'associa à la firme Jantzen, également de Hambourg, et une station fut créée sur le fleuve Cameroun.

L'administration impériale eut ensuite d'ambitieux projets puisqu'ils prévoyaient de faire de Douala le débouché de toutes les productions d'une vaste partie de l'Afrique centrale. Mais il y avait un préalable qui était la création de voies de communication et surtout de trois lignes ferroviaires qui devaient transformer le Cameroun en plaque tournante obligée pour les pays voisins.

La guerre ne laissa pas le temps aux ingénieurs allemands d'achever la construction de ces voies ferrées.

Le développement des voies de communication devait aussi se faire en

utilisant le réseau fluvial grâce au lancement de vapeurs. Ces plans avaient pour finalité de faire de Douala le point d'ouverture et d'aboutissement de toute l'Afrique équatoriale, centrale et tchadienne. D'importants travaux devaient être entrepris afin d'ouvrir l'estuaire aux navires de fort tonnage

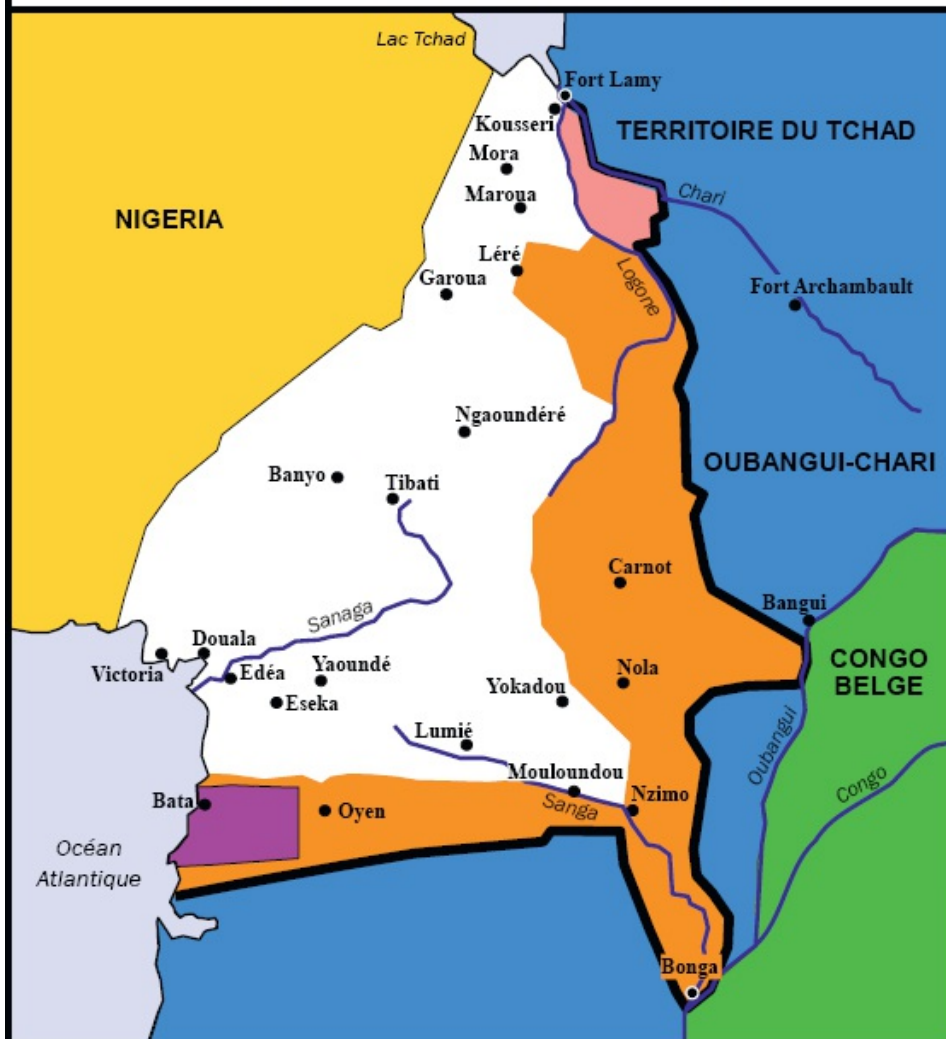
Le règlement de la question marocaine permit à l'Allemagne d'agrandir sa colonie du Kamerun.

Par la *convention du 4 novembre 1911*, en échange de la reconnaissance des droits français sur le Maroc, Paris céda ainsi à Berlin 275 000 km² en Afrique centrale avec pour le Kamerun, un accès aux fleuves Congo et Oubangui.

Territorialement, sur ces 275 000 km² gagnés par le Kamerun et qui allaient constituer le *Neukamerun*, 152 270 km² avaient été pris sur le Moyen-Congo, 46 989 km² sur l'Oubangui-Chari, 40 569 km² sur le Gabon et 34 450 km² sur le territoire militaire du Tchad.

En échange, l'Allemagne reconnaissait donc le protectorat français sur le Maroc et cédait à la France « le bec de canard », un territoire de 15000 km² situé au sud du lac Tchad et compris entre le Chari et le Logone.

LE CAMEROUN ALLEMAND



	Limites du Cameroun allemand		Possessions britanniques
	"Bec de canard", territoire cédé à la France par l'Allemagne (convention du 4 novembre 1911)		Possessions françaises
	"Triangle d'Ouessou" et "Patte de Homard", territoires cédés à l'Allemagne par la France (convention du 4 novembre 1911)		Possessions belges
	Guinée espagnole		

LA CAMPAGNE ANTI ESCLAVAGISTE AU CONGO (1889-1893)

En 1885, quand fut internationalement reconnu l'*État indépendant du Congo (EIC)*, la puissance zanzibarite était à son sommet.

Ayant largement franchi le fleuve, les esclavagistes étaient présents le long de la Lualaba, de l'Uélé, dans le bassin de la Lomami et ils avaient quasiment atteint la Mongala.

La *Société anti esclavagiste belge* organisa alors les premières campagnes destinées à les bloquer et elle fut bientôt relayée par les forces de l'*État indépendant du Congo*.

Les premiers combats eurent lieu en 1889-1890 à Lusambo où Francis Dhanis et Oscar Michaux repoussèrent une attaque lancée par les Batetela alliés des esclavagistes. En 1891, le capitaine van Kerckhoven arriva dans la région de l'Uélé et le 27 octobre, le capitaine Pierre Ponthier repoussa un groupe d'esclavagistes au confluent entre l'Uélé et le Bomokandi. Au mois d'avril 1892, le capitaine Alphonse Jacques fut assiégé par le chef esclavagiste Rumaliza dans le poste d'Albertville (Kalemie), qu'il venait de fonder sur les rives du lac Tanganyika.

Durant deux années, des mois d'avril-mai 1892 à janvier 1894, les forces de l'EIC et les esclavagistes s'affrontèrent cependant que Tippu-Tip, le principal d'entre eux quittait la région pour retourner à Zanzibar.

Plusieurs Européens perdirent la vie durant ces événements, notamment le 15 mars 1892, dans la région de Riba-Riba (Lokandu), quand le traitant d'ivoire Arthur Hodister et dix de ses compagnons furent massacrés tandis que, dans le Maniema, le lieutenant Joseph Lippens et le sergent Henri De Bruyne eurent les mains et les pieds coupés.

Petit à petit, les forces de l'EIC prirent le dessus, menées par les capitaines Francis Dhanis et Oscar Michaux avec une dizaine d'Européens et quelques centaines de soldats noirs.

Le 23 novembre, sur la Lomami, Michaux affronta ainsi plusieurs milliers de Zanzibarites, de Swahili et de guerriers fournis par les tribus qui étaient leurs partenaires qui laissèrent dans la bataille 600 morts et un millier de prisonniers.

Avec 6 Belges et 400 askaris, le capitaine Dhanis, suivi par des milliers de guerriers désireux de se venger des esclavagistes, traversa ensuite la Lomami et le 30 décembre, les Zanzibarites commandés par Sefu, l'un des fils de Tippo-Tip subirent une seconde défaite. Le 4 mars 1893, Nyangwe leur « capitale » sur le Congo fut prise et Séfu se replia à Kasongo.

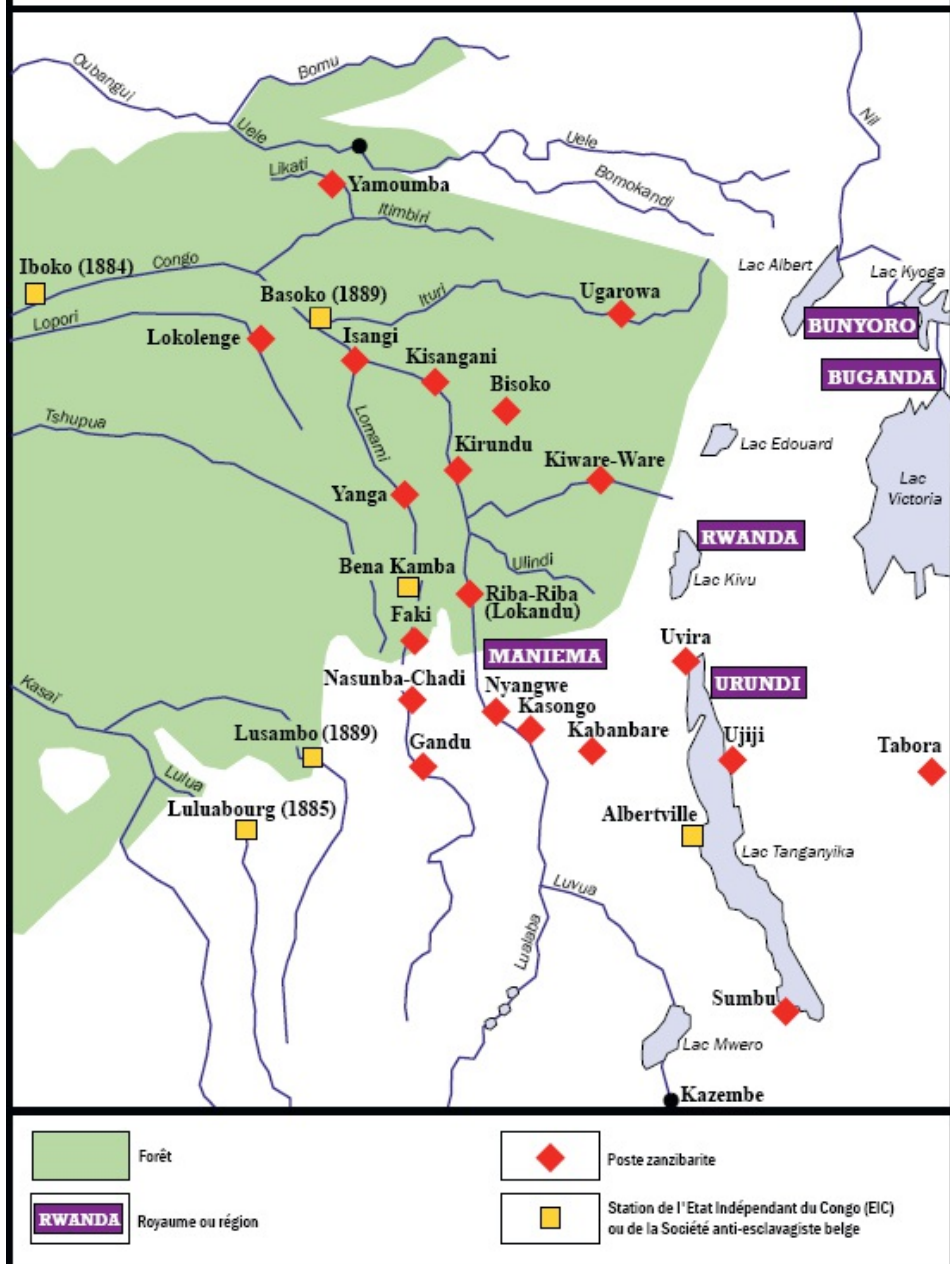
Renforcé par le capitaine Cyriaque Gillain qui était arrivé avec 500 askaris, Dhanis se dirigea ensuite vers Kasongo qui fut prise le 22 avril.

Pendant ce temps, le commandant Louis Napoléon Chaltin progressait en direction des Stanley-Falls, d'abord au moyen d'un vapeur, puis à pied. Il prit Riba Riba le 30 avril puis se porta au secours de Nicolas Tobback assiégé dans la station des Stanley Falls qu'il délivra le 18 mai. À la fin du mois de juin, les capitaines Ponthier et Lothaire achevèrent la pacification de la région.

Dernier chef esclavagiste, Mohammed bin Hassan Rumaliza, sultan d'Ujiji décida de contre-attaquer en direction du Maniéma mais il se heurta au capitaine Dhanis. Le 25 octobre les esclavagistes furent défaits mais Ponthier fut tué dans la bataille. Rumaliza en fuite fut pourchassé mais il parvint à s'enfuir. La *Campagne anti-esclavagiste* était terminée.

En 1908, la Chambre des députés accepta le testament de Léopold II qui faisait don à la Belgique de l'*État du Congo* qui devint la *Colonie du Congo*. Le 16 novembre 1908, à Boma, alors chef-lieu du territoire, les couleurs belges furent hissées.

LES GUERRES CONTRE LES ZANZIBARITES



LA COLONISATION DE LA CORNE (1884-1943)

Le percement du Canal de Suez fit de la mer Rouge un axe maritime stratégique. Avant 1869, ses rivages inhospitaliers n'étaient longés que par des boutres arabes mouillant au débouché des pistes caravanières.

En 1859, les Anglais déjà présents à Aden depuis 1839 s'installèrent sur l'île de Socotra (carte page 293) verrouillant ainsi le détroit de Bab-el-Mandeb.

En 1884, ils prendront possession de Zeila et de Berbera d'où ils élargiront leur présence jusqu'à constituer le Somaliland dont la frontière avec les possessions françaises sera établie par une Convention de délimitation passée en 1888.

Parallèlement, ils progressèrent en remontant le Nil vers la région des Grands lacs. C'est à cette occasion que se produisit l'incident franco-britannique de Fachoda (voir page 228).

Le 11 mars 1862, par une Convention signée avec un envoyé du sultan afar-on disait à l'époque Danakil-, de Tadjourah, la France s'était vue reconnaître la possession d'Obock contre une somme de 52 000 francs or.

Paris attendit cependant 1884 pour y créer un véritable établissement pour sa flotte. Cependant, Obock présentait de sérieux inconvénients dont la faible profondeur de sa rade n'était pas le moindre. C'est pourquoi le site de Djibouti fut acquis en 1888.

Le 20 mai 1896, la France qui possédait plusieurs petites enclaves - Obok, Tadjourah, le *territoire des Danakils*, et le *protectorat des Somalis* - les regroupa en un seul ensemble de 23000 km² qui prit le nom de *Colonie de la Côte française des Somalis et dépendances* (CFS) dont Djibouti devint le chef-lieu.

Troisième partenaire européen dans la région, l'Italie qui possédait la baie d'Assab depuis 1869 se décida à l'occuper effectivement en 1882 avant de s'installer à Massawa au début de l'année 1885.

À partir de cette date, Rome eut une politique régionale très active et chercha à imposer son protectorat à l'Abyssinie (Éthiopie) ce qui provoquera sa défaite à Adoua en 1896 (voir page 258). En Somalie, les Italiens occupèrent plusieurs points d'appui côtiers à partir desquels ils pénétreront vers l'intérieur.

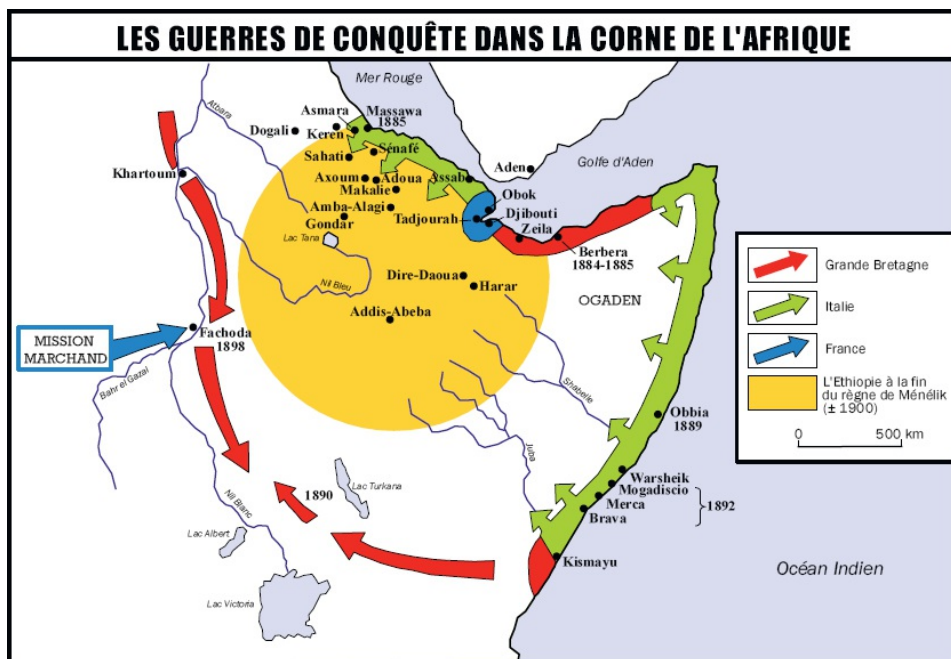
La mise en chantier du chemin de fer Djibouti -Addis-Abeba en 1898 changea totalement la destinée de la Côte française des Somalis, le port de Djibouti devenant peu à peu le débouché du plateau abyssin. Cependant, les ambitions régionales de l'Italie entraînèrent des crises dont l'établissement français eut à subir les conséquences.

À la suite de la signature du *Pacte de Londres* au mois d'avril 1915, l'Italie entra en guerre aux côtés des Alliés de l'*Entente* contre l'assurance de compensations territoriales dont certaines devaient être obtenues en Afrique orientale au profit de sa colonie de l'Érythrée.

Au lendemain de la guerre, les promesses furent oubliées jusqu'aux *Accords de Rome* signés au mois janvier 1935 par Pierre Laval et Benito Mussolini et dont une clause prévoyait la cession d'une partie de la *Côte française des Somalis (CFS)* à l'Italie.

La campagne d'Éthiopie -1935 à 1937-, permit aux Italiens de venger la défaite d'Adoua (voir pages 286 et 258).

Au mois de juin 1940, les forces italiennes attaquèrent la CFS Mais elles furent repoussées avec l'aide des contingents britanniques du Somaliland. Les autorités françaises demeurèrent fidèles à Vichy et cela jusqu'au 1^{er} janvier 1943, date à laquelle les troupes britanniques prirent Djibouti.



LA DÉFAITE ITALIENNE D'ADOUA

(1^{er} MARS 1896)

Le désastre subi par l'armée italienne lors de la bataille d'Adoua¹ en 1896, est la conséquence de la dégradation des relations entre Rome et Addis-Abeba, les Italiens n'ayant pas respecté la frontière entre l'Éthiopie et leur colonie d'Érythrée telle qu'elle avait été définie d'un commun accord lors de la signature du traité d'«amitié » d'Ucciali (Wuchalé pour les Ethiopiens) le 2 mai 1889.

Franchissant la rivière Mareb, les forces italiennes s'enfoncèrent dans le Tigré éthiopien.

En conséquence de quoi, le 17 septembre 1895, l'Éthiopie décréta la mobilisation générale. Le 7 décembre 1895, une colonne italienne se fit surprendre et encercler à Amba-Alagi (voir carte page 257) où elle laissa sur le terrain plus de 2000 hommes sur un effectif de 2300.

Ce désastre fut suivi d'un second le 21 janvier 1896, quand, encerclée et après deux semaines de bombardement, la garnison italienne de Makalie au Tigré, capitula.

Pour le premier ministre Francisco Crispi, ces deux graves échecs devaient impérativement et rapidement être effacés par une éclatante victoire. C'est pourquoi le général Oreste Baratieri reçut l'ordre d'engager la conquête de l'Éthiopie.

Or, au même moment, l'armée éthiopienne avançait vers les positions italiennes avec plus de 100 000 hommes bien équipés en armes à feu modernes et galvanisés par leurs précédentes victoires.

Avec des effectifs dix fois inférieurs en nombre, Baratieri décida cependant de lancer une attaque surprise en prenant position sur trois collines surplombant le camp éthiopien.

Cette opération eut lieu dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars 1896.

Elle se fit avec un peu moins de 15 000 hommes armés de vieux fusils, les modernes Remington n'étant pas encore en dotation générale, chaussés de souliers légers inadaptés au sol rocheux, sans moyens de communication, avec des cartes imprécises et manquant cruellement de mulets de transport.

Toute la réussite du plan de Baratieri reposait sur la rapidité car il fallait qu'au lever du jour, les Éthiopiens découvrent un dispositif italien en place.

Or, entre cinq et six heures du matin, épuisés, les Italiens étaient encore en marche et leurs colonnes, étirées et non couvertes sur leurs flancs offraient une cible idéale.

Les Éthiopiens attaquèrent alors le dispositif ennemi là où il était le plus fragile, en l'occurrence la colonne formée d'askaris érythréens qui se débandèrent avant de se ruer vers le centre du dispositif qu'ils désorganisèrent. Les hommes de Ménélik s'engouffrèrent alors dans les brèches ouvertes.

Attaqués de toutes parts les Italiens tentèrent de résister, mais ils furent disloqués par l'artillerie et submergés par les vagues d'assaut.

À midi, le général Baratieri donna l'ordre de la retraite.

La bataille d'Adoua fut un désastre pour l'armée italienne qui perdit 40 % des effectifs engagés, laissant selon les auteurs entre 5 000 et 7 000 morts sur le terrain, et abandonnant entre 1800 et 3000 prisonniers aux mains des Éthiopiens.

Près de 1000 (954) soldats italiens furent portés disparus et les blessés étaient au nombre de 1500.

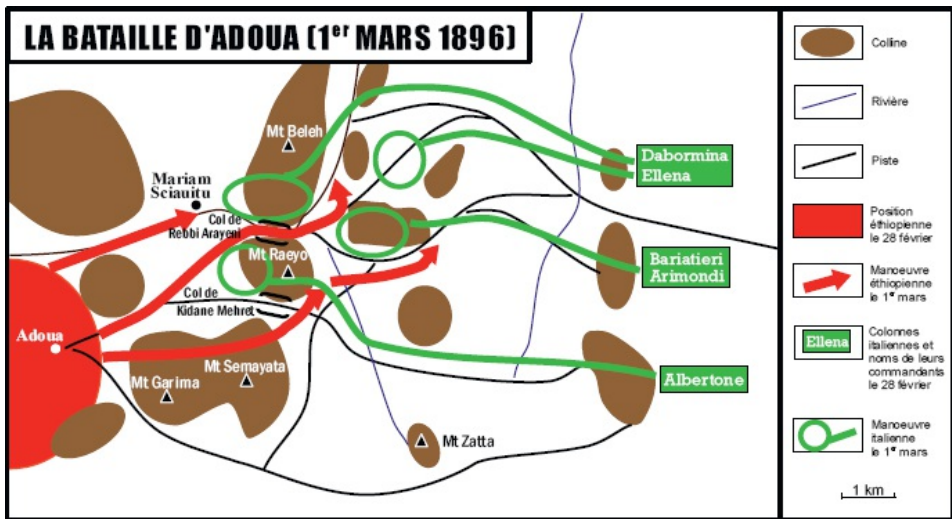
Plus de 300 officiers furent tués dont 4 des 5 généraux engagés. Les Italiens perdirent 11 000 fusils et toute leur artillerie tomba aux mains des Éthiopiens.

Difficiles à évaluer, les pertes de ces derniers durent être comprises entre 4 000 et 6 000 morts et entre 8 000 et 10 000 blessés.

Humiliée, l'Italie fut secouée par un véritable séisme politique. Le gouvernement Crispi démissionna et fut remplacé le 10 mars par celui du marquis di Rudini qui ordonna l'ouverture de pourparlers avec Ménélik.

Puis, le 26 octobre 1896, rédigé en français et en amharique, le *traité d'Addis Abeba* fut signé, l'Italie reconnaissant l'indépendance de l'Éthiopie.

Après une phase de repliement sur elle-même, l'Italie reporta ses ambitions coloniales sur un théâtre d'opérations moins éloigné de ses côtes et ce sera la guerre italo-turque en Tripolitaine et en Cyrénaïque (voir page 278).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'AFRIQUE AUSTRALE ET LES BRITANNIQUES

En 1814, la Hollande vendit le comptoir du Cap à la Grande-Bretagne. Londres qui pensait simplement s'assurer le contrôle d'une escale maritime de première importance sur la route des Indes, se vit peu à peu attirée vers son *hinterland*.

En 1814, la colonie du Cap ne se limitait en effet plus à l'arrière-pays, de la baie de la Table puisque sa population blanche, les *trekboer*, était déjà installée à plusieurs centaines de kilomètres au nord où un choc s'était produit avec les Xhosa et où les Britanniques furent contraints d'intervenir dans les « guerres de frontière » (voir page 202).

Ayant été vaincus par les Boers installés au nord du fleuve Orange, les Sotho demandèrent le protectorat britannique sur le Basutoland (l'actuel Lesotho) afin d'empêcher la conquête de la totalité du royaume sotho. En 1871, la Colonie du Cap annexa le Protectorat.

Après avoir reconnu l'indépendance de la *République d'Afrique du Sud* (ZAR ou Transvaal) et de l'*État libre d'Orange* en 1852 et en 1854, Londres annexa la première en 1877.

En 1879, après une difficile campagne (voir page 262), les Zulu furent vaincus et leur territoire rattaché à la colonie du Natal.

En 1880, le Transvaal se souleva contre les Anglais et la première guerre anglo-boer éclata. Les Britanniques furent vaincus en 1881 et le Transvaal recouvrit son indépendance.

À défaut de pouvoir le soumettre, les Britanniques lui coupèrent tout accès à l'océan indien, puis, en 1890, quand Cecil Rhodes fit occuper la rive gauche du Limpopo ils bloquèrent son expansion vers le nord.

En 1893, quand la région du lac Nyassa devint protectorat anglais, ce fut l'expansion portugaise qui fut bloquée. L'Angola et le Mozambique qui ne seraient pas reliés, ne couperaient donc pas l'axe impérial du Caire au Cap.



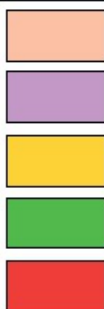
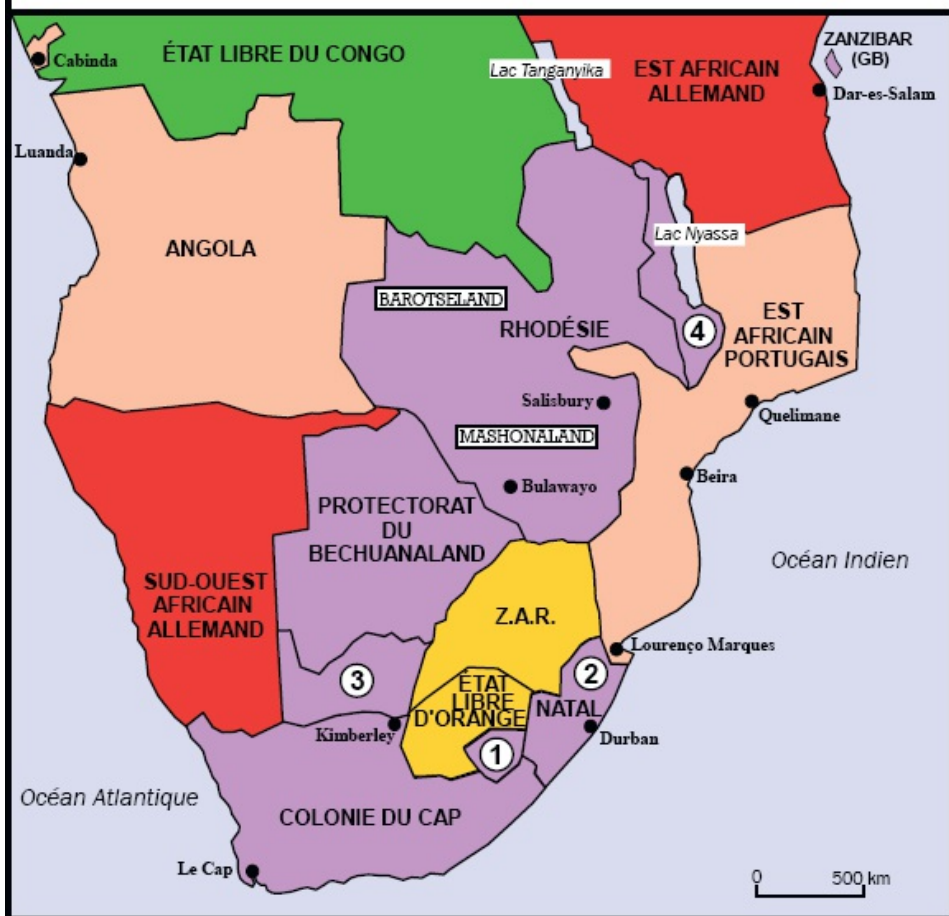
En 1893, dans la région de Bulawayo, la guerre éclata avec les Matabélé qui furent vaincus. Au mois de mai 1895, le Matabéléland réuni au Mashonaland fut baptisé Rhodésie. Les *savanes du sud* étaient alors atteintes et le partage de ce qui deviendra le *copperbelt* se fit entre la BSAC et l'*État indépendant du Congo*.

Une course de vitesse s'établit ensuite entre la Grande Bretagne et la ZAR (Transvaal). Pour Londres, la priorité était d'interdire à la République Boer tout accès à la mer. C'est ainsi que du Cap au nord de Durban, toute la côte était sous contrôle anglais.

Une seule et dernière possibilité d'ouverture sur la mer existait pour le Transvaal, le Tongaland, territoire compris entre le Swaziland et l'océan. Or, en 1894, les kommandos boers avaient en partie pris le contrôle du Swaziland d'où il allait leur être facile, en marchant vers l'est, de prendre possession du pays tonga et de son littoral. Londres réagit au mois de juin 1895 en annexant la région et en fermant ainsi aux Boers la dernière porte qui leur était ouverte vers la mer.

Les États boers étant désormais pris au piège de leur continentalité, il ne restait plus qu'à les réduire, ce qui se fera entre 1899 et 1902 avec la "Guerre des Boers" (voir p 264).

L'AFRIQUE AUSTRALE DE 1854 À 1900



Possessions portugaises

Possessions britanniques

Républiques boers
Z.A.R. : République d'Afrique du Sud ou Transvaal

Possessions belges

Possessions allemandes

① BASUTOLAND

② SWAZILAND

③ BECHUANALAND
(annexé par la Colonie du Cap)

④ PROTECTORAT DU NYASSALAND

BAROTSELAND Territoire ethnique

Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GUERRE ANGLO-ZULU (1879)

Fondé par Shaka dans les années 1800, le royaume zulu reposait sur de fortes structures militaires (Morris, 1985).

En 1873, quand Cetshwayo succéda à son père Mpande à la tête du royaume, il disposait d'une armée forte de 40 000 guerriers dont plus d'un tiers équipés d'armes à feu.

Le royaume du Zululand avait pour voisin méridional la Colonie du Natal dont il était séparé par deux limites naturelles, à savoir les rivières Tugela et Buffalo.

Au nord, il était séparé du royaume du Swaziland et de l'Afrique portugaise par la rivière Pongola.

À l'ouest, l'escarpement du Drakensberg formait une frontière naturelle avec le Transvaal.

Haut-commissaire britannique pour l'Afrique australe de 1877 à 1880, sir Bartle Frere développa une politique dont le but était de casser l'empire zulu afin d'étendre le domaine britannique au nord de la rivière Tugela. Il fut largement secondé dans cette entreprise par Theophile Shepstone qui était à ce moment-là son commissaire pour les Affaires indigènes.

Cette politique était en contradiction avec celle qui avait été définie par lord Carnarvon et qui prévoyait au contraire le maintien de la puissante entité zulu au sein d'une Afrique du Sud confédérée dans un cadre britannique.

Cetshwayo fut alors l'objet d'une véritable guérilla politique de la part de sir Bartle Frere et de Shepstone.

Le 11 décembre 1878, comme il ne cédait pas, ils lui adressèrent un ultimatum qui fut ressenti comme une véritable provocation. Il lui était en effet demandé l'auto-dissolution de l'armée et de son code d'honneur guerrier, ciments de la nation zulu.

Cet ultimatum prévoyait également qu'en cas de nonréponse au bout de vingt jours, l'armée commandée par lord Theogor-Chelmsford pénétrerait au Zululand.

Le 11 janvier 1879, trois colonnes britanniques totalisant 17 922 hommes franchirent la frontière.

Les 40 000 guerriers zulu divisés en *induna* – régiments- étaient extrêmement mobiles et 15000 d'entre eux possédaient des armes à feu.

Face à eux, lourdes, lentes et encombrées d'une intendance peu mobile, les unités anglaises n'avaient pas les moyens d'occuper et de quadriller tout le royaume. Lord Chelmsford avait donc choisi d'attirer à lui l'armée zulu afin de la détruire sous son feu.

Les opérations ne se déroulèrent cependant pas comme il l'avait prévu car, le 22 janvier 1879, les Zulu s'emparèrent de sa base arrière à Isandlawana après avoir tué 1 600 soldats et auxiliaires britanniques.

La résistance de la petite garnison de Rorke's Drift sauva les Britanniques car elle bloqua la déferlante zulu qui s'apprêtait à envahir le Natal. Cependant, plusieurs détachements se retrouvaient isolés et encerclés en pays zulu dont une importante colonne à Eshowe.

Lord Chelmsford replia alors son armée au Natal. Deux mois plus tard fut lancée l'offensive qui permit aux britanniques de venir à bout de la résistance zulu.

Plusieurs batailles épuisèrent l'armée zulu dont celles de Hlobane et de Kambula, les 28 et 29 mars. Le 2 avril, Mgungundhlovu, la capitale de Cetshwayo fut prise, le 4 juillet ce fut le tour d'Ulundi et le 27 août, Cetshwayo fut fait prisonnier.

Le 1^{er} juin 1879, durant la dernière phase de l'offensive britannique, le Prince impérial Louis Napoléon, fils de l'empereur Napoléon III, fut tué.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GUERRE ANGLO-BOER

(1899-1902)

Durant presque trois ans, du 12 octobre 1899 au 31 mai 1902, la guerre qui se déroula en Afrique du Sud mit aux prises deux peuples blancs, l'un luttant pour sa suprématie et l'autre pour sa survie.

Ce conflit était la conséquence du nouveau contexte géopolitique né des découvertes de mines d'or du Transvaal. Johannesburg supplantant Le Cap, le Transvaal était donc en passe de devenir le nouveau pôle autour duquel la politique régionale allait se structurer.

L'inquiétude des Britanniques fut d'autant plus réelle que l'État libre d'Orange était sur la voie d'une union avec la ZAR (Transvaal) et que les Afrikaners du Cap commençaient à regarder avec intérêt vers la nouvelle zone de prospérité septentrionale ouverte par leurs cousins.

Pour Londres, il était donc évident que, tôt ou tard, il allait être nécessaire d'incorporer les Républiques boers à un ensemble qui lui serait lié.

Ce conflit qui fut donc programmé annonça à bien des titres ceux du siècle à venir : emploi de matériel moderne, guerre de tranchées, utilisation du fil de fer barbelé, maîtrise des moyens de transport et attaques contre les civils considérés comme otages avant d'être internés dans des camps (Lugan, 1998a, 2010), sans oublier le recours à une vaste propagande destinée à diaboliser l'ennemi et à s'assurer le soutien de l'opinion publique.

Cette guerre du « David » boer contre le « Goliath » anglais fut un conflit international puisque, face à des forces venues de tout l'Empire britannique, les Boers furent renforcés par des volontaires français, allemands, italiens, irlandais, russes, serbes, américains et hollandais.

Ce ne fut pas de gaieté de cœur que le Transvaal et l'État libre d'Orange déclarèrent la guerre. La population boer des deux Républiques était de 200 000 âmes et pourtant, en quelques jours, 40 000 hommes rejoignirent les kommandos, ces unités militaires régionales dont les chefs étaient élus par leurs hommes (Lugan, 1998a : 123-134).

Rien n'était plus étranger que la notion de hiérarchie à cette armée composée de libres citoyens égaux entre eux. Chez ces soldats-paysans, point d'uniformes, sauf chez les artilleurs, mais la tenue de travail de tous les jours. Pour tous, un chapeau à larges bords protégeant à la fois du soleil et de la pluie, une épaisse chemise, une veste, une culotte de toile ou de laine, des bottes et une cartouchière barrant le torse. Chaque combattant fournissait son cheval et sa remonte, son harnachement, son arme, le

redoutable Mauser 95 de calibre 7x57. Il devait disposer d'une autonomie en vivres de huit jours.

Les Boers étaient d'abord des cavaliers. Moins chargés que ceux des Britanniques, leurs petits chevaux étaient capables de les porter sur de longues distances. Mais ils combattaient toujours à pied. Ils étaient en fait une infanterie portée, rapide à décrocher et à changer de position au gré du combat. Insaisissables, rapides, connaissant admirablement le terrain, excellents tireurs, rustiques, résistants, endurants et sobres, les combattants boers donnèrent du fil à retordre aux unités britanniques hautes en couleurs, disciplinées, lourdes, peu mobiles et dépendant totalement de leurs lignes d'approvisionnement.

D'octobre 1899 à janvier 1900, les Boers passèrent partout à l'offensive et ils enfoncèrent les lignes anglaises.

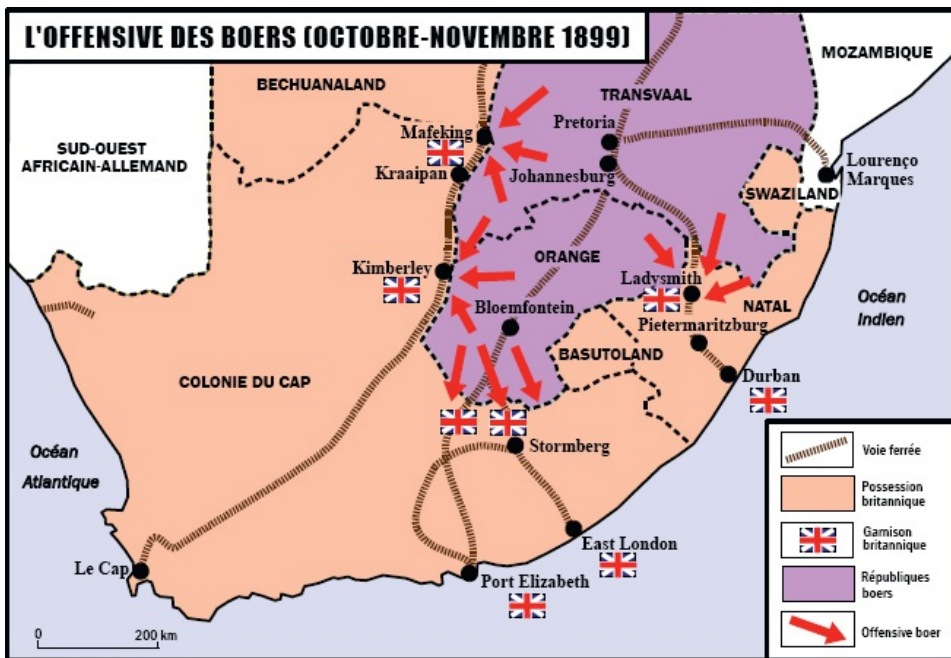
Leur commandant en chef, le vieux général Piet Joubert fut cependant dépassé par l'ampleur de la victoire et il se montra incapable de l'exploiter. Au lieu de poursuivre les Anglais jusqu'à l'océan indien et de prendre la ville de Durban, il préféra immobiliser ses meilleures troupes pour assiéger des poches anglaises isolées.

Ce furent les sièges inutiles de Ladysmith, de Kimberley où Cecil Rhodes se trouva encerclé, et de Mafeking où s'illustra le colonel anglais Baden-Powell, futur fondateur des « Boy-Scouts ».

Durant cette première phase de la guerre, les Britanniques lancèrent une triple contre-offensive destinée à dégager les garnisons assiégées. Mais elle s'acheva par trois terribles défaites à Stormberg, le 10 décembre 1899, à Magersfontein le 11 décembre et à Colenso le 15 décembre.

Ce fut la « semaine noire » (Black Week).

Cependant, soutenu par une opinion acquise au parti de la guerre, le Premier ministre Chamberlain fit parvenir d'importants renforts au corps expéditionnaire qui atteignit bientôt 270 000 hommes.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES GRANDES PHASES DE LA GUERRE DES BOERS

Au point de vue militaire, la guerre des Boers s'est déroulée en trois phases. Durant les deux premières, les vieux chefs boers accumulèrent les erreurs et ils eurent de la chance d'avoir en face d'eux des généraux britanniques souvent incompetents. Ce ne fut qu'avec la troisième période du conflit, celle de la guérilla que les jeunes commandants boers purent donner la mesure de leur pugnacité dans une guerre faite de coups de main dans laquelle les hommes des kommandos excellaient.

Durant la seconde phase de la guerre, comprise entre les mois de janvier et d'octobre 1900, les Boers furent submergés sous le nombre. Leurs vieux chefs avaient commis une nouvelle erreur en se laissant entraîner dans une guerre moderne voulue par l'état-major britannique. Ils n'avaient en effet aucune expérience du déplacement coordonné de grosses unités, de la concentration des moyens, de l'utilisation rationnelle de l'artillerie ou même de l'unité du commandement.

La troisième phase du conflit, celle de la guérilla, fut la plus longue et la plus meurtrière. Elle s'étendit de novembre 1900 à mai 1902 et vit les jeunes chefs boers, Jan Smuts, Louis Botha, Jacobus De La Rey, Cristiaan De Wet, Manie Maritz etc., prendre le commandement des opérations.

Les Britanniques qui pensaient avoir gagné la guerre se virent partout attaqués par des adversaires insaisissables surgis du Veld. Le corps expéditionnaire se trouva même bientôt en position délicate, englué et fixé le long des voies de chemin de fer.

Nouveau commandant en chef britannique depuis le mois de novembre 1900, le général Horatio Kitchener, qui avait assis sa réputation comme « pacificateur » du Soudan en 1898 contre les armées du Mahdi, devait donc, coûte que coûte, tenter de limiter l'autonomie de déplacement des kommandos.

Il fit alors quadriller tout le pays par des lignes de barbelés et des points fortifiés -les *blockhouses*-, qui devaient prendre au piège les kommandos dans des sortes de damiers où il serait facile de les exterminer.

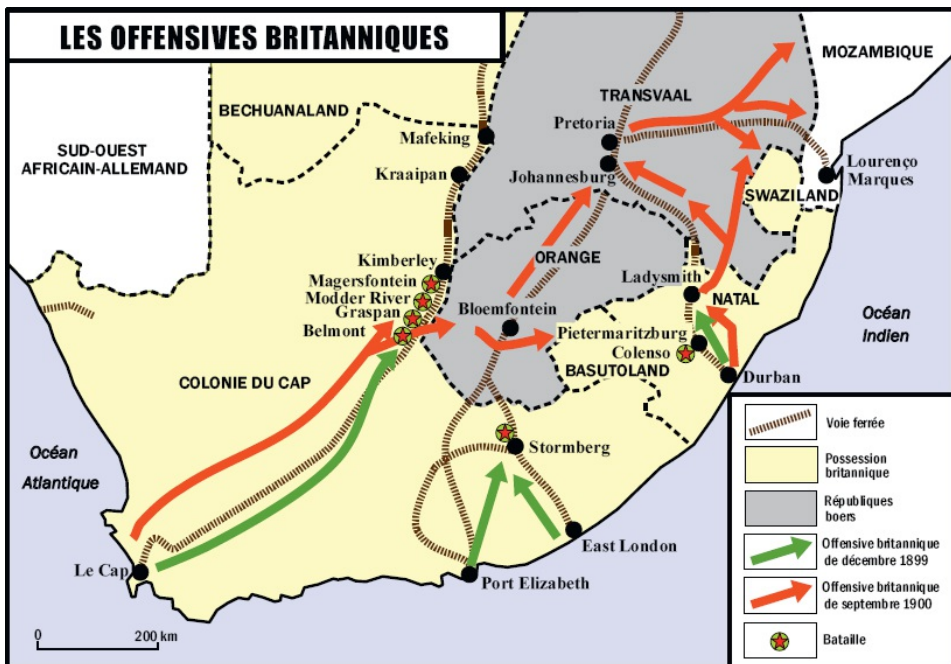
Ce fut un échec car les Boers apprirent à couper et à franchir ces réseaux barbelés. Quant aux *blockhouses*, ils devinrent vite des pièges dans lesquels se retrouvèrent isolés des milliers de soldats britanniques.

Kitchener déclencha alors une guerre contre les civils. Des villages entiers furent détruits et 25 000 à 30 000 fermes incendiées. Tout le maillage rural boer fut ainsi rayé de la carte. Quant aux civils, ils furent enfermés dans des camps (58 au total) où, exposés au froid et à la pluie, subissant les épidémies de rougeole, de dysenterie, de furonculose, de pneumonie, de bronchite et de coqueluche, la mortalité infantile atteignit 80 %.

Une génération de femmes et d'enfants boers y mourut¹.

Contrairement à une idée reçue, la guerre des Boers ne fut pas qu'une guerre de Blancs car, dans les deux camps, des Noirs participèrent activement aux opérations. Un peu plus de 10 000 volontaires noirs furent recrutés et armés par les Britanniques (Warwick, 1983). Ils eurent droit de pillage sur les fermes non évacuées et de viol sur les femmes qui avaient échappé aux rafles.

Cette guerre annonçait les conflits du XX^e siècle conçus comme des guerres totales et ayant recours à la terreur à l'encontre des populations civiles (Lugan, 2010).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA RÉVOLTE DES HERERO



Méharistes allemands au sud-ouest africain

Les Herero occupaient le centre de la colonie allemande du Sud-Ouest africain et en 1900, leur population était évaluée à un peu moins de 100 000 membres.

Ils pouvaient aligner 15 000 combattants dont 4 000 à 5 000 possédaient des carabines Martini Henry à chargement par la culasse.

Ici, et à la différence du Kamerun et de l'Afrique de l'Est, la *Schutztruppe* ne comprenait pas de soldats noirs, les Askari.

Le 12 janvier 1904, tout le pays herero se soulève et 6 000 guerriers attaquent le poste d'Okahandja.

Les civils allemands qui en ont le temps se retranchent dans le fort cependant que 123 colons vivant dans la région sont massacrés.

Les hommes et les enfants sont dépecés, quant aux femmes, après avoir été violées, elles sont suspendues par les pieds puis éviscérées.

Le 12 janvier, jour du soulèvement, le colonel Leutwein, commandant militaire, est dans le sud du territoire avec l'essentiel de ses forces.

Il confie au capitaine Viktor Franke (1866-1936), commandant de la 2^e compagnie, la mission de dégager les postes de Windhoek, Okahandja et Omaruru qui sont sur le point de tomber.

Le 11 juin 1904, le général major Lothar von Trotha débarque à Swakopmund avec 3 500 hommes et 600 chevaux ou mulets.

C'est un habitué des campagnes coloniales : gouverneur de l'*Est africain allemand*, il y avait écrasé la révolte des Hehe en 1896 puis, en 1900, il avait participé en Chine à la *campagne des Boxers*.

Il comprend que les Herero vont refuser le combat pour se replier dans l'immensité steppique où ils seront insaisissables.

Aussi, afin d'éviter leur dispersion, il charge sa cavalerie de les fixer sur le plateau du Waterberg. Le 11 août, sur un front de 40 kilomètres, ses cavaliers donnent l'assaut au massif qui est investi dans la soirée.

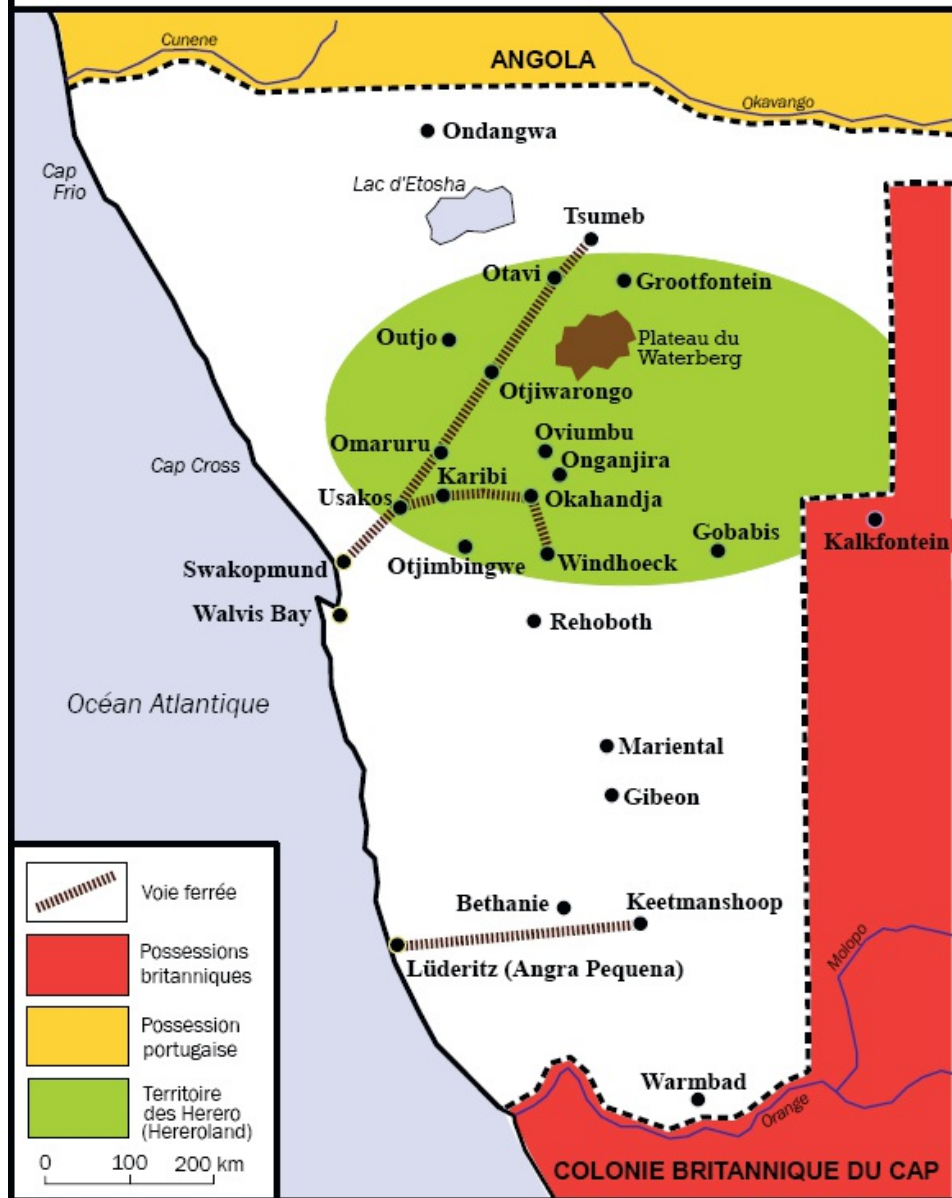
Pour éviter de se voir totalement pris au piège, les Herero se replient vers l'est et vers le désert du Kalahari.

Von Trotha a certes remporté une bataille, mais le corps de bataille herero n'étant qu'entamé, la colonie ne connaîtra véritablement la paix que lorsque les Herero auront été vaincus. Il décide donc de les maintenir dans le désert où il sait que leur bétail va mourir.

Le 2 octobre 1904, il rédigea un ordre du jour demeuré célèbre dans les annales des campagnes coloniales :

« À l'intérieur de la frontière allemande, tout Herero, avec ou sans fusil, avec ou sans bétail, sera fusillé. Je n'accepte plus ni femme ni enfant, je les renvoie à leur peuple ou fais tirer sur eux. Telles sont mes paroles au peuple Herero. Le grand général du puissant Empereur. Von Trotha ».

LE SUD-OUEST AFRICAIN ALLEMAND ET LA GUERRE DES HERERO



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE PREMIER CONFLIT MONDIAL EN AFRIQUE DU NORD

La Première Guerre mondiale posa un sérieux problème à l'Égypte car ses deux tuteurs, l'Empire ottoman et la Grande-Bretagne, se trouvèrent rangés dans des camps opposés. L'Allemagne souhaitait voir la Turquie intervenir à ses côtés, mais *la Porte*, sachant qu'elle pouvait perdre gros en cas de défaite, hésita jusqu'à la fin du mois d'octobre 1914.

À la suite d'un incident naval turcorusse intervenu le 29 octobre, ce fut le gouvernement du Tsar qui l'accula à entrer en guerre alors qu'elle cherchait à demeurer étrangère au conflit.

Après bien des hésitations, la Turquie se rangea donc dans le camp allemand, menaçant par le fait le dispositif britannique de protection du canal de Suez.

Le 18 décembre 1914, les Britanniques profitèrent de l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés de l'Allemagne pour mettre un terme à la suzeraineté nominale que le sultan turc exerçait sur l'Égypte et ils imposèrent leur protectorat au pays.

Le 19 décembre, le *khédiv* Abbas II fut déposé pour avoir manifesté de l'indocilité et remplacé par un de ses oncles, Hussein Kamel (1914-1917), second fils du *khédiv* Ismaïl qui reçut le titre de *sultan*.

Au mois de janvier 1915, le canal de Suez fut menacé par une puissante offensive menée par le général Djemal Pacha, à la tête d'une armée de quatre-vingt mille hommes. Cette offensive qui échoua était destinée à reprendre l'initiative militaire car, depuis le début des hostilités, l'armée turque subissait en effet une très forte pression sur plusieurs fronts à la fois.

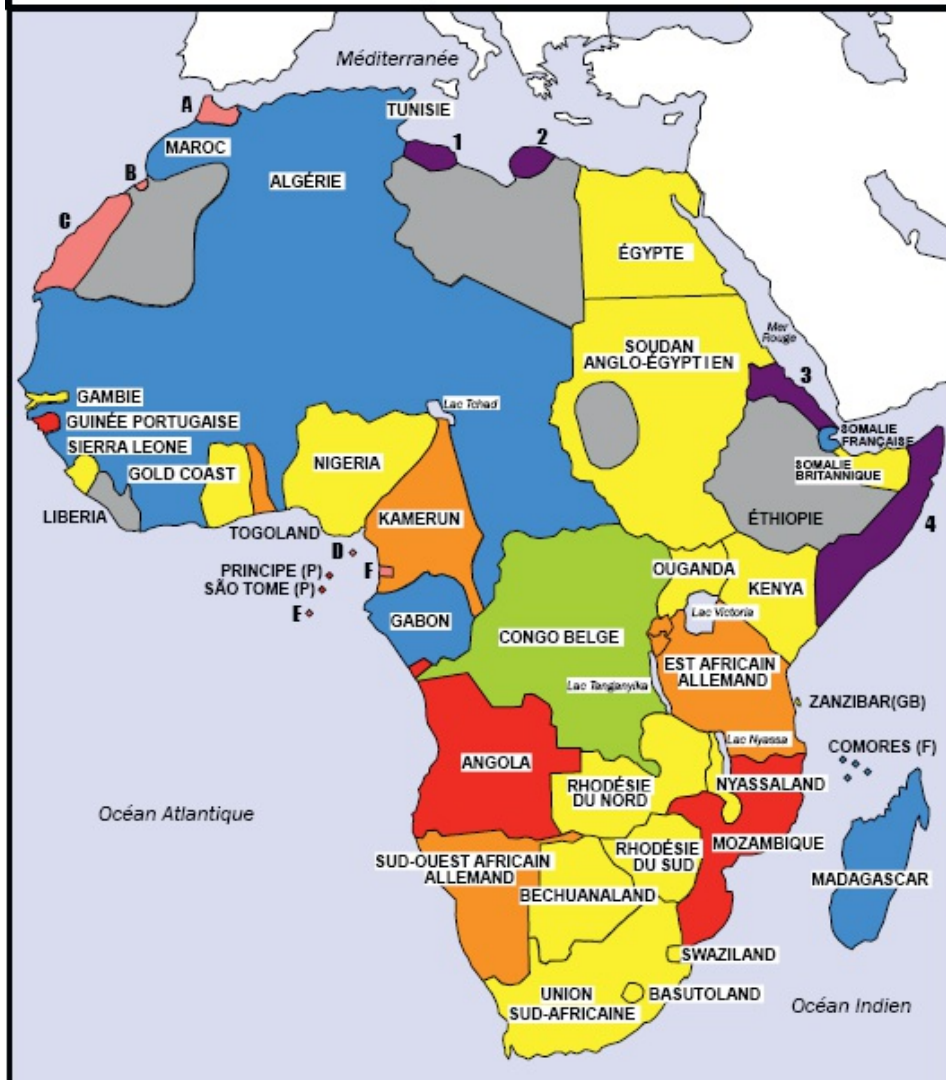
À l'ouest, en s'appuyant sur la confrérie sénoussiste, les Turcs tentèrent de déstabiliser une vaste zone s'étendant depuis la Tripolitaine au nord, le Fezzan au sud-ouest et le Darfour au sud. Cette politique posa des problèmes aux Italiens en Tripolitaine, aux Français dans le Sahara oriental et aux Anglais dans la partie occidentale du Soudan. Ces derniers réagirent en 1916 en occupant le Darfour (voir carte page 195).

Au Maghreb, l'Algérie ne fut pas directement touchée par la guerre, à l'exception d'un bombardement naval effectué par deux croiseurs allemands, le *Breslau* et le *Goeben* au début du mois d'août 1914.

Le pays demeura calme, même si, en 1916, des troubles sporadiques agitérent les Aurès. La mobilisation à grande échelle effectuée au sein de la population française eut d'importantes conséquences car les cadres et les colons une fois mobilisés, le maillage européen de l'Algérie intérieure se relâcha considérablement. Dans les zones de colonisation les plus récentes, l'on assista même à un repli vers les centres urbains de nombre de familles européennes isolées dans le *bled*. Ces départs furent souvent définitifs, ce qui fit que le premier conflit mondial marqua le début de la décrue du processus de colonisation terrienne en Algérie

Au Maroc, la déclaration de guerre intervint à un moment particulièrement difficile car la conquête ou la « pacification », y était alors loin d'être achevée et les troupes françaises n'occupaient effectivement qu'une partie du pays. Or, le Résident général Lyautey avait reçu des ordres très clairs : replier vers la côte les unités qui tenaient les contreforts de l'Atlas afin de pouvoir envoyer le maximum de troupes sur le front européen. Il n'ignorait pas qu'un tel repli entraînerait une révolte générale qui pourrait avoir des conséquences dans tout le Maghreb. Il réussit à rallier le gouvernement à une autre option qu'il baptisa d'une manière imagée de « politique de la langouste » : aucune position avancée ne serait abandonnée, mais les troupes de première ligne qui les tenaient seraient remplacées par des réservistes. Le dispositif resterait donc le même sur le terrain, du moins en apparence. La guerre ralentit l'œuvre de Lyautey, mais elle ne l'interrompit pas puisqu'en dépit des restrictions et du manque de cadres, il réussit à tracer des routes, à construire des voies ferrées, à bâtir des écoles, des dispensaires, des hôpitaux et même à organiser des foires, aimant dire : « la France continue ».

L'AFRIQUE EN 1914



■ Pays indépendants ou territoires non encore contrôlés par les puissances coloniales

■ Possessions françaises

■ Possessions britanniques (L'Union Sud-Africaine est autonome depuis 1910)

■ Possessions portugaises

■ Possessions allemandes

■ Possessions espagnoles

A Maroc espagnol

B Ifni

C Rio de Oro

D Fernando Po

E Annobon

F Guinée espagnole

■ Possessions belges

■ Possessions italiennes

1 Libye

2 Cyrénaïque

3 Érythrée

4 Somalie italienne

0 1000 km

LA CAMPAGNE DU KAMERUN (1914-1916)

Quand la guerre éclata, les forces allemandes du Kamerun s'élevaient, après mobilisation, à 1460 Blancs et à environ 3 000 tirailleurs. Le commandant supérieur du Kamerun était le lieutenant-colonel Emil Zimmermann.

La campagne du Kamerun débuta les 6 et 7 août avec l'occupation de Bonga par les troupes françaises, ce qui permit de rétablir les communications fluviales entre les possessions de l'AEF.

À la fin du mois d'août, un corps expéditionnaire franco-britannique placé sous les ordres du brigadier-général Dobell, fut mis à terre à proximité de Douala, la capitale de la colonie qui fut prise le 27 septembre.

Dans le nord, le poste de Kousséri avait été enlevé le 20 septembre par les 600 hommes de la colonne du Tchad commandée par le général Largeau, mais la garnison allemande avait réussi à rejoindre le gros de la compagnie du capitaine von Raben à Mora.

Au mois de mars 1915, quand la principale offensive alliée débuta, le colonel Zimmermann avait deux possibilités : soit s'arc-bouter en position défensive autour de Yaoundé et se condamner tôt ou tard à un encerclement, donc à une capitulation, soit abandonner le territoire allemand et tenter une percée au sud afin d'atteindre le Rio Muni, ou Guinée espagnole, et échapper ainsi à la capture par les troupes alliées.

Ayant choisi la seconde option, une course-poursuite s'engagea alors entre les troupes allemandes convergeant vers la frontière espagnole et les forces alliées désireuses de les intercepter.

Les Allemands furent les plus rapides et ce fut dans la plus stricte discipline que les compagnies se rassemblèrent autour de panneaux indiquant leur numéro, le nom de leur commandant et la date de franchissement de la frontière.

Le 7 janvier 1916, une ultime parade eut lieu en territoire allemand, puis la petite armée composée de 73 officiers, 22 médecins, 310 sous-officiers, 570 colons ou fonctionnaires allemands, 6 000 tirailleurs et porteurs noirs et 14 000 civils indigènes passa en zone espagnole¹.

Cette forte présence allemande en territoire espagnol inquiéta les autorités

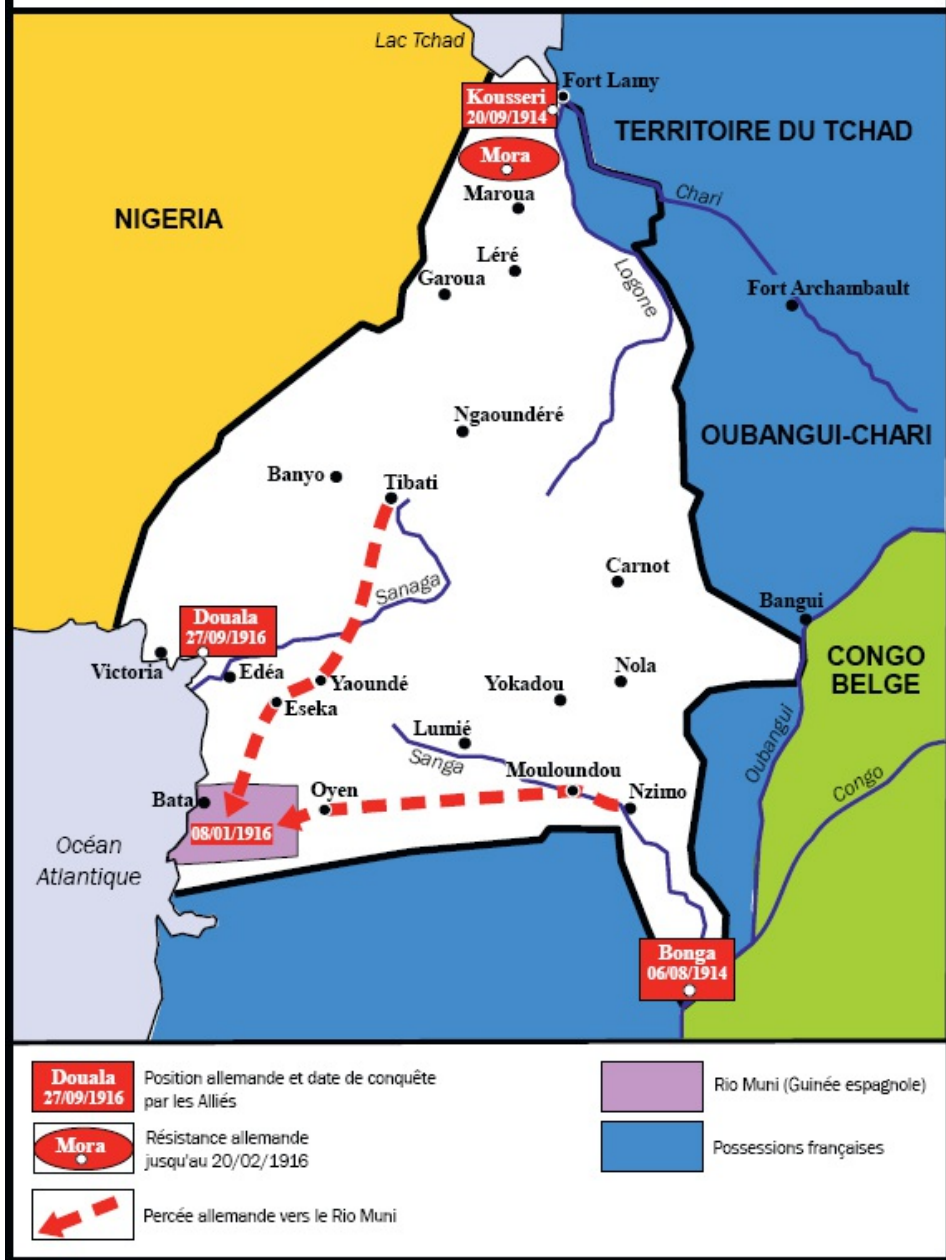
françaises car en cas de décision de reprise des hostilités, qu'auraient pu faire les 180 miliciens du Rio Muni contre ces combattants aguerris ?

À l'issue de négociations franco-espagnoles, 875 Allemands, y compris le gouverneur Ebermayer et le colonel Zimmermann, embarquèrent sur des navires espagnols à destination de Cadix. Les tirailleurs furent transférés sur l'île de Fernando-Po, scindés en groupes de 55 hommes encadrés par des officiers et des sous-officiers allemands.

Dans le nord du Kamerun une enclave résistait toujours, à Sava, près de Mora, où à l'abri d'une formidable position rocheuse, le capitaine von Raben encerclé depuis 18 mois avec une poignée d'hommes, refusait de capituler.

Le 20 février 1916, un émissaire l'informa que les troupes allemandes avaient été désarmées au Rio Muni. Von Raben accepta alors de rendre la position, mais à la condition que les honneurs lui soient rendus, ce qui lui fut accordé (Lugan, 1990 : 152-164).

LA CAMPAGNE DU CAMEROUN (1914-1916)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA CAMPAGNE DU SUD-OUEST

AFRICAIN

Au Sud-Ouest africain, les Allemands étaient plus nombreux qu'au Togo et qu'au Kamerun, et les 1 600 soldats d'active composant la garnison furent renforcés par plusieurs milliers de réservistes issus d'une population de 12 000 colons.

Le 4 août 1914, quand la guerre fut déclarée, l'Union sud-africaine, *dominion* britannique, se trouva automatiquement engagée dans le camp anglais. Les anglophones acceptèrent l'entrée en guerre comme un devoir patriotique ; mais les Afrikaners se divisèrent. Certains, suivant en cela le Premier ministre de l'Union, le général Louis Botha et le général Ian Smuts, son ministre de la Défense, affirmèrent leur solidarité avec la Grande-Bretagne. D'autres, alignés sur la position du général Hertzog, fondateur du Parti national, prônaient la neutralité tant que le pays n'était pas attaqué.



Le poste d'Okahandja vers 1900

Au mois de septembre 1914, le Parlement du Cap accepta la demande britannique de lever une armée afin d'envahir le Sud-Ouest africain allemand. C'est alors que le colonel Manie Maritz, commandant le régiment sud-africain stationné à proximité de la frontière allemande entra en rébellion. Sur un effectif de 1000 hommes, 940 entrèrent en dissidence. Maritz proclama ensuite la République et l'indépendance de l'Orange et du Transvaal (Davenport, 1963 ; Lugan, 2010).

Le 12 octobre, Louis Botha proclama la loi martiale et il marcha à la rencontre des rebelles qui avaient décidé de prendre Pretoria et il les battit. Maritz continua seul la lutte, mais en janvier 1915, pressé par les forces loyalistes, il fut contraint de trouver refuge en territoire allemand.

La campagne du Sud-Ouest africain débuta ensuite mais la disproportion des forces était telle que les Allemands ne pouvaient que tenter de retarder une défaite inévitable. En plus de cela, le 9 novembre 1914, le colonel Joachim von Heyderbreck qui était le commandant des troupes se tua accidentellement en manipulant une grenade. Son successeur fut le colonel August-Viktor Franke, lui-même ancien combattant de la guerre des Herero (voir page 268).

Au mois d'avril 1916, trois colonnes sud-africaines, fortes de 42 000 hommes au total pénétrèrent en territoire allemand. Le 12 mai, le général Botha occupa le poste Windhoek abandonné par les Allemands repliés à Tsumeb. Le 22 mai, Omaruru était prise et le 28 ce fut le tour d'Otjiwarongo tandis que le massif du Waterberg était investi. Le 1^{er} juillet, Otavi était contrôlé par les Sud-Africains et le 8, c'était au tour de Tsumeb (voir carte page 269).

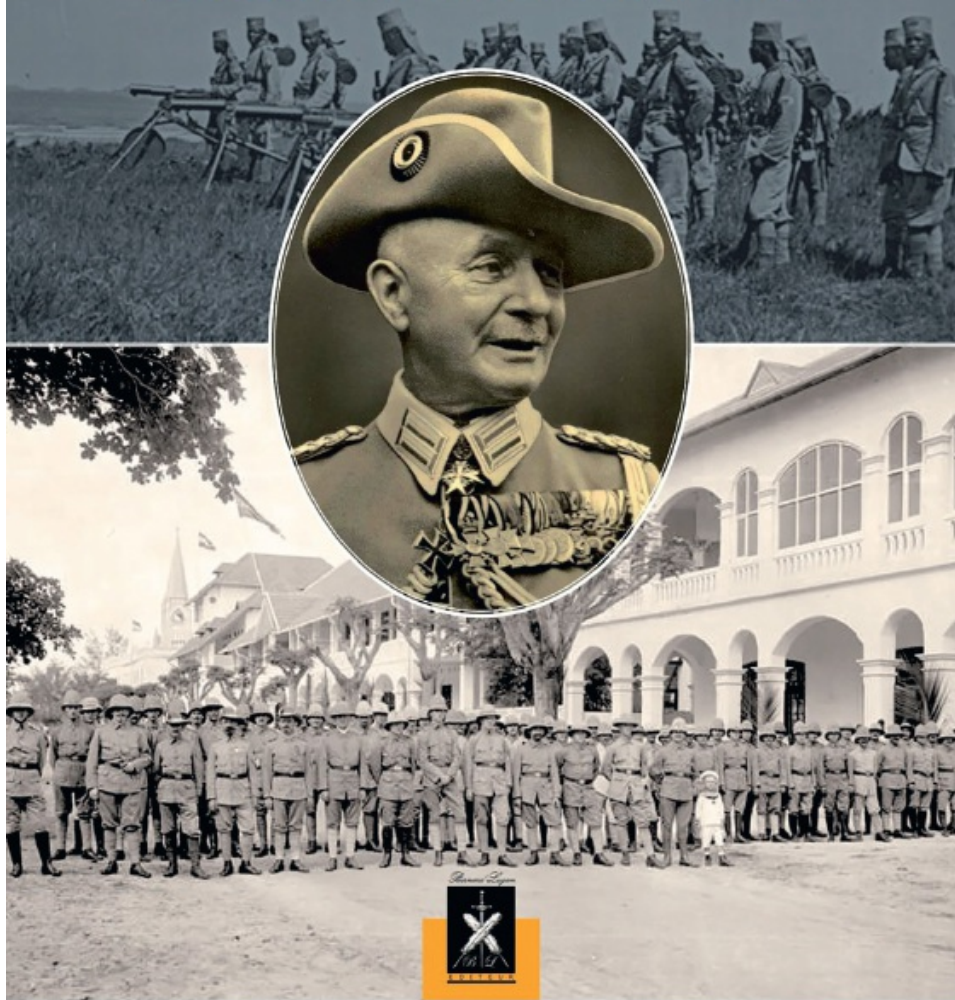
Comme il n'avait aucune possibilité de retraite, le 9 juillet à deux heures du matin, le Dr Seitz, gouverneur du territoire, capitula. Les prisonniers allemands étaient au nombre de 204 officiers et de 3 166 hommes de troupe.

BERNARD LUGAN

Heia Safari!

Général von Lettow-Vorbeck

Du Kilimanjaro aux combats de Berlin (1914 - 1920)



Pour commander le livre : www.bernard-lugan.com

LA CAMPAGNE DE L'EST AFRICAIN ALLEMAND (1914-1918) (LUGAN, 2018)

En Afrique-Orientale, les hostilités débutèrent le 8 août 1914 avec le bombardement de Dar es-Salaam par deux croiseurs anglais. En réaction, le colonel Paul von Lettow-Vorbeck, ordonna une offensive générale en dépit des faibles effectifs dont il disposait.

Avant mobilisation, la *Schutztruppe* était composée de 216 officiers et sous-officiers allemands et de 2540 *askaris*, plus une force de police de 45 Allemands et de 2140 *askaris*. Après mobilisation des colons et des réservistes environ 2 500 Allemands les rejoignirent.

Entre le Kilimandjaro et l'océan Indien, les Allemands eurent d'abord l'avantage. Comme ils ne parvenaient pas à arrêter leur offensive, les Britanniques effectuèrent un débarquement à Tanga, le 3 novembre 1914, afin de les contraindre à combattre sur deux fronts. Seize navires anglais mirent ainsi à terre un corps expéditionnaire de 6 500 hommes.

Le 5 novembre, la victoire allemande était totale mais von Lettow-Vorbeck comprit qu'en raison du blocus maritime, même lorsqu'il sortait vainqueur d'un combat, ses pertes étaient irréparables. Durant toute l'année 1915, l'offensive fit alors place à un lent repli entrecoupé de contre-attaques.

À la fin de 1915, l'Union sud-africaine envoya sur le front d'Afrique-Orientale un corps expéditionnaire de 15 000 hommes et au mois de mars 1916, les effectifs britanniques s'élevaient à 42 000 hommes.

Face à eux, comme les Allemands étaient alors moins de 2000, plus quelques milliers d'*askaris*, von Lettow-Vorbeck joua la carte de la mobilité.

Au mois d'avril 1916, trois mille soldats portugais venus du Mozambique l'attaquèrent à revers en franchissant la frontière de l'Est africain allemand. En novembre, les Portugais furent repoussés au sud de la Rovuma après avoir abandonné un énorme butin.

En juin 1916, le général Charles Tombeur commandant de toutes les forces belges engagées sur le front du Congo lança une puissante offensive depuis le Kivu jusqu'au Tanganyika. Les Belges entrèrent à Kigali le 6 mai. Au Burundi, Kitega fut prise le 17 juin et le 19 septembre, les éléments avancés belges pénétraient dans Tabora.

Le 25 novembre 1917, afin d'échapper à la tenaille qui menaçait de se refermer sur eux, les Allemands traversèrent le Rovuma et ils pénétrèrent en territoire portugais. Le 27 novembre, le poste de Ngomano tenu par un millier d'hommes fut pris avec tous les approvisionnements qui y étaient entreposés. Puis, le 3 juillet, à Namacourra, près de Quelimane, von Lettow-Vorbeck remporta une autre importante bataille.

Cependant, comme la nasse menaçait de se refermer sur lui, il décida de quitter le territoire portugais et, le 29 septembre 1918, franchissant le Rovuma, ses compagnies pénétrèrent dans ce qui avait été la *Deutsche Ostafrika*.

Le 9 novembre, en Rhodésie, il s'empara du poste de Kasama, mais, dans la nuit du 13 au 14 novembre, il fut informé que la guerre était terminée.

Ne voulant entendre parler ni de « reddition sans conditions », ni même « d'évacuation sans conditions », il accepta uniquement de se remettre volontairement au pouvoir de l'ennemi, en soldat discipliné appliquant les clauses de l'Armistice signé en Europe.

Le 25 novembre 1918 au matin, dans la région d'Abercorn, en Rhodésie du Nord, et alors que l'armistice était signé depuis 14 jours, 155 Allemands, officiers, sous-officiers et appelés, 1 156 askaris et 1 598 porteurs se rassemblèrent. Ils étaient les survivants d'une petite troupe qui, durant quatre années, conduite par un chef de guerre exceptionnel, avait résisté à près de 250 000 soldats britanniques, belges, sud-africains et portugais (Lugan, 2 018).

LA CAMPAGNE DE L'AFRIQUE ORIENTALE ALLEMANDE



LA LIBYE ITALIENNE (1911-1943)

Le 29 septembre 1911 l'Italie déclara la guerre à la Turquie et dès le 30 septembre, la flotte italienne se présenta devant Tripoli. Ce fut la guerre italo-turque (1911-1912).

Contre les 25 000 Turcs commandés par Enver Pacha, le corps expéditionnaire italien était fort de 100000 hommes. Le 4 octobre les Italiens s'emparèrent de Tripoli, puis des villes de Benghazi et de Tobrouk, mais, ailleurs, ils durent faire face à une forte résistance animée par Enver Pacha et Mustafa Kemal, le futur Kemal Atatürk. Au mois de mai 1912, la marine italienne ouvrit un second front en mer Egée. Le renversement du gouvernement *Jeune Turc* par l'armée, le soulèvement de l'Albanie, les pressions russes et l'entrée en guerre de la Serbie, du Monténégro, de la Grèce et de la Bulgarie, placèrent la Turquie dans une situation très difficile. Aussi, le 18 octobre 1912, devant la multiplication des périls, signa-t-elle le *Traité de Lausanne-Ouchy* par lequel elle cédait la Tripolitaine, la Cyrénaïque et les îles du Dodécanèse à l'Italie.

Au mois d'avril 1917, Idris As-Senussi, chef de la confrérie sénoussiste, entama des négociations à la fois avec Londres et avec Rome, ce qui déboucha sur l'accord d'Ikrimah prévoyant un partage territorial entre une zone italienne et une autre sous autorité sénoussiste.

Puis, le 25 octobre 1920 fut signé l'accord d'Ar-Rajmah qui partageait la Cyrénaïque en deux, le nord et le littoral aux Italiens et le sud à l'émirat sénoussiste, Idris As-Senusi devenant émir autonome dans la région des oasis d'Awjilah et de Koufra (voir carte page 331).

Au lendemain du premier conflit mondial, les Italiens voulurent prendre le contrôle de l'ensemble du territoire, mais la conquête de l'intérieur de la Libye jusqu'aux oasis du Fezzan, se révéla laborieuse. La résistance fut dirigée par Omar al-Mukhtar jusqu'en 1931, date de sa capture suivie de son exécution le 11 septembre 1931.

En 1937 le ministère de l'Afrique italienne remplaça l'ancien ministère des colonies, puis, le 9 janvier 1939 la colonie de Libye devint une province d'Italie sous le nom de « Quatrième Rivage ».

Au début des années 1930, la Libye italienne, étendue sur 1 800 000 km², était un pays pauvre ne comptant que 700 000 habitants. En 1931, 44 000 civils italiens vivaient en Libye. En 1939, ils étaient 120 000 sur une

population de 751 000 habitants, soit 16 % du total. Tripoli comptait alors une population de 40 000 italiens sur 113 000 habitants.

En Libye, l'Italie réalisa d'importants travaux d'infrastructure (routes, voies ferrées, ponts, aérodromes). En 1937, fut inaugurée la Balbia, route côtière longue de 1 800 km partant de Tripoli pour aboutir à Tobrouk et reliant ainsi Tripolitaine et Cyrénaïque.

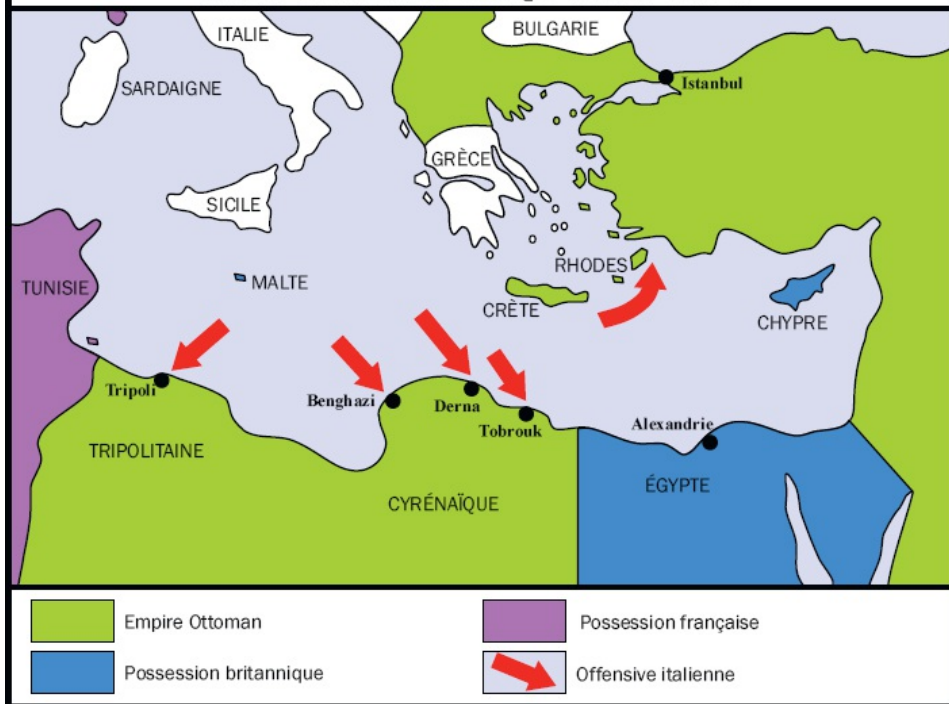
D'énormes efforts furent entrepris en faveur de la population musulmane que Rome chercha à sédentariser dans des villages équipés d'écoles, d'hôpitaux, de mosquées.

Mais le coût de cette colonisation était très élevé pour la métropole puisque, à la veille du second conflit mondial, le budget colonial représentait 12,5 % du budget de l'État italien.

Durant la période italienne, et à la différence de l'Algérie ou des protectorats de Tunisie et du Maroc, la Libye ne fut ni constituée en État, ni ne vit le renforcement de ses structures étatiques. Ici, ce fut la *Sanûsiya* qui joua le rôle de coagulateur national. De 1911 à 1922, Rome lui laissa le pouvoir en Cyrénaïque afin de ne pas avoir à y combattre les tribus. Mussolini chercha ensuite à soumettre la *Sanûsiya*, ce qui donna à cette dernière une sorte de statut de mouvement nationaliste. C'est pourquoi Idriss As-Sanûsi est considéré comme le « père fondateur » de la nation (Djaziri, 2008 :129), du moins en Cyrénaïque et au Fezzan. En Tripolitaine, il ne fut jamais reconnu comme tel.

À partir de 1943, après la défaite de l'*Afrika Korps*, Britanniques et Français se partagèrent la Libye. Les premiers administrèrent la Cyrénaïque et la Tripolitaine tandis que le Fezzan qui avait été conquis en 1942 par la colonne Leclerc, fit placé sous autorité française (voir carte p 289).

LA GUERRE ITALO-TURQUE (1911-1912)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

MAROC : « LA PACIFICATION » (1912-1934)

Les Marocains parlent de Résistance et les Français de Pacification. Cette dernière notion repose sur l'idée selon laquelle une partie du pays refusant l'autorité du sultan, c'était pour son compte et en son nom que se faisaient les opérations militaires françaises (Hoisington, 1995a ; Gillet, 2010).

La résistance commença dès 1912 dans le sud avec El Hiba qui, depuis Tiznit, souleva le Sous, l'Oued Noun, la vallée du Draa, le nord du Sahara et une partie de l'actuelle Mauritanie.

En 1912, quand le sultan Moulay Hafid abdiqua et que Moulay Youssef fut proclamé à sa place, les tribus sahariennes étaient en plein soulèvement. El-Hiba prit alors Marrakech à la tête d'une armée de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, essentiellement Saharaouis, avant d'être écrasé à la

bataille de Sidi Bou Othmane, mais il continua de résister jusqu'à sa mort en 1919.

Ce fut dans la région du Moyen-Atlas, de l'Atlas central et du Tadla que les résistances furent les plus vives.

À la limite des trois régions militaires de Meknès, Fès et Taza, les Français furent confrontés à de rudes adversaires, qu'il s'agisse des Beni Warain, des Marmoucha ou encore des Aït Seghrouchen avec Moulay Ahmed Seghrouchni auquel succéda son fils Sidi Akka et qui ne déposèrent les armes qu'en 1926 (Burke et Tauris : 1993).

Le moyen Atlas fut le cœur de la résistance et les Berbères y menèrent de vastes opérations de « guérilla ». Le principal chef dans cette région fut Moha ou Hammou es Zaïani, qui prit la tête des tribus révoltées.

En novembre 1914, à El Heri, à quelques kilomètres de Kénifra, il parvint à surprendre et à submerger une colonne française commandée par le colonel René Laverdure qui perdit 33 officiers et 580 soldats morts ou blessés, tandis que 8 canons et 10 mitrailleuses restèrent aux mains des Marocains.

Cette victoire fut cependant sans lendemain car la contre-attaque obligea Moha ou Hammou à se replier à nouveau dans ses montagnes.

Mohammed N'Ifrouten combattit quant à lui dans le Tafilalet où, durant l'été de 1918, dans la région de Bou Denib, il attaqua les troupes françaises à la tête de plusieurs milliers d'hommes.

Il fut battu à Gaouz, où six cents de ses hommes trouvèrent la mort en une matinée.

Après le conflit mondial, Lyautey concentra ses moyens contre la « tache de Taza » qui sera « effacée » en 1921.

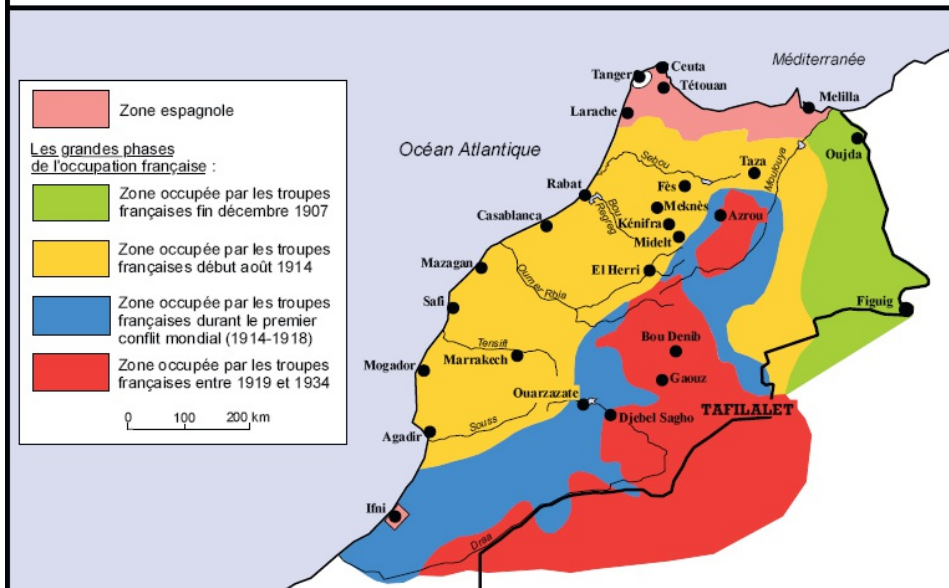
À partir de cette date, les communications avec l'Algérie furent sûres, mais le cœur du Moyen Atlas, notamment les territoires des Marmoucha et des Aït Seghrouchen résista encore.

En 1920 eurent lieu les redditions de Moha ou Hammou es Zaïani et de Mohammed el-Haraik dans la région d'Ouezzane.

Les Français durent ensuite réduire les Djebala qui résistèrent jusqu'en 1922 et l'année suivante, ce fut la guerre du Rif (voir pages 282-285).

Sur le terrain, les derniers résistants continuèrent la lutte. Les ultimes bastions furent le Tafilalet jusqu'en 1932, le haut Atlas central jusqu'en 1933 et le Jbel Sagho1 où les Aït Atta commandés par Assou Oubasslam ne capitulèrent qu'en 1934.

L'OCCUPATION DU MAROC PAR LA FRANCE (1907-1934)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GUERRE DU RIF (1921-1925)

1. LE FRONT ESPAGNOL

Cette guerre qui impliqua d'abord l'Espagne, puis l'Espagne et la France, fut menée par Abd Mohammed Ben Abd el-Krim el Khettabi (Abd el-Krim) de la tribu des Béni Ouriaghel, la plus puissante tribu du Rif central (Courcelle-Labrousse et Marmié, 2008 ; Madariaga, 2005 ; Woolman, 1968 ; Lugan, 2010).

Le 12 février 1920, le général Manuel Fernandez Sylvestre Commandant-général du secteur de Melilla fut chargé de lancer une opération combinée. Sa composante terrestre devait progresser à partir de Melilla, cependant qu'un débarquement à Al-Hoceima devait permettre de prendre les Rifains à revers.

Au mois de mars, son supérieur, le général Berenguer, renonça au débarquement et il ordonna une simple offensive terrestre à partir de Melilla vers la baie d'Al-Hoceima.

Au lieu de marcher vers l'ouest en direction du Monte Mauro, le général Sylvestre décida de faire un détour par le sud, via Monte Arruit. La manœuvre était risquée car elle allongeait considérablement la marche de sa troupe essentiellement composée de recrues peu entraînées, peu motivées et sous-équipées.

Entre les mois d'avril 1920 et de juin 1921, le général Sylvestre avança de plusieurs dizaines de kilomètres et édifia 46 postes, ce qui permit de rallier plusieurs tribus, dont les Beni Saïd, les Beni Uliseq et les Temsaman.

Le 1^{er} juin 1921, encouragé par ces victoires faciles, et ayant installé son centre de commandement à Anoual, il donna l'ordre de progresser en direction de la baie d'Al Hoceima (Alhucemas).

Le même jour, le poste du mont Abarran, à cinq kilomètres à l'ouest d'Anoual fut enlevé par Abd el-Krim qui ayant décidé de couper les Espagnols de toute possibilité de ravitaillement par mer, attaqua la position côtière de Sidi Driss.

Le général Sylvestre ne dévia cependant pas de son plan initial et il installa un poste à Igueriben, à six kilomètres à l'ouest d'Anoual, où il laissa une garnison de 350 hommes.

Le 22 juillet, Igueriben tomba et le général Sylvestre ordonna un repli général sur Anoual où il se retrouva assiégé. N'ayant que pour un jour de munitions, il décida d'évacuer Anoual pour se replier sur le poste de Beni Taieb.

Assailli de toutes parts sa retraite devint déroute et seuls, 3 000 survivants conduits par le général Felipe Navarro commandant en second, réussirent à se replier jusqu'à Monte Arruit.

En plus du général Sylvestre, les Espagnols avaient perdu 4 000 morts et 492 prisonniers (Francisco, 2005).

Le 2 août, les Rifains entrèrent à Nador. Pour les hommes de Monte Arruit, la retraite vers la mer fut donc coupée et le général Berenguer autorisa la capitulation.

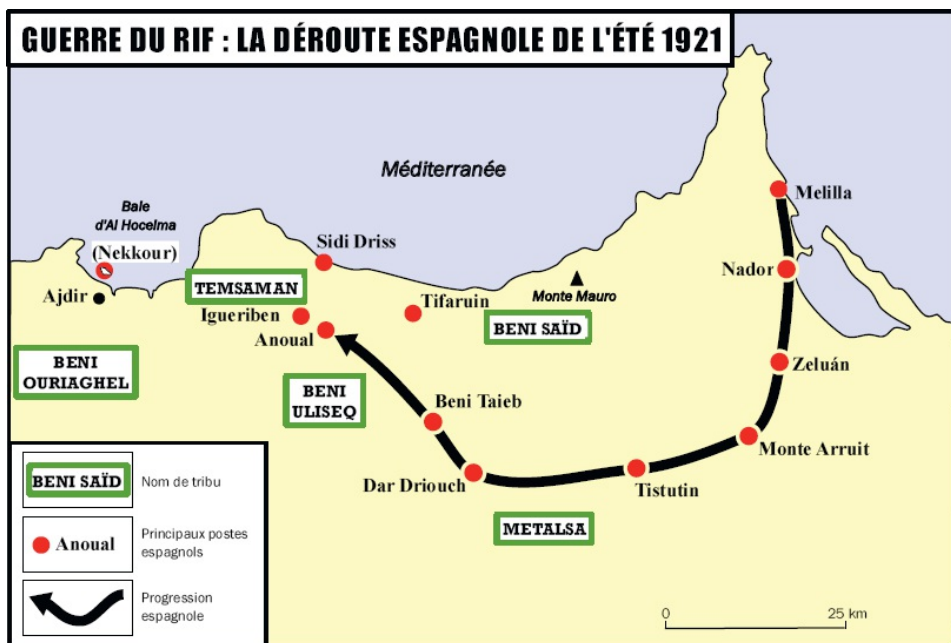
Mais alors que les Espagnols déposaient les armes et que les blessés étaient alignés à l'extérieur du poste, les Rifains attaquèrent. Sur les 3 000 survivants, 2 400 furent massacrés et leurs cadavres se décomposèrent au soleil.

Située à 40 kilomètres, Melilla fut alors à la portée d'Abd el-Krim, mais le

général Berenguer rassembla ses unités d'élite, à savoir le *Tercio* et les *Regulares* qui furent transportés par mer.

La ville fut sauvée, puis l'état-major espagnol ordonna la contre-attaque et Monte Arruit fut repris au mois de novembre 1921.

Le 1^{er} février 1922 la « République confédérée des tribus du Rif » fut proclamée, avec pour capitale Ajdir.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GUERRE DU RIF

2. LE FRONT FRANÇS

Au mois de mai 1924, enhardi par ses succès, Abd el-Krim eut pour objectif la ville de Fès. Le maréchal Lyautey qui avait eu connaissance de ses projets avait pris ses précautions et, dès le mois de juin 1924, il avait établi un cordon de postes militaires au nord de l'Ouergha.

Le 12 avril 1925, Abd el-Krim lança une attaque soudaine sur les Beni Zeroual qui le rejoignent.

Cette action fut le prélude à une offensive générale contre les positions

françaises installées l'année précédente et qui débuta le 14 avril.

La manœuvre d'Abd el Krim étant de prendre Ouezzane, puis de se rabattre sur Kéléa des Sless afin de « cueillir » les postes français et s'ouvrir ainsi l'accès à Fès. Lyautey replia alors les postes français sur deux solides bastions à Taounat et à Tafrant.

Ayant échoué dans sa manœuvre initiale, Abd el-Krim tenta un double mouvement de débordement par Ouezzane à l'ouest avec toujours Fès pour objectif, et par Taza à l'est afin de joindre les insurgés de l'Atlas.

Au mois de juillet 1925, il fut sur le point de réussir quand les Branès et les Tsoul l'ayant rallié, le front de Taza céda, menaçant de couper la route Algérie-Taza-Fès ; mais Lyautey ordonna de tenir la ville de Taza coûte que coûte, ce qui sauva la situation. Le 11 juillet 1925, la France et l'Espagne signèrent les *Accords de Madrid* par lesquels les deux pays affirmèrent une position commune face à Abd el-Krim.

À cette date, Lyautey avait redressé la situation puisque les troupes françaises avaient repris les positions perdues ou abandonnées au mois d'avril. À la fin du mois de juillet, un groupe mobile français avança même au contact du dispositif rifain qu'il fit reculer vers le nord. À partir de ce moment, Abd el-Krim ayant perdu l'initiative, Lyautey s'apprêta à reprendre sa fameuse stratégie de la « tâche d'huile », quand il en fut empêché par Pétain.

Contre les avis de Lyautey, le gouvernement français chargea Pétain de régler la question du Rif et il enleva au Résident-général toute la responsabilité des opérations ; or, en séparant commandement politique et militaire, Paris tuait le système Lyautey.

Ayant désormais les mains libres, le maréchal Pétain qui avait obtenu les moyens qui avaient été refusés à Lyautey, à savoir des dizaines de milliers d'hommes, du matériel moderne et de l'aviation, mena alors une guerre totale. Le corps de bataille rifain fut cassé par les Français et le 8 septembre 1925, les Espagnols réussirent un débarquement risqué à Alhucemas.

Au mois d'avril 1926, des pourparlers eurent lieu à Oujda avec les envoyés d'Abd el-Krim, mais ils échouèrent en raison de « l'énormité » des exigences de ce dernier qui demandait l'indépendance du Rif, ce que ni les Espagnols, ni les Français ne pouvaient accepter. Les premiers car une telle reconnaissance aurait signifié qu'ils avaient perdu la guerre. Les seconds parce que, étant garants de l'unité du Maroc aux termes du traité de

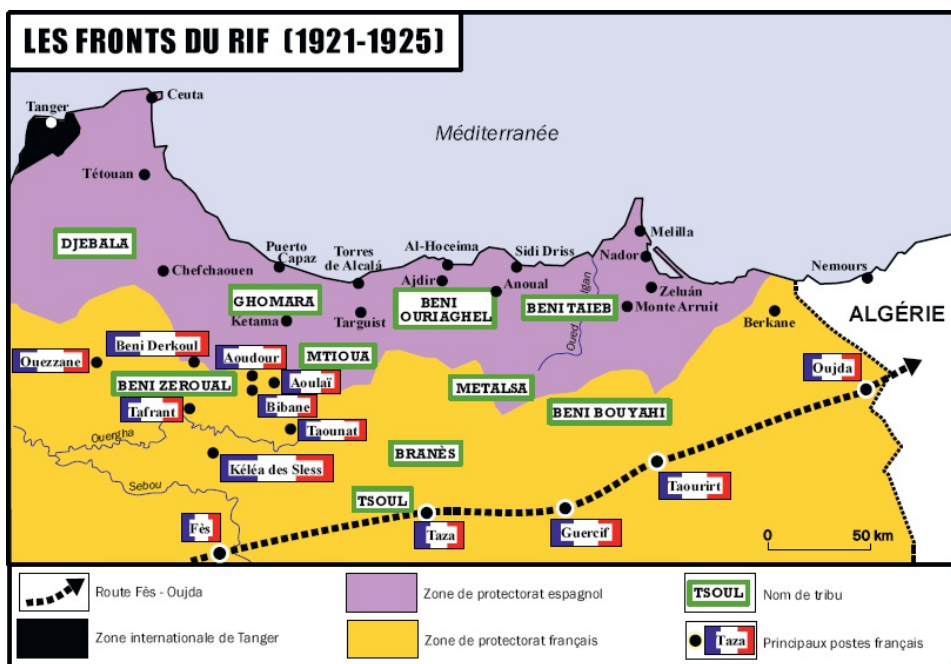
protectorat, ils ne pouvaient donc pas accepter son démembrement.

La France et l'Espagne menèrent alors de concert une offensive totale avec emploi massif de l'aviation.

Le Rif soumis à un déluge de feu, la ville de Targuist fut bientôt prise et les survivants, après un an de guerre totale, se dispersèrent.

Pétain était venu à bout de ce qu'il appelait les « hordes barbares ».

L'échec militaire étant consommé, Abd el-Krim se rendit le 27 mai 1926 aux troupes françaises commandées par le colonel Corap (Lévy, 1984 :121).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA CAMPAGNE D'ÉTHIOPIE (1935), DERNIÈRE GUERRE DE CONQUÊTE COLONIALE

Après l'échec éthiopien de la fin du XIX^e siècle (voir page 258), l'idée coloniale retrouva toute sa vigueur avec l'arrivée au pouvoir de Mussolini et les ambitions italiennes se portèrent à nouveau sur l'Éthiopie.

En Afrique orientale les Italiens possédaient deux colonies, l'Érythrée et la Somalie italienne laquelle avait été agrandie - après un accord conclu en 1924 - du Giubaland (Jubaland) anglais, pris sur le territoire du Kenya -, mais ses 500 000 km² peuplés par moins d'un million d'habitants étaient essentiellement désertiques.

L'Éthiopie, avec ses 1 184 000 km², ses dix millions d'habitants et son climat favorable, était une proie tentante car le pays pouvait, devenir un territoire de peuplement et le moyen de réaliser la vocation impériale et africaine de l'Italie fasciste.

Le 5 décembre 1934, un incident qui survint sur la frontière très incertaine séparant la Somalie italienne de la province éthiopienne de l'Ogaden, fournit à Mussolini le prétexte de la guerre qui fut déclenchée par l'Italie le 3 octobre 1935.

Le corps expéditionnaire italien, fort de cinq cent mille hommes, fut divisé en deux forces distinctes. L'armée d'Érythrée, confiée au général De Bono, eut pour mission de pénétrer en Éthiopie et de marcher sur Addis Abeba. L'armée de Somalie, que commandait le général Graziani, eut quant à elle pour objectif Harar.

Le Négus disposait pour sa part de près de trois cent mille combattants très motivés, ce qui fit que la campagne ne fut pas une simple « promenade militaire ».

L'Italie mena une guerre de type européen en déployant des unités motorisées, ce qui impliquait d'aménager des voies de communication dans un pays où les pistes se transformaient en bourbiers durant la saison des pluies. Les forces italiennes engagèrent des effectifs considérables puisqu'elles alignèrent des dizaines de milliers de combattants, chiffre tout à fait exceptionnel pour une guerre coloniale. À maintes reprises, les Italiens furent contraints d'engager massivement leur aviation de bombardement pour disloquer les positions adverses et ils durent utiliser des bombes asphyxiantes (Del Bocca, 1996).

La prise d'Adoua le 6 octobre, puis celle d'Axoum le 14, déclenchèrent l'enthousiasme en Italie, mais la progression fut ensuite prudente et méthodique, trop lente sans doute au goût du Duce qui, le 28 novembre, remplaça le général De Bono par le général Badoglio.

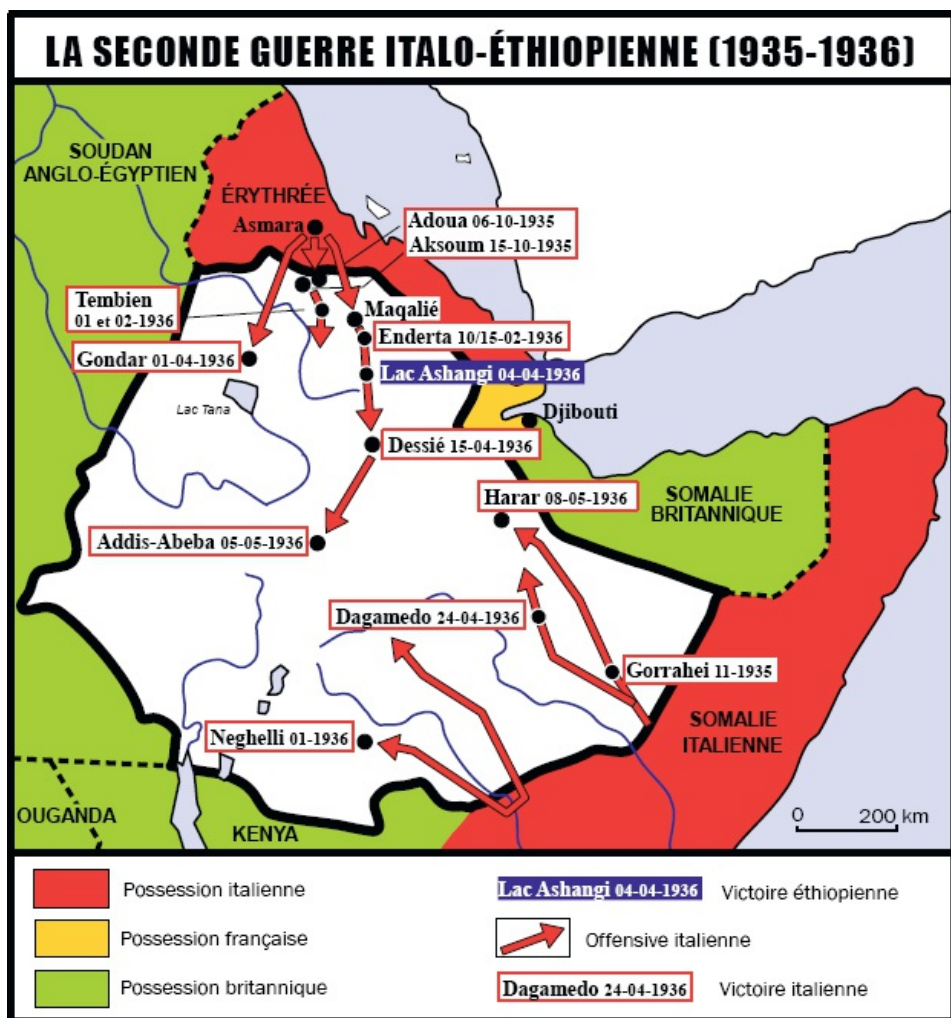
Le 26 avril, le général Badoglio lança trois colonnes motorisées vers la capitale éthiopienne ; mais l'état de la piste et la pluie les ralentirent et il leur fallut trois jours pour franchir le col de Termeber, dernier obstacle

naturel avant Addis-Abeba où l'avant-garde italienne entra dans l'après-midi du 4 mai.

Le 8 mai 1936, les troupes du général Graziani entrèrent dans Harar et, le lendemain, elles firent leur jonction avec celles de Badoglio.

Il avait fallu sept mois et six jours aux Italiens pour venir à bout de la résistance éthiopienne. L'empereur Haïlé Sélassié se réfugia à Londres et des foyers de guérilla subsistèrent, notamment dans l'ouest du pays.

En février 1937, une tentative d'attentat contre le maréchal Graziani déclencha une vague de représailles très violentes. (Miège, 1968 ; Pankhurst, 1977 : 35-86 ; Sbacchi, 1977 : 503-516).



LE SECOND CONFLIT MONDIAL

Le 22 juin 1940 avait été signé l'armistice franco-allemand et le 3 juillet les Britanniques attaquèrent par surprise la base navale française de Mers el-Kébir en Algérie, y détruisant une partie de la flotte qui s'y était réfugiée, tuant 2 000 marins français (Couteau-Bégarie et Huan, 1994 ; Rochas, 2006 ; Valla, 2007).

Au mois de septembre 1940, depuis la Libye, une armée italienne commandée par le maréchal Rodolfo Graziani lança une offensive en direction du canal de Suez, mais elle fut repoussée par les forces du général britannique Archibald Wavell.

Le 9 décembre, à Sidi Barani une contre-attaque dirigée par le brigadier général Richard O'Connor enfonça les lignes italiennes sur 600 kilomètres, l'armée italienne laissant 130 000 prisonniers aux mains des Britanniques.

Au mois de mars 1941, l'Allemagne envoya en Libye un corps expéditionnaire moderne, l'*Afrika Korps*, placé sous les ordres du général Erwin Rommel.

L'intention allemande était de tenter une opération de type *blitzkrieg* en direction du canal de Suez et au-delà, pour s'assurer le contrôle des puits de pétrole du Moyen-Orient. Cependant, pour mener à bien cette guerre du désert, l'*Afrika Korps* avait besoin d'énormes quantités de carburant, de matériel de rechange et de ravitaillement.

La maîtrise de la navigation entre l'Europe et l'Afrique du Nord était donc impérative et Berlin comptait sur la puissante marine italienne pour l'aider à la garantir. La supériorité aéronavale britannique l'en empêcha.

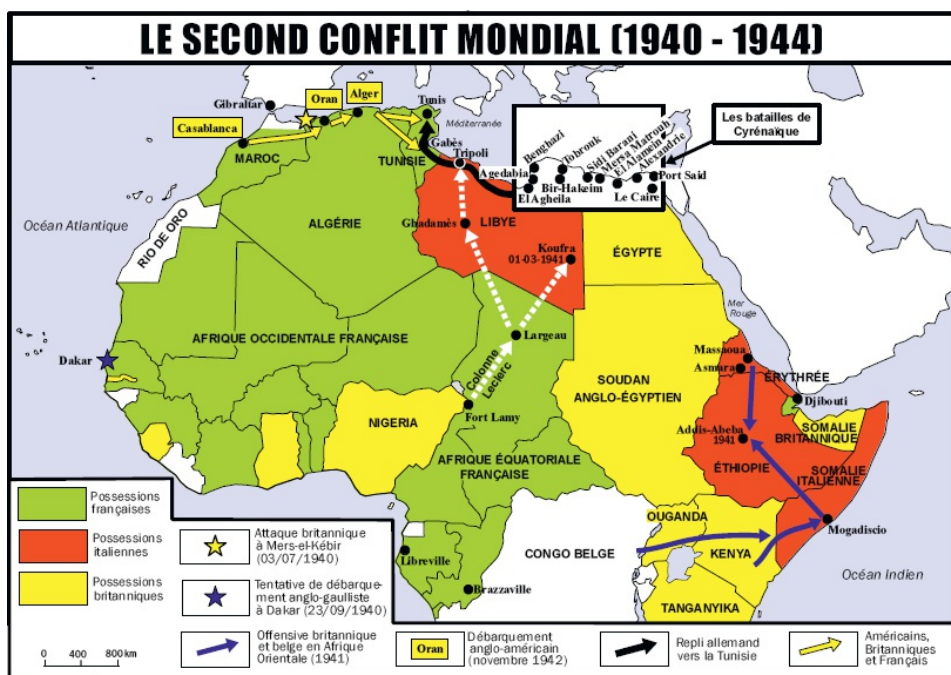
Entre le 23 octobre et le 4 novembre 1942, l'*Afrika Korps* du général Rommel et la VIII^e armée britannique commandée par le général Bernard Montgomery s'affrontèrent lors de la bataille d'el-Alamein, à l'ouest d'Alexandrie. Deux fois supérieurs en hommes, en moyens, et pouvant de plus être facilement ravitaillés, les Britanniques en furent les vainqueurs et Rommel fut contraint de replier ses troupes vers Benghazi. Le 23 janvier 1943 les Britanniques entrèrent à Tripoli.

Le 7 novembre 1942, un débarquement américano-britannique eut lieu au Maroc et en Algérie. Ce fut l'« Opération Torch » dont la finalité était double, affaiblir l'offensive de Rommel en direction du canal de Suez en ouvrant un front sur ses arrières et appuyer les Soviétiques en mauvaise position sur le front du Caucase en attirant des divisions allemandes en Italie.

Voulant éviter d'être attaqués sur deux fronts à la fois, les Allemands lancèrent une offensive vers l'ouest, depuis la Libye et à travers la Tunisie, en direction des forces alliées à peine débarquées en Algérie. Parallèlement, le 9 novembre 1942, une noria d'avions allemands achemina une force d'intervention en Tunisie. Le 14 novembre, Tunis et toutes les grandes villes du pays étaient entre les mains des Allemands. Le plan de Rommel était clair : attaquer les forces alliées à revers et prendre le port de Bône.

Le 19 novembre 1942 en Tunisie eut lieu la bataille de Medjezel-Bab dans laquelle les Américains perdirent 150 chars et eurent 2 000 prisonniers. Cependant, en raison de l'avancée de la VIII^e armée britannique depuis la Tripolitaine, Berlin ordonna à Rommel de se replier. Puis, au mois de mars 1943, l'armée française remporta coup sur coup deux victoires à Medjez El-Bab dans le nord de la Tunisie et à Sbeitla, dans le sud. Le 22 mars, sur le front est, Rommel recula face aux Britanniques et il se replia vers le nord de la Tunisie.

Le 7 mai les Alliés entraient dans Tunis et le 13 mai, les forces allemandes d'Afrique capitulaient.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

1. La mise en chantier du chemin de fer Djibouti-Addis-Abeba en 1898 changea

totale de la destinée de la Côte française des Somalis, le port de Djibouti devenant peu à peu le débouché du plateau abyssin.

2. À la fin de l'année 1896, au départ de Djibouti, une mission « scientifique » placée sous les ordres du marquis de Bonchamps secondé par Charles Michel, fut envoyée en direction de la Mission Marchand. Son but réel était très ambitieux puisqu'elle devait engager l'Éthiopie à exercer son influence en direction du Nil Blanc afin de contenir la poussée anglaise dans la région. Cependant, les difficultés furent telles qu'après avoir perdu la moitié des 150 hommes la composant, la mission fut contrainte de faire demi-tour (Michel, 1900).
3. Marchand avait lui-même choisi ses subordonnés : deux capitaines, Germain et Baratier, trois lieutenants : Mangin, Largeau et Simon qui sera ultérieurement remplacé par Fouques; un enseigne de vaisseau, Dyé, un médecin, Emily, un interprète d'arabe, Moïse Landeroïn et quatre sous-officiers français. La troupe était composée de cent cinquante tirailleurs bambara.
4. Et pourtant, il avait les moyens de déloger Marchand, sa dizaine de Français et sa centaine de tirailleurs sénégalais isolés loin de leurs bases, lui qui était à la tête d'une formidable armée de vingt-cinq mille hommes dont près de 10 000 Britanniques, appuyée sur le chemin de fer Méditerranée-Soudan et disposant du télégraphe.
5. Le contentieux franco-britannique fut réglé en deux temps :
 1. En 1865, une commission parlementaire proposa au gouvernement anglais l'abandon de la quasi-totalité de toutes les possessions de la Couronne dans la région à l'exception de la Sierra Leone.
 2. Il fut gouverneur de la colonie de 1854 à 1861 et de 1863 à 1865.
 3. Les Français obtinrent Nikki tandis que les Anglais qui voyaient leur possession du bas-Niger reconnue obtenaient le califat de Sokoto.
 1. Dyla ou Dioula signifie colporteur en langue mandé. Il s'agit d'une catégorie de colporteurs ou de commerçants itinérants de confession musulmane intervenant à l'échelle d'assez vastes régions. Ils sont désignés par le terme mandingue de dioulas, qui ne correspond pas à une ethnie particulière (Bambara, Malinké, Sénoufo...), mais à une catégorie sociale identifiée par son activité et son adhésion à l'Islam. Ils ne doivent pas être confondus avec les Diolas qui vivent au sud du Sénégal, en Casamance.
 2. Les autres exemples sont rares. Parmi eux, celui donné par les Zulu et par Rabah, un ancien Mahdiste, qui se dotèrent à la même époque de moyens assez comparables.
 1. Dans l'immensité de la documentation, on sélectionnera Tsegaye Tegenu (1997), Milkias (2005) et McLachlan (2011).
 1. Durant les trois années de ce conflit, les Britanniques perdirent 21 942 morts contre 5000 chez les Boers, mais 27927 femmes et enfants boers avaient péri dans les camps de concentration, soit environ 15 % de la population boer totale.
 1. Cet épisode est raconté par Pierre Benoît dans un roman intitulé *Monsieur de*

La Ferté, Paris, 1934.

1. C'est au Jbel Sagho que le capitaine de Bournazel trouva la mort le 28 février 1933. On lira à ce sujet le témoignage du Médecin capitaine Jean Vial (1938), l'évocation de Germaine de Bournazel (1979), ainsi que la mise au point de Gérardin (1987).

LA DÉCOLONISATION

AFRIQUE FRANÇAISE ET AFRIQUE BRITANNIQUE

En 1945, la France et la Grande-Bretagne possédaient les 2/3 du continent africain. Le domaine français était majoritairement nord et ouest africain, cependant que les territoires britanniques étaient essentiellement situés à l'est et au sud du continent.

L'Empire français

À partir de 1871 les diverses possessions françaises au sud du Sahara prirent leur autonomie administrative par rapport au Sénégal. En 1883 les *Rivières du Sud* en furent ainsi détachées tandis que le Sénégal absorbait les territoires du Soudan au fur et à mesure de l'avance française le long du Niger.

En 1893 les *Rivières du Sud* donnèrent naissance à trois colonies : la Guinée française, la Côte d'Ivoire et le Dahomey. En 1895, le Soudan fut séparé du Sénégal puis, en 1899, il fut découpé au profit de la Guinée, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire avant d'être reconstitué en 1904 sous le nom de *Haute-Sénégal-Niger*. La Haute-Volta en fut détachée en 1919.

En 1920 le Niger et le Soudan furent séparés et en 1932 la Haute-Volta fut démembrée au profit de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Soudan, avant d'être reconstituée en 1947.

Dans le golfe de Guinée, en 1886, le Gabon donna naissance au Congo qui devint en 1902 le Moyen-Congo duquel fut détaché l'Oubangui-Chari-Tchad en 1906. Puis, à partir de 1920, le Tchad et l'Oubangui-Chari constituèrent deux colonies distinctes qui connurent plusieurs redécoupages frontaliers jusqu'en 1936.

Le 16 juin 1885 avait été créée la Fédération de l'AOF (*Afrique occidentale française*) avec siège du gouvernement général à Dakar. En 1945, l'AOF était composée de huit colonies : le Sénégal, la Mauritanie, la Guinée, la Côte

d'Ivoire, le Soudan français (devenu Mali), le Niger, le Dahomey (devenu Bénin), la Haute Volta (devenue Burkina Faso) et d'un territoire sous mandat, le Togo.

Après nombre de remaniements, le 15 janvier 1910, avait été constituée la Fédération de l'Afrique équatoriale française (AEF) avec siège du gouvernement général à Brazzaville. L'AEF était formée de quatre colonies : le Gabon, le Moyen-Congo (devenu République du Congo, puis République populaire du Congo, puis à nouveau République du Congo), l'Oubangui Chari (devenu la RCA ou République de Centrafrique), le Tchad et d'un territoire sous mandat, le Cameroun.

À l'AOF et à l'AEF s'ajoutaient Madagascar et sa dépendance des Comores, ainsi que la Côte française des Somalis devenue Territoire français des Afars et des Issas en 1967 à l'issue d'un référendum et indépendante le 27 juin 1977 sous le nom de République de Djibouti.

Au Maghreb, l'Algérie dépendait du ministère de l'Intérieur, les protectorats (Tunisie et Maroc) du ministère des Affaires étrangères et le reste des possessions africaines françaises du ministère des Colonies.

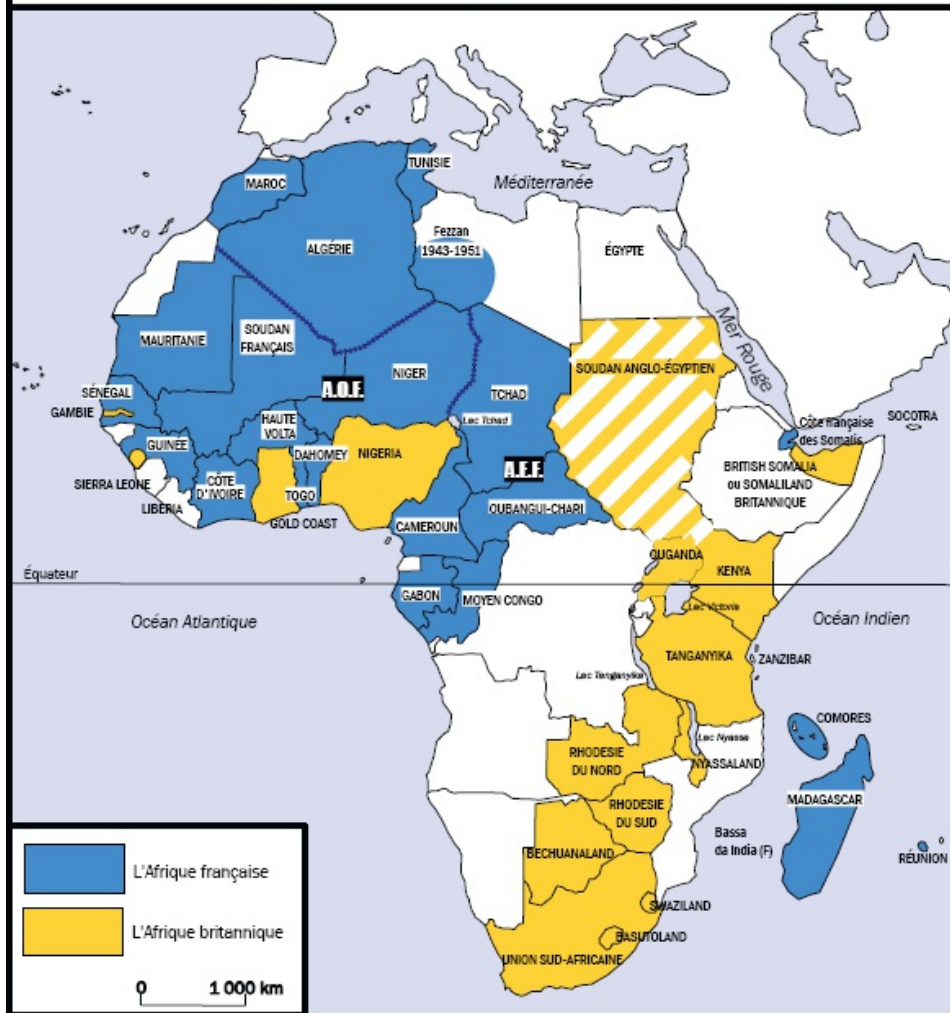
L'Empire britanique

En 1945, l'empire colonial africain britannique s'étendait en Afrique de l'Ouest (Gold Coast - l'actuel Ghana-, Sierra Leone, Nigeria et Gambie, plus une partie du Togo et du Cameroun) ; en Afrique de l'Est (Kenya, Uganda, Zanzibar, plus l'ancien Tanganyika allemand sur lequel elle exerçait une Tutelle) ; en Afrique australe (Nyassaland, - l'actuel Malawi -, Rhodésie du Nord - l'actuelle Zambie -, Rhodésie du Sud, l'actuel Zimbabwe, plus les protectorats du Bechuanaland l'actuel Botswana -, du Basutoland - l'actuel Lesotho et du Swaziland). La Grande Bretagne exerçait également sa souveraineté sur le Soudan anglo-égyptien.

Contrairement à ce qui était la pratique dans le domaine impérial français, le système colonial britannique était largement décentralisé.

À partir du moment où la politique de décolonisation fut décidée, il suffit donc de renforcer progressivement les pouvoirs du conseil législatif et du conseil exécutif existant dans chaque colonie, d'en augmenter ensuite petit à petit le nombre de membres élus par rapport à ceux qui étaient nommés, puis enfin d'élargir la base électorale chargée de les élire. Au terme du processus les gouverneurs britanniques furent remplacés par des présidents africains.

BRITANNIQUES ET FRANÇAIS EN AFRIQUE (1945)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA DÉCOLONISATION : DU MODÈLE GÉNÉRAL AU CAS FRANÇAIS

À l'exception de la guerre d'Algérie (1954-1962), la parenthèse coloniale fut refermée sans affrontements majeurs, sans ces combats de grande intensité qui ravagèrent l'Indochine.

Le soulèvement régional malgache de 1947, la révolte des Mau-Mau au

Kenya en 1952-1955, celle des Bamiléké au Cameroun en 1959 et celle des Ovambo au Sud-Ouest africain dans les années 1980, furent d'abord des flambées circonscrites à certaines ethnies et à leurs territoires.

La décolonisation fut un choix politique métropolitain, car, partout, les armées « coloniales » avaient triomphé des insurgés nationalistes. Même en Afrique portugaise où ce ne furent ni les guérilleros du Mpla, du Fnla ou de l'Unita dans le cas de l'Angola, ni ceux du Frelimo dans celui du Mozambique qui triomphèrent du système colonial, mais les officiers « progressistes », « marxistes » ou « réalistes » qui, à Lisbonne, firent la « Révolution des œillets » (voir page 308).

Dans le cas de la France, la nécessité de faire évoluer l'Empire s'était imposée durant le second conflit mondial et, du 30 janvier au 8 février 1944, une conférence rassemblant essentiellement des cadres coloniaux se tint à Brazzaville. L'on parle aujourd'hui de cette conférence comme de l'acte d'émancipation de l'Afrique française alors la France y maintint sa ligne impériale traditionnelle. Elle était d'autant plus fondée à le faire qu'à cette époque, l'indépendance n'était pas la revendication des Africains. Ces derniers demandaient en revanche plus de liberté et plus d'égalité.

L'évolution débuta véritablement en 1946 quand, par référendum, les Français votèrent pour une nouvelle constitution prévoyant la création d'une Union française. C'était une sorte de contrat social qui allait être passé entre la métropole et ses colonies. Aux termes du titre viii de la Constitution de 1946, la France était en effet déclarée République indivisible formant avec les États et territoires d'outre-mer une union librement consentie. La Constitution reconnaissait l'existence de collectivités territoriales s'administrant librement et de groupes de territoires placés sous l'autorité d'un Ministre-Résident.

La nouvelle situation internationale avec les événements d'Indochine puis d'Algérie et la priorité donnée à la décolonisation dans la polarisation autour des deux super-puissances qu'étaient les États-Unis et l'URSS, rendirent obsolètes les principes de l'Union française. C'est pourquoi, le 20 juin 1956, fut votée la « Loi-cadre » ou « Loi Defferre » qui fut la dernière tentative de conserver l'outre-mer à la France. Elle instituait le suffrage universel et le collège unique pour l'élection des Assemblées territoriales, mais elle fut quasi immédiatement dépassée par la revendication de l'indépendance. Au mois de mai 1958, dès son retour au pouvoir, le général De Gaulle tira les leçons de cette évolution. Il proposa alors de remplacer l'Union française par une structure fédérale souple qui permettrait à chaque territoire « par un acte de libre détermination », de faire partie de la Communauté franco-africaine, véritable fédération dans laquelle chaque colonie aurait un gouvernement

autonome mais accepterait de confier à la France sa politique étrangère, sa défense, sa monnaie, sa politique économique et même sa justice. Le 28 septembre 1958, la Communauté fut plébiscitée par 7 470 000 « oui » contre 1 120 000 « non » dont 636 000 en Guinée. La Constitution du 8 octobre 1958 instaura alors la Communauté franco-africaine qui remplaça l'Union française.

La nouvelle construction juridique ne résista cependant pas aux revendications nationalistes et entre le 1^{er} janvier et le 28 novembre 1960, 14 pays membres de la Communauté franco-africaine accédèrent à l'indépendance.

L'AFRIQUE EN 1939



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES ÉVÈNEMENTS DE SÉTIF ET DE GUELMA (MAI 1945)

Avec les événements de Sétif et de Guelma (Benmebarek : 2010 en ligne ; Vétillard : 2008, 2011, 2012, 2016), nous sommes en présence d'un soulèvement destiné à mettre la France devant le fait accompli indépendantiste.

Voulant profiter des commémorations de la fin de la guerre, le PPA (Parti du peuple algérien) décida d'organiser une démonstration de force pour réclamer à la fois la libération de son leader Messali Hadj arrêté et déporté à Brazzaville quelques jours plus tôt, le 25 avril, et l'indépendance. Ce soulèvement devait être suivi d'une insurrection dans toute l'Algérie, mais la coordination étant mal assurée, il ne toucha que les régions de Sétif et de Guelma.

À 7 heures du matin, deux cortèges se formèrent, dont l'un, composé de militants du PPA armés se rassembla porte de Biskra où fut assassiné un Français, Gaston Gourlier. Le cortège se mit ensuite en marche vers le centre-ville.

Face aux manifestants, le service d'ordre dont disposait le sous-préfet était composé de quarante policiers plus vingt gendarmes mobiles en réserve dans leur casernement situé à environ 2,5 km du centre-ville, mais, leur véhicule étant tombé en panne, ils n'arrivèrent que vers 9 h 15, c'est-à-dire après les incidents.

Les manifestants arrivèrent au centre-ville vers 9 heures et le commissaire Olivieri exigea le retrait du drapeau de l'indépendance.

Bousculé et pris à partie, il tira un coup en l'air pour se dégager et les policiers vinrent à son secours en tirant des rafales. Les manifestants s'enfuirent en laissant deux morts devant le Café de France.

La chasse aux Européens commença alors et le sous-préfet ordonna à l'armée d'intervenir.

À 9 h 10, la 1^e compagnie du 7^e régiment de tirailleurs algériens fit évacuer le centre-ville sans tirer le moindre coup de feu.

La 2^e compagnie dégagea le commissariat assiégé et, vers 11 heures, la 3^e fit évacuer le marché aux bestiaux, toujours sans faire usage de ses armes. À 11 h 30 tout était terminé à Sétif où un couvre-feu fut instauré à 13 heures.

Les morts européens étaient au nombre de 32, dont 9 tués par armes à feu et 23 par armes blanches et gourdins hérissés de lames de rasoir. Il y eut également 47 blessés dont cinq mourront de leurs blessures. Les manifestants eurent quant à eux entre 20 et 40 morts. Les registres de l'hôpital de Sétif indiquent 33 morts. (Vétillard, 2016).

Du 8 au 10 mai, dans la région de Sétif, fermes, villages, bureaux de poste et

gendarmeries furent attaqués.

Le 8 mai, à Perigotville, les manifestants assassinèrent 18 Européens, dont plusieurs enfants, avant qu'une section du 7° RTA arrivée de Sétif rétablisse l'ordre.

À Chevreul, à 57 km au nord-est de Sétif, l'émeute éclata le 8 mai en fin d'après-midi. Armés de diverses armes à feu, les insurgés prirent le village qui fut mis au pillage. La population européenne, soit une trentaine de personnes, dont 12 hommes, se réfugia dans la gendarmerie tenue par deux gendarmes.

Le 10 mai, à 10 h 30 au moment où le bâtiment allait être pris, l'armée rétablit la situation.

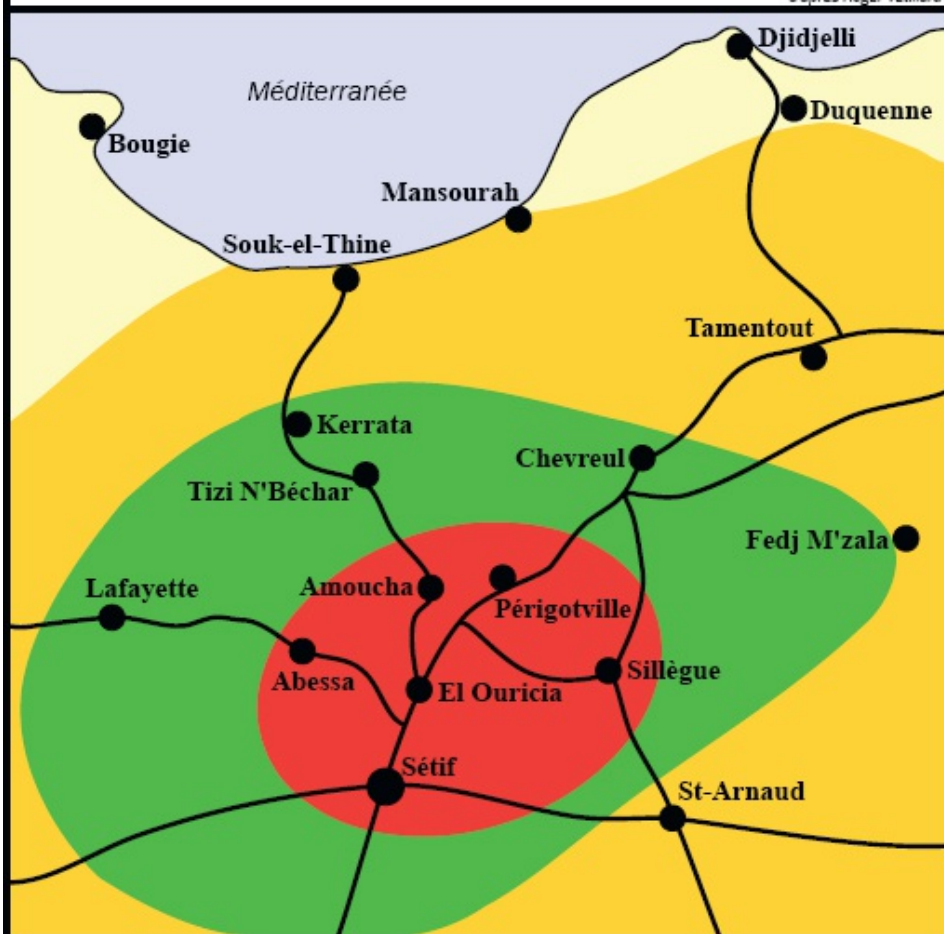
À Guelma où les forces de l'ordre se composaient de 32 policiers et gendarmes, la nouvelle des événements de Sétif parvint le 8 mai vers 13 heures.

Le sous-préfet, André Achiary, décida de maintenir la manifestation patriotique qui devait célébrer la victoire, mais d'interdire la manifestation indépendantiste prévue dans l'après-midi.

À 15 heures, la manifestation officielle se déroula sans incidents. Puis, vers 17 heures un cortège indépendantiste se forma. Molesté, le sous-préfet se dégagea en tirant en l'air cependant qu'un policier musulman abattait le porteur du drapeau algérien (Vétillard, 2011). Les heurts firent un mort et six blessés chez les manifestants, cependant que cinq policiers étaient blessés.

L'INSURRECTION DE SÉTIF (8-11 MAI 1945)

d'après Roger Vétillard



L'insurrection le 8 mai 1945



L'insurrection le 9 mai 1945



L'insurrection les 10 et 11 mai 1945



Zone non touchée par l'insurrection

Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

Si à Guelma, l'on ne dénombra pas de victimes européennes, il n'en fut pas de même dans un rayon de 30 km autour de la ville où 19 Européens furent massacrés.

Le sous-préfet demanda à la population européenne de former l'auto-défense

mais le commandant de place s'y opposa (Vétillard 2011).

Le 9 mai, cinq compagnies appartenant à diverses unités, tirailleurs sénégalais, légion étrangère, tabors marocains et tirailleurs algériens arrivèrent en renfort. L'effectif maximal des forces françaises fut de 8 000 hommes placés sous les ordres du général Duval.

Le 13 mai toutes les zones soulevées étaient sous le contrôle de l'armée et, officiellement, les événements furent terminés le 5 juin.

Depuis ces événements, c'est une véritable bataille des chiffres qui se livre au sujet des victimes du soulèvement du nord constantinois et de la répression qui s'en suivit.

Selon les documents officiels français, 1 340 Algériens perdirent la vie quand l'histoire officielle algérienne parle de 45 000 morts. Mais, si ce chiffre était réel, où donc seraient passés les cadavres ? Si des charniers avaient existé, nul doute que les autorités algériennes se seraient empressées de les montrer après l'indépendance (Vétillard, 2008).

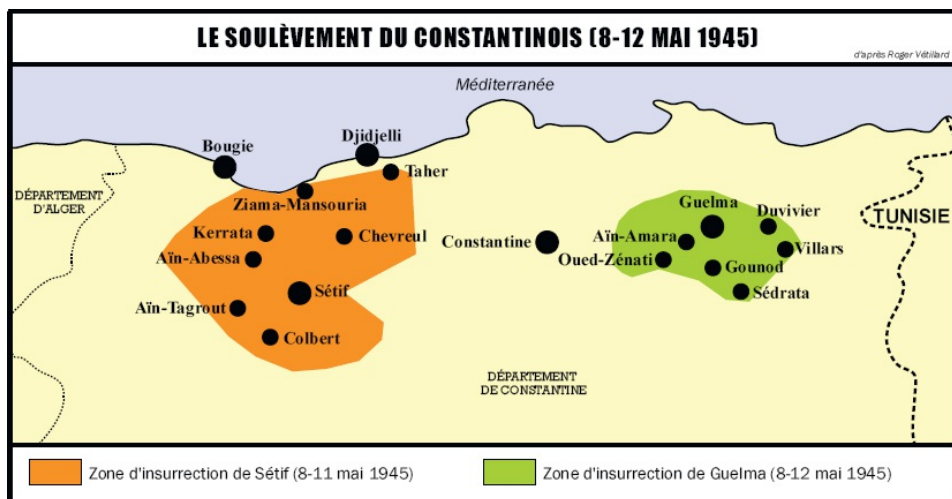


Albert Denier sur son lit d'hôpital. Secrétaire de la section locale du Parti communiste il était acquis aux thèses nationalistes, ce qui n'empêcha pas les émeutiers de lui sectionner les deux bras à l'aide de haches.

Le seul chiffre non contesté est celui des morts civils européens, à savoir 109,

souvent mutilés, les femmes et les jeunes filles ayant été violées. Le chiffre des arrestations est également sujet de polémique puisque l'histoire officielle algérienne parle de dizaines de milliers d'arrestations alors que la Justice militaire française a jugé 3 511 personnes. Sur ce total, il y eut 952 non-lieux et 460 acquittements. Les tribunaux prononcèrent 151 condamnations à mort dont 10 par contumace. Les exécutions se montèrent à 28, 111 condamnations ayant été commuées. L'amnistie de 1946 libéra plus de 2 000 prisonniers (Vétillard, 2 016).

Face aux événements du nord constantinois, le PCF (Parti communiste français), eut une position dénuée de la moindre ambiguïté puisqu'il qualifia les Algériens impliqués dans les événements de Sétif et de Guelma de « provocateurs à gages hitlériens » et réclama que « les meneurs soient passés par les armes ».



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

KENYA : LA RÉVOLTE DES MAU-MAU (1952-1956)

En 1952, au Kenya, éclata une révolte qui eut un retentissement international considérable.

Elle ne concerna que les Kikuyu, fut circonscrite à une partie du pays, et fut rapidement écrasée par les Britanniques appuyés sur une partie des Kikuyu ainsi que sur les autres ethnies du pays, dont les Luo et les Masai, (Corfield,

1959-1960 ; Currey, 1997 ; Buijtenhuijs, 1998).

En 1920, éduqués par les missionnaires protestants, des intellectuels fondèrent la *Kikuyu Association*.

Après la seconde guerre mondiale, Jomo Kenyatta devint le président de la KAU (*Kenyan African Union*), mouvement qui menait une active campagne nationaliste, ce qui entraîna sa dissolution.

De nombreux Kikuyu adhèrent alors à une société secrète connue sous le nom de *Mau Mau* et qui était ancrée sur le fonds culturel traditionnel et sur des pratiques de sorcellerie.

Au mois de mai 1952 les *Mau-Mau* commencèrent à assassiner ceux des Kikuyu qui ne voulaient pas les rejoindre et au mois de novembre 1952, les premiers meurtres d'Européens furent commis.

Le 20 octobre 1952, l'État d'urgence fut proclamé et des renforts militaires envoyés.

Au mois de juin 1953 les forces britanniques comptaient 7 500 hommes, plus un régiment levé chez les colons, ainsi que 5 000 soldats africains des *King's African Rifles* et 21 000 policiers en majorité Kamba et Kalenjin. À ces effectifs, il convenait d'ajouter plusieurs milliers de volontaires de la *Kikuyu Home Guard*, car nombre de Kikuyu étaient opposés aux *Mau Mau*, d'où une guerre civile inter-Kikuyu.

Un nombre indéterminé de guerriers masai, kalenjin, luo et kamba participa également à la lutte contre les *Mau-Mau*, vue comme un moyen de régler des comptes ancestraux avec les Kikuyu, ce qui allait laisser bien des cicatrices dans les mémoires et expliquer nombre d'affrontements ultérieurs.

À la fin de l'année 1955, la révolte avait été écrasée et il ne restait plus que quelques centaines de *Mau-Mau* réfugiés dans les zones les plus impénétrables de la forêt de montagne.

La guerre prit fin officiellement au mois d'octobre 1956 avec la capture du principal chef *Mau-Mau*, Dedan Kimathi, suivie de sa pendaison.

Le bilan de cette guerre était, chez les Européens, de 32 civils et de 63 soldats tués, chez les Asiatiques, de 26 civils et de 12 soldats, quant aux Africains, leurs pertes en vies humaines s'élevaient à 100 policiers ou soldats, 1 800 civils et 10 000 *Mau-Mau*.

Un peu plus d'un millier de *Mau-Mau* avaient été pendus et 90 000 suspects étaient détenus.

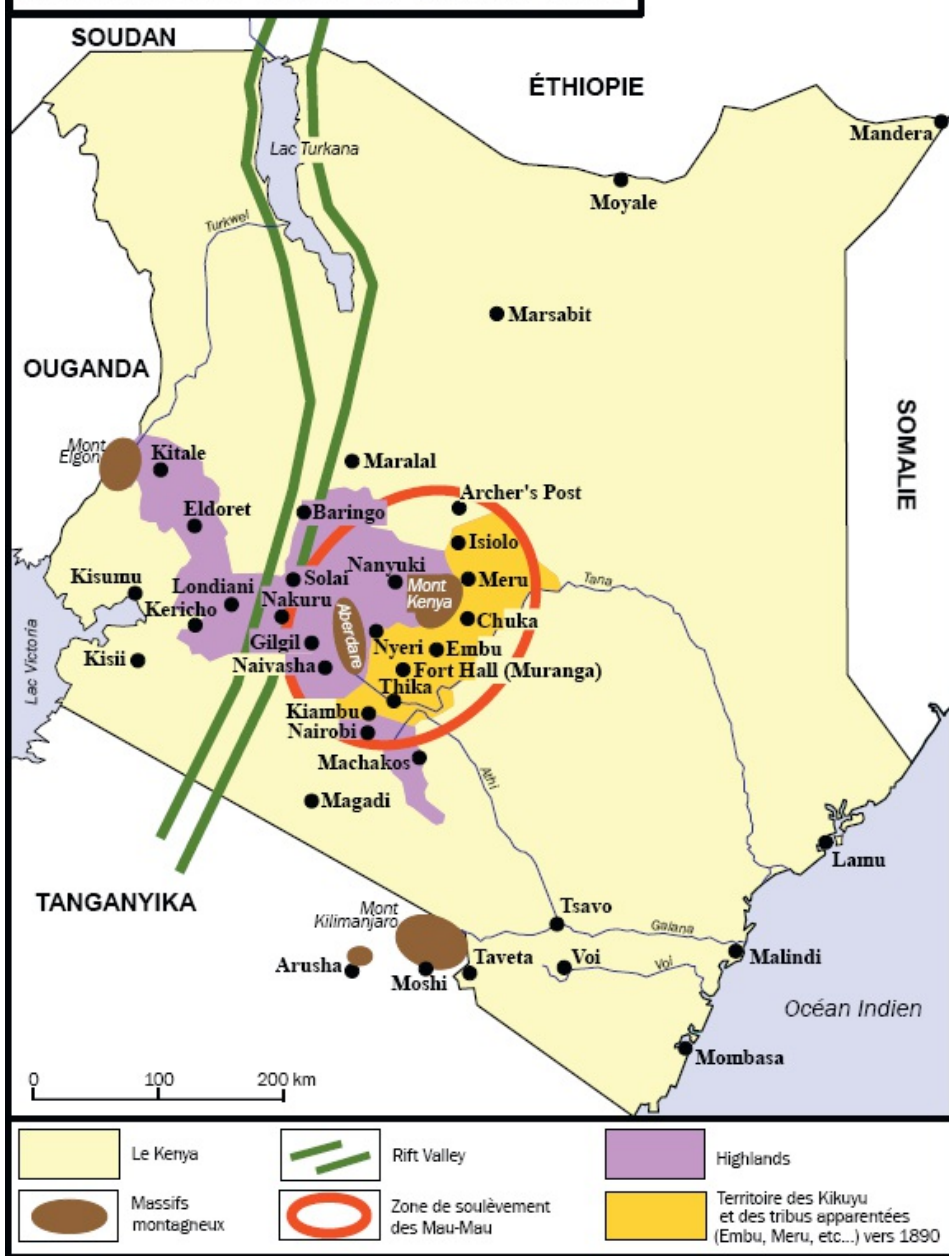
Après avoir remporté la victoire, les Britanniques négocièrent les modalités de l'indépendance avec Jomo Kenyatta alors emprisonné.

L'indépendance étant en marche, deux partis se créèrent, la Kanu (*Kenya African National Union*) et la Kadu (*Kenya African Democratic Union*), qui étaient deux coalitions ethniques.

Lors des élections de 1961, la Kanu obtint 67 % des voix et la Kadu 16 %.

Le rapport ethnique était donc respecté puisque les bantuphones avaient tous voté pour la Kanu, à l'exception des côtiers, tandis que les nilotiques, à l'exception des Luo avaient donné leurs suffrages à la Kadu.

KENYA : LA RÉVOLTE DES MAU-MAU



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'EXPÉDITION DE SUEZ (1956)

Désireux de montrer que l'Égypte était un pays souverain et « non-aligné », le colonel Nasser entreprit de nouer des relations commerciales avec le bloc soviétique.

Afin de diversifier ses approvisionnements, il décida d'acheter des armes auprès des fabricants de l'Europe de l'Est, ce qui provoqua la colère des Occidentaux lesquels, en représailles, décidèrent de ne pas participer au financement des travaux du barrage d'Assouan.

Le 26 juillet 1956, pour répliquer à ce refus, l'Égypte nationalisa le canal qui était encore détenu à plus de 40 % par des intérêts essentiellement britanniques et il plaça sous séquestre les biens de la *Compagnie universelle du canal de Suez*.

Britanniques et Français retirèrent alors leurs techniciens qui furent remplacés, notamment par des Indiens.

Antony Eden, Premier ministre britannique était partisan d'une réplique énergique à ce qu'il considérait comme un inacceptable coup de force et il réussit à convaincre Paris de la nécessité d'une opération militaire commune.

Côté français, l'idée d'une expédition qui détruirait la puissance du principal soutien du FLN algérien fut vue avec intérêt et le Président du Conseil, le socialiste Guy Mollet, l'accepta.

C'est alors que fut conclu un accord secret dit « *Accord de Sèvres* » entre la France, la Grande-Bretagne et Israël.

Aux termes de cet accord, l'armée israélienne devait attaquer l'Égypte cependant que Paris et Londres lanceraient un ultimatum aux deux belligérants afin qu'ils se retirent des rives du canal de Suez.

En cas de refus égyptien, un débarquement franco-britannique serait opéré à Port-Saïd.

Le 29 octobre, l'armée israélienne attaqua l'Égypte et elle fonda sur le canal de Suez. Paris et Londres adressèrent donc leur ultimatum au Caire qui le repoussa.

Aussi, le 31 octobre, débuta l'opération militaire franco-britannique programmée sous le nom de *Plan Mousquetaire*. Elle impliqua 155 navires de guerre dont 5 porte-avions, plus une centaine de navires de commerce réquisitionnés.

Le 5 novembre, les para-chutistes français du 2^o RPC (*Régiment de parachutistes coloniaux*) et du 11^o Choc sautèrent sur Port-Saïd, puis, le 6 novembre, les *Royal Marines* britanniques débarquèrent à Port-Saïd et à Port-Fouad.

Le canal fut rapidement sous le contrôle de la force alliée et les troupes franco-britanniques se mirent en marche en direction du Caire, cependant que l'armée égyptienne capitulait.

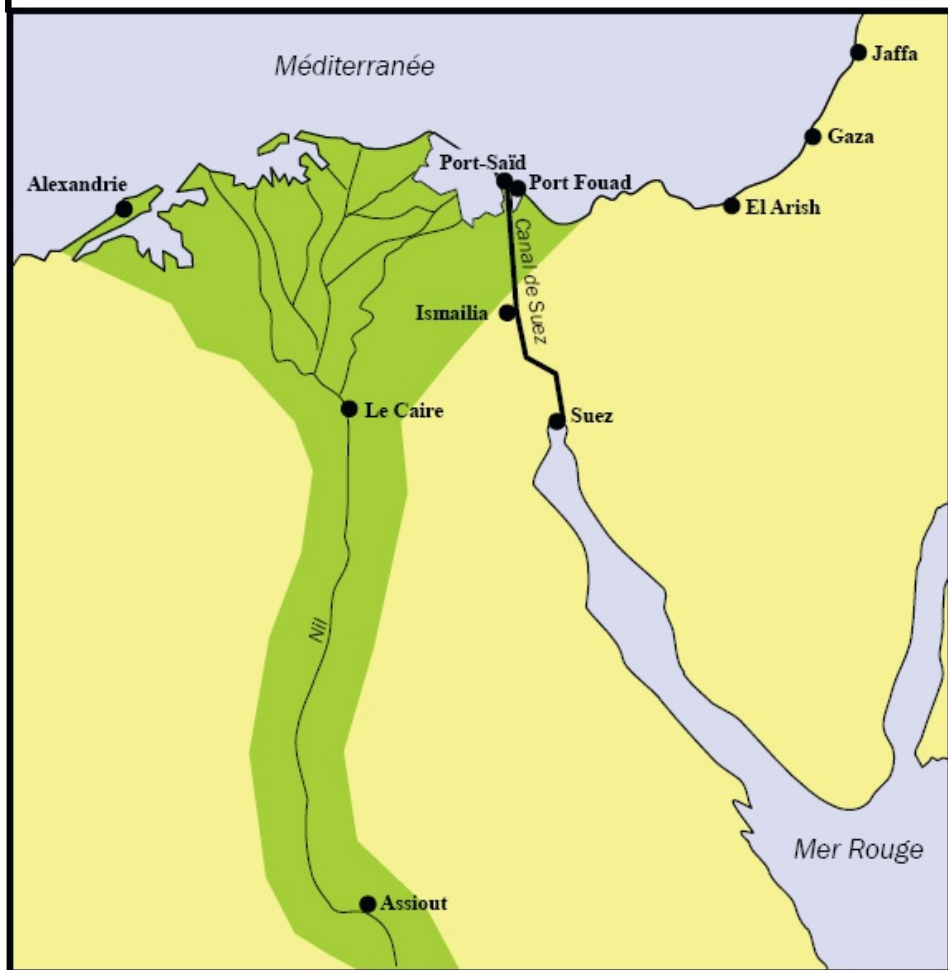
La victoire militaire franco-britannique se transforma vite en un fiasco diplomatique.

À Paris, Guy Mollet fut soutenu par le Parlement tandis qu'à Londres, le Premier ministre Antony Eden fut hué à la Chambre des Communes pour n'avoir pas consulté le chef de l'opposition avant de décider d'entrer en guerre.

Dès le 6 octobre, les États-Unis et l'Union soviétique s'unirent pour imposer un cessez-le-feu, effectif le jour même.

Le 10 novembre 1956 l'Assemblée générale des Nations unies vota la création de la FUNU (*Force d'Urgence des Nations Unies*) qui devait remplacer les unités franco-britanniques (Beaufre, 1967 ; RHA, 1986 ; Lefebvre, 1996 ; Ferro, 2006).

L'EXPÉDITION FRANCO-BRITANNIQUE DE SUEZ (NOVEMBRE 1956) (CARTE DE SITUATION)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GUERRE D'ALGERIE (1954-1962)

La guerre d'Algérie est divisée en trois périodes :

1. De la « guerre sans nom » à la « bataille d'Alger »
(1954-1957).

Du mois d'octobre 1954 au mois d'août 1955, de nombreux évènements isolés se produisirent en Kabylie et dans les Aurès. Le 20 août 1955, le FLN (Front de libération national) lança une attaque sanglante contre Philippeville et nombre de petits centres urbains où plusieurs dizaines de civils, tant européens que musulmans furent massacrés.

En 1956, l'ALN (Armée de libération nationale) fut créée. Le programme politique du FLN fut défini lors du Congrès de la Soummam (août 1956). Côté français, les pouvoirs spéciaux furent votés au mois de mars 1956 et l'envoi du contingent décidé.

Durant l'automne 1956, le FLN décida de mener la bataille à Alger même, depuis le cœur de l'ancienne citadelle turque, la *casbah*, d'où de sanglants attentats furent organisés dans la ville européenne.

Le 7 janvier 1957, le gouvernement du socialiste Guy Mollet donna ordre à la division parachutiste commandée par le général Massu de démanteler les réseaux du FLN.

Ce fut la « bataille d'Alger » qui se déroula de janvier à septembre 1957 (Massu, 1971 ; Léger, 1983 ; Schmitt, 2002). Elle permit de détruire les réseaux du FLN urbain.

2. La victoire militaire française (1958-1960)

Cette victoire fut obtenue en deux étapes, la bataille des frontières et le plan Challe.

La bataille des frontières (21 janvier- 28 mai 1958) fut gagnée à l'époque où le général Salan était Commandant supérieur de la région Algérie (1^{er} décembre 1956-12 décembre 1958).

Le 26 juin 1957, André Morice, ministre de la Défense nationale dans le gouvernement de Maurice Bourgès-Maunoury, prit la décision de rendre hermétiques les deux frontières est et ouest de l'Algérie.

Ce fut la *ligne Morice*, complétée par la *ligne Challe*, du nom du nouveau commandant en chef qui succéda au général Salan. Sur la frontière tunisienne, le barrage avait une longueur de 460 km et sur la frontière marocaine 700 km (Pervillé, 2004).

Dans la nuit du 29 au 30 avril 1958, dans le secteur de Souk Ahras, et afin de venir en aide aux maquis de l'intérieur, l'ALN alors casernée en Tunisie attaqua la ligne Morice sur toute sa longueur, lançant à l'assaut des milliers

de combattants afin de saturer les unités d'intervention et les contraindre à se disperser.

En six jours, du 29 avril au 3 mai, l'ALN perdit 620 hommes et les Français 33. Du 21 janvier au 28 mai 1958, la bataille des frontières fit au total 2 400 morts et 300 prisonniers dans les rangs de l'ALN et 279 morts et 758 blessés du côté français.

À partir de ce moment, les maquis de l'intérieur connurent de gros problèmes de ravitaillement et ils furent achevés par le plan Challe qui fut mis en pratique de 1959 à 1961.

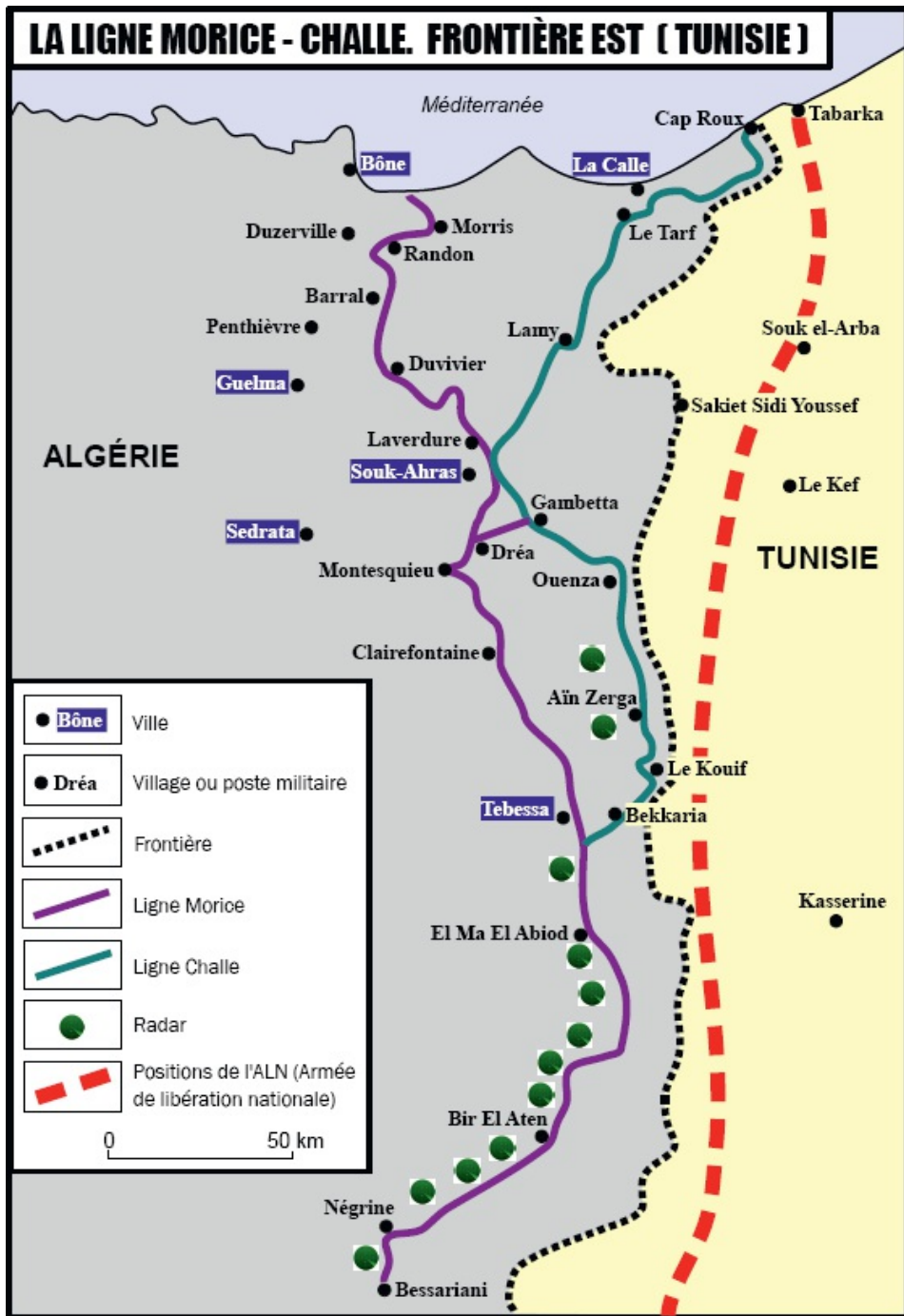
Les populations furent regroupées et les bastions de l'ALN systématiquement ratissés, puis quadrillés.

Les maquis de l'intérieur furent alors asphyxiés et contraints de se disperser pour ne pas être détruits. Obligés de sortir de la clandestinité pour se ravitailler, ils furent alors à la portée des commandos de chasse.

Le plan Challe permit d'éliminer à la fois les unités militaires de l'ALN opérant à l'intérieur du territoire algérien et de détruire l'organisation politico-administrative du FLN.

Son bilan fut de 26 000 combattants tués et de près de 11 000 prisonniers.

LA LIGNE MORICE - CHALLE. FRONTIÈRE EST (TUNISIE)



LA GUERRE D'ALGERIE (1954-1962)

La Guerre en France

Le FLN appliqua sa stratégie terroriste en métropole où 10223 attentats furent commis entre le 1^{er} janvier 1956 et le 23 janvier 1962. Pour le seul département de la Seine, 1 433 Algériens opposés au FLN furent tués et 1 726 autres blessés entre le 1^{er} janvier 1956 et le 31 décembre 1962 (Valat, 2007 : 27-28). Au total, de janvier 1955 au 1^{er} juillet 1962, le FLN assassina en France métropolitaine 6 000 Algériens et en blessa 9 000 autres.

3. De Gaulle et la fin du « fardeau » algérien (1960-1962).

Victorieuse sur le terrain, l'armée française se fit imposer l'abandon par le général De Gaulle.

Le 19 septembre 1958, ce dernier proposa la « paix des braves », mais le FLN qui se transforma en GPRA (*Gouvernement provisoire de la république algérienne*), refusa toutes les ouvertures françaises, exigeant l'indépendance immédiate de l'Algérie.

À partir de 1960, le général De Gaulle commença à préparer l'opinion française à l'idée de l'« Algérie algérienne ».

De conférence de presse en discours, il passa ainsi de la solution « la plus française » à « l'Algérie algérienne ».

Par le référendum du 8 janvier 1961, les Français entérinèrent la politique décidée par le général De Gaulle au sujet de l'Algérie.

Tout alla ensuite très vite avec le putsch d'avril 1961, le début des négociations au mois de mai 1961, et la lutte désespérée de l'OAS (*Organisation armée secrète*) qui représenta le dernier espoir des Européens d'Algérie².

Le 18 mars 1962, à 17 h 40, la France et une délégation du GPRA (*Gouvernement provisoire de la République algérienne*) signèrent les « accords d'Evian », puis, le 8 avril, par référendum, les Français les ratifièrent par 90,80 % de « oui ».

Le 1^{er} juillet, un référendum tenu en Algérie consacra l'Algérie indépendante avec 99,72% des votants et le 2 juillet Paris reconnut l'indépendance de l'Algérie.

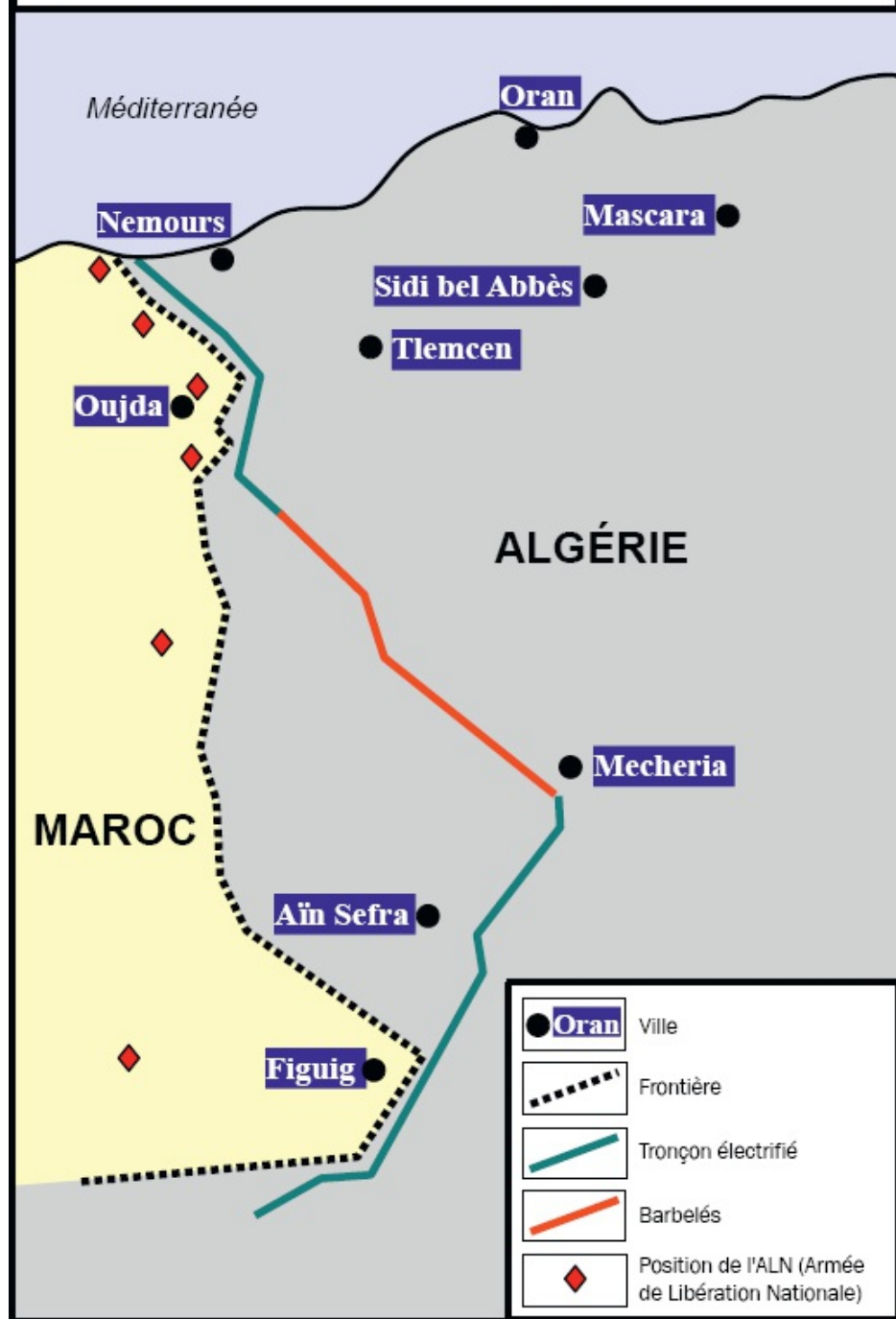
Au début du mois de juillet 1962 eut lieu la première grande épuration ethnique d'après le second conflit mondial avec l'exode de la quasi-totalité de la population de souche européenne.

Pour certains nationalistes algériens, l'indépendance véritable ne pouvait en effet se concevoir avec le maintien sur place de plus d'un million d'Européens, qui plus est, majoritaires dans les deux principales villes du pays.

Aussi, par une politique d'enlèvements³, notamment à Oran et dans la périphérie d'Alger (Monneret, 2006 ; Jordi, 2011) le FLN réussit à rendre caduques les clauses des « accords d'Evian » prévoyant que les « pieds-noirs » pouvaient rester en Algérie.

En quelques semaines, la quasi-totalité des Européens quitta alors l'Algérie.

LA LIGNE MORICE. FRONTIÈRE OUEST (MAROC)



LA DÉCOLONISATION PORTUGAISE

Présent en Afrique depuis le XV^e siècle, le Portugal demeura à contre-courant de l'évolution internationale puisqu'il considérait ses colonies d'Angola, du Mozambique, de Guinée-Bissau, du Cap Vert et de Sao Tomé-Principe comme des parties intégrantes du Portugal.

Militairement, il lui fallut adapter son armée à une guerre nouvelle pour elle. Il y réussit, passant même maître dans la contre-insurrection.

Quand, à Lisbonne, eut lieu le coup d'État militaire du mois d'avril 1974 qui déboucha sur l'indépendance des colonies, en Angola comme au Mozambique, l'armée portugaise avait gagné la guerre¹.

En revanche, en Guinée Bissau, enclave littéralement encerclée par des pays hostiles, le PAIGC (*Partido Africano da Independancia de Guinée Cabo Verde*) contrôlait près de la moitié du pays.

1- La guerre en Angola

En Angola où vivaient plusieurs centaines de milliers de Portugais et où la métropole avait consenti d'énormes efforts de mise en valeur, c'est en 1956 que fut créé le premier mouvement indépendantiste, le MPLA (*Mouvement pour la libération de l'Angola*), dont les cadres étaient généralement des métis côtiers marxistes et dont le chef fut Agostino Neto.

Durant les mois de février-mars 1961, dans l'extrême nord de l'Angola, fief de l'Upa (*Union des populations d'Angola*) d'Holden Roberto, plusieurs centaines de Portugais et d'*assimilados* furent massacrés. En 1962, Holden Roberto transforma l'UPA en FNLA (*Front national de libération de l'Angola*).

En 1966, de son côté, Jonas Savimbi créa l'Unita (*Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola*), mouvement ovimbundu.

En 1972-1973, les forces portugaises mirent le MPLA hors d'état d'agir. La défaite fut telle que les 800 survivants qui avaient réussi à échapper aux Portugais, dont Agostino Neto, se réfugièrent au Congo Brazzaville.

La révolution portugaise du mois de juillet 1975 sauva le MPLA.

Après le coup d'État intervenu au Portugal, la politique de Lisbonne changea en effet du tout au tout et le 15 janvier 1975, les *accords d'Alvor* furent signés par MM. Agostinho Neto pour le MPLA, Jonas Savimbi pour l'UNITA et Holden Roberto pour le FNLA.

Un gouvernement provisoire tripartite fut alors constitué, mais, le 29 avril 1975, à Luanda, les FAPLA (*Forces armées populaires de libération de l'Angola*), branche armée du MPLA, lancèrent une violente attaque-surprise contre les locaux du FNLA et de l'UNITA, assassinant la plupart des cadres des deux mouvements.

La 2° guerre d'Angola débuta alors (voir page 392).

Le 12 novembre 1975, dans un climat de totale anarchie, l'Angola devint indépendant, ce qui entraîna l'exode de centaines de milliers de Portugais.

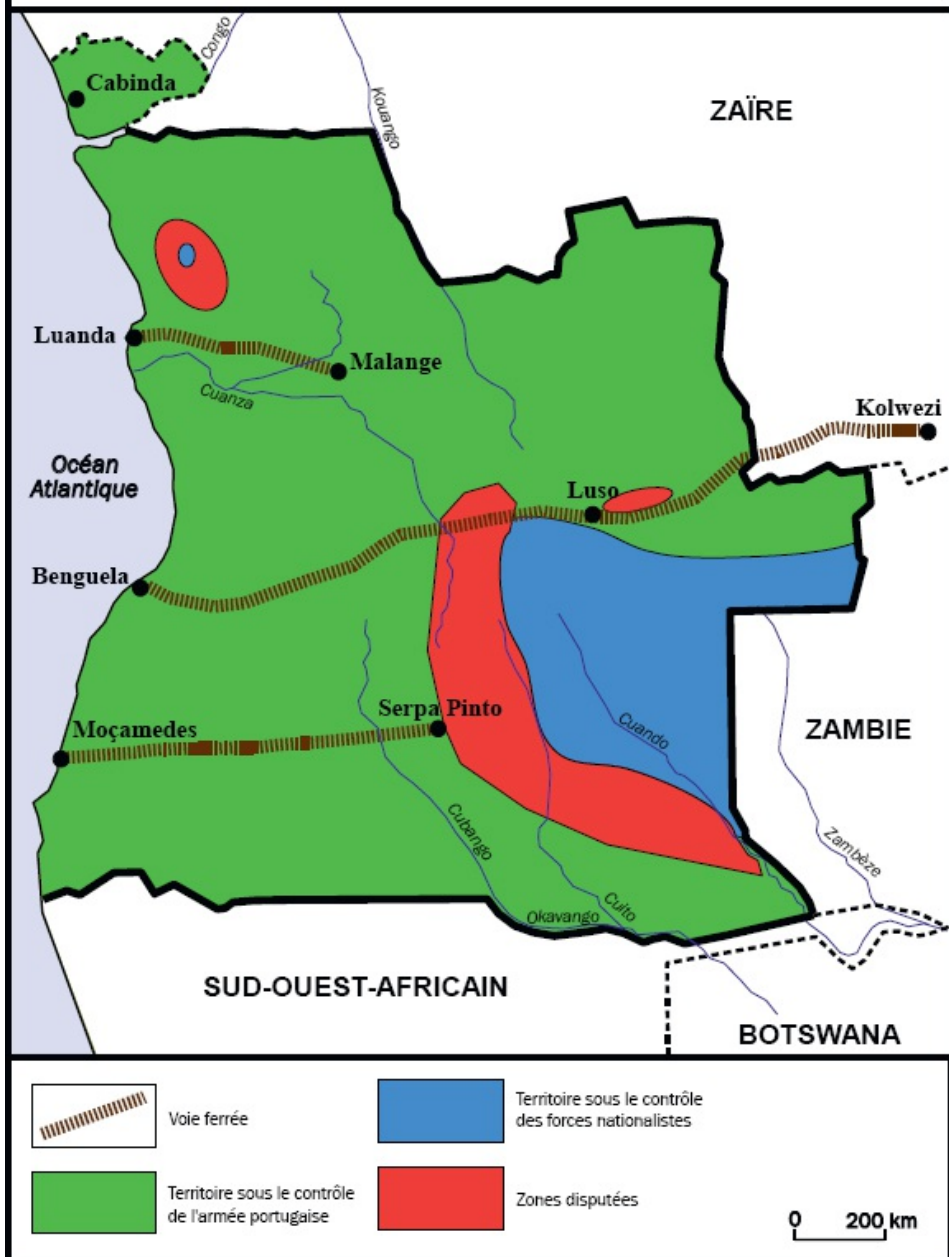
La guerre au Mozambique

Au Mozambique, le *Frelimo* (*Front de libération du Mozambique*), mouvement marxiste prônant à la fois l'indépendance immédiate et la lutte contre le capitalisme, fut fondé le 25 juin 1962.

En 1964, il débuta ses opérations militaires, tentant de créer au Mozambique une véritable insurrection armée.

Cependant, deux problèmes se posèrent aux nationalistes mozambicains : leurs divisions internes d'une part, et l'efficacité de l'armée portugaise d'autre part.

L'ANGOLA PORTUGAIS (SITUATION MILITAIRE EN AVRIL 1974)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA DÉCOLONISATION PORTUGAISE

En 1969, après l'assassinat par les services portugais d'Eduardo Mondlane, le chef historique du *Frelimo*, et afin de tenter d'unir sous cette bannière tous les courants indépendantistes, le mouvement se dota d'une direction tricéphale composée d'un marxiste (Samora Machel), d'un intellectuel métis (Marcelino Dos Santos) et d'un chrétien (le révérend Uria Simango).

Grâce à cette direction « rassurante » le *Frelimo* fut internationalement reconnu comme étant l'émanation de toutes les composantes nationalistes du Mozambique.

En réalité, le vrai chef en était Samora Machel un marxiste orthodoxe et le révérend Simango, lassé d'être un « idiot utile » démissionna.

Quant à Marcelino Dos Santos, il fut largement critiqué par le courant africaniste du fait qu'il était métis.

L'opposition historique entre Noirs et métis était en effet une réalité au Mozambique car les premiers n'avaient pas oublié que les seconds furent les promoteurs de la traite esclavagiste.

Divisé ethniquement et idéologiquement le *Frelimo* ne fut capable de lancer des actions que dans l'extrême nord, adossé à la frontière de la Tanzanie.

Cependant, dans cette région, une partie des Makonde s'opposa à ligne marxiste officielle et demanda la création d'un État Makonde. Finalement, certains se rallièrent aux Portugais avec leur chef Kavandame.

De plus, en 1972, les Rhodésiens créèrent le Renamo (*Resistencia Nacional Moçambicana*) dont la base ethnique était composée des Ndau, la branche mozambicaine des Shona.

En 1972, le *Frelimo* fut laminé car, sur ses 8 000 combattants revendiqués, 1 428 furent tués ou mis hors de combat par l'armée portugaise.

Quand au mois d'avril 1974, la « Révolution des œillets » renversa le président Marcello Caetano, le *Frelimo*, en dépit de l'aide internationale qu'il recevait, ne contrôlait que deux petites zones. La première, dans l'extrême nord était adossée à la Tanzanie, et la seconde, au centre, dans la région de Tete, soit moins du cinquième du Mozambique.

Partout ailleurs, l'armée portugaise était maîtresse du terrain.

Aussi, quand début septembre 1974, le gouvernement portugais signa les accords de Lusaka avec le *Frelimo*, accords qui prévoyaient non seulement l'indépendance du Mozambique, mais encore la reconnaissance *de facto* du *Frelimo* comme futur gouvernement du territoire, les colons portugais,

soutenus par une partie des populations du pays se soulevèrent.

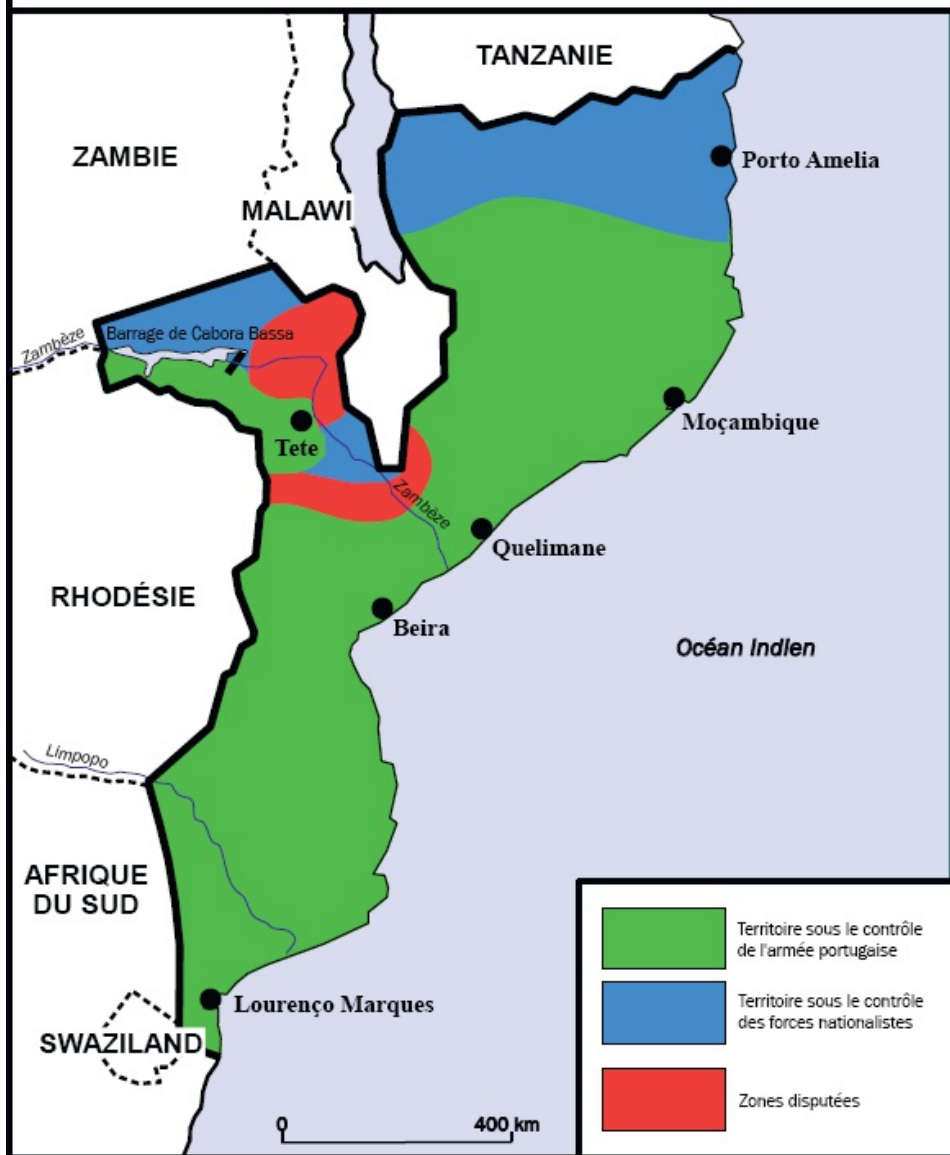
Du 5 au 10 septembre 1974, une révolte européenne se produisit ainsi à Lourenço-Marquês, capitale du Mozambique, mais le mouvement fut désordonné car ses objectifs étaient confus.

De plus, les Européens étaient profondément divisés entre un courant prônant la rupture avec Lisbonne et la proclamation d'un Mozambique indépendant à l'image de la Rhodésie, et un autre qui souhaitait une partition de la colonie.

Le 21 octobre, 400 Européens furent massacrés, ce qui fit que, alors que la colonie n'était pas encore indépendante, 120000 Portugais sur une population de 200000 la quittèrent en quelques jours, dont plus de la moitié pour aller s'établir en Afrique du Sud.

Certains de ces émigrants détruisirent leurs biens ou brûlèrent leurs fermes avant de partir.

LE MOZAMBIQUE PORTUGAIS (SITUATION MILITAIRE EN AVRIL 1974)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

DE LA RHODÉSIE AU ZIMBABWE

Le 11 novembre 1965, la colonie britannique de Rhodésie du Sud proclama son indépendance sous le nom de Rhodésie.

L'ONU vota des sanctions et un embargo total. Chez les Noirs, chacune des deux grandes ethnies créa son propre mouvement de lutte.

Les Shona se retrouvaient ainsi dans la ZANU (*Zimbabwe National Union*) dirigée par Robert Mugabe, tandis que les Matabélé avaient fondé la ZAPU (*Zimbabwe African People's Union*) ayant à sa tête Josuah Nkomo.

En 1969, la République fut proclamée et une nouvelle Constitution fut promulguée qui prévoyait une parité entre les Blancs et les Noirs avec un nombre égal de sièges au Parlement.

Les nationalistes noirs refusèrent cette nouvelle Constitution et à partir de bases situées en Zambie, l'ancienne Rhodésie du Nord, ils commencèrent des actions de guérilla.

Robert Mugabe partit pour le Mozambique qui venait d'accéder à l'indépendance. Soutenu par l'URSS et par la Chine communiste, il y réorganisa la ZANU et en 1977, il devint le chef de son aile militaire, la ZANA (*Zimbabwe African National Army*).

Sur le terrain, les mouvements nationalistes noirs s'affrontaient; aussi, pour mettre un terme à ces luttes qui affaiblissaient la guérilla face à l'armée rhodésienne, MM. Mugabe et Nkomo fondèrent ensemble le *Patriotic Front* (PF) et décidèrent d'intensifier les actions armées.

Dans le même temps, un front modéré noir se constitua avec Mgr Muzorewa, le révérend Ndabahingi Sithole et le chef Chirau. Ces trois personnalités négocièrent avec le gouvernement rhodésien et au mois de mars 1978, un accord fut trouvé sur une base parlementaire de 100 députés, à savoir 72 noirs et 28 blancs. Ce règlement interne de la question rhodésienne fut rejeté par la Grande-Bretagne, par les États-Unis et par les États africains car il avait été négocié sans la participation du PF.

Le scrutin d'avril 1979 réunit 65 % de votants. Mgr Muzorewa en fut le vainqueur et le 29 mai 1979, il fut nommé Premier ministre. L'impasse était cependant toujours totale car ce gouvernement multi-racial dans une Rhodésie gouvernée par une majorité noire ne convenait pas à l'OUA (*Organisation de l'Unité Africaine*).

En 1979, Mme Thatcher réussit à réunir autour d'une table de négociations, les représentants du nouveau gouvernement rhodésien et ceux du PF.

En décembre 1979, les accords de Lancaster House furent signés.

La Rhodésie redevenait provisoirement une colonie britannique administrée directement par un gouverneur nommé par Londres, lequel était chargé d'organiser des élections libres sur la base du suffrage universel. L'armée

britannique devait veiller à ce que les trois armées rhodésiennes (celle de la colonie rebelle, celle de la ZAPU et celle de la ZANU) restent dans leurs casernes.

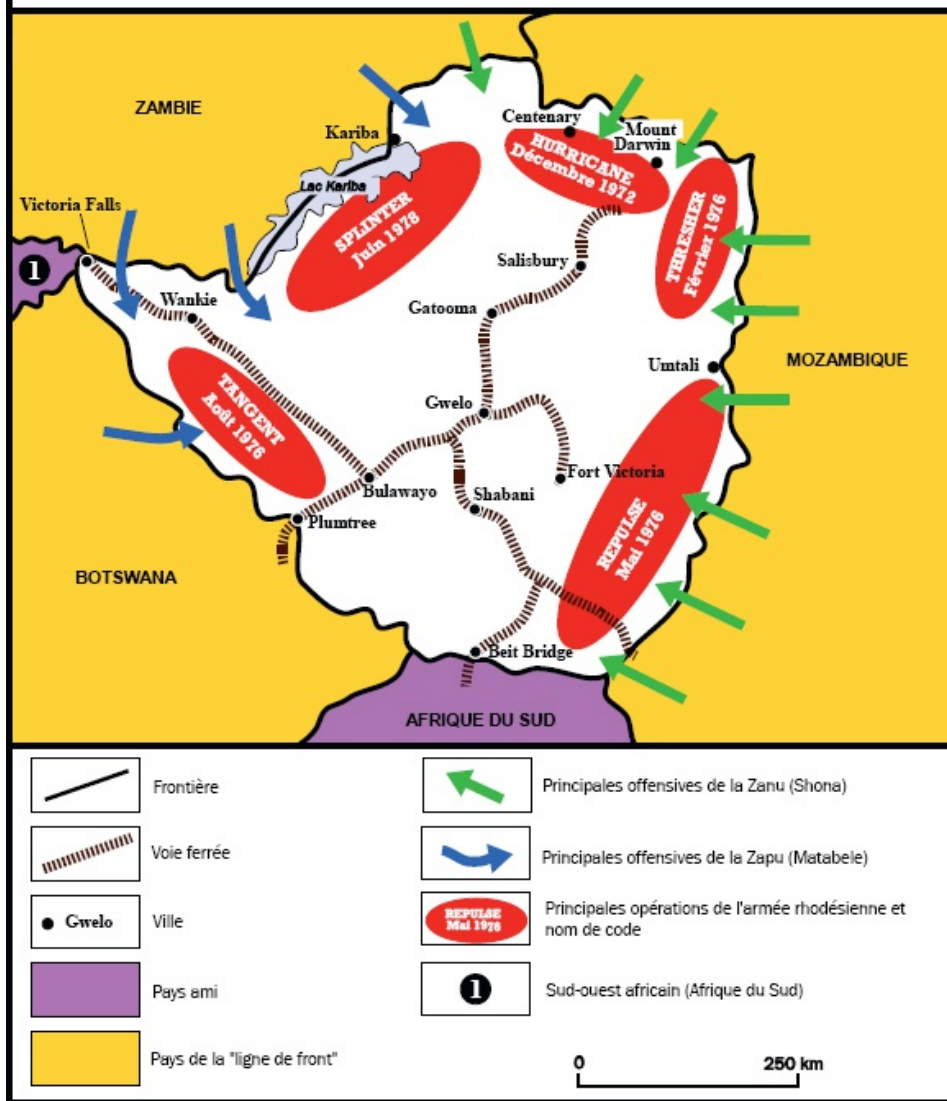
Du 27 au 29 février 1980, eurent lieu des élections.

Ce fut un vote ethnique dans la mesure où les suffrages des 70 % de Shona se portèrent sur des candidats de la Zanu, tandis que les votes des Matabélé se retrouvèrent sur les candidats ZAPU de Josuah Nkomo.

La ZANU de Robert Mugabe remporta donc les élections et en avril 1980, la Rhodésie devint officiellement indépendante, sous le nom de Zimbabwe.

Dans le sud du pays, en zone matabélé, une guerre tribale éclata, les Matabélé n'acceptant pas de se voir dirigés par les Shona qui leur étaient soumis avant la venue des Blancs. Cette révolte fut écrasée par la 5^e brigade de l'armée du Zimbabwe, exclusivement composée de Shona et formée par des cadres nord-Coréens.

LA GUERRE DE RHODÉSIE (1965 - 1980)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

1. En métropole, le « oui » obtint 75,25 % et le « non » 24,74 %. En Algérie, le « oui » recueilli 69,09 % des suffrages et le « non » 31 %.
2. Collectif (1964), Harrison (1989), Duranton-Crabol (1996), Déroulède (1997), Fleury (2002), Kauffer (2002) et Perez (2008). Pour les commandos Delta, voir Guibert (2000), pour les divers réseaux de l'OAS ou pour des études régionales, on consultera Reimbold (1966) et Lehmann (2004).

3. Jean-Jacques Jordi (2011) décrit les enlèvements, parfois sous les yeux des forces françaises. Grégoire Mathias (2014) révèle la fin atroce de dizaines d'Européens enlevés pour être utilisés comme « donneurs de sang », et le sort de femmes et de jeunes filles enfermées dans des bordels. Sans parler du massacre des harkis.
1. Pour tout l'aspect militaire de ces trois conflits, voir Abbott et Ribeiro Rodrigues (1988). Pour une analyse globale de ces conflits, voir Pierre Pahlavi et Karine Ali (2012). Sur le modèle portugais de contre-insurrection, voir Thomas Hendriksen (1978). Sur les Noirs dans l'armée portugaise voir Douglas Wheeler(1976)

LA PÉRIODE CONTEMPORAINE

LA CONFLICTUALITÉ AFRICAINE DEPUIS 1960

Après les indépendances de la décennie 1960, l'Afrique fut ravagée par de multiples conflits qui firent des millions de morts et des dizaines de millions de déplacés.

Alors que, jusque-là, le cœur de la confrontation entre les deux blocs avait été l'Asie (guerre civile chinoise, guerre de Corée, guerre d'Indochine puis du Vietnam, etc.), l'Afrique devint une zone disputée entre les deux blocs.

Puis, après les années 1990, une fois la « guerre froide » terminée, l'Afrique étant redevenue l'actrice de sa propre histoire, tous les placages idéologiques et politiques qui lui avaient été imposés depuis des décennies volèrent en éclats et le continent s'embrasa.

Durant la décennie 2000-2010, 70 % des décisions de l'ONU et 45 % des séances du *Conseil de Sécurité* furent consacrées aux conflits africains.

De 1960 à 2018, les conflits africains eurent trois grandes formes :

1. Certains furent limités à un pays et ils opposèrent certaines ethnies entre elles.

Même si, par capillarité ethnique des conséquences se firent parfois sentir chez les voisins, et même si ces derniers soutenaient directement ou indirectement certains belligérants, la principale caractéristique de ce type de conflits est qu'ils se déroulèrent en « vase clos ». Même si leurs conséquences entraînèrent une déstabilisation régionale.

Ce fut le cas de la guerre du Biafra (juillet 1967-janvier 1970), des guerres du Congo-RDC entre 1960 et 1964, de celles de l'Ouganda (1979-1986), du conflit du Sud-Soudan (1955 aux années 2000), de ceux du Libéria (1989-2003), de Sierra Leone (1991-2002), du Congo-Brazzaville dans les années 1990, du Burundi (de 1965 à 2005), du Rwanda (1990-1994), du

Kivu (depuis 1996), de l'Ituri (depuis 1996) et de celui de la Somalie, depuis les années 1970.

En Afrique du Nord, le cas de l'Algérie confrontée à l'islamisme peut être, avec naturellement toutes ses spécificités particulières, rattaché à ce type.

En revanche, les guerres du Katanga entre 1960 et 1962 constituent un cas en partie différent dans la mesure où la sécession katangaise fut réduite par un contingent international envoyé par l'ONU.

2. D'autres impliquèrent plusieurs pays : guerres du Tchad (Tchad, Soudan, Libye, France) ; Sahara occidental (Polisario, Maroc, Algérie et un temps Mauritanie) ; Angola après 1975 (Afrique du Sud, Angola, Cuba et Pacte de Varsovie) ; guerres du Zaïre/RDC (Ouganda, Rwanda, Burundi, Zimbabwe, Namibie, Angola, Tchad).

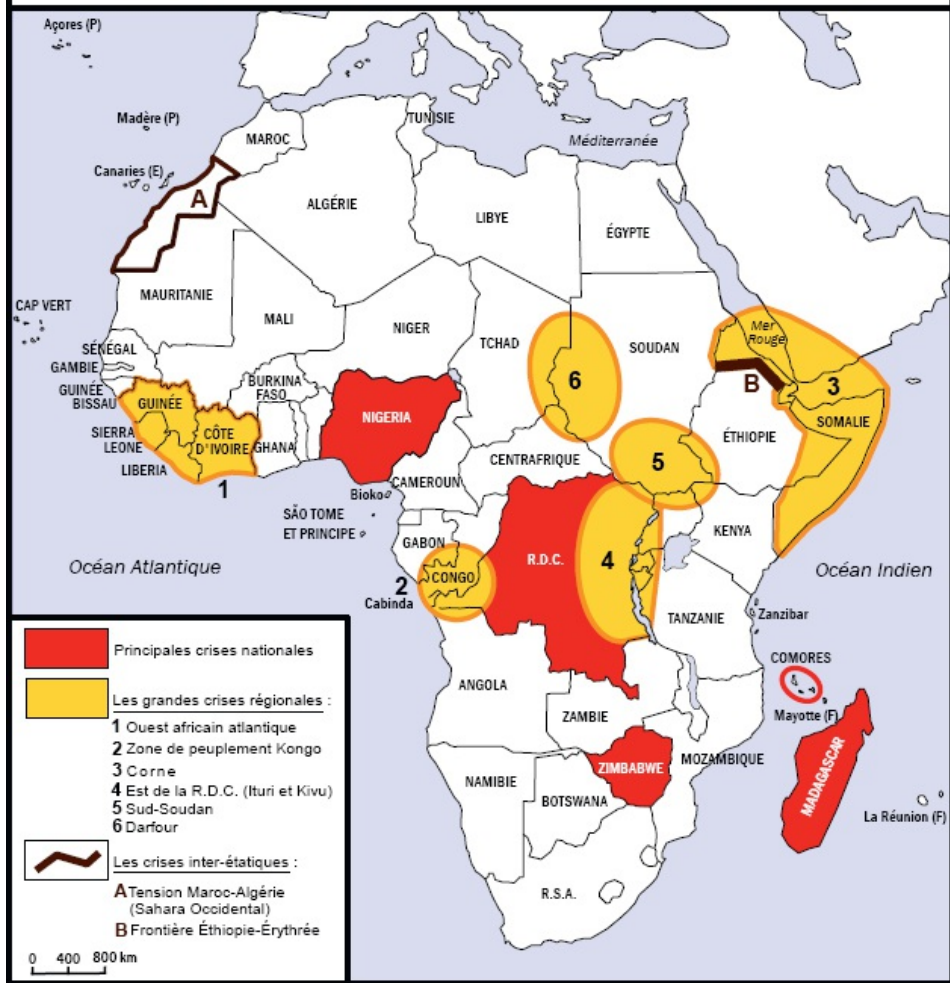
3. Les derniers opposèrent directement deux pays : Maroc-Algérie (1963), Ethiopie-Somalie (années 1970), Tanzanie-Ouganda (1978-1979), Mali-Burkina Faso (1985), Ethiopie-Erythrée (1998-2000).

À partir des années 1990, l'Afrique a connu de nouveaux conflits, souvent sous forme de résurgence d'anciennes oppositions ethniques mises entre parenthèse durant la période coloniale, puis artificiellement gommées durant la période de la guerre froide.

Depuis 1990, l'ethnisme est ainsi de retour. Au Rwanda, au Burundi, au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti, au Tchad, en Ouganda, en RDC, en Zambie, en Afrique du Sud, en Angola, au Congo, au Cameroun, au Nigeria, au Liberia, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau, en Côte d'Ivoire, au Nigeria, en RCA, etc. Partout, l'Afrique des Peuples est revenue en force, se réveillant d'un sommeil artificiel qui avait interrompu le déroulé de sa longue histoire.

Avec une nouveauté cependant : les espaces sont désormais bornés par un maillage frontalier emprisonnant les populations et leur interdisant tout développement territorial, toute expansion.

LA CONFLICTUALITÉ AFRICAINE (2000 - 2010)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA CONFLICTUALITÉ AFRICAINE DEPUIS 1960

Contrairement à ce qui est encore trop souvent affirmé, l'origine de ces conflits n'est pas é c o n o m i q u e, m ê m e si cette explication permet de donner des clés immédiatement compréhensibles par le « grand public ».

En effet, les éléments déclencheurs de ces affrontements furent ni la misère,

ni le surpeuplement, ni même la compétition pour les matières premières. Les deux premiers éléments purent certes ponctuellement les favoriser ou les amplifier, tandis que le troisième a pu permettre leur prolongement, mais ils n'en furent pas la cause.

Quelques exemples dans chacune de nos trois catégories permettront d'y voir plus clair :

1. Les guerres de Sierra Leone, du Liberia ou de l'Ituri n'eurent pas pour origine le contrôle des diamants, du bois ou du coltan, car ce furent des conflits ethniques qui prirent de l'ampleur et qui, ensuite, s'auto-financèrent avec les diamants, le bois et le coltan.

2. Le conflit du Sahara occidental est d'abord politique, même si le non-dit algérien concernant les potentialités pétrolières le long du littoral du Sahara occidental ou la question du débouché océanique pour ses mines de Gara Djebilet est naturellement prégnant.



3. Les guerres du Tchad ont éclaté dès les années 1960, donc quatre décennies avant la découverte et la mise en exploitation du pétrole. Dans le cas de la guerre Éthiopie-Erythrée, la question d'un débouché maritime était à l'arrière-plan de la stratégie d'Addis-Abeba.

Si nous comparons la carte de la page 320 et celle de la page 318, nous constatons que la géographie des conflits de la décennie 2010 n'est plus celle de la décennie 2000.

Certes, des guerres de longue durée sont encore ouvertes dans la Corne ou dans l'est de la RDC, mais les foyers de l'Ouest africain littoral (Guinée, Sierra Leone, Liberia et Côte d'Ivoire) ainsi que celui du Congo Brazzaville sont éteints, même si des braises y demeurent.

À la fin de la décennie 2010, deux nouveautés s'imposèrent. La première concernait le nouveau foyer allumé au cœur du continent avec l'implosion centrafricaine et la guerre ethnique opposant Dinka et Nuer dans le Soudan du Sud. La seconde était l'irruption du jihadisme dans les immensités saharo-sahéliennes et le sud de la Libye.

Quant à l'arc de crise de l'Afrique centrale, il est très clairement plaqué sur les deux grands axes de circulation de l'Afrique sud-saharienne qui sont la zone des savanes soudaniennes situées au sud du Sahel et le couloir des hautes terres qui, du Soudan du Sud au Burundi, est parallèle à la vallée du rift.

LA CONFLICTUALITÉ AFRICAINE EN 2018



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE CONTENTIEUX TERRITORIAL MAROC-ALGERIE

Le 5 septembre 1961, lors d'une conférence de presse, le général De Gaulle parla pour la première fois du « caractère algérien du Sahara ».

Cette déclaration créa de vives tensions car, pour le Maroc, il était clair que l'indépendance à venir de l'Algérie devait permettre de régler les problèmes frontaliers entre « pays frères », contentieux résultant de décisions coloniales.

D'autant plus qu'avant l'indépendance de l'Algérie, la France avait proposé au sultan Mohammed V de régler les problèmes territoriaux en suspens entre elle et le Maroc, à la condition que Rabat se décide à adhérer à l'OCRS (Organisation commune des régions sahariennes) créée par Paris le 10 janvier 1957.

En 1956, la question du contentieux frontalier franco-marocain fut donc étudiée par une commission mixte d'experts. Les positions des deux pays étaient cependant inconciliables dans la mesure où la France n'était disposée à consentir qu'à des rectifications de détail alors que le Maroc revendiquait une grande partie de l'ouest algérien, notamment les régions des oasis du Touat, du Tidikelt, du Gourara, (carte 161), etc., ainsi que la totalité de la Mauritanie. Finalement, pour le sultan Mohammed V :

« Toute négociation qui s'en gagerait avec le gouvernement français actuellement en ce qui concerne les prétentions et les droits du Maroc sera considérée comme un coup de poignard dans le dos de nos amis algériens qui combattent, et je préfère attendre l'indépendance de l'Algérie pour poser à mes frères algériens le contentieux frontalier. »

La question de Tindouf

Avant le Protectorat, l'administration marocaine s'exerçait sur la vallée de Tindouf qui dépendait du *khalifa* du Tafilalet et ses *caïds* étaient nommés par *dahir* du sultan du Maroc.

Les archives marocaines conservent de nombreux documents administratifs confirmant cette réalité (Martin, 1908).

En 1934, la France occupa Tindouf, ville nouvelle fondée en 1852 ou en 1857 par Mrabet Ould Belamech, chef de la tribu des Tadjakant qui avait fait allégeance au sultan du Maroc. Dans un premier temps, elle fut englobée dans la zone militaire dépendant du commandement français du Maroc, puis elle fut placée sous l'autorité du Gouverneur général de l'Algérie. À aucun moment, la marocanité de la région ne fut remise en cause, même quand la question de la souveraineté sur le Touat, territoire situé à l'est de Tindouf, opposa l'administration marocaine aux fonctionnaires français.

En 1956, au moment de l'indépendance du Maroc, Tindouf était administrativement rattachée à la région marocaine d'Agadir, comme Fort-Trinquet (l'actuelle Bir Oum-Grayn) en Mauritanie.

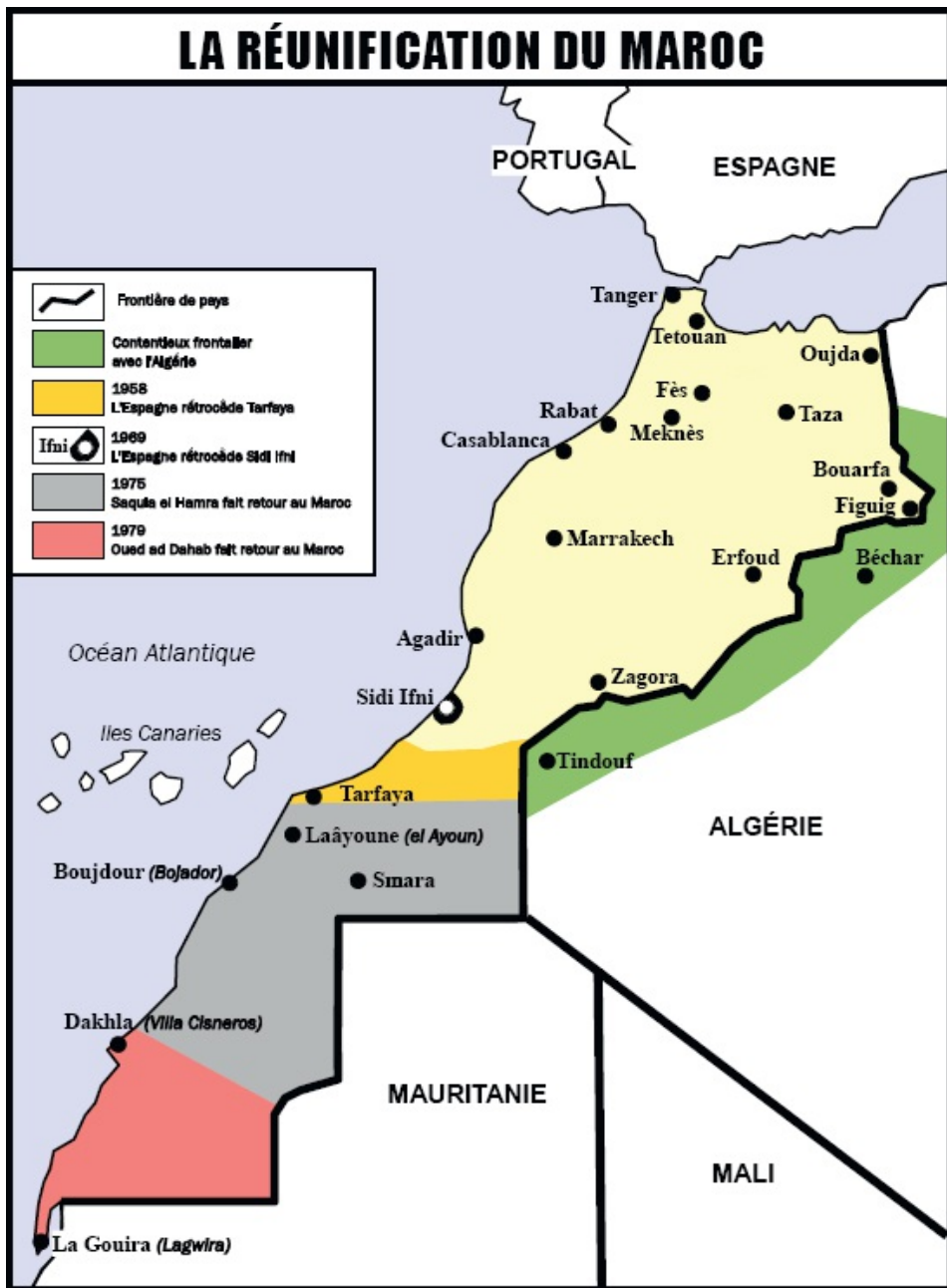
Au mois de juillet 1962, quand elle accorda l'indépendance à l'Algérie, la

France était militairement présente à Tindouf dont elle se retira au mois d'octobre, laissant ainsi l'ALN (Armée de libération nationale) algérienne s'y installer ; c'est ainsi que Tindouf devint une ville d'Algérie.

Pourtant, au mois de juillet, les tribus de la région, essentiellement les Tadjakant et les Rguibat avaient fait allégeance au roi du Maroc.

Au début du mois d'octobre, quand l'armée algérienne occupa Tindouf, elle en chassa par la force les représentants du Maroc qui avaient refusé de se retirer. Ces évènements firent de nombreuses victimes.

LA RÉUNIFICATION DU MAROC



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA « GUERRE DES SABLES »(1963)

Le 6 juillet 1961, le Maroc signa avec le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) un accord stipulant que les problèmes frontaliers existant entre les deux pays seraient résolus par la négociation dès que l'Algérie aurait acquis son indépendance.

Fehrat Abbas ayant été évincé du pouvoir le 15 septembre 1963, son successeur, Ahmed Ben Bella ne s'estima pas lié par les engagements pris par le GPRA.

Le 8 octobre 1963, dans la région de Figuig, l'armée algérienne lança une attaque surprise anéantissant plusieurs petites garnisons marocaines à Hassi-Beida, Tinjoub et Tinfouchy, puis elle tenta de s'emparer de Figuig. La « guerre des sables » venait d'éclater.

Le 14 octobre les FAR (Forces armées royales) reprirent Hassi-Beida et Tinjoub, puis elles avancèrent vers la piste Béchar-Tindouf à la hauteur d'Igli, cependant que les Algériens s'emparaient d'Ich.

Le 15 octobre, l'Algérie décida la mobilisation générale des anciens combattants de la guerre d'indépendance et le 18, les forces algériennes furent en vue de Figuig.

Le 25 octobre les FAR remportèrent une importante victoire à Tinjoub.

Le 28 elles furent à portée de Tindouf qu'elles n'investirent pas, demeurant en position à proximité de la ville.

Le général Kettani proposa alors au roi Hassan II une offensive à travers le Sahara visant la reconquête des régions marocaines autrefois rattachées à l'Algérie par la France.

Le souverain lui fit la réponse suivante :

« [...] ça ne servira à rien, moi je pars du principe, peut-être cynique, que lorsqu'on fait la guerre à quelqu'un c'est pour avoir la paix pendant au moins une génération. Si on n'est pas assuré de la tranquillité pendant trente ans après avoir mis au tapis son adversaire, il vaut mieux éviter de lancer une opération militaire, parce qu'on défigure le présent, on compromet l'avenir, on tue des hommes, on dépense de l'argent, pour recommencer quatre ou cinq années après. » (Hassan II, 1993 : 86).

Le Maroc qui avait l'avantage militaire se trouva diplomatiquement isolé alors que l'Algérie bénéficiait au contraire du soutien du bloc de l'Est, de la Ligue arabe et de l'OUA (*Organisation de l'unité africaine*).

Cuba envoya même à l'Algérie des troupes et du matériel. Le 31 octobre le Maroc rompit ses relations diplomatiques avec Cuba et rappela son ambassadeur en Égypte.

LA QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL

Le 16 octobre 1975, la *Cour internationale de justice* qui avait été saisie par le Maroc, reconnût qu'en 1884, au moment où l'Espagne avait commencé à s'intéresser au Sahara occidental, la région n'était pas *terra nullius* parce que les tribus qui l'habitaient avaient des liens d'allégeance avec le souverain marocain.

Le roi Hassan II qui cherchait un moyen de contraindre le gouvernement espagnol à négocier avec lui décida alors de réunir 350 000 volontaires venus de toutes les provinces du Maroc et de les faire participer à une marche vers le Sahara occidental.

Ce fut la *Marche verte* qui débuta le jeudi 6 novembre 1975 et devant laquelle l'Espagne céda.

Le 14 novembre, à Madrid, l'*accord tripartite* Maroc, Mauritanie, Espagne fut signé, aboutissant au partage du territoire espagnol entre le Maroc qui obtenait le nord du territoire, à savoir la *Saquia el Hamra* et la Mauritanie qui recevait le sud ou *Oued ad Dahab*.

Au mois de février 1976, à Alger, le *Front Polisario* (*Front populaire pour la libération de la Saquia el Hamra et du Rio de Oro*) proclama la RASD (*République arabe saharauie démocratique*).

Puis, le 10 juillet 1979, à la suite d'un coup d'État, le président mauritanien Mokhtar Ould Daddah fut renversé et les nouvelles autorités décidèrent la remise de la partie mauritanienne du Sahara, au *Front Polisario*.

Le 11 août, l'armée marocaine prit possession du territoire et, à partir de 1980, afin de décourager les raids motorisés lancés par le Polisario depuis l'Algérie, le Maroc construisit un mur long de 2 700 kilomètres.

Au mois d'août 1988 un plan de paix de l'ONU fut présenté aux deux parties (Maroc et RASD), sans résultat. Le 19 avril 1991, par la résolution 690, le Conseil de sécurité créa la Minurso (*Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental*), et le 6 septembre, un cessez-le-feu entra en vigueur.

En 2000, avec le *plan Baker I*, l'ONU tenta une solution prévoyant une

autonomie dans un cadre marocain suivie, au bout de cinq ans, par une consultation des populations saharaouies. Le Maroc accepta mais ni le Polisario, ni l'Algérie.

En 2003, James Baker proposa le *plan Baker II* qui prévoyait l'établissement d'une *Autorité du Sahara occidental* pour une durée de cinq ans, puis la tenue d'un référendum. Ce plan fut approuvé par le Conseil de sécurité de l'ONU sous la condition qu'il fasse l'unanimité des parties concernées ; or, comme il considérait que son intégrité territoriale était menacée, le Maroc le repoussa.

Au mois de février 2007, l'ONU se rangea à l'option marocaine en proposant un plan prévoyant l'autonomie sans référendum dans le cadre marocain et le 21 avril 2008, l'envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU, Peter van Walsum déclara que l'indépendance du Sahara occidental n'était pas une proposition réaliste.

En 2018, aucune solution n'était en vue car, pour l'ONU, le Sahara occidental est un territoire décolonisé dont le devenir n'est pas réglé et pour l'Union Africaine, il s'agit d'une ancienne possession coloniale dont les frontières doivent être respectées.

La situation était donc bloquée car, comme l'a déclaré Hubert Védrine, ancien chef de la diplomatie française, le cœur du problème est que « [...] *l'affaire du Sahara est une affaire nationale pour le Maroc et une affaire identitaire pour l'armée algérienne* ».

LA GUERRE DU SAHARA OCCIDENTAL



Les murs marocains
et leur date d'érection :



1982



Limites de l'ancien
Sahara espagnol



Zone contestée
entre le Maroc et l'Algérie



1984



Qued ad Dahab :
Ancienne zone rattachée
à la Mauritanie



Saquia el Hamra



1985



1986

0 100 km

Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GUERRE CIVILE ALGÉRIENNE

(1992-2010)

La guerre civile éclata en Algérie au mois de janvier 1992 après l'annulation par l'armée du processus électoral quand, au terme du premier tour des élections législatives, dans les 2/3 des circonscriptions, à l'exception de la Kabylie, le FIS (*Front islamique du Salut*) était arrivé très largement en tête.

Au mois de février 1992 l'état d'urgence fut instauré et des camps de détention administrative furent ouverts dans le sud algérien. Les militants du FIS massivement arrêtés y furent internés.

Au mois de mars et d'avril 1992, le FIS ainsi que tous les conseils communaux qu'il détenait depuis les élections municipales du mois de juin 1990 furent dissous.

À partir du mois d'août 1992, avec une campagne d'assas-sinats de ressortissants étrangers et de personnalités « laïques », les « troubles » se transformèrent en une véritable guerre civile.

Durant l'été 1997 les massacres de civils firent un millier de morts et au mois d'octobre 1997, l'AIS (*Armée islamique du salut*) bras armé du FIS proclama une trêve unilatérale.

Afin de faire éclater le front islamiste déjà largement fissuré, le président Zéroual poursuivit le dialogue avec le FIS dont deux leaders, Abdelkader Hachami et Abassi Madani furent libérés.

Cette démarche eut pour principal résultat de discréditer le FIS aux yeux de la tendance extrémiste de l'islamisme. Éclatée dans ce que certains observateurs définirent comme la « nébuleuse des GIA » (*Groupes islamiques armés*), cette dernière s'engagea alors dans une surenchère de l'horreur, massacrant les civils dans des conditions de cruauté indescriptibles.

Dix ans plus tard, à la fin de l'année 2000, le nombre des morts était proche de 100000, l'économie algérienne était sinistrée et l'exode des cerveaux avait pris la forme d'une hémorragie.

En dépit de la promulgation d'une loi d'amnistie dite « loi sur la concorde civile », durant l'année 2000, les violences reprirent avec une sauvagerie encore inégalée.

C'est ainsi que durant le seul mois de *ramadan*, plus de 500 morts furent à déplorer dans des tueries cruelles. Ce fut même une véritable guerre qui se déroula alors, puisque, durant la seule semaine du 11 au 16 décembre 2000, l'armée perdit une soixantaine d'hommes au combat.

Abdelaziz Bouteflika fut réélu à la Présidence en 2004 et au mois de septembre 2005, il fit adopter par référendum la *Charte pour la paix et la réconciliation nationale*.

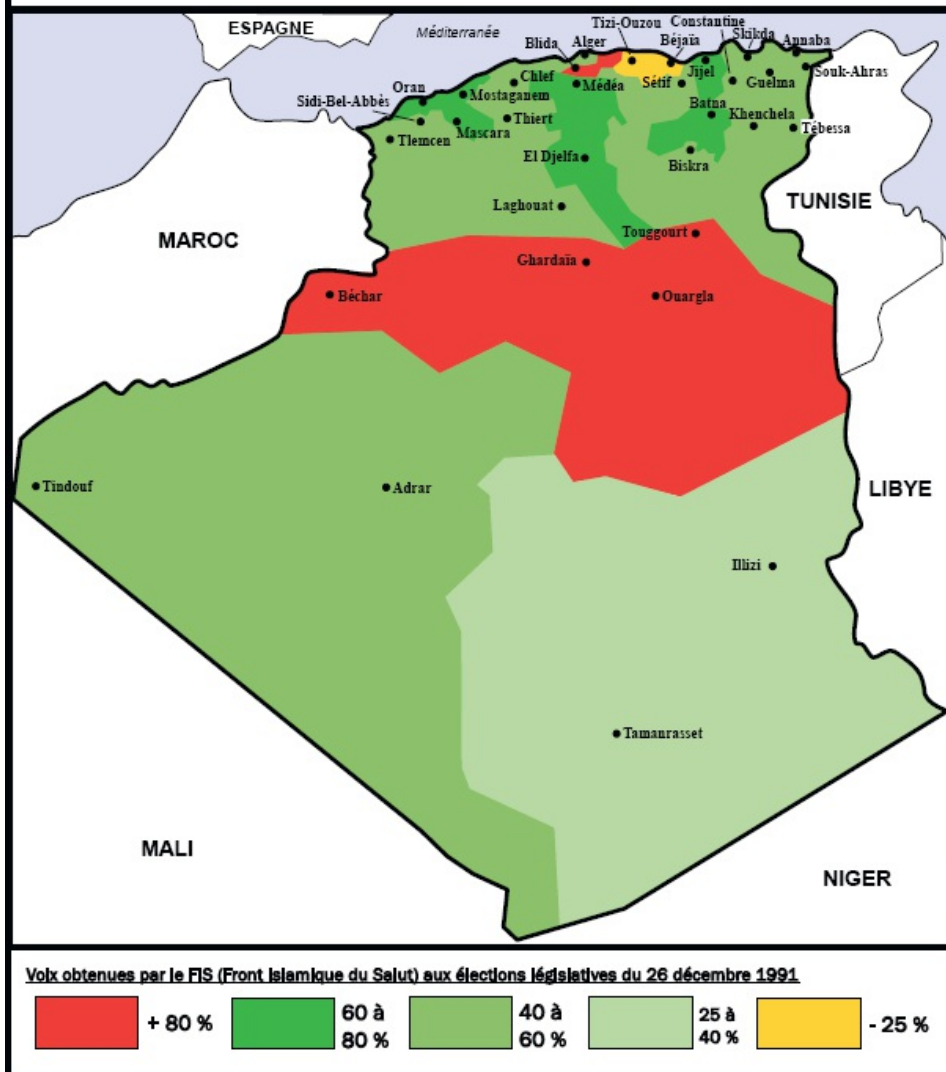
Les actions des groupes islamistes radicaux ne cessèrent pas pour autant, avec une recrudescence à partir du mois de mai 2008.

Au mois d'août, plusieurs attentats suicide qui ensanglantèrent le pays furent revendiqués par l'*Organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique (Oaqmi)* devenue ensuite Aqmi.

Puis, grâce à l'option sécuritaire, la militarisation de la société algérienne permit de venir à bout des maquis.

C'est ainsi que le recrutement d'environ 200 000 supplétifs, les GLD (*Groupes de légitime défense*) permit d'encadrer la population et de quadriller le territoire. Les 150 000 hommes de l'armée régulière purent alors se concentrer sur l'éradication des maquis.

L'ALGÉRIE DES ISLAMISTES



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES « PRINTEMPS ARABES » ENTRE MYTHE ET RÉALITÉ

En 2011, l'Afrique du Nord subit l'onde de choc tunisienne dans ce qui fut qualifié de « printemps arabe » par la presse¹.

Sur les cinq pays de l'Afrique du Nord (Égypte, Libye, Tunisie, Algérie et Maroc), deux connurent par le « printemps arabe » : la Tunisie et l'Égypte, la Libye constituant un cas à part (voir page 332).

Au Maghreb, un seul pays sur les trois fut concerné par les événements en question : la Tunisie. Il n'y a donc pas eu de « printemps arabe » au Maghreb, mais une révolution tunisienne qui n'entraîna pas de contagion dans le reste de la sous-région.

Tout débuta au mois de décembre 2010 en Tunisie ; l'Égypte fut ensuite touchée au mois de janvier 2011.

Dans les deux pays, les révolutions eurent sept caractéristiques communes :

1. Elles furent largement déclenchées par une jeunesse frustrée, souvent diplômée mais sans emploi et sans perspectives autres que l'émigration.

2. Les deux pays étaient gouvernés par des vieillards malades et au pouvoir depuis des décennies (ben Ali 24 ans, Moubarak 30 ans).

3. Le poids des nomenklatura et de clans honnis gravitant autour des épouses des présidents.

4. La rapidité du phénomène avec un pouvoir s'effondrant sur lui-même en quelques semaines. En Tunisie les troubles débutèrent le 17 décembre 2010 et le président Ben Ali abandonna le pouvoir le 14 janvier 2011. En Égypte tout débuta le 25 janvier 2011 et le départ du président Moubarak eut lieu le 11 février.

5. Un haut état-major qui se détacha du pouvoir, l'abandonna ou même le trahit.

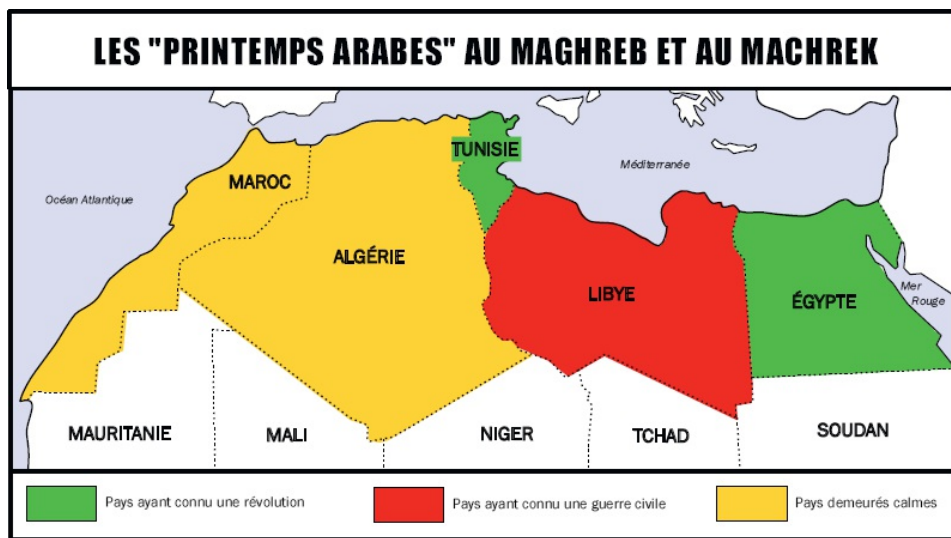
6. En Tunisie comme en Égypte, ce furent d'abord des révolutions bourgeoises et citadines qui vinrent se greffer sur de profondes crises sociales provinciales jusque-là demeurées cantonnées à des foyers traditionnels, mais excentrés, de misère et de contestation.

7. En Tunisie comme en Égypte, les islamistes qui n'étaient pas à son origine, coiffèrent ensuite le mouvement avec le soutien des Euro-Américains lesquels pensaient que la démocratie était compatible avec l'islamisme.

En Tunisie comme en Égypte, le désenchantement succéda rapidement à l'enthousiasme et la rue se dressa contre ce qu'elle avait acclamé quelques mois auparavant.

En Tunisie, alors que la révolution s'était faite pour plus de liberté, des opposants furent assassinés cependant que les islamistes « modérés » qui étaient au pouvoir voulurent faire adopter une Constitution ayant la *charia* pour norme. Quant aux fondamentalistes, ils posaient la question du rétablissement de la polygamie pourtant abolie en 1956, celle des unions avec des filles juste pubères et ils défendaient les « bienfaits » de l'excision clitoridienne...

En Égypte, ceux qui, en renversant le président Moubarak, permirent aux islamistes d'arriver au pouvoir furent à ce point terrorisés par le sort que ces derniers leur réservait qu'ils appelèrent au secours un autre chef militaire. Applaudi par la foule, ce dernier emprisonna le premier chef de l'État démocratiquement élu, foulant ainsi aux pieds les principes démocratiques dans lesquels les manifestants se drapaient quelques mois auparavant...



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA LIBYE DE 1943 À 1969

À partir de 1943, la Grande Bretagne administra la Cyrénaïque et la Tripolitaine. De son côté, la France contrôlait le Fezzan, territoire passé sous son contrôle à la suite de la campagne de la colonne Leclerc en 1942.

Au lendemain du conflit, avec le *plan Bevin Sforza*, Britanniques et Italiens proposèrent une division en trois du territoire : Londres exercerait ainsi une

tutelle sur la Cyrénaïque, Rome sur la Tripolitaine et Paris sur le Fezzan.

Au mois de mai 1949, l'ONU repoussa le *plan Bevin Sforza* et se prononça pour l'indépendance de la Libye. Puis, le 21 novembre 1949, l'Assemblée générale de l'ONU décida que la Libye deviendrait un État souverain constitué par la réunion de la Cyrénaïque, du Fezzan et de la Tripolitaine.

De difficiles négociations eurent ensuite lieu entre les diverses composantes politico tribales libyennes car deux courants politiques cherchaient à s'imposer :

- L'un était incarné par les citadins qui avaient une position moderniste et qui souhaitaient voir naître un État républicain.
- Les tribus de l'intérieur soutenaient quant à elles le chef de la confrérie sénoussiste, Mohammed Idriss, de la tribu Barasa.

Finalement, un compromis fut trouvé : la Libye indépendante serait une monarchie fédérale regroupant trois provinces : la Cyrénaïque, la Tripolitaine et le Fezzan, avec pour souverain Mohammed Idriss (Idriss I^{er}).

Le 24 décembre 1951 la Libye accéda à l'indépendance et le 10 août 1952, elle fut réunifiée à la suite de la signature de l'accord franco-libyen sur l'évacuation du Fezzan.

Dans les années 1950, la découverte de gisements pétroliers changea la nature du pays qui devint de plus en plus riche au fur et à mesure de l'exploitation commerciale du pétrole qui débuta en 1960.

L'indépendance marqua la domination de la Cyrénaïque, mais à la différence des Saoud, le roi Idriss ne fonda pas la monarchie sur sa confrérie, la base de son pouvoir étant sa tribu, la Braassa (Barasa), alliée aux autres tribus de Cyrénaïque.

En 1952, le régime libyen prit un tournant autoritaire et tous les partis politiques furent interdits, puis, en 1963, les structures fédérales furent supprimées.

La monarchie ne survécut pas aux contrecoups de la « guerre des six jours » du mois de juin 1967, l'armée et les nationalistes arabes reprochant au souverain son manque de solidarité avec l'Égypte et son alignement sur les positions occidentales.

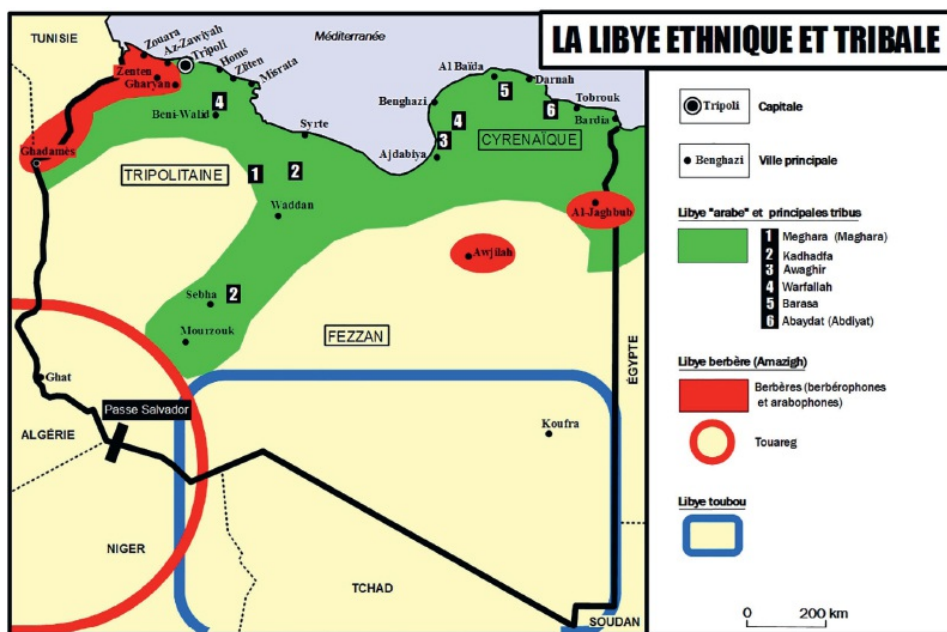
Le 1^{er} septembre 1969, un coup d'État militaire renversa le roi Idriss et la République fut proclamée.

Le 15 avril 1973, le colonel Kadhafi s'imposa à la tête du pays qui devint un des principaux soutiens des réseaux terroristes mondiaux, du Pays Basque à l'Irlande, en passant par l'Afrique et le monde arabe. Puis, à partir des années 2000, il lutta contre l'émigration clandestine à destination de l'Europe et devint un élément modérateur de la scène africaine.

Le régime libyen utilisa ses pétro dollars pour assurer à la population un revenu par habitant voisin de 3000 euros. Les services de santé étaient gratuits, dans tout le pays des écoles, des hôpitaux, des routes surgirent des sables.

Devenu un chef d'État courtisé, le colonel Kadhafi reçut un accueil officiel à Paris au mois de décembre 2007, puis à Madrid. En 2008 il se réconcilia avec les États-Unis et cette même année la Libye assura la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU.

Ce fut alors que la France de Nicolas Sarkozy et l'Otan lui déclarèrent la guerre.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GUERRE CONTRE LE COLONEL

KADHAFI (2011)

Au mois de février 2011, après 42 ans de pouvoir, le colonel Kadhafi eut à faire face à un soulèvement quasi général.

Jusqu'à la mi-février son régime réussit à contrôler la situation mais, le 15 février, le mouvement se transforma en guerre civile.

À la différence de la Tunisie et de l'Égypte, en Libye, les causes du mouvement n'étaient pas économiques, le pays étant alors le plus riche de toute l'Afrique.

Dans un premier temps, ayant l'exemple tunisien à ses frontières, et afin de ne pas écorner l'image positive qu'il avait finalement réussi à construire auprès de la communauté internationale, le colonel Kadhafi hésita à employer les grands moyens pour rétablir son pouvoir.

Puis, prenant la mesure de la gravité de la situation, il usa de la manière forte, ce qui lui aliéna ses amis de la veille, à commencer par la France.

Au nom de l'ingérence humanitaire, cette dernière prit alors la tête d'une coalition destinée à le renverser.

Londres emboîta le pas à Paris pour des raisons officiellement éthiques.

Le 23 février, afin de soutenir les insurgés, la France demanda à l'Union européenne « l'adoption rapide de sanctions concrètes » contre le régime libyen.

Puis, officiellement afin de « protéger les civils de Benghazi », avec la *résolution 1973*, Nicolas Sarkozy arracha à l'ONU le droit d'imposer une zone d'exclusion aérienne.

Cependant, devant l'incapacité des rebelles à entamer les défenses du régime, Paris s'im-misça peu à peu dans la guerre civile, s'engageant même sur le terrain.

Le 21 mars, l'intervention étrangère dépassa largement le cadre de la *résolution 1973* car le complexe résidentiel du colonel Kadhafi fut bombardé. Puis, le 31 mars, l'Otan prit le relais de la coalition internationale, cependant que, par la voix de son fils Seif al-Islam, le colonel Kadhafi proposa qu'un référendum visant à l'instauration d'une démocratie se tienne en Libye. Cette ouverture fut refusée car le véritable but de la guerre était désormais

clair : détruire le régime Kadhafi.

À partir du 3 juin, les héli-coptères français furent directement engagés en appui au sol des rebelles. Au même moment, débuta l'offensive des Berbères du jebel Nefusa soutenue et coordonnée par les forces spéciales françaises.

Le 14 juillet, un puissant appui de l'OTAN permit aux rebelles de lancer la bataille de Brega, ville qui avait été partiellement reconquise par les régimistes le 31 mars.

Le 18 août, les rebelles s'emparèrent de Gharyan et de Sabratha, coupant ainsi Tripoli de sa voie principale d'approvisionnement depuis la Tunisie. La bataille de Tripoli commença alors.

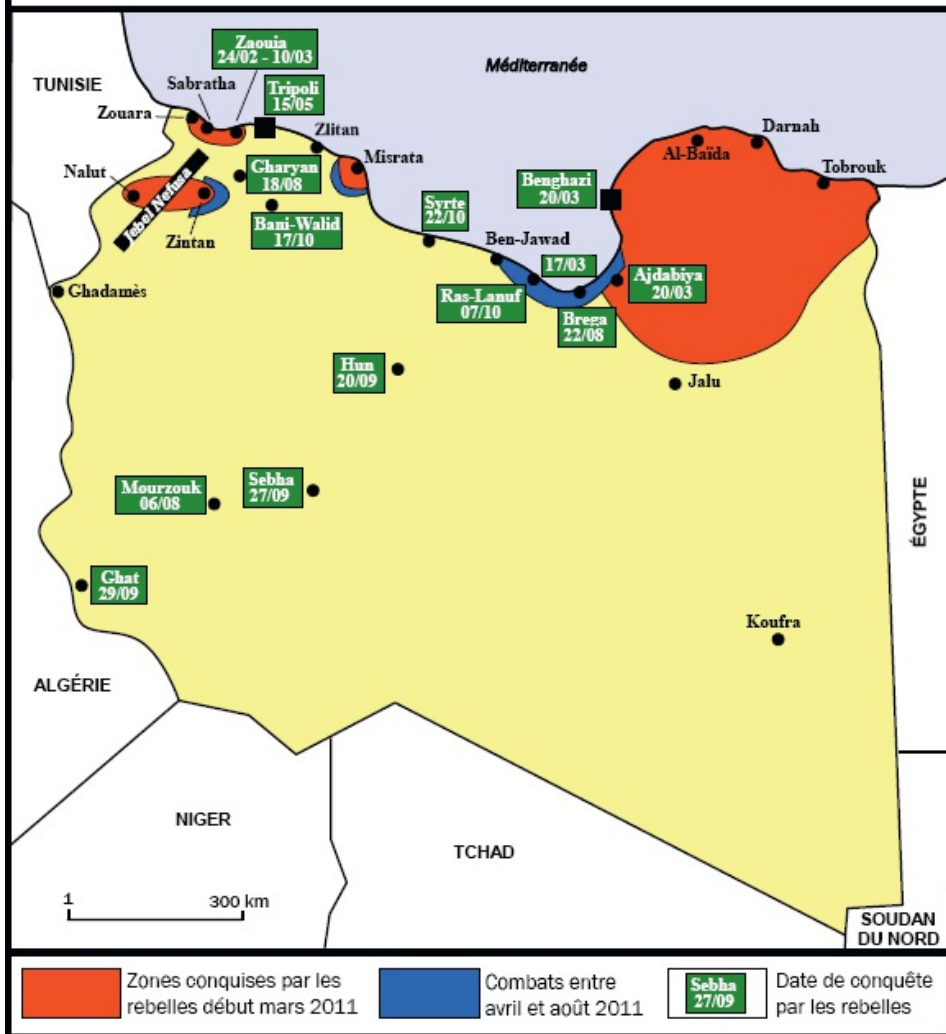
Puis, le 15 septembre, débuta la bataille de Syrte, ville dans laquelle le colonel Kadhafi s'était retranché avec ses derniers fidèles commandés par son fils Moatassem Kadhafi.

Le 20 octobre 2011, après d'intenses combats, Syrte tomba aux mains des forces rebelles et le colonel Kadhafi qui tentait une sortie en direction du Fezzan fut fait prisonnier et ignominieusement lynché après que son convoi eut été attaqué par des avions de l'Otan.

Son fils Moatassem Kadhafi et son ministre de la défense Abou Bakr Younès Jaber furent massacrés par les miliciens de la ville de Misrata.

Outrepassant une fois encore le mandat de l'ONU, l'OTAN avait porté l'estocade en offrant ou même en « livrant » le colonel Kadhafi aux insurgés.

LA GUERRE DE LIBYE (MARS-OCTOBRE 2011)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA LIBYE ENTRE DÉSINTÉGRATION ET RECOMPOSITION

Après la mise à mort du colonel Kadhafi, la Libye éclata en trois :

1. En Cyrénaïque, les islamistes fondamentalistes et les membres des

confréries soufies s'affrontèrent. Impitoyablement pourchassés par le régime du colonel Kadhafi, les islamistes, dont le fief était la ville de Darnah, tentèrent d'investir Benghazi à partir du jebel Akhdar, la « montagne verte », région dominant la ville de Benghazi en Cyrénaïque.

2. La Tripolitaine se retrouva coupée en quatre :

- Tripoli fut sous le contrôle de milices rivales, majoritairement islamistes et soutenues par le Qatar et la Turquie.

- Misrata tomba aux mains de milices devenues le bras armé des *Frères musulmans*.

- Au sud de Tripoli, la tribu des Warfalla qui, à elle seule totalise environ 30 % de la population de la région, ne reconnaissait pas l'autorité du « gouvernement ».

- Les régions de Zenten et du jebel Nefusa (Adrar en berbère), autour de Nalout et de Yafran devinrent quasi autonomes. Elles sont peuplées de Berbères arabophones et berbérophones.

3. Le sud de la Libye éclata en deux zones qui, toutes deux, échappèrent au « gouvernement » de Tripoli.

Celle de l'ouest est peuplée par des Touareg et celle du centre/ sud/est, par des Toubou.

Au début de l'année 2014, une recomposition politique se dessina à la suite de l'entrée en scène du général Khalifa Haftar en Cyrénaïque.

Or, ce dernier rejetait l'autorité du CNG (Congrès général national, le parlement de transition) dominé par les *Frères musulmans* de Misrata.

Le général Khalifa Haftar, membre de la tribu des Ferjany dont le fief est Syrte, ville natale du colonel Kadhafi, fut, avec ce dernier, un des auteurs du coup d'État militaire qui renversa le roi Idriss en 1969.

Brouillé plus tard avec le colonel, il n'a en revanche jamais rompu les liens avec sa tribu, ce qui le plaçait au cœur d'une alchimie tribale stratégique située à la jonction de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine.

Au mois de décembre 2016, Vladimir Poutine reçut le général Haftar à Moscou.

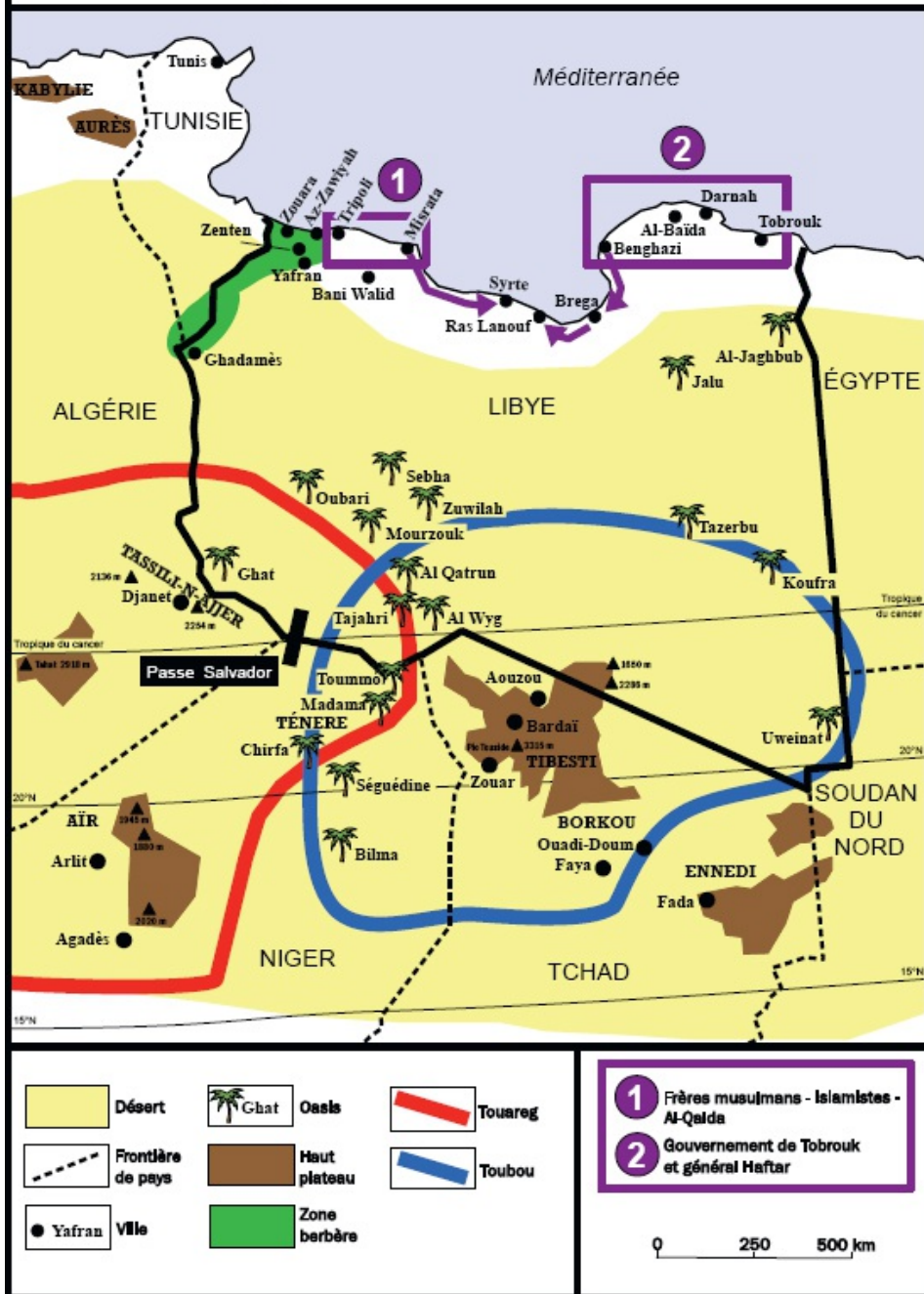
À partir de ce moment, celui avec lequel les diplomates occidentaux refusaient de parler devint le pivot de tout règlement de la crise libyenne.

Deux mois plus tard, il se rendit à bord du porte-avions russe *Amiral Kouznetzov*. Ce déplacement hautement symbolique était destiné à rendre lisible par toutes les parties libyennes l'appui que la Russie fournissait désormais à l'homme fort de Cyrénaïque.

Un conflit interminable et sans issue provoqué par la désastreuse intervention française de 2011 et dont la gestion calamiteuse s'était faite à travers le naufrage de la diplomatie de l'UE et de l'ONU, avait donc changé de nature.

Entre une Cyrénaïque contrôlée par le général Haftar et une Tripolitaine en totale anarchie et où un président fantoche était porté à bout de bras par les Occidentaux, une nouvelle géographie militaire et politique de la Libye s'était donc dessinée.

LA GÉOPOLITIQUE DE LA LIBYE (situation mars 2017)



LE SAHEL

Le Sahel ne forme pas une frontière climatique et géographique entre l'Afrique « blanche » et l'Afrique « noire », mais un espace de transition entre ces deux mondes.

Il couvre 10 pays en s'étendant sur plus de 3 000 000 de kilomètres carrés. Sa forme est celle d'un couloir dont les deux extrémités ouest et est sont l'Atlantique et la mer Rouge.

Traditionnellement ouvert, le Sahel qui est aujourd'hui cloisonné par des frontières artificielles, a vu se succéder de grands empires (Ghana, Mali, Songhay, etc.) qui contrôlaient les voies méridionales du commerce transsaharien.

Ses caractéristiques physiques, humaines, historiques et reli-gieuses en font un milieu original.

L'ensemble sahélien est un monde écologiquement fragile avec une faible pluviométrie concentrée sur les mois de juin-juillet à septembre-octobre. La période des plus fortes chaleurs s'étend de mars à avril et jusq'en juillet.

Le Sahel est composé de zones pastorales au nord et de zones agricoles au sud, vers le fleuve Niger et le lac Tchad ; son relief peut être parfois accidenté.

Monde contact entre la civili-sation des greniers et celle du nomadisme, tout le long de ce véritable rift racial, populations sudistes et nordistes sont en rivalité pour le contrôle des zones intermédiaires situées entre le désert du nord et les savanes du sud.

Basé sur la transhumance des troupeaux, le mode de VI^e des nordistes avait pour impérieuse nécessité la liberté d'accès au fleuve.

Celui des sudistes était fondé sur la sédentarisation, l'agri-culture et les villages ; nous sommes ici dans la civilisation des greniers.

Dans tout le Sahel, des popu-lations « blanches » du moins à peau « claire » vivent au nord, cependant que des populations noires vivent au sud.

Au Mali, les 9/10^e de la popu-lation sont composés de Noirs sédentaires, essentiellement Bambara, Malinké ou Soninké. Les Peul sont 17 %.

Le Niger est tripolaire : l'ouest est à dominante Djerma-Songhay ($\pm$ 22 % de la population), le centre et l'est sont Haoussa (55 % de la population), quant au nord, c'est le domaine des Touareg (10 % de la population).

Traditionnellement, les pasteurs nordistes razziaient les sédentaires vivant le long du fleuve.

La colonisation rassembla nomades et sédentaires dans les limites administratives de l'AOF (Afrique occidentale française). Lors de la décolonisation, les délimitations internes à ce vaste ensemble devinrent des frontières d'États à l'intérieur desquelles, étant les plus nombreux, les sudistes l'emportèrent électoralement sur les nordistes.

Au Mali et au Niger, les Touareg qui refusèrent d'être soumis aux sudistes se soulevèrent à maintes reprises. Sur ce terreau propice se développèrent les trafiquants de toutes sortes, puis les islamistes.

Cette plaie a d'autant moins de chance d'être refermée que la région est devenue une terre à prendre en raison de ses matières premières (uranium, fer, pétrole, etc.).

Toute la région connaît une véri-table explosion démographique d'où un phénomène d'extension des terres arables aux dépens des pâturages et une surex-ploitation des puits. La crois-sance démographique, y est supérieure à 3 %, résultat d'une fécondité très élevée (4,5 enfants par femme au Soudan et 7,1 au Niger). Cette région fragile et aux ressources plus que limitées devra donc faire vivre plus de 150 millions d'habitants en 2040.

LE SAHEL



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE JIHADISME SAHÉLIEN

Les jihad africains d'aujourd'hui ne concernent que des musulmans car nous ne sommes pas en présence d'un front musulman face à un front chrétien, sauf sur certaines périphéries (Nigeria, Kenya ou Centrafrique).

La réalité est que, dans toute l'Afrique de l'Ouest se livre actuellement une guerre entre un islam enraciné dans des traditions locales, et un islam à vocation universaliste et révolutionnaire importé d'Arabie.

Ce jihadisme n'est pas une nouveauté (voir pages 200). En revanche, le terrorisme islamique actuellement actif au Mali, au Niger, au Tchad, au Burkina Faso au Nigeria, au Cameroun, mais également plus au sud, dans la bande sahélo-guinéenne, en est une. Il s'agit d'un combat portant sur la nature même de la religion qui oppose un islam africain enraciné et un islam arabe importé.

Ce nouveau jihadisme est également de nature révolutionnaire car il est dirigé à la fois contre l'islam traditionnel, contre la chefferie et contre les ethnies musulmanes historiquement dominantes.

Pour les partisans d'un islam wahhabite importé d'Arabie, l'islam traditionnel ouest africain doit être « purifié » car il est hérétique.

En Afrique de l'Ouest, au sein d'un sunnisme quasi exclusif, domine en effet le malékisme, école de droit musulman qui, en plus de la *sunna* et des *hadiths*, utilise également dans sa jurisprudence la coutume des anciens habitants de Médine. Transposée en Afrique, cette école a donc tout naturellement pris en compte la coutume locale préislamique, ce qui explique l'existence de cet islam festif, thérapeutique et même thaumaturgique que dénoncent les wahhabites.

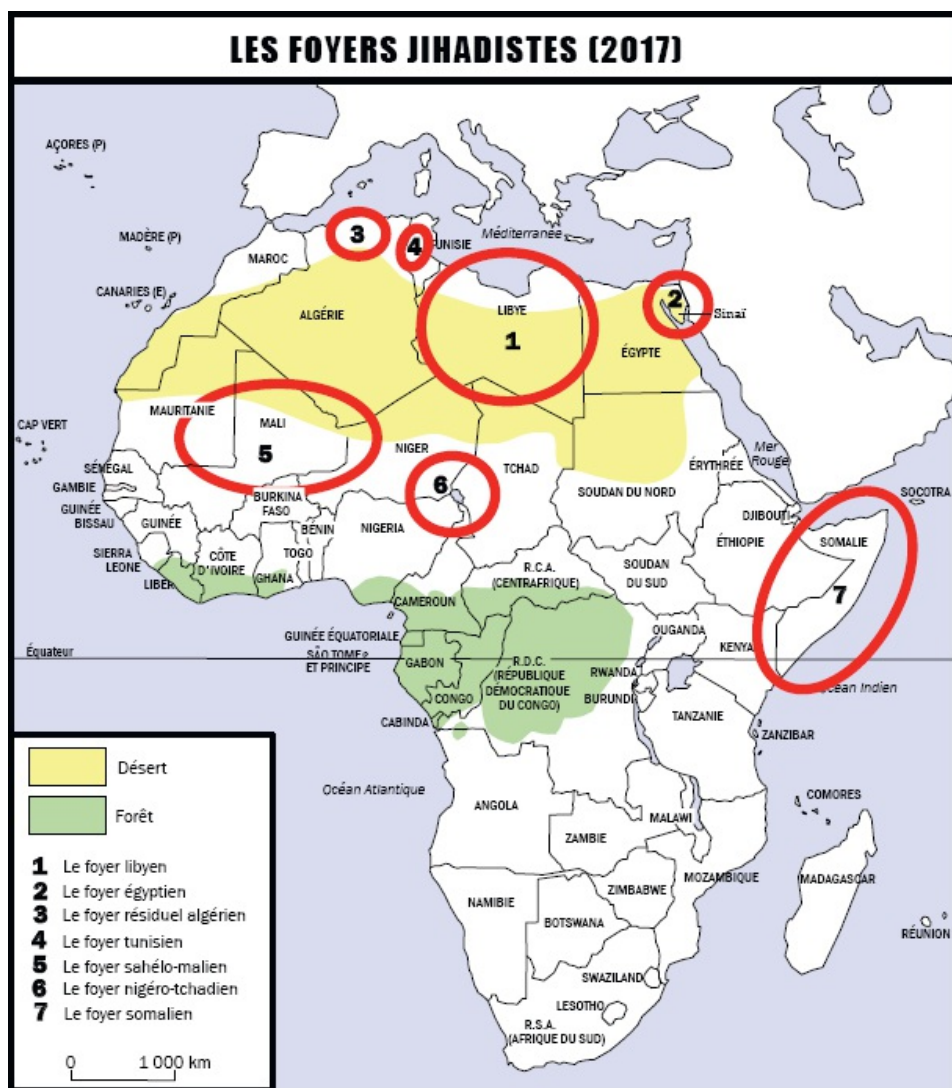
L'islam traditionnel ouest africain est également largement influencé par le soufisme qui y a pris la forme confrérique. Ainsi, la Tijaniyya, majoritaire au Sénégal et fortement implantée au nord Cameroun où elle ancre la domination des Peul.

La purification de cet islam considéré comme déviant et hérétique par les wahhabites est donc une nécessité passant par le retour au seul Coran et par le refus de toute tradition humaine, par définition polluante du message divin. Pour les wahhabites, tout ce qui n'est pas prescrit dans le Coran doit ainsi être combattu et c'est pourquoi les confréries sont durement attaquées.

L'islam d'inspiration wahhabite donne aux terroristes jihadistes la justification théologique de leurs actes. Il leur sert également de terreau de recrutement en permettant à certaines franges de la population ouest africaine de dépasser leurs déceptions, leurs désillusions et leurs frustrations ; comme le fit hier le marxisme.

Le succès de cet islam importé a débouché sur la fabrication d'une artificielle identité africaine arabophone musulmane qui encourage la revanche des anciens dominés. Au nom d'un islam purifié et égalitaire, ces derniers sont incités à combattre leurs anciens maîtres adeptes d'un islam « corrompu ».

De plus en plus arabisée, la jeunesse musulmane de la zone sahélo-guinéenne voit ainsi dans cet islam révolutionnaire, le moyen de contester à la fois le pouvoir des anciennes ethnies dominantes (les Peul au Cameroun, les Maures et les Touareg au Mal, i etc.), un système religieux confrérique qui les emprisonne et les oligarchies cleptocratiques qui ont confisqué le pouvoir depuis les indépendances.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES GUERRES DU SAHEL

En 2018 la région saharo-sahélienne connaissait quatre conflits principaux : Sahel-occidental (Mali, ouest du Niger et nord du Burkina Faso), Nigeria (*Boko-Haram*), Darfour et sud Libyen.

Même s'ils revêtent des formes nouvelles, ces conflits s'inscrivent dans une continuité historique, y compris le jihadisme sahélo-saharien. Tous se déroulent dans un immense espace de 11 millions de km² (8 millions de km² de désert et 3 millions de km² de Sahel).

Ces conflits ont deux formes :

- La première est religieuse et elle a deux solides points d'ancrage au Mali et dans le nord du Nigeria.
- La seconde est d'abord territoriale et ethnique. C'est le cas du conflit de l'Azawad et de ceux qui se déroulent sur les périphéries du Tchad, comme la guerre du Darfour et les conséquences des tensions opposant Toubou et Arabes dans le sud de la Libye.

Les causes de ces conflits et de ces crises sont multiples et entremêlées, d'où une extrême complexité quand il s'agit de tenter d'en identifier clairement les protagonistes.

Ces conflits peuvent en effet être juxtaposés ou agrégés au gré des intérêts et des réseaux d'apparentements ethniques, tribaux et même claniques transfrontaliers. Ces caractéristiques se retrouvent dans la plupart des conflits de la zone sahélo-soudanaise.

L'exemple du Mali montre bien l'importance du phénomène d'emboîtement : certains Touareg ont fui la Libye alors qu'elle était attaquée par l'OTAN. Rentrés au Mali ils ont pris le contrôle du nord du pays. Avec opportunisme, les islamistes profitèrent de la situation pour s'introduire dans le jeu politico-militaire local, puis ils « coiffèrent » les Touareg qu'ils chassèrent de la région. Ces derniers profitèrent de l'intervention militaire française pour rétablir leur contrôle sur la région de Kidal.

Le même phénomène des « poupées russes » se retrouve à travers tout le Sahel, tant au Darfour qu'au Soudan, que dans le nord du Nigeria ou qu'en Somalie.

Ces différents conflits n'ont cependant pas « coagulé » sous forme d'un embrasement généralisé à tout le Sahel. Même si de multiples et fortes connivences existent, même si des alliances de circonstance peuvent être et sont nouées, il n'y a pas eu d'engorgement en raison des énormes fossés

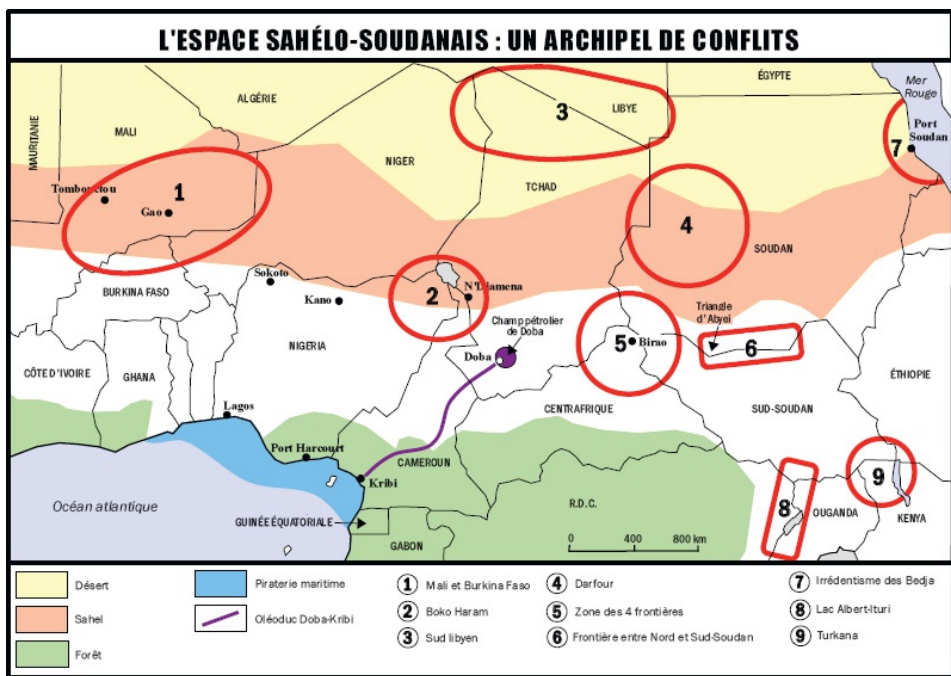
ethniques séparant les protagonistes.

C'est ainsi que le jihadisme qui affirmait vouloir dépasser l'ethnie à travers le califat universel, s'est trouvé pris au piège d'affrontements ethno-centrés.

De plus, conséquence du point précédent, il n'existe pas de coordination opérationnelle entre ces divers mouvements et, plus encore, leurs protagonistes sont rivaux car leurs ressources dépendant des divers trafics de contrebande, il y a concurrence entre eux.

Enfin, même en cas d'embrasement de la bande sahélienne résultat d'une improbable coagulation islamique, le mouvement buterait sur le rift ethno-religieux entre monde musulman et monde chrétien, comme au Nigeria, ce qui lui interdirait toute expansion vers le sud.

Le seul véritable danger régional serait l'éclatement de la zone tchadonigériane, point de contact entre les principaux ensembles ethniques régionaux et qui concentre sur ses périphéries nombre de problématiques crisogènes.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

MAURES, TOUAREG, TOUBOU ET ZAGHAWA

De l'océan atlantique au Nil, quatre grands peuples occupent les immensités sahariennes, jouant le rôle d'intermédiaires entre le monde méditerranéen et l'univers sahélien.

D'ouest en est, il s'agit des Maures, des Touareg, des Toubou et des Zaghawa. Occupant un milieu écolo-giquement pauvre, ils ont une tradition guerrière s'expliquant par la concurrence pour les maigres ressources en eau ou en pâturages.

1 - Les Maures

Vers le XV^e siècle, plusieurs clans Beni Maqil se dirigèrent vers la Mauritanie où ils donnèrent naissance aux tribus Hassan. Les Maures sont leurs descendants.

Les Chaamba qui sont des Arabes se rattachant à la tribu des Beni Sulaym ont pour cœur territorial l'oasis de Timimoun en Algérie.

Quant aux Reguibat, eux aussi Arabes et revendiquant une filiation idrisside, ils nomadisent entre la Mauritanie et le Sahara occidental.

2 - Les Touareg

Le pays touareg ou *Kel tamachek* s'étend au cœur du Sahara (voir page 344).

Ce peuple a été éclaté entre cinq États nés des indépendances :

l'Algérie, le Mali, le Niger, la Libye et le Burkina Faso.

Relativement homogène au nord, notamment en Algérie et en Libye, le peuplement touareg s'est peu à peu dilué parmi les agriculteurs noirs ou les nomades peul de la région sahélienne.

Les Touareg sont divisés en huit grandes confédérations subdivisées en clans et en sous-clans. Tous ont en commun une langue, le *tamasheq* ou *tamachek*.

La société touareg est divisée en trois grands groupes : les *Imajiren* (*Imajeghen*) qui sont les nobles, les *imghad* qui sont les tributaires et les *ineslemen* qui sont les religieux.

Quant aux *iklan* qui sont les serfs, ils sont pour leur part divisés en trois sous-groupes : les *iderfan* ou serfs libres, les *iborroliten* ou métis touareg-nègres affranchis et les serviteurs (Bernus, 2002).

Les Touareg partagent l'espace vers le fleuve avec les sédentaires songhay.

3 - Les Toubou

Les Toubou occupent deux grandes zones de peuplement, l'une en Libye, l'autre au Tchad où ils sont connus sous le nom de Goranes. Ils y sont divisés en deux grands clans :

- Les Tomagra ou Goranes vivent dans le Tibesti-Borkou (voir page 352). Durant les années de guerre, entre la fin de la décennie 1970 et les années 2000, ils furent dirigés par Goukouni Weddeye, fils du Derdéi (le chef spirituel) des Tomagra.
- Les Anakaza ou Goranes d'Oum Chalouba et de Fada eurent alors pour chef Hissène Habré qui fut chassé du pouvoir en 1990 par le Zaghawa Idriss Déby Itno.

4 - Les Zaghawa ou Béri

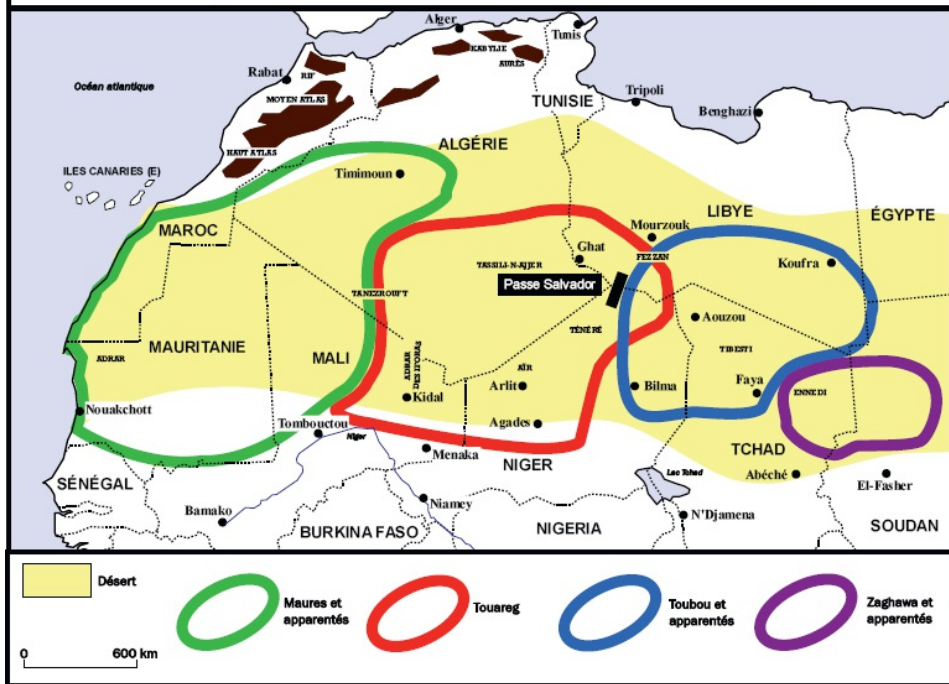
Zaghawa est un vocable arabe, les Zaghawa s'appelant entre eux Béri.

Au Soudan ils ont pour nom Touer.

Pour les Goranes, les seuls « vrais » Zaghawa sont ceux de Biltine (voir page 353). Ils appellent Teda ceux du Tibesti et Bideyat ceux de l'Ennedi qui, pour leur part, se nomment Bilieda.

Il existe également des Zaghawa linguistiquement « goranisés », les Borogate. Les Zaghawa ont une forte tradition guerrière.

LES QUATRE PRINCIPAUX PEUPLES DU SAHARA



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA QUESTION TOUAREG

Touareg est un vocable arabe, les Touareg s'appelant entre eux *imochar* au singulier et *imazeran* au pluriel. On écrit parfois Targui au singulier et Touareg au pluriel. Le pays touareg ou *Kel tamachek* s'étend au cœur du Sahara. Avant la colonisation, les Touareg, Berbères nomades, étaient les seigneurs du désert.

Ils apparaissent aujourd'hui comme des victimes de la décolonisation de l'Afrique de l'Ouest puisque leur peuple, évalué à un peu moins de deux millions d'âmes a été éclaté entre cinq États nés des indépendances : Algérie, Mali, Niger, Libye et Burkina Faso.

Issus du découpage de l'ancienne AOF (Afrique occidentale française), les États sahéliens imposèrent, avec la revanche des sédentaires noirs, des nationalités artificielles à ces nomades « blancs » qui, par le passé les dominaient. Devenus étrangers dans des pays qui n'étaient pas les leurs, ces hommes des espaces infinis durent accepter de voir leurs axes de

transhumance artificiellement barrés par des frontières artificielles. Ils furent également contraints d'accepter de voir leurs enfants scolarisés dans la langue de leurs nouveaux maîtres. De plus, afin de ruiner leur mode de vie fondé sur la transhumance pastorale, les États issus de la décolonisation décidèrent de les sédentariser de force par la saisie des chameaux et par la confiscation des troupeaux dès qu'ils franchissaient une frontière.

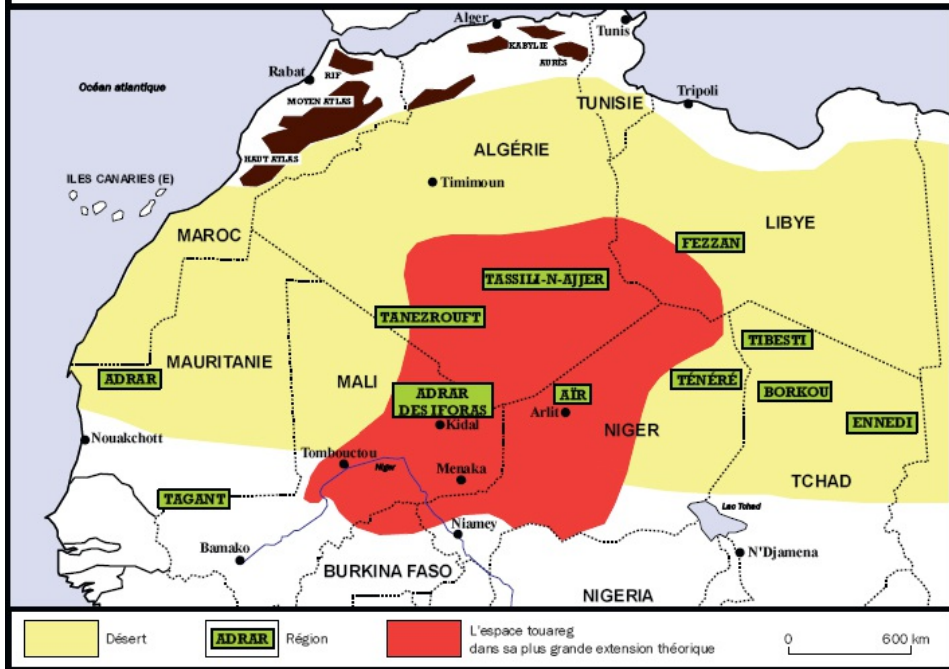
La première révolte touareg éclata en 1962 dans l'Adrar des Iforas, au Mali, où le régime du président Modibo Keita réagit avec une grande fermeté, provoquant un exode en direction de camps de réfugiés algériens. Au mois de mai 1990, tant au Mali qu'au Niger, durant huit mois, se déroula une véritable « guerre des sables ». Le 6 janvier 1991, à Tamanrasset, sous l'égide de l'Algérie, les Touareg signèrent un accord de cessez-le-feu avec le régime malien du général Moussa Traoré, mais la guerre reprit quelques semaines plus tard, l'Aïr devenant une zone « libérée ».

Après le renversement du général Traoré, un « pacte national » fut signé le 11 avril 1992 à Bamako entre les autorités maliennes et une coordination des multiples mouvements touareg du Mali. En mai 1992, les militaires maliens violèrent cet accord et les hostilités furent généralisées. À la fin de l'année 1994, les combattants touareg contrôlaient le nord du Mali et du Niger. Puis, extrêmement divisés, ils déposèrent peu à peu les armes.

Au Mali, au début de l'année 2006 éclata une nouvelle rébellion mais, dès le mois de juillet 2006, à la suite d'une médiation algérienne, furent signés les accords d'Alger qui y mirent un terme. Puis, en 2008, les forces armées maliennes durent faire face à des actions multiples traduisant un glissement vers le sud de la rébellion. Si les précédents mouvements étaient clairement identifiés à la fois géographiquement, extrême nord du pays (Adrar des Iforas) et ethniquement (tribu Ifora), il n'en était désormais plus de même. L'ATNMC (*Alliance touarègue Nord-Mali pour le changement*), mouvement essentiellement Ifora dirigé par Ibrahim Ag Bahanga, n'avait en effet plus le monopole d'une rébellion qui s'était élargie à d'autres tribus ou clans. C'est ainsi que les Imghad obéissant à Akli Ag Iknane entrèrent eux aussi en dissidence, mais sous leurs propres couleurs.

Au même moment, dans le nord du Niger, l'armée devait faire face aux rebelles du MNJ (*Mouvement nigérien pour la justice*) d'Aghalahy Alambo. Après l'échec de cette insurrection, Ibrahim Ag Bahanga se réfugia en Libye.

L'ESPACE TOUAREG



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES GUERRES TOUAREG AU NIGER (1990-2009)

Au Niger comme au Mali, les sudistes, dans le cas présent les Songhay et dans une moindre mesure les Haoussa, héritèrent de l'État post-colonial.

Le premier président, Diori Hamani, un Zarma-Songhay tenta d'associer les ethnies minoritaires au pouvoir en nommant deux ministres touareg.

Au mois d'avril 1974, il fut renversé par le colonel Seïni Kountché qui supprima le ministère des Affaires nomades dans lequel il voyait une courroie d'influence du colonel Kadhafi ; or, il soupçonnait les Touareg de prêter une oreille favorable aux propositions séparatistes faites par Tripoli.

La première guerre touareg (1990-1996)

En 1990 naquit le *Front de libération de l'Aïr et de l'Azawagh* (du nom de la

vallée éponyme au sud du pays) dans lequel s'opposèrent Mano Dayak et Ghissa Ag Boula.

Une triple scission en résulta avec la naissance du groupe dit « Ténéré » avec Mano Dayak et rassemblant les Iforas, un groupe dit « Aïr » avec Ghissa Ag Boula et recrutant chez les Kel Aïr, et une entité regroupant les Touareg du sud, le groupe dit « Azawagh ».

En 1993, les autorités de Niamey qui ne parvenaient pas à venir à bout des insurgés confièrent la répression aux Arabes de la région de Tassara qu'elles pourssèrent contre les Touareg.

Parmi ces miliciens arabes, se distingua particulièrement Abou Zeid, le futur responsable d'Aqmi dans la région (Raffray, 2013 : 53).

En 1994, les trois factions touareg se retrouvèrent dans la *Coordination de la résistance armée* (CRA), pour signer les accords de paix de Ouagadougou qui furent conclus au mois d'octobre 1994.

Tous n'acceptèrent cependant pas ces accords et ceux-là se regroupèrent autour de Mano Dayak, qui créa en 1995 l'*Organisation de la résistance armée* (ORA).

Mano Dayak trouva la mort dans un accident d'avion le 15 décembre 1995.

En 1996 eut lieu le coup d'État du lieutenant-colonel Ibrahim Baré Maïssassara qui appliqua les accords signés en 1994.

La première guerre des Touareg du Niger prit alors fin.

La deuxième guerre touareg (2007-2009)

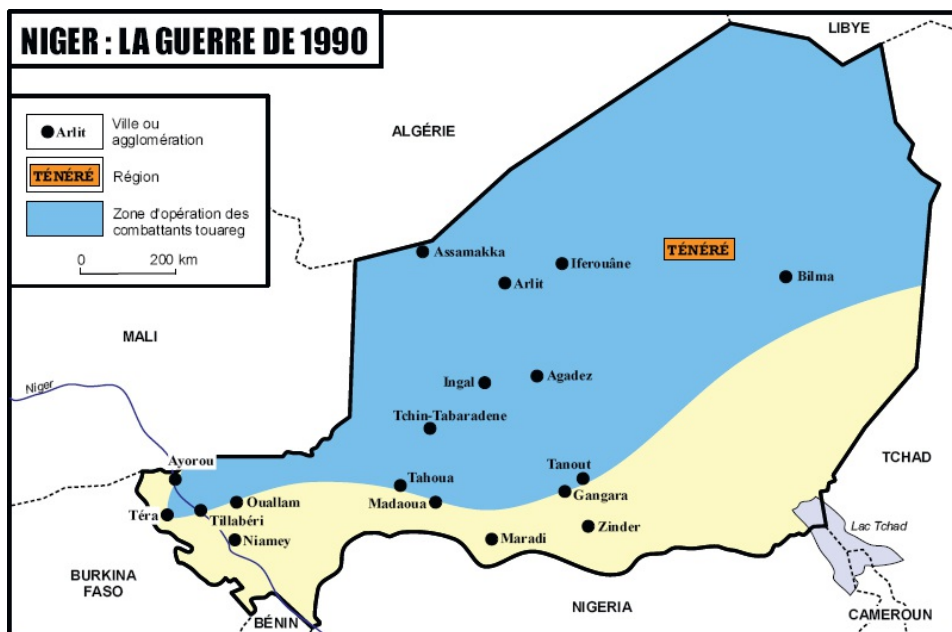
En 2007, débuta la deuxième rébellion des Touareg du Niger, animée cette fois par le *Mouvement nigérien pour la justice* (MNJ), dirigé par Ag Ali Alambo et dont la branche militaire était commandée par un capitaine déserteur, Mohammed Acharif.

Deux dissidences apparurent ensuite, le *Front des forces de redressement* (FFR) de Rissa Ag Boula et Mohamed Outchiki d'une part et le *Front patriotique nigérien* (FPN) d'Aklou Sidisiki d'autre part.

Le 30 août 2007, une alliance des Touareg du Mali et du Niger fut scellée par la création de l'*Alliance Touareg Niger-Mali* (ATNM). Sans suite cependant en raison des différences historiques et politiques entre les confédérations touareg des deux pays.

Des négociations de paix s'ouvrirent en 2009 en Libye sous le patronage du colonel Kadhafi et le 6 octobre 2009, le MNJ et les divers groupes scissionnistes déposèrent les armes.

Puis, pour être en position de force dans la négociation qui s'ouvrit en 2009 en Libye, tous se regroupèrent dans l'*Alliance de coopération pour la paix* (ACP).



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA QUESTION DU MALI

Zone de contact et de transition entre l'Afrique « blanche » et les Afriques « noires » le Mali est composé de zones pastorales au nord et de zones agricoles au sud.

La population du pays est à 90 % composée de sudistes sédentaires (Bambara, Malinké ou Soninké) ; les nordistes « Blancs », Maures et Touareg sont concentrés au nord du pays.

Dans ce pays cloisonné géographiquement et humainement, deux guerres éclatèrent au mois de janvier 2012 :

1. La première, déclenchée par des Touareg, débuta le 17 janvier à Menaka et dans la région de Kidal. Elle était menée par le MNLA (*Mouvement national de libération de l'Azawad*) et son but était l'indépendance de l'Azawad, la « terre touareg », ce qui passait par la partition du Mali. Cette indépendance fut d'ailleurs unilatéralement proclamée le 6 avril 2012.

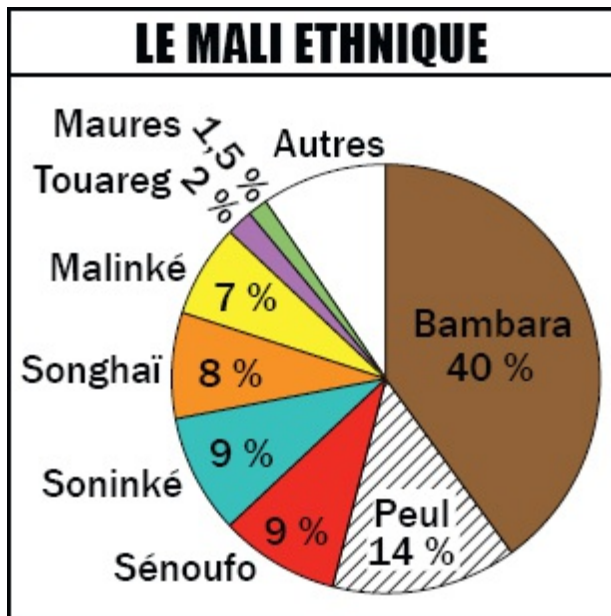
Le MNLA avait été fondé le 16 octobre 2011, soit 4 jours avant l'assassinat du colonel Kadhafi, par le regroupement de plusieurs petits mouvements touareg et de Touareg qui, jusque-là, servaient dans l'armée libyenne.

Le chef opérationnel du MNLA, Ag Mohammed Najem, était lui-même un ancien officier libyen, membre de la tribu des Ifora.

À la différence des précédents mouvements qui ne visaient qu'à une plus grande intégration des Touareg au sein de la société malienne, à de plus grands efforts de la part de Bamako à la lutte contre la pauvreté, les insurgés de 2012 ne parlaient plus de développement, mais d'autodétermination et d'indépendance destinée à « libérer le peuple de l'Azawag de l'occupation malienne ».

Mais le problème est qu'il existe trois Azawad peuplés par trois grands groupes humains dont les territoires sont bien identifiés :

- celui des Touareg dans les régions de Kidal et de Menaka.
- celui des Maures ou Kounta au nord-ouest.
- celui du fleuve à la population composite : Songhay, Peul, Maure et Touareg.



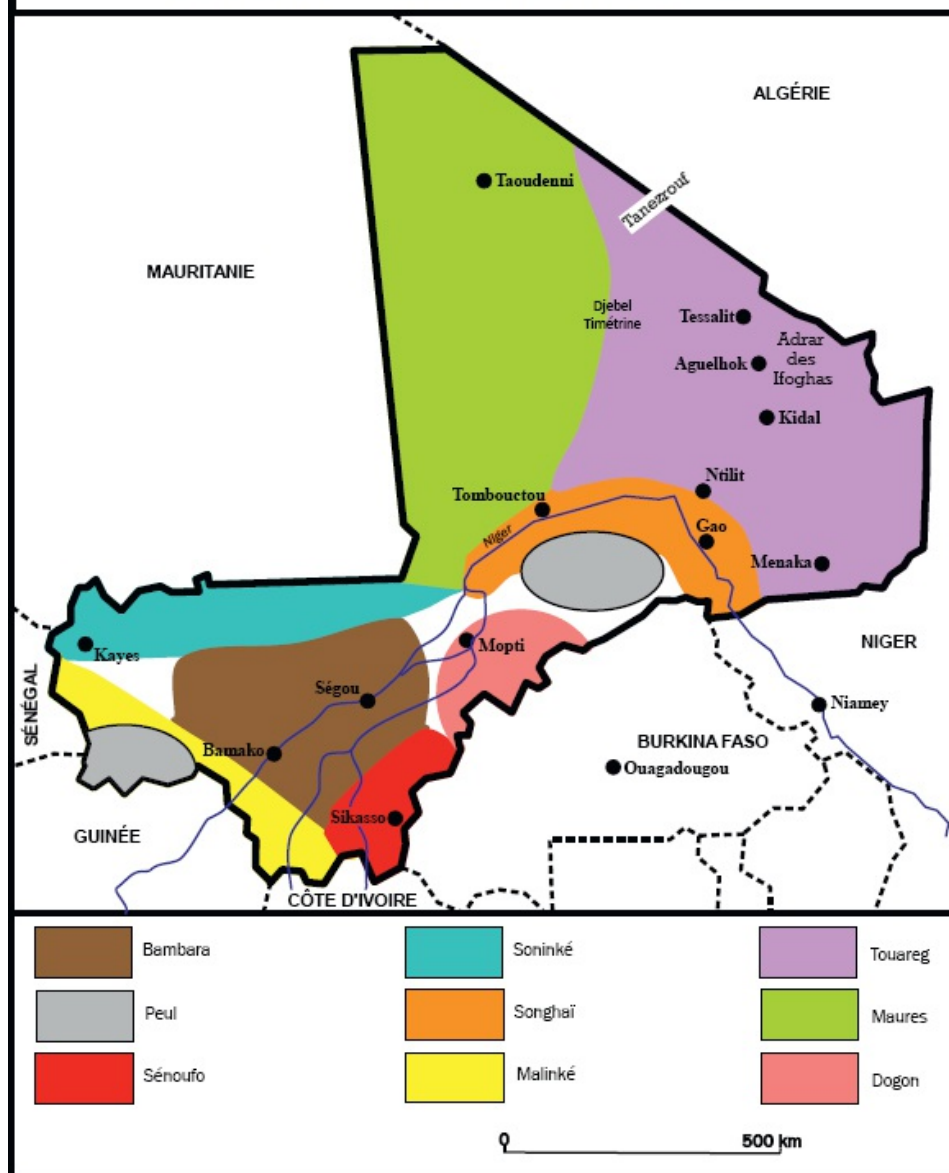
Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

2. La seconde guerre était menée par un mouvement islamiste du nom d'*Ansar Dine* dont l'objectif, totalement différent, était l'instauration de la loi islamique, la *Charia*, dans tout le Mali.

Dirigé par Iyad Ag Ghali, un Touareg Ifora, tribu fournissant l'essentiel des troupes du MNLA, *Ansar Dine* était essentiellement composé de sahéliens de diverses ethnies et d'abord d'Arabes sahariens comme des Chaamba, des Reguibat ou encore des Maures.

Un autre mouvement islamiste fit ensuite son apparition, le MUJAO (*Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest*)

LES PRINCIPALES ETHNIES DU MALI



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

MALI : DE *SERVAL* À *BARKHANE*

L'opération militaire Serval débuta le 11 janvier 2013 avec pour finalité la

mise en pratique de la *résolution 2085* du Conseil de sécurité des Nations unies du 20 décembre 2012 qui prévoyait une aide destinée à reconstituer une armée malienne apte à reprendre le contrôle de la partie nord du Mali.

L'opération se déroula en quatre temps :

1. Les 11 au 15 janvier des frappes aériennes eurent pour but d'empêcher une « descente » des islamistes vers Bamako tout en désorganisant leurs arrières.

Le 11 janvier, des colonnes jihadistes se dirigeant vers le sud, furent traitées par des hélicoptères Gazelle équipés de canons de 20 mm et de missiles Hot qui les forcèrent à faire demi-tour. Plusieurs véhicules furent détruits. Un pilote français fut tué aux commandes de son hélicoptère.

Les 12 et 13 janvier des raids aériens détruisirent plusieurs implantations jihadistes tout en interdisant aux colonnes de se reformer.

2. Du 15 au 21 janvier, les forces françaises progressèrent en direction de Diabaly.

Après avoir sécurisé le pont-barrage de Markala, elles se dirigèrent vers les villes de Niono et de Sévère qui furent prises le 19 janvier.

3. Du 22 au 28 janvier, la boucle du Niger fut conquise avec la prise de Gao le 25 janvier à la suite d'une opération combinée aéroportée et terrestre.

Le 27 janvier, ce fut le tour de Tombouctou, là encore à la suite d'une opération combinée associant une compagnie du 2° REP (Régiment étranger de parachutistes) et une colonne mobile partie de Niono dix jours auparavant.

4. À partir du 29 janvier les islamistes furent repoussés vers le massif des Iforas où ils furent cernés puis peu à peu réduits avec l'aide d'un puissant contingent tchadien fort de 1800 hommes.

Kidal fut prise le 30 janvier. À cette date, les forces de Serval totalisaient 4 600 hommes dont 3 500 sur zone.

De difficiles combats se déroulèrent dans les Iforas où les forces tchadiennes perdirent plusieurs dizaines d'hommes et les Français deux.

Le 8 février, la ville de Tessalit fut prise après un parachutage sur l'aéroport suivi d'un poser d'assaut accompagné d'un raid lancé par les blindés du 1^{er} Rima depuis Gao.

À partir du 18 février, fut déclenchée l'opération *Panthère II* qui consista dans

la réduction des bandes islamistes repliées et retranchées dans le massif des Iforas.

Le 22 février l'armée tchadienne eut à déplorer 23 morts et 66 blessés.

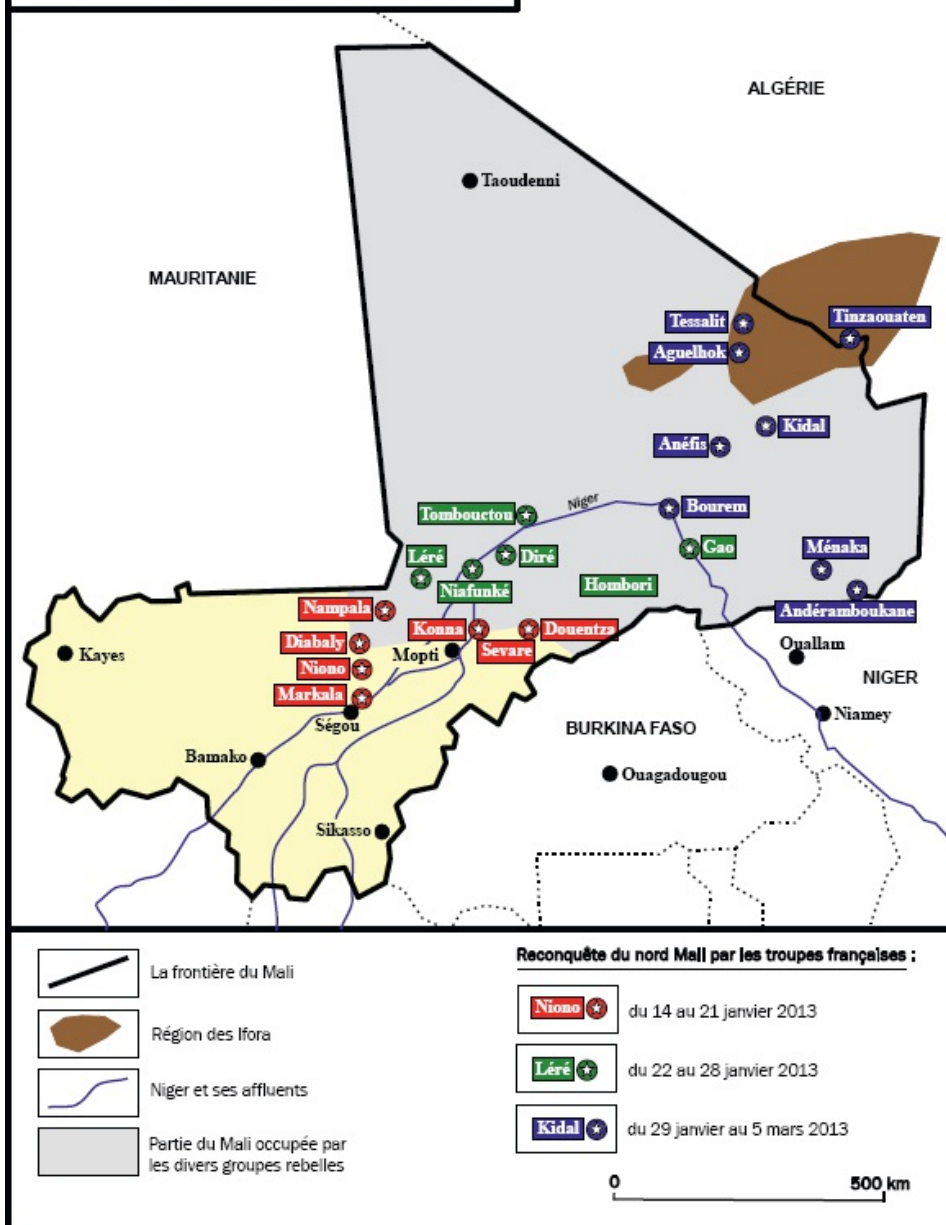
Du 22 au 28 février, les islamistes perdirent 130 morts dont Abou Zeid, l'un de leurs principaux chefs.

Prenant la suite de Serval et d'Epervier, l'opération *Barkhane* fut lancée le 1^{er} août 2014 avec deux priorités :

- rendre la plus hermétique possible la frontière entre la Libye et le Niger, afin d'éviter le ré-ensemencement du jihadisme sahélien à partir de la Libye.
;
- protéger la région du lac Tchad, pivot régional, afin d'éviter l'embrasement du Cameroun et de toute la sous-région à partir du foyer allumé par *Boko Haram*.

Bousculés dans la partie nord peu peuplée de la zone saharo-sahélienne, et s'y sentant moins en sécurité qu'auparavant, les jihadistes auraient replié leurs « états-majors » en Libye, à l'abri de Barkhane. Parallèlement, ils ont ouvert les hostilités plus au sud, dans la bande sahélo-guinéenne, d'où de nombreuses attaques dans la région de Mopti au Mali et sur la frontière du Burkina Faso où les populations sont en cours de wahhabisation.

MALI : L'OPÉRATION SERVAL



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES GUERRES DU TCHAD

(1966-2009)

Le 11 août 1960, la République autonome du Tchad accéda à l'indépendance et prit le nom de République du Tchad. François Tombalbaye, un Sara originaire du sud du pays fut son premier président.

Les nomades « blancs » du BET (Borkou, Ennedi, Tibesti), pourtant fortement divisées s'unirent alors contre lui, et en 1966 fut fondé le FROLINAT (*Front de Libération National du Tchad*) par la réunion trois courants nordistes :

- Le premier était dirigé par Goukouni Weddeye, un Tomagra et il rassemblait les Toubou du Tibesti.
- Le second qui avait pour chef Hissène Habré, était l'émanation des Anakaza, ou Toubou de la région d'Oum Chalouba.
- Le troisième regroupait plusieurs ethnies du nord-est, dont les Zaghawa.

Le président Tombalbaye fut assassiné par les siens dans la nuit du 13 au 14 avril 1975 et l'armée sudiste qui avait pris le pouvoir le remit à un autre Sara, le général Félix Malloum.

Ce dernier tenta une politique de réconciliation nationale qui fut refusée par Goukouni Weddeye, le nouveau chef du Frolinat.

Au contraire, Hissène Habré qui venait d'être remplacé à la tête du Frolinat par Goukouni Weddeye, se vengea de son rival en acceptant la main tendue et le 29 août 1978, il fut nommé Premier ministre.

Au mois de février 1979, les FAN (Forces armées du Nord), d'Hissène Habré entrèrent en guerre contre l'armée nationale tchadienne, les FAT (*Forces armées tchadiennes*) commandées par un Sara, le général Kamougué.

L'union des Toubou-Goranes se reconstitua aussitôt et les diverses composantes du Frolinat se joignirent aux forces d'Hissène Habré.

Au mois de mars 1979, une fois victorieux, les nordistes installèrent un président en la personne de Lol Mahamat Choua, mais ils s'entredéchirèrent à nouveau et une guerre entre nordistes éclata au mois de mars 1980.

Afin de l'emporter sur Hissène Habré, Goukouni Weddeye fit appel au colonel Kadhafi. Hissène Habré abandonna alors la capitale pour se retirer

dans l'est du Tchad, chez les Zaghawa, ethnie vivant à cheval sur la frontière Tchad-Soudan.

Au mois de juin 1982, après le retrait militaire libyen, Hissène Habré reprit l'offensive contre Goukouni Weddeye à la tête d'une coalition nordiste rassemblant les Goranes du Borkou, les Bideyat de l'Ennedi, les Hadjerai du Guera (région de Mongo) et les Zaghawa.

Il prit N'Djamena le 17 juin 1982.

Les forces armées libyennes intervinrent alors pour sauver Goukouni Weddeye et la France déclencha l'*Opération Manta* afin d'interdire à l'armée libyenne de franchir le 16° parallèle.

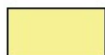
Au mois d'avril 1987 Goukouni Weddeye reconnut Hissène Habré comme chef de l'État, mais les Hadjerai et les Zaghawa, ces derniers menés par Idriss Déby Itno, se levèrent contre lui.

Au mois de novembre 1990, Idriss Déby Itno prit N'Djamena. Des élections présidentielles eurent lieu en juin et juillet 1996 dans un climat de grande confusion et Idriss Déby Itno l'emporta face au général Kamougué.

À partir de 2003, le président Déby se trouva pris dans l'engre-nage du conflit du Darfour. Le pouvoir de Khartoum le soupçonna de jouer un double jeu et en représailles, il décida de soutenir ses opposants.

En octobre 2006, en octobre 2007, en janvier et en juin 2008 et enfin en mai 2009 depuis le Soudan, les rebelles lancèrent des offensives sur N'Djamena, mais à chaque fois, ils furent défaits.

LES GUERRES DU TCHAD



Désert



Hauts plateaux > 1000 m



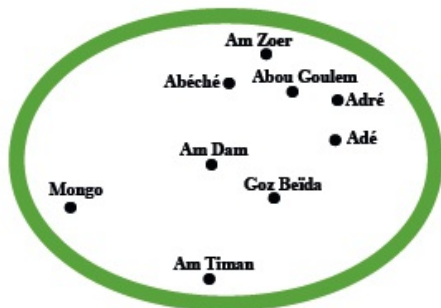
Conflit du Darfour



Les guerres d'Idris Déby Itno

0 100 200 km

LES GUERRES D'IDRIS DÉBY ITNO (2006-2009)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES POPULATIONS DU TCHAD

L'imbroglia tchadien des années les luttes de pouvoir internes au nord, les sudistes n'ayant eu qu'un rôle à la fois de spectateurs et de victimes.

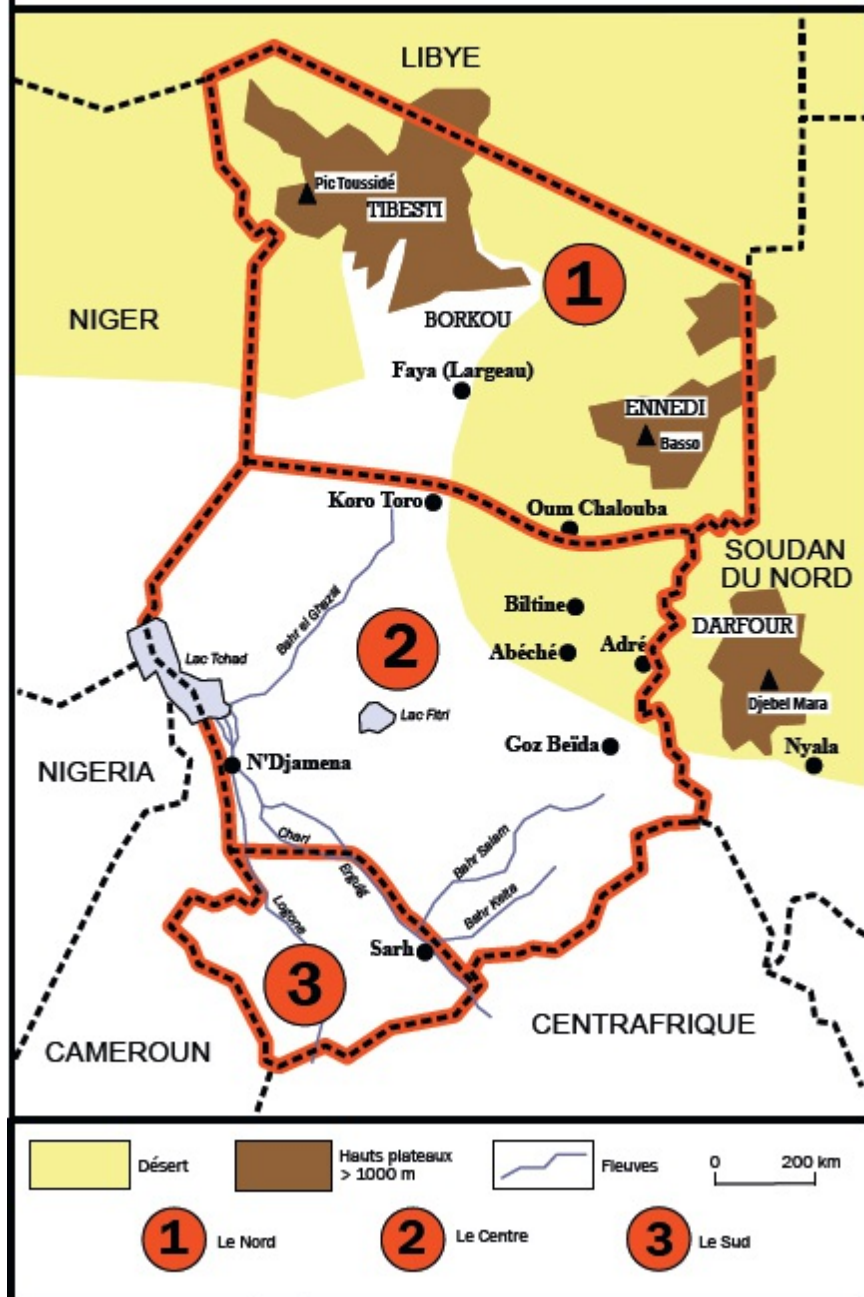
Depuis les années qui ont d'août 1960, moins de 15 % de la population a pris l'ensemble des Tchadiens en otage de ses déchirements claniques et familiaux.

Les rivalités opposant les Toubou-Goranes du Tibesti-Borkou et les Zaghawa ou l'Ennedi, expliquent le demi-siècle de guerres qui désolèrent ce pays.

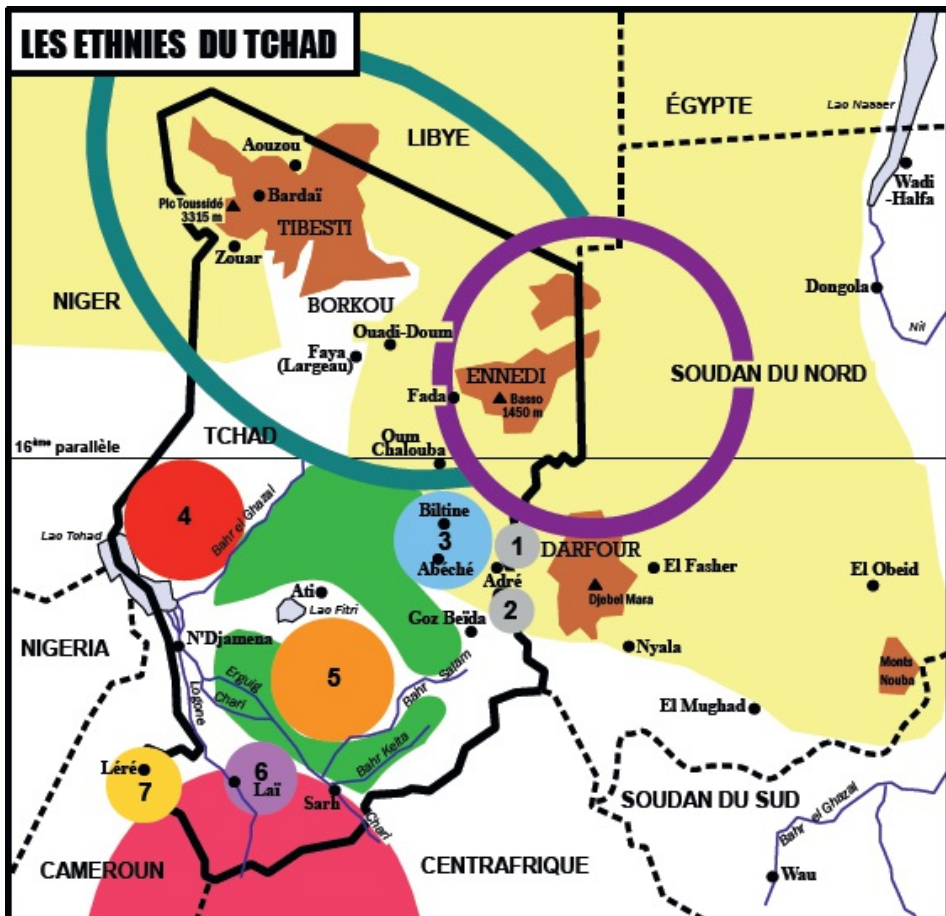
De 1979 à 1990 les Toubou furent au pouvoir (Goukouni Weddeye et Hissène Habré).

Depuis 1990, les Zaghawa contrôlent la présidence avec Idriss Déby Itno, or ce groupe représente moins de 5 % d'une population estimée aujourd'hui à 9 millions de personnes.

LES TROIS TCHAD



LES ETHNIES DU TCHAD



Désert

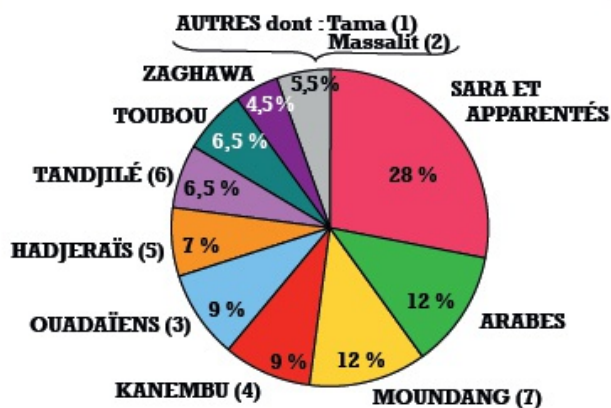


Hauts plateaux
> 1000 m



Fleuves

0 200 km



LA QUESTION DU DARFOUR

Au mois de février 2003, au moment où des accords de paix étaient signés qui devaient mettre un terme à plusieurs décennies de guerre dans le sud du Soudan, un conflit éclata au Darfour, ravageant l'ouest du Soudan et menaçant d'embraser le Tchad.

Le Darfour ou « Pays des Fur », du nom de la principale ethnie de la région, constitue la partie occidentale du Soudan. Sa population est estimée à un peu plus de 5 millions d'habitants. Les apparentements ethniques firent qu'à partir des années 2004-2006, la guerre du Darfour se transforma en une guerre entre les Zaghawa et le pouvoir central soudanais, conflit dans lequel furent entraînées les autres populations de la région. La guerre provoqua l'exode de plusieurs centaines de milliers de personnes qui s'entassèrent sur la longue frontière entre le Soudan et le Tchad où elles furent attaquées par des milices arabes venues du Soudan. Désignées sous le nom générique de *Janjawid* (*Janjaweed*) ou « hommes à cheval », ces milices tribales dont la fonction traditionnelle était de protéger les troupeaux contre les tentatives de vol, eurent un rôle essentiel dans le conflit.

Les principales tribus non arabes du Darfour sont au nombre de 15, subdivisées en une infinité de sous tribus, de clans et de sous clans. C'est contre ces populations que le gouvernement central soudanais a fait la guerre par milices tribales arabes interposées.

Parmi ces tribus non Arabes, trois ont été particulièrement engagées dans le conflit, les Fur (n° 8 sur la carte), les Massalit (n° 11) et les Zaghawa (n° 12). Les numéros d'identification renvoient à leur localisation approximative dans les années 1950.

- Les Fur (ou Four) constituent la population éponyme du Darfour occidental. Leur habitat d'origine était situé dans la région du Djebel Mara.
- Les Massalit vivent dans la partie la plus occidentale du Soudan et environ 50 000 d'entre eux résident au Tchad, ce qui a naturellement contribué à l'extension du conflit.
- Les Zaghawa vivent à cheval sur le Tchad et le Soudan ; au pouvoir à N'djamena avec Idriss Deby Itno, ils sont apparentés aux Bedayat. Comme les Zaghawa, les Bedayat sont des nomades constituant une population mélangée vivant dans le nord-ouest du Darfour et dont environ 80 000 nomadisent au Tchad, en direction de l'Ennedi. Une autre population est

apparentée aux Zaghawa, notamment linguistiquement, il s'agit des Berti.

Les mouvements du Darfour sont des émanations des tribus Fur, Massalit et d'abord Zaghawa :

- L'ALS (*Armée de libération du Soudan*) recrutait chez les Fur et les Massalit, même si certains clans zaghawa en faisaient partie. Elle demandait une séparation de la religion et de l'État et la fin de la marginalisation économique du Darfour. L'ALS était en liaison avec les mouvements du Sud Soudan.
- Le MJE (*Mouvement pour la Justice et l'Égalité*) était à l'origine un mouvement islamiste recrutant essentiellement chez les Zaghawa.

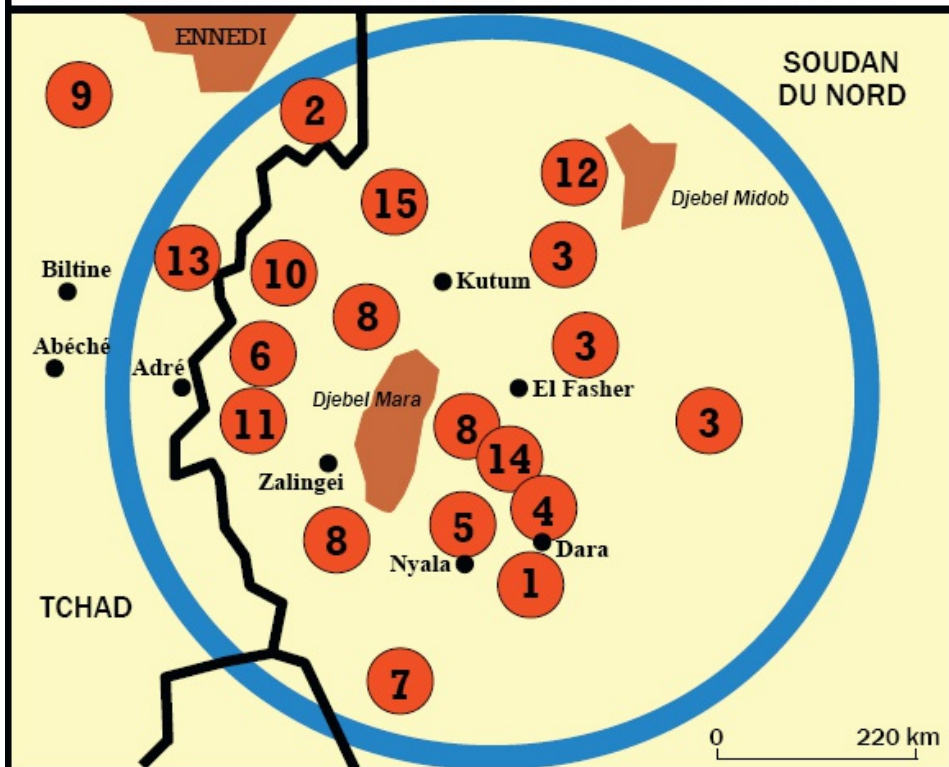
Les Arabes impliqués dans les événements ont deux origines différentes.

Certains sont venus du nord, depuis la Libye, en suivant les pistes sahariennes ouvertes par les Berbères garamantes depuis des millénaires et il s'agit des Hassana.

Les plus nombreux sont arrivés directement d'Arabie, en remontant le Nil au fur et à mesure de la conquête musulmane.

Ceux qui vivent au Tchad sont essentiellement Hassana, tandis que les multiples groupes du Soudan sont les Djohana avec trois grandes subdivisions, à savoir les El Djuzm, les El Fezara et les Homs. Ces principales familles sont subdivisées en plusieurs dizaines de tribus dont les liens sont d'une grande complexité (MacMichael, 1967).

LES PRINCIPALES TRIBUS NON "ARABES" DU DARFOUR *



- | | | |
|-------------|-------------------|--------------|
| 1 - Bayko | 6 - Erenqa | 11 - Masalit |
| 2 - Bedayat | 7 - Fellata | 12 - Midob |
| 3 - Berti | 8 - Fur (ou Four) | 13 - Tama |
| 4 - Birked | 9 - Karaan | 14 - Tungur |
| 5 - Dagu | 10 - Kimr | 15 - Zaghawa |

* Les numéros d'identification des tribus renvoient à leur localisation approximative dans les années 1950

Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

AUX ORIGINES DES CONFLITS DU SOUDAN

Créé par les Britanniques, le *Soudan anglo-égyptien* amalgamait trois ensembles différents : le nord désertique tourné vers la mer Rouge et la péninsule arabique, l'ouest ou Darfour, écartelé entre Nil et lac Tchad et le

sud « verdoyant » habité par des populations africaines « Nègres », moitié chrétiennes, moitié animistes.

La colonisation britannique avait réussi à préserver ces derniers de l'expansion arabo-musulmane grâce à un statut particulier, la *Southern Policy*.

En 1922, le sud du Soudan (trois provinces) fut placé par les Britanniques sous un régime spécial dit *Closed Districts* destiné à protéger les populations sudistes de l'islamisation en interdisant l'usage de la langue arabe, le port de la *djellaba* et la présence des colporteurs arabes.

De plus, le *Passports and Permits Ordinance* interdisait tout déplacement de population, nordiste vers le sud et sudiste vers le nord.

Ces mesures étaient un héritage de la période pré-coloniale quand la traite des esclaves organisée depuis le nord musulman dévastait les régions du Soudan méridional.

En 1947, Londres changea de politique et abandonna la *Southern Policy*, ce qui entraîna un véritable déferlement de nordistes musulmans sur la région.

En 1948, et en dépit de l'opposition égyptienne, les Britanniques accordèrent une Constitution au Soudan, prélude à une indépendance qui devait se faire hors du cadre de l'union avec l'Égypte. Or, au même moment, les nationalistes égyptiens exigeaient le rattachement pur et simple du Soudan à l'Égypte.

À la fin de l'année 1948, les élections qui se déroulèrent au Soudan virent la victoire de l'*Umma Party*, soutenu par l'administration britannique. Or, ce parti revendiquait une indépendance séparée pour le Soudan, donc une rupture avec l'Égypte.

Devant les atermoiements et les manœuvres britanniques, le 15 octobre 1951, le gouvernement égyptien décida unilatéralement d'abroger l'accord de 1899 instaurant un *condominium* sur le Soudan et il rattacha purement et simplement le territoire à l'Égypte, le roi Farouk devenant *roi d'Égypte et du Soudan*.

Cette mesure déclarée nulle par le gouvernement britannique fut rejetée par la plupart des partis politiques soudanais.

En février 1953, Londres mit un terme au *Condominium angloégyptien* et concéda un statut d'autonomie interne au Soudan. Les élections du 25 novembre 1953 donnèrent la victoire au *Parti national Unioniste* qui militait

Un nouveau retournement de situation se produisit en 1954 quand le *Parti National Unioniste* se prononça pour l'indépendance sans liens avec l'Égypte, et cela en raison de la mise à l'écart du général Néguib, soudanais par sa mère, et de la politique d'élimination des *Frères musulmans* en Égypte.

Au mois d'août 1955, une révolte éclata dans le Soudan méridional où les animistes et les chrétiens qui s'étaient très largement groupés dans le mouvement *Anyanya* combattaient la mainmise nordiste et musulmane (voir page 360).

Le 1^{er} janvier 1956, en accédant à l'indépendance, le pays rompt définitivement avec l'Égypte.



LA GUERRE D'INDÉPENDANCE DU SOUDAN DU SUD (1955-2012)

La guerre du Soudan débuta en 1955, à la veille de l'indépendance du

Soudan anglo- égyptien d e v e n u République du Soudan le 1^{er} janvier 1956.

Le nouvel État fut dirigé par les arabo-musulmans du nord qui tentèrent de faire l'unité du pays à travers un slogan : *“Une seule langue : l'arabe ; une seule religion : l'islam”*.

Ne voulant être ni arabisés, ni islamisés, les sudistes prirent les armes.

Cette première guerre entre « Blancs » musulmans du nord et « Noirs » chrétiens et animistes du sud fut également interne au sud, région au peuplement très diversifié composé de trois grands ensembles ethno-linguistiques ayant chacun environ 4 millions de membres :

- les Nilotiques (groupe linguistique Nilote), divisés en Nuba, Dinka, Nuer, Shillouk, Lwo et Acholi.
- les para Nilotiques subdivisés en une multitude de tribus dont les principales sont les Bari, les Mondari et les Lakoya.
- les Soudaniques (groupe linguistique Niger-Congo) avec comme principaux représentants les Topoza et les Zandé dont une grande partie du territoire se situe en RDC.

La guerre contre l'armée de Khartoum fut essentiellement menée par les Dinka de John Garang le leader emblématique du SPLA (*Sudan People's Liberation Army*).

Ces derniers furent périodiquement rejoints par les Nuer ; les rivalités ancestrales entre Dinka et Nuer étaient alors très provisoirement mises entre parenthèses

En 1991 une terrible guerre opposa Dinka et Nuer, les seconds attaquant les établissements dinka de la région du Haut-Nil.

En 1994, la paix fut signée, mais comme elle était fragile, elle se ralluma à plusieurs reprises.

Affaibli par la guerre du sud et déstabilisé par les conséquences humanitaires et politiques du conflit du Darfour (voir page 356), le régime islamiste de Khartoum fut acculé à composer avec la rébellion sudiste.

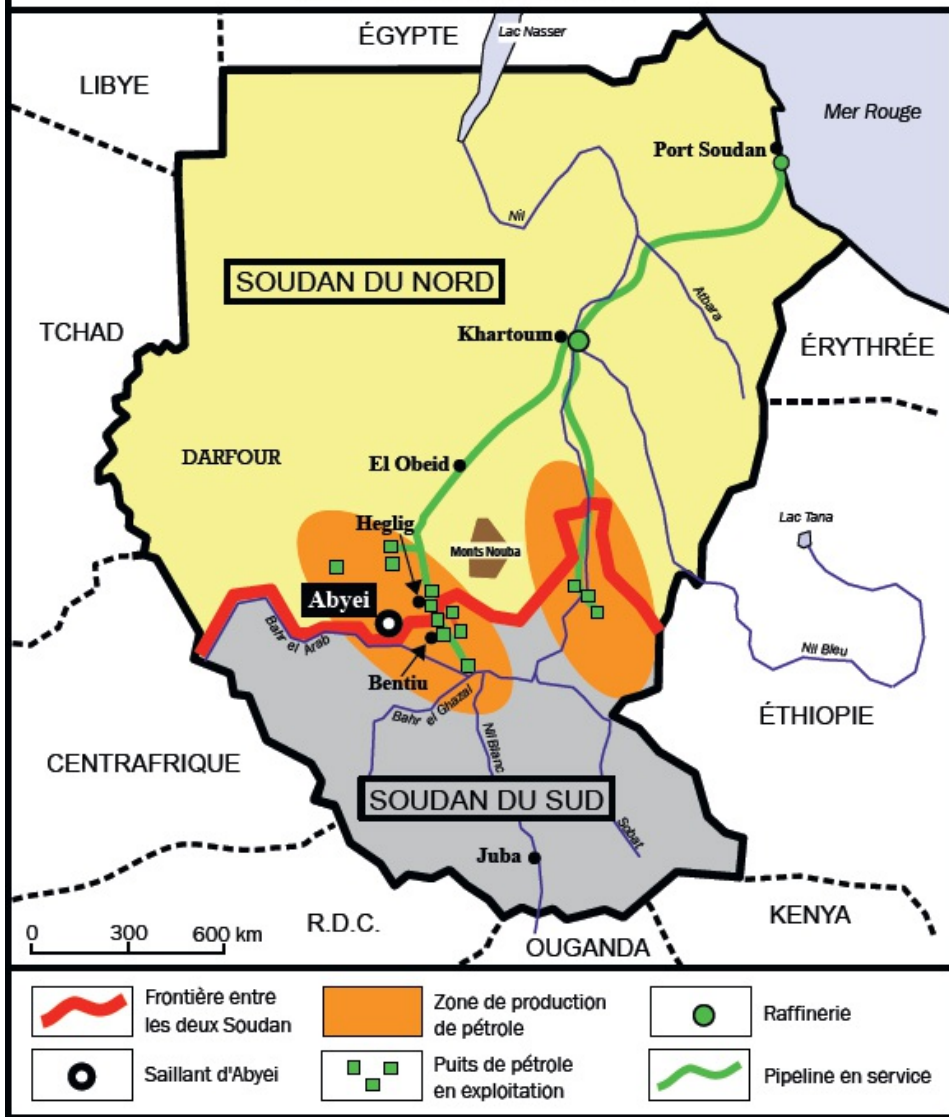
Le 9 juillet 2005, des accords de paix furent signés qui prévoyaient la tenue d'un référendum.

Le 9 janvier 2011, en votant à 98 % pour la partition du Soudan, les électeurs sudistes pensaient qu'un point final était mis au conflit. Or, quand il fallut désigner un gouvernement pour le nouvel État, les Dinka qui, toutes tribus confondues rassemblent environ deux millions de membres se retrouvèrent ethno- électoralement dominants et ils en prirent le contrôle. Ils durent alors faire face aux revendications des Nuer. L'hégémonie des Dinka fut également combattue par les Bari qui vivent au sud des zones dinka, vers la frontière avec l'Ouganda.

L'indépendance a donc débouché sur de fortes tensions puis sur une véritable guerre civile que le gouvernement de Khartoum attise en soutenant les Nuer afin de demeurer présent dans cette région riche en pétrole et hautement stratégique.

L'indépendance du Sud Soudan a posé en définitive autant de problèmes qu'elle en a résolus. Elle apparaît même comme potentiellement crisogène dans une région elle-même en crise.

LES DEUX SOUDAN



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GÉOPOLITIQUE DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

Bordière d'un axe maritime majeur, la Corne de l'Afrique, zone de contact

entre l'Afrique et le Moyen-Orient, concentre nombre de problématiques conflictuelles traditionnelles amplifiées durant la décennie 1990-2000 par la dislocation de l'Éthiopie.

Dans les années 2000, un rééquilibrage géostratégique a semblé s'amorcer avec la renaissance d'une Éthiopie puissante d'une part et l'indépendance du Soudan du Sud d'autre part. Cependant, depuis 2016, ces deux pays sont en crise.

Dans la Corne, avec la fin des blocs, les tendances géostratégiques lourdes réapparurent, notamment la poussée séculaire de l'islam.

En 1993, l'anarchie menaçant, les États-Unis intervinrent directement en Somalie (voir page 368). L'échec étant total, ils définirent une nouvelle politique visant à déléguer le maintien de l'ordre régional à l'Éthiopie, tout en assurant une forte présence militaire à Djibouti où, au mois de juin 2002, ils créèrent le *Combined Joint Task Force of Horn of Africa (CJTF-HOA)*.

Cette politique visant à prendre appui sur le seul État-nation de la région contenait cependant en germe bien des facteurs de tension car l'Éthiopie ne pourra retrouver son rôle de puissance que si elle s'ouvre un accès à la mer, option passant soit par le retour du port d'Assab perdu en 1993 avec l'indépendance de l'Érythrée, ce qui implique un démembrement de cette dernière, soit par la reconnaissance de l'indépendance du Somaliland sous garantie éthiopienne afin d'assurer à Addis-Abeba l'utilisation du port de Berbera (voir carte page 365).

L'indépendance du Soudan du Sud a renforcé le camp « chrétien » et entraîné un bouleversement de la géopolitique régionale car elle est un encouragement donné à d'autres revendications sécessionnistes de la sous région.

Notamment le Darfour et le pays des Bedja, population couchitique occupant la zone littorale située le long de la mer Rouge, depuis la frontière égyptienne, la région de Port-Soudan et débordant sur le nord de l'Érythrée (voir carte page 361). Ou encore la Somalie où, face à l'anarchie généralisée, le Puntland pourrait être tenté de suivre l'exemple du Somaliland et l'Éthiopie elle-même où les irrédentismes somali et oromo sont régulièrement réaffirmés.

La Chine, principal acheteur du pétrole de l'ancien Soudan uni avait un ambitieux projet de pipeline aboutissant à Port-Soudan sur la mer Rouge qui aurait pu permettre d'écouler le pétrole du Tchad et même du sud de la Libye, ce qui aurait évité aux tankers chinois de faire le tour de l'Afrique

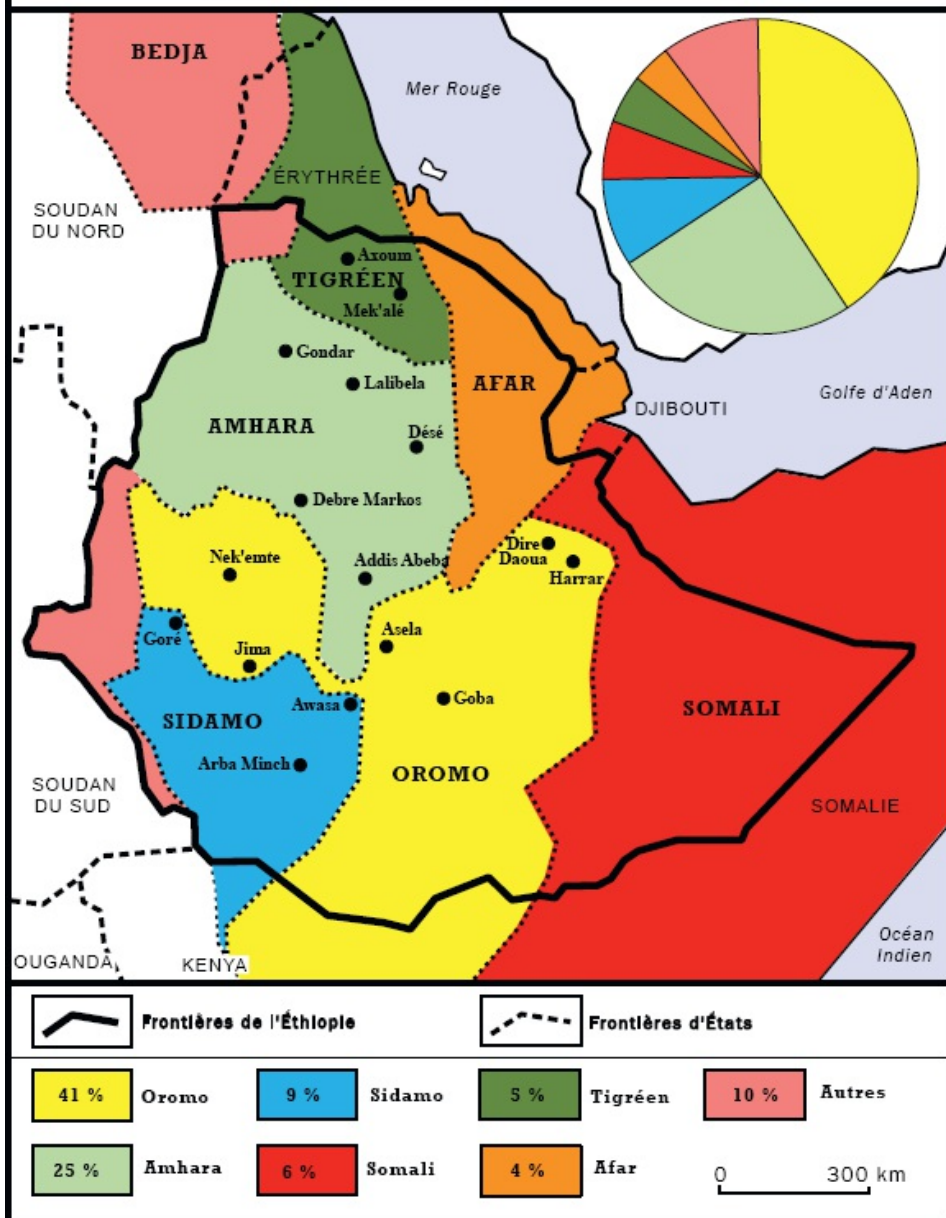
pour aller charger à Kribi au Cameroun ou en Méditerranée. L'indépendance du Soudan du Sud semble avoir condamné ce projet.

L'Égypte et le Soudan du Nord sont alliés dans la question du partage des eaux du Nil contre sept pays riverains de l'amont (Éthiopie, Kenya, Tanzanie, RDC, Burundi, Rwanda et Ouganda). Ces derniers réclament la renégociation du Traité de 1929, actualisé en 1959, qui accorde plus de 85 % du débit du fleuve à l'Égypte et au Soudan.

Or, l'indépendance du Soudan du Sud a fait entrer un partenaire supplémentaire dans le jeu et le nouveau venu s'est rangé dans le camp des sept pays de l'amont.

De plus, considérant qu'il s'agit d'une grave menace pour l'équilibre écologique de la région, le Soudan du Sud a bloqué les travaux en cours de création d'un canal parallèle au Nil Blanc et qui était destiné à fournir au Soudan du Nord 14 milliards de m³ d'eau afin d'alimenter de grands barrages financés par des fonds chinois et saoudiens.

LES PEUPLES D'ÉTHIOPIE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'ÉTHIOPIE ENTRE IMPERIALISME

ET REPLI

L'empereur Hailé Sélassié I^{er} fut couronné en 1930. Avec lui l'Éthiopie prit la forme d'une monarchie absolue et la noblesse vit ses privilèges peu à peu réduits.

Jusque-là féodal, L'État devint centralisé. Cette politique se fit au profit de l'ethnie amhara, le personnel administratif et les gradés de l'armée étant des Amhara, le christianisme orthodoxe devint religion d'État et l'amharique langue officielle.

Après la brève parenthèse coloniale italienne (1936-1941), l'Éthiopie fut libérée par les Britanniques et les *Français libres*.

En 1952, les Nations Unies rattachèrent l'Érythrée à l'Éthiopie sous une forme fédérale mais, en 1962, Addis-Abeba annexa purement et simplement l'ancienne colonie italienne, ce qui déclencha la longue guerre de libération de l'Érythrée (1962-1991).

Le 12 septembre 1974, une révolution chassa l'empereur Hailé Sélassié et, profitant de l'affaiblissement de l'Éthiopie, la Somalie l'attaqua (voir page 368).

Grâce à l'appui massif de l'URSS, l'offensive somalienne fut repoussée et le colonel Mengistu Haile Mariam concentra entre ses mains la totalité des pouvoirs. En 1987, il devint président de la République.

Le FPLE (*Front populaire de libération de l'Érythrée*) et le FPLT (*Front populaire de libération du Tigré*) menèrent ensuite la VI^e dure aux troupes éthiopiennes. Ne bénéficiant plus du soutien soviétique après l'écroulement de l'URSS, le régime éthiopien s'effondra.

Le 21 mai 1991, le FPLT de Meles Zenawi entra en vainqueur à Addis-Abeba. Le régime marxiste était renversé et le colonel Mengistu en fuite se réfugia au Zimbabwe.

L'Éthiopie faillit alors disparaître :

- Au mois de mai 1991, l'Érythrée se sépara de fait de l'Éthiopie, même si l'indépendance officielle n'intervint qu'en 1993;
- Au mois de juin, en Ogaden, le MNS (*Mouvement national somalien*) demanda le rattachement de la région à la Somalie;

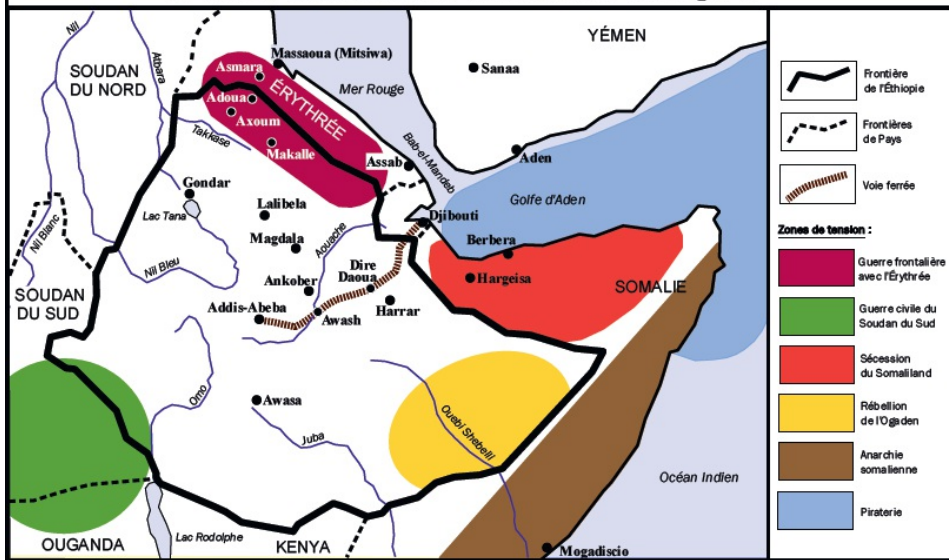
- Au mois de juillet, les Oromo du FLO (*Front de libération oromo*) et les Issas du FLI (*Front de libération issa*) s'affrontèrent dans la ville et dans la région de Dire Dawa.
- Dans le sud-ouest du pays, les Sidamo avaient créé leur propre mouvement, le FLS (*Front de libération sidamo*).

Peu à peu dépecée, l'Éthiopie risquait de se voir réduite à son bastion montagneux abyssin, c'est-à-dire aux « petites » limites qui avaient été les siennes au XVIII^e siècle, à l'époque de son grand repli (voir page 172).

Mais un autre danger de démembrement menaçait le cœur même du pays, là où les éternelles rivalités opposant les Amhara aux Tigréens se trouvaient exacerbées à la suite de la victoire de ces derniers.

L'Éthiopie sembla alors menacée d'éclatement, sa mosaïque ethnique dont le « ciment » était Amhara s'étant délitée. Chaque ethnie ayant des revendications autonomistes en contradiction avec l'existence même de l'État unitaire créé par l'empereur Menelik II au XIX^e siècle, fut alors inventé un système laissant à chaque peuple son territoire, tout en lui permettant de continuer à faire partie du cadre éthiopien. C'est alors autour des peuples que s'est construite la Constitution fédérale adoptée au mois de décembre 1994 et qui donna naissance à un État-ethnique, le préambule de la Constitution contenant la phrase suivante : « Nous, les Nations, les Nationalités, et les Peuples d'Éthiopie ». Durant 20 ans, cette Constitution fédérale fut le garant de la survie du pays. Or, en 2013, la question oromo se reposa avec force et les Amhara rejoignirent le mouvement de contestation du pouvoir contrôlé par les Tigréens.

L'ÉTHIOPIE ET SES GUERRES PÉRIPHÉRIQUES



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE CONFLIT ÉTHIOPIE-ÉRYTHREE¹

L'Érythrée est une langue de terre longue de 1000 km bordière de la mer Rouge dont la superficie est de 121000 km². Elle est peuplée par 3,5 millions d'habitants appartenant à plusieurs ethnies.

Les langues officielles du pays sont le tigrinia et l'arabe et la population est divisée à égalité entre musulmans et chrétiens. L'Érythrée coupe l'Éthiopie de tout accès à la mer Rouge.

De 1889 à 1941, l'Érythrée fut une colonie italienne. Quand vint le temps du partage des dépouilles des vaincus du second conflit mondial, l'empereur Haïlé Selassié revendiqua le territoire.

En 1952, l'ONU confia la région à l'Éthiopie comme entité autonome dotée d'un drapeau et d'un gouvernement.

Dix ans plus tard, en 1962, l'Éthiopie l'annexa, y appliqua une rigoureuse politique de centralisation administrative et entreprit d'en faire province de l'Empire.

Cette annexion provoqua une rébellion qui ne prit fin que trente ans plus tard, au mois de mai 1991, avec la prise d'Asmara et la victoire sur l'armée éthiopienne.

En 1993, le régime « frère » d'Addis-Abeba accepta l'indépendance de l'Érythrée, brisant ainsi le tabou de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation.

Le 6 mai 1998 la guerre éclata entre les deux pays, opposant deux régimes « amis » issus des maquis qui avaient renversé le colonel Mengistu Hailé Mariam en 1991.

Dans l'euphorie de la victoire, l'Éthiopie de M. Meles Zenawi avait en effet reconnu l'indépendance de l'Érythrée de M. Issaias Afwerki, sans toutefois prendre la précaution de borner une partie de la frontière.

Pour les dirigeants des deux pays, la fraternité d'armes passée était garante des bonnes relations futures mais, après l'indépendance de 1993, le gouvernement d'Asmara, se référant aux tracés coloniaux exigea que l'Éthiopie lui rétrocède plusieurs zones qu'elle estimait devoir lui revenir. En 1996-1997, des signes de tension commencèrent à apparaître.

Puis l'Érythrée ouvrit les hostilités en s'emparant de la région dite du « triangle de Badme » ou « triangle de Yirga ».

Sur de nombreux points, et parce qu'elle a plusieurs fois été déplacée, la frontière entre l'Éthiopie et l'Érythrée n'est pas véritablement matérialisée. Pour l'essentiel, elle a été établie à la fin du siècle dernier, au moment du *traité italo-éthiopien de 1896*, signé après la victoire éthiopienne d'Adoua.

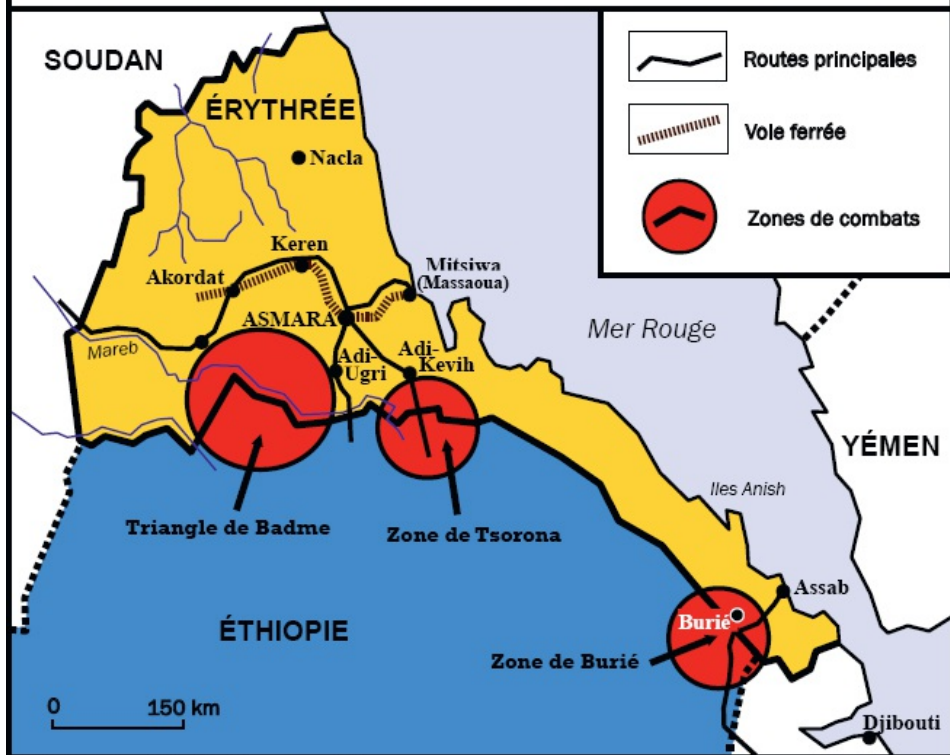
En 1935-1936 la frontière fut remaniée après la victoire italienne sur l'Éthiopie.

Puis, quand ils eurent chassé les Italiens d'Éthiopie après leur campagne de 1941, les Britanniques rétablirent le tracé de 1896 lequel disparut en 1962 quand, comme nous l'avons vu, l'Éthiopie de l'empereur Hailé Sélassié annexa l'Érythrée.

En qui concerne le « triangle de Badme » ou « triangle de Yirga », les choses sont complexes car le traité italo-éthiopien de 1896 établissait la frontière entre l'Érythrée colonie italienne et l'Éthiopie indépendante sur la rivière Mereb, fondant ainsi les droits de l'Éthiopie sur cette région.

Mais Asmara appuya ses revendications sur un accord frontalier postérieur datant de 1902. Conclu entre la Grande Bretagne, alors présente au Soudan anglo-égyptien, l'Italie et l'Éthiopie, il attribuait Badme et Tsorona aux Italiens, donc à l'Érythrée.

LA GUERRE ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ÉRYTHRÉE (1998 - 2000)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

L'ANARCHIE SOMALIENNE

L'ensemble ethnique somali qui déborde des frontières de la Somalie est divisé en trois grands groupes, Darod, Irir et Saab, subdivisés en tribus, en clans et en sous clans.

À l'époque coloniale, ils furent répartis entre cinq ensembles territoriaux : le *Somaliland britannique*, le *Northern District du Kenya*, l'*Ogaden* éthiopien, la *Somalia* italienne et la Côte française des Somalis.

Le 26 juin 1960, le *Somaliland* devint indépendant, suivi le 1^{er} juillet par la *Somalia*. Le même jour, les parlements des deux États décidèrent la fusion, donnant ainsi naissance à la *République de Somalie*. Le président Ali Shermake fut assassiné le 15 octobre 1969 et le chef de l'armée, le général Siyad Barre, un Darod de la tribu Maheran, prit le pouvoir.

En février 1978, la Somalie déclara la guerre à l'Éthiopie mais, dès le mois de mars, les Somaliens avaient reflué en désordre, un échec qui sapa la légitimité du régime qui ne cessa plus de reculer face à ses adversaires claniques.

Ceux des clans Darod qui avaient été écartés du pouvoir, notamment les Majertein et les Warsangali se soulevèrent, ainsi que les Hawiyé. Le 27 janvier 1991 le général Siyad Barre fut renversé et l'anarchie somalienne éclata alors.

Après qu'ils eurent conquis le pouvoir, les deux principaux clans Hawiyé, à savoir les Agbal d'Ali Mahdi Mohamed et les Habar Gedir du « général » Mohammed Farah Aidid entreprirent de se combattre, cependant que, dans le nord du pays, le 18 mai 1991, le Somaliland se déclarait indépendant.

La guerre des milices provoqua une atroce famine et au mois de décembre 1992, les États-Unis déclenchèrent l'opération « *Restore Hope* ». Ce fut un échec et le 4 mai 1993, l'ONU prit le relais en faisant débarquer un corps expéditionnaire de 28 000 hommes.

Le 5 juin, 23 Casques Bleus pakistanais furent tués par les miliciens du « général » Aidid et le 12 juin, un commando américain échoua dans une tentative de repréailles contre le chef de guerre somalien. Le 3 octobre enfin, 18 soldats américains perdirent la vie dans l'affaire dite de la « chute du faucon noir ».

Le 28 février 1995, il fallut un nouveau débarquement baptisé opération « Bouclier unifié » pour extraire les casques bleus devenus otages. L'ONU quitta alors la Somalie sur un cuisant échec politique et militaire qui lui avait coûté 136 morts et 423 blessés.

En 2004, un nouveau mouvement fit son apparition sur la scène somalienne, les *Tribunaux islamiques* dont la milice avait pour nom *Al Haraka al Shabaab al Mujahideen*. Afin de leur interdire la prise du pouvoir, au mois de décembre 2006, l'armée éthiopienne entra en Somalie dans l'attente du déploiement des troupes de l'Amisom (*Mission de l'Union africaine en Somalie*).

Le 22 août 2009, les islamistes s'emparèrent de la ville de Kismayo qui leur offrit une infrastructure portuaire pouvant faciliter l'approvisionnement.

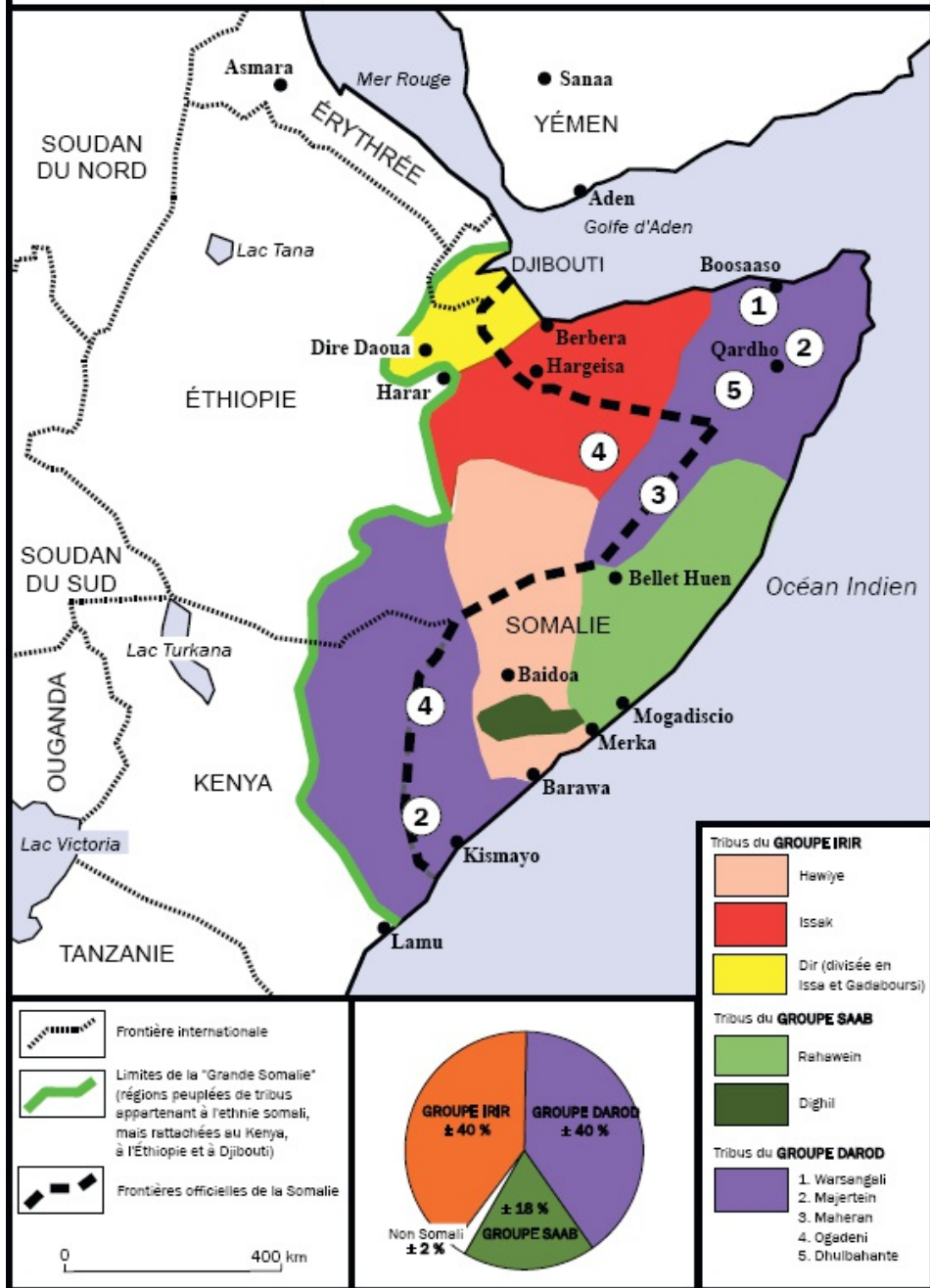
La situation évolua ensuite avec l'accentuation des combats. Au mois de mai 2011, les *Shabaab* furent chassés de Mogadiscio et au mois d'octobre 2011, l'armée kenyane lança contre eux une offensive dans le sud de la Somalie. Durant la fin de l'année 2011 et une partie de 2012, les chefs de clans se réunirent et après avoir longuement palabré, ils désignèrent une assemblée constituante reflétant les véritables rapports de force socioclaniques du pays. Cette nouveauté ne fit pas cesser les combats car les deux principales causes

du drame somalien, résurgentes, répétitives et clairement identifiées n'ont pas été réglées, à savoir :

1- Une guerre tribale que se livrent des clans historiquement rivaux.

2- Une surpopulation suicidaire avec un taux de natalité de plus de 45% et un indice de fécondité par femme qui atteint 6,76 enfants.

LA QUESTION SOMALIENNE



LA GUERRE CIVILE DU LIBERIA

(1989-2005)

Le Liberia était à l'origine un comptoir commercial anglais fondé au XVIII^e siècle et dans lequel vivaient des agents qui donnèrent naissance à une population métisse dont les descendants ont pour noms Caulker, Cleverland, Roger ou Tucker.

En 1821, les États-Unis achetèrent un territoire dans la région et l'année suivante, en 1822, un mouvement de réinstallation d'esclaves s'y fit avec la création de plusieurs colonies. En 1847, le Liberia devint indépendant et le mouvement de réinstallation fut poursuivi.

Pour se distinguer des indigènes, métis et anciens esclaves se donnèrent le nom d'« Honorables » et leurs méthodes provoquèrent de nombreux soulèvements tribaux jusque dans les années 1910-1920.

Le 12 avril 1980, la greffe négro américaine fut rejetée par les autochtones. Pour mettre un terme à la domination de cette « petite Amérique africaine », le sergent Samuel Doe, membre de l'ethnie Krahn prit le pouvoir dans une orgie de massacres qui débutèrent par l'exécution sur une plage des dignitaires « Honorables » de l'ancien régime du président Tolbert.

Puis, le 24 décembre 1989, Charles Taylor, le chef du NPLF (*National Patriotic Front of Liberia*), mouvement ethnique Gyo et Mano déclencha une insurrection contre les Krahn. La terrible guerre ethno-tribale du Liberia venait de commencer.

Le 9 septembre 1990, Samuel Doe qui avait été fait prisonnier par Prince Johnson, un dissident mano, fut torturé, mutilé, mis à mort, puis dépecé en direct sous l'œil des caméras de télévision.

Durant sept ans, la guerre civile atteignit des proportions indescriptibles au gré des combats entre partisans de Charles Taylor et de Prince Jonhson.

Au mois de juillet 1997, à l'issue d'élections supervisées par l'ONU, Charles Taylor fut élu président du Liberia, mais il eut à faire face à une puissante guérilla menée notamment par le LURD (*Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie*), mouvement à base ethnique krahn dont le chef était Charyee Doe, le propre frère de Samuel Doe.

Le conflit libérien s'enlisant et menaçant d'embraser et de déséquilibrer toute la région, de fortes pressions internationales furent exercées sur Charles Taylor pour qu'il abandonne le pouvoir.

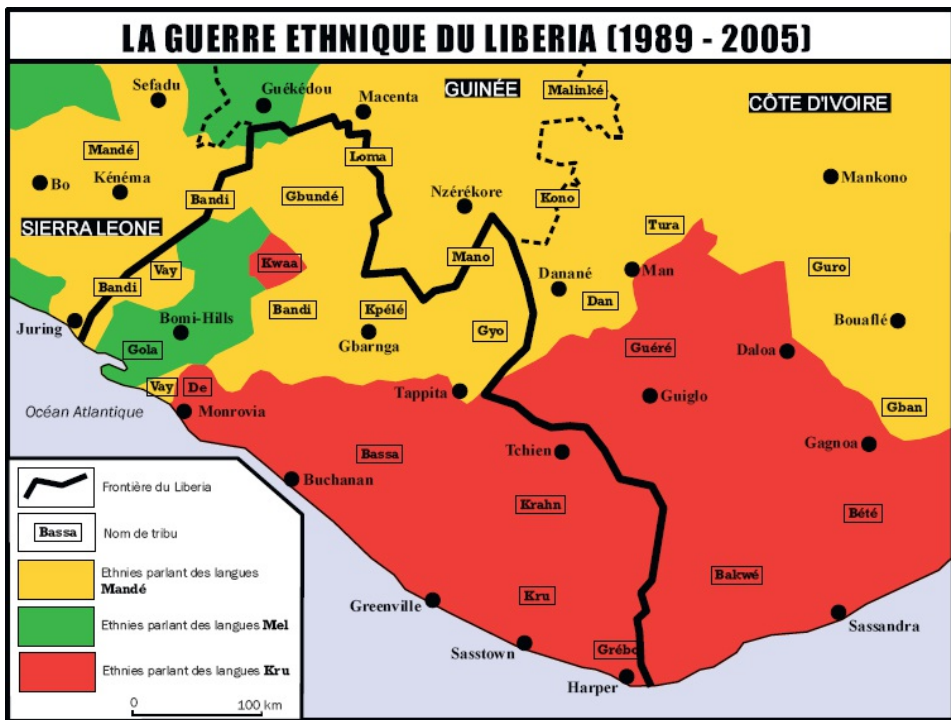
Le 11 août 2003, il quitta le Liberia et obtint l'asile au Nigeria contre l'assurance qu'il ne serait pas extradé. Il fut néanmoins transféré à La Haye, aux Pays-Bas, au mois d'avril 2006 et en 2012, il fut condamné à 50 ans de prison.

Les accords de paix d'Accra signés le 18 août 2003 ouvrirent une période de transition de deux années qui prit fin le 23 novembre 2005 quand Ellen Johnson-Sirleaf fut élue présidente de la République avec 59,4 % des voix.

L'atroce guerre tribale libérienne a fait plus de 200 000 morts sur une population de 2,5 millions d'habitants et lancé sur les routes de l'exil plus d'un million de réfugiés.

Les principales ethnies du Liberia sont

- les Kpellé : 17 % de la population ;
- les Bassa : 15 %;
- les Grebo : 8,5 %;
- les Klao : 8 %;
- les Mano 7 %;
- les Loma : 6 %;
- les Dan : 5 %;
- les Kissi : 4 %;
- les Krahn : 4 %;
- les Vai : 4 %;
- les Gola : 3,5 %;
- les Bandi : 3 % ;
- les Gyo : 2 %.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA GUERRE CIVILE DE SIERRA LEONE (1991-2002)

Jusque dans les années 1970, la Sierra Leone eut une des plus fortes croissances du continent avec un taux moyen de 7 %. Surnommée alors « la petite Suisse africaine », elle avait hérité d'une solide organisation léguée par le colonisateur britannique. De plus, elle était bien gérée par ses élites *krio*, ces descendants d'esclaves affranchis qui se faisaient appeler *White Men* par opposition aux indigènes.

Or, dans les années 1990, ce paradis tropical, destination touristique à la mode, bascula dans l'horreur.¹

En 1961, quand la Sierra Leone devint indépendante, deux partis à fondements ethniques s'opposèrent : le SLPP (*Sierra Leone People's Party*) dirigé par Milton Margai, un Mendé qui devint Premier ministre et l'APC (*All People's Congress*) avec à sa tête Siaka Stevens, un Limba. Dès cette époque,

les principaux acteurs ethniques du conflit ultérieur étaient en place.

En 1964, Milton Margai mourut et son frère Albert Margai qui lui succéda inaugura une politique d'exclusivisme tribal, chassant les ministres non Mende du gouvernement. Mais, en 1967, les élections furent remportées par l'APC de Siaka Stevens.

Devant la menace de l'arrivée au pouvoir des Limba, le général Lansana, un Mendé, tenta alors de maintenir A. Margai à la Primature.

Au mois d'avril 1968, la « révolte des caporaux » installa Siaka Stevens au pouvoir. Les Limba étaient vainqueurs et les cadres mendé chassés de l'administration. Une armée ethnique essentiellement composée de Limba fut alors constituée.

En 1967, les élections ayant été remportées par la coalition ethnique réunie autour de Siaka Stevens, les tensions montèrent, rythmées par de nombreuses tentatives de coups d'État, toutes déjouées et dont les auteurs furent pendus.

Au mois d'avril 1991, alors que la guerre civile du Liberia s'était étendue en Sierra Leone, le RUF (*Revolutionary United Front*), dirigé par Foday Sankoh un Temné, lança une offensive dans l'est du pays. L'armée sierra leonaise fut incapable de maîtriser la situation et la Guinée ainsi que le Nigeria durent voler au secours du gouvernement en envoyant des troupes. Le conflit était devenu régional.

Au mois de mars 1996, les élections générales furent remportées par Ahmed Tejan Kabbah, un Mendé qui fut renversé le 25 mai 1997. Freetown, la capitale, fut ensuite livrée au pillage et elle fut le théâtre d'évènements atroces, avec mises à mort, torture et mutilation des victimes.

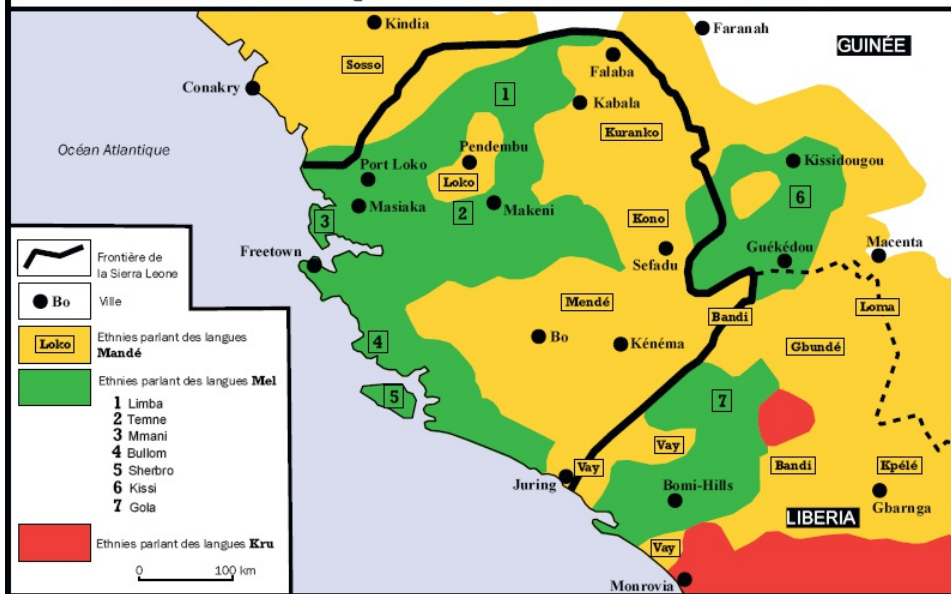
Au mois de février 1998, la junte militaire fut chassée de Freetown par l'armée nigériane qui constituait l'essentiel de l'ECOMOG (*Force ouest-africaine de maintien de la paix*) mandaté par la CEDEAO (*Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest*). Le président Kabbaj fut rétabli au pouvoir.

Le 6 janvier 1999, le RUF prit Freetown et y sema la terreur en lançant l'« Operation no living thing » (Opération plus rien de vivant). Il fallut un mois à l'armée du Nigeria pour reprendre la ville.

L'ECOMOG fut remplacé par la MINUSIL (*Mission des Nations-Unies pour la Sierra Leone*) mais, le 2 mai 2000, le RUF prit 500 casques bleus en otage. La Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale, lança alors une puissante expédition aéronavale.

Le 18 janvier 2002, la guerre civile de Sierra Leone prit officiellement fin et le 14 mai, des élections eurent lieu. Lors du scrutin des présidentielles, le président sortant, Ahlad Tejan Kabbaj fut réélu avec 70 % des voix.

LA GUERRE ETHNIQUE DE SIERRA LEONE (1991 - 2002)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

CÔTE D'IVOIRE : 18 ANNÉES DE CHAOS (1993-2011)

À la fin du XIX^e siècle, en créant la « Colonie de Côte d'Ivoire », la France bloqua la tectonique ethnique régionale, figeant le point de contact entre plusieurs grands groupes de population : les Baoulé et apparentés au centre est, les « Lagunaires » au sud est, les « nordistes » dont les Malinké, les Sénoufo, les Koulango ou encore les Lobi au nord, et enfin les Kru dont les Bété, dans la zone forestière au sud ouest (voir page 162).

Dans la décennie 1990, cette tectonique ethnique se remet à bouger à la suite d'un enchaînement d'événements remontant à 1960, au moment de l'indépendance, quand, avec le président Houphouët-Boigny, les Baoulé et leurs partenaires nordistes s'imposèrent.

Durant des années, le « miracle ivoirien » reposa sur cette alliance ethnique. Puis, à la fin de la décennie 1970 le pays subit le premier choc pétrolier suivi de la baisse des cours des matières premières agricoles (café et cacao).

Le président Houphouët Boigny mourut le 7 décembre 1993 et Henri Konan

Bédié, Baoulé comme le défunt, lui succéda et remplaça le Premier ministre Alassane Ouattara, un nordiste, par Daniel Kablan Duncan, un sudiste. L'alliance Baoulé- nordistes sur laquelle avait reposé le pouvoir d'Houphouët-Boigny fut alors rompue.

Le 27 juin 1994 les nordistes prirent leur autonomie politique en quittant le PDCI (*Parti démocratique de Côte d'Ivoire*) le parti gouvernemental et en créant le RDR (*Rassemblement des Républicains*).

Le Dioula Alassane Ouattara apparut alors comme un danger pour la survie du régime baoulé. Aussi, le 30 novembre 1994, afin de l'écarter de la course présidentielle, une nouvelle loi électorale stipulant que seuls des Ivoiriens de souche pouvaient être candidats à la présidence de la République fut promulguée. Un doute étant entretenu sur son origine, il fut écarté du scrutin présidentiel de 1995, ce qui permit à Henri Konan Bédié d'être « triomphalement » élu avec 90 % des voix. Mais l'absentéisme avait atteint jusqu'à 88 % des inscrits dans le nord.

De nouvelles élections présidentielles devant avoir lieu en 2000, l'entourage du président Bédié voulut recommencer la manœuvre qui avait réussi en 1995, mais le 24 décembre 1999, le général Robert Guei, un Yacouba, petite tribu originaire de l'ouest, prit le pouvoir.

Afin de s'organiser une élection présidentielle sur mesure, le général écarta à la fois Alassane Ouattara et le représentant des Baoulé, n'ayant finalement en face de lui que le Bété Laurent Gbagbo. Avec 70 % d'abstentions, le scrutin présidentiel du mois d'octobre 2000 fut alors vidé de toute signification les Baoulé et les nordistes l'ayant boycotté. Laurent Gbagbo l'emporta de justesse sur le général Guei en étant donc élu par moins de 20 % du corps électoral ivoirien.

Le 19 septembre 2002 eut lieu une tentative de coup d'État nordiste suivie d'un soulèvement. Les villes de Korhogo et de Bouaké furent prises par les mutins.

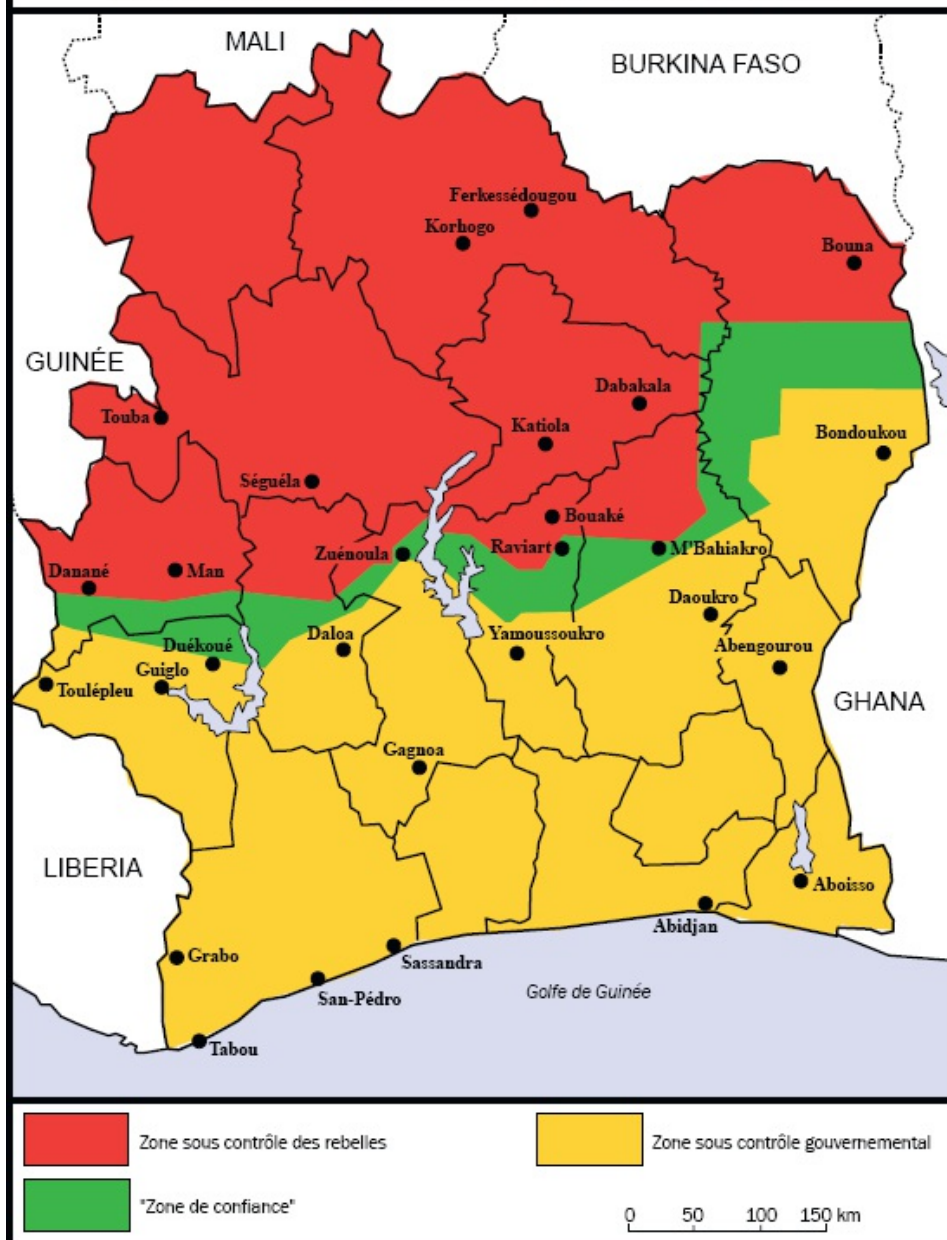
Mardi 1^{er} octobre, la France annonça qu'elle soutenait le président Gbagbo et l'armée française s'interposa entre les insurgés et les troupes fidèles au régime.

Le 17 octobre, un accord de cessez-le-feu fut signé et le 20 octobre, le contingent français « Force Licorne » se déploya le long de la ligne de cessez-le-feu. La Côte d'Ivoire était coupée en deux.

Le mandat de Laurent Gbagbo expirant en 2005, des élections présidentielles furent programmées, mais elles furent sans cesse reportées.

Le 28 novembre 2010, lors du premier tour des élections présidentielles, Laurent Gbagbo, rassembla sur son nom 38 % des suffrages, au-delà donc de son noyau ethnique (± 12 % de la population) car les ethnies *Lagunaires* ($\pm 10\%$ de la population), groupe de son épouse Simone, avaient majoritairement voté pour lui, ainsi que l'électorat détribalisé de la région d'Abidjan qui se reconnaissait dans son discours nationaliste et ses positions anti-françaises.

LA PARTITION DE LA CÔTE D'IVOIRE EN 2002



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

CÔTE D'IVOIRE : 18 ANNÉES DE CHAOS

L'ancien président Henri Konan Bédié qui ne recueillit que 25 % des suffrages nationaux, à savoir les voix des seuls Baoulé, fut le grand perdant de ce premier tour. Avec 33 % des voix, Alassane Ouattara coagula sur son nom les votes des ethnies nordistes et musulmanes (Malinké, Dioula, Sénoufo, Kulango ou Lobi, etc.), et il mit Laurent Gbagbo en ballottage.

Le 28 novembre 2010, lors du second tour, Henri Konan Bédié ayant appelé à voter pour Alassane Ouattara, l'ethno-mathématique garantit en conséquence la victoire électorale de ce dernier.

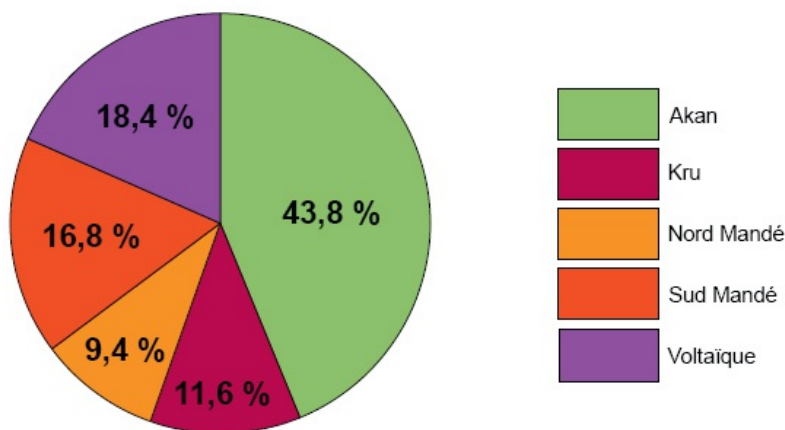
Mais Laurent Gbagbo contesta les résultats et le 3 décembre, le Conseil Constitutionnel ivoirien annula le scrutin dans les régions ayant le plus massivement voté pour Alassane Ouattara et proclama Laurent Gbagbo vainqueur avec 51,45 % des voix. Cependant que l'ONU, l'Union africaine (UA), les États-Unis et la France reconnaissaient Alassane Ouattara.

Le pays était coupé en deux. Laurent Gbagbo étant maître du sud côtier pétrolier et de la « boucle » du cacao, donc de la Côte d'Ivoire « utile ».

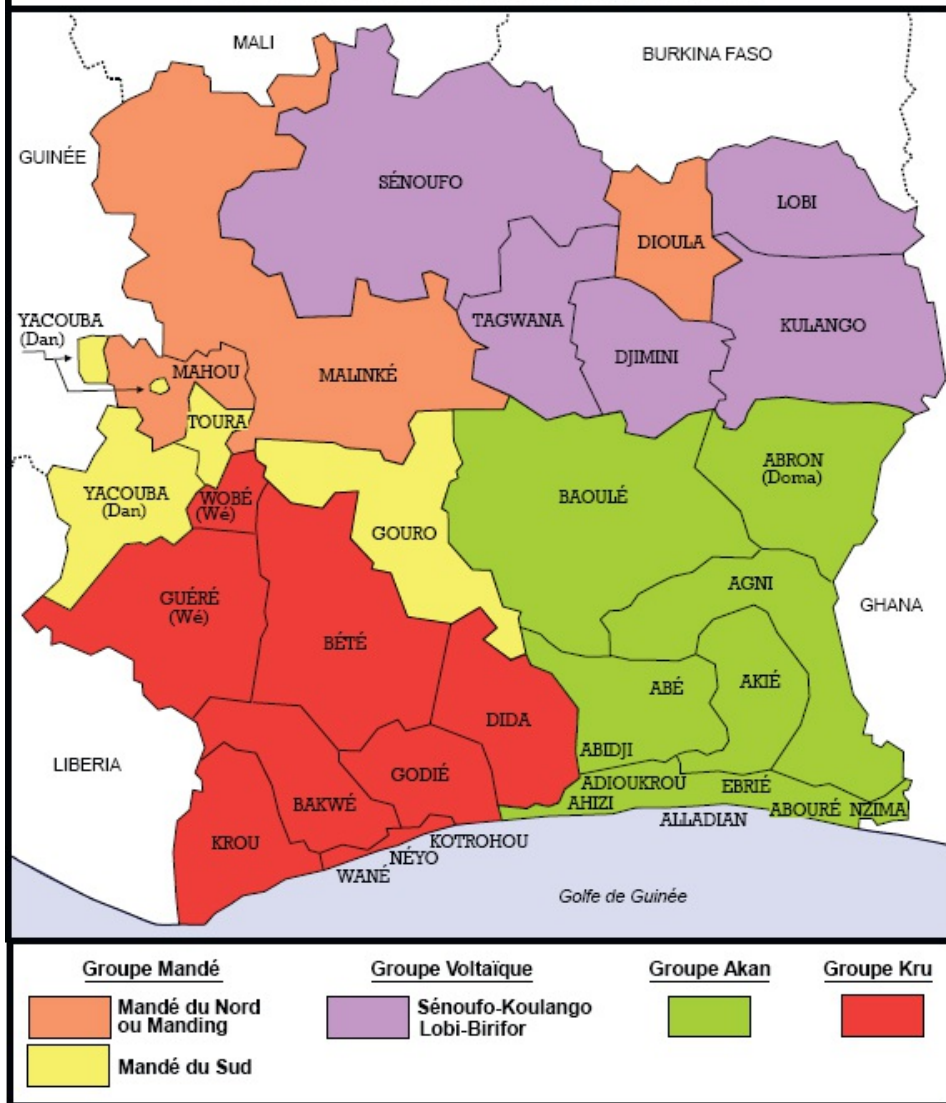
Une offensive nordiste appuyée par la France fut déclenchée et le président auto proclamé se trouva assiégé dans sa résidence d'Abidjan.

Le lundi 11 avril 2011, les hélicoptères français procédèrent à des frappes sévères qui réduisirent les derniers défenseurs de Laurent Gbagbo, cependant que d'autres troupes ouvraient le chemin aux forces d'Alassane Ouattara.

IVOIRIENS DE NATIONALITÉ PAR FAMILLES ETHNO-LINGUISTIQUES



LES PEUPLES DE CÔTE D'IVOIRE



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LE NIGERIA, UN MASTODONTE ÉCLATÉ

Dans cet État mastodonte de 932,000 km² peuplé par plus de 140 (?)

millions d'habitants, la nature et l'histoire dessinent trois grandes régions dominées par trois grandes populations entourées d'une multitude d'ethnies minoritaires :

- Les Ibo qui totalisent environ 18% de tous les Nigériens vivent dans le sud-est et ils sont très majoritairement chrétiens.

- Les Yoruba qui représentent environ 22 % de la population sont concentrés dans le sud-ouest. Parmi eux, l'on trouve des musulmans, des chrétiens mais aussi des animistes.

- Les Haoussa-Fulani-Kanouri, qui sont environ 25 % de la population totale vivent dans le nord.

Ils constituent en réalité une confédération ethnique dont les composantes sont nettement individualisées. Ils ont une forte tradition guerrière, sont nordistes et musulmans.

Avant la colonisation, ils étaient organisés en puissants empires dont les principaux chefs spirituels et temporels étaient l'émir de Kano et le sultan de Sokoto.

Le problème politique du Nigeria se résume à la cohabitation entre ces trois (quatre avec les Kanouri) grands groupes, et à leur habileté à négocier un partage du pouvoir et des richesses.

Durant plusieurs décennies après l'indépendance, la confédération ethnique nordiste contrôla l'armée, donc le pouvoir. Un changement se produisit à la suite des élections présidentielles du mois de février 1999 quand, après seize années de dictature militaire, un processus démocratique permit la réintégration du Nigeria dans la communauté internationale.

Mis au ban des Nations sous la présidence du général Sani Abacha (1993-1998), exclu du *Commonwealth*, frappé par des sanctions et même par un embargo de l'ONU, le pays était en effet devenu une dictature placée sous régime de gangstérisme d'État.

À la fin de son second mandat qui s'acheva au mois d'avril 2007, le président Obasanjo, un sudiste chrétien d'ethnie yoruba, eut pour successeur élu, Umaru Musa Yar'Adua, un nordiste musulman d'ethnie haoussa, précédemment gouverneur de l'État de Katsina où il avait introduit la *Charia*.

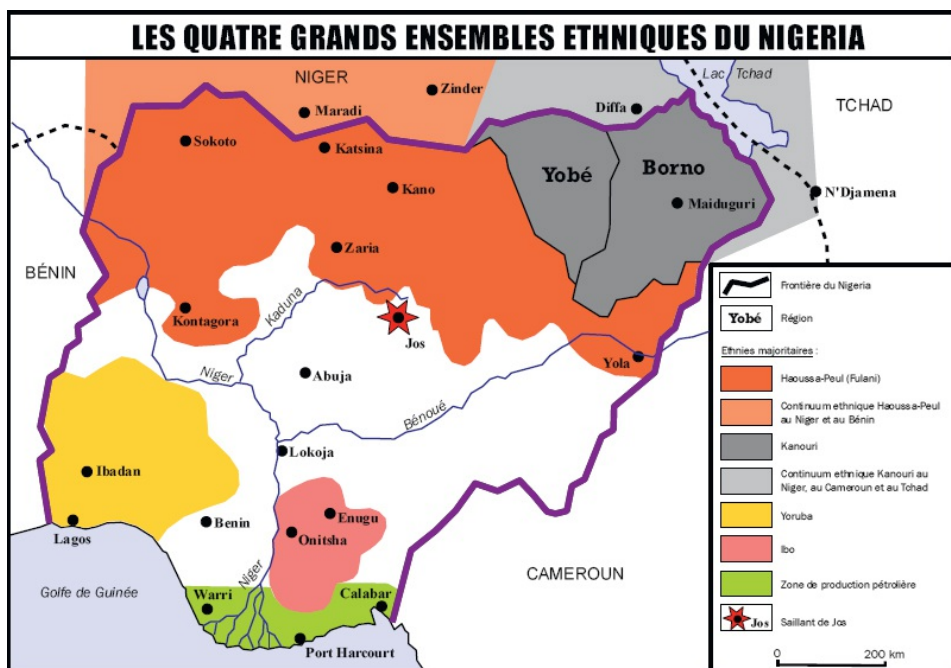
Son mandat était de quatre ans, mais il mourut en 2010, soit un an avant son terme et son vice président Goodluck Jonathan, un sudiste chrétien d'ethnie ibo, lui succéda ainsi que le prévoit la Constitution.

La crise politique qui éclata ensuite reposait sur deux interprétations de l'accord tacite et d'une pratique politique récente voulant que la présidence soit assurée tour à tour par un président issu du nord ou du sud avec un vice-président représentant la région qui n'occupait pas la plus haute fonction de l'État.

Les nordistes considéraient que le mandat d'un président issu du nord n'ayant pas été mené à son terme, lors des élections présidentielles de 2011, le président intérimaire devait s'effacer pour laisser un des leurs être élu à la tête de l'État fédéral.

Goodluck Jonathan qui estimait au contraire que le tour des nordistes était passé, se présenta et il fut élu à l'issue d'un scrutin clairement ethno régional.

Investi le 29 mai 2015, le général Mahammadu Buhari, un Peul nordiste musulman succéda à Goodluck Jonathan. Au point de vue sécuritaire en plus de la zone ravagée par Boko Haram, deux régions étaient alors en proie à des désordres. Dans la région centrale du pays, un point de focalisation existait autour du saillant de Jos, zone contact entre éleveurs musulmans et agriculteurs chrétiens, cependant que dans le delta du Niger, des groupes séparatistes ou mafieux procédaient au sabotage des oléoducs.



LA GUERRE DE BOKO HARAM

Boko Haram a prospéré sur la frustration des élites musulmanes nordistes Haoussa-Peul-Kanouri qui n'acceptaient pas que le pays soit dirigé par des chrétiens sudistes. En 2011, au Nigeria, Goodluck Jonathan, un sudiste chrétien fut en effet élu président à l'issue d'un scrutin clairement ethno régional (voir page 378).

Cette victoire qui illustre une inversion des rapports de force entre nord et sud entamée depuis une décennie, provoqua bien des crispations. Jusque-là, les nordistes qui tenaient l'administration et l'armée exerçaient en effet le pouvoir tout en détournant à leur profit la manne pétrolière sudiste.

Les rôles étant renversés, les sudistes prirent le contrôle de la production pétrolière ; puis ils tentèrent de casser le monopole que les Fulani (Peul) exerçaient sur l'armée en favorisant la promotion d'officiers sudistes chrétiens et animistes.

C'est dans ce contexte que *Boko Haram* fut instrumentalisé par des politiciens nordistes afin d'empêcher le président Goodluck de gouverner.

Cela leur fut d'autant plus facile que le jihadisme fut à plusieurs reprises utilisé par les dirigeants musulmans de la fédération afin d'affaiblir leurs opposants chrétiens.

Au mois de mai 1987, le général Babangida qui était au pouvoir avait ainsi armé des groupes islamistes afin d'attaquer des chrétiens dans les États du nord, notamment Sokoto et Bornou.

L'attitude des autorités musulmanes nordistes changea quand *Boko Haram* se lia à *Al Qaida*, échappant par là même à leur semi contrôle.

L'armée fédérale étant inopérante car perçue par les populations nordistes et musulmanes comme une force d'occupation en partie chrétienne, les chefs nordistes tentèrent alors de réduire ou du moins de cantonner *Boko Haram*. En représailles, ce dernier déclencha une campagne terroriste contre l'émir de Kano. Fin novembre 2014, la mosquée de Kano qui jouxte le palais de l'émir Sanusi Lamido Sanusi fut attaquée à l'heure de la prière. Le bilan fut de 120 morts et de plusieurs centaines de blessés.

Fin 2017, *Boko Haram* ne contrôlait plus qu'une partie de l'État de Borno, soit le cœur du territoire des Kanouri.

Ces derniers ne parlent pas la même langue que les Haoussa et ils sont les héritiers de l'empire de Kanem Bornou (fin XV^e-1893) qui s'étendait sur une partie du Tchad, du Niger et du Cameroun, avec une pénétrante vers la Libye via Bilma. *Boko Haram* fut fondé par un Kanouri du nom de Mohamed Yusuf abattu par l'armée le 31 juillet 2009.

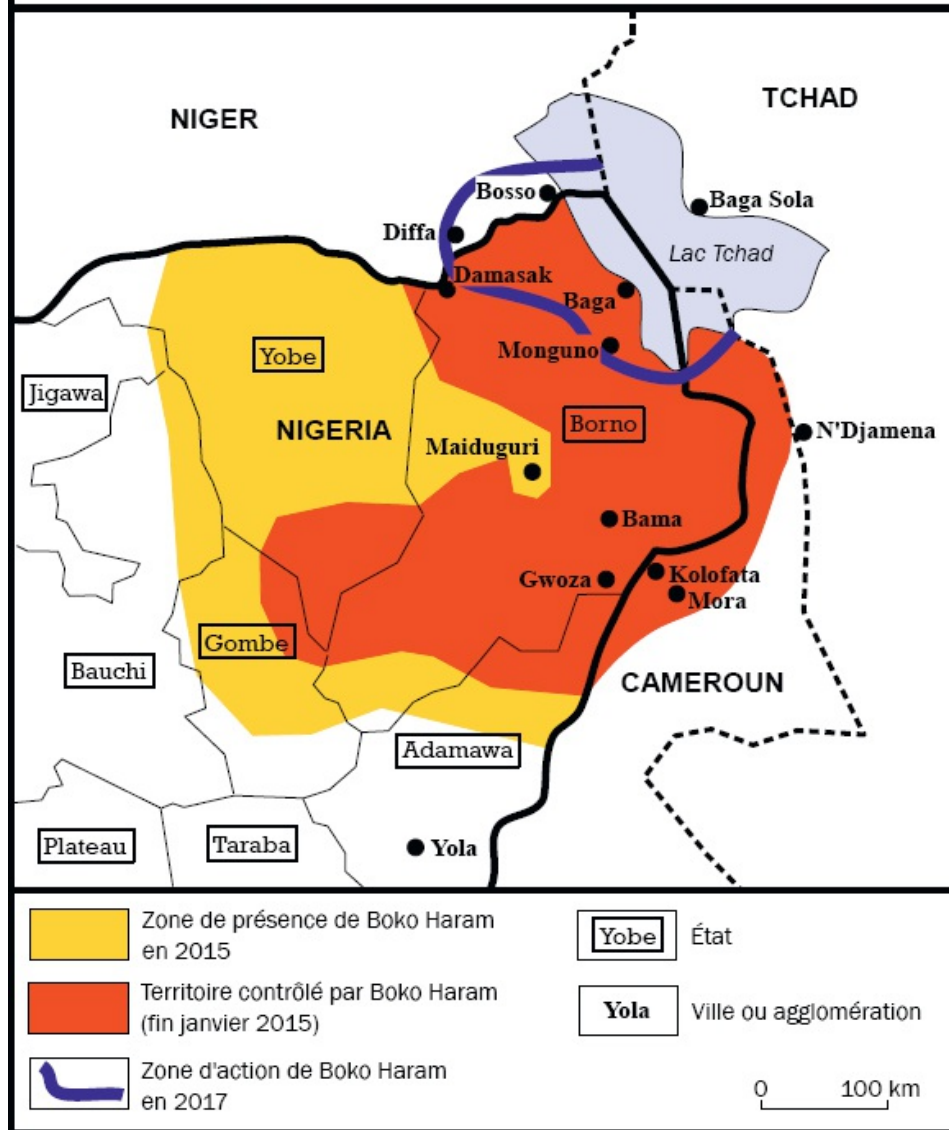
Alors que les sultanats haoussa-peul, dont celui de Sokoto, sont issus du jihad des Peul d'Othman dan Fodio venus de la région du Sénégal à la fin du XVIII^e siècle (voir page 200), l'islamisation des Kanouri fut réalisée par des tribus arabes venues de Libye.

Leurs descendants sont aujourd'hui installés dans la partie centrale du Tchad ainsi que dans toute la région péri tchadique.

Au Tchad, ils sont groupés en trois ensembles, les nomades Djoheïna, les Hassaouna et les Ouled Slimane ; ces derniers vivent également en Libye où ils sont en conflit avec les Toubou, un autre peuple « à cheval » sur les deux pays.

En 2018, l'objectif de *Boko Haram* était le pourrissement de la région péri tchadique à travers la zone de peuplement kanouri qui déborde du Nigeria puisqu'elle s'étend au Niger, au Cameroun et au Tchad.

NIGERIA : LA RÉTRACTATION DE BOKO HARAM



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

CENTRAFRIQUE : LA GUERRE ETHNIQUE

L'histoire contemporaine de la RCA s'est écrite dans l'alternance de cycles ethno-politiques qui donnèrent tour à tour le pouvoir à des populations originaires des trois grandes régions du pays.

Les « gens du fleuve »

Du mois d'août 1960, date de l'indépendance, jusqu'à 1993, avec Barthélemy Boganda, Jean-Bedel Bokassa, David Dacko et André Kolingba, le pays fut dirigé par les « gens du fleuve », qu'il s'agisse de Ngbaka ou de Yakoma (groupe Ngbandi).

En 1979, la France renversa l'« Empereur » Bokassa et installa au pouvoir David Dacko. En 1981, le général Kolingba, un Yakoma, prit le pouvoir et il l'exerça jusqu'en 1993.

Tous contre les « gens du fleuve »

En 1993, Ange-Félix Patassé remporta les élections. Ce Mbum, ethnie voisine des Sara qui vit également au Cameroun et au Tchad bénéficia du soutien des populations de l'est, du centre, du nord-ouest, comme les Gbaya, les Banda et les Sara qui avaient vu en lui, le meilleur candidat permettant de supplanter les Ngbandi.

Une fois au pouvoir, le président Patassé licencia les soldats Yakoma qui se mutinèrent. En 1996 et en 1997, le pays sombra alors dans la guerre ethnique et l'armée française intervint pour tenter d'éviter un embrasement général.

Le 15 mars 2003 le général François Bozizé prit le pouvoir et en 2005, il se fit élire Président de la République. Avec lui, la grande ethnie Gbaya originaire de l'ouest du pays accédait aux affaires.

La Séléka

De larges parties du nord du pays échappaient alors à l'autorité de Bangui, notamment dans la région de Birao où sévissaient plusieurs mouvements à base ethnique ou tribale.

Le plus organisé la *Séléka* (coalition en langue sango), était composé de plusieurs petites tribus nordistes dont les Gula et les Runga.

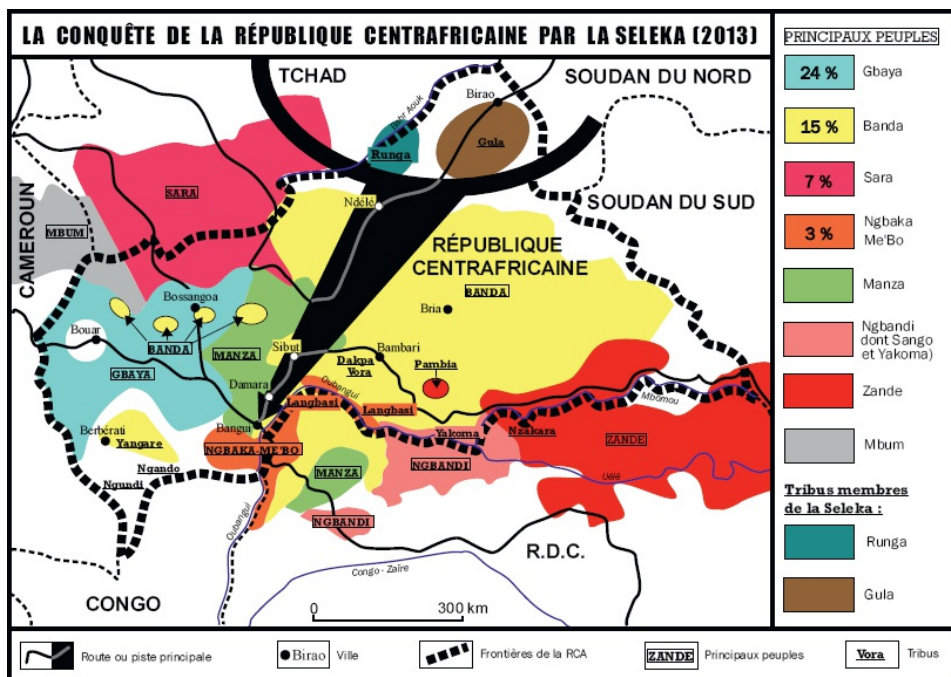
Dans les derniers jours de 2012, la *Séléka* lança un rezzou vers Bangui, renouant ainsi avec une tradition d'avant la colonisation, quand les esclavagistes musulmans venus du Soudan dévastaient le sud de l'actuelle RCA.

Le 24 mars 2013, la *Séléka* prit Bangui qui fut mise au pillage puis, eut lieu le massacre des Gbaya, puis des chrétiens. L'anarchie gagna ensuite l'ensemble du pays.

Début 2014, face au désastre humanitaire, François Hollande décida d'intervenir. Ce fut l'*Opération Sangaris*. Mais, au lieu de leur ordonner de détruire les bandes de la *Séléka* qui avaient provoqué le désastre, Paris demanda aux forces françaises de simplement séparer agresseurs et agressés, bourreaux et victimes.

Le déploiement du contingent français se fit alors d'une manière insolite. Alors que l'objectif militaire prioritaire aurait en effet dû être le verrou de Birao dans l'extrême nord du pays afin de couper la *Séléka* de sa base soudanaise, il fut au contraire décidé d'enliser les forces françaises à Bangui dans une mission d'interposition relevant de la gendarmerie mobile. L'intérieur de la Centrafrique fut donc laissé à la *Séléka* qui eut tout le loisir d'y poursuivre ses massacres.

Alors que la solution était d'abord militaire, le Quai d'Orsay ne cessa d'affirmer que la résolution de la crise se ferait par la reconstruction de l'État à travers le mirage électoral de 2016. Or, le président élu, Faustin-Archange Touadéra a été incapable de reconstituer un « État » centrafricain, lequel n'a d'ailleurs jamais existé ; sauf peut-être à l'époque Bokassa.



LE CHAOS CONGOLAIS (1960-1965)

Le 30 juin 1960, l'indépendance du Congo belge se fit dans la précipitation et le 5 juillet, quand la *Force publique* se mutina, le pays explosa. En plus du chaos, il fut au bord du démembrement car, le 11 juillet le Katanga se proclama indépendant.

Dès le 12 juillet, le gouvernement congolais demanda l'aide militaire de l'ONU et des États-Unis afin de réduire cette sécession. Le 14 juillet, le conseil de Sécurité décida l'envoi de troupes, mais le mouvement de sécession prit de l'ampleur. Le 8 août, Albert Kalondji un Luba qui avait rompu avec Patrice Lumumba et provoqué la scission du MNC (*Mouvement national congolais*), proclama ainsi l'indépendance du sud-Kasaï, puis il fixa sa capitale à Bakwanga (actuellement Mbuji-Mayi), laissant Luluabourg (Kananga) sous le contrôle des Luluwa.

Le 25 août le Kasaï et le Katanga formèrent une confédération. Les deux « États » disposaient de l'essentiel des richesses minières de l'ancien Congo Belge, mais ils étaient en proie à des graves problèmes ethniques. Les Luba du Katanga groupés dans la *Balubakat* luttèrent ainsi farouchement contre les Gendarmes katangais.

Pour réduire ces deux sécessions, Patrice Lumumba, alors premier ministre, lança une opération militaire à la fin du mois d'août 1960. Au Kasaï, Bakwanga fut occupée le 27 août, mais, aidés par la gendarmerie katangaise et encadrés par des volontaires belges, souvent anciens officiers ou sous-officiers de la Force Publique, ils reprirent Bakwanga le 23 septembre. Albert Kalondji s'y fit proclamer *Mulopwe* (empereur, roi) le 8 avril 1961.

Le 5 septembre 1960, Patrice Lumumba fut révoqué par le président Kasavubu et transféré - en réalité livré -, au Katanga où il fut assassiné le 17 janvier 1961 après avoir été malmené durant son transport par des soldats Luba-Kasaï qui voulaient venger les massacres des leurs (Brassine et Kestergat, 1991).

Des rébellions lumumbistes éclatèrent aussitôt dans l'ouest, au Kwilu (Verhaegen, 1987), dans l'est, dans le nord-Katanga, au Maniema et au Kivu dont les principaux dirigeants étaient Antoine Gizenga, Gaston Soumialot et Pierre Mulele. Une République populaire du Congo fut créée à Stanleyville où des centaines d'Européens furent pris en otage, tandis qu'au Katanga, l'ONU lançait une offensive contre les gendarmes katangais encadrés par une

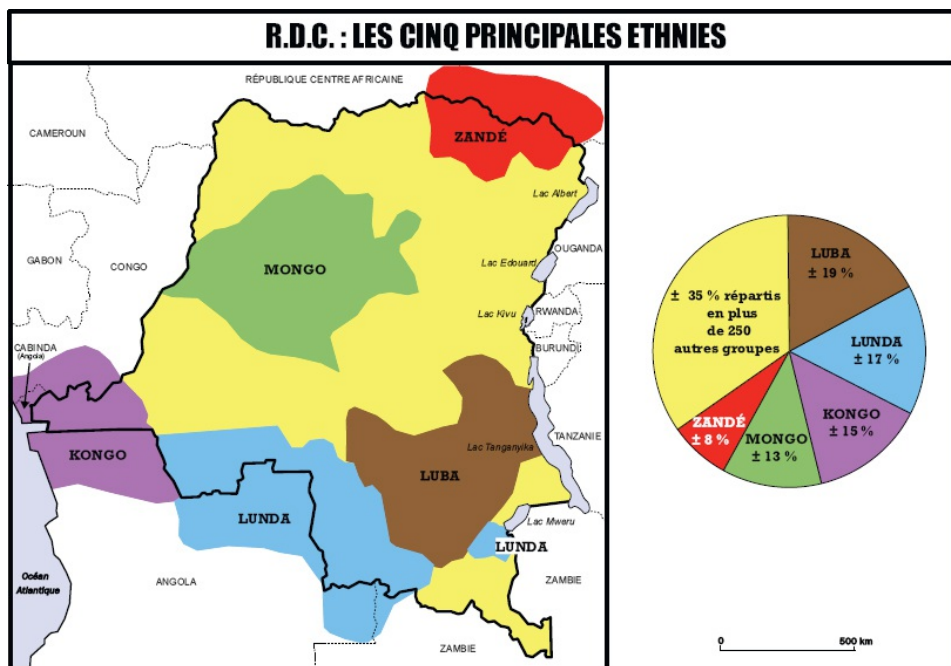
poignée de mercenaires, notamment français.

Mi-janvier 1963, les gendarmes katangais perdirent pied et Moïse Tschombe s'enfuit en Espagne avant d'être rappelé à Léopoldville, où, le 6 juillet le président Kasavubu le chargea de former un nouveau gouvernement.

Mi-novembre 1964 il fut décidé de sauver du massacre des centaines d'otages, à Stanley-ville (Kisangani) où des guerriers emplumés, drogués au chanvre et ivres d'alcool de palme, s'étaient mis à massacrer indistinctement Africains et Européens. Pour mettre un terme à ces tueries, la Belgique lança le 24 novembre 1964 une opération aéroportée sur Stanleyville et sur Paulis, doublée par la colonne terrestre de la 5^e brigade motorisée commandée par le colonel F. Vandewalle (*Opération O mmegang*), (Vandewalle, 1970 ; Closset, 1995 ; Schramme, 1969). Puis, les mercenaires se lancèrent à la reconquête du Congo oriental pour le compte du gouvernement central.

À la fin de l'année 1965, la révolte des *simba* était écrasée. La « guerre froide » battait alors son plein et les occidentaux avaient décidé de « tuer dans l'œuf » ce foyer subversif qui risquait d'embraser toute la région.

Au mois de novembre 1965, le général Joseph-Désiré Mobutu s'empara du pouvoir. Washington, Bruxelles et Paris, qui cherchaient un homme fort capable de « tenir » l'immense Congo avaient trouvé en lui un allié fidèle et loyal.



LE RWANDA : 1959-1994

Le 1^{er} juillet 1962, le Rwanda accéda à l'indépendance dans un contexte de conquête du pouvoir par les Hutu (80 % de la population contre 20 % de Tutsi) et d'émigration de très nombreux Tutsi.

De profondes oppositions existaient entre Hutu du nord (les Bakiga) et Hutu du sud (les Banyenduga). Or, durant toute la première République (1961-1973), les Hutu du sud furent aux affaires.

Un coup d'État eut lieu le 5 juillet 1973. Les putschistes, essentiellement des officiers nordistes dirigés par le général Juvénal Habyarimana, parlaient de restauration de l'unité nationale, de répudiation du régionalisme et de l'ethnisme.

En 1988, les réfugiés tutsi exigèrent que Kigali reconnaisse leur droit au retour, ce qui fut accepté le 31 juillet 1990.

En dépit de cela, deux mois plus tard, le 1^{er} octobre 1990, le FPR (Front patriotique rwandais), mouvement tutsi, attaqua le Rwanda depuis ses bases situées en Ouganda.

À la fin du mois d'octobre 1990 l'incursion de l'APR était repoussée, mais, bien que militairement battu, le FPR remporta une importante victoire politique puisque la France demanda au Président Habyarimana de négocier avec lui, l'imposant donc dans le jeu politique rwandais.

Puis, toujours sous la pression française, le président Habyarimana accepta d'instaurer le multipartisme, ce qui provoqua l'écatement du corps social rwandais.

Au mois de juin 1992, le FPR lança une puissante attaque dans la région de Byumba provoquant la déroute de l'armée rwandaise. Afin d'éviter une prise de pouvoir par le FPR, le président Mitterrand ordonna une intervention française. Le front fut aussitôt stabilisé et les négociations de paix d'Arusha débutèrent.

Huit mois plus tard, le 8 février 1993, soit un mois après la signature à Arusha du protocole d'accord sur le partage du pouvoir, le FPR rompit le cessez-le-feu en vigueur depuis le mois de juillet 1992 et lança une offensive militaire dans les régions de Byumba et de Ruhengeri. Les lignes de défense rwandaises furent enfoncées.

Paris envoya alors un détachement militaire et le 9 mars, à Dar Es-Salam, craignant un engagement plus direct de la France, le FPR signa un accord de

cessez-le-feu, acceptant de se retirer sur les positions qu'il occupait avant le 8 février (en rouge sur la carte).

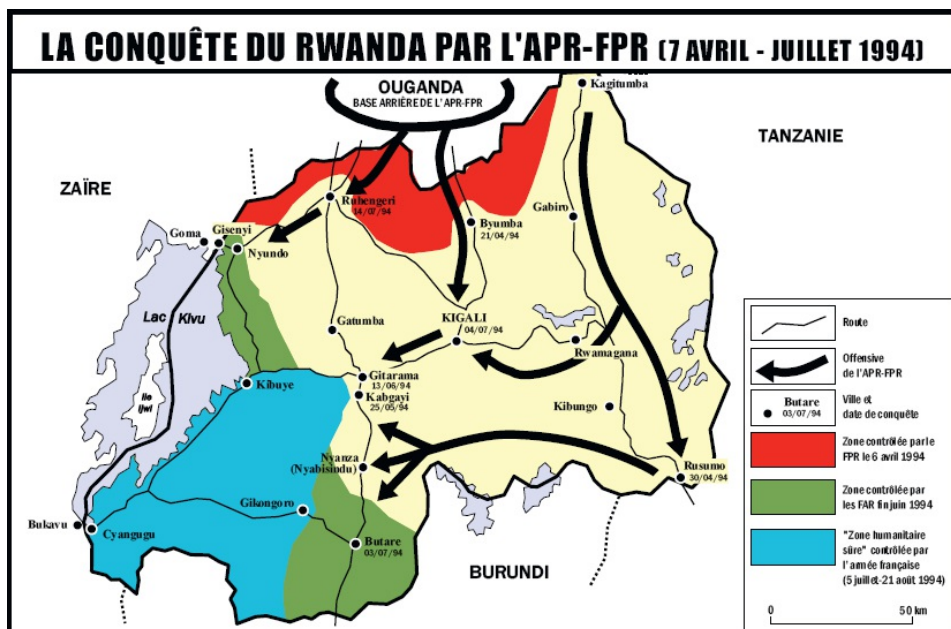
Les dernières phases des discussions d'Arusha débutèrent ensuite et ouvrirent la voie à une transition démocratique que l'ONU devait garantir.

Le 6 avril 1994, vers 20 h 30, alors qu'il allait atterrir à Kigali, l'avion du président Habyarimana fut abattu par deux missiles SAM qui faisaient partie d'un lot de 40 missiles SA 16 IGLA livrés à l'armée ougandaise quelques années auparavant (Bruguière, 2006 : 38).

Dans la nuit du 6 au 7 avril, les forces militaires du FPR entamèrent la conquête du pays. Au bout de quelques jours, l'armée rwandaise, paralysée par l'embargo sur les armes et les munitions qu'elle subissait, fut défaite et d'immenses tueries se déroulaient alors dans le pays, le génocide des Tutsi était doublé d'un massacre de masse des Hutu par l'APR (Merelles, 2008).

Le 22 juin, le *Conseil de sécurité* de l'ONU donna mandat à la France pour intervenir au Rwanda.

Le 23, l'*Opération Turquoise* débuta et le 5 juillet, l'armée française créa dans le sud-ouest du Rwanda, une *Zone humanitaire sûre* cependant qu'au nord, un flot ininterrompu de Hutu s'écoulait en territoire zaïrois où de gigantesques camps surgirent de terre (Ntilikina, 2008).



LES GUERRES DU CONGO-ZAÏRE (1996-2002)

La première guerre du Congo/Zaire (1996-1997).

Au mois de septembre 1996, le Rwanda décida de renverser le maréchal Mobutu et il pensa avoir trouvé en Laurent-Désiré Kabila un exécutant docile qu'il plaça à la tête d'un mouvement créé pour la circonstance, l'AFDLC (*Alliance des Forces démocratiques pour la libération du Congo*).

Au mois de septembre 1996, une triple offensive était lancée par les armées du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda dont le résultat fut la déroute militaire zaïroise. La conquête du Zaïre se fit alors dans le prolongement de la campagne du Kivu.

À la fin du mois de mai 1997, l'armée rwandaise était victorieuse après avoir bénéficié le 15 mai à Kenge de l'aide décisive des blindés angolais.

Le président Mobutu fut chassé du pouvoir, Laurent-Désiré Kabila lui succéda et le Zaïre redevint *République démocratique du Congo* (RDC). Les Luba du Katanga étaient les maîtres à Kinshasa.

La seconde guerre du Congo (1998-2002)

En 1998 Laurent-Désiré Kabila se retourna contre ses anciens alliés rwandais. Au mois d'août 1998, le Rwanda tenta alors un coup de main sur Kinshasa. La capitale du Congo était sur le point de tomber quand une double intervention militaire de l'Angola et du Zimbabwe renversa la situation. La seconde guerre du Congo venait d'éclater, se transformant en un véritable jeu de massacre régional.

Sept pays furent en effet directement engagés dans le conflit : l'Angola, le Zimbabwe, la Namibie, le Tchad, le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Ces pays appartenaient à deux coalitions dont les intérêts étaient à la fois contradictoires et croisés.

La première associait l'Ouganda, le Rwanda et dans une moindre mesure le Burundi. La seconde regroupait l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie.

En 1999, le conflit de la RDC s'enlisa. Le Tchad qui était entré en guerre aux côtés du président Kabila, retira ses troupes. Quant aux autres protagonistes non Congolais, ils cherchèrent une porte de sortie honorable. Tous avaient d'ailleurs atteint leurs buts de guerre.

Les temps d'un compromis étant donc venus, en 1999, furent signés les « accords de Lusaka ». Ils prévoyaient un cessez-le-feu, le déploiement entre les

belligérants d'une force de l'ONU de 5 500 hommes, la MONUC (*Mission d'observation des Nations unies au Congo*). Ils devaient entrer en vigueur le 1^{er} septembre 1999, mais ils ne furent pas appliqués et le conflit continua car le président Kabila refusait ce qui aboutissait de fait à une partition du Congo, la présence des hommes de l'ONU permettant d'entériner l'occupation des 2/3 du pays par l'Ouganda, le Rwanda et leurs alliés locaux. Laurent Désiré Kabila fut assassiné le 16 janvier 2001. Son successeur, Joseph Kabila Kabange était son propre fils.

Un calendrier de retrait de toutes les forces étrangères fut mis au point et, à la fin du mois de mars 2001, la Monuc commença son déploiement.

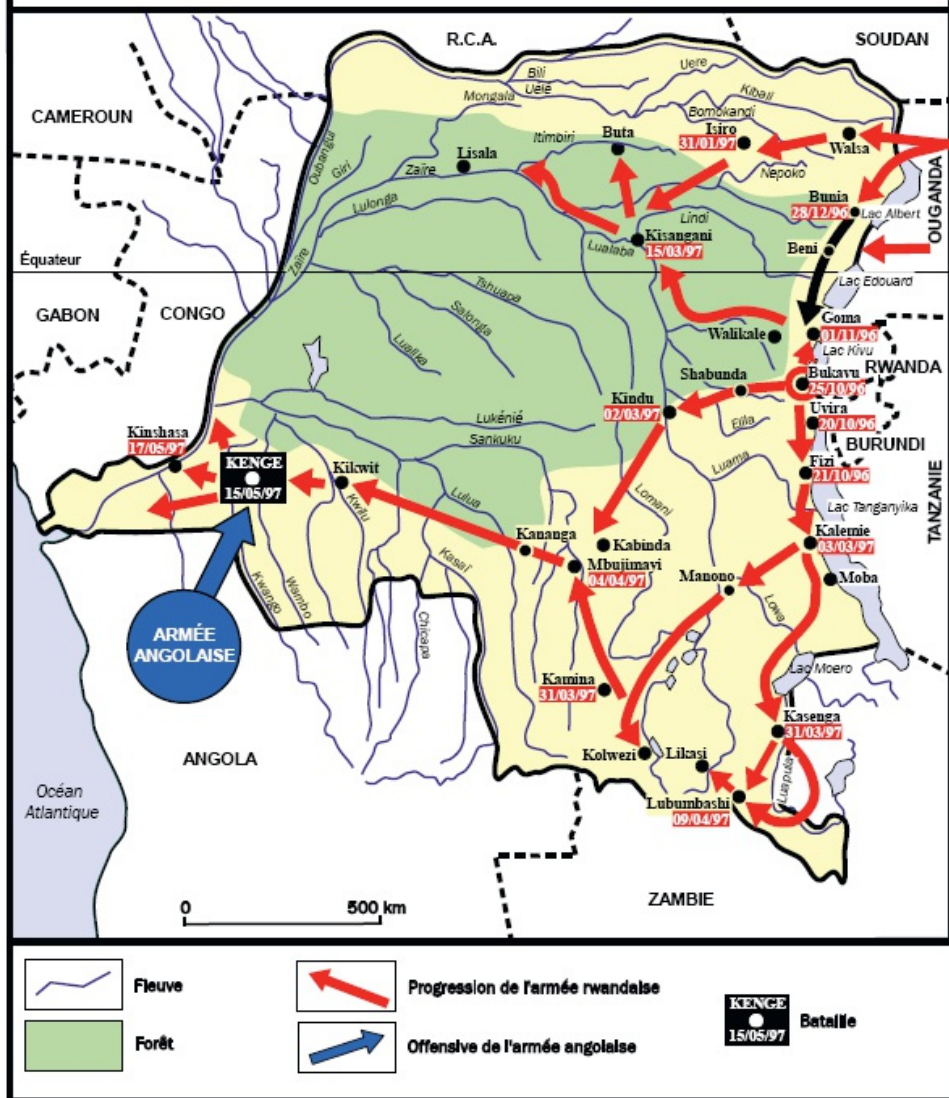
Le 19 avril 2002, le principe de la réunification de la RDC était accepté par tous les protagonistes qui signèrent l'*accord de Sun City* en Afrique du Sud.

Le 30 juillet 2002, l'*Accord de paix Congo-Rwanda* signé à Pretoria prévoyait le retrait des soldats rwandais de la RDC et le 6 septembre 2002, l'*Accord de Luanda* permettait de conclure la paix avec l'Ouganda qui s'engageait à retirer ses troupes de l'Ituri (voir plus loin page 390). Dernière étape, le 17 décembre 2002, les membres du *Dialogue intercongolais*, à savoir les milices plus le gouvernement de Kinshasa, signaient un accord global de paix prévoyant la constitution d'un gouvernement de transition, puis des élections législatives et présidentielles dans les deux ans.

La seconde guerre du Congo était terminée.

Le 30 juin 2003, le *Gouvernement de transition* fut installé, dirigé par le président de la République, Joseph Kabila.

LA PREMIÈRE GUERRE DU ZAÏRE (SEPTEMBRE 1996 - 15 MAI 1997)



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LA QUESTION DE L'ITURI

Située dans le nord-est de la RDC, l'Ituri tire son nom de sa principale rivière.

La région est une zone de hautes terres comprise entre la grande forêt

congolaise à l'ouest et le lac Albert à l'est.

Dans les années 1996-2004, l'Ituri fut le théâtre de sanglants affrontements ethniques qui provoquèrent en 2003 les interventions de l'ONU et de l'armée française (*Opération Artémis*).

L'Ituri a commencé sa descente aux enfers en 1996 quand l'Ouganda, alors allié au Rwanda, participa à la grande offensive que Kigali lança contre les camps hutu du Kivu, puis contre l'armée du maréchal Mobutu (voir page 388).

En 1998, l'Ouganda fut une nouvelle fois de la partie avec l'aide de ses alliés Héma, proches cousins des Hima d'Ouganda.

En 2001 une féroce guerre ethnique éclata, opposant Lendu et Hema, provoquant des déplacements de population, les Lendu quittant la ville de Bunia où des dizaines de milliers de Héma, jusque-là dispersés dans des zones ethniques hostiles vinrent se réfugier.

Le 24 avril 2003, l'armée ougandaise évacua l'Ituri au moment où la *Monuc 1* (*Mission d'observation des Nations Unies pour le Congo*) y prenait position.

Mais le contingent uruguayen fort de 700 hommes disposant d'une vingtaine de blindés et renforcé par un millier de soldats de Kinshasa (*FAC : Forces armées congolaises*) présentés comme des « policiers », ne put protéger la ville de Bunia, où les miliciens Lendu alliés aux « policiers » congolais s'étaient lancés à la chasse aux Héma qui furent massacrés, les femmes violées et les enfants dépecés.



Couteau faucille zandé. RDC

Face à ces tueries, les Héma contre-attaquèrent. Les combats furent violents. Moins nombreux, mais mieux encadrés et ayant un minimum de discipline, ils mirent en déroute les Lendu et les « policiers » congolais.

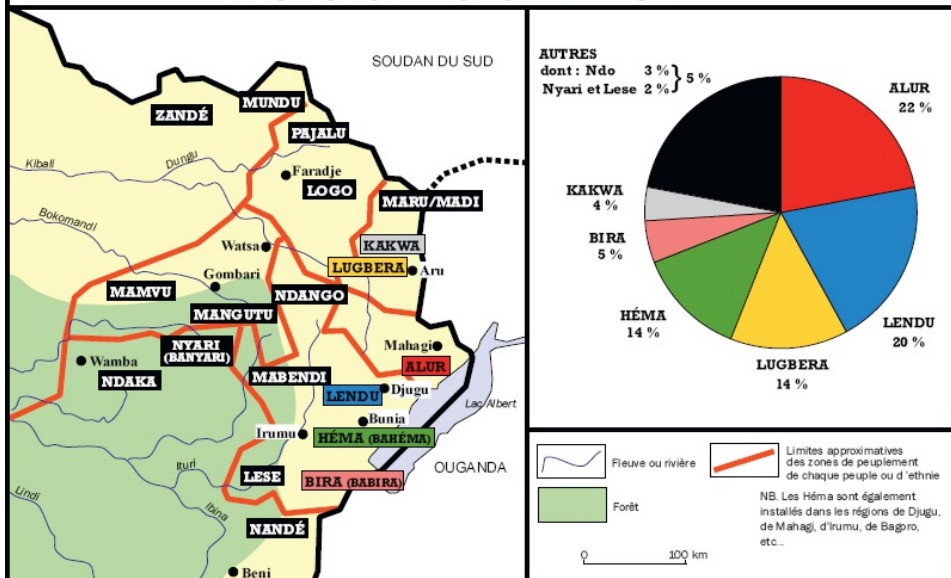
Le 12 mai, Bunia était entre leurs mains, mais les milices Lendu étaient présentes autour de la ville.

L'ONU décida alors de renforcer son dispositif sous forme de *Monuc 2*. Il était prévu que cette dernière serait composée de 3 800 hommes, mais il fallait trois mois pour les rassembler. Or, durant ces quatre-vingt-dix jours, les massacres n'allaient pas cesser.

C'est alors que la France intervint en déclenchant l'*Opération Artemis*, opération européenne sous mandat des Nations Unies (Bagayoko, 2004). Son objectif était de sécuriser la ville de Bunia et son aéroport afin de préparer la venue de la *Monuc 2*.

Cependant, comme sécuriser Bunia passait par le désarmement des Héma, et cela, au moment où ces derniers qui venaient d'échapper à un massacre généralisé s'étaient sauvés par eux-mêmes, l'intervention française se fit donc d'abord contre eux puisqu'ils contrôlaient Bunia, ce qui eut pour résultat de laisser le pays aux Lendu.

LES POPULATIONS DE L'ITURI



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

LES GUERRES D'ANGOLA (1975-2002)

Au mois de mars 1975, les *Fapla (Forces armées populaires de libération de l'Angola)* l'armée du Mpla, avaient attaqué par surprise le quartier général de l'Unita à Luanda (voir page 308-310). La seconde guerre d'Angola éclata alors. Le Mpla exigea le départ des dernières troupes portugaises et Lisbonne reconnût le mouvement comme seul interlocuteur valable.

Le 22 octobre 1975, l'armée sud-africaine déclencha l'*Opération Zoulou* destinée à empêcher la prise du pouvoir par le Mpla marxiste à Luanda. Les Sud-africains avancèrent jusqu'aux portes de la capitale, avant de devoir se replier devant la réprobation internationale (Hamann, 2001 : 1-18).

Le 5 novembre 1975, le bloc soviétique déclencha l'*Opération Carlotta* et une noria d'avions gros porteurs achemina un corps expéditionnaire cubain destiné à soutenir le MPLA. Le conflit s'était internationalisé.

Le 11 novembre 1975 l'indépendance fut proclamée dans le plus total chaos.

À Luanda, le Mpla proclama la *République populaire d'Angola* alors qu'à Huambo, dans le centre du pays, l'Unita et le Fnla proclamaient la *République démocratique d'Angola*.

De 1975 à 1983, les combats furent incessants et au mois de février 1981, l'Unita et les Sud-africains remportèrent une importante bataille à Mavinga où plusieurs unités blindées cubaines furent détruites.

Au mois de décembre 1987, les Fapla prirent la ville de Mavinga. En mai 1988, l'Unita, aidée par les unités spéciales sud-africaines (32^e bataillon) reprirent la ville. Les Fapla et l'essentiel du corps blindé cubain se replièrent alors à Cuito Cuanavale qui fut assiégée par l'armée sud-africaine (Hamann, 2001 : 63-102).

Le 5 août 1988 un cessez-le-feu fut signé entre Cuba, le M.P.L.A. et la R.S.A, mais l'Unita déclara qu'elle n'était pas concernée par cet accord. Le 22 décembre 1988 le *Traité de New York* conclu entre Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud stipulait le rapatriement des soldats cubains alors présents en Angola. Le cessez-le-feu fut officiel à partir du 31 mai et des élections libres étaient prévues.

Le 26 août 1991 la *République populaire d'Angola* devint la *République d'Angola* et les 29 et 30 septembre 1992, les élections générales prévues par les accords de paix eurent lieu, mais Jonas Savimbi en contesta le résultat.

Le 29 octobre 1992, se produisirent les « massacres de la Toussaint ». Comme il l'avait fait au mois de juin 1975, le Mpla attaqua les hôtels abritant les cadres de l'Unita qui furent massacrés.

La troisième guerre d'Angola éclata alors et, entre les mois de décembre et de septembre 1993, l'Unita eut l'avantage. Le 6 mars 1993, après 55 jours de combats acharnés, ses hommes s'emparèrent de la ville de Huambo. À la fin du mois d'août 1993, l'Unita fut à son apogée puisque 75 % de l'Angola était alors sous son contrôle.

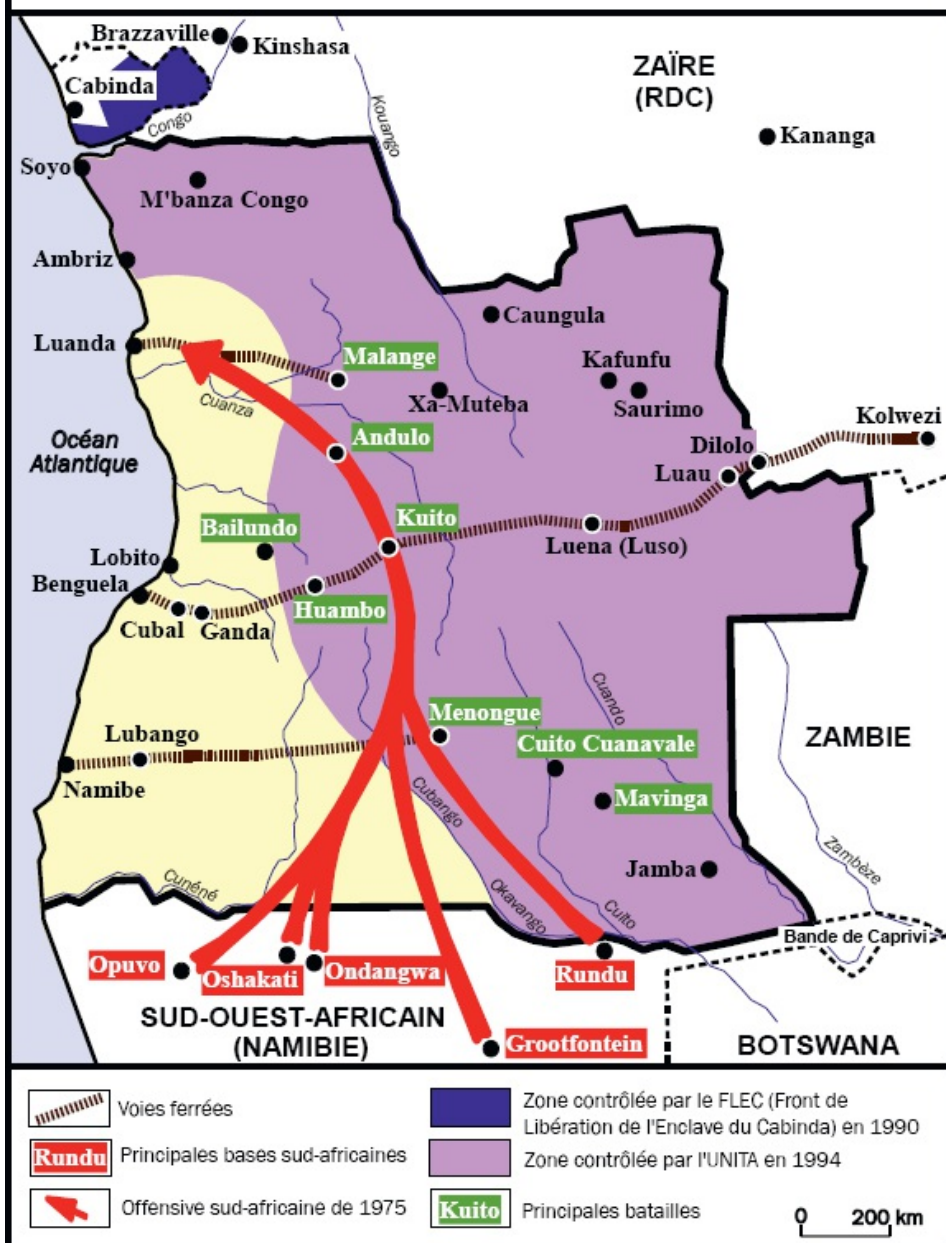
Puis, les États-Unis renversèrent leurs alliances, cessant de soutenir l'Unita et reconnaissant le régime du président Dos Santos ; puis, au mois de septembre, les Nations-Unies décidèrent un embargo contre l'Unita.

Vaincu, le 20 novembre 1994, Jonas Savimbi accepta de signer le « Protocole de Lusaka » qui prévoyait un cessez-le-feu et la reconnaissance du résultat des élections de 1992.

La quatrième et dernière guerre d'Angola éclata en décembre 1998.

En juillet 1999 l'ONU lança un mandat d'arrêt contre Jonas Savimbi pour rébellion, sabotage et tueries après que deux avions de l'ONU eurent été abattus par l'Unita. Désormais seul et traqué, il fut tué le 22 février 2002. Le 30 mars 2002, l'Unita faisait sa reddition.

LES GUERRES D'ANGOLA (1975 - 2002)



LES MUTATIONS SUD-AFRICAINES

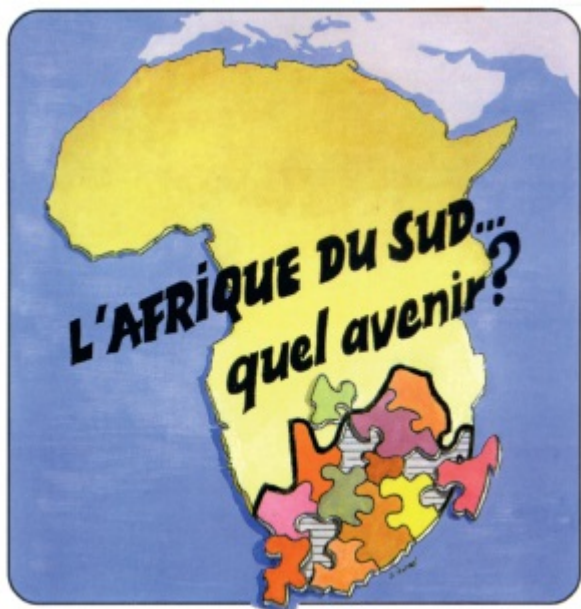
En 1902, après avoir combattu pour l'indépendance de leurs Républiques, les *Boers Afrikaners*, une fois vaincus par les Britanniques furent fondus dans les frontières coloniales de l'Afrique du Sud créée par Londres.

Devenu *Union Sud-Africaine* en 1910, le nouvel État était un assemblage de plusieurs peuples différents dont le ciment devait être assuré par la commune appartenance à la Couronne britannique.

Les Afrikaners attendirent 34 ans leur revanche politique qu'ils obtinrent lors des élections de 1948.

Ils acceptèrent alors l'héritage colonial britannique. Ce faisant, ils tournaient le dos aux principes républicains et nationaux au nom desquels ils avaient combattu durant la guerre des Boers. En acceptant les frontières tracées par les Britanniques, ils devinrent en effet des colonisateurs intérieurs.

Ce furent donc eux qui eurent, à partir de 1948, la charge de maintenir la cohésion de l'ensemble sud-africain. Ils étaient paradoxalement devenus les nouveaux gardiens de cette véritable « prison de peuples » qu'était l'Afrique du Sud contre la création de laquelle ils avaient tant lutté...



Maîtres de tout le pays, ils découvrirent alors qu'ils risquaient la submersion démographique.

Pour tenter de l'éviter, ils s'engagèrent alors dans la politique d'*apartheid* (le

développement séparé), avec comme corollaire la création de foyers nationaux noirs. Mais il était trop tard.

Dans les années 1980, quand la décolonisation interne connue sous le nom de politique des « *Bantustan* » fut véritablement mise en place, il était en effet clair que les territoires octroyés aux Noirs étaient davantage des réserves que d'authentiques patries.

À la fin de la décennie 1980 les Afrikaners se trouvèrent dans une impasse : à l'intérieur, les Noirs étaient sur le point de se soulever et à l'extérieur les sanctions internationales transformaient l'Afrique du Sud en pays paria.

Au même moment, l'effondrement du bloc soviétique permit un règlement global de la question de l'Afrique australe (Angola, Sud-Ouest africain-Namibie, Mozambique et Afrique du Sud).

Le président P. W Botha fut mis à l'écart à l'issue d'une révolution de palais feutrée intervenue le 14 août 1989 et remplacé par F. W De Klerk.

La nouvelle équipe qui accédait au pouvoir avait pour objectif de sortir le pays de l'impasse dans laquelle la politique d'*apartheid* l'avait placé. Aussi, le 2 février 1990, l'ANC (*Congrès national africain*), le SACP (*Parti communiste sud-africain*) et d'autres organisations jusque-là interdites furent légalisées et le 11 février, Nelson Mandela fut libéré de prison.

Cette libération permit d'ouvrir des négociations officielles. Les autorités blanches voulurent faire reconnaître l'existence des minorités, la possibilité de droit de veto pour elles et des élections au système proportionnel.

Cependant, pour l'ANC, l'idée même du droit des minorités était un moyen pour les Blancs d'empêcher la majorité noire d'exercer pleinement un pouvoir qui, mathématiquement, devait lui revenir. L'ANC exigeait donc un cadre unitaire avec un pouvoir central fort.

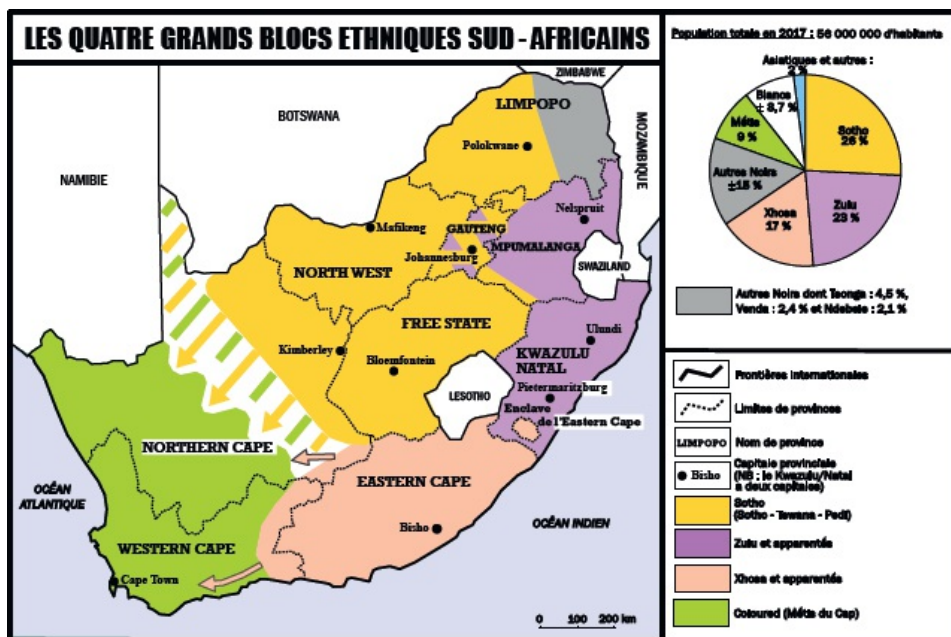
L'élaboration de la constitution intérimaire prit trois années, et au début de 1994, Frédéric De Klerk se rallia aux prélabales de l'ANC. Les premières élections multiraciales se tinrent alors en avril 1994 et l'ANC accéda au pouvoir.

En 1999, Thabo Mbeki succéda à Nelson Mandela à la tête de l'État, suivi par Jacob Zuma en 2008. La présidence de ce dernier s'acheva dans le chaos provoqué par de graves scandales de corruption.

Élu en 2018, Cyril Ramaphosa, devait composer avec les milieux d'affaires pro-occidentaux qui avaient fait sa fortune et les groupes noirs radicaux-racistes exigeant la nationalisation des mines et des propriétés agricoles possédées par les Blancs.

Avec en arrière-plan un chômage touchant 40 % des actifs et une grave

crise économique illustrée par le secteur minier dont les pertes de production ajoutées aux coûts d'exploitation eurent pour conséquence la fermeture des puits secondaires et la perte de 300000 emplois depuis 1994. Pour maintenir la production, il aurait fallu investir des sommes colossales, mais le climat social, la corruption et l'insécurité avaient découragé les investisseurs qui préférèrent faire glisser leurs activités vers des pays moins incertains.



Tous droits de reproduction réservés www.bernard-lugan.com

1. Au sujet de Tindouf, voir Edouard Méric (1965) et Olivier Vergniet (1986)
1. Le 15 janvier 1969, à Ifrane, un traité de paix fut conclu entre les deux pays.
1. Sur la question, voir Lugan (2013).
1. Le Houerou (2000); Clapham (2000); Gournay (2001).
1. Les principales ethnies de Sierra Leone Mendé (30 %), Temné (25 %), Krio ou créole (10,5 %), Limba (7 %), Kuranko (5,5 %), Kono (4 %), Loko (3 %), Sherbro (2,7 %), Kissi (2,5 %), Soussou (Sosso) (2,4 %), Maninka (2 %), autres 5,4 %.
1. Cette position clé avait été évacuée le 30 mars 2010 sur ordre du président Sarkozy.

BIBLIOGRAPHIE

A

- Abbott, P et Botham, Ph.,** (1986) *Modern African Wars (1) : Rhodesia 1965-1980*. London.
- Abbott, P et Rodrigues, R** (1988) *Modern African Wars : Angola and Moçambique (1961-1974)*, Londres.
- Abitbol, M.,** (1974) « Tombouctou et les Arma (1591-1833) ». Thèse de Doctorat de 3^e cycle, Paris.
- Aboualfa, M.,** (2 003) *La Course salétine et ses conséquences sur les relations franco-marocaines sous les règnes de Louis XIV et de Moulay Ismaïl (1661-1727)*. Thèse de doctorat de 3^e cycle, Universités de Rabat et de Lyon III, 2003.
- Akindele, A et Aguessy, C.,** (1953) *Contribution à l'étude de l'histoire de l'ancien royaume de Porto-Novo*, Mémoire de l'IFAN, n° 25, Dakar.
- Albuquerque, L.,** (De) (1987) *Navegadores, Viajantes e Aventureiros Portugueses. Séculos XV^e- XVI^e*. Lisbonne.
- Allard-Huard, L et Huard, P.,** (1986) « La femme au Sahara avant le désert ». *Etudes Scientifiques*, Le Caire, 1986.
- Ambrose, S.H.,** (1982) "Archaeology and linguistic reconstruction of history in East Africa." University of California Press, p. 104-157.
- Ambrose, S.H.,** (1984) "The introduction of pastoral adaptations to the Highlands of East Africa". In Clark, J. D ; Brandt, S. À, *From Hunters to Farmers, The Causes and Consequences of Food Production in Africa*. University of California Press, p. 212-219.
- Ardisson, M.,** (2003) « La mission Foureau-Lamy ». Dans *Centenaire des missions africaines*, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au musée des troupes de Marine, p. 57-62, Paris.
- Arditi, C.,** (2003) « L'armée de Rabèh ». Dans *Centenaire des missions africaines*, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au musée des troupes de Marine, p. 97-105, Paris.
- Arnould, D** (R. P) (2001)., *Histoire du christianisme en Afrique. Les sept*

premiers siècles. Paris Asiawaju, A.I., (1997) « Dahomey, pays yoruba, Borgu (Borgou) et Bénin au XIX^e siècle ». in Histoire générale de l'Afrique, Unesco, Paris, p. 359-373 Ayalon, D., (1996) *Le phénomène mamelouk dans l'orient islamique*. Paris.

Ayoun, R., (1988) « Le décret Crémieux et l'insurrection de 1871 en Algérie ». Revue d'histoire moderne et contemporaine, t. XXXV, *en ligne*.

B

Bagayoko, N., (2004) « L'opération Artémis, un tournant pour la politique européenne de sécurité et de défense ? ». *Afrique contemporaine*, n° 209, 2004/1.

Bastin, Y ; Coupeuz, A et de Halleux, B., (1983) « Classification lexicostatistique des langues bantoues (214 relevés). *Bulletin des séances de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer (ARSOM)*, Bruxelles, 27, (2), p. 173-199.

Bastin, Y., (1985) « Statistiques lexicale et grammaticale pour la classification historique des langues bantoues ». *Bulletin des séances de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer (ARSOM)*.

Bastin, Y ; Coupeuz, A et Mann, M., (1999) « Continuity and Divergence in the Bantu Language : perspectives from a lexicostatistic study ». *Annales des Sciences Humaines*, volume 162, 1999, Musée royal d'Afrique Centrale, Tervuren, Belgique.

Bastin, Y et Piron, P., (1999) « Classifications lexicostatistiques : bantou, bantou et bantoïde, de l'intérêt des groupes flottants ». In *Bantu Historical Linguistics*, Hombert, J. M. et Hyman, L, 1999, Stanford, p. 149-164.

Beach, D.N., (1980a) *The Shona : 900-1850*. Gweru, Zimbabwe.

Beach, D.N., (1980b) *The Shona and Zimbabwe (900-1850)*. Londres.

Beach, D.N., (1984) *Zimbabwe before 1900*. Harare (Zimbabwe).

Beaufre, (Général)., (1967) *L'expédition de Suez*. Paris.

Benabbès, A., (2005) « Les premiers raids arabes en Numidie byzantine : questions toponymiques. In Briand-Ponsart, C., (2005) *Identités et Cultures dans l'Algérie Antique*, p. 459-492.

Benabdellah, A., (1994) « Processus militaire millénaire ». Maroc-Europe, n° 7, 1994, p. 35-58.

Bénabou, M., (1976) *La résistance africaine à la romanisation*. Paris.

Bénabou, M., (1978) « Les Romains ont-ils conquis l'Afrique ? » *Annales ESC*, 1978, vol 33, n° 1, p. 83-88.

- Bender, L.**, (1997) *The Nilo-Saharan Languages : A Comparative Essay*. Munich. Benhima, Y., (2009) « Quelques remarques sur les conditions de l'islamisation du Maghreb al-Aqsa : aspects religieux et linguistiques ». En ligne, 12 pages.
- Benmebarek, R.**, (2010) Mémoire sur : les « événements » de Sétif, en mai 1945. Etudes coloniales, en ligne.
- Bernand, A.**, (1998) *Alexandrie la Grande*, Paris.
- Bernus, E.**, (1992) « Être Touareg au Mali ». *Politique Africaine*, n° 47, octobre 1992, p. 23-30.
- Bernus, E.**, (1993) *Touaregs nigériens, unité culturelle et diversité régionale d'un peuple*. Paris.
- Bernus, E.**, (2002) *Les Touaregs*. Paris Bianquis, T., (1997) « L'Égypte depuis la conquête arabe jusqu'à la chute de l'État fatimide (1171) ». In *Histoire générale de l'Afrique*, Unesco, t.III, p. 146-168, Paris.
- Blas de Roblès, J-M.**, (2005) *Libye grecque, romaine et byzantine*. Paris.
- Bookin-Weiner, J. B** (1992) « The Moroccan Corsairs of Rabat-Salé », in A. Kaddouri, *Le Maroc et l'Atlantique*, 1992, p. 163-191.
- Boonzaier, E ; Berens, P ; Malherbe, C. et Smith, A.**, (1996) *The Cape Herders. A history of the Khoikhoi of Southern Africa*. Ohio University Press.
- Boucharb, A.**, (1992) « Les Marocains et la mer pendant le XVI^e siècle », in Kaddouri, (1992).
- Bournazel (de), G.**, (1979), *Le cavalier rouge, Henry de Bournazel*. Paris.
- Boyer, P.**, (1970) « Le problème Kouloughli dans la Régence d'Alger ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 8, 1970, p. 79-94.
- Brassine, J et Kestergat, J.**, (1991) *Qui a tué Patrice Lumumba ?* Louvain-la-Neuve.
- Brégeon, J-J.**, (1991) *L'Égypte française au jour le jour (1798-1801)*. Paris.
- Briand-Ponsart, C et Hugoniot, Ch.**, (2005) *L'Afrique romaine de l'Atlantique à la Tripolitaine (146 av. J.-C.- 533 apr. J.-C.)*. Paris.
- Bruguère J-L** (2006) *Ordonnance de Jean-Louis Bruguère*, Tribunal de Grande Instance de Paris, Paris, 17 novembre 2006. Brunet, M., et alii (2002) "A new hominid from the Upper Miocene of Chad, Central Africa".
- Nature**, n° 418, 11 juillet 2002, p. 145-151. **Buijtenhuijs, R.**, (1984) « Le Frolinat à l'épreuve du pouvoir. L'échec d'une révolution africaine ». *Politique africaine ; en ligne*.
- Buijtenhuijs, R.**, (1998) « L'insurrection Mau Mau », in Grignon, F et Prunier, G., *Le Kenya contemporain*, Paris, 1998, p. 95-111.
- Burke, E ; Tauris, I.B.**, (1993) "Mohand N'Hammoucha. Middle East Atlas Berber". In *Struggle and Survival in the Modern Middle East*. University of

California Press.

Butler, A. J., (1902) *The Arab conquest of Egypt and the last Thirty Years of the Roman Dominion*. Oxford.

C

Cabon, O et alii., (2017) *Histoire et civilisation du Soudan : de la Préhistoire à nos jours*.

Cabouret, B., (2005) *L'Afrique romaine de 69 à 439. Romanisation et christianisation*. Nantes.

Camps, G., (1992) *L'Afrique du Nord au féminin*. Paris.

Cannuyer, C., (1996) *Les Coptes*. Turnhout, Brepols.

Cannuyer, C., (2000) *L'Égypte Copte. Les Chrétiens du Nil*. Paris, Institut du Monde Arabe.

Carbonell, E et alii., (2008) « The First European ? » *Nature*, n° 452, 27 mars 2008, p. 465-469.

Carvalho, V (de)., (1942) *La domination portugaise au Maroc du XV^e au XVIII^e siècle (1415-1769)*. Lisbonne.

Casati, G., (1892) *Dix années en Equatoria. Le retour avec Emin Pacha et l'expédition Stanley*. Paris.

Cavalli-Sforza, L et F., (1994) *Qui sommes-nous ?* Paris.

Chagnon, L., (2008) *La conquête musulmane de l'Égypte (639-646)*. Paris
Chamoux, F., (1953) *Cyrène sous la monarchie des Battiades*. Paris.

Chapelle, J., (1982) *Nomades noirs du Sahara, les Toubou*. Paris.

Chebel, M., (2007) *L'esclavage en Terre d'Islam*. Paris
Chittick, H. N., (1965) « The Shirazi colonization of East Africa », *Journal of African History*, n° 3, vol. VI, 1965, p. 275-294.

Chovin, G., (1957) « Aperçu sur les relations de la France avec le Maroc des origines à la fin du Moyen Âge ». *Hespéris*, (1957), t. XLIV, p. 249-
Christol, M., (2005) *Regards sur l'Afrique romaine*. Paris.

Christophe, L.A., (1957) "L'organisation de l'armée égyptienne à l'époque de Ramsès II". *La Revue du Caire*, 1957, p. 387-405.

Cissoko, S., (1996) *Tombouctou et l'Empire songhay*, Paris.

Clapham C., (2000) « Guerre et construction de l'État dans la Corne de l'Afrique ». In *Critique Internationale*, numéro 9, Automne 2000, p. 93-111.

Clark, J.-D., (1976) « The domestication process in sub-Saharan Africa with special reference to Ethiopia. » in *Origine de l'élevage et de la domestication*,

- Congrès IUSPP, Nice, p. 56-116.
- Close, A.E.**, (1984) *Cattle keepers of the eastern Sahara ; the neolithic of Bir Kiseiba*. Dallas.
- Closset, A** (colonel)., (1995) *Les compagnons de l'Ommegang*. Stanleyville 1964. Avin-en-Hesbaye (Belgique).
- Clot, A.**, (1988) *L'Égypte des Mamelouks. L'empire des esclaves (1250-1517)*. Paris.
- Cobbing, J.**, (1988) « *The Mfecane as alibi : thoughts on Dithakong and Mbolombo* ». *Journal of African History*, 29, 1988, p. 487-519.
- Cocard, H.**, (2007) *L'ordre de la Merci en France (1574-1792). Un Ordre voué à la libération des captifs*. Paris.
- Coindreau, R.**, (1948) *Les Corsaires de Salé*.
- Paris Collectif.**, (1986) « L'A ffaire de Suez, 30 ans après », *Revue historique des Armées*, décembre 1986.
- Collins, R.**, (1989) "The arab conquest of Spain 710-797". *History of Spain*, vol III. Oxford.
- Colombel, P.**, (1996) « Art préhistorique du Tassili n'Ajjer ». In *La Préhistoire de l'Afrique de l'Ouest*. Paris, 1996, p. 55-59.
- Colonna, C.**, (2003) *L'Algérie au temps des royaumes numides*. Paris.
- Coltelloni-Trannoy, M.**, (1997) *Le Royaume de Maurétanie sous Juba II et Ptolémée (25 av. J.-C.- 40 apr. J.-C.)*. Paris.
- Conrad, Ph.**, (1998) *Histoire de la Reconquista*, Paris.
- Corfield, F.D.**, (1959-1960) *The origins and Growth of Mau Mau. An Historical Survey*. Colony and Protectorate of Kenya. Nairobi, Sessional Paper n° 5 of 1959/60.
- Courcelle-Labrousse, V et Marmié N.**, (2008) *La guerre du Rif. Maroc 1921-1926*. Paris.
- Courtinat, R.**, (2003) *La piraterie barbaresque en Méditerranée (XVI^e-XVII^e siècle)*. Paris
- Couteau-Bégarie, H et Huan, C.**, (1994)
- Mers el-Kébir** (1940), *la rupture franco-britannique*. Paris
- Cunnison, I.**, (1961) « Kazembe and the Portuguese (1798-1832) », *Journal of African History*, II, 1961, p. 61-76.
- Cuoq, J-M.**, (1975) *Recueil des sources arabes concernant l'Afrique occidentale du VIII^e au XVI^e siècle. Bilad Al-Sudan*. Paris.
- Cuoq, J-M** (RP)., (1984) *L'Eglise d'Afrique du Nord du II^e au XII^e siècle*. Paris.
- Cuoq, J-M** (RP)., (1991) *Histoire des Chrétiens d'Afrique du Nord (Libye, Tunisie, Algérie, Maroc)*. Paris.
- Currey, J.**, (1997) *Mau Mau from Below.*, Oxford.

Curtin, Ph., (1969) *The Atlantic Slave Trade : A Census*. Madison.

D

Daaku, K.J., (1970) *Trade and Politics on the Gold Coast, 1600-1720*. Oxford.

Dachraoui, F., (1981) *Le califat fatimide au Maghreb (296-362/909-973)*.
Tunis.

Daguet-Gagey, A., (2000) *Septime Sévère. Rome, l'Afrique et l'Orient*. Paris.

Dard, O., (2005) *Voyage au cœur de l'OAS*. Paris.

Davenport, T.R., (1963) « The South African Rebellion ». *English Historical Review*, January, 1963.

Davis, R.C., (2006) *Esclaves chrétiens, maîtres musulmans. L'esclavage blanc en méditerranée (1500-1800)*. Paris.

Décret, F et Fantar, M., (1998) *L'Afrique du Nord dans l'Antiquité*. Paris.

Décret, F., (2003) « Les invasions hilaliennes en Ifrikiya ». *Clio. Bibliothèque en ligne*. 6 pages, Clio.fr
Décret, F., (2002) « L'Afrique chrétienne de la « grande persécution » à l'invasion vandale ». *Clio en ligne*. 4 pages, Clio.fr
Décret, F., (1996) *Le christianisme en Afrique du Nord ancienne*. Paris.

Del Boca, A., (1996) *I Gas di Mussolini. Il fascismo e la guerra d'Etiopia*. Rome.

Déroulède, A., (1997) *OAS : étude d'une organisation clandestine*. Helette, France.

Deschamps, H., (1972) « Peuples et Frontières ». *Revue française d'études politiques africaines*, n° 80 (1972), p. 25-42

Desjacques, J., et Koeberlé, P., (1956) « Mogador et les îles Purpuraires », *Hesperis*, 1956, T. XLIII, p. 193-202

Desmedt, C., (1991), "Poteries anciennes décorées à la roulette dans la région des Grands Lacs". *African Archaeological Review*, (1991), vol 9, n° 1, p. 161-196.

Devilliers, O., (2000) « Les origines de la légende des frères Philènes ». *Pomoerium*, 4 (2000-2), p. 75-88.

Devisse, J., (1972) « Routes de commerce et d'échanges en Afrique Occidentale en relation avec la Méditerranée. Un essai sur le commerce médiéval du XI^e au XIV^e siècles ». *Revue d'Histoire Economique et sociale*. Volume i, n° 1-3, p. 42-73 ; volume ii, p. 357-397.

Djaziri, M., (2008) « Tribus et État dans le système politique libyen », en ligne.

Donadoni, S., (1980) « L'Égypte sous domination romaine ». In *Histoire Générale de l'Afrique*, Unesco, Paris, 1980, T. II, p. 217-237.

- Doyle, S.,** (2005) *Bacwezi and Kitara : Genealogy and political legitimacy in Uganda, from 1860 to the present day*. Université de Leeds.
- Duranton-Crabol, A-M.,** (1996) *Le temps de l'OAS*. Paris.
- Dziubinski, A.,** (1972) « L'armée et la flotte de guerre marocaines à l'époque des sultans de la dynastie saadienne ». *Hesperis-Thamuda*, I-3, 1972, p. 61-94.
- Euzennat, M.,** (1967) « Le limes de Volubilis ». *Studien zu den Militärgrenzen Roms*, 1967, p. 194-199.
- Euzennat, M.,** (1977) « Recherches récentes sur la frontière d'Afrique ». *Studien zu den Militärgrenzen Roms*, II, 1977, p. 429-443.
- Euzennat, M.,** (1984) « Les troubles de Maurétanie ». *Académie des Inscriptions et des Belles-Lettres*, 1984, avril-Juin, p. 372-393.
- Euzennat, M.,** (1986) « La frontière d'Afrique ». *Studien zu den Militärgrenzen Roms*, III, 1986, p. 573-583
- Euzennat, M.,** (1997) *Le limes de Tingitane*. Paris.

E

- Ehret, C.,** (1982) « Population movement and culture contact in the Southern Sudan, C.3000 bc to AD 1000 : a preliminary linguistic overview. » *Culture History in the Southern Sudan*, Nairobi, 1982, p. 19-48.
- Ehret, C.,** (1995) « Who were the Rock Painters ? Linguistic Evidence for the Holocene Populations of the Sahara ». *News 95-International Rock Art Congress*, 30 août-6 septembre 1995, Turin.
- Ehret, C.,** (1996) *Reconstructing Proto-Afroasiatic (Proto-Afrasian). Vowels, Tone, Consonants and Vocabulary*. University of California, *Linguistic*, vol 126, 1996.
- Ehret, C.,** (2001) *A Historical-Comparative Reconstruction of Nilo-Saharan*. Cologne (Köln).
- El Ansary, N.,** (2001) *L'Encyclopédie des souverains d'Égypte des Pharaons à nos jours*. Allier-Liège.
- Eltis, R.,** (1999) *The Rise of African Slavery in the Americas*. New-York.
- Ennaji, O.,** (2007) *Le sujet et le Mamelouk. Esclavage, pouvoir et religion dans le monde arabe*. Paris.

F

- Fage, D.**, (1966) *An Introduction to the History of West Africa*. London.
- Fargette, G.**, (1996) *Méhémet Ali. Le fondateur de l'Égypte moderne*. Paris.
- Ferro, M.**, (2006) *Suez, 1956. Naissance d'un tiers-monde*. Paris.
- Fevrier, P.A.**, (1990) *Approches du Maghreb Romain*. Aix-en-Provence.
- Fleury, G.**, (2002) *Histoire secrète de l'OAS*. Paris.
- Fogel, F.**, (1997) *mémoires du Nil. Les Nubiens d'Égypte en migration*. Paris
- Francisco, L., (2005) *Annual, 1921. Cronica de un desastre*. Valladolid.
- Frend, WH. C.**, (1952) *The Donatist Church : a Movement of protest in North Africa*. Oxford.
- Froment, A., (1992) « Origines du peuplement de l'Égypte Ancienne : l'apport de l'anthropobiologie ». *Archéonil*, 2, p. 79-98.
- Froment, A.**, (1994) « Race et Histoire : la recomposition idéologique de l'image des Égyptiens Anciens. » *Journal des Africanistes*, 64, p. 37-64.
- Froment, A.**, (1998) « Le peuplement de l'Afrique centrale : contribution de l'anthropobiologie ». in Michèle Delneuf, Joseph-Marie Essomba et Alain Froment, *Paléo-anthropologie en Afrique centrale. Un bilan de l'archéologie au Cameroun*. Paris, 1998, p. 15-90.
- Fynn, H-F.**, (2004) *Chaka, roi des Zoulous*. Paris.

G

- Garcia-Arenal, M.**, (1993) « Mahdisme et dynastie Saadienne ». In Kaddouri, (1993), p. 95-117.
- Gattefossé, J.**, (1957) « La pourpre gétule, invention du roi de Maurétanie », *Hesperis*, 1957, T. XLIV, p. 329-333
- Gentil, P.**, (1971) *La conquête du Tchad (1894-1916)*. Tome i : *Le Tchad d'Emile Gentil (1894-1902)*. Tome ii : *Le Tchad de Victor Emmanuel Largeau (1902-1916)*. Service Historique de l'Armée de Terre Vincennes.
- Gérard-Libois, J.**, (1963) *Sécession au Katanga*. Dossiers du CRISP, Bruxelles.
- Gérardin, J.**, (1987) « Il y a cinquante ans au Sarho ». *Revue historique des Armées*, n° 1, (1987), p. 42-45.
- Ghislain, J.**, (1970) *La féodalité au Burundi*. Bruxelles.
- Ghislain, J.**, (2003) « Le dernier siècle de la monarchie au Burundi ». *L'Afrique Réelle*, n° 39, printemps 2003, p. 30-37.
- Gill, S.J.**, (1993) *A Short History of Lesotho*. National University of Lesotho.
- Gillet, M.**, (2010) *Principes de Pacification du Maréchal Lyautey*. Paris.
- Goodchild, R.G.**, (1967) "Byzantines, Berbers ans Arabs in 7 th-century Libya". *Antiquity*, vol 41, n° 162, 1967, p. 115-124.

- Gournay, Lt-colonel.,** (2001) *Le conflit « interétatique » entre l'Érythrée et l'Éthiopie : guerre frontalière absurde ou lutte pour la domination de la Corne de l'Afrique ?* ». CID (Collège interarmées de défense), avril 2001.
- Greenberg, J.,** (1963) *The languages of Africa*. Indiana University/ La Hague.
- Grimal, N.,** (1988) *Histoire de l'Égypte ancienne*. Paris.
- Guibert, V.,** (2000) *Les commandos Delta*. Helette, France.
- Guillen, P.,** (1967) *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*. Paris.

H

- Hall, M.,** (1994) *The Changing past : Farmers, Kings and Traders in Southern Africa, 200-1860*. Londres.
- Hamann, H.,** (2001) *Days of the Generals. The Untold Story of South Africa's apartheid-era military generals*. Cape Town.
- Hamilton, C.,** (1992) "The Character of Shaka : A reconstruction of the Making of Shaka as Mfecane Motor". *Journal of African History*, 33 (1992), p. 37-63.
- Hamilton, C.,** (1995) *The Mfecane Aftermath : Reconstructive Debates in Southern African History*. Johannesburg.
- Hamilton, C.,** (1998) *Terrific Majesty : the Powers of Shaka Zulu and the Limits of Historical Invention*. Cape Town.
- Harrison, A.,** (1989) *Challenging de Gaulle : The O.A.S. and the Counterrevolution in Algeria (1954-1962)*. Exeter.
- Hassan A.,** (1964) *L'Égypte au Moyen-Age, de la conquête arabe jusqu'à la conquête ottomane*. Le Caire.
- Hassan II.,** (Roi du Maroc) (1993) *La mémoire d'un Roi*. Entretiens avec Eric Laurent. Paris.
- Hathaway, J.,** (1997) *The Politics of Households in Ottoman Egypt : The Rise of the Qazdaglis*. Cambridge University Press.
- Haurie, M.,** (2003) « La deuxième mission Gentil (1899-1900) ». Dans *Centenaire des missions africaines*, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au musée des troupes de Marine, p. 45-52, Paris.
- Henriksen, Th.,** (1978) *Mozambique : a History*. New-York.
- Hoisington, W-A.,** (1995) *Lyautey and the French Conquest of Morocco*
- Holt, P M.,** (1975) « Mamluk Sultans ». *Bulletin of School of Oriental and African Studies*, Londres, XXXVIII, 2, 1975, p. 237-249.
- Hrbek, I.,** (1997) *L'avènement des Fatimides*. In « Histoire générale de

- l'Afrique ». Unesco, T. III, Paris, 1997, p. 248-265.
- Hrdy, D.R.**, (1978) « Analysis of Hair Samples of Mummies from Semna-South ». *American Journal of Physical Anthropology*, n° 49, 1978, p. 277-283.
- Huard, P ; Leclant, J et Allard-Huard L.**, (1980) *La culture des Chasseurs du Nil et du Sahara*. Alger, 1980.
- Huard, P et Allard-Huard, L.**, (1978) "Les peintures rupestres du Sahara et du Nil". *Etudes Scientifiques*, Le Caire, juin 1978.
- Huffman, T.N.**, (2005) *Mapungubwe : Ancient African Civilisation on the Limpopo*. Johannesburg.
- Huffman, T.N.**, (2007) *A Handbook to the Iron Age : The Archaeology of Pre-Colonial Farming Societies in Southern Africa*. University of Kwazulu-Natal Press.
- Huffman, T. N et Vogel, J.-C.**, (1991) "The chronology of Great Zimbabwe ". *South African Archaeological Bulletin*, 1991, 46, p. 61-71.
- Hugoniot, Ch.**, (2000) *Rome en Afrique. De la chute de Carthage aux débuts de la conquête arabe*. Paris.

I

- Ibba, A et Traina, G.**, (2006) *L' A frique romaine : de l'Atlantique à la Tripolitaine (69-439 apr. J.-C.)*. Paris
- Idris, H.R.**, (1968) « L'invasion hilalienne et ses conséquences ». *Cahiers de civilisation médiévale*, n° 43, 1968, p. 353-369.
- Illife, J.**, (2002) *Les Africains. Histoire d'un continent*. Paris.
- Izard, M. et Ki Zerbo, J.**, (1991) "Les peuples et les royaumes de la boucle du Niger et du bassin des Volta du XII^e au XVI^e siècle". In *Histoire générale de l'Afrique*, Unesco, Paris 1991, t. IV, p. 151-165.

J

- Jakobielski, S.**, (1997) *La Nubie chrétienne à l'apogée de sa civilisation*. In *Histoire générale de l'Afrique*, Unesco, Paris, 1997, t. III p. 169-186.
- Jallet-Huant, M.**, (2006) *Les rois numides et la conquête de l'Afrique du Nord par les Romains*. Paris.
- Janon, M.**, (1980) « L'Aurès au VI^e siècle. Note sur le récit de Procope ».

Antiquités africaines, 1980, volume xv, numéro 15, p. 345-351.

Jordi, J.-J., (2011) *Un silence d'État. Les disparus civils européens de la guerre d'Algérie*. Paris.

Julien, C.-A., (1931-1994 nouvelle édition en 1994) *Histoire de l'Afrique du Nord*. Paris.

Julien, C.-A., (1978) *Le Maroc face aux impérialismes*. Paris.

Julien, C.-A., (1980) *Histoire de l'Algérie contemporaine*. Paris.

Julien, C.-A., (1985) *Et la Tunisie devint indépendante... (1951-1957)*. Paris

K

Kaddache, M., (1998) *L'Algérie durant la période ottomane*. Alger.

Kaddouri, A., (1992a) *Le Maroc et l'Atlantique*. Université Mohammed V, Rabat.

Kaddouri, A., (1992b) « Les Marocains et la mer. La Méditerranée et le monde méditerranéen à travers quelques récits de voyageurs maghrébins du XVII^e au XX^e siècle ». *Maroc-Europe*, (1992), n° 2, p. 13-23.

Kagamé, A., (abbé) (1963) *Les milices du Rwanda précolonial*. Bruxelles.

Kagamé, A., (abbé) (1972) *Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda*. T. I, Butare, Rwanda.

Kagamé, A., (abbé) (1975) *Un abrégé de l'ethno-histoire du Rwanda de 1853 à 1972*. T. II, Butare, Rwanda.

Kauffer, R., (2002) *OAS : histoire d'une guerre franco-française*. Paris.

L

Laband, J., (1995) *Rope of Sand. The Rise and Fall of the Zulu Kingdom in the Nineteenth Century*. Johannesburg.

Lagardère, V., (1989) *Le Vendredi de Zallaca (23 octobre 1086)*. Paris
Lagardère, V., (1991) *Les Almoravides jusqu'au règne de Yusuf Ben Tasfin (1039-1106)*. Paris.

Lagardère, V., (1999) *Les Almoravides. Le Djihad andalou (1106-1143)*. Paris
Laissus, Y., (1998) *L'Égypte, une aventure savante (1798-1801)*. Paris.

Langaney, A et alii (1998) *La plus belle histoire de l'homme. Comment la Terre devint humaine*. Paris.

- Laronde, A.**, (1990) « Les Phéniciens et la Cyrénaïque jusqu'au IV^e siècle av. J.-C. ». *Semitica*, 39 (1990), p. 7-12.
- Laronde, A.**, (1997) *Cyrène et la Libye hellénistique*. Paris.
- Laronde, A ; Degeorge, G.**, (2005) *Leptis Magna. La splendeur et l'oubli*. Paris.
- Laroui, A.**, (1993) « Sur le mahdisme d'Ibn Tumert ». Rabat, p. 9-13.
- Laurens, H.**, (1989) *L'expédition d'Égypte (1798-1801)*. Paris.
- Le Bohec, Y.**, (1989) *La Troisième légion Auguste*. Paris.
- Le Bohec, Y.**, (1995) *Histoire militaire des guerres puniques (264-146 avant J.-C.)*. Paris.
- Le Bohec, Y.**, (2002) « La Maurétanie Tingitane : le Maroc des Romains ». *Clio*, www.clio.fr.
- Le Bohec, Y.**, (2005) *Histoire de l'Afrique romaine (146 avant J.-C.-439 après J.-C.)*. Paris.
- Le Quellec, L.**, (1998) *Art rupestre et préhistoire du Sahara*. Paris.
- Lefebvre, D.**, (1996) *L'Affaire de Suez*. Paris.
- Lefeuvre, D.**, (2005) *Chère Algérie. La France et sa colonie (1930-1962)*. Paris.
- Léger, P.A.**, (1983) *Aux carrefours de la guerre*. Paris.
- Lehmann, G.**, (2004) *La cendre et la braise. Le réseau OAS-Est en Métropole (1961-1962)*. Paris.
- Lenoir, E.**, (2003) « Monuments du culte chrétien en Maurétanie Tingitane ». *Antiquité Tardive*, 11, 2003, p. 167-179.
- Leroux, M.**, (1994) « Interprétation météorologique des changements climatiques observés en Afrique depuis 18000 ans. ». *Geo-Eco-Trop*, 1994,16, (1-4), p. 207-258.
- Leroux, M.**, (2000) *La dynamique du temps et du climat*. Paris.
- Lessard, J.-M.**, (1969) « Sijilmassa : la ville et ses relations commerciales au XI^e siècle d'après El Bekri ». *Hesperis-Tamuda*, vol X, fasc. 1-2, 1969.
- Letourneau, R.**, (1978) « La révolte d'Abu Yazid au X^e siècle ». In *Les Cahiers de Tunisie*, n° 2, tome i, 2^e trimestre 1978, p. 7-13.
- Lévy, S.**, (1984) « Les origines de la Guerre du Rif, de Germain Ayache ». *Hesperis-Thamuda*, vol. XXII, 1984, p. 121.
- Lévy, S.**, (1993) « Messianisme, Mahdi et crise almohade », Rabat (1993).
- Lieberman, D.E.**, (2007) « Paleoanthropology : Hominid in on early Homo ». *Nature*, n° 449, 20 septembre 2007, p. 291-292.
- Livingstone, D.**, (1876) *Le Dernier journal de David Livingston relatant ses explorations et découvertes de 1866 à 1873*. Paris.
- Lovejoy, P.E.**, (1983) *Transformations in Slavery. A History of Slavery in Africa*. Cambridge.

- Lucotte, G et Mercier, G.,** (2003) « Brief Communication : Y-Chromosome Haplotypes in Egypt. ». *American Journal of Physical Anthropology*, n° 121, p. 63-66, 2003.
- Lucotte, G ; Aouizérate A et Berriche, S.,** (2000) « Y-chromosome DNA haplotypes in North African populations. » *Human Biology*, 72 : 473-480, 2000 www.bernard-lugan.com.
- Lugan, B.,** (1990) *Cette Afrique qui était allemande*. Paris
Lugan, B., (1993) « La Grande-Bretagne et l'Afrique australe de la veille de la Première Guerre mondiale aux années 1970 ». *L'Information Historique*, numéro spécial concours Agrégation et Capes 1994, vol. 55, 1993, 4-5, p. 158-168.
- Lugan, B.,** (1997) *Histoire du Rwanda de la préhistoire à nos jours*. Paris.
- Lugan, B.,** (1998a) *La guerre des Boers (1899-1902)*. Paris
Lugan, B., (1998b) « Les bases historiques du conflit du Sahara occidental ». *Athéna (IHEDN)*, n° 5, 1^{er} semestre 1998, p. 191-207.
- Lugan, B.,** (2000) *Histoire du Maroc des origines à nos jours*. Paris.
- Lugan, B.,** (2002) *Histoire de l'Égypte des origines à nos jours*. Paris.
- Lugan, B.,** (2009) *Histoire de l'Afrique des origines à nos jours*. Paris.
- Lugan, B.,** (2010) *Histoire de l'Afrique du Sud des origines à nos jours*. Paris,
Lugan, B., (2012) *Histoire des Berbères. Un combat identitaire plurimillénaire*. Chez l'auteur.
- Lugan, B.,** (2013) *Les guerres d'Afrique des origines à nos jours*. Paris
Lugan, B., (2013) *Printemps arabe : histoire d'une tragique illusion*. Chez l'auteur.
- Lugan, B.,** (2015) *Histoire et géopolitique de la Libye des origines à nos jours*. Chez l'auteur.
Lugan, B., (2018) *Heia Safari. Du Kilimandjaro aux combats de Berlin (1914-1920)*. Chez l'auteur.
- Lye W. F,** (1967) « The difaqane : the mfecane in the Southern Sotho area, 1822-24 », *Journal of African History*, VIII, 1, 1967.
- Lye, W.F.,** (1969) "The Ndebele kingdom south of the Limpopo". *Journal of African History*, X, 1, 1969.
- Lye, W. F et Murray, C.,** (1980) *Transformations on the Highveld : the Tswana and Southern Sotho*. Cape Town.

M

- Mac Lachlan, K.S.,** (1978) "Tripoli and Tripolitania : Conflict and Cohesion during the Period of the Barbary Corsairs (1551-1850)". *Transactions of the Institute of British Geographers*, New Series, vol 3, n° 3, 1978, p. 285-294.
- MacMichael, H.A.,** (1967) *A History of The Arabs in The Sudan and some*

- Account of The People who preceded them and of The Tribes Inhabiting Darfur.*
2 tomes, Londres.
- Madariaga, M. (de)** (2005) *En el Barranco del Lobo : las Guerras de Marruecos.* Madrid.
- Magalhaes-Godinho, V.,** (1969) *L'économie de l'Empire portugais aux XV^e et XVI^e siècles.* Paris.
- Malkin, I.,** (1990) « Territorialisation mythologique : les « autels des Philènes » en Cyrénaïque ». *Dialogues d'histoire ancienne*, vol 16-1 (1990), p. 219-229.
- Manica, A et alii.,** (2007) « The effect of ancient population bottlenecks on human phenotypic variations ». *Nature*, n° 448, 19 juillet 2007, p. 346-347.
- Manni, E et alii.,** (2002) « Y-chromosome analysis in Egypt suggests a genetic regional continuity in Northern Africa ». *Human Biology*, 74 : 654-658.
- Mansouri, M.T.,** (1992) *Recherche sur les relations entre Byzance et l'Égypte (1259-1453) d'après les sources arabes.* Faculté des Lettres de la Manouba, Tunis.
- Mantran, R.,** (1986) *L'expansion musulmane (VII^e-XI^e).* Paris.
- Mantran, R.,** (1989) *Histoire de l'Empire Ottoman.* Paris.
- Marçais, G.,** (1913) *Les Arabes en Berberie du XI^e au XIV^e siècle.* Paris.
- Marçais, W.,** (1938) "Comment l'Afrique du Nord a été arabisée". *Annales de l'Institut des Etudes Orientales.* Alger, 4,(1938), p. 1-22.
- Marissal, J.,** (1976) *L'islam et les royaumes interlacustres de l'Afrique de l'Est au XIX^e siècle.* Thèse de doctorat d'histoire. Paris 1, Centre de Recherches africaines 1976, 2 tomes.
- Marissal, J.,** (1978) « Le commerce zanzibarite dans l'Afrique des Grands Lacs au XIX^e siècle ». *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, LXV, 1978, n° 239, p. 212-235.
- Marseille, J.,** (1984) *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce.* Paris, 1984.
- Martin, A.G.P** (1908) *Les oasis sahariennes.*
Alger.
- Martin, G.T.,** (1989) *The Memphite tomb of Horemheb. Commander-in-chief of Tutankhamun.I. Reliefs, Inscriptions and Commentary.* Londres.
- Massu, J.,** (général) (1971) *La vraie bataille d'Alger.* Paris.
- Mathias, G.,** (2014) *Les vampires à la fin de la guerre d'Algérie.* Paris Mathieu, M., (1995) *La mission Afrique centrale.* Paris.
- Mauny, R.,** (1960) « Les navigations médiévales sur les côtes sahariennes

- antérieures à la découverte portugaise (1434) ». *Centro de Estudos Historicos Ultramarinos*, Lisbonne.
- Mauny, R.**, (1968) « Le périple de la mer Érythrée et le problème du commerce romain en Afrique au sud du Limes. ». *Journal de la Société des Africanistes*, 38,1,1968, p. 19-34.
- Maziane, L.**, (2007) *Salé et ses corsaires (1666-1727) : un port de course marocain au XVII^e siècle*. Rouen.
- McLachlan, S.**, (2011) *Armies of the Adowa Campaign 1896 : The Italian Disaster in Ethiopia*. London.
- Merelles, F.A.**, (2008) *Juzgado central de Instruccion n° 4. Audiencia nacional*. Madrid, 6 février 2008, 181 pages.
- Mérrouche, L.**, (2002 et 2007) *Recherches sur l'Algérie à l'époque ottomane*. T. I (2002) et T. II (2007), Paris.
- Michel, Ch.**, (1900) *Mission de Bonchamps : vers Fachoda à la rencontre de la Mission Marchand à travers l'Éthiopie*. Paris Michel, M., (1972) *La Mission Marchand, 1895-1899*, Paris.
- Michel, M.**, (2003) « Fachoda dans la mémoire française et britannique ». Dans *Centenaire des missions africaines*, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 au Musée des troupes de marine de Fréjus, Paris, 2003, p. 27-38.
- Midant-Reynes, B.**, (1992) *Préhistoire de l'Égypte des premiers hommes aux premiers pharaons*. Paris.
- Milkias, P** (2005) *The Battle of Adwa : Reflections on Ethiopia's Historic Victory against European Colonialism*.
- Milne, J.-G.**, (1992) *A History of Egypt under Roman Rule*. Chicago.
- Milton, G.**, (1983 et 2006) *Captifs en Barbarie, l'histoire extraordinaire des esclaves européens en terre d'islam*. Paris.
- Mitchell, B.A.**, (1966) « Cyrene and Persia ». *The Journal of Hellenic Studies*, vol.86, (1966), p. 99-113 Modéran, Y., (1986), « Corippe et l'occupation byzantine de l'Afrique : pour une nouvelle lecture de la Johannide », *Antiquités Africaines*, t. 22, 1986, p. 195-212.
- Modéran, Y.**, (1991) « Les premiers raids des tribus sahariennes en Byzacène et la Johannide de Corippus ». Dans *L'armée et les affaires militaires*. Actes du IV^e colloque international d'histoire et d'archéologie de l'Afrique du Nord, Strasbourg, 1988, tome ii, p. 479-490, Paris.
- Modéran, Y.**, (1998), « L'Afrique et la persécution vandale », in *Histoire du Christianisme*, tome iii. Paris, p. 247-278.
- Modéran, Y.**, (1999) « Les frontières mouvantes du royaume vandale ». Dans Lepelley, C et Dupuis, X, *Frontières et limites de l'Afrique du Nord antique*, p. 241-263.

- Modéran, Y.**, (2002), « Les Vandales et la chute de Carthage », in *L'Afrique du Nord antique et médiévale : Mémoire, identité et imaginaire*. Rouen, p. 97-132.
- Modéran, Y.**, (2003a) « L'établissement territorial des Vandales en Afrique ». *L'Afrique vandale et byzantine* (1^o partie). Antiquité Tardive, volume x, (2003), p. 87-122.
- Modéran, Y.**, (2003b), « Kusayla, l'Afrique et les Arabes », in *Identités et cultures dans l'Algérie antique, Actes du colloque international de Rouen*, mai 2003, Rouen, 2005, p. 423-457.
- Modéran, Y.**, (2003c) « Les Maures et l'Afrique romaine (IV^e-VII^e siècles) ». *Bibliothèque de l'Ecole française de Rome*, vol.314.
- Modéran, Y.**, (2003d), « Jean Troglita », *Encyclopédie berbère*, t. XXV, Aix, 2003, p. 3866-3870.
- Modéran, Y.**, (2005a) « Kahena (Al-Kâhina) ». *Encyclopédie Berbère*, vol. XXVII, p. 4102-4111.
- Modéran, Y.**, (2005b) « Kusayla, l'Afrique et les Arabes ». In Briand-Ponsart, C., (2005) *Identités et Cultures dans l'Algérie Antique*, p. 423-457. Paris.
- Modéran, Y.**, (2006), « L'effondrement militaire de l'Afrique romaine face aux Vandales (429-431) », *British Archaeological Reports*, Oxford, 2006, p. 61-77.
- Modéran, Y.**, (2008), « Koceila », *Encyclopédie berbère*, t. XXVIII-XXIV, Aix, 2008, p. 4255-4264
- Modéran, Y.**, (2010), « Sources arabes et sources non arabes sur la conquête musulmane de l'Afrique : 1. Le dossier de l'exarque Grégoire et de l'attaque de 647 ». In L. Garcia-Moreno (dir.), *Del Nilo al Ebro Estudios sobre las fuentes de la conquista islamica*. Madrid-Alcalà de Henares, 2010, p. 96-121.
- Moha, E.**, (1990) *Le Sahara occidental ou la sale guerre de Boumedienne*. Paris.
- Moloney, J.A.**, (2007) *With Captain Stairs to Katanga : Slavery and subjugation in the Congo 1891-1892*. Londres.
- Monès, H.**, (1997) "La conquête de l'Afrique du Nord et la résistance berbère". In *Histoire générale de l'Afrique*, Unesco, Paris, 1997, t. III, p. 187-202.
- Morris, D.R.**, (1985) *The Washing of the Spears. The Rise and Fall of the Great Zulu Nation*. London.
- Mouton, J-M.**, (2012) « Données nouvelles sur l'histoire de la cité médiévale de Surt en Libye ». In *Libye antique et médiévale, Hommage à André Laronde*, p. 101-118, Paris.
- Muzzolini, A.**, (1983) *L'Art rupestre du Sahara central : classification et chronologie. Le bœuf dans la préhistoire africaine*. Thèse de doctorat de 3^e

cycle. Université d'Aix-en-Provence.

Muzzolini, A., (1986) *L'art rupestre préhistorique des massifs centraux sahariens*. Cambridge.

Muzzolini, A., (1995) *Les images rupestres du Sahara*. Toulouse (France)
Mworoha, E., et alii (1987) *Histoire du Burundi. Des origines à la fin du XIX^e siècle*. Paris

O

Ollone, H (d') (capitaine)., (1901) *De la Côte d'Ivoire au Soudan et à la Guinée. Missions Hostains-d'Ollone, 1898-1900*. Paris.

Oloruntimehin, O., (1971) « *Franco-Samori relations 1886-1889. Diplomacy and War* ». *Journal of the historical Society of Nigeria*, 6, 1971, p. 67-92.

Ould Khattar, M., (1996) « Découverte d'un âge ancien du fer en Mauritanie », in *La préhistoire de l'Afrique de l'Ouest*, Paris, 1996, p. 84-90.

N

Nahimana, F., (1979a) « Les Bami ou roitelets hutu du corridor Nyabarongo-Mukungwa avec ses régions limitrophes ». *Etudes Rwandaises*, XII, numéro spécial, p. 1-25.

Nahimana, F., (1979b) « Les principautés hutu du Rwanda septentrional ». Colloque sur la civilisation ancienne des peuples des Grands Lacs, Bujumbura, Burundi, septembre 1979.

Nahimana, F., (1982) « Expansion du pouvoir central des rois Abanyiginya au Rwanda septentrional : mythes et réalités ». *Education, Science et Culture*, n° 3, p. 41-84, juillet-septembre 1982.

Nahimana, F., (1993) *Le Rwanda. Emergence d'un État*. Paris.

Nordman, D., (1996) « L'armée d'Algérie et le Maroc : le dynamisme de la conquête fin du XIX^e siècle-début du XX^e siècle » in Nordman, D., *Profils du Maghreb*, p. 41-71.

Ntilikina, F., (2008) *Rwanda : la prise de Kigali et la chasse aux réfugiés par l'armée du général Paul Kagame. Récit du secrétaire à l'Etat-Major de l'ex-Armée Rwandaise*. Paris.

Nurse, D et Phillipson, G., (2003) "Towards a historical classification of the Bantu". In *The bantu Languages*. London, p. 164-174.

P

- Pakenham, T.**, (1979) *The Boer War*. Londres. Paluel-Marmont, A., (1933). *La mission Roulet : la France sur le Haut-Nil (1898-1900), d'après les documents, rapports, carnets de route inédits du capitaine Edouard Roulet*. Paris.
- Pankhurst, R.**, (1977) « The secret history of italian facist occupation of Ethiopia ». *Africa Quaterly*, 16, 4, 1977, p. 35-86.
- Panzac, D.**, (2002) « La course barbaresque : les hommes, les navires et les pratiques (fin XVIII^e-début XIX^e) ». in Linon-Chipon, S et Requemora, S., *Les tyrans de la mer : pirates, corsaires et flibustiers*. Paris.
- Perez, J-C.**, (2008) *Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie*. Tome ii. Paris.
- Person, Y.**, (1975) *Samory, une révolution dyula*, Thèse de doctorat d'État, 2377 pages, 3 volumes dont un de cartes, Dakar.
- Pervillé, G.**, (2014) *Oran, 5 juillet 1962. Leçon d'histoire sur un massacre*. Paris.
- Pétre-Grenouilleau, O.**, (2004) *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*. Paris.
- Pey, A.**, (1977) *Tripoli de Barbarie sous les derniers qaramanli (1754-1835). Essai de monographie d'une Régence à la fin de l'ère barbaresque*. Doctorat de 3^e cycle, université de Provence.
- Phillipson, D.**, (1993 et 2005) *African Archaeology*. Cambridge.
- Phyllis, M.**, (1972) *The external Trade of the Loango Coast, 1576-1870*. Oxford.
- Pierre Benoît.**, (réédition 2013) *Monsieur de la Ferté*. Paris.
- Pahlavi, P et Ali, K.**, (2012) « Guerre irrégulière et analyses institutionnelle : l'intervention du Portugal en Angola, en Guinée Bissau et au Mozambique (1961-1974) » *Revue Militaire Canadienne*, vol.12, n° 2, en ligne.
- Pikirayi, I.**, (2001) *The Zimbabwe Culture : Origins ans Decline of Southern Zambezian States*. Johannesburg.
- Ponsich, M.**, (1970) « Recherches archéo-logiques à Tanger et dans sa région ». Paris. Prunier, G., (1992) « L'Égypte et le Soudan (1820-1885). Empire tardif ou proto-colonisation en Afrique orientale ». *Hérodote*, n° 65-66, juillet-septembre 1992, p. 169-189.

Q

Quéchon, G., (1996) « Archéologie préhistorique de la région de Termit », in *La Préhistoire de l'Afrique de l'Ouest*. Paris, 1996, p. 21-23.

R

Rabino-Massa, E et Chiarelli, B., (1972 et 1978) « The Histology of Naturally Dessicated and Mummified Bodies ». *Journal of Human Evolution*, 1972,1, p. 259-262.

Rachet, M., (1970) *Rome et les Berbères. Un problème militaire d'Auguste à Dioclétien*. Bruxelles.

Raffray, M., (2013) "Les rébellions touarègues au Sahel". *Cahier du Retex*, janvier 2013, Ecole Militaire, Paris.

Rasmussen, R.K., (1977) *Mzilikazi of the Ndebele*. Londres.

Rasmussen, R.K., (1978) *Migrant Kingdom : Mzilikazi's Ndebele in South Africa*. Londres. Razafindralambo, L.N., (2005) "Contruction d'identité et relations de dépendance :

descendants d'anciens maîtres et descendants d'anciens « esclaves » en Imerina ». *Taloo*, n° 14-15, septembre 2005.

Rebuffat R., (1968) « Le développement urbain de Volubilis au second siècle de notre ère ». Bulletin du BCTH, p. 231-241.

Rebuffat, R., (1969) « Zella et les routes d'Égypte ». *Libya Antiqua*, vol. VI-VII (1969-1970), p. 181-187.

Rebuffat, R., (1970) « Routes d'Égypte de la Libye intérieure ». *Studi magrebini*, III, (1970), p. 1-20.

Rebuffat, R., (1985) « Le limes de Tripolitaine ». *Town and Country in Roman Tripolitana*. BAR International Series, 274, (1985), p. 127-141.

Rebuffat, R., (1992) "Bu Njem". *Encyclopédie berbère*, 11, p. 1626-1642. Aix-en-Provence.

Redford, D.B., (1987) *Akhenaton*. Princeton University Press.

Reimbold, J., (1966) *Pour avoir dit non (1960-1966)*. Paris.

Renault, F., (1987) *Tippo-Tip, un potentat arabe en Afrique centrale au XIX^e siècle*. Paris.

Renault, F ; Daget, S., (1985) *Les Traités négrières en Afrique*. Paris.

RHA (1986) "L'affaire de Suez, 30 ans après". *Revue historique des Armées*, décembre 1986.

Richardson, D., (1989) « Slave Exports from West and West-Central Africa, 1700-1810 : New Estimates of Volume and Distribution ». *Journal of*

- African History*, 30, (1989), p. 1-22,
- Richardson, D.**, (1998) « The British Empire and the Atlantic Slave Trade. 1660-1807. » in *The Oxford History of the British Empire, volume ii*, 1998, p. 440-464.
- Robertshaw, P.**, (1982) « Eastern Equatoria in the context of later eastern African Prehistory. » *Culture history in the Southern Sudan*, BIEA, 1982, p. 89-100.
- Robertshaw, P.**, (1988) "The Elmenteitan : an early food-producing culture in East Africa". *World Archaeology*, vol 20, n° 1, juin 1988, p. 57-69.
- Robertshaw, P.**, (1990) « Early Pastoralists of Southwestern Kenya ». Nairobi, British Institute in East Africa (BIEA).
- Robinson, D.**, (1988) *La guerre sainte d'al-Hajj Umar. Le Soudan occidental au milieu du XIX^e siècle*. Paris Rochas, Y., (2006) *Vérités interdites. Mers el-Kébir, juillet 1940*. Paris.
- Rolland, J.-F.**, (1976 et 2003) *Le Grand Capitaine. L'aventure de la mission Voulet-Chanoine*, Paris.

S

- Salluste**, (1968) *Bellum Jugurthinum*. Traduction de G. Walter, Paris.
- Saumagne, Ch.**, (1966) *La Numidie et Rome. Massinissa et Jugurtha*. Paris, 1966.
- Saunders, C et Derricourt, R.**, (1974) *Beyond the Cape frontier : studies in the history of the Transkei and Ciskei*. Londres Sbacchi, A., (1977) "Italian colonization in Ethiopia : plans and projects, 1936-1940". *Africa (Roma)*, 32, 4, décembre 1977, p. 503-516.
- Schmidt, N.**, (2005) *Histoire de l'abolition de l'esclavage*. Paris.
- Schmidt, P. R** (1978) *Historical Archaeology : a structural approach in an African culture*. Westport.
- Schmitt, M.** (général)., (2002) *Alger-Eté 1957. Une victoire sur le terrorisme*. Paris.
- Schramme, J** (colonel)., (1969) *Le bataillon léopard. Souvenirs d'un Africain blanc*. Paris. Sebaï, M., (2005) « La romanisation en Afrique, retour sur un débat. La résistance africaine : une approche libératrice ? ». *Afrique et histoire*, 2005, n° 3, p. 39-56.
- Sebasoni, S.**, (2000) *Les origines du Rwanda*, Paris.
- Sereno, P. C ; Garcea, E. A ; Jousse, H ; Stojanowski, C. M. ; Saliège J-F, et alii** (2008) « Lakeside Cemeteries in the Sahara : 5000 Years of

Holocene Population and Environmental Change". En ligne.

Sergent, P., (1978) *La légion sautesur Kolwezi. Opération Léopard*. Paris.

Shaw, T., (1996) « La Nubie de la fin du XII^e siècle à la conquête par les Funj au début du XVI^e siècle ». In « Histoire générale de l'Afrique », Unesco, t. II, Paris, p. 251-264.

Shuval, T., (2002) « Remettre l'Algérie à l'heure ottomane. Question d'historiographie ». In *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, avril 2002, p. 423-448.

Sicard, Ch., (2013) *La Kabylie en feu. Algérie 1871*. Paris.

Simoën, J.-C., (1996) *Les fils de Roi*. Paris.

Sinoué, G., (1996) *Le dernier Pharaon, Méhémet Ali (1770-1849)*. Paris.

Smith, A.B., (1990) « On becoming herders : Khoikhoi and San ethnicity in Southern Africa. » *Africa Studies*, 1990, 49 (2), p. 51-73.

Smith, A.B., (1992) « Origins and Spread of Pastoralism in Africa ». *Ann. Rev. Anthropol*, 1992, 21, p. 125-141.

Spencer, A.J., (1993) *Early Egypt. The Rise of Civilisation in the Nile Valley*. London, British Museum.

Stanley, H.M., (1890) *Dans les Ténèbres de l'Afrique. Recherche, Délivrance et Retraite d'Emin Pacha*. Paris

T

Tarde (de) G., (1959) *Lyautey, le chef en action*. Paris.

Taylor, J.H., (1991) *Egypt and Nubia*. London, British Museum.

Terrasse, H., (1949)., *Histoire du Maroc des origines à l'établissement du Protectorat français*. 2 tomes, Rabat.

Teyssier, A., (2004) *Lyautey*. Paris.

Thébert, Y., (1978) « Romanisation et déromanisation en Afrique : histoire colonisée ou inversée ? ». *Annales ESC*, 33, 1978, p. 64-82.

Thiry, Jacques., (1995) *Le Sahara libyen dans l'Afrique du Nord médiévale*. Paris.

Thomas, H., (2006) *La Traite des Noirs (1440-1870)*. Paris.

Tilley, M.A., (1997) *The Bible in Christian North Africa : The Donatist World*. Minneapolis.

Timoule, A., (1989) *Le Maroc à travers les chroniques maritimes. Tome i, de la préhistoire à 1873*. Casablanca.

- Timoule, A.**, (1992) *Le Maroc à travers les chroniques maritimes : la mer dans l'histoire du Maroc. Tome ii, de Hassan I^{er} à Hassan II*. Casablanca Tranié, J; Carmignani, J-C., (1988) *Bonaparte. La campagne d'Égypte*. Paris.
- Trousset, P.**, (2003) « Limites sud de la réoccupation byzantine ». *L'Afrique vandale et byzantine* (1^{er} partie). Antiquité Tardive, volume x (2003), p. 143-150.
- Tsegaye Tegenu.**, (1997) « The Logistic Base and Military Strategy of the Ethioian Army : the Campaign and Battle of Adwa, September 1895-February 1896". Part One and Two. En ligne.
- Tubiana, J.**, (2003) « Deux portraits de Rabèh ». Dans *Centenaire des missions africaines*, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au musée des troupes de Marine, p. 77-95, Paris.

V

- Valat, R.**, (2007) *Les Calots bleus. Histoire d'une police auxiliaire pendant la Guerre d'Algérie*. Paris.
- Valbelle, D.**, (1990) *Les « neuf arcs ». L'Egyptien et les étrangers de la préhistoire à la conquête d'Alexandre*. Paris.
- Valla, J.-C.**, (2007) « La tragédie de Mers el-Kébir ». *La Nouvelle Revue d'Histoire*, n° 29, mars-avril 2007, p. 27-29.
- Van Dantzig, A.**, (1976) « *Effects of the Atlantic Slave Trade on Some West African Societies* ». RHOM, pp. 252-269.
- Van der Veen, L.**, (2003) « De l'origine et de l'expansion des populations bantouophones : approche linguistique, approche génétique ». *Laboratoire « Dynamique du Langage* », Université Lumière-Lyon 2, 18 pages.
- Van Grunderbeek, M.C.**, (1992), « Essai de délimitation chronologique de l'âge du fer ancien au Burundi, au Rwanda et dans la région des Grands Lacs ». *Azania*, 27, (1992), p. 56-62.
- Vandersleyen, C.**, (1995) *L'Égypte et la vallée du Nil. Tome ii. De la fin de l'Ancien Empire à la fin du Nouvel Empire*. Paris.
- Vandewalle, F** (colonel)., (1970) *L'Ommegang. Odyssée et reconquête de Stanleyville* (1964). Bruxelles.
- Vansina, J.**, (1965) *Les anciens royaumes de la savane*. Léopoldville, République du Congo. Vansina, J., (1995) "New linguistic evidence and "the bantu expansion". *Journal of African History*, 36,1995, p. 173-195.
- Vercoutter, J.**, (1976) *L'iconographie du Noir dans l'Égypte ancienne, des origines à la XXV^e dynastie*. In Vercoutter, Leclant, Snowdon, Desanges, «

- L'image du Noir dans l'art occidental », Fribourg, p. 33-88.
- Vercoutter, J.**, (1992) *L'Égypte et la vallée du Nil, des origines à la fin de l'ancien empire (12000-2000 av. J.-C.* Paris).
- Vergé-Francheschi, M. et Graziani, A-M.**, (2000) *La guerre de course en Méditerranée (1515-1830).* Paris-Sorbonne.
- Verger, P.**, (1968) *Flux et reflux de la traite des nègres entre le golfe de Bénin et Bahia de todos os Santos du dix-septième au dix-neuvième siècle.* Paris.
- Vérin, P.**, (1967) « Les Arabes dans l'Océan Indien et à Madagascar », in *Arabes et Islamisés à Madagascar*, Tananarive, 1967. Vérin, P., (1975) *Les échelles anciennes du commerce sur les côtes nord de Madagascar.* Thèse de doctorat d'État, 2 tomes, 1975.
- Vérin, P.**, (1990) *Madagascar.* Paris Vernet, A., (colonel), (2003) « La mission Voulet-Chanoine ». Dans *Centenaire des missions africaines*, Actes de la journée d'études organisée le 5 mai 2000 à Fréjus au musée des troupes de Marine, p. 39-43, Paris.
- Vernus, P.**, (2000) « Situation de l'égyptien dans les langues du monde ». In Fauvelle-Aymar et alii, 2000, p. 169-208.
- Vétillard, R.**, (2008) *Sétif, mai 1945. Massacres en Algérie.* Paris
- Vial, J.**, (médecin capitaine) (1938) *Le Maroc héroïque.* Paris.
- Villaverde Vega, N.**, (2001) *Tingitana en la Antigüedad Tardía (siglos III-VII) : Autoctonia y Romanidad en el Extremo Occidente Mediterraneo.* Madrid.
- Von Lettow-Vorbeck, P.** (général), (1933) *La guerre de brousse dans l'est africain (1914-1918),* Paris.

W

- Walker, S.**, (1997) « Ancient Faces : an exhibition of Mummy Portraiture at the British Museum ». *Egyptian Archaeology*, 10, 1997, p. 19-23.
- Warwick, P.**, (1983) *Black People and the South African War, 1899-1902.* Cambridge.
- Wendorf, F et Schild, R.**, (1984) « Conclusions ». In Close, A.E., *Cattle keepers of the eastern Sahara ; the neolithic of Bir Kiseiba.* Dallas, 1984, p. 404-428.
- Wilding, D.**, (1997) "L'image des Nubiens dans l'art égyptien". In *Soudan, Royaumes sur le Nil*, catalogue de l'exposition de l'Institut du Monde Arabe, 1997, p. 144-157.
- Wilkinson-Latham, C.** (1977) *The Boer War.* Londres.

- Wilson, M. et Thompson L.**, (1970-1971) *The Oxford history of South Africa*. tome I : South Africa to 1870, Oxford, 1970. Tome II : South Africa 1870 to 1966, Oxford, 1971.
- Woolman, D.L.**, (1968) *Rebels in The Rif, Abd-el-krim and the Rif rebellion*. Stanford University Press.
- Wright, H; Raimilahy, C et Allibert, C.**, (2005) "L'évolution des systèmes d'installation dans la baie d'Ampasindava et à Nosy-Be". *Taloha*, n° 14-15, septembre 2005.
- Wright, H.**, (1992a) « Early Seafarers of the Comoro Archipelago : The Dembeni Phase of the IX^e and X^e centuries AD ». *Azania*, XIX, 1992, p. 13-59.
- Wright, H.**, (1992b) "Early Islam, Oceanic Trade, and Town Development on Nzwani : The Comorian Archipelago in the XI^e- XV^e centuries A. D". *Azania*, XIX, 1992, p. 81-128.

Z

- Zarini, V.**, (2005) « *Mauri, Romani, Afri* : le regard de Corippe sur l'Afrique byzantine et l'identité de ses populations ». In Briand-Ponsart, C., (2005) *Identités et Cultures dans l'Algérie Antique*, p. 407-422.
- Zarini, V.**, (2008) « La *Johannide* de Corippe (vie siècle apr.J.-C.) : entre épopée antique et chanson de geste ? ». *Camenae*, n° 4, juin 2008, 3 pages, en ligne.
- Zeltner, J. C** (1970) *Histoire des Arabes riverains du Lac Tchad*. Abidjan.
- Zeltner, J.-C.**, (1988) *Les pays de Tchad dans la tourmente (1880-1903)*, Paris.
- Zniber, M.**, (1993) « L'itinéraire psycho-intellectuel d'Ibn Toumert ». Rabat, 1993, p. 15-29.

INDEX

A

Abassi Madani 326

Abbas (khédivé d'Egypte) 270, 322

Abbott, P 308, 398

Abdallah abou-Mohammed 122

Abdallah ben Sad 106

Abd Allah ben Yacin 122

Abd Allah ibn Arbi Sa'ad 114

Abdallâh Ibn Sanbou 114

Abd Allah Ibn Sarh 104

Abd al-Wahhab 110

Abd el-Kader 216

Abdelkader Hachami 326

Abd el Kader Timoule 154

Abd el-Krim (Abd Mohammed Ben Abd el-Krim el Khettabi) 282, 284

Abdelmajid Kaddouri 154

Abdel Malek M'Tougui 236

Abd-el-Malik (calife) 106

Abd el Moumen 126, 128

Abd er-Rahman ibn Rustum 110

Abercrombie (général) 190

Abitbol, M 158, 398

Abla Pokou 162

Abou Abdallah al-Shi'i 118

Aboualfa, M 154, 398
Abou Bakr Younès Jaber 332
Abou Bekr ben Omar 122
Abou er-Rabi 134
Abou-Qorra 110
Abou said Othman 134
Abou Yakoub Youssef 156
Abou Youssef Yacoub 154
Abou Zeid 346, 350
Abu al-Muhajir 106
Abu al-Qasim (Abû al Quaim) 118
Abu Rakwa 120
Abu Yazid (l'« homme à l'âne ») 118, 406
Achiary André 296
Adherbal 86
Agaja 164
Ag Ali Alambo 346
Ag Bahanga Ibrahim 344
Aghalahy Alambo 344
Ag Mohammed Najem 348
Agostino Neto 308
Agouli Agbo 242
Aguessy 164, 398
Ahlad Tejan Kabbaj 372
Ahmad Tijani 20
Ahmed El-Mansour 156
Ahmed Tejan Kabbah 372
Akaba 164
Akindele 164, 398
Akli Ag Iknane 344
Aklou Sidisiki 346

Al-Afdal 120

Albuquerque, L (de) 146, 398

Alexandre (le Grand) 62, 236, 412

Al-Hakim 120

Al-Hasan 120

Ali (gendre du Prophète) 110, 118, 124, 156, 158, 174, 192, 194, 308, 328, 346, 368, 402, 410-411

Ali Mahdi Mohamed 368

Ali Shermake 368

Allard-Huard 39-40, 398, 404

Al-Mansour 112, 160

Al-Mansur ben Bologin 112

Al Muizz ben Badis 112

Al-Mu'izz ibn Badis 128

Al-Mukhtar Omar (Moktar) 278

Al-Mustansir 120

Alphonse Ier le Batailleur 124

Alphonse Jacques (capitaine) 254

Alphonse VI de Castille 124

Alphonse VII le Bon, roi de Castille 124

Al-Zahir 120

Amabilis 93

Amasis 62

Ambrose 36, 398

Amda Tsiyon 172

Amenhotep II 64

Amon 64

Amosis (ou Ahmosis) 60

Amr ben al-As (Amr ibn al-As) 104

Amyrtée 62

Andriamanelo 210

Andriamasinavalona 210
Andrianampoinimerina 210
Antalas 92
Antoine 86-87, 384
Apollon 78
Apriès 62, 78
Arabi Pacha 194
Arcésilas II 78
Arcésilas IV 79
Arditi, C 248, 398
Arsis 62
Artaxerxès II 62
Artaxerxès III 62
Asiwaju, A. I 164, 398
Askia Al Hadj 160
Askia Ishak 1^o 158
Askia Mohammed III 158
Aspelta 62
Assou Oubasslam 280
Augeraud (général) 216
Auguste (empereur) 80, 84, 405, 410
Ayalon, D 132, 398

B

Babangida (général) 380
Baden-Powell 265
Badis 112, 128
Badis ben al-Mansour 112
Badoglio (général) 286
Badr el-Djamali 120

Bagayoko, N 390, 398

Baker, Florence 170, 194, 218, 324

Baker, James 170, 194, 218, 324

Baker, Samuel White 170, 194, 218, 324

Ballot, Victor 242

Baratier (capitaine) 226, 228

Baratieri, Oreste (général) 258

Barth, Heinrich 220, 230

Battelot, Edmund (major) 222

Battos 1° 78

Battos II 78

Baybars 114, 132

Bayol (docteur Jean-Marie) 242

Beach, D. N 180, 182, 399

Beaufre (général) 302, 399

Bédié, Henri-Konan 374, 376

Behagle, Ferdinand de 248, 250

Béhanzin 240, 242

Bélisaire 90, 92

Belliard (général) 190

Benabbès, Ahmed 108, 399

Benabdallah, Ahmed 128

Ben Ali 124, 328

Ben Bella, Ahmed 322

Bender, L 16, 399

Benhima, Y 104, 128, 399

Benmebarek, R 296, 399

Bernus, E 342, 399

Beurmann, Moritz (von) 230

Bevin, Ernest 330

Bianquis, T 120, 399

Binger, Louis Gustave 243
Bismarck, Otto (von) 214, 230, 252
Biton Coulibaly 198
Blas de Roblès, Jean-Marie 399
Bleek, Wilhelm 48
Bocchus II 86-87
Bodson (capitaine) 184
Boganda, Barthélémy 382
Bogud 86
Bokassa, Jean-Bedel 382
Bologin 112
Bonaparte 190, 412
Bonchamps (marquis de) 226, 407
Bonzaier, E 16
Bookin-Weiner, J. B 154, 399
Borgnis-Desbordes Gustave (général) 238, 240
Botha, Louis 266, 274, 394
Botha, PW 266, 274, 394
Bou Amama 232
Boucharb, A 154, 399
Bourgès-Maunoury, Maurice. 304
Bournazel (capitaine de) 280, 399
Bournazel, Germaine (de) 280, 399
Bouteflika, Abdelaziz 326
Bouthel (sergent) 250
Boyer, P 196, 399
Bozizé, François (général) 382
Brassine, J 384, 399
Brégeon, J. J 190, 399
Bretonnet (lieutenant de vaisseau) 248, 250
Briand-Ponsart, C. 84, 399, 408, 414

Bruey (amiral) 190
Brugsch 230
Bruguière, J. L 386, 399
Brunet, M 30, 399
Bugeaud (général puis maréchal) 216
Buhari, Mahammadu (général) 378
Buijtenhuijs, R 300, 399
Burke, E 280, 400
Burton, Richard 218, 220

C

Cabaon 90
Cabon, Olivier 46, 64, 400
Cabouret, B 84, 400
Caetano, Marcello 310
Cambyse II 62
Camps, Gabriel 84, 128, 264, 266, 270, 326, 344, 386, 390, 400
Candido, José da Costa 224
Cannuyer, C 82, 102, 400
Cao, Diego 146
Caprivi Leo (von) 230
Capussa 72
Carbonell, E 30, 400
Carmignani, J. C 190, 412
Carnavon (lord) 262
Casati, Gaetano 222, 400
Caulker 370
Cavalli-Sforza, L et F 16, 400
César 80, 86
Cetshwayo 262

Challe (général) 304
Chaltin, Louis Napoléon (commandant) 254
Chamberlain, Joseph 238, 265
Chamoux, François 78, 400
Changamire Dombo I^o 182
Chanoine (lieutenant) 248
Charles Michel 226
Charles Taylor 370
Charyee Doe 370
Cheikh Anta Diop 66
Cheikou Amadou 198
Chemamoun (Shamamun) 114
Chevigné (lieutenant de) 240
Chiarelli, B 66, 410
Chinguli 183
Chiniama 183
Chirau 312
Chittick, H. N 116, 400
Chovin, G 154, 400
Cissoko 158, 400
Clapham, C 366, 400
Clark, J. D 54, 398, 400
Claude (Empereur) 84, 87
Clémenceau, Georges 232
Cléopâtre Séléné 87
Cleverland 370
Closset 384, 400
Cobbing, A (colonel) 206, 400
Cocard, H 154, 400
Colombel, P 43, 400
Constantin IV 108

Corap (colonel) 284
Corfield F. D 300, 401
Corippe 92, 408, 414
Courcelle-Labrousse, V.282, 401
Couteau-Bégarie, H 288, 401
Crampel, Paul 248
Crémieux, I 216, 398
Crispi, Francisco 258-259
Cunnison, I 184, 401
Cuoq, J. M 82, 93, 136, 401
Currey J 300, 401
Curtin, Ph 168, 401
Cusina 92

D

Daaku 246, 401
Dachraoui, F 118, 401
Dacko, David 382
Da Diarra 198
Daguet-Gagey, A 80, 401
Dakon 162
Daoud (roi de Makuria) 114
Darius III 62
Davenport T. R 274, 401
De Bono (général) 286
De Bruyne Henri (sergent) 254
Déby Itno 342, 352, 354
Dedan Kimathi 300
De Gaulle (général) 294, 306, 320, 403
Degeorge, Gérard 78, 405

De Klerk, F. W 394-395

De La Rey, Jacobus 266

Del Bocca, A 286

Delcassé, Théophile 228, 232

Demba-Gué 242

Déroulède, A 306, 401

Derricourt, R 202, 411

Deschamps, Hubert 10, 401

Desgenettes, René-Nicolas 190

Desjacques, J 74, 401

Desmedt, C 48, 401

Destenave (lieutenant-colonel) 250

Devisse, J 136, 401

De Wet, Cristiaan 266

Dhanis, Francis (capitaine) 254

Dias de Novaes, Paolo 166

Diaz de Novaez, Bartoloméu 146

Digbagli Genu (ou Doaklin) 164

Dihya (Dahia), Kahina, l’Kahina ou la Kahena 106

Dingane 205, 208

Dingiswayo 204, 206

Dinkoro 198

Dioclétien 81-82, 96, 410

Diori Hamani 346

di Rudini marquis 259

Djemal Pacha 270

Dobell (Brigadier-général) 272

Dodds (colonel Alfred) 242

Doe, Samuel 370

Domitien 80

Donadoni, S 84, 402

Dorieus 79

Dos Santos, Marcelino 310, 392

Doyle, S 176, 402

Durand-Autier 248

Duranton-Crabol, A. M 306, 402

Dyé (enseigne de vaisseau) 226

Dziubinski, A 154, 402

E

Eden, Antony 302

Ehret, Christopher 16, 54, 402

El Ayachi (Al Ayachi) 156

El Bekay 200

El Gragne (le gaucher) Ahmed ibn Ibrahim al-Ghazi 172

El Hadj Omar, El-Hadj-Omar (Omar Tall) 198, 200, 238

El Hiba 280

Elissa (Didon) 74

Ellen Johnson-Sirleaf 370

El-Mu'izz 118

Emily, docteur 226

Emin pacha (Edouard Schnitzler) 221-223, 400, 412

Emmanuel I^{er} du Portugal 148

En Nazir 114

Enver Pacha 278

Eratosthène de Cyrène 79

Etherington 208

Eudocia 90

Euzennat, M 84-85, 402

F

Fadel Allah 250
Fage J-D 168, 402
Faidherbe Louis (colonel) 200, 238
Fantar, M 72, 401
Fargette, G 192, 402
Fasiladas 172
Fatima, fille du Prophète et épouse d'Ali 118, 156
Fehrat Abbas 322
Félix Faure 6, 154, 228, 352
Ferdinand III le Saint castille 126
Ferro, M 302, 402
Fleury, G 306, 402
Foday Sankoh 372
Fogel, F 174, 402
Fouques (lieutenant) 226
Foureau, Fernand 250
Francisco de Gouvea 166
Francisco, L 166, 258, 282, 402
Francis Scott (général, sir) 246
Franke (hauptmann Viktor) 268, 274
Frere, sir Bartle 262
Froment, A 16, 402-403
Fynn, H. F 204, 403

G

Gaia 72
Gallieni (général) 238, 240
Gama Christofa 146, 172
Garang John 360
Garcia-Arenal 126, 403

Garmul 93

Gattefossé, J 74, 403

Gbagbo, Laurent 374, 376

Gbagbo, Simone 374, 376

Gélimer 90

Gélon de Syracuse 74

Genséric 90

Gérardin, J 280, 403

Germain (capitaine) 226, 406

Ghislain, J 178, 403

Ghissa Ag Boula 346

Gil Eanes 146

Gillain, C (Capitaine) 254

Gill, S. J 206, 403

Gizenga, Antoine 384

Glé-Glé 240, 242

Godinho, Magalhaes 150

Goodchild, R. G 104, 403

Goodluck, Jonathan 378, 380

Gordon, Charles 170, 194, 222, 224

Goukouni Weddeye 342, 352, 354

Gouraud (général) 234, 240

Gourlier, Gaston 296

Gournay (Lt-colonel) 366, 403

Graham (colonel) 202

Grant, James Augustus 218, 222

Grant Stairs (lieutenant William) 222

Graziani (général puis maréchal Rodolfo) 286, 288, 413

Greenberg, J 16, 403

Grégoire (patrice ou exarque) 106, 306, 408

Grey sir Edward 226

Guei, Robert (général) 374

Guibert, V 306, 403

Guillaume II 234, 252

Gulussa 86

Gunthamund 90

Gurzil 80

H

Habyarimana, Juvénal 386

Hall, M 50, 52, 403

Hamann, H 392, 403

Hamilcar Barca 76

Hamilton, C 204, 403

Hammad ben Bologin 112

Hannibal 76

Haroun (Harun) al-Rachid 110

Hassan ben Numan el-Ghassani 106

Hassan, fils de Fatima 20, 104, 106, 110, 121, 128, 130, 154, 156, 196, 236,
254, 322, 324, 342, 403, 412

Hassan II 20, 322, 324, 403, 412

Hassan Pacha 196

Hathaway, J 132, 403

Hatshepsout 94

Haurie, M 248, 404

Henriksen, Thomas 404

Héraclès 80

Hertzog (général) 274

Heyderbreck (colonel Joachim von) 274

Hicks (Hicks Pacha) 194

Hiempsal 86

Hiempsal II 86

Hilâl ben Tarwân al-Luwâti 104
Hildéric 90
Hissène Habré 342, 352, 354
Hodister, Arthur 254
Hohenlohe-Shillingdfürst (Carl Viktor von) 252
Hoisington, W. A 280, 404
Holden Roberto 308
Hollande, François 168, 186, 260, 382
Holt, P. M 132, 404
Hostains 243
Houphouët-Boigny, Félix 374
Hrbek, I 118, 404
Hrdy, D. R 66, 404
Huan 288, 401
Huard, P 39-40, 44-45, 398, 404
Huffman, T. N 50, 180, 404
Hunéric 90
Huntzbüchler, Ernest 248
Hussein, chérif de La Mecque 270
Hussein Kamel 270

I

Iaudas 92
Ibrahim ben al-Aghlab 110
Ibrahim Fawzi 222
Ibrahim II 118
Ibrahim pacha 110, 118, 122, 172, 174, 192, 222, 344, 346
Idris As-Senussi 278
Idriss 110, 128, 134, 278, 330, 334, 342, 352, 354, 356
Idriss Déby Itno 342, 352, 354

Idriss II ben Idriss 110, 134

Illife, J 16, 404

Inaros 62

Innocent III 154

Ismael 192

Ismaël El Mansour 118

Ismail (khédivé d’Egypte) 270, 398

Issaias Afwerki 366

Iyad Ag Ghali 348

Izard, M 198, 404

J

Jaa Kosoy 158

Jacoub al Mansour 128

Jaime I^{er} le Conquérant 126

James Gordon Bennett Junior 224

Jean II de Portugal 146

Jean III de Portugal 148

Joalland (lieutenant) 250

Joubert, Piet 264

Jourdan 190

Juba II 84, 87, 401

Jugurtha 86, 411

Julien (patrice byzantin) 108, 122, 404

Junker, Wilhelm 222

Justinien 90, 92

Justin II 93

K

Kabila, Laurent-Désiré 388

Kablan Duncan, Daniel 374
Kachta 64
Kaddache, M 196, 405
Kaddouri, A126, 154, 399, 403, 405
Kagame, Alexis (Abbé) 178, 409
Kagamé, Paul (général) 405
Kahina (voir l’Kahina et Dihya) 104, 106
Kaladian Coulibaly 152, 198
Kalala Ilounga Mbili 182
Kalaoun 114, 132
Kalondji, Albert 384
Kamougué, Félix (général) 352
Kandt, Richard 218
Kanyembo 183
Karl Peters 230
Kasavubu 384
Kauffer, R 306, 405
Kazembe III Ilunga (Lukwesa) 184
Kenyatta, Jomo 300
Kérenbès (Karanbas) 114
Kestergat 384, 399
Kettani (général) 322
Khalifa Haftar (général) 334
Kika, roi de Bassa 242
Kiker 180
Kitbuga 132
Kitchener, Horatio (général). 194, 228, 266
Ki-Zerbo, Joseph 198
Kléber (général) 190
Klobb, Jean-François (colonel) 240, 248
Koeberlé 74, 401

Kolingba, André (général) 382

Kondé 183

Kongolo 182

Koutou 198

Koutouz 132

Kusi Obodum 162

Kuvimbu Ngombé 182

L

Laband, J 204, 405

Lacumazes 72

Ladjin 132

Lagardère, V 122, 405

Lalibéla 172

Lamy, François (commandant) 250

Landeroin, Moïse 226

Langa 202

Langaney, A 46, 405

Lansana (général) 372

Largeau (lieutenant et général) 226, 272, 403

Laronde, A 78, 405, 408

Laroui, A 126, 405

La Tour (lieutenant de) 154, 240

Laurens, H 190, 405

Laval, Pierre 256

Laverdure, René (colonel) 280

Le Bohec, Yann 76, 80, 84, 405

Leclant, Jean 40, 404, 413

Leclerc 279, 330

Lefebvre 302, 405

Léger, P. A 102, 304, 405

Lehmann, G 306, 405

Le Houerou 366

Lenoir, E 84, 405

Léo III d'Arménie 132

Leontios 106

Léopold II 254

Le Quellec, L 16, 36, 40, 405

Leroux, Marcel 32, 34, 405

Letourneau, R 118, 406

Lettow-Vorbeck, Paul von (général) 4, 276, 413

Leutwein (colonel) 268

Lévy, S 284, 406

Lieberman, D. E 30, 406

Liotard, Victor 226

Lippens Joseph (lieutenant) 254

Livingstone, David. 220, 224, 406

Livingstone, Mary 220, 224, 406

l'Kahina ou la Kahena (Dihya (Dahia) 106

Lol Mahamat Choua 352

Lothaire (capitaine) 254

Louis Napoléon (Prince impérial) 254, 262

Lovejoy, P. E 168, 406

Lucotte, G 66, 406

Lueji (ou Loueji) 183

Lugan, Bernard 5, 40, 56, 178, 186, 202, 208, 234, 252, 264, 266, 272, 274,
276, 282, 328, 406

Lumumba, Patrice 384, 399

Lyautey, Hubert 232, 234, 236, 270, 280, 284, 403-404, 412

Lye, W. F 206, 406

M

Mac Donald (général) 190

Mack 54

Mackinnon (sir) 222

Mac-Mahon (maréchal de) 216

MacMichael, H. A 356, 406

Madani Glaoui 236

Madariaga, M (de) 282, 406

Mahdi (Mohammed Ahmed ben Abdallah el-Mahdi) 118, 126, 194, 222, 266, 368, 406

Mahmoud (pacha) 160

Mahmoud II 192

Mahmoud IV du Mali 140

Malloum, Félix (général) 352

Mandela, Nelson 394-395

Mane, roi de Petit-Béréby, 242

Mangin (lieutenant) 226, 240

Mangoutimour 132

Manica 30, 182, 407

Mann, Gustav 252, 398

Mano Dayak 346

Mansouri, M. T 132, 407

Manuel I° roi du Portugal 146

Marchand (capitaine) 194, 226, 228, 407

Margai, Albert 372

Marissal, Jacques 170, 407

Maritz, Manie 208, 266, 274

Marmié 282, 401

Martin, A.G.P 320, 407

Martin, G. T 320, 407

Mashobane 206

Massinissa II 86

Massinissa (Masensens) 72, 76, 86, 411

Massu, Jacques (général) 304, 407

Mastanabal 86

Masties 90

Masuna 90

Mathieu, M 248, 407

Mauny, Raymond 94, 407

Maurice (empereur) 93, 304

Méhémet Ali 174, 192, 194, 402, 411

Meinhof, Carl 48

Meles Zenawi 364, 366

Melqart 80

Ménélik II 172

Mengistu Haile Mariam 364, 366

Menou (général) 190

Mercier 66, 406

Merelles, F. A 386, 407

Messali Hadj 296

Metzul 72

Meynier (lieutenant) 250

Michaux, Oscar (capitaine) 254

Michel, Ch 74, 102, 226, 228, 407

Michel le Syrien 102

Micipsa 86

Midant-Reynes, B 56, 58, 408

Miège, Jean-Louis 286

Milkias 258, 408

Millerand, Alexandre 236

Milne, J. G 84, 408

Milton, G 202, 372, 408

Milton Margai 372

Mitchell, B. A 79, 408

Mobutu, Joseph-Désiré (général et maréchal) 384, 388, 390

Modéran, Y 80-81, 90, 92, 104, 108, 408

Modibo Keita 322, 344

Mohamed Ameziane El Haddad 216

Mohamed Bello 200

Mohamed Ech Cheik 158

Mohamed es Senoussi 248, 330

Mohamed Sarakollé Touré 158

Mohamed Yusuf 380

Mohammed Ech-Cheikh al-Mahdi 130, 148

Mohammed ech-Cheikh el-Asghar es-Sghir 156

Mohammed el Hajj 156

Mohammed el-Haraik 280

Mohammed el-Moutaoukil 154

Mohammed IV 234

Mohammed V 320, 405

Moha ou Hammou es Zaïani. 280, 408

Moinier (général) 234, 236

Mokhtar Ould Daddah 324

Mokrani, (Ahmed El Mokrani) 216

Mokrani (Mohammed el-Mokrani) 216

Moletsane 206

Mollet, Guy 302, 304

Moloney, J. A 184, 408

Mondlane Eduardo 310

Monteil (colonel) 226

Montgomery (général) 288

Montouhotep II 60

Monzon 198

Moreau 190

Morice, André 304

Morris, D. R 204, 262, 408

Moshwesh 206

Moubarak, Hosni 328

Moulay Abdallah el-Ghalib 154

Moulay Abd el-Aziz 234, 236

Moulay Abd el-Hafid 236

Moulay Ahmed Seghrouchni 280

Moulay Chérif 156

Moulay Hafid 234, 280

Moulay Hassan 236

Moulay Mohammed 156

Moulay Rachid 156

Moulay Youssef 236, 280

Mourad Bey 190

Mouton, J. M 46, 52, 104, 408

Mpande 262

Mpikaze 205

M'siri, Ngelengwa 184

Mugabe, Robert 312

Muhawiya ben Hudayi 106

Mulele, Pierre 384

Munongo Godefroid 184

Murchison, Sir Roderick 218

Murray 206, 406

Musa ben Nusayr 106

Mussolini, Benito 256, 278, 286, 401

Mustafa Kemal (Kemal Atatürk) 278

Mustapha Pacha 190

Muzorewa (Mgr) 312
Mwanga 230
Mwata Yamvo Naweji 183-184
Mzilikazi 206, 208, 410

N

Naaba Kom 198
Naaba Wubri 152, 198
Naba Sagha 1° 198
Nabuchodonosor 62
Na Garba 198
Nahimana, Ferdinand 178, 409
Nahla Zéraoui 106
Nandi 204-205
Naniankoro 198
Na Nyaghse 198
Napoléon III 243, 262
Narmer 58
Nasir el-Dawla 120
Nasir Mohamed ibn Kalaoun 132
Nasser, Gamal 302
Navarro (général) 282
Ndabahingi Sithole (révérend) 312
Ndlambe 202
Néchao II 62
Nectanebo II 62
Néguib (général) 358
Nganda 183
Ngolo Diarra 198
Ngqika 202

Nizar (Fatimide) 120
Nkomo, Josuah 312
Nompethu 206
Nordman, D 232, 409
Ntare IV Rugamba 178
Ntilikina, F 386, 409
Nurse, D 48, 409

O

Obaid Allah 118
O'Connor (Brigadier général) 180, 288
Octave 86-87
Odak Ocollo 174
Oezalces 72
Olivieri 296
Ollivier Emile 216
Omar (calife) 10, 102, 106, 122, 198, 200, 238, 278
Opuku Ware 162
Osei Tutu 162
Oterveg 230
Othman (calife) 106, 134, 380
Ouattara Alassane 374, 376
Ould Khattar. 46, 320, 324, 409
Ousmane dan Fodio (Othman dan Fodio) 164, 200
Outchiki Mohamed 346

P

Pacha Jouder 160
Pahlavi, Pierre 308, 410
Palmerston 192

Paluel-Marmont, Albert 409

Panéhésy 60

Pankhurst 286, 409

Patassé Ange-Félix 382

Pépi II 60

Perez 306, 409

Pervillé, Guy 304, 409

Pétain, Philippe (maréchal) 236, 284

Pétré-Grenouilleau 168, 409

Phalo 202

Philènes (les frères) 79, 401, 407

Philippson 48, 52

Phyllis 166, 410

Pierre Benoît 272, 410

Pikirayi, Innocent 180, 410

Piyé 64

Pline 94

Poincaré, Raymond 236

Pompée 80

Ponel 226

Ponsich, Michel 74, 410

Ponthier (capitaine Pierre) 254

Potgieter, Andries 208

Poutine, Vladimir 334

Pretorius, Andries 208

Prince Jonhson 370

Prisse d'Avesnes 69

Prophète Mohammed 156

Psammétique II 62, 96

Psammétique III 62

Ptolémée 79-80, 87, 94, 401

Q

Quéchon, G 46, 410

Quiquerez (lieutenant) 243

Qusayla (Kusayla) 106, 108

R

Rabah 238, 244, 248, 250

Raben (hauptmann von) 272

Rabino-Massa, E 66, 410

Radama I° 210

Radama II 210

Raffray 346, 410

Rainilaiarivony 210

Ralambo 210

Ramaphosa, Cyril 395

Ramsès II 60, 69, 400

Ramsès III 60

Ramsès XI 60

Ranavalona I° 210

Ranavalona III 210

Rasmussen, R. K 206, 410

Rasoherina 210

Razafindralambo, L. N 210, 410

Rebuffat, R 80, 410

Reibell (hauptmann) 250

Reimbold 306, 410

Retief, Piet 208

Rhodes, Cecil 260, 264

Ribeiro Rodrigues 308
Richardson, D 168, 411
Ripon, lord 218
Rissa Ag Boula 346
Robersthaw, P 54
Robinson, D 200, 411
Rochas, Y 288, 411
Rolland, J. F 248, 411
Rommel (général) 288
Ruganzu I Bwimba 178
Rukn al-Din Baybars (Baybars II) 132
Rumaliza 254

S

Saba (reine) 172
Saïd Berke 282
Saint Félix de Valois 154
Saint Jean de Matha 154
Saladin 114
Salan, Raoul (général) 304
Salih Reis 196
Salisbury (lord) 230
Salomon (roi) 172
Samora Machel 310
Samory 10, 238, 240, 244, 409
Sani Abacha (général) 378
Sanusi Lamido Sanusi 380
Sarkozy, Nicolas 330, 332, 382
Saunders, D 202, 411
Saussier (général) 216

Savimbi, Jonas 308, 392
Savorgnan de Brazza 221, 226
Sbacchi, C 286, 411
Scherer 190
Schild, R 46, 413
Schmidt, P. R 46, 411
Schmitt, M (général) 304, 411
Schramme, Jean (colonel) 384, 411
Schwartz 230
Schweinfurth, Georg 194, 230
Scipion Emilien 76
Scipion (l'Africain) 72, 76
Sebekhotep 68
Sebkhotpe 69
Segonzac (sous-lieutenant de) 243
Seitz 274
Seku Ahmadu 200
Sénoufo Tyéba 162, 240, 244, 374, 376
Senzangakona 204-205
Septime Sévère 80, 82, 401
Sésostris III 64
Seyid Bargash 170
Seyid Said 170
Sforza, Carlo 330
Shabaqa 64
Shabataqa 64
Shakanda 114
Shaka Zulu 204, 403
Shaw, T 114, 411
Shepstone, Theophile 262
Shéshonq 60

Shuval, T 196, 411
Siaka Stevens 372
Sicard, Ch 216, 411
Sidi Akka 280
Sigujana 204
Si Hamza 232
Simoën, J. C 248, 411
Simon (lieutenant) 186, 226
Sinoué, G 192, 411
Siyad Barre (général) 368
Smendès 60
Smith, A. B 38, 52, 54, 56, 399, 411
Smuts, Ian 266, 274
Soliman le Magnifique 172
Solomon (général) 92
Sonni Ali Ber 158
Soumialot, Gaston 384
Soundiata 140
Speke, John Hanning 218
Spencer, A. J 56, 411
Stairs 184, 222, 408
Stanley, Henry Morton 221-222, 224, 254, 400, 412
Suleiman Solongdungu 174
Sylvestre, Manuel Fernandez (général) 282
Syphax 72, 76

T

Tachfin ben Ali 122, 124
Taharqa 64
Tanoutamon 64

Tarik ibn Ziyad (Tariq) 106

Tauris 280, 400

Taylor, J. H 66, 370, 412

Tegbasu 164

Temyn 124

Terrillon (commandant) 242

Thatcher, Margaret 312

Theodor 93

Théodoros II 172

Thesiger-Chelmsford (lord) 262

Thiers, Adolphe 192

Thomann 243

Thomas, H 168, 308, 412

Thompson 206, 413

Thrasamund 90

Tibère II Constantin 93

Tilagaguin 122

Tiloutan 122, 138

Tinne, Alexandrine 218

Tippo-Tip 170, 222, 254, 410

Tolbert, William 370

Tombalbaye, François 352

Tombeur (général) 276

Touadéra Faustin-Archange 382

Toûsoûn 192

Tranié, J 190, 412

Trintinian (colonel de) 240

Troglita Jean 92, 408

Trotha (général major Lothar von) 268

Tschombe Moïse 184, 384

Tsegaye Tegenu 258, 412

Tubiana, J 248, 412

Tucker 370

Turanshah 132

Tzatzon 90

U

Umaru Musa Yar'Adua 378

Uqba ben Nafi el Firhy 104, 106, 108

Uria Simango (révérend) 310

V

Valat, R 306, 412

Valentinien III 90

Valla, Jean-Claude 288, 412

Van der Stel, Simon 186

Van der Veen, L 412

Vandewalle (colonel) 384

Van Grunderbeeck, M. C 46

Van Jaarsveld, Adriaan 202

van Kerckhoven (capitaine) 254

Van Riebeeck, Jan 186

van Walsum, Peter 324

Vasco de Gama 146, 172

Védrine, Hubert 324

Vercoutter, J 56, 58, 413

Verdier (général) 190

Verhaegen 384

Verin, Pierre 116

Vermina 76

Vétillard, Roger 296-298, 413

Vial, Jean (capitaine) 280, 413

Vogel, Eduard 230, 404

von Schlieffen 230

Voulet (lieutenant) 248, 250

W

Warwick, P 266, 413

Wavell (général Archibald) 288

Wendorf, F 46, 413

Wheeler, Douglas 308

Wilson, M 206, 413

Wimpfen (général) 232

Wissmann, Hermann von 222

Woelffel (lieutenant) 240

Woolman, D. L 282, 413

Wright, H 116, 413

Y

Yahia ben Ibrahim 122

Yahia ben Omar 122

Yala Mwakou 183

Yekuno Amlak 172

Yohannès IV 172

Youssef ben Tachfin 122, 124

Z

Za el-Ayamen 158

Zarini, V 92, 414

Zeltner, J. C 248, 414

Ziegler 230

Zimmermann, Emil (colonel) 272

Ziri Ibn Menad 112, 118

Ziyadat Allah 118

Zniber, M 126, 414

Zubair Pacha 174

Zwide 204, 206

Achevé d'imprimer par Jelgavas Tipografija,
en septembre 2018,
Dépôt légal : octobre 2018

Imprimé en Lettonie

Contents

- Couverture
- Copyright
- Titre
- LA TERRE ET LES HOMMES
- DES ORIGINES À LA CONQUÊTE ARABO-MUSULMANE
- DE LA CONQUÊTE ARABE À LA DÉCOUVERTE PORTUGAISE (VII^e - XV^e SIÈCLE)
- DE LA DÉCOUVERTE PORTUGAISE À LA VEILLE DE LA COLONISATION
- LA PÉRIODE COLONIALE
- LA DÉCOLONISATION
- LA PÉRIODE CONTEMPORAINE
- BIBLIOGRAPHIE
- INDEX

Pagebreaks of the print version

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5
- 6
- 7
- 8
- 9
- 10
- 11
- 12
- 13
- 14
- 15
- 16

17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56

57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96

97
98
99
100
101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136

137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176

177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216

217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256

257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296

297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336

337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376

377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416

417

418

419

420

421

422

423

424